



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

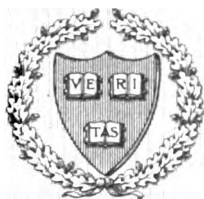
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

**HARVARD COLLEGE
LIBRARY**



**IN MEMORY OF
FRANKLIN TEMPLE INGRAHAM
CLASS OF 1914**

**SECOND LIEUTENANT
COAST ARTILLERY CORPS
UNITED STATES ARMY**

**WELLESLEY, MASSACHUSETTS
MAY 23, 1891 APRIL 11, 1918**

921. 8
LS 1620. 1
BULLETIN 4852

94-2

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,

Industrie, Sciences et Arts

DU

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

TOME XVII^e. — 1866.

Janvier et Février.

MENDE

**IMPRIMERIE DE C PRIVAT, S^r de J.-J.-M. et E. IGNON ,
Maison Rochette, rue d'Aigues-Passes.**

1866.

SOMMAIRE.

Conseil d'administration de la Société, page 5 ; — Liste des membres de la Société avec l'année de leur nomination : Membres titulaires résidant à Mende, p. 6 ; — Membres titulaires résidant hors du chef-lieu, p. 8 ; — Membres associés, p. 11 ; — Membres correspondants, p. 16 ; — Membres honoraires, p. 19.

PREMIÈRE PARTIE. — AGRICULTURE, ETC. — SÉANCE du 18 janvier 1866, présidence de M. Delapierre, président, p. 21 ; — Nominations, p. 22.

SÉANCE du 15 février 1866, présidence de M. Delapierre, président, p. 23 ; — Nominations, p. 25.

RAPPORTS de M. le docteur Jules Guyot sur la viticulture de la France.

— Rapport spécial sur la viticulture du département de la Lozère.

— Culture de la vigne et vinification, par le même. — Comptendu par M. Delapierre, président, p. 25.

Soins à donner aux graines de vers à soie du Japon, p. 49.

Concours régional agricole à Mende, p. 50.

MERCURIALE. — Prix des grains, par hectolitre, d'après les mercuriales des marchés du département de la Lozère (Janvier et Février), p. 77.

Avis, p. 79.

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE
de la Lozère.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,

Industrie, Sciences et Arts

DU
DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

TOME XVII^e. — 1866.

MENDE

IMPRIMERIE DE C. PRIVAT, Sr de J.-J.-M. et E. IGNON,
Maison Rochette, rue d'Aigues-Passes.

1866.

△
L Soc 1634.12.10 (17)



Ingraham-

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

Président d'honneur.

M. Ch. De LOISNE ✱, Préfet du département.

Bureau.

Président **M. DELAPIERRE**, conseiller de préfecture.

Vice-Présidents { **M. Rous**, propriétaire.
 { **M. l'abbé POLGE**, vicaire général.
 { **M. BÉLIBEN**, inspecteur d'académie.

Secrétaire général . . . **M. l'abbé Bosse**, aum. de l'hospice.

Secrétaires adjoints . { **M. ANDRÉ**, archiviste départemental.
 { **M. VINCENS**, chef de division à la préf.

Trésorier **M. MARTINET**, propriétaire.

Comité de questure.

Bibliothécaire-archiv. **M. N.**

*Consero. du musée des
beaux arts et des ant.* **M. IGNON (Ed.)**, propriét. et maire de
Badaroux.

*Consero. des col. d'hist.
naturelle et de phys.* **M. l'abbé Bosse**, aum. de l'hospice.

Conservateur adjoint. **M. l'abbé BOISSONADE**, professeur.

Comité de publication.

MM. BÉLIBEN, inspecteur d'académie.

L'abbé BALDIT, archiviste honoraire.

BOUNIOI (C.), chef de division à la préfecture.

ANDRÉ, archiviste.

Commission de la pépinière.

MM. MARTINET, propriétaire.

RIVIÈRE (H.), id.

LAURENS (P.), chef de div. de préf. en retraite.

HERMANTIER, inspecteur des enfants assistés.

DE LA PIERRE ✻, capit. de gendarmerie en retraite.

LISTE
DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ,
AVEC L'ANNÉE DE LEUR NOMINATION.

Membres titulaires résidant à Mende.

MM.

1820 Rous, propriétaire.

1829 DE LIGONNÈS (Edouard) ✻, propriétaire.

CHEVALIER, docteur-méd., membre du conseil général.

1834 DE CHAPELAIN (Octave), propriétaire.

1836 BALDIT (l'abbé), archiviste honoraire.

1842 ROUSSEL (Théophile) ✻, pr., memb. du conseil général.

1843 DE CHARPAL (Odilon) ✻, notaire, id.

1846 LAURENS aîné, agent-voyer en chef.

1849 BÉCAMEL, avoué-licencié, maire, memb. du conseil d'ar,

DE LESCURE (Edmond), propriétaire.

LAURENS (Paulin), chef de division de préf. en retraite.

SECOND, nég., prés. de la ch. cons. des arts et manufact.

1850 GROUSSET ✻, juge, directeur de la ferme-école.

BOURRILLON (Henri), propriétaire.

1851 MONTEILS (Amédée), médecin de l'hospice.

DELAPIERRE, conseiller de préfecture.

1853 COUMOUL, juge.

MM.

- 1855** BOURRILLON (Félix), manufacturier.
BOSSE (l'abbé), aumônier de l'hospice.
BOUNIOU (Charles), chef de division à la préfecture.
VINCENS, id. id.
- 1856** BRUN (Alexis), ancien banquier.
LEFRANC, ingénieur des ponts et chaussée .
JOURDAN, négociant.
FOULQUIER, receveur de l'hospice.
VIDAL (l'abbé), vicaire général.
RIVIÈRE (Henri), propriétaire.
POLGE (l'abbé), vicaire général.
SAUVAGE, receveur principal des postes.
- 1857** MARTINET, propriétaire.
DE CORSAK (Clément), propriétaire.
RIMBAUD, avocat, conseiller de préfecture.
BARBOT (Fernand), docteur-médecin, adjoint.
BARDOL, conducteur des ponts et chaussées.
ANDRÉ (Jules), greffier du tribunal.
- 1858** DE CHAMBRUN ✂, député de la Lozère au Corps Législ.
- 1859** PLAGNES, notaire.
HERMANTIER, inspecteur des enfants assistés.
- 1860** HUGON, cond. des p. et chaus. en retr., maire de Servières.
ROUVIÈRE (l'abbé), aumônier de l'école normale.
- 1861** DELACOUR, directeur des contributions indirectes.
BOURRILLON (Xavier), propriétaire.
GRÉNIÉ, vétérinaire.
GROSJEAN, sous-inspecteur des forêts.
- 1862** LAHONDÈS, propriétaire.
CREYX aîné, propriétaire.
MALAGRIDA-FONTANA, opticien.
MANSE, maître d'hôtel et de poste.
- 1862** ANDRÉ (Eugène), commis-greffier du tribunal.
- 1863** DUMAZEL, chef de bureau à la préfecture.
PRIVAT (Camille), imprimeur.

MM.

- 1863 BONNEFOUS, négociant.
DE CHARPAL (Jules), propriétaire.
LAVINIOLE fils, manufacturier.
DE LA PIERRE ✱, capitaine de gendarmerie en retraite.
BOUNIOI (Ferdinand), directeur des postes.
- 1864 IGNON (Camille), imprimeur.
BÉLIBEN, inspecteur d'académie.
PORTALIÉ (Antonin), manufacturier.
DONNADIEU, docteur-médecin.
ANDRÉ, archiviste départemental.
BERTRAND, juge, membre du conseil général.
- 1865 ARMAND, garde général.
LE MANSOIS (Ch.), chef de comptabilité du bureau du
trésorier-payeur général.
OUDIN (Hercule), chef de bureau à la préfecture.
MÉLY, fabricant de tissus.
RODIER, chef de bureau à la préfecture.
- 1866 MOULIN (Justin), teinturier.
-

Membres titulaires résidant hors du chef-lieu.

MM.

- 1840 DE BELVIALA, propr., conseiller d'arrond., à Langogne.
DE LAROCHE-NÉGLY, propr. à Booz, commune d'Auxillac.
- 1842 DES MOLLES (Léon), ancien député, memb. corresp. de
la Société impér. et centr. d'agr., propr. à Langogne.
- 1844 DE COLOMBET, propr., membre du conseil général, id.
- 1848 DAUDÉ ✱, pr., maire, m. du cons. gén. à St-Germ.-de-C.
- 1849 TEISSONNIÈRE ✱, prés. de chambre à la c. imp. de Nîmes,
memb. du cons. gén. de la Lozère, propr. à Florac.
- 1850 DE MALAFOSSE (Paulin), prop. au Bey, com. de Lanuéjols.
DE ROUVILLE, propriétaire, maire à Javols.
DE LABASTIDE, propr. au Crouzet, com. de St-Denis.
CHARRIER, propr., maire, vice-pr. du com. agr. à Chirac.
PLANCHON, propriétaire, maire au Buisson.

MM.

1850 **DE FRAMOND (Auguste)** ✱, membre du conseil général, président du comice agricole, à Antrenas.

BRUN DE VILLERET (Alphonse), propr., maire, membre du conseil général au Malzieu-Ville.

DE ROZIÈRE (Eugène) ✱, inspecteur gén. des archives, membre du conseil général, propr. au Malzieu-Ville.

1851 **DE CHAPELAIN (Joseph)**, propr. au Champ, com. d'Altier.

DE PRADES, propriétaire à la Vigne, commune de Barjac.

COSTE, juge de paix à Langogne.

IGNON (Edouard), pr., maire, à Nojaret, c. de Badaroux.

1855 **GACHE**, nég., maire, m. du cons. d'arrond. à St-Chély-d'A.

ANDRÉ, doct.-méd., m. du c. gén., maire à la Canourgue.

DE BAUMFORT, propr. à Soulages, commune d'Auroux.

ROUSSEL (Paulin), docteur-médecin, membre du conseil général à St-Chély-d'Apcher.

DAUDÉ (Jules), docteur-médecin à Marvejols.

MOULIN, procureur impérial à Alais, propriét. à Mende.

1856 **MONTEILS (Eugène)**, docteur-médecin à Florac.

DE ROZIÈRE (Ern.), pr. à la Caze, com. de Laval-du-Tarn.

D'ESPINASSOUX (Henri), pr., m. du c. gén. à Marvejols.

OLLIER (Paulin), manufacturier à Marvejols.

VINCENS, notaire hon., secrét. du com. agric. à Marvejols.

1857 **ABINAL**, docteur-médecin à la Canourgue.

DE FRAMOND (Alfred), propr., lieut. de louv. à Marvejols.

DUROC DE BRION, propriétaire à Fournels.

GIROU DE BUZARINGUES (Charles), propr. au Faltre, com. de St-Laurent-de-Muret.

RODIER, percepteur de St-Léger-de-Peyre, à Marvejols.

DES MOLLES (Caliste), propriétaire au Malzieu-Ville.

MAGRIN ✱, juge honoraire, propriétaire à Meyrueis.

DE LA FARE, cons. de préf., secrét. gén. à Melun, propr. à Arigès, commune de Bédouès.

CHIRAC (Adrien), expert-géomètre, maire au Chamibon.

DE LAPENNE, notaire, maire à St-Julien-d'Arpaon.

MM.

- 1857 ROUVIÈRE (Jules)**, greffier au Bleymard.
- 1858 BRUN DE VILLERET (Edmond)**, cons. à la cour impériale de Lyon, propriétaire au Malzieu-Ville.
- TOYE (Charles)**, propr., lieutenant de l'ouvèterie, maire de St-Martin-de-L., à Florac.
- VALIBHOUSE**, notaire à Meyrueis.
- LAPEYRE**, propriétaire, maire à la Parade.
- CONSTANS aîné**, propr. au Pouget, c. de St-Germain-du-T.
- RAMADIER**, notaire à Serverette.
- 1859 POUGET (l'abbé)**, curé à Fraissinet-de-Lozère.
- MAURIN**, propriétaire, maire à la Rouvière.
- BOISSONADE (l'abbé)**, profes. au petit sémin. de Chirac.
- SALANSON**, juge, memb. du conseil d'arrond., président du comice agricole à Florac.
- DE GRAVEROL**, juge de paix à Sainte-Croix.
- 1860 DE FENOUILLET**, propr., maire, lieutenant de l'ouvèterie à l'Hom, commune de Bassurels.
- TRÉMOLET**, propriétaire, adjoint à la Parade.
- TALANSIER (Camille)**, manuf., cons. d'arrond., président de la société de secours mutuels, à Marvejols.
- PINTARD (Albert)**, propr. à St-Roman, com. de Moissac.
- MAYRAN** ✕, propr. à la Baume, com. de Prinsuéjols.
- DE BERNIS (Hippolyte)**, propr. à Salgas, com. de Vebron.
- 1861 GIBELIN (l'abbé)**, aumôn. à Pineton, com. de Marvejols.
- BENOIT**, notaire, adjoint à Villefort.
- BADAROUS (Bruno)**, notaire à la Canourgue.
- COMBET**, propr. à la Moline, commune du Pompidou.
- LAMARCHE**, avoué à Florac.
- LAURANS**, notaire, maire des Balmelles, à Villefort.
- JOLY aîné**, administrateur de mines, maire, à Meyrueis.
- 1862 POLGE DE COMBRET**, juge de paix à Villefort.
- TOYE (Jules)**, notaire, maire de St-André-de-Lancize, à St-Germain-de-Calberte.
- COMBET**, propriétaire, maire à St-Michel-de-Dèze.

MM.

- 1862 **BONNET**, not., maire, m. du cons. d'ar. à Châteauneuf-R.
DE FAYET DE CHABANES (C. ✱), général de brigade,
com. la subd. milit. du Gard, memb. du cons. général
de la Lozère, propr. à St-Jean-la-Fouillouse.
- 1863 **PORTAL** (l'abbé), desservant à Sainte-Hélène.
- 1864 **ASSENAT** fils, propr. au Mas-d'Armand, c. de Langogne.
MASSADOR, pharmacien, adjoint, à la Canourgue.
SIAU, expert-géomètre à Villefort.
M^{me} V^e CAMBESSÈDE, propr. à Ferrussac, c. de Meyrueis.
- 1865 **PORTANIER**, desservant à St-Etienne-du-Valdonnez.
COUDERC, memb. du cons. d'arrond., maire de Villefort.
LEVRAULT, ancien contrôleur des contributions directes,
propriétaire, maire de Lanuéjols.
- 1866 **DELMAS**, const. d'inst. aratoires perfectionnés, à Naussac.
PRUNIÈRES, docteur-médecin à Marvejols.
NÈGRE (l'abbé), desservant à Lanuéjols.
BRUNETON (l'abbé), vicaire à Châteauneuf.
-

Membres associés.

MM.

- 1850 **CHEVALIER** (l'abbé), ancien desservant à Mende.
PAPAREL, percept. de St-Etienne-du-Valdon., à Mende.
GRANIER (André), propriétaire à Rieutort-de-Randon.
PORTAL, notaire, maire à Aumont.
DAUDÉ ✱, prés. hon. du trib. de Marvejols, à Mende.
BOIRAL, agent-voyer à Florac.
MONTEIL (Maurice), pr. à Brassac, com. de St-Chély-d'A.
BAFFIE (Etienne), propriétaire à la Panouse.
CROUZET, propriétaire, maire à Auroux.
BRUN, juge de paix à St-Amans.
MALET, agent-voyer à Marvejols.
GEBELIN (l'abbé), desservant à St-Germain-du-Teil.
- 1851 **LAMARCHE**, pasteur à Barre.
FILHON (Jules), notaire à Fournels.

MM.

- 1851 DE MARNHAC**, juge de paix, m. du cons. gén. à Aumont.
SINÈGRE, propriétaire à Plagnes, com. de Trélans.
ASTRUC (l'abbé), aumônier à Marvejols.
DE LABARTHE, propriétaire, maire à Montrodat.
DELARUELLE, notaire à Chirac.
- 1855 VALENTIN**, vétérinaire à St-Chély-d'Apcher.
GOTTY, ancien percepteur à Fau-de-Peyre.
BRESCHET, propriétaire à St-Chély-d'Apcher.
BLANC (l'abbé), curé de la cathédrale, à Mende.
COSTE (l'abbé), secrétaire de l'évêché, à Mende.
PAULET (l'abbé), desservant à Vebron.
JAFFARD (Louis), manufacturier à Mende.
CHARBONNEL (l'abbé), desservant à St-Amans.
ROUSSEL (l'abbé), curé à Marvejols.
ALBARET, propr. à Rouges-Parets, c. de la Canourgue.
ROCHE (l'abbé), des. à Choisinets, c. de St-Flour-de-M.
BONNAL (l'abbé), id. à Trélans.
RIGAL (l'abbé), aumônier du collège de Mende.
FOURNIER, régisseur à Malavieille, com. de Chanac.
GROUSSET (l'abbé), des. au Besset, c. de St-Pierre-de-N.
VIALA, propriétaire à Naussac.
GÉLY (Fréd.), pr. à la Blatte, c. de St-Laurent-de-Muret.
RANVIER (l'abbé), desservant à Pomaret, com. de Cubières.
DE MORÉ (Emile), pr., m. de plus. s. sav., à Serverette.
FORESTIER (l'abbé), chanoine à Mende.
- 1856 DEJEAN**, juge de paix, conseiller d'arrond. à Nasbinals.
VAYSSADE, notaire à Nasbinals.
ALMÉRAS, agent-voyer à Marvejols.
ODOUL, maître-adjoint à l'école normale, à Mende.
MACARY, propr. à Chassagnes, com. de Ribennes.
CHAPELLE (l'abbé), desservant à Banassac.
TEISSIER (l'abbé), desservant à St-Paul-le-Froid.
PAGÈS (l'abbé), bibliothécaire à Mende.
PARADIS, expert-géomètre à Mende.

MM.

- 1856 HERMET (l'abbé), desservant à Blavignac.
BOSSE (l'abbé), desservant à Prinsuéjols.
FAVIER (l'abbé), missionnaire diocésain à Choisinets, com.
de St-Flour-de-Mercoire.
OZIOL (Pierre), propr. à Crouzas, com. de Mende.
GAILLARD (Jean), propr. à Albuges, c. d'Arzenc-de-R.
GÉLY (Jean), propr. à Prévencières.
PANSIER (Fortané), propr., maire à Prévencières.
COMANDRÉ, cirier à Mende.
- 1857 RODIER (l'abbé), curé à Chirac.
MICHEL (l'abbé), curé à Florac.
ALCHER (l'abbé), maître de chœur à Mende.
PELATAN, vétérinaire à Florac.
BRESCHET, notaire, maire à Nasbinals.
ZDZITOWIECKI, docteur-médecin à Fournels.
GIMBERT, brasseur à Mende.
LACAN (l'abbé), curé à Rientort-de-Randon.
BRAJON, propr. à Changefege, com. de Balsièges.
SAGNET (l'abbé), curé à Nasbinals.
MICHEL-VENTOUX, propriétaire à Mende.
RUNEL, employé à la préfecture, à Mende.
- 1858 DUCEL (l'abbé), desservant à Barjac.
FAVIER (l'abbé), ancien desservant, à Barjac.
- 1859 JACQUES, propriétaire, maire à Laval-du-Tarn.
PARADAN, juge de paix à Sainte-Enimie.
ESCAPIER, propriétaire au Travers, com. de Vialas.
- 1860 BOYER, commis de l'inspection académique, à Mende.
ST-LÉGER ~~X~~, pr., maire, sup. de la j. de pr. à Estables.
GÉLY (l'abbé), vicaire à St-Pierre-de-Nogaret.
POUSSIELGUE, cond. des ponts et chaussées à Villefort.
MONESTIER (l'abbé), desservant à St-Préjet-du-Tarn.
OLLIER (l'abbé), desservant à Bédouès.
BUISSON (l'abbé), vicaire de la cathédrale, à Mende.
PANTEL, notaire, maire au Pont-de-Montvert.

MM.

- 1860** MEYNADIER, expert, adjoint à Molezon.
PRIVAT, notaire à Grandrieu.
CORDESSE, propr., maire à Recoules-de-Fumas.
FAVIER, expert à Châpciniès, c. de St-Sauveur-de-Peyre.
ROCHE, manufacturier, s.-lieut. des pompiers, à Mende.
PLANCHON (Jules), employé à la préfecture, à Mende.
- 1861** FABRE, agent-voyer à Mende.
LAURENT (l'abbé), desservant à Montbrun.
ROUVIÈRE (l'abbé), desservant à la Rouvière.
TARDIEU, instituteur à Chasseradès.
PELATAN (l'abbé), desservant au Fau-de-Peyre.
VERNHET, propr., maire à St-George-de-Lévéjac.
MAURIN, inspecteur primaire à Mende.
- 1862** GACHON, propr. à Mende, maire de St-Julien-du-Tourni.
QUINTIN, instituteur à St-Saturnin.
TOURGON, ingénieur des mines à Ispagnac.
VALGALIER (l'abbé), vicaire à Quézac.
GROUSSET (l'abbé), desservant au Chambon.
PARADIS (Théodore), négociant à Mende.
SANGUINÈDE, propr. à Cros-Garnon, com. de Vebron.
GUÉRIN, notaire, sup. de la j. de paix, au Collet-de-Dèze.
MATHIEU, nég., maire de Pourcharesses, à Villefort.
GAILLARD (Henri), maire de Gabriac.
- 1863** FONTES, horticulteur au Malzieu-Ville.
CHAUCHON, propriétaire, maire à Fontanes.
ALBARET (Charles), pr. à la Retournade, c. de la Parade.
DE LONGEVIALE (Jules), inspecteur des contr. directes en retraite à Aumont.
DE VALMALETTE, juge de paix à St-Jean-du-Gard, propr. à St-Etienne-Vallée-Française.
FRAISSE, huissier au Collet-de-Dèze.
MARTIN, propriétaire, maire à Cubières.
VORS (Jules), propriétaire au Massegros.
GAILLARD (Jacques), propr. à Froidviala, c. d'Estables.

MM.

- 1863 **VACHIN** (Amédée), propr., maire d'Hures, au Fraisse, com. de Sainte-Enimie.
- 1864 **AVESQUE** (Salomon), propr. à Ribevenès, c. de Meyrueis.
PARIS (l'abbé), vicaire à Lanuéjols.
CATHALAN, expert-géomètre à Mende.
BANCILHON, propr. au Vergognoux, com. de Barre.
SAIX, propr. à Bougezot, com. de Cassagnas.
BUISSON, négociant à Mende.
ROUX, expert-géomètre aux Combes, c. de Chaudeyrac.
LAMARCHE, greffier de la justice de paix à Barre.
MASSEGUIN, libraire à Mende.
BOISSEROLLE, propriétaire, maire à St-Frézal-d'Albuges.
CHALMETON, substitut à Mende.
COUMÈUL, avoué à Marvejols.
- 1865 **GACHON**, instituteur à Pelouse.
NAVECH, juge de paix à St-Germain-du-Teil.
OZIOL, desservant à Chasseradès.
CAYZAC, instituteur à Auxillac.
BLANCON, instituteur à St-Privat-du-Fau.
DE CHARPAL (Armand), propriétaire à Mende.
ROMOLI, médecin à Serverette.
THÉROND, const. de charrues perfectionnées à Naussac.
PEYTAVIN (l'abbé), vicaire à St-Alban.
SOLANET (l'abbé), professeur au petit séminaire de Chirac.
THÉROND (l'abbé), desservant à Laubert, commune de Châteauneuf.
CHAZE fils, agriculteur à Pierrefiche.
- 1866 **BOILLOT**, contrôleur, commis à la direction des contributions indirectes, à Mende.
ALBARET (l'abbé), vicaire à Javols.
SOUCHON (l'abbé), desservant à Allenc.
TERRASSON (l'abbé), id. à Pelouse.
ARZALIER (l'abbé), id. à Belvezet.
-

Membres correspondants.

MM.

- 1827 DES HERMAUX, ancien député à Rochefort.
1830 PELET DE LA LOZÈRE (O. $\frac{3}{4}$), ancien ministre à Paris.
HEDDE (Isidore), anc. dél. du com. en Chine, à St-Etienne.
1836 D'HOMBRES (Charles), propriétaire à Alais.
DE MONSEIGNAT $\frac{3}{4}$, président de la Société d'agriculture
de l'Aveyron, à Rodez.
1842 TUFFIER, percepteur à Guichen (Ille-et-Vilaine).
1849 AYMARD, membre de la Société académique au Puy.
1850 LECOQ, naturaliste à Clermont-Ferrand.
1851 D'AURIAC (Eugène), homme de lettres à Paris.
BOULANGIER (Paul), ingénieur à Lyon.
D'ALBIGNAC, prés. de la Société d'agriculture à Avignon.
1855 D'AURELLE DE PALADINES (G. O. $\frac{3}{4}$), g. de div. à Marseille.
DONIOL (Henri), propriétaire à Clermont-Ferrand.
PELATAN (Paul) $\frac{3}{4}$, payeur à Poitiers.
1856 PARADAN (l'abbé), à Paris.
GRÉGOIRE, professeur à Paris.
BERGERON (Jules), docteur-médecin à Paris.
GIROU (l'abbé), vicaire à St-Etienne-du-Mont, à Paris.
VIANNE (Edmond), ingénieur du drainage à Paris.
CAZALIS (Frédéric), cons. de préfecture à Montpellier.
POUGET, maître-adjoint à l'école normale à Nîmes.
1857 DE ROQUETAILLADÉ $\frac{3}{4}$, cap. en retraite, cons. d'arrond.
au Cambon, près la Cressé (Aveyron).
BORIE (Victor), rédac. du jour. d'agric. pratique à Paris.
DUMAS (l'abbé), vicaire de Notre-Dame à Paris.
DE CHANAILEILLES (O. $\frac{3}{4}$), anc. officier supér. à Paris.
BOUTEILHE (l'abbé), vicaire de St-Marsel de la Maison
Blanche, à Paris.
1858 D'ANGLES, receveur de l'enregis. à Châteaureux (Indre).
BOUCHER-DE-LA-VILLELOSSY, docteur-médecin à Paris.
1859 SEGUIN, vérific. en chef des poids et mesures à Nantes.

MM.

- 1859 KOTHEN, homme de lettres à Marseille.
DUBOIS, juge de paix à Valgorge (Ardèche).
DORVILLE, sous-préfet à Brioude.
- 1860 FRAISSE, docteur-médecin de la colonie de Guillon (Eure).
RIVIÈRE-DE-LARQUE, maire à Chevagny, près Mâcon.
VIDAL, principal du collège de Thiers (Puy-de-Dôme).
GUILLEMON, percept., membre de la Société de statistique universelle, à Toulouse.
LAGRANGE, ingénieur géologue et minéralogiste, à Paris.
KOUTSOUDÈS (Michel), à Hermopolis de Syra (Grèce).
CRISPIN (l'abbé), chanoine à l'Hay (Seine).
• PEYRET (Emile), propr. à la Rochette, commune de St-Germain-la-Prade (Haute-Loire).
LOUVRIER ✱, cons. hon. à la cour impériale, à Nîmes.
SÉNÉCLAUZE, pépiniériste à Bourg-Argental (Loire).
DORLHAC, ingénieur des mines à Laval (Mayenne).
DE FAGES DE CHAULNES (Gabriel), propriétaire au Puy.
GUIBERT ✱, propr., à Paris.
- 1861 AILHAUD-DE-BRISIS ✱, ancien député, m. du cons. gén. de la Drôme, j. de paix honoraire, à Nyons.
DELAIS, conseiller à la cour impériale de Riom.
BALLON ✱, ing. en chef des ponts et ch. à Auxerre.
- 1862 D'APCHIER LE MAUGIN (Anatole), propr. à Paris.
DE CHATEAUNEUF-DE-RANDON-DE-JOYEUSE, pr. au Puy.
POMARET, ingénieur des ponts et chaussées, membre du conseil gén. de la Lozère, à Arles (Bouches-du-Rhône).
PARADAN ✱, avocat à la cour impériale de Nîmes.
DURAND (Charles) fils, propr. à Montpellier.
Mgr MARET (O ✱), évêque de Sura, doyen de la Faculté de théologie, à Paris.
BENOIT, négociant à Sillé-le-Guillaume (Sarthe).
MONNIER, régisseur à Temsalmét, près Oran (Algérie).
LAFFITTE, directeur-méd. de l'asile d'aliénés de Lafond, près la Rochelle.

MM.

- 1862** BERTHERAND, secrétaire perpétuel de la Société d'agriculture de Poligny (Jura).
DUMAS, géomètre à Alais.
LOMBARD, secrét. particulier du préfet du Lot, à Cahors.
- 1863** LERAS, inspecteur d'académie à Auxerre.
CAVÈNE fils, horticulteur à Bagnols-sur-Cèze (Gard).
HOURS, juge de paix à la Grand'Combe (Gard).
RIVIÈRE DE LARQUE, avocat à la cour imp. de Paris, propr. à Combettes, com. de Ribennes.
DE FRAMOND (Adrien), sous-insp. des forêts, à Lyons-la-Forêt (Eure).
GREIL, sous-intendant militaire à Aurillac.
BOISSIER, docteur-médecin à Montpellier.
- 1864** Le docteur GUYOT (Jules), à Paris.
COURNUT, professeur au collège de Lons-le-Saulnier.
CHALEIL DE VAREILLES, recev. de l'enreg. et des dom. à Oran (Algérie).
DE RONCHAUD, conseiller de préfecture à Metz.
- 1865** SAURIN, propriétaire à Marseille.
BARROT (Odilon), attaché d'ambassade à Madrid.
TEISSIER, président de la Société de secours mutuels d'Aulas (Gard).
CHARIÉ, conseiller de préfecture à Clermont-Ferrand.
BRUN DE VILLERET, sous-préfet à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or).
JEAN MACÉ, secrétaire de la Société des bibliothèques communales du Haut-Rhin, à Beblenheim.
- 1866** GUÉRINEAU, médecin de l'asile d'aliénés à Auch (Gers).
PAGÉZY, député de l'Hérault, maire de Montpellier.
-

Membres honoraires.

MM.

DE LESTRADE ✱, ancien préfet de la Lozère, président.
PAGÈS ✱, id. id.
GUYOT (C ✱), id. id.
BÉLURGEY DE GRANVILLE (C ✱), id. id.
JANVIER DE LA MOTTE (O ✱), id. id.
DE FLEURY ✱, id. id.
TOURANGIN ✱, id. id.
DE PEBEYRE ✱, id. id.
BORRELLI DE SERRES ✱, ancien maire de Mende, vice-prés.
DE LAMARTINE ✱, de l'Académie Française.

PREMIÈRE PARTIE ⁽¹⁾.

AGRICULTURE, ETC.



SÉANCE DU 18 JANVIER 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

**Présents : MM. ROUS et BÉLIBEN, vice-présidents ,
ANDRÉ, archiviste, l'abbé BOSSE, DE CORSAC, LEFRANC,
DE LESCURE, MARTINET et VINCENS.**

— **Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière séance.**

— **M. Béliben, récemment nommé vice-président, remercie la Société de lui avoir conféré ce titre. Il promet son concours le plus dévoué et celui des insti-**

(1) Conformément à la délibération prise dans la séance du 28 décembre 1865, le Bulletin a été divisé en deux parties distinctes. La première contiendra les procès-verbaux des séances, les articles relatifs à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, etc. ; et la deuxième sera uniquement consacrée à l'archéologie et à l'histoire locale.

tuteurs de la Lozère, à l'effet de répandre parmi les populations du département les notions et les pratiques de progrès agricole.

— Sur la proposition de M. le Président, il est décidé qu'en vue d'une bonne et utile direction, la commission de la pépinière nommera un vice-président.

— Lecture d'une lettre de S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique relative à la réunion des Sociétés Savantes, qui doit avoir lieu à la Sorbonne, le 7 avril prochain. (*Voir cette lettre insérée au Bulletin de décembre dernier*).

La Société désigne MM. Théophile Roussel, Eug. De Rozière, l'abbé Girou et Guibert pour la représenter à cette réunion, qui sera précédée de trois jours de lectures publiques.

— MM. Hermantier, Laviniole et Vincens sont nommés à l'effet de vérifier et d'arrêter les comptes de la Société pour l'exercice 1865.

— Le budget de l'exercice 1866 est discuté article par article et ensuite voté dans son ensemble.

NOMINATIONS.

Membre titulaire.

M. DELMAS, constructeur de charrues perfectionnées, à Naussac.

Membre correspondant.

M. PAGEZY, maire de Montpellier, député de l'Hérault au Corps Législatif.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

Présents : MM. ROUS et BÉLIBEN, vice-présidents, ANDRÉ, archiviste, DE LA BASTIDE, l'abbé BOSSE, CATHALAN et VINCENS.

— Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière séance.

— Dans le courant d'octobre dernier, M. Anatole de Barthélemy, avait demandé à M. le Président, au nom de la *Commission de la topographie des Gaules*, dont il est secrétaire, quelles démarches il y avait lieu de faire pour obtenir un bon estampage de l'inscription en l'honneur de l'empereur Postume, qui se lit sur la colonne découverte à Javols. Sur l'invitation de M. le Président, M. André, archiviste, a bien voulu se transporter à Javols, et prendre l'inscription sur la colonne même. Le 20 janvier, cet estampage a été envoyé à M. le Président de ladite commission qui a adressé une lettre de remerciements, dont il est donné lecture. Cette opération, faite avec le plus grand soin par M. André, a permis de relever quelques inexactitudes qui s'étaient glissées dans une reproduction que contient le *Bulletin monumental* (Congrès archéologique — 1857 ; pages 103 et 109).

L'inscription, telle que l'a relevée M. André, est ainsi conçue :

IMP. C. M. CASSI

ANIO. LATINIO. PO

STVMO. INVICTO

P. F. AVGT. POM. MA

XIMO. T. P. P. P. COS. IIII

CIVIT. CAB.

— M. le Préfet a adressé à M. le Président une brochure que vient de publier, en se constituant, la *Société hippique française*, présidée par M. le Marquis de Mornay. Cette brochure renferme les statuts de ladite Société et le tableau des prix à décerner au concours central hippique qui doit avoir lieu à Paris le 11 avril prochain. Les opérations du jury sont fixées aux 12, 13 et 14 ; l'exposition publique, du 15 au 22 inclusivement. Les ventes à l'amiable s'effectueront pendant tout le temps de l'exposition ; et le 23, aura lieu une vente facultative aux enchères.

— M. l'abbé Bosse, secrétaire général, a reçu de M. Benoît, notaire à Villefort, membre titulaire, une nouvelle communication dont il est prié de rendre compte et qui sera insérée au Bulletin. Ce document, pour l'envoi duquel des remerciements sont adressés à M. Benoît, est la copie d'un procès-verbal des cérémonies du mariage de Guigon de Beauvoir, damoiseau, seigneur du château du Roure, et de noble Antonie de Gardies, fille de noble Guiran de Gardies, damoiseau, seigneur du château de Fontarêche, près Uzès.

— M. André lit une notice sur les droits des rois d'Aragon en Gévaudan. Ce mémoire sera également inséré au Bulletin.

NOMINATIONS.

Membres titulaires.

MM. PRUNIÈRES, docteur-médecin à Marvejols
NÈGRE, curé de Lanuéjols.

Membres associés.

MM. BOILLOT, contrôleur, commis à la direction des
contributions indirectes.
ALBARET, vicaire à Javols.

**RAPPORTS de M. le docteur Jules Guyot sur la
viticulture de la France. — Rapport spécial sur
la viticulture du département de la Lozère. —
Culture de la vigne et vinification, par le même.**

COMPTE-RENDU

Par M. DELAPIERRE, Président.

Nous sommes en retard pour rendre compte de diverses publications qui ont été adressées à la Société, soit par leur auteur, soit par les soins de S. Exc. M. le Ministre de l'Agriculture. Ces publications consistent dans les rapports successifs faits par M. le docteur Jules Guyot à M. le Ministre au sujet de la mission qu'il en a reçue d'explorer les différentes régions vinicoles de la France. De cette œuvre, véritable monument élevé à l'ampélographie française, nous avons reçu les rapports concernant le Nord-Est, le Sud-Est

et le Centre-Sud, ainsi qu'une livraison spéciale consacrée au département du Puy-de-Dôme; l'auteur a bien voulu y joindre un exemplaire de son *Traité de la Culture de la vigne et de la vinification*. Nous sommes heureux d'exprimer toute notre gratitude à Son Exc. ainsi qu'à M. le docteur Guyot, auquel nous devons particulièrement des remerciements pour ce qu'il a eu l'obligeance de dire de flateur à notre égard dans son rapport sur la Lozère.

Nos viticulteurs de Florac et de Marvejols ont assisté aux démonstrations données par ce savant œnologue avec une si parfaite lucidité et dans un langage particulièrement élégant et persuasif.

L'ensemble de ces préceptes se trouve résumé dans le *Traité de viticulture et de vinification*, volume du prix de 3 fr. 50 c., par conséquent à la portée de tous. L'auteur y envisage l'influence colonisatrice des cultures en général et de la vigne en particulier. Puis il décrit les principes et les meilleures méthodes de culture de cette dernière, la plantation, la taille, pour laquelle est recommandé un procédé spécial que M. Guyot considère comme particulièrement favorable à une abondante production de la vigne et dont nous avons déjà précédemment donné un aperçu (1), le pincage, le palissage. Il examine ensuite les différents engrais à employer, le choix des cépages, et démontre l'influence prépondérante que ceux-ci exercent sur les qualités du vin (2); il indique les diverses façons à donner à la vigne et les moyens de la préserver de la

(1) V. B. 1861, p. 125.

(2) V. B. 1863, p. 88 et passim.

gelée, la manière de la conduire à ses différents âges, etc.

Passant ensuite à la vinification, il expose chacune des opérations de la vendange et de la confection du vin.

Nous croyons devoir faire connaître les quelques indications ci-après qu'il donne au sujet de la cuvaïson des vins rouges :

« Soit qu'on procède au remplissage de la cuve à l'aide de balonges, ou de récipients arrivant directement des vignes, soit qu'on égrappe et qu'on foule préalablement le raisin, chaque cuve doit être complétée le plus vite possible, et en tout cas à la fin de chaque jour, afin que la fermentation de toute la vendange qu'elle contient soit à-peu-près simultanée ; l'intervalle d'une nuit suffit souvent pour que la fermentation soit établie et l'addition de nouveaux raisins le lendemain interromprait d'une façon fâcheuse le travail de la fermentation »

D'après M. le docteur Guyot, la cuve ne doit pas être entièrement remplie, et le chapeau, au lieu de la surmonter, doit rester à plusieurs centimètres au-dessous du bord, de manière à ce que l'acide carbonique remplisse le vide et, formant une couche impénétrable à l'air au-dessus du marc, empêche l'acétification de ce dernier.

« La confection des vins rouges à la cuve, ajoute-t-il, est exactement limitée par la cessation de la chaleur très-apparente et du bouillonnement très-sensible. Lorsque l'oreille, appliquée à la cuve, n'entend plus bouillir, lorsque la main, plongée dans le marc, ne sent plus de chaleur, le vin est fait et parfait, quelle

que soit sa couleur ; il faut donc découvrir au plus vite, si l'on ne veut pas que les vins rouges deviennent des vins de macération, vins bleus ou noirs.

« On a dit et répété partout que le meilleur indice du moment convenable pour la décuaison des vins rouges était la constatation par le glucomètre ou par la distillation, de la transformation de tous les sucres du moût en alcool ; il n'en est rien ; il reste du sucre dans les moûts, il reste du sucre dans les marcs de vin rouge après un mois, six mois et plus de cuaison ; qu'il reste peu ou beaucoup de sucre à convertir, ce sucre appartient désormais à la fermentation latente. Aussitôt que la fermentation apparente a cessé, la décuaison doit donc avoir lieu, quand même la moitié de l'alcool ne serait pas encore produite, car, en l'absence de chaleur et de dégagement abondant d'acide carbonique, les pepins, les pellicules et les rafles, ne cèdent plus au vin que des produits de macération. »

.....

Le vin possède alors tous les éléments de ses qualités futures, trop heureux s'il n'a pas déjà *dépensé* trop de sucre, s'il n'a pas tué son parfum de raisin, s'il n'a pas usé en 24 ou 48 heures la moitié de sa jeunesse et de sa vie pour s'emparer de cette couleur trompeuse qui n'a jamais été qu'une qualité pour l'œil et une qualité de convention : l'odorat, le goût, l'estomac, les muscles et les nerfs n'ont rien à attendre d'elle, mais surtout rien de bon. Le vin ne peut rien emprunter désormais aux pepins, aux pellicules et aux rafles que des excès de tannin, de sels, d'amidon, de matières azotées et surtout de matière colorante qui constituent des défauts et des vices dont il devra se

débarrasser, s'il le peut jamais, au prix d'un temps et d'un capital énorme. Le vin macéré ne deviendra bon que lorsqu'il aura déposé la matière colorante, le tannin, les sels, etc., dont il s'est chargé sans limites et sans raison. »

L'ouvrage se termine par un aperçu sur la création d'un vendangeoir, sur la dépense de construction des bâtiments et d'acquisition du mobilier.

L'application des préceptes de l'auteur, ou plutôt (car il a bien soin de se défendre de tout système pré-conçu) du résultat de ses observations dans les contrées où l'art vinicole est le plus avancé, se trouve faite, dans ses divers rapports, à chacun des départements qu'il a visités. Mais de même que dans son traité, M. le docteur Guyot ne s'en tient pas seulement à de simples exposés techniques, il aborde des considérations d'un ordre plus élevé, de manière à donner un puissant intérêt à l'aridité des détails pratiques. On en jugera par les passages suivants :

« Le premier objet de l'agriculture est de produire l'homme ; sa fonction principale n'est, comme on le pense le plus généralement, ni de le nourrir, ni de l'engraisser, c'est de le produire. Sans doute l'agriculture doit nourrir et entretenir les hommes produits ; mais c'est en vain qu'elle nourrira, engraissera les hommes des villes, de l'industrie, du commerce et des armées ; tout cela périra et les campagnes avec tout cela, dans un temps relativement court, si la terre n'engendre pas la masse des hommes nécessaires aux services de la nation. Or, pour multiplier les hommes sur la terre, il faut d'abord que ceux qui la possèdent y bâtissent des logements, y fassent venir des vivres

et y établissent une exploitation rurale où les colons gagnent leur abri, leur vêtement, leur nourriture avec sécurité, tout en créant la richesse agricole du maître, en même temps que leur propre aisance. Il faut que le colon devienne propriétaire de sa chaumière et du champ qui l'entoure, par annuités retenues sur son salaire; il faut qu'il ait un salaire fixé, sa maison, son jardin, son champ de pommes de terre, etc., et de plus une part en nature dans les produits agricoles de son travail; il faut qu'avec son salaire et son petit domaine, cette part jointe à l'attrait du drame rural, soit telle que nul prolétaire des villes, nul prolétaire de l'industrie ni du commerce, n'ait un sort plus sûr, plus calme et plus heureux devant son travail, et en proportion de ce travail, que le prolétaire des campagnes. »

« C'est là, c'est dans l'agriculture productive d'homme, où les villes, l'industrie et le commerce doivent placer la plus grande partie de leurs épargnes et de leurs bénéfices; c'est à eux de faire prospérer l'agriculture par leur instruction, leur sollicitude et leurs ressources. Tout autre mode de procéder est un suicide, toute autre philosophie est une erreur : les villes, l'industrie, le commerce n'ont de principes solides et durables d'existence que dans la production du sol de leur pays en hommes, animaux, végétaux bruts et travaillés..... Ces réflexions sont pleinement dans mon sujet; la viticulture est notre première richesse nationale en hommes, en argent, en aliments; la vigne est l'atelier agricole le plus rémunérateur. »

Et plus loin :

« Ce n'est pas l'espace qui manque à l'homme, c'est l'homme qui manque à l'espace; c'est la richesse ou

les leviers qui manquent à l'homme ; c'est l'enseignement paternel sur les meilleurs moyens de tirer parti de cet espace qui lui manque.

« Des sophistes sont venus qui ont dit : chassez l'homme de l'espace et vous aurez les produits de la terre à bon marché et la main-d'œuvre à bon marché ; et l'agriculture s'est fondée là-dessus, et les vivres sont devenus très-chers, et la main-d'œuvre rare et à prix élevé. Tandis que la vérité est celle-ci : avec 40 ares de jardin, 30 ares de pommes de terre et de racines, 50 ares de fourrages et de légumes, 80 ares de céréales et 30 ares de vigne, une famille moyenne de quatre membres peut se nourrir parfaitement, plus un âne ou un mulet, plus une chèvre ou une petite vache, plus un cochon à l'engrais pendant six mois. Sur 2 hectares, même médiocres, même mauvais, grâce à l'engrais de la vache, du mulet, du cochon et de la famille, quatre personnes, dont deux seulement en force de travail, peuvent produire tout le nécessaire à une nourriture saine et abondante, et même y joindre des poules et des lapins.

« Or deux personnes en force de travail, plus la force d'un âne ou d'un mulet peuvent tenir 25 ares de jardin, 75 ares de pommes de terre et de racines, 125 ares de fourrages, 200 ares de céréales et 75 ares de vigne en parfait état de culture et de production, en se reposant soixante jours dans l'année.

« En admettant la population agricole au taux de 24 millions d'individus ou de 6 millions de familles moyennes, elles peuvent donc se nourrir, manger du pain, de la viande et boire du vin, sur 12 millions d'hectares de terre ; elles peuvent, en outre, produire l'ali-

mentation de 9 millions d'autres familles sur 18 autres millions d'hectares, c'est-à-dire nourrir 24 millions de population agricole d'une part, et 36 millions de population commerçante, industrielle, militaire, artistique, savante, religieuse, etc. de l'autre, sur 30 millions d'hectares de bonnes terres bien cultivées, un un plus de la moitié du sol de la France. Quelle combinaison de machines ou d'assolements pourrait se flatter d'atteindre un pareil résultat ? L'homme est la machine la plus puissante et la meilleure pour la production agricole.

« Voilà où est le progrès, voilà où est le bon marché des vivres. Quand 24 millions de producteurs agricoles ont à offrir un superflu de 36 millions de rations annuelles à 12, à 15 millions de consommateurs seulement, l'abondance et le bon marché des vivres sont assurés. C'est la division de la terre, c'est son lotissement par familles rurales, qui rendront la vie à bon marché, et non les grandes cultures sur les terres désertes. Il faut laisser ces théories à la triste Angleterre, qui anéantit ses populations rurales et qui peut le faire sans inconvénients, parce qu'elle vit momentanément de son trafic, comme l'a fait Venise, comme l'ont fait Gênes, le Portugal et la Hollande ; mais la France tire sa force, sa richesse autant et plus de son sol et de sa population que de ses relations extérieures.

« Je ne veux pas dire ici qu'il faille anéantir la fortune territoriale par la division ; loin de là, je regarde la fortune territoriale comme indispensable au progrès de l'agriculture et de la puissance autant qu'au bonheur et à la stabilité d'une nation. Je regarde cette fortune comme la seule solide, la seule civilisatrice,

j'allais dire presque la seule respectable ; je la regarde comme le seul moyen de porter aux campagnes l'instruction, l'émulation, la civilisation et l'abondance par les ressources. La fortune, à nos yeux, est un levier, un instrument de travail ; et les bénéfices du commerce, de l'industrie, des arts, de la science, n'ont pour moi de valeur que s'ils viennent féconder la production agricole et développer, par l'intelligence, l'expérience et l'argent acquis, le nombre et l'aisance des familles rurales ; doubler, tripler, quadrupler la production, en doublant, triplant, quadruplant les populations agricoles, tel est le rôle vraiment rationnel, la fonction vraiment physiologique et l'assiette définitive de la fortune acquise en dehors de l'agriculture, par le commerce, la banque, l'industrie, les arts et les sciences ; tout autre placement est aléatoire, il ne fonde ni fortunes, ni familles patriarcales.....

« Plus le possesseur de la fortune territoriale fera de nids humains dans sa propriété, plus il étendra sa sollicitude, ses conseils, ses secours, sa direction, son autorité sur les familles qu'il aura faites et qui lui appartiendront par les bienfaits d'un travail intelligent et énergique, plus sa propriété deviendra riche, heureuse, agréable, et plus elle lui rendra d'argent.....

« Partout où la vigne peut prospérer, son introduction dans le lot de la famille est le principal élément du succès. L'usage alimentaire du vin donne l'amour, le contentement, l'intelligence et la force du travail ; la vigne ne donnât-elle que la boisson des repas suffirait à doubler les autres produits par les vigoureuses et actives constitutions qu'elle développe.....

Partie agricole etc.

« Les racines les plus profondes et les plus solides sont dans les familles rurales, dans la production des enfants en légitime mariage, dans leur enseignement agricole direct et traditionnel du père et de la mère et dans la culture d'un espace de terrain proportionné aux forces de la famille ; et ces racines seules produiront l'abondance et le bon marché pour tous, la force et la richesse pour la nation.

« Une famille moyenne, composée d'un père, d'une mère et de deux ou trois enfants, peut cultiver deux fois et demie plus de terrain qu'il n'en faut pour pourvoir à ses propres besoins; ce qui revient à dire qu'elle peut pourvoir aux besoins d'une famille et demie en se pourvoyant elle même en sus. Ce résultat, démontré par l'esclavage, le servage et le métayage, est facile à atteindre en tout terrain de moyenne fécondité ; l'espace nécessaire à la famille seule varie de 2 hectares à 2 hectares et demi.....

« Le travail agricole de la famille rurale dépassedonc en effet utile toutes les combinaisons de l'exploitation rurale industrielle.

« L'abondance , l'aisance générale sont donc assurées par la multiplication des familles rurales ; et la rareté, la cherté, le malaise et la dépopulation sont à peu-près certains, dans un temps donné, par les grandes cultures industrielles. »

Cette thèse du patriarcat rural , auquel se prête admirablement la culture de la vigne est celle, comme on voit, sur laquelle M. le docteur Guyot pose les fondements de la prospérité agricole, et il ne néglige aucune occasion de la développer.

« La propriété, dit-il ailleurs, est un levier social,

un instrument de production ; celui qui a l'honneur de tenir cet instrument entre ses mains est obligé moralement à faire plus et mieux que ceux qui n'ont que leurs bras ; plus son levier est long, plus son instrument est puissant, plus le propriétaire est obligé à le mettre en mouvement par des efforts et par un travail proportionnés. C'est par sa force et son habileté à se servir de son arme, dans l'intérêt de tous, qu'il méritera la confiance, le respect et la subordination reconnaissante de ses mégers. Il abandonne leurs propres intérêts, il trahit le progrès, s'il dépose son arme et laisse le soin de la manœuvrer à des mains inhabiles ou impuissantes. Le propriétaire a le devoir de travailler mieux et plus que tous les autres ; voilà le véritable droit, le grand honneur de la propriété.

« Toutefois, malgré cette défaillance du patriarcat rural, le bien qu'il produit, ou plutôt qu'il conserve encore, n'en est pas moins précieux et très-appreciable. Les rapports du propriétaire au paysan, la douceur et l'aménité des caractères sont évidemment moins altérés là où il existe encore, que là où l'agriculture est pratiquée industriellement et sans la moindre participation de l'ouvrier rural aux produits.....

..... Rien n'est plus faux, rien n'est plus fatal au bonheur du genre humain que ces théories. C'est la tête, avec tout son orgueil, avec tous ses pédantesques calculs, qui tue le cœur. Or le cœur c'est la vie ; la tête, c'est la bibliothèque, c'est le parlement du cœur : quand le cœur s'enferme dans sa bibliothèque, quand le souverain disparaît dans son parlement, la fin approche, l'époque babélique est arrivée.....

.....

Tous les bonheurs, toutes les vertus sont dans le cœur de l'homme ; tous ses malheurs et tous ses vices sont dans sa tête. Bourrez la tête de tous les hommes de logique et de mathématique, lancez-les tous à la recherche de la valeur, et vous les rendrez tous absurdes et malheureux ; vous les diviserez tous au lieu de les unir ; vous ferez le désert là où des millions d'hommes vivaient et pouvaient vivre heureux.

« Mais entre la vie exclusive de la tête ou du raisonnement et la vie exclusive du cœur ou des instincts, il y a la vie du cœur, éclairée et modérée par la tête ; comme entre l'Angleterre et l'Espagne il y a la France, comme entre les propriétaires qui excluent les hommes du sol, en les y employant comme instruments bruts et en les chassant dès qu'ils n'en ont plus besoin, et les propriétaires qui reçoivent la petite redevance que les paysans veulent bien leur donner, n'intervenant ou n'osant intervenir, ni pour éclairer, ni pour activer, ni pour modifier, il y a les propriétaires qui, forts de leurs lumières et sûrs de leurs intentions humanitaires, savent appeler, créer, maintenir et employer pour le bonheur, la richesse et la puissance de tous, autant de familles que leurs terres en demandent pour leur plus grande production possible : assurer à la fois la fortune du maître, le bien-être et l'aisance des ouvriers ruraux, c'est là le vrai progrès agricole et social. »

Nous avons déjà fait connaître (1) les appréciations de M. le docteur Guyot au sujet de la culture en terrasse adoptée dans l'Ardèche et si semblable à

(1) V. B. 1863, p. 134.

celle de nos Cévennes. Dans son rapport il constate, à l'occasion de ces travaux titanesques, qu'un pareil développement de murailles, souvent de 4,000 mètres par hectare, édifié au prix de tant d'efforts par le vigneron de l'Ardèche et pour un si chétif revenu, rendrait facilement, entre les mains d'un vigneron de Thomery, 2,000 fr. par an à l'hectare rien qu'en treilles, sans préjudice du produit des terrasses de 3 ou 4 mètres de largeur, d'excellent fonds, très-favorable à la vigne, qui rendraient peut-être encore autant en contre-espalier. La vigne elle-même, fait-il observer, ne peut donner le revenu d'une valeur si considérable qu'à la double condition d'être formée de fins cépages (Syra, Carbenet-Sauvignon, Semillon, Furmint pour les vins, Chasselas, Muscat pour la table), et de faire servir ces immenses murailles à y attacher et palisser les plants.

Il suffirait alors, pour donner 2,000 fr. de produits bruts à l'hectare, de produire 40 hectol. de vins, à 50 fr. l'hectol., ou bien 1 kilog. de raisins de table par mètre de muraille.

Le rapport sur le Nord-Est de la France comprend les départements de la Haute-Marne, de la Haute-Saône, du Doubs, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, des Vosges, de la Meurthe, de la Moselle, de la Meuse et des Ardennes. De son ensemble il ressort, ainsi que nous l'avons précédemment indiqué (1), ce fait surprenant, que les vignobles de l'extrême Nord, de l'Alsace et de la Lorraine surtout, malgré l'insuffisance et les rigueurs du climat, ont su élever leur moyenne pro-

(1) V. D. 1864, p. 617.

duction au-dessus de celles de toutes les provinces du Midi, et produire des vins d'ordinaire plus salutaires, plus agréables, comme aussi d'un prix moyen plus élevé, ce que l'auteur n'hésite point à attribuer aux excellentes pratiques adoptées par les vignerons du Nord, à leur sagacité et à leur activité persévérante.

Un fait analogue résulte du rapport spécial sur le département du Puy-de-Dôme, où la vigne produit en moyenne 45 hectol. au moins à l'hectare, à un prix qui dépasse 25 fr. l'hectol.

Le rapport sur le Sud-Est embrasse les départements du Var, des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de Vaucluse, de l'Ardèche, de la Drôme, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes et de l'Isère.

Celui sur le Centre-Sud, comprend l'arrondissement de Libourne, les départements de la Dordogne, de Tarn-et-Garonne, du Tarn, dans lequel l'auteur signale plusieurs excellents crûs ignorés, de l'Aveyron, où le rendement à l'hectare, malgré l'infériorité de terrain et de climat, dépasse de près du double celui du Tarn, grâce à l'adoption de la taille à long bois, de la Lozère, de la Haute-Loire, du Cantal et de la Corrèze, plus deux cantons du département du Lot. Le rapport sur la Lozère intéresse trop vivement le pays pour que nous ne le fassions pas connaître en entier :

Le département de la Lozère possède très-peu de vignes, mille hectares environ, dont huit cent soixante-quinze hectares à Florac, dix-huit dans l'arrondissement de Mende et cent sept à Marvejols. Ces vignes rapportent en moyenne vingt-cinq hectolitres

à l'hectare, valant 25 francs l'hectolitre, ce qui donne environ 625,000 francs de produit brut ; c'est la trente-deuxième partie du revenu total agricole du département, sur la cinq cent dix-septième partie de sa superficie, qui est de cinq cent dix-sept mille hectares.

L'aridité des flancs et des sommets de ses nombreuses montagnes, l'altitude générale du pays (Mende est à sept cent trente cinq mètres, Florac à cinq cent quarante mètres au-dessus du niveau de la mer), l'âpreté de son climat, qui en est la conséquence, sont autant de conditions qui rendent la culture de la vigne difficile et ingrate dans ce département.

Toutefois il y a lieu de penser que le voisinage du département du Gard et la préoccupation du climat chaud des basses latitudes du Midi (44 et 45 degrés), auquel ils appartiennent, ont porté les habitants de la Lozère à s'exagérer, par comparaison, les mauvaises conditions de leur viticulture. A mes yeux, leur climat est meilleur, pour la vigne, que celui de l'Alsace, de la Lorraine et surtout que celui de l'Aisne et des Ardennes ; car le mûrier y prospère dans la plupart des vallées, en plaine et aux flancs *est, ouest et sud*, des rampes inférieures des montagnes ; mais les viticulteurs du pays ont emprunté d'abord la plupart de leurs cépages au Midi : le grenache, l'aramon, le bourret, le maroquin, le mourastel, le muscat noir, et par-dessus tout le salamançais ou salamencès (picpoul), cépage dominant à Marvejols et à Florac. Avec de tels cépages, il est évident qu'aucune perfection dans la maturité n'est possible, et, en outre, les gelées de printemps et les fraîcheurs de juin font facilement disparaître, par la coulure, ces raisins propres aux pays chauds.

Depuis quelques années les gamays, les liverduns, les brugamays, ont été apportés à Florac, à Marvejols et dans quelques clos, disséminés et peu étendus des Cévennes, notamment au petit vignoble du Rozier ; et les gamays produisent les vins les meilleurs et les plus agréables du pays, tandis que la plupart des autres vins sont d'une verdeur et d'une acidité déplorables, et déterminent parfois des purgations assez fortes.

Je ne doute pas un instant que les morillons noirs ou précoces des environs de Paris, que le mollard des Hautes-Alpes, les pineaux noirs, blancs et gris, les rieslings, les traminers et les gentils de l'Alsace, les gamays et les meuniers ou fernaises de la Lorraine, les mesliers et les savagnins jaunes de la Franche-Comté, les petits gamays du Beaujolais, les plants dorés et les plants verts de la Champagne, ne constituent ici des vignes, sinon aussi fertiles et aussi rémunératrices que dans les contrées diverses que je viens de citer, au moins suffisamment productives pour dépasser de trois ou quatre fois en valeur, à surface égale, la meilleure production agricole du pays.

Un tel résultat serait d'autant plus désirable pour la Lozère, pour sa partie des Cévennes surtout, que les mûriers, sur lesquels on avait fondé de grandes espérances, ne donnent presque rien aujourd'hui : la vigne remplacerait donc avantageusement les mûriers et une grande partie des superficies consacrées aux châtaigniers, qui ne rendent pas, en moyenne, 20 francs à l'hectare.

Sur les cent quatre-vingt douze mille hectares de terres labourées du département, le dixième au moins, d'après ce que j'ai vu dans mes parcours, donnerait

d'excellentes vignes, sur les parties les moins propres aux céréales. Ce serait là une immense richesse.

Mais, pour que la vigne réussit bien, sous le climat et dans les terrains de la Lozère, il faudrait qu'elle y fût conduite suivant les méthodes lorraines, alsaciennes ou de l'arrondissement de Rethel ; il faudrait qu'elle y fût plantée selon les méthodes du Beaujolais ou de l'Hérault ; il faudrait, en un mot, qu'à l'adoption des cépages hâtifs les viticulteurs joignissent les pratiques propres à assurer une prompte mise à fruit, une vigoureuse végétation, une taille en sec préservatrice des gélées de printemps, et une taille en vert préservatrice de la coulure et de l'oïdium ; en s'assurant contre la grêle, dont rien, jusqu'à présent, ne peut conjurer les affreux désastres, ils pourraient se livrer à l'extension de la viticulture en toute sécurité.

La vigne vient dans les terres les plus médiocres, dans les pierres, sur la roche ; si son exposition est bonne, *est et sud*, si le site est bien abrité du nord, l'altitude n'est point un obstacle. C'est ainsi que tout près de Mende, à une altitude de sept cents mètres, les coteaux ont porté autrefois des vignes, et il y en vient encore qui mûrissent très-bien leurs fruits. Évidemment, les viticulteurs, très-rares d'ailleurs de la Lozère, ne savent pas toutes les ressources de végétation que présente la vigne.

Déjà les vignes sont mieux comprises à Marvejols et à Florac, et surtout à Ispagnac, où de bons propriétaires tirent vingt, trente, quarante hectolitres à l'hectare. M. Austrui, à Marvejols, M. Lamarche à Florac, M. Chaptal à Ispagnac, arrivent à des moyennes très-élevées. Les deux premiers, avec qui je me suis

longuement entretenu, sont des viticulteurs de *grande* intelligence et très-capables d'organiser le progrès viticole ; ils comprennent parfaitement la vigne, et sont d'ailleurs, dans leur pays, professeurs acceptés de leurs coviticulteurs.

La vigne, à Florac et à Marvejols, n'offre, d'ailleurs, rien d'original dans sa plantation, dans sa conduite, ni dans sa culture. On plante à bouture, à cinquante centimètres de profondeur, sur un défoncement général de pareille profondeur (on pourrait économiser un défonçage aussi dispendieux dans toutes les terres pierreuses et légères) ; les ceps sont à quatre-vingts centimètres et à un mètre au carré, tant que les lignes ne sont pas brisées par les provignages successifs. La souche est dressée à hauteur d'un *litre*, c'est une idée du pays (0^m, 25), sur une corne, sur deux cornes le plus souvent, peu sur trois plus rarement encore sur quatre (fig. 1) ; à Ispagnac on dresse sur trois, quatre et cinq cornes ; j'ai compté jusqu'à huit coursons, à deux yeux, sur plusieurs souches de ce vignoble (fig. 2), qui, par ce seul fait, produit moitié en sus des autres. Chaque corne est surmontée d'un seul courson taillé à deux yeux et souvent à un seul œil franc. Un échalas d'un mètre hors de terre est donné d'abord à chaque souche, mais on ne le remplace plus. La vigne est entretenue et bientôt mise en foule et en désordre par le provignage, qui la perpétue dans les conditions les moins favorables à la production. Un ébourgeonnage est fait au printemps par les viticulteurs les plus soigneux : les pampres sont relevés à la fleur et passés, à Florac, dans de petits cercles d'osier, préparés l'hiver à l'avance, sur un diamètre qui varie de huit

à quinze centimètres. Ce cercle maintient les pampres dressés autour de l'échalas et remplace, avec désavantage, les liens de paille de la Bourgogné, de la Champagne, de la Lorraine, etc.

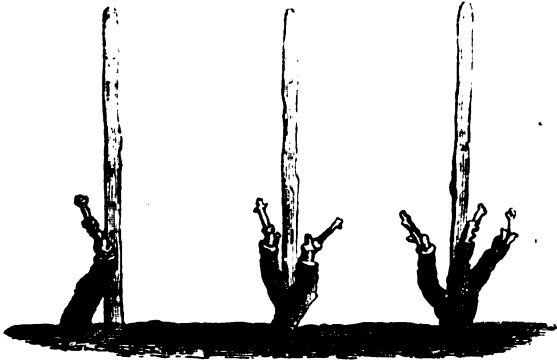


Figure 1.



Figure 2.

Au lieu de rogner ensuite les pampres ainsi groupés,

on les entrelace et on les tord avec ceux des souches voisines, là où les pousses sont très-vigoureuses.

On donne deux cultures, l'une avant la végétation, l'autre vers la fin de mai ou au commencement de juin ; on ne fume qu'au provin et on ne terre pas. Les terrages, qui sont le salut et font la prospérité des bons vignobles des Hautes-Alpes, seraient encore plus faciles et plus avantageux ici. Deux cent cinquante mètres cubes de terre rapportée et répandue, tous les dix ans, suffiraient à entretenir la fécondité la plus rémunératrice des vignes. C'est une affaire de 25 francs par an, juste la valeur d'un hectolitre de vin.

La vendange se fait en paniers, versés en comportes qui sont rapportées à dos de mulet ou sur des voitures : on foule le raisin avant de le mettre à la cuve ; mais, une fois la cuve remplie aux cinq sixièmes, on laisse la fermentation s'accomplir sans la troubler, ce qui est très-bien.

A Marvejols, on tire le vin à deux et à six jours de cuvaision ; à Florac, on cuve de dix à douze jours ; on tire en vaisseaux vieux, on presse les marcs, et les uns (à Marvejols) mêlent leurs vins de presse aux vins de cuve, les autres (à Florac) ne les mêlent pas.

En somme, les vins de la Lozère se gardent peu ; ils sont, en général, verts et acides, par défaut de maturité des ceps du Midi, qui ne peuvent mûrir, ou par vendange trop précoce ; mais, quand ils sont faits par une bonne maturité et surtout avec les gamays, ils sont très-sains et de bonne consommation ; j'ai dîné à Florac et déjeuné à Marvejols avec une bouteille de derniers vins, et je les ai trouvés bons et parfaitement hygiéniques ; ils m'ont laissé l'estomac en bon état et

la tête libre et bien disposée. C'est là ce qu'on doit surtout demander aux vins alimentaires, c'est là ce qu'on doit obtenir, même des qualités les plus inférieures.

L'extension de la culture de la vigne serait un grand bienfait pour la Lozère. L'Administration préfectorale et la Société d'Agriculture le comprennent parfaitement et font tous leurs efforts pour éclairer et encourager la culture de la vigne. MM. les sous-préfets et les comices de Marvejols et de Florac, sur les recommandations de M. ****, conseiller de préfecture et président de la Société d'agriculture, faisant fonction du préfet à nommer, m'ont fait le plus gracieux accueil et m'ont prêté le concours le plus efficace ; ils partagent l'opinion et les dispositions de M. ****, et s'occupent activement de la viticulture et du progrès agricole du département.

La production du vin ne s'élève, dans la Lozère, qu'à vingt-cinq mille hectolitres environ, alors qu'il en faudrait trois cent cinquante mille hectolitres, pour la bonne et solide alimentation des cent quarante mille habitants du département ; ce qui supposerait, au taux actuel de la production, six mille hectares de vignes pour assurer sa propre consommation.

Le département de la Lozère ne cultive ni chanvre, ni lin, ni légumes secs, ni plantes oléagineuses, ni maïs : il ne cultive que trois à quatre mille hectares de pommes de terre, qui ne rendent que cinquante à soixante hectolitres ; enfin il n'élève que neuf à dix mille cochons, alors qu'il lui en faudrait de trente à quarante mille pour ses propres besoins.

Il cultive cent quatre-vingt-douze mille hectares de

céréales ; deux à trois mille hectares de prairies artificielles et cinquante-cinq mille hectares de prairies naturelles, dont quinze mille irriguées ; trente mille hectares de châtaigniers, deux ou trois cents hectares de mûriers. Tout cet ensemble de terres, cultivées ou cultivables, ne porte la population qu'à cent quarante mille habitants, pour plus de deux cent quatre-vingt mille hectares de terre labourables ; c'est-à-dire à moins d'un demi-habitant par chacun de ces hectares et à moins d'un tiers d'habitant pour chaque hectare de superficie totale.

Évidemment l'enseignement agricole a beaucoup à faire, dans ce département, pour y multiplier les habitants et pour en augmenter l'aisance.

C'est sans doute cette conviction qui m'a valu l'excellent accueil de M. ****, qui m'a donné les renseignements les plus détaillés sur le pays, en m'exprimant le vif désir de voir diriger les efforts des populations bien placées vers la viticulture, comme moyen unique de panser leurs plaies dans la sériciculture et dans la production des céréales. M. **** m'a appris que les versants sud des coteaux qui regardent Mende et touchent presque à la ville, avaient été plantés autrefois en vigne ; que les Cévennes au sud du département, commençaient à cultiver la vigne, et pouvaient la cultiver sur de grandes superficies, avec plus d'avantage qu'à Florac même. Je lui dois, avant tous, mes remerciements, et ensuite à MM. Salançon, président du Comice agricole de Florac, et à M. de Crazanne, sous-préfet de Marvejols, pour leur gracieux accueil et leur concours efficace. Dans ces deux arrondissements, les enquêtes, les visites des

vignes, où des souches avaient été conservées intactes en vue de mon arrivée, et les conférences, ont été accomplies régulièrement et à la satisfaction générale. J'ai pu recueillir les renseignements les plus complets et donner toutes les démonstrations théoriques et pratiques de la conduite et de la taille des vignes en Alsace, en Lorraine, en Tarn-et-Garonne, etc.

Je me félicite d'avoir visité le département de la Lozère, l'un des plus pauvres et des plus injustement décriés de la France. J'y ai trouvé partout la civilité et la cordialité les plus parfaites; j'y ai trouvé partout des routes excellentes, et, si c'est là un des départements les plus disgraciés, on peut affirmer alors que la France est un pays richement doté. Ce n'est pas tout, la Lozère est un pays des plus pittoresques qu'on puisse visiter.

A partir du col de Montmirat, par exemple, en allant de Mende à Florac, la descente vers cette dernière ville n'est qu'une série d'aspects des plus originaux et des plus magiques : la profondeur et les contournements des vallées, au fond desquelles serpente le Tarn ; les roches nues des sommets des montagnes et des collines entassées au-dessous ; la bigarrure de couleurs voyantes des terres schisteuses, granitiques, calcaires, noires, blanches, jaunes, rouges, violettes, vertes ; les nappes de prairies, les colonnades de pierres, couvertes de mousses et de lichens, les crevasses et les lits torrentiels ; les lignes blanches des eaux descendant des montagnes, jaillissant en cascades ou courant en rubans d'argent à travers les genêts, les buis, les bruyères, les fougères, pour s'étaler en nappes sur des prairies habilement irriguées ; les tons

de mine de plomb, de cuivre, de manganèse; toutes les nuances d'onyx, bariolant les roches sculptées en colonnettes, en clochetons, en coraux, en grottes; les châtaigniers, les noyers, les vignes, tout cela forme un ensemble féerique qui se concentre, comme en un foyer, sur Florac.

Florac, comme son nom l'indique, est la ville des fleurs, surmontée, entourée, coupée en tout sens, par des eaux qu'on voit de loin jaillir de la montagne, en gros faisceaux blancs qui s'entre-croisent comme les mailles d'un filet. Ces faisceaux, mobiles et éclatants de blancheur, se réunissent dans un vaste bassin naturel qui domine la ville, et de là retombent en deux ou trois cascades qui font mouvoir un puissant moulin: les truites remplissent le bassin, ses cascades et leurs lits devenus plus calmes; on ne sait pas si les eaux intérieures à la montagne même n'en sont pas peuplées.

Je ne m'explique pas comment de tels sites, comment un tel séjour, ne sont pas recherchés par tous les touristes du monde. Je n'ai jamais rien vu d'aussi complet, ni d'aussi varié que Florac et ses environs: eaux minérales, minerais de toutes espèces, coquillages, fossilles, espèces botaniques infinies, entomologie abondante, tout est fait pour intéresser, pendant plusieurs semaines, dans ce petit coin presque ignoré. J'ai été surpris et charmé de tout ce que j'ai pu y voir, et pourtant je n'ai point vu les deux plus grandes merveilles des environs, les gorges du Tarn et la belle chute de cette rivière à quatre-vingts pieds, à deux ou trois kilomètres à peine de Florac.

Non, je ne regrette point d'avoir visité les petits vignobles de la Lozère; je me suis efforcé d'être utile

à ses vigneronns avec autant d'énergie et avec autant de plaisir que s'il se fût agi d'un des premiers départements viticoles de France ; et ce sera une grande satisfaction pour moi si j'apprends un jour que j'ai pu leur être bon à quelque chose.

Soins à donner aux graines de vers à soie du Japon.

La Société Impériale d'acclimatation a publié la note suivante, rédigée par M. Berlandier, sur les soins à donner aux graines de vers à soie du mûrier du Japon :

« Du 5 au 15 avril, mettez les cartons contre un mur
« sans préparation, les graines changent par la température naturelle ; alors chauffez un peu plus, et
« dès que vous verrez deux ou trois vers éclore, mettez
« une enveloppe de papier aux cartons, et 24 heures
« après ils doivent être éclos régulièrement.

« 1^{re} mue. — Quatre jours. Donner feuille coupée
« trois fois le jour.

« 2^e mue. — Quatre jours. Donner à manger quatre
« fois le jour feuille coupée.

« 3^e mue. — Six jours. Toujours feuille coupée cinq
« fois par jour.

« 4^e mue. — Six à sept jours. Leur faire manger
« pendant 24 heures des feuilles entières autant qu'ils
« veulent ; et commencer ensuite à prendre avec la
« main les vers mûrs pour les mettre sur la bruyère ;
« sans cela beaucoup rentrent dans la litière et font un
« cocon bien inférieur. »

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

CONCOURS RÉGIONAL AGRICOLE

A MENDE,

du samedi 19 au dimanche 27 mai 1866.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU DÉPARTEMENT DE
L'AGRICULTURE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu les arrêtés qui ont, jusqu'à ce jour, réglé l'institution des concours régionaux agricoles, les comptes rendus et les rapports dont ils ont été l'objet ;

Considérant la nécessité de mettre les dispositions des divers arrêtés en harmonie avec la nature des récompenses proposées, le nombre des animaux, des instruments et des produits envoyés et l'importance croissante des concours ;

Vu les observations présentées par les différents jurys de ces exhibitions ;

Les Inspecteurs généraux de l'agriculture entendus ;

Sur le rapport du Directeur de l'agriculture,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

Le concours d'animaux reproducteurs, d'instruments et de produits agricoles institué chaque année dans la région comprenant les départements de la Haute-Loire, de l'Isère, de la Lozère, de l'Ardèche, de la Drôme, des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes, se tiendra, en 1866, dans la ville de Mende.

ART. 2.

Une prime d'honneur sera décernée, lors de cette exposition, à l'agriculteur du département de la Lozère dont l'exploitation, comparée aux autres domaines ruraux du département, inscrits pour concourir par leurs propriétaires, sera la mieux dirigée, et qui aura réalisé les améliorations les plus utiles et les plus propres à être offertes comme exemples.

Des médailles d'or et d'argent pourront être accordées aux concurrents dont les domaines auront été visités, pour des améliorations partielles déterminées et signalées par eux, telle qu'un drainage bien entendu, une irrigation habilement tracée, un heureux aménagement des bâtiments ruraux, un ingénieux arrangement des fumiers de la ferme, l'amélioration et la bonne tenue du bétail, etc., etc.

1^{re} DIVISION.

PRIME D'HONNEUR.

ART. 3.

La prime d'honneur à décerner consistera en une somme de..... 5,000 fr.

Et une coupe d'argent de la valeur de... 3,500 fr.

ART. 4.

Une somme de **500** francs, **3** médailles d'argent et **3** médailles de bronze seront mises à la disposition de la première section du jury, qui pourra les distribuer entre les divers agents de l'exploitation primée.

II^e DIVISION.

ANIMAUX REPRODUCTEURS.

ART. 5.

Les prix et les médailles seront répartis de la manière suivante entre les diverses classes, catégories et sections d'animaux jugés dignes de les obtenir.

I^{re} CLASSE. — Espèce bovine.

1^{re} Catégorie. — Race de SALERS pure.

MALES.

1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.

1^{er} prix.	Une médaille d'or et..	600 fr.
2^e prix.	Une médaille d'argent et.....	500
3^e prix.	Une médaille de bronze et.....	400
4^e prix.	Une médaille de bronze et.....	300

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

1^{er} prix.	Une médaille d'or et.....	600 fr.
2^e prix.	Une médaille d'argent et.....	500
3^e prix.	Une médaille de bronze et.....	400
4^e prix.	Une médaille de bronze et.....	300

FEMELLES.

1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.

1^{er} prix.	Une médaille d'or et.....	300 fr.
2^e prix.	Une médaille d'argent et.....	200
3^e prix.	Une médaille de bronze et.....	100

2^e Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	400 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	300
3 ^e prix. Une médaille de bronze et.....	200

3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	400 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	300
3 ^e prix. Une médaille de bronze et.....	200
4 ^e prix. Une médaille de bronze et.....	100

2^{me} Catégorie. — Race du MEZENC et de VILLARS-DE-LANS.

MALES.

1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	600 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	500

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	600 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	500

FEMELLES.

1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	300 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	200

2^e Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	400 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	300

3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.

- | | |
|--|---------|
| 1 ^{er} prix. Une médaille d'or et | 400 fr. |
| 2 ^e prix. Une médaille d'argent et..... | 300 |

3^{me} Catégorie. — Race d'AUBRAQ.

MALES.

1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.

- | | |
|---|---------|
| 1 ^{er} prix. Une médaille d'or et..... | 600 fr. |
| 2 ^e prix. Une médaille d'argent et..... | 500 |
| 3 ^e prix. Une médaille de bronze et..... | 400 |

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

- | | |
|---|---------|
| 1 ^{er} prix. Une médaille d'or et..... | 600 fr. |
| 2 ^e prix. Une médaille d'argent et..... | 500 |
| 3 ^e prix. Une médaille de bronze et..... | 400 |

FEMELLES.

1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.

- | | |
|---|---------|
| 1 ^{er} prix. Une médaille d'or et..... | 300 fr. |
| 2 ^e prix. Une médaille d'argent et..... | 200 |
| 3 ^e prix. Une médaille de bronze et..... | 100 |

2^e Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.

- | | |
|---|---------|
| 1 ^{er} prix. Une médaille d'or et..... | 400 fr. |
| 2 ^e prix. Une médaille d'argent et..... | 300 |
| 3 ^e prix. Une médaille de bronze et..... | 200 |

3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.

- | | |
|---|---------|
| 1 ^{er} prix. Une médaille d'or et..... | 400 fr. |
| 2 ^e prix. Une médaille d'argent et..... | 300 |
| 3 ^e prix. Une médaille de bronze et..... | 200 |

4^e Catégorie. — Race CHAROLAISE.

MALES.

1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 600 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 500

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 600 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 500

FEMELLES.

1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.

1^{er} prix. Une médaille d'or et 300 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 200

2^e Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 400 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 300

3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 400 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 300

5^e Catégorie. — Races FRANÇAISES diverses pures,

AUTRES QUE CELLES CI-DESSUS.

MALES.

1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 400 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 300

3^e prix. Une médaille de bronze et..... 200

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	400 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	300
3 ^e prix. Une médaille de bronze et.....	200

FEMELLES.

1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	250 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	200
3 ^e prix. Une médaille de bronze et.....	100

2^e Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	300 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	200
3 ^e prix. Une médaille de bronze et.....	100

3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.

1 ^{er} prix. Une médaille d'or et.....	300 fr.
2 ^e prix. Une médaille d'argent et.....	200
3 ^e prix. Une médaille de bronze et.....	150
4 ^e prix. Une médaille de bronze et.....	100

6^e Catégorie. — Race DURHAM pure.

(Short horned improved.)

MALES.

1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865

Prix unique. Une médaille d'or et. 600 fr.

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

Prix unique. Une médaille d'or et. 600 fr.

FEMELLES.

1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.

Prix unique. Une médaille d'or et. 300 fr.

2^e Section — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.

Prix unique. Une médaille d'or et. 400 fr.

3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.

Prix unique. Une médaille d'or et. 400 fr.

7^e Catégorie. — Races **ÉTRANGÈRES** pures,

AUTRES QUE LA RACE DURHAM.

—

MALES.

1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.

1^{er} prix. Une médaille d'or et. 500 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et. 400

2^e Section. Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

1^{er} prix. Une médaille d'or et. 500 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et. 400

FEMELLES.

1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.

1^{er} prix. Une médaille d'or et. 300 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et. 200

2^e Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864 pleines ou à lait.

1^{er} prix. Une médaille d'or et. 400 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et. 300

**3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863
pleines ou à lait.**

- 1^{er} prix.** Une médaille d'or et..... 400 fr.
2^e prix. Une médaille d'argent et 300
3^e prix. Une médaille de bronze et..... 200

9^e Catégorie. — Croisements DURHAM.

MALES.

**1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et
avant le 1^{er} mai 1865.**

Prix unique. Une médaille d'or et..... 400 fr.

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

Prix unique. Une médaille d'or et..... 400 fr.

FEMELLES.

**1^{re} Section — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et
avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.**

Prix unique. Une médaille d'or et..... 300 fr.

**2^e Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1863 et
avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.**

Prix unique. Une médaille d'or et..... 400 fr.

**3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863,
pleines ou lait.**

Prix unique. Une médaille d'or et..... 400 fr.

10^e Catégorie. — Croisements divers

AUTRES QUE CEUX DE LA 9^e CATÉGORIE.

MALES.

**1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et
avant le 1^{er} mai 1865.**

- 1^{er} prix.** Une médaille d'or et 300 fr.
2^e prix. Une médaille d'argent et 200

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 300 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 200 fr.

FEMELLES.

1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 200 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 100

2^e Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 300 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 200

3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 300 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 200 fr.

II^e CLASSE. — Espèce ovine.

(Les animaux exposés devront être nés avant le 1^{er} mai 1865.)

1^{re} Catégorie. — Races MÉRINOS.

et MÉTIS-MÉRINOS.

MALES.

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 300 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 200

3^e prix. Une médaille de bronze et.... 150

4^e prix. Une médaille de bronze et.... 100

FEMELLES.

(Lots de 5 brebis.)

1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 300 fr.

2^e prix. Une médaille d'argent et..... 200

3^e prix. Une médaille de bronze et..... 150

4^e prix. Une médaille de bronze et..... 100

2^e Catégorie. — Races FRANÇAISES diverses pures.

MALES.

1 ^{er} prix.	Une médaille d'or et.....	300 fr.
2 ^e prix.	Une médaille d'argent et.....	200
3 ^e prix.	Une médaille de bronze et.....	150
4 ^e prix.	Une médaille de bronze et.....	100
5 ^e prix.	Une médaille de bronze et.....	80

FEMELLES.

(Lots de 5 brebis.)

1 ^{er} prix.	Une médaille d'or et.....	300 fr.
2 ^e prix.	Une médaille d'argent et.....	200
3 ^e prix.	Une médaille de bronze et.....	150
4 ^e prix.	Une médaille de bronze et.....	100

3^e Catégorie. — Races ÉTRANGÈRES diverses pures.

MALES.

1 ^{er} prix.	Une médaille d'or et.....	300 fr.
2 ^e prix.	Une médaille d'argent et.....	200
3 ^e prix.	Une médaille de bronze et.....	100

FEMELLES.

(Lots de 5 brebis.)

1 ^{er} prix.	Une médaille d'or et.....	300 fr.
2 ^e prix.	Une médaille d'argent et....	200

4^e Catégorie. — Croisements divers.

MALES.

1 ^{er} prix.	Une médaille d'or et.....	300 fr.
2 ^e prix.	Une médaille d'argent et.....	200 fr.

FEMELLES.

(Lots de 5 brebis.)

- 1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 300 fr.
2^e prix. Une médaille d'argent et.. 200

III^e CLASSE. — Espèce porcine.

(Les animaux exposés devront être nés avant le 1^{er} décembre 1865.)

1^{re} Catégorie. — Races INDIGÈNES

PURES OU CROISÉES ENTRE ELLES

MALES.

- 1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 250 fr.
2^e prix. Une médaille d'argent et..... 200

FEMELLES PLEINES OU SUITÉES.

- 1^{er} prix. Une médaille d'or et 200 fr.
2^e prix. Une médaille d'argent et..... 150
3^e prix. Une médaille de bronze et..... 100

2^e Catégorie. — Races ÉTRANGÈRES

PURES OU CROISÉES ENTRE ELLES.

MALES.

- 1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 250 fr.
2^e prix. Une médaille d'argent et..... 200
3^e prix. Une médaille de bronze et..... 150
4^e prix. Une médaille de bronze et..... 100
5^e prix. Une médaille de bronze et..... 80

FEMELLES PLEINES OU SUITÉES

- 1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 200 fr.
2^e prix. Une médaille d'argent et..... 150
3^e prix. Une médaille de bronze et..... 100

- 4^e prix. Une médaille de bronze et..... 80
5^e prix. Une médaille de bronze et..... 70

3^e Catégorie. — Croisements divers

ENTRE RACES ÉTRANGÈRES ET RACES FRANÇAISES.

MALES.

- 1^{er} prix. Une médaille d'or et..... 150 fr.
2^e prix. Une médaille d'argent et..... 100

FEMELLES PLEINES OU SUITÉES.

- 1^{er} prix. Une médaille d'or et 150 fr.
2^e prix. Une médaille d'argent et..... 100

IV^e CLASSE. — Animaux de basse-cour.

Une somme de 400 francs, 3 médailles d'argent et 10 médailles de bronze sont mises à la disposition de la 2^e sous-section et de la 2^e section du jury pour être distribuées en prix aux meilleurs lots de volailles et autres animaux de basse-cour.

Chacun des lots de coqs et poules comprendra au moins un mâle et deux femelles. Pour les autres espèces, les lots seront composés d'un mâle et d'une femelle.

ART. 6.

Les animaux reproducteurs des espèces bovine, ovine et porcine, nés et élevés en France, sont exclusivement admis à concourir. Ils devront appartenir à des agriculteurs de la région, être en leur possession et se trouver dans des étables, bergeries ou porcheries

situées dans la même région, au moins depuis le 1^{er} février 1866.

ART. 7.

Sont exclus tous les animaux reconnus par la deuxième section du jury comme ayant atteint un engraissement exagéré, tous ceux provenant d'achats faits par des conseils généraux de départements, sociétés ou comices agricoles, et concédés ou revendus par lesdits conseils, sociétés ou comices.

ART. 8.

Un exposant ne pourra recevoir qu'un seul prix dans chaque section de chacune des catégories; il pourra, toutefois, présenter autant d'animaux qu'il voudra dans chacune des sections.

ART. 9.

Des mentions honorables, constatées par des certificats imprimés et signés par le commissaire général, pourront être accordées lorsque plusieurs animaux, appartenant au même propriétaire et présentés ainsi qu'il est indiqué article 8, mériteraient d'être primés, ou lorsque la 2^e section du jury, après avoir épuisé les récompenses prévues par l'arrêté, trouvera utile de signaler des reproducteurs à l'attention des éleveurs.

ART. 10.

Dans le cas où les animaux qui auront été jugés dignes des premiers et des seconds prix ne seront pas nés chez l'exposant, une médaille d'or ou d'argent, suivant la nature des prix, sera décernée à l'éleveur chez lequel seront nés ces animaux.

Pour justifier du droit à l'obtention de ces médailles,

les lauréats devront fournir au commissaire général du concours un certificat dont la formule leur sera délivrée au bureau de l'exposition.

ART. 11.

Les animaux primés dans un concours régional pourront toujours concourir ultérieurement dans un concours de la même nature; mais, dans ce cas, ils ne pourront recevoir qu'un prix d'un degré supérieur à celui qu'ils auront déjà obtenu *dans la même section*.

Si, dans le nouveau concours, ils sont désignés pour le prix qu'ils ont reçu précédemment, ils n'auront droit qu'au rappel de leur prix, constaté par un certificat imprimé, signé par le commissaire général, et, malgré ce rappel, le prix, s'il est mérité par un autre concurrent, sera attribué à celui-ci.

Pour rendre possible l'exécution de ces prescriptions, les animaux primés seront marqués.

ART. 12.

Les animaux mâles et femelles primés au concours régional devront être conservés par leurs propriétaires pour la reproduction au moins pendant un an; s'ils sont vendus à des tiers, la clause de conservation, pendant l'année qui suivra le concours, devra être expressément imposée aux acheteurs.

En cas d'inexécution de cette prescription de leur part ou de celle des tiers détenteurs, les propriétaires d'animaux primés devront être exclus, à l'avenir, des concours de l'État, à moins qu'ils ne puissent prouver, par un certificat de vétérinaire, légalisé par le maire de la commune, des faits d'accidents ou de maladie graves qui auront nécessité une autre destination donnée à l'animal primé.

ART. 13.

Une somme de 600 francs, 4 médailles d'argent et 6 de bronze sont mises à la disposition de la 2^e section du jury pour être distribuées aux gens à gages qui lui seront signalés par les lauréats, pour les soins intelligents qu'ils auront donnés aux animaux primés.

III^e DIVISION.

MACHINES ET INSTRUMENTS AGRICOLES.

ART. 14.

Des prix consistant en médailles d'or, d'argent et de bronze seront attribués aux machines et instruments agricoles qui auront été reconnus les plus utiles, d'après les essais auxquels devront procéder les deux premières sous-sections de la 3^e section du jury.

ART. 15.

Les machines et instruments sont répartis en deux sections. La première comprendra tous ceux qui appartiennent à des exposants de la région, et dans la seconde viendront se placer et concourir entre eux les machines et instruments appartenant à des exposants étrangers à la région.

Deux séries de prix, égales quant au nombre, à la nature et à la valeur des récompenses, correspondront aux deux sections.

PRIX PROPOSÉS POUR CHACUNE DES DEUX SECTIONS.

1^{re} SOUS-SECTION. — TRAVAUX D'EXTÉRIEUR.

1 ^{re} Charrues.....	{	1 ^{er} prix. Une médaille d'or.
		2 ^e prix. Une médaille d'argent.
		3 ^e prix. Une médaille de bronze.

Partie agricole, etc.

5

- | | | |
|--|---|--|
| 2° Charrues sous-sol | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 3° Charrues vigneronnes. Prix unique. | | Une médaille de bronze. |
| 4° Herse | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 5° Rouleaux | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 6° Scarificateurs et extirpateurs | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 7° Semoirs | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 8° Houes à cheval | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 9° Butteurs | | Prix unique. Une médaille de bronze. |
| 10° Machines à faucher les prairies naturelles ou artificielles | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or. |
| | | 2° prix. Une médaille d'argent. |
| | | 3° prix. Une médaille de bronze. |
| 11° Machines à faner | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or. |
| | | 2° prix. Une médaille d'argent. |
| | | 3° prix. Une médaille de bronze. |
| 12° Râteaux à cheval | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 13° Machines à moissonner | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or. |
| | | 2° prix. Une médaille d'argent. |
| | | 3° prix. Une médaille de bronze. |
| 14° Véhicules destinés aux transports ruraux | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or. |
| | | 2° prix. Une médaille d'argent. |
| | | 3° prix. Une médaille de bronze. |
| 15° Harnais propres aux usages agricoles | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 16° Pompes à purin | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 17° Ruches | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 18° Collections d'instruments à main pour les travaux extérieurs | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |

2° SOUS-SECTION. — TRAVAUX D'INTÉRIEUR.

- | | | |
|--|---|--|
| 1° Malaxeurs | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | | 2° prix. Une médaille de bronze. |
| 2° Machines à fabriquer les tuyaux de drainage | } | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or. |
| | | 2° prix. Une médaille d'argent. |
| | | 3° prix. Une médaille de bronze. |

- | | |
|--|---|
| 3° Collection d'instruments pour le drainage..... | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent.
2° prix. Une médaille de bronze. |
| 4° Manèges applicables aux divers besoins de l'agriculture..... | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or.
2° prix. Une médaille d'argent
3° prix. Une médaille de bronze. |
| 5° Machines à vapeur fixes applicables à la machine à battre ou à tout autre usage agricole.. | 1 ^{er} prix une médaille d'or.
2° prix une médaille d'argent. |
| 6° Machines à vapeur mobiles, applicables à la machine à battre ou à tout autre usage agricole.. | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or.
2° prix. Une médaille d'argent. |
| 7° Machines à battre fixes, rendant le grain tout nettoyé, propre à être conduit au marché... | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or.
2° prix. Une médaille d'argent.
3° prix. Une médaille de bronze. |
| 8° Machines à battre mobiles, rendant le grain tout nettoyé, propre à être conduit au marché | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or.
2° prix. Une médaille d'argent.
3° prix. Une médaille de bronze. |
| 9° Machines à battre fixes, rendant le grain vanné. | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or.
2° prix. Une médaille d'argent.
3° prix. Une médaille de bronze. |
| 10° Machines à battre mobile, rendant le grain vanné..... | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or.
2° prix. Une médaille d'argent.
3° prix. Une médaille de bronze. |
| 11° Machines à battre fixes, ne vannant ni ne criblant..... | 1 ^{er} prix Une médaille d'argent.
2° prix. Une médaille de bronze. |
| 12° Machines à battre mobiles, ne vannant ni ne criblant | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent.
2° prix. Une médaille de bronze. |
| 13° Tarares..... | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent.
2° prix. Une médaille de bronze. |
| 14° Cribles et trieurs..... | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent.
2° prix. Une médaille de bronze. |
| 15° Concasseur de graines.. | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent
2° prix. Une médaille de bronze. |
| 16° Coupe-racines.. | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent.
2° prix. Une médaille de bronze. |
| 17° Hache-paille..... | 1 ^{er} prix Une médaille d'argent.
2° prix. Une médaille de bronze. |
| 18° Appareils à cuire les aliments destinés aux animaux..... | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent.
2° prix. Une médaille de bronze. |

- | | | |
|--|---|--|
| 19° Barattes | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille de bronze. |
| 20° Bascules pour peser les animaux et les fourrages. | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille de bronze. |
| 21° Coupe-feuille. | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille de bronze. |
| 22° Appareils à déliter. | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille de bronze. |
| 23° Appareil à étouffer les cocons. | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille de bronze. |
| 24° Pressoirs fixes. | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 3 ^e prix. Une médaille de bronze. |
| 25° Pressoirs mobiles. | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 3 ^e prix. Une médaille de bronze. |
| 26° Appareils de vinification autres que les pressoirs | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 3 ^e prix. Une médaille de bronze. |
| 27° Appareils de distillerie. | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'or. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 3 ^e prix. Une médaille de bronze. |
| 28° Collections d'instruments et d'ustensiles d'intérieur de ferme. | { | 1 ^{er} prix. Une médaille d'argent. |
| | { | 2 ^e prix. Une médaille de bronze. |

Il est en outre mis à la disposition des deux premières sous-sections de la 3^e section du jury 2 médailles d'or, 6 médailles d'argent et 12 médailles de bronze, pour les machines et instruments, à quelques sections qu'ils se rattachent, non prévus dans le présent programme ou d'un usage local, et qui seront reconnus utiles à l'agriculture.

ART. 16.

Des mentions honorables, constatées par des certificats imprimés signés par le commissaire général, peuvent être accordées lorsque les deux premières sous-sections de la 3^e section du jury, après avoir épuisé, pour les machines et instruments prévus, les récom-

penses indiquées dans le présent arrêté, trouveront nécessaire de signaler certains objets exposés à l'attention des agriculteurs.

ART. 17.

Les prix et mentions honorables indiquées dans les articles 14 et 15 ne devront être décernés qu'à des objets isolés et dignes d'être recommandés ainsi particulièrement aux agriculteurs. Toutefois, dans le cas où un instrument hors ligne et d'un mérite exceptionnel paraîtrait pour la première fois au concours, les deux premières sous-sections de la 3^e section du jury pourront le signaler au Ministre, et demander pour l'exposant une médaille grand module.

ART. 18.

Les machines et instruments récompensés dans un précédent concours, soit de la région, soit d'une autre région, peuvent toujours se présenter de nouveau dans une exposition de la même nature; mais, si aucune modification notable n'y a été apportée, ils ne peuvent être admis à obtenir qu'un prix d'un degré supérieur à celui-qu'ils ont déjà mérité.

Si, dans le nouveau concours, ils sont désignés pour le prix qu'ils avaient précédemment reçu, ils n'ont droit qu'au rappel de ce prix, constaté par un certificat imprimé signé par le commissaire général. S'ils ne méritent qu'un prix d'un degré inférieur, ils ne peuvent pas être mentionnés.

Malgré ce rappel, le prix, s'il est mérité par un autre concurrent, sera attribué à celui-ci.

ART. 19.

Les exposants qui, sans motifs justifiés et admis par

la section du jury, ne présenteront pas les animaux ou instruments et machines déclarés par eux et inscrits au catalogue, pourront être exclus du présent concours ou des concours ultérieurs, pendant un temps plus ou moins long fixé par la section, qui statuera sur les propositions que devra lui faire à cet égard le commissaire général.

IV^e DIVISION.

PRODUITS AGRICOLES

ET

MATIÈRES UTILES A L'AGRICULTURE.

ART. 20.

4 médailles d'or, 6 d'argent et 24 de bronze sont mises à la disposition de la 3^e sous-section de la 3^e section du jury pour être attribuées aux produits agricoles et aux matières utiles à l'agriculture admis au concours, et dont le mérite aura été constaté.

Les produits agricoles et les matières utiles à l'agriculture récompensés dans un concours régional peuvent toujours se présenter de nouveau dans une exposition de la même nature; mais, si aucune modification notable n'y a été apportée, ils ne peuvent être admis à recevoir qu'un prix d'un degré supérieur à déjà obtenu.

Si, dans le nouveau concours, ils sont désignés pour le prix qu'ils avaient précédemment reçu, ils n'ont droit qu'au rappel de ce prix, constaté par un certificat délivré par le commissaire général. S'ils ne méritent qu'un prix d'un degré inférieur, ils ne peuvent être mentionnés.

Dans l'impossibilité où se trouve le jury d'apprécier, pendant la durée de l'exposition, la valeur des engrais et amendements, ces matières ne seront pas admises au concours.

Dispositions Générales.

ART. 21.

Un jury divisé en sections et en sous-sections sera nommé par le Ministre. Il a pour Président d'honneur le Préfet du département dans lequel se tient le concours. Chaque section et chaque sous-section statue et délibère sur les récompenses mises à sa disposition par l'arrêté.

La première section, présidée par l'Inspecteur général de l'agriculture, premier vice-président du jury, délibère seule et souverainement sur l'attribution de la prime d'honneur. Elle est chargée de visiter et d'étudier, avant l'époque fixée pour l'ouverture de l'exposition, les exploitations concourant.

La deuxième section, présidée par le premier vice-président du jury, juge les animaux; elle se divise en deux sous-sections : la première apprécie les animaux de l'espèce bovine, et la seconde ceux des espèces ovine, porcine et les animaux de basse-cour.

La troisième section, présidée par le deuxième vice-président du jury, juge les machines, les instruments et les produits agricoles; elle se sépare en trois sous-sections : la première statue sur les machines et instruments d'extérieur, la seconde sur ceux d'intérieur, la troisième sur les produits agricoles et matières utiles à l'agriculture.

Chaque vice-président des deuxième et troisième sections peut diriger à son choix les opérations de l'une des sous-sections.

ART. 22.

Le jury, dans ses décisions, se conformera strictement aux règles édictées dans le présent arrêté; il ne peut opérer de virement de prix d'une catégorie dans une autre catégorie, ni d'une section dans une autre section, ni établir des prix *ex æquo*.

Les jugements sont prononcés à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Aucun membre du jury ni commissaire ne pourra prendre part au concours en qualité d'exposant.

ART. 23.

Un commissaire général, un commissaire général-adjoint et des commissaires sont attachés à l'exposition pour recevoir, classer et surveiller les objets exposés, veiller à la bonne et prompte exécution des opérations du jury.

La police du concours appartient exclusivement au commissaire général qui statue seul en ce qui concerne l'entrée du public dans les différentes parties de l'exposition.

ART. 24.

Les frais de conduite et de transport sont supportés par les exposants, d'après le tarif réduit consenti par les compagnies de chemins de fer, à la condition de justifier de l'admission au concours, en représentant la lettre d'avis délivrée par le Directeur de l'agriculture.

ART. 25.

Pour être admis à exposer, on doit adresser au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au plus tard le 10 avril 1866, une déclaration écrite.

Pour les animaux cette déclaration contiendra le nom et la résidence du propriétaire (*commune et département*), la catégorie et la section dans lesquelles ils doivent concourir, leur origine, leur race, leur âge, leur robe, la durée de possession, et en quel lieu ces animaux ont résidé pendant cette durée.

Pour les instruments, elle indiquera : le nom et la résidence de l'exposant (*commune et département*), la désignation, l'usage et le prix de vente, si l'exposant a importé, inventé, ou seulement perfectionné, ou enfin s'il a exécuté ou fait exécuter, sur des données antérieurement connues, la machine ou l'instrument exposé; s'il y a lieu, le nom et la résidence de l'ouvrier exécutant.

Pour les produits agricoles, la déclaration portera la nature, la provenance la quantité et la valeur vénale.

Les exposants d'animaux sont responsables de leurs déclarations; et si, par leur fait et volontairement, les animaux sont mal classés et reconnus tels par la deuxième section du jury, ils devront être mis hors concours.

(*) Pour rendre plus facile l'accomplissement des obligations imposées aux exposants, des déclarations en blanc seront envoyées à tous ceux qui en feront la demande au Ministère; il en sera aussi déposé dans toutes les préfectures et dans toutes les sous-préfectures.

LE VENDREDI 25 MAI. Exposition de tout le concours. — Prix d'entrée : 1 franc par personne.

LE SAMEDI 26 MAI. Continuation de l'Exposition de tout le concours. — Prix d'entrée : 50 centimes par personne,

Les droits d'entrée seront perçus sous la direction exclusive du Commissaire général, et au profit de la ville dans laquelle se tient le concours.

LE DIMANCHE 27 MAI. Distribution solennelle de la prime d'honneur et des prix et médailles.

Fermeture de l'exposition à 5 heures du soir.

ART. 28.

Aucun animal ni aucun objet ne pourra être enlevé sans la permission préalable du Commissaire général.

Les propriétaires d'animaux ou de machines et instruments primés devront les laisser, s'il y a lieu, à la disposition des commissaires pendant toute la journée du lundi.

ART. 29.

Toute personne qui sera convaincue d'avoir fait une fausse déclaration, ou qui aura volontairement détruit ou altéré, fait détruire ou altérer les marques indiquées en l'article 11, sera exclue des concours par le jury pour un temps plus ou moins long.

ART. 30.

La coupe d'honneur et les médailles d'or seront remises aux exposants récompensés au moment même de la proclamation de leurs noms en séance publique, à moins toutefois que les déclarations et renseignements fournis ne soient pas jugés suffisants; auquel

ART. 26.

Toute déclaration qui ne sera pas parvenue au ministère le 10 avril 1866, au plus tard, et qui ne contiendra pas, en caractères lisibles, les renseignements indiqués ci-dessus, sera considérée comme nulle et non avenue.

ART. 27.

Les différentes opérations du concours de Mende sont réglées ainsi qu'il suit :

LE SAMEDI 19 MAI. Réception des machines et instruments, de huit heures du matin à 2 heures. Classement et montage.

LE LUNDI 21 MAI. Opérations des deux sous-sections du jury des instruments qui devront être montés et prêts à fonctionner dès huit heures du matin.

LE MARDI 22 MAI. Opérations des deux sous-sections du jury des instruments.

LE MERCREDI 23 MAI. Essais publics des instruments, jury présent. Prix d'entrée : 1 franc par personne.

Réception des animaux et des produits agricoles, de 8 heures du matin à midi.

Classement des animaux et des produits agricoles.

LE JEUDI 24 MAI. Opérations de la section du jury des animaux.

Opérations de la sous-section des produits agricoles.

Délibération de la section chargée de décerner la prime d'honneur.

Exposition des instruments. — Prix d'entrée : un franc par personne.

cas l'ajournement pourra être prononcé par le jury, jusqu'à production de pièces ou explications plus complètes. Les médailles d'argent et de bronze seront distribuées le samedi 26 mai au bureau du commissariat.

Le montant des prix sera, sous la même restriction, payé aux propriétaires qui les auront obtenus ou à leur fondé de pouvoir régulier (modèle D) le jour de la distribution des prix, de 3 heures à 6 heures, à la préfecture.

Aucune réclamation de médaille ne sera admise après le 31 décembre 1866.

ART. 31.

Aussitôt après la proclamation de la prime d'honneur et des prix, le procès-verbal des différentes opérations du concours sera adressé par le commissaire général au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

ART. 32.

Toute contestation relative à l'exécution des dispositions du présent arrêté sera immédiatement et souverainement jugée par les jurys.

Fait à Paris, le 7 mars 1866.

A. BÉHIC.

**PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — JANVIER 1868.**

— 77 —

ARRONDISSEMENTS.	DÉSIGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	21 23	21 17	14 75	14 75	12 75	12 67	12 20	12 83	7 58	7 65
	Meyrueis.....	19 »	19 »	17 »	17 »	14 »	15 »	13 50	13 50	7 50	7 50
	Pont-de-Montvert.....	» »	» »	» »	» »	14 »	14 »	» »	» »	8 »	8 »
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	19 25	18 36	16 63	15 61	13 40	12 83	12 72	12 85	8 27	8 66
	St-Chély-d'Apecher.....	» »	» »	» »	» »	11 »	11 »	» »	» »	» »	» »
	Marvejols.....	18 »	18 »	» »	» »	12 »	12 »	» »	» »	» »	» »
	Servelette.....	» »	» »	» »	» »	11 »	11 »	» »	» »	» »	» »
MENDE.....	Langogne.....	» »	» »	» »	» »	11 50	11 08	9 17	9 25	7 14	9 37
	Mende.....	19 »	19 »	15 »	15 »	12 40	12 37	12 25	11 12	8 25	8 50
	Villefort.....	17 »	17 »	» »	» »	14 »	14 »	» »	» »	10 »	10 »
PRIX MOYEN.....		19 47	19 31	15 84	15 59	12 60	12 59	11 97	11 91	8 10	8 52

**PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — FÉVRIER 1866.**

ARRONDISSEMENTS.	DESIGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTÉIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	20 87	20 50	14 75	14 75	12 50	12 58	12 45	12 83	10 16	7 42
	Meyrueis.....	19 »	19 »	17 »	17 »	15 »	15 »	14 »	14 »	7 50	7 50
	Pont-de-Montvert.....	» »	» »	» »	» »	14 »	14 »	» »	» »	8 »	15 »
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	17 90	17 60	15 15	» »	13 »	12 75	12 37	13 40	8 50	8 97
	St-Chély-d'Apcher.....	» »	» »	» »	15 90	10 75	11 »	» »	» »	» »	» »
	Marvejols.....	18 »	18 »	» »	» »	11 75	11 75	» »	» »	» »	» »
	Servetette.....	» »	» »	» »	» »	11 »	11 »	» »	» »	» »	» »
MENDE.....	Langogne.....	» »	» »	» »	» »	11 08	11 12	9 37	9 08	8 25	9 37
	Mende.....	18 65	18 50	15 »	15 »	12 25	12 25	10 25	10 25	8 75	8 75
	Villefort.....	17 »	17 »	» »	» »	14 »	14 »	» »	» »	10 »	10 »
PRIX MOYEN.....		19 17	19 01	15 47	15 66	12 53	12 54	11 69	11 91	8 74	9 57

AVIS.

=

La Société a reçu de la Société Impériale zoologique d'acclimatation quelques kilogrammes de graines de Pin noir, ou Pin Riga, dont elle peut disposer en faveur de ceux de ses membres qui en feront la demande à M. le Président. Les résultats obtenus devront faire l'objet d'un rapport de la part des personnes qui auront essayé cette graine.

*Liste des publications reçues pendant les mois
de janvier et février 1865.*

- France et Angleterre, par M. de Loiseau, Préfet de la Lozère.
Journal des Savants, juillet, août et septembre 1865.
Revue des Sociétés savantes, juillet, novembre et décembre
1865.
Pomologie de la France, (35 livraisons du tome III).
Le Verger ou la taille des arbres fruitiers, par J.-B. Bré-
mond, 2 volumes.
Bulletin de la Société impériale d'acclimatation, septembre
1865.
Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles
de l'Yonne 1^{re}, 2^e et 3^e trimestre 1865.
Bulletin de la Société d'agriculture du Cher, n^{os} 80, 84 et 82
1865.
Bulletin Archéologique de Béziers, 3^e livraison 1865.
Bulletin de la Société protectrice des animaux, juin, juillet et
août 1865, janvier 1866.
Bulletin de la Société d'agriculture de Mayenne, 2^e trimestre
1865.
Bulletin du comice agricole d'Alais, juin 1865.
Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse, juin, août et
décembre 1865.
Bulletin de la Société d'agriculture de la Drôme, n^o 3, 1865.
Bulletin de la Société d'agriculture de Vaucluse, août 1865.
Bulletin de la Société d'agriculture de l'Ardèche, août, sep-
tembre et octobre 1865.
Bulletin de la Société d'agriculture, etc. de Poligny, n^o 5, 1865.
Bulletin de la Société d'agriculture de la Haute-Vienne, juin
1865.
Bulletin de la Société impériale et centrale d'agriculture, mai
et juillet 1865.
Bulletin de la Société des bibliothèques communales du Haut-
Rhin, décembre 1865.
Bulletin de la Société d'arboriculture de Chauny, novembre et
décembre 1865.
La maladie des vers à soie, par E. Nourrigat, 1866.
Annales de la Société d'agriculture de Châteauroux, n^o 58,
1865.
Annales de la Société académique de Nantes, 1^{er} trimestre
1865.
Mémoire de l'Académie des sciences de Toulouse, tome 3, 1865.
Le Sud-Est, juillet, août et septembre 1865.
Archives de l'agriculture du nord de la France, mai, juin et
octobre 1865.
Annales de la Société d'horticulture de l'Allier, janvier et avril
1865.
Journal d'agriculture de la Côte-d'Or, septembre et décem-
bre 1865.

Journal d'agriculture et de la Société d'émulation de l'Ain, juin 1865.
 Journal d'agriculture du Midi de la France, mai, juin 1865.
 Journal de la Société impériale et centrale d'horticulture, juillet 1865.
 Recueil agronomique du Tarn-et-Garonne, avril, mai, juin et octobre 1865.
 L'Apiculteur, septembre, octobre et novembre 1865.
 Revue agricole de Valenciennes, juillet et août 1865.
 Maître Jacques, mai, juin, juillet, août, octobre et décembre 1865, janvier 1866.
 Revue horticole, 1^{er} août, 1^{er} et 16 octobre et 16 novemb. 1865.
 Journal d'agriculture pratique, 5 et 20 août, 5 septembre, 20 octobre, 5 et 10 novembre 1865.
 Journal d'agriculture progressive, 10 août, 10 septembre, 1^{er} et 20 octobre, 20 novembre 1865.
 Congrès pomologique, 9^e et 10^e sessions 1864-1865.
 Messager agricole, octobre 1865.
 Revue agricole et horticole du Lot-et-Garonne, sept. 1865.
 Bulletin de la Société centrale d'agriculture, etc. de l'Hérault, avril et juillet 1865.
 Bulletin du Comice agricole de Vitry-le-Français, 3^e trim. 1865.
 Annales de la Société historique de Château-Thierry, 1864.
 Bulletin de la Société d'horticulture de la Côte-d'Or, mai et juin 1865.
 Bulletin de la Société d'horticulture de St-Germain-en-Laye, juillet 1865.

LE MESSAGER AGRICOLE, *revue des associations et des intérêts agricoles du Midi*, publié sous la direction de M. le Docteur Frédéric Cazalis, paraissant le 5 de chaque mois. — 6 fr. par an. — Montpellier, à l'imprimerie Gras, rue du Grand-Galion, 2. — Paris, à l'agence Havas, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3.

L'APICULTEUR, journal des cultivateurs d'abeilles, marchands de miel et de cidre, publié sous la direction de M. H. Hamet, professeur d'apiculture au Luxembourg, paraissant du 1^{er} au 5 de chaque mois. On s'abonne à Paris en un mandat de 6 fr. à l'ordre de M. H. Hamet, directeur de l'*Apiculteur*, rue Saint-Victor, 67.

Les abonnements partent du 1^{er} octobre de chaque année.

AVIS

Aux Membres correspondants.

Pour éviter à MM. les Correspondants la peine d'envoyer leur cotisation, la Société la fera, désormais, recouvrer à domicile, comme cello des autres membres.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,

Industrie, Sciences et Arts

DU

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

TOME XVII'. — 1866.

Mars et Avril.

MENDE
IMPRIMERIE DE C. PRIVAT, S^r de J.-J.-M. et E. IGNON,
Maison Rochette, rue d'Aigues-Passes.

1866.

SOMMAIRE.

PREMIÈRE PARTIE. — *Agriculture, etc.* — **SÉANCE** du 8 mars 1866, présidence de M. Delapierre, président, page 81; — Nominations, p. 83.

SÉANCE du 17 mars 1866, présidence de M. Delapierre, président, p. 83.

SÉANCE du 5 avril 1866, présidence de M. Delapierre, président, p. 86; — Nominations, p. 88.

La Rage dans la Lozère. — Rapport de M. le docteur Monteils, médecin de l'hospice de Mende, p. 89.

Note sur le Traité de la Pellagre et des Pseudo-Pellagres de M. le docteur Théophile Roussel, par M. le docteur A. Monteils, de Mende, p. 112.

Coup-d'œil sur les produits ou patriotisme du département de la Lozère, par M. l'abbé Rigal, missionnaire apostolique, p. 119.

Encouragements à l'Agriculture et à l'Industrie. — Programme, p. 125.

REVUE agricole et industrielle. par M. Delapierre, président : Des assolements suivis par les agriculteurs qui ont obtenu la prime d'honneur, p. 129; — Profondeur à donner aux semences, p. 135; — Tassement du sol avant et après les semailles, p. 137; — Culture en plein champ du haricot-riz, p. 139; — Culture du Panais comme plante fourragère, p. 139; — Le Moha de Hongrie, p. 141; — Nouveaux fourrages, p. 142; — Du régime du vert et de ses effets sur le cheval, p. 143; — Greffage de la vigne, p. 145; — Incisions annulaires de la vigne, p. 147; — Fruits admis par le Congrès Pomologique de France dans ses deux sessions de 1854 et de 1865, p. 148; — Classification des cerises, p. 150; — Nouvelle méthode de greffe en fente du noyer. — Moyen d'obtenir des arbres vigoureux, p. 151; — Guérison et amélioration du ver à soie, par le capitaine Hutton, p. 153; — De la sériciculture au Japon, p. 154; — Distinction obtenue par un instituteur lozérien à l'exposition générale des insectes, p. 157; — Destruction des parasites par le Coal tar et l'acide phénique, p. 157; — Emploi du bois de châtaignier dans la tannerie, 159; — Procédé économique pour le coulage des lessives, p. 160.

Haras. — Ecoles de dressage autorisées à délivrer des brevets de capacité aux piqueurs et aux cochers, p. 161.

MERCURIALE. — Prix des grains, par hectolitre, d'après les mercuriales des marchés du département de la Lozère (Mars), p. 163.

DEUXIÈME PARTIE. — *Histoire et archéologie.* — Notice sur le notariat à Mende, par M. Ferdinand André, archiviste de la Lozère, p. 1.

Les comtes de Barcelonne rois d'Aragon, vicomtes du Gévaudan, et dénombrement de leur vicomté, par le même, p. 20.

Procès-verbal des cérémonies du mariage de Guigon de Beauvoir, damoiseau, seigneur du château du Roure, et de noble Anthonie de Gardies, fille de noble Guiran de Gardies, damoiseau, seigneur du château de Fontarèche (près Uzès), communiqué par M. Benoit, notaire à Villefort, p. 34.

SÉANCE DU 8 MARS 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

Présents : MM. ANDRÉ, archiviste, BOILLOT, l'abbé BOSSE, CATHALAN, HERMANTIER, MARTINET, MONTEILS, l'abbé RIGAL, ROCHE, l'abbé ROUVIERE et VINCENS.

M. le Président fait connaître que MM. Th. Roussel, Eugène de Rozière, l'abbé Girou et Guibert ont été priés de vouloir bien représenter la Société au Congrès des délégués des sociétés savantes qui doit avoir lieu à Paris le 20 mars courant.

— Lecture d'une lettre de M. le Préfet de la Lozère qui charge la Société de lui fournir des renseignements sur les sériciculteurs de l'arrondissement de Mende, auxquels il pourrait être distribué des graines de vers à soie du Japon, provenant du don fait à Sa Majesté l'Empereur par le Taïcoum.

— M. le Président annonce que la Commission de la pépinière a nommé pour son président M. Béliben, vice-président de la Société.

— Une commission avait été instituée pour s'occuper du choix des instruments que la Société se propose d'exposer au Concours régional agricole de Mende, en les réunissant à ceux qu'elle possède déjà. Il est rendu compte de la délibération prise par cette commission, à laquelle la Société donne son adhésion.

— Sur la proposition de M. le Président, il est

Partie agricole, etc. 6

nommé une commission composée de MM. Béliben, l'abbé Bosse, Hermantier et Vincens, à l'effet d'organiser, à l'occasion du Concours régional, une exposition collective des divers produits agricoles récoltés dans le département.

— Dans la séance du 28 décembre dernier, M. Monteils, docteur médecin à Mende, avait reçu de la Société mission de faire un rapport sur une lettre de M. Jacques, maire de Laval-du-Tarn, ayant pour objet de faire connaître la composition de divers remèdes contre la rage. M. Monteils donne, à ce sujet, lecture d'un rapport dans lequel est consignée d'une manière complète la question de cette terrible maladie. La Société vote l'insertion de cette notice dans le Bulletin, et adresse, en même temps, sur la proposition du rapporteur, des remerciements à M. Jacques.

— L'ancienne corporation des notaires de Mende a fourni à M. André la matière d'une notice dont l'auteur donne lecture, et qui sera également insérée au Bulletin.

— M. l'abbé Albaret, vicaire à Javols, a adressé à M. André un mémoire manuscrit dont il est fait un compte rendu. Des remerciements seront adressés à M. Albaret pour l'envoi de ce travail, qui s'applique à l'histoire civile et ecclésiastique du Gévaudan.

— Des remerciements seront aussi adressés à M. de Valmalète, membre associé, qui a bien voulu adresser à M. André quelques notes sur les Etats du Languedoc et sur la famille d'Apchier. Il serait à désirer que M. de Valmalète donnât une notice sur la baronnie et les seigneurs d'Apchier, attendu que la généalogie de cette

famille, imprimée vers la fin du dernier siècle, paraît fautive et incomplète.

NOMINATIONS.

Membres titulaires.

MM. l'abbé BRUNETON, vicaire à Châteauneuf;
MOULIN (Justin), tenturier à Mende.

Membres associés.

MM. l'abbé SOUCHON, desservant à Allenc;
l'abbé TERRASSON, desservant à Pelouse;
l'abbé ARZALIER, desservant à Belvezet.

SÉANCE DU 17 MARS 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

Présents : MM. l'abbé POLGE et BÉLIBEN, vice-présidents, ANDRÉ, archiviste, CATHALAN, BOYER, l'abbé PAGÈS, MARTINET, l'abbé ROUVIÈRE et VINCENS.

En ouvrant la séance, M. le Président fait connaître que M. le Préfet a bien voulu confier à la Société le soin de répartir entre les arrondissements les 400 cartons de graines de vers à soie du Japon, provenant du don fait à S. M. l'Empereur par le Taïcoum, et que S. Exc. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics a accordés à la Lozère. Il dépose sur le bureau les états de renseignements demandés à MM. les Maires des communes intéressées.

sur les petits éducateurs et sur ceux qui auront été reconnus aptes à employer ces graines et à les soumettre à des expériences.

Après avoir examiné ces documents,

Considérant que le nombre de cartons mis à la disposition de M. le Préfet est insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes qui ont été produites ;

La Société, prenant pour base le nombre et l'importance des éducations lozériennes,

Est d'avis de répartir ainsi qu'il suit, par arrondissement, les 400 cartons attribués au département, savoir :

Arrondissement de Florac.....	270	cartons
— de Marvejols.....	90	—
— de Mende	40	—
Total.....	400	—

Elle prie, en outre, M. le Préfet de vouloir bien charger les associations agricoles de procéder à la répartition individuelle des cartons attribués à chaque arrondissement, en se conformant aux instructions contenues dans la circulaire ministérielle du 22 février dernier. Et, dans le cas où M. le Préfet adhérerait à cette proposition, elle arrête ainsi qu'il suit la répartition, pour l'arrondissement de Mende, entre les sériciculteurs dont les noms suivent :

Commune de Mende.

Le couvent de l'Adoration	1/2	carton
M. Cathalan.....	1/2	—
A reporter.....	1	carton

Report..... 1 carton

Commune de St-André-Capcèze.

MM. Randon-de-Grolier, à Pont-Perdu...	2	—
Garilhe (Privat), maire.....	1	—
Teissier (Clément).....	4	—
Lapeyre (Edouard)....	3	—
De Narbonne Lara (Charles).....	4	—
Costier (les hoirs).....	3	—
Galtier (François).....	2	—
Martin (Alexis).....	2	—

Commune des Balmelles.

Laurans (Adolphe)	3	—
Fournier (Pierre).....	1	—

Commune de Planchamp.

Barrot (Odilon).....	6	—
Alméras (Victor).....	3	—
Coulomb (Pierre).....	1	—

Commune de Villefort.

Combes (Antoine et J.-Baptiste)....	1	—
De La Charrière.....	1	—
Benoit (Elmir).....	1	—
Polge de Combret.....	1	—

Total..... 40 cartons

Avant se séparer, la Société prie M. le Président d'exprimer à M. le Préfet toute sa reconnaissance pour le nouveau témoignage de confiance dont il a bien voulu l'honorer en la chargeant de cette répartition.

Cette délibération a reçu l'approbation préfectorale à la date du 17 mars.



SÉANCE DU 5 AVRIL 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

Présents : MM. le docteur PRUNIÈRES, de Marvejols, l'abbé BOISSONADE, ANDRÉ, archiviste, l'abbé BOSSE, BOUNIOL, directeur des postes, BOYER, CATHALAN, MANSE, MARTINET, MONTEILS, MOULIN (Justin) et VINCENS.

Parmi les publications adressées à la Société depuis la dernière séance, et qui sont déposées sur le bureau, M. le Président signale une brochure extraite du *Bulletin de la Société de l'Industrie minérale*, dont fait hommage à la Société un de ses membres correspondants, M. J. Dorlhac, directeur ingénieur de mines à Laval, auteur d'une esquisse géologique sur le département de la Lozère, qui a été publiée dans le Bulletin de l'année 1860. Ce document intitulé *du chaulage des terres et de la fabrication de la chaux dans le département de la Mayenne* est dû à la collaboration de M. J. Dorlhac et de son confrère M. Saminn.

Des remerciements sont adressés à M. Dorlhac.

— M. le Président donne lecture de deux lettres de M. le Préfet, contenant des propositions au sujet de récompenses à accorder aux plus anciens fermiers et serviteurs ruraux, ainsi que de médailles à décerner aux exposants de produits manufacturés, à l'exhibition desquels M. le Préfet veut bien donner asile dans les salons de la préfecture.

La Société, heureuse de s'associer à cette pensée, et regrettant de ne pouvoir, attendu la modicité de ses ressources, disposer d'une plus forte allocation, vote :

100 fr. et une médaille d'argent à celui des plus anciens fermiers du département qui en aura été jugé digne.

60 fr. et une médaille d'argent au plus méritant des anciens valets de ferme.

50 fr. et une médaille d'argent à la plus méritante des anciennes servantes de ferme.

Elle vote ensuite trois médailles, dont une en vermeil, la seconde en argent et la troisième de bronze, pour les produits manufacturés du département.

Sur la proposition d'un membre, elle crée en outre une médaille en argent qui sera accordée à l'exposant de la meilleure collection de produits ligneux travaillés tirés des forêts de la Lozère.

— L'on n'ignore pas que M. Th. Roussel, ancien président de la Société, ancien lauréat des hôpitaux de Paris et de l'Institut de France, a été encore couronné, l'année dernière, par l'Académie des Sciences, qui lui a décerné le prix de médecine proposé pour l'*histoire de la Pèllagre*. L'ouvrage de M. Th. Roussel vient de paraître sous le titre de *Traité de la Pèllagre et des Pseudo-Pèllagres*, et son auteur fait hommage d'un exemplaire à la Société d'agriculture par l'intermédiaire de M. le docteur Monteils, qui en a fait un compte rendu dont il donne lecture.

La Société vote des remerciements à M. Théophile Roussel pour ce don, ainsi qu'à M. le docteur Monteils pour son rapport, qui sera inséré au Bulletin.

— Lecture d'une lettre de M. l'abbé Bruneton, vicaire à Châteauneuf, qui remercie la Société de l'avoir nommé membre associé.

— D'après le programme qui a été adressé à la Société, le Congrès scientifique de France tiendra sa 33^e session le 1^{er} août 1866, dans la ville d'Amiens. — Ce programme est mis à la disposition des personnes qu'intéresserait plus particulièrement cette réunion.

— M. le Président avait été informé que M. le docteur Prunières occupait fructueusement ses loisirs à des investigations historiques et archéologiques sur le Gévaudan. Il profite de la présence de ce nouveau membre pour le prier, au nom de la Société, de vouloir bien enrichir le Bulletin du fruit de ses recherches, qu'elle serait heureuse de publier. M. le docteur Prunières a bien voulu promettre à la Société, qui lui en témoigne sa vive gratitude, diverses communications jugées d'un très-haut intérêt.

— M. Moulin (Justin) remercie la Société de l'avoir admis parmi ses membres. Il lit ensuite un discours sur les bienfaits de l'instruction dans les campagnes, ainsi qu'une pièce de vers adressée à M. Alphonse de Lamartine.

La Société remercie M. Moulin de ces communications.

NOMINATIONS.

Membre associé.

M. POUJOL, Henri, propriétaire à Meyrueis.

Membre correspondant.

M. DU VINOUX, maire de Guelma, province de Constantine (Algérie).

LA RAGE DANS LA LOZÈRE.



RAPPORT

Par M. le docteur **MONTIELS**, médecin de l'hospice de Nende.

Il est une maladie, inconnue dans sa nature et dans son origine; commune à certains animaux et à l'homme; transmissible des premiers au second; que l'homme ne communique point (1) à ceux de son espèce, ni aux animaux; que l'on observe sous tous les climats et à toutes les époques de l'année; dont le caractère essentiel est une perturbation profonde du système nerveux; le traitement préventif indécis; la cure trop souvent impossible; enfin, qui, après avoir tué sa victime, ne laisse sur son cadavre aucune marque irrécusable (2) de son passage.

Cette maladie, énigme cruelle posée depuis des siècles aux médecins et encore inexplicquée, que ne circonscrit et n'arrête, comme les épidémies, aucune mesure administrative, c'est la rage.

Toute médication, présentée comme la guérissant, mérite sérieusement l'attention.

Telle a été votre pensée quand vous m'avez confié l'examen d'un remède contre la rage, adressé à la So-

(1) Tardieu. Rapport à l'Académie de médecine, 1851.

(2) Bouley. Rapport à l'Académie de médecine, 1863.

ciété d'agriculture par un de ses membres associés, M. Jacques, maire de Laval-du-Tarn.

Avant d'entreprendre cette étude, je la ferai précéder de recherches sur les rapports que cette étrange maladie affecte avec notre pays : son ancienneté sur notre territoire; la fréquence et l'ordre de ses apparitions; ses principaux symptômes; le nombre de ses victimes et les moyens employés sur ceux qui ont été mordus, pour empêcher sa manifestation, et, quand elle est déclarée, éviter son issue fatale.

Le résultat de ces investigations sera de démontrer qu'en l'absence d'un agent curatif certain, le meilleur préservatif de la rage, le meilleur moyen d'en arrêter la propagation est la connaissance complète des signes qui, chez l'animal suspect, précèdent son arrivée.

Dans ce but, et pour donner à ce travail le caractère d'utilité pratique des publications de notre Bulletin, je terminerai mon étude par la description de la période prodromique de cette redoutable maladie.

Cette tâche deviendra facile en m'aidant des recherches publiées sur ce sujet par les observateurs les plus éminents : MM. le professeur Tardieu (1), les docteurs Boudin (2), Vernois (3), les professeurs vétérinaires Renault (4), Bouley (5); MM. Sanson (6), en France, Youatt (7), en Angleterre, Hertwig, en Prusse, etc.

(1) Annales d'Hygiène, 1851 et 1860.

(2) Annales d'Hygiène, 1861 et 1864.

(3) Annales d'Hygiène, 1863.

(4) Rapport à l'Académie de médecine, 1852, in *Union Médicale*.

(5) Rapport à l'Académie de médecine, 1863.

(6) Le meilleur préservatif de la rage, 1860.

(7) The dog, le chien, 1845.

Je recueillerai la plupart des renseignements qui intéressent notre pays dans les rapports de mes honorables confrères, MM. les docteurs Marcé et Barbot père, ravis prématurément à la science et à l'affection de leurs concitoyens, de MM. les docteurs Coste, de Langogne, Lautard, de Marvejols, Pontier, de Grandrieu, Verdier, de Barre, que M. le Préfet m'a autorisé à consulter.

La rage ne se développe primitivement que chez les animaux du genre *Canis* et *Felis*, représentés dans la Lozère par le chien, le loup, le renard, le chat, et c'est à leur présence dans notre pays qu'on doit ses premières manifestations.

Le document local le plus ancien qui en relate l'existence est un mémoire du docteur Bonnel de la Brageresse père, médecin à Mende, couronné par la Société royale de médecine de Paris et inséré dans le tome de ses publications afférent à l'année 1783. Un double motif l'avait porté à écrire ce mémoire que je n'ai pu, à mon grand regret, me procurer : le désir de répondre à l'appel fait par la Société royale de médecine à tous les praticiens de France; celui, plus vif encore, de rassurer l'opinion publique, justement alarmée des ravages que les bêtes fauves occasionnaient dans le pays.

Ce dernier but était, du reste, depuis deux ans poursuivi par l'autorité provinciale qui, dès 1781, publiait à Montpellier, chez l'imprimeur des Etats du Languedoc, un *Avis important sur le traitement de la rage*⁽¹⁾.

(1) Communication bienveillante de M. André, archiviste de la Lozère.

et le faisait afficher dans les villes et les villages du Gévaudan. La médication proposée, tirée des ouvrages de Portal, médecin consultant de Monsieur, se composait de moyens locaux : lavage de la plaie à l'eau salée, sangsues, vésicatoires, frictions mercurielles à son pourtour et de moyens généraux; bains antispasmodiques, salivation mercurielle prolongée.

Deroche, vétérinaire du département de la Lozère, écrit, en 1804, un traité intitulé : *Médecine des bestiaux*, imprimé à Mende, dans lequel il consacre un article à la description générale de la rage et de ses variétés, sans mentionner aucun fait particulier.

Quarante-six ans après, M. Dumas, ministre de l'agriculture et du commerce, effrayé des ravages que la rage faisait en France, prescrit, par une circulaire en date du 17 juin 1850, une enquête générale et permanente sur cette affreuse maladie. Les représentants de l'autorité, les conseils d'hygiène, récemment organisés, sont invités à constater, avec le plus grand soin, et à signaler à l'administration centrale tous les cas de rage. Dès lors commence une instruction qui, depuis 16 ans, se poursuit avec sollicitude; si au bout de ce temps elle n'a pas encore donné la possibilité d'instituer un traitement curatif efficace, elle a du moins fourni de précieux renseignements sur les circonstances qui précèdent son apparition chez les animaux mordus, et avertissent de les séquestrer ou de les détruire.

M. le professeur Tardieu, en réponse à l'invitation ministérielle, fait, l'année suivante, son premier rapport à l'Académie de médecine pour les années 1850 et 1851, et range la Lozère parmi les départements que la rage, depuis longtemps, n'a pas visités. Cependant

M. le D^r Verdier, de Barre, déclare, dans sa correspondance avec M. le Préfet, avoir donné des soins, en 1849, à un voiturier qui avait été mordu à l'index par un petit chien, vers la fin de novembre 1848. Après trois mois d'incubation, la rage se manifestait et, peu de jours après, le blessé mourait, le 21 février 1849.

Les années 1850 et 1851 se passent sans qu'il arrive, dans la Lozère, aucun cas de rage; mais en 1852, comme une dernière manifestation de cette grande épizootie rabique, qui, vers la fin de 1851, régna dans tout le nord de l'Allemagne et de là gagna la France, il se déclare dans le département, chez deux chiens, deux cas de rage.

Dans le mois de mai, en effet, au village des Bondons, arrondissement de Florac, un berger âgé de 24 ans, jouant avec son chien, est mordu par celui-ci à la joue droite et au coude; il néglige cette double blessure et n'y songe que six mois après, quand, éprouvant les premiers symptômes de la rage, il se rappelle la férocité insolite de son chien qu'il avait tué lors de son agression. Ce berger meurt de la rage après trois jours de maladie.

Vers le mois de juin, un chien de berger part des environs de Pelouse, canton de Mende, et mord, sur son passage, aux villages de la Rouvière et de Badaroux et à Mende, sept personnes, hommes, femmes, enfants, au visage, aux mains et aux jambes. L'animal est abattu à Mende, et l'autopsie de son cadavre montre qu'il a dans l'estomac ces objets variés non alimentaires : paille, bois, cailloux que les chiens enragés avalent indistinctement. La rage ne paraît chez aucun des blessés.

En 1853, au village du Collet-de-Dèze, un homme est mordu par un chien, et va mourir de la rage, quelque temps après, dans le Gard. Les renseignements sur ce fait sont des plus incomplets.

Les années 1854 et 1855 se passent sans l'apparition d'aucun cas de rage chez l'homme.

Le 5 mai 1856, à Grandrieu, M. A....., âgé de 35 ans, est mordu par son chien de chasse à l'index gauche, près de l'ongle; c'est une simple écorchure qu'il ne soumet à aucun traitement. Cinquante-un jours après, le 27 juin suivant, il est atteint des symptômes précurseurs de la rage, et meurt au bout de cinquante heures de maladie.

Il ne se produit aucun cas de rage chez l'homme durant l'année 1857.

Un jeune garçon de 10 ans est mordu par un chien, sans désignation du siège de la blessure, le 25 novembre 1858, à Grandrieu. Aucun traitement n'est institué; le 18 décembre suivant, 24 jours après la morsure, l'enfant tombe malade et, au bout de quatre jours, meurt de la rage.

La même année, le 8 août, au village des Alpiers, canton du Bleynard, un chien mord au nez et à la lèvre supérieure une fille de six ans. Les blessures sont cautérisées avec le nitrate d'argent fondu, 8 à 10 heures après l'arrivée de la morsure, par M. le docteur Barbot père. Néanmoins, la rage se déclare 40 jours après, le 13 septembre suivant, et, en quatre jours, amène la mort de la jeune fille.

L'année 1859 est, pour la Lozère, une des plus néfastes.

Le 22 avril, un loup énorme, dont le cadavre a pesé

50 kilogrammes, paraît auprès des villages de Luc et de Bertal, canton de Langogne, fond sur les bestiaux disséminés dans les prairies et sur leurs gardiens. Il attaque et mord six personnes, trois chiens et vingt-sept bêtes bovines ou ovines. La rage atteint et tue successivement quatre des six personnes mordues et 18 sur 27 des animaux blessés.

C'est un homme, âgé de 25 ans, mordu à la tête, au bras, à la jambe, dont les blessures ne sont pas cautérisées, chez lequel la rage, paraît le 16 mai, 25 jours après la morsure, et devient mortelle en trois jours.

C'est une fille de 16 ans, mordue au front et à la main, qui ne se soumet immédiatement à aucun traitement local et que la rage, manifestée chez elle le 30 mai, 40 jours après la morsure, emporte en cinq jours.

C'est une fille, âgée de 13 ans, si brutalement attaquée par le loup, que le front et la face sont déchirés, la mâchoire fracturée. Non cautérisée, elle est atteinte de la rage le 11 mai, et meurt au bout de trois jours.

La quatrième victime est un homme qui, sans faire subir à ses blessures aucun traitement immédiat, quitte la Lozère et va succomber à l'hôpital d'Aubenas, le 14 mai, sous les atteintes de la rage.

Le 17 octobre 1860, à Chanac, un homme sourd-muet, âgé de 47 ans, est mordu à la cuisse droite, à la jambe et à l'avant-bras gauche par un chien dont l'autopsie, pratiquée avec le plus grand soin par M. le docteur Lautard, démontre l'état de rage. Le même chien, en passant au Brnel, village de la commune d'Esclanèdes, mord, à la face dorsale de la main gauche, un habitant de cette localité et en atteint un autre à la partie postérieure de l'avant-bras gauche. Il dirige

ensuite sa fureur contre un jeune homme et une jeune fille, âgée de 14 ans, blesse profondément le premier aux deux avant-bras et la seconde au bras gauche.

Le sourd-muet de Chanac reçoit des soins empiriques, ne consulte le médecin que le 5^e jour, est alors mais inutilement cautérisé et se trouve pris, le 21 novembre suivant, 35 jours après l'inoculation du virus rabique, des symptômes de la rage qui le tue le 4^e jour.

Les quatre autres personnes, traitées le jour-même de l'accident par des médecins habiles, MM. les docteurs Prunière et Veissière, conservent la santé la plus complète.

Au mois d'août 1863, à Chassagnes, commune de Blavignac, un jeune homme de vingt ans est mordu à la main par un chat. Il néglige sa blessure, est atteint de la rage et en meurt, le 17 septembre suivant, après trois jours de maladie.

Depuis cette époque, les procès-verbaux des autorités locales font bien mention de l'apparition, à intervalles éloignés, de chiens prétendus enragés et qu'on a prudemment abattus. Mais il n'est heureusement relaté aucun fait de transmission de la rage des animaux à l'homme.

Si incomplet que soit ce court historique, il permet, en groupant les faits, d'en tirer quelques déductions intéressantes pour la description de la rage dans la Lozère.

On constate d'abord que, dans la période d'années qui s'étend de 1849 à 1866 exclusivement, il y a eu 25 personnes mordues par des animaux enragés.

De ce nombre 18 l'ont été par des chiens d'espèce variée, 6 par un loup, 1 par un chat.

La rage semble s'être développée spontanément chez ces animaux; néanmoins cette origine est plus douteuse chez le loup. Celui-ci boitait d'une patte de devant et y portait une cicatrice, témoignage irrécusable d'une blessure reçue auparavant dans une lutte avec tout autre animal dont on n'a pu connaître l'état de santé.

La moyenne annuelle des cas de rage dans la Lozère serait donc de $1/8$. Elle est pour la France, d'après M. le Dr Vernois, de 17 à 21, et, d'après le professeur Tardieu, de 24 à 25. Son élévation ou son abaissement est indépendant du nombre des chiens, car le chiffre qui l'exprime étant, en 1856, de 4,114, se trouve, en 1865, représenté par celui de 5,734 ainsi réparti :

Arrondissement de Mende..... 2,001,

Arrondissement de Marvejols..... 2,649,

Arrondissement de Florac..... 1,039;

et malgré cette augmentation, en dix ans, de 1620 chiens, les cas de rage communiquée du chien à l'homme ne sont pas devenus plus fréquents.

Aucun cas même ne s'est produit durant les années 1864 et 1865.

Si l'on cherche, d'après l'époque de l'arrivée des morsures, à déterminer les mois de l'année où le chien, le loup, le chat sont, dans la Lozère, le plus susceptibles de devenir enragés, on trouve qu'il s'est manifesté :

En avril..... 1 cas,

En mai..... 2 cas,

En juin..... 1 cas,

En août..... 2 cas,

En octobre..... 1 cas,

En novembre... 2 cas;

Partie agricole, etc.

7

et l'on peut tirer cette conclusion que les mois d'**avril**, août et novembre sont les plus dangereux.

Le sexe semblerait avoir, sur le développement de la rage, quelque influence; ainsi, parmi les 25 personnes mordues, la rage en ayant atteint douze, neuf appartenent au sexe masculin, trois au sexe féminin. Le siège des blessures n'a pas eu d'action bien marquée sur l'apparition plus ou moins rapide de la rage.

La durée de l'incubation de la maladie :

1 fois de.....	180 jours,
1 fois de.....	90 jours,
1 fois de.....	51 jours,
2 fois de.....	40 jours,
1 fois de.....	25 jours,
1 fois de.....	24 jours,
1 fois de.....	20 jours,

1 fois, pas de renseignements sur la durée de l'incubation, ni sur l'époque de la mort. La plus longue s'est produite chez le berger des Bondons, la plus courte chez la fille de Bertal; l'un et l'autre avaient reçu à la face les mêmes blessures.

Toutes les victimes de cette maladie ont présenté des symptômes uniformes, soit dans leur nature, soit dans l'ordre de leur évolution.

A la période initiale de surexcitation a succédé celle d'affaissement et de paralysie. Les vomissements ont dominé au début; l'impression causée par les surfaces unies, brillantes, qui reflètent vivement la lumière a été toujours pénible; la répugnance pour les liquides n'est survenue qu'avec la paralysie des muscles du pharynx qui en empêchait la déglutition.

L'époque de la mort, variable chez la plupart, est arrivée :

- 4 fois, pas de renseignements,
- 1 fois au bout de 2 jours 2 heures,
- 3 fois au bout de 3 jours,
- 3 fois au bout de 4 jours,
- 1 fois au bout de 5 jours.

La moyenne de la durée de la maladie a donc été, sur huit cas, quatre fois de 3 à 4 jours.

Treize personnes sur 25 mordues n'ont pas eu la rage. La recherche des causes de cette immunité a occupé de savants vétérinaires et amené des résultats aussi inattendus que consolants. Eloignant les faits relatifs aux blessés traités avec succès en 1852 par le docteur Marcé, et sans trouver dans cette guérison générale de sept personnes, les unes soignées, les autres privées de secours, un prétexte à supposer que le chien, auteur de ces morsures, n'était pas enragé, je passerai à l'examen de ceux irrécusables ou quelques guérisons ont été accompagnées de nombreux échecs.

Pas le moindre doute dans le triste épisode de Bertal et de Luc. Sur six personnes atteintes par la dent du loup, quatre succombent, deux ne sont pas même malades. Quels moyens, pour se garantir, ont-elles employé ? M. le docteur Coste, de Langogne, avec sa complaisance ordinaire, a bien voulu me donner les plus amples détails.

L'un des blessés, le sieur Chaballier, qui avait reçu des morsures profondes sur le dos de la main, la lutte avec la bête fauve terminée, s'empresse de lier fortement le poignet de la main blessée, de la plonger dans l'eau du ruisseau voisin, d'exprimer avec force et de

faire saigner abondamment la plaie, puis, n'ayant à sa disposition aucun liquide plus actif, il la lave avec son urine. Arrivé chez lui, il fait des ablutions nombreuses et prolongées avec de l'eau salée et de l'eau vinaigrée.

Le second, atteint d'une légère écorchure au pouce, n'y porte aucune attention et n'a cependant jamais ressenti la moindre incommodité.

Des cinq blessés de Chanac, un seul meurt de la rage, les quatre autres restent bien portants.

Quand la morsure se produit à travers une masse plus ou moins épaisse, comme la toison des bêtes à laine, ou que la dent de l'animal, avant d'agir sur la peau de l'homme, déchire des vêtements nombreux, on comprend que la bave ne parvienne pas jusqu'aux chairs et reste déposée sur les corps intermédiaires; ce n'est alors qu'une plaie simple. Elle n'aura également aucun fâcheux effet si, immédiatement après sa production, elle est l'objet de ces soins intelligents que lui donna le sieur Chaballier, de Bertal.

Mais lorsque toutes les conditions qui favorisent la contagion sont réunies; quand la dent de l'animal, chargée de bave, a labouré profondément la chair; qu'il n'y a eu aucun lavage, aucune cautérisation, en un mot aucun traitement local, il faut, si la rage ne paraît pas, recourir à une autre explication.

Le professeur Renault (1), ancien directeur de l'école d'Alfort, qui a fait, sur cette maladie, des recherches si nombreuses et si utiles, nous la donne.

Par des expériences personnelles multipliées, qu'ont,

(1) Rapport à l'Académie de médecine, janvier 1852, *In Union médicale*.

depuis lors, confirmées celles des professeurs vétérinaires des Ecoles de Lyon et de Toulouse, et du vétérinaire prussien Hert, il a montré que les deux tiers des animaux mordus par des chiens enragés, ou supposés tels, ne contractent pas la rage, et qu'un tiers échappe aux atteintes de cette terrible affection, alors même qu'on leur a inoculé le virus rabique avec toutes les précautions voulues pour en assurer la contagion. Ces proportions si encourageantes sont encore plus favorables pour l'espèce humaine, car le professeur Tardieu (1) a pu fixer à 55 pour 0/0 le nombre des personnes mordues qui ne deviennent point enragées.

L'économie jouit donc, dans des circonstances particulières inconnues, mais certaines, d'une force de résistance à toute intoxication rabique, de même qu'elle est parfois inattaquable par le virus variolique, syphilitique ou autre.

Cette démonstration expérimentale de la puissance de la nature à se montrer réfractaire aux empoisonnements virulents, connue des personnes que des animaux enragés auront mordu, apportera dans leur esprit une confiance salutaire que l'incertitude des divers traitements dont nous allons parler n'eût jamais pu leur donner.

Pénétrés avec raison de cette idée que la rage communiquée débute toujours par une lésion locale d'où elle s'irradie dans l'organisme pour l'infecter, les médecins de la Lozère ont, quand les circonstances le

(1) Tardieu. Discours à l'Académie de médecine, *de l'Union médicale*, Tome 19, page 533. — 1863.

leur ont permis, institué un traitement doublement curatif, local et général.

Ainsi M. le docteur Marcé emploie, en 1852, d'abord la cautérisation avec le nitrate acide de mercure sur toutes les blessures; les recouvre de compresses imbibées d'un mélange d'éther et de cyanure de potassium, jusqu'à complète cicatrisation, et prescrit, à l'intérieur, plusieurs purgatifs. La rage n'atteint aucun des blessés.

MM. les docteurs Coste et Pontier traitent sans succès, en 1856, M. A...., à Grandrieu, chez lequel la rage s'est manifestée, par la saignée et l'opium à haute dose.

Le docteur Barbot père se trouvant à Bagnols, en août 1858, cautérise, avec toute la sollicitude qu'il mettait à soigner ses malades, une petite fille de 6 ans, 40 heures seulement après l'arrivée des morsures. Le crayon de nitrate d'argent pénètre jusqu'au fond de la plaie; néanmoins, l'enfant meurt quelque temps après de la rage.

M. le docteur Coste, que les circonstances ont mis en présence de la plupart des cas de rage survenus dans le département, traite trois des blessés de Luc et de Bertal, trois ou quatre jours après l'accident, par l'opium à haute dose, le chloroforme, les sudorifiques. La multiplicité et le siège des blessures, le temps écoulé depuis leur production le portent à ne pas employer la cautérisation. Ces trois personnes succombent à la rage.

En 1860, à Chanac, sur cinq blessés, M. le docteur Voissière en traite, le jour même de la blessure, deux par la cautérisation des plaies avec l'acide sulfurique

qu'il fait suivre, chez l'un d'entr'eux, de lavages avec de l'ammoniaque et d'ingestion d'une vingtaine de gouttes du même médicament dans un verre d'eau sucrée. M. le docteur Prunières, de Marvejols, qui se trouvait fortuitement sur le théâtre de l'accident, soigne deux des autres le même jour. Il enlève avec le bistouri les chairs meurtries par la dent de l'animal chez le jeune homme, puis cautérise toutes ces surfaces saignantes avec le fer rouge, et se borne à cautériser de la même manière les plaies de la jeune fille.

Ces quatre blessés restent en santé; seul, le sourd-muet de Chanac, qui ne s'adresse au médecin, M. le docteur Veissière, que le 5^e jour, est atteint et meurt de la rage.

La plupart des malades ont pris, concurremment avec les remèdes prescrits, une préparation qui jouit, dans le pays, de la réputation de spécifique infailible contre la rage en incubation ou déjà déclarée. Cette préparation, qui rarement a répondu aux espérances de ceux qui l'ont employée, consiste dans un mélange de poudre d'écailles d'huitre, d'œufs et d'huile d'olive, soumis à la cuisson et pris sous forme d'omelette. Sa composition se rapproche tellement de celle que nous communiqua M. le maire de Laval-du-Tarn, qu'on les dirait identiques.

Constatons d'abord avec regret, avant en présence de ces médications si variées et si infructueuses et de celles transmises par les siècles passés, qu'il n'existe aucune cure rationnelle de la rage; qu'aucune voie n'est tracée, dans laquelle le praticien puisse s'engager avec la certitude d'arriver à la guérison; que tout, enfin, dans le traitement général

de cette maladie, est livré jusqu'à présent aux inspirations de chaque médecin et, par suite, aux divers systèmes qui ont présidé à son instruction médicale.

Une pareille situation compromet également et le médecin et le malade.

Pour la faire cesser, un homme éminent, que notre Société s'honore de compter parmi ses correspondants, M. le docteur Bergeron, membre de l'Académie impériale de médecine, a publié, il y a trois ans, un mémoire remarquable (1), dans lequel sont posées les bases d'une thérapeutique rationnelle de la rage, en même temps qu'indiqués divers remèdes dont l'emploi semble devoir être plus favorable.

En attendant que l'expérience sanctionne les propositions du savant académicien, il est prudent d'imiter la conduite du professeur Gosselin (2), à l'hôpital Cochin, chez une jeune fille au 9^e jour d'une morsure de chien enragé. Après avoir vigoureusement cautérisé les plaies, il n'a pas craint d'associer, dans un but commun, la guérison de la blessée, les prescriptions que la science suggère à certains moyens empiriques conseillés par la tradition populaire. Il a empêché ainsi l'apparition de la rage.

Loin de sembler céder à une coupable complaisance, le médecin seul qui suivra la même tactique sauvera, par l'énergie de sa première médication, la santé du blessé et captera en même temps sa confiance en lui permettant l'emploi, d'ailleurs inoffensif, d'un remède

(1) In archives générales de médecine, 1863.

(2) Discours à l'Académie de médecine, octobre 1863.

auquel le public accorde une vertu curative infaillible.

En résumé, appelé immédiatement ou peu de temps après l'arrivée de la morsure, sa conduite consistera : à faire saigner abondamment la plaie; à en exprimer, à plusieurs reprises, les bords; à la laver avec de l'ammoniaque, de l'eau salée ou vinaigrée; puis, songeant à ce fait, signalé par le professeur Tardieu (1), et complètement confirmé par l'épisode de Chanac, que la moitié des personnes mordues par des chiens enragés ou supposés tels, chez lesquelles la rage ne s'est pas manifestée, ont dû à une cautérisation pratiquée immédiatement après l'inoculation d'échapper à la contagion, il s'armera d'un fer rouge et cautérisera largement et profondément la plaie.

Rassuré sur les suites de la blessure et manquant d'une médication rationnelle de la rage, il pourra alors sans danger satisfaire son malade désireux d'entreprendre quelque traitement empirique, en vogue dans le pays et qui, dans la Lozère, sera probablement l'un des deux traitements suivants, que nous communiquons notre correspondant, M. Jacques.

Tous deux sont réputés guérir, mais sans preuves authentiques, de la rage; le premier par des pansements locaux, aidés d'une médication générale; le second, négligeant la plaie, se borne à l'emploi de moyens qui agissent sur toute l'économie.

Dans le premier traitement on doit :

1° Nettoyer la plaie; la racler, au premier pansement seulement, avec un instrument mousse; la laver ensuite avec du vin et de l'eau salés;

(1) Discours à l'Académie de médecine. Septembre 1863.

2^o Mettre sur la plaie, durant neuf jours consécutifs, un cataplasme composé avec les plantes dont le nom suit et préparé d'après le procédé que nous allons décrire :

Prenez une pincée de feuilles et de fleurs de rhue, de sauge, de marguerite sauvage, de cette dernière une quantité plus forte que des deux autres. Ajoutez-y quelques racines d'églantier ou de roses sauvages des plus tendres, quelques racines de scorsonère et cinq ou six bulbes d'ail de la grosseur d'une noisette. Pilez dans un mortier, premièrement les racines d'églantier et la sauge, puis la rhue, les marguerites, la racine de scorsonère, les bulbes d'ail; ajoutez-y une pincée de gros sel. Mêlez le tout et faites une masse dont une partie servira à la confection des cataplasmes. Si la plaie est sinueuse, versez dedans du jus, extrait par la pression, de cette masse. Mettez le cataplasme sur la plaie; fixez-le avec une bande jusqu'au lendemain matin. Durant neuf jours, vous renouvellerez chaque matin de la même manière le cataplasme. Si la plaie, au bout de ce temps, n'est pas cicatrisée, vous la panserez comme une plaie simple. Vous prendrez, gros comme un œuf, de la masse qui reste; vous verserez dessus un demi-verre de vin blanc et, s'il vous manque, de vin ordinaire; vous mêlerez le tout dans un mortier, puis l'exprimerez à travers un linge. Vous ferez boire chaque matin, à jeun, durant neuf jours, le liquide que la pression de cette masse fournira et ne donnerez à manger ou à boire que trois heures après. Vous tiendrez, durant ce temps, le blessé, dans l'isolement et la tranquillité

la plus absolue, et ne le rendrez à la vie ordinaire qu'à l'expiration des neuf jours.

On traitera de la même manière les animaux mordus par une bête enragée; il sera seulement nécessaire, pour favoriser l'ingestion du remède, de remplacer le vin par du lait.

Il est facile de comprendre l'influence salubre qu'exercent, sur la plaie, et les soins de propreté minutieux qui sont prescrits et l'action de l'eau salée continuée par l'application à sa surface de substances légèrement caustiques ou astringentes, telles que la rhue, les bulbes d'ail, le gros sel et les racines d'églantier, de scorsonère, la feuille de sauge, de marguerite. Le résultat final est de déterminer dans la blessure un centre de fluxion inflammatoire, de suppuration, c'est-à-dire un mouvement qui tend à rejeter les liquides suspects que contient cette partie du corps.

Plus difficile à saisir est l'effet des mêmes médicaments pris à l'intérieur, et on ne saurait leur attribuer qu'une action tonique.

Le second remède, indiqué par notre honorable correspondant, est depuis longtemps connu dans le pays. Tantôt fourni gratuitement, tantôt l'objet d'une spéculation lucrative, il a été dans la Haute-Loire, dans le canton de Langogne, dans celui de Mende, mis souvent à l'épreuve et le résultat, il faut le dire, n'a pas été favorable.

Un grand nombre de personnes mordues par des animaux enragés, dans la Lozère, l'ont, sans succès, employé. Il n'a réussi dans aucun cas de rage confirmée et, pour lui trouver quelque efficacité, on doit se

reporter à ces cas de rage à l'état d'incubation, dans la cure desquels la nature réclame la plus large part.

Si le premier remède nécessite dans sa préparation quelques soins assidus, celui-ci brille, au contraire, par sa grande simplicité.

Il consiste à composer une omelette avec de l'huile d'olive, quatre œufs et de la poudre d'écailles d'huître. On ne triturerà à cet effet que la valve inférieure calcinée de l'huître; une seule suffit pour une omelette. Celle-ci sera donnée, le matin à jeun, tous les deux jours durant trois fois, c'est-à-dire que le traitement durera six jours. Le malade, après avoir pris l'omelette, restera six heures sans manger.

Ce remède convient encore aux animaux mordus par des bêtes enragées, mais il sera nécessaire de supprimer les œufs et de donner seulement, dans l'huile d'olive, la solution d'une, deux, trois, quatre, cinq valves d'huître, selon la grosseur et l'espèce d'animal blessé, de la même manière et en gardant les mêmes intervalles que pour l'homme.

Tout raisonnement, quand il s'agit d'apprécier un remède empirique, porte en général à faux; néanmoins, on reconnaîtra que si le premier remède a, sur l'économie, une action modificatrice quelconque, il est impossible d'en constater, dans le second, la moindre. Son seul mérite donc est d'être toujours inoffensif et quelquefois de coûter très-cher.

Ce travail, si je m'arrêtais actuellement, ne présenterait qu'un intérêt de curiosité trop minime pour en excuser la longueur et me faire pardonner la fatigue et les émotions douloureuses que son audition

vous a causées. Je poursuis un but plus important.

Ainsi que je l'ai annoncé au début, je cherche, en terminant par une exposition détaillée des symptômes précurseurs de la rage chez l'animal suspect, à vous mettre en garde contre ses approches, dont vous apprécierez ainsi d'avance tout le danger.

Pour rendre cette connaissance populaire et d'une acquisition facile, certains savants étrangers, notamment le professeur Léonard Galli (1), de Lucques, ont émis la proposition, en partie réalisée, dans les Etats italiens, d'imprimer, en tête du récépissé de l'impôt sur les chiens, un résumé succinct des signes de la rage que tout propriétaire pourra chaque jour consulter.

Je désire obtenir le même résultat en présentant, d'après les auteurs vétérinaires les plus estimés, le tableau suivant de la rage :

Méfiez-vous de tout chien malade, disent Youatt (2) et son savant traducteur, le professeur Bouley (3); méfiez-vous du chien qui se tient éloigné de son maître et ne répond que lentement à sa voix, ou plus rarement, jaloux de montrer son affection, lui prodigue des caresses inaccoutumées; qui va, vient, rode incessamment d'un coin à un autre; qui, continuellement, se lève et se couche et change de position; qui dispose son lit avec ses pattes, le refoule avec son museau, l'amoncelle en tas sur lequel il semble se complaire à reposer sa poitrine, puis, tout-à-coup, se relève et le disperse

(1) In *Recueil de médecine vétérinaire*, mars 1864.

(2) *Loc. cit.*

(3) *Rapport à l'Académie de médecine*, 1863.

au loin ; qui a l'humeur sombre, le regard égaré ; qui court d'un membre de la famille à l'autre, fixant sur chacun des regards inquiets et résolus ; qui, en proie à des hallucinations de la vue et de l'ouïe, happe dans l'air, aboie sans motif, et par un à coup soudain, en l'absence de toute provocation extérieure ; qui, lorsqu'il aboie, commence par un aboiement ordinaire terminé brusquement et d'une manière tout-à-fait singulière, par un hurlement prolongé à cinq, six ou huit tons plus élevés ; qui mange d'abord, mais dont l'appétit ne tarde pas à se dépraver et à se porter sur des substances non alimentaires, paille, terre, cailloux, fiente d'animaux, rejetés bientôt dans des vomissements sanguinolents ; qui boit d'abord avec avidité, mais qui, plus tard, ne pouvant avaler, semble, la bouche ouverte, les pattes étendues le long du cou, avoir un os arrêté dans le gosier ; qui est insensible à la douleur provoquée par les coups qu'il reçoit ou aux profondes blessures qu'il se fait lui-même ; qui entre en fureur à la vue d'un autre chien et cherche à l'atteindre ; qui, échappé de la maison, court le long des routes ou des ruisseaux, s'attaquant à tous les animaux, à ceux surtout de son espèce ; libre d'abord dans ses allures, bientôt chancelant par suite de la fatigue de sa course et des progrès de sa maladie, il se traîne, la queue pendante, la tête inclinée, la gueule béante, la langue tirée, bleuâtre, souillée de poussière, jusqu'au fossé voisin où il tombe en somnolence et meurt progressivement de paralysie à moins que, découvert dans son gîte, il ne soit assommé.

Des deux commensaux habituels de l'homme, prédisposés à la rage et qui, à chaque instant, peuvent la lui

transmettre, vous connaissez la physionomie de l'un d'entr'eux, du chien malade, voici, en pareille situation, celle du chat. (1)

Dans la période d'incubation de la rage spontanée ou communiquée, le chat est sombre, agité, à allures inaccoutumées ; il a le goût dépravé et assouvit sa faim sur les objets les moins alimentaires pour lesquels, en santé, il ne témoigne aucune appétence. Tourmenté par une soif qu'il satisfait d'abord facilement comme le chien, il ne tarde pas, ainsi que cet animal, à ne pouvoir bientôt avaler aucun liquide. Sans présenter, dans le miaulement, une modification aussi caractérisée que celle remarquée dans l'abolement du chien malade, sa voix devient rauque et produit une impression sinistre. Elle offre une ressemblance éloignée avec celle qu'il fait entendre au moment du rut. Enfin, comme symptôme spécial, bien digne de remarque, le chat malade, loin de se servir de préférence comme moyen de défense de ses griffes, qu'il emploie habituellement dans ses luttes, cherche surtout à mordre. La rage parcourt rapidement chez lui ses périodes en tout semblable à celle du chien et amène bientôt la mort de l'animal.

Je ne saurais terminer ce travail sans vous proposer d'adresser à M. Jacques une lettre de remerciements pour la communication qu'il a faite à la Société.

A. MONTEIL.

(1) Sanson. Loc. cit.

NOTE
SUR
le Traité de la Pellagre et des Pseudo-Pellagres
de M. le docteur Théophile Roussel.

Par le docteur A. MONTEILS, de Mende.

J'ai l'honneur de faire hommage à la Société d'Agriculture, au nom de M. Théophile Roussel, son ancien président, du Traité de la Pellagre et des Pseudo-Pellagres qu'il vient de publier à Paris.

C'est à l'annonce du concours international ouvert par l'Institut de France sur cette maladie, que notre éminent collègue a pris, à vingt ans de distance, une seconde fois la plume pour faire connaître les acquisitions nouvelles que la science avait fait, depuis ses premiers travaux, sur le même sujet. Il a en outre résumé, dans le volume que vous avez sous les yeux, le résultat de ses nombreux voyages en France, en Espagne et en Italie entrepris, spontanément ou d'après les instructions de l'Académie impériale de médecine, pour étudier cette grave maladie.

L'Académie des sciences en lui accordant, l'année dernière, le grand prix de médecine ; en couronnant pour la seconde fois ses recherches affirme leur importance et les élève au-dessus de tout éloge ; elles sont, d'autre part, si nombreuses que je ne tenterai point de les analyser.

Néanmoins, offrant à la Société d'Agriculture un ouvrage qui traite d'une maladie engendrée par l'usage de produits agricoles altérés; qui atteint spécialement les populations rurales, je ne puis m'empêcher de vous signaler, en dehors de toute considération médicale et seulement au point de vue de l'hygiène des habitants de la campagne, les renseignements précieux que ce livre nous fournit sur la nature et l'origine de la Pellagre, sur les caractères, facilement reconnaissables, du maïs altéré qui la produit, enfin sur les moyens commodes et peu coûteux de l'éviter.

La Pellagre, d'après M. le docteur Roussel, (1) est une maladie qui dans sa marche, d'abord intermittente plus tard continue, parcourt trois périodes : la première caractérisée par des spasmes, des douleurs spinales, du pyrosis, des coliques avec ou sans diarrhée, de la lourdeur vertigineuse, de la tristesse et de l'abattement auxquels se joint une éruption cutanée ; la seconde période dans laquelle on remarque l'affaiblissement des membres inférieurs, des chutes épileptiformes et une altération marquée des fonctions cérébrales qui amène la démence ou l'imbécillité ; la troisième et dernière période où l'on voit successivement paraître de la sécheresse à la peau qui est terreuse et modifiée à sa surface, des hydropisies, des diarrhées incoercibles, des tremblements, quelquefois des contractures dans les membres : symptômes ultimes d'une cachexie pellagreuse désormais incurable.

Cette maladie (2) s'observe dans le sud-ouest de la

(1) Roussel. Traité. Page 6.

(2) Roussel. Traité. Introduction. Page 1.

France, en Espagne, dans la haute et moyenne Italie, dans le bassin du Danube, sur le versant oriental et austral des Karpathes, jusqu'aux frontières de l'empire Russe.

Sa cause semble résider dans une altération particulière du maïs cueilli avant sa maturité et par suite avant sa dessiccation complète. « Cette altération, appelée verdérame, *sporisorium maidis*, ne se manifeste, (1) dit Balardini, qu'après la récolte et lorsque le grain est placé dans les greniers. Elle apparaît dans le sillon oblong, couvert d'un épiderme très mince, qui correspond au germe. Cet épiderme (qui dans l'état normal est ridé et adhérent à l'embryon) lorsque la production morbide est née, se détache de celui-ci et s'épaissit un peu; pendant quelque temps, cependant, il conserve son intégrité, laissant voir seulement une matière verdâtre qui lui paraît être sous-jacente; si l'on enlève la pellicule épidermique, on trouve en effet, au-dessous, un amas de poussière ayant la couleur du vert de gris plus ou moins foncée; c'est un véritable produit parasite qui attaque d'abord la substance voisine du germe, se porte ensuite sur le germe lui-même et le détruit. »

Contestée par quelques observateurs, mais affirmée par Balardini, puis par M. le docteur Roussel avec une conviction profonde, cette cause de la Pellagre par le maïs verdéramé est aujourd'hui adoptée par le plus grand nombre des médecins.

La première apparition de cette maladie en Europe n'a eu lieu, en effet, que vers le milieu du siècle der-

(1) Roussel. Traité. Page 467.

nier (1) peu après l'importation du maïs d'Amérique dans l'ancien Continent. Depuis cette époque, elle en a suivi fatalement la culture et la marche extensive à mesure que, au détriment des céréales, (2) cette plante jouissait d'une faveur plus grande auprès des populations.

Elle sévit d'une manière épidémique, passagère là où le maïs accidentellement n'est pas arrivé à maturité ou lorsque, consécutivement à une récolte insuffisante, (3) le déficit a été comblé par le même grain, incomplètement desséché, importé de régions lointaines et humides (4).

Elle sévit d'une manière endémique, permanente là où les conditions climatiques de chaleur et de sécheresse, nécessaires à la complète maturation, font défaut ou quand le cultivateur, jaloux d'obtenir une récolte annuelle double, le sème trop tard après la levée de la première (5) et le cueille aux approches de l'hiver.

Ces preuves, de relation de cause à effet, qui existent entre le maïs altéré et la Pellagre, sont confirmées par ces faits : que l'abandon (6) de la culture du maïs, dans un pays à Pellagre, en amène, peu après, la disparition; que la guérison de cette maladie, à un degré encore curable, s'obtient, en l'absence de toute médication, par la privation absolue de l'aliment zéïque; enfin que les pays où le maïs sert, sans danger, à la nourriture

(1) Roussel. Traité. Introduction. Page 1.

(2) Roussel. Traité. Introduction. Page 2 et page 476.

(3) Roussel. Traité. Page 473.

(4) Roussel. Traité. Page 474, 558.

(5) Roussel. Traité. Page 473.

(6) Roussel. Traité. Introduction. Page 6.

des habitants doivent cette immunité à une préparation préalable et constante qui précède sa consommation.

Fatal aux populations dont il satisfait les besoins, le maïs altéré n'est pas moins préjudiciable aux animaux qui s'en nourrissent. Le bœuf (1), le cheval (2), le chien (3), la volaille (4), alimentés avec du maïs verdéramé, ne tardent pas à présenter les symptômes locaux et généraux de la Pellagre et à en subir les atteintes mortelles.

Si, dans la Lozère, les conditions climatiques du pays empêchent, en général, la maturité du maïs à un degré suffisant pour les usages des habitants de la campagne ; si les habitudes des populations rurales les vouent principalement à cultiver et à consommer des céréales, il n'en est pas moins vrai que, dans certaines régions, le maïs sert à l'engraissement des animaux.

Il était donc important de signaler, d'après l'ouvrage de M. le docteur Th. Roussel, les dangers auxquels cette pratique les expose ; il ne l'est pas moins de donner, en la lui empruntant, la description des moyens faciles de les éviter.

Le maïs, disions-nous, s'altère quand il a été recueilli avant sa maturité ou lorsque, récolté dans les meilleures conditions, il reste exposé à l'humidité ; le verdérame alors s'y développe et en fait un aliment nuisible.

(1) Roussel. Traité. Page 260.

(2) Roussel. Traité. Page 261.

(3) Roussel. Traité. Page 263.

(4) Roussel. Traité. Page 264.

De tous les procédés destinés à empêcher son apparition, exposés par notre éminent collègue, deux surtout se font remarquer par leur simplicité, la facilité de leur exécution, la sûreté de leur résultat.

Produits de l'instinct populaire, plutôt que du raisonnement scientifique, l'un et l'autre, par des voies diverses, arrivent au même but, la dessiccation complète du maïs. L'un, le procédé Bourguignon, (1) consiste, en résumé, à mettre les épis de maïs dans un four, chauffé à blanc; à les remuer, de temps en temps, avec une pelle en fer pour éviter la combustion de ceux directement placés sur l'âtre et à les laisser, durant 24 heures, exposés à cette haute température. Les épis sont ensuite égrenés; les grains vannés, nettoyés et, réduits ou non en farine, mis à l'abri de l'humidité, se conservent alors plusieurs années. Le grain ainsi traité est seulement impropre à la germination et ne peut être ensemencé. L'autre procédé, appelé mexicain, se pratique ainsi : « Au Mexique (2), dit M. Ismael Salas, dans sa thèse inaugurable, on expose les épis récemment cueillis au soleil et non pas à l'air ; car aussitôt que le soleil se cache on les renferme dans un endroit peu accessible à l'air et à l'humidité. Quand ils sont suffisamment secs on les égrene et on expose de nouveau au soleil les grains, séparés de leur axe, pour achever leur dessiccation. Alors le maïs est bon à conserver » et on le place dans des greniers, en forme de cône tronqué, hermétiquement fermés.

L'emploi de ces moyens permet aux populations de

(1) Roussel. loc. cit. Page 564.

(2) Roussel. loc. cit. Page 365.

l'est de la France, de la Bourgogne, de la Franche-Comté et à celles de l'Amérique de se nourrir impunément de maïs; leur absence, au contraire, expose aux atteintes de la Pellagre les habitants du sud-ouest de la France, de l'Espagne, de l'Italie et des provinces Danubiennes. Aussi M. le docteur Th. Roussel, en présence de ce douloureux spectacle, réclame, dans son Traité, avec toute l'ardeur d'un véritable apostolat, l'introduction dans ces pays ravagés par le fléau zéïque, de ces méthodes faciles, peu coûteuses et efficaces.

Tels sont les documents intéressants que renferme, au point de vue encore notablement restreint de l'agriculture et de l'hygiène des populations rurales, le livre de M. le docteur Th. Roussel. J'ai, à dessein, omis d'indiquer les considérations médicales, philosophiques et sociales sur cette maladie populaire, auxquelles, dans son œuvre, il fait une large et si brillante part.

Je termine cet aperçu en vous proposant de voter des remerciements à M. le docteur Roussel, ancien président de notre Société, pour l'envoi de son ouvrage qui désormais, en France comme à l'étranger, place notre savant compatriote au premier rang des médecins contemporains livrés avec succès à l'étude de l'hygiène populaire.



COUP-D'ŒIL SUR LES PRODUITS

DU PATRIOTISME

DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.



Le patriotisme est un sentiment gravé dans le plus intime de notre être par le Créateur lui-même. L'amour de la patrie est à la fois une vertu religieuse et politique. La Providence a partagé l'humanité en races et en nations, parce que l'humanité a des vocations diverses sur la terre, et que chaque portion de la grande famille a un génie adapté à sa mission, qui l'appelle à un régime particulier, et lui donne une physionomie à part. En ordonnant aux hommes de vivre en frères, le christianisme n'a point exclu le culte de la patrie; l'homme qui combat pour la défense de son pays fait une œuvre glorieuse et sainte. Mais, en nous donnant des devoirs envers le genre humain, Jésus-Christ a laissé de bout tous ceux qui nous lient à nos concitoyens. Ce sont des devoirs échelonnés et hiérarchisés, mais qui ont leur place dans le cœur comme dans le droit public, tel que l'a fait le christianisme.

Outre le patriotisme national, il est un autre genre de patriotisme non moins louable et sacré: l'amour du pays qui nous a vus naître. Là sont les auteurs de nos jours avec le toit qui abrita nos jeunes ans; là les amis de notre enfance; là les cendres de nos ancêtres et le modeste héritage que nous avons cultivé de nos propres

main; là une infinité de souvenirs qui nous sont aussi chers que la vie. De cet amour du pays est né ce proverbe : *A chaque oiseau son nid est beau*. Les animaux eux-mêmes y sont sensibles. Exilée par la rigueur des frimas, l'hirondelle, conduite par l'instinct de la patrie, revient fidèlement, tous les printemps, visiter son antique demeure, et élever une nouvelle génération. Les animaux, comme les hommes, sont atteints par la nostalgie, et plusieurs se consomment d'ennui dans nos ménageries. Après l'amour de Dieu, l'amour de la patrie est de tous les sentiments le plus fort, le plus cher, le plus sacré. C'est ce sentiment méconnu, froissé ou insulté, qui arme les nations contre les nations et fait répandre des flots de sang. En combattant pour l'honneur de la mère-patrie, le soldat combat en même temps pour l'honneur de son propre pays; ces deux œuvres, ces deux honneurs sont étroitement liés ensemble et confondus dans son cœur.

Si le respect des nationalités, en général, est commandé par les lois de la nature et par le droit des gens, le respect des nationalités particulières l'est aux mêmes titres. Respectons donc les étrangers et que les étrangers nous respectent de même. Ici je parle des nationalités particulières. Les régions et les climats ne sont pas partout les mêmes; ainsi l'a voulu le maître des mondes. De là un degré de supériorité ou d'infériorité matérielle pour les divers Etats et pour les diverses contrées. En tout et partout, adorons la main bienfaisante qui nous a gratuitement distribué ses libéralités; soyons contents du lot qui nous est échu; rendons justice aux autres, sans leur porter envie; mais que les autres sachent aussi nous respecter à leur tour.

Le département de la Lozère a été trop souvent l'objet d'injustes agressions; on l'a déprécié, on l'a calomnié, et je ne sais trop pourquoi. Nous avons été dépeints comme un peuple encore dans les langes de l'enfance, malgré nos preuves de virilité. La chronologie de nos grands hommes est là pour protester contre nos indignes calomniateurs, pour dire à ceux qui désirent nous connaître ce que nous avons été et ce que nous sommes. Il est vrai que, sous le rapport de la richesse du sol, nous n'occupons pas un rang des plus distingués. Toutefois, nous sommes loin de mériter l'éloge grotesque qu'ont fait de la Lozère quelques voyageurs à la vapeur, plus préoccupés de leurs intérêts matériels que de recherches vraies et profondes. Les géographes ne nous sont guère plus favorables; leur critique nous blesse peu, parce que nous savons comment se font la plupart des géographies. Figurez-vous un de ces hommes, comme on en rencontre tant aujourd'hui; à tout prix il veut composer un livre, parce qu'il vise à la célébrité, et ce livre, c'est une géographie. Voyez-le en fermentation dans son cabinet, cinq ou six géographies reposent, ouvertes, sur une table ou sur son secrétaire. Comme un papillon, il voltige de l'une à l'autre; il est radieux; il se pâme d'aise; il redresse à deux mains ses cheveux vers le ciel comme pour lui demander une inspiration sublime. Enfin, il se met à l'œuvre, il use en écriture et en ratures beaucoup de papier, il fait renchérir le prix des chiffons, et son grand-œuvre voit enfin le jour. Des prospectus mirobolants en tout genre circulent à droite et à gauche, à l'intérieur et à l'étranger, annonçant à toutes les oreilles la production d'un nouveau génie. Mais si vous ouvrez le

livre sans pareil, vous ne rencontrerez à chaque page qu'une compilation servile, remplie d'inexactitudes et d'erreurs. Combien en trouverez-vous qui se donnent un peu de tourment pour prendre quelques renseignements locaux et pour s'assurer que ce qu'ils ont lu chez les autres est basé sur la vérité. Ça été probablement un géographe de cette trempe, celui qui a eu l'impudeur d'écrire, en parlant de notre pays : « *Le département de la Lozère, couvert de landes et de montagnes, est presque stérile ; on y récolte quelques pommes de terre, des châtaignes et un peu de vin.* » Monin, en fabriquant sa géographie, parlait d'un pays qu'il ne connaissait pas ; il en faisait une description contre la justice et le bon sens. Ainsi que je l'ai observé, le sol lozérien, sans occuper le premier rang en qualité, est loin du tableau qu'on a osé en tracer. La Lozère possède des mines abondantes d'argent, de plomb, etc. ; des fabriques de laine, de beaux draps et de magnifiques escots ; le blé, les légumes en tout genre y donnent de riches récoltes ; les fruits les plus variés y sont abondants et savoureux ; la vigne y est cultivée sur une large échelle et fournit un vin excellent ; les vers à soie y sont élevés dans toute la partie méridionale et y ont donné une honnête aisance, quelquefois même fait des fortunes (je mentionne, en passant et en les déplorant, les revers qui ont éprouvé nos sériciculteurs et qui ont arrêté le cours de leurs succès) ; les troupeaux de bœufs et de moutons gras y sont nombreux et font la richesse de nos montagnes ; nos fromages d'aujourd'hui, aussi bien que les anciens, seraient à même de faire les délices des nouveaux Romains. Voilà la Lozère dans tout son jour, peinte avec

le pinceau de la vérité, sans exagération aucune. Je livre ces connaissances aux géographes futurs pour qu'ils en fassent leur profit.

La Lozère n'est pas tout-à-fait en dehors du progrès universel; elle a figuré honorablement aux expositions universelles de Paris et de Londres, et ses produits y ont été appréciés. A l'exposition internationale des volailles grasses et des fromages, si elle n'y a été représentée, cette année, que par M. Martin, de Cubières, elle y pourra occuper sous peu un rang distingué; les volailles de nos causses sont sans égales pour la finesse de la viande; elles sont succulentes et parfumées. Les ménagères des mêmes localités ont trouvé le secret de faire du vrai Roquefort, sans recourir aux caves de ce nom. Les fromages de Roquefort et de Rivière (car la qualité des fromages préparés dans ses diverses caves est la même) ne naissent pas à Roquefort ou à Rivière comme les champignons au pied d'un arbre; ces caves sont approvisionnées par les causses environnants et notamment par ceux de la Lozère, par le causse Méjean, le causse de Sauveterre, le causse du Masségros, etc., etc. Voilà d'où leur vient la matière *ex qua*. Or, sans recourir à l'influence de ces caves, les bonnes ménagères des susdits causses possèdent l'aptitude nécessaire pour faire le bon Roquefort. Je citerai en passant, dans la commune de Saint-Pierre-des-Tripiers : la maison Lapeyre, au village de la Viale; la maison Pouget, au village de Courby; la maison Julie, au village de la Volpilière; dans la commune de la Parade; la maison Albaret, au village de la Retournade; la maison Trémolet, déjà primée, au village d'Yelzas; la maison Fages, au village des Avents; la maison Lapeyre à la

Borie. A Meyrueis, il y a des caves excellentes; la maison Saubert, de Capelan, fait un fromage supérieur en qualité. Dans la commune de la Canourgue, la maison Albaret, du village de Rouges-Parets, est renommée pour ses fromages. Nous omettons le nom d'un certain nombre d'autres familles pouvant concourir aisément avec celles déjà nommées. En ce qui concerne le fromage de montagne, appelé *forme*, plusieurs propriétaires des communes de Saint-Laurent-de-Muret, de Marchastel, de Nasbinals, de Recoules-d'Aubrac, etc., terres confinant immédiatement au Rouergue, peuvent se mesurer sans danger, pour cette qualité de fromage, avec le Rouergas. Tout ce qui manque au Lozérien, c'est l'initiative : il a compris aujourd'hui sa situation, il est entré dans la voie du mouvement général. Encouragé par les bienfaits du gouvernement de l'Empereur, par les efforts incessants de l'intelligent et habile administrateur qui préside à ses intérêts avec tant de succès, par les encouragements de notre société d'agriculture, par les échos de la presse lozérienne, par l'exemple de tous les peuples, il montrera une bonne fois ce qu'il est, ce qu'il possède et ce qu'il peut.

Ma parole trouvera des accents sympathiques, j'en suis sûr; elle aura aussi des contradicteurs, c'est inévitable; il y a partout et en tout divergence d'opinions.

L'abbé RIGAL, missionnaire apostolique.



ENCOURAGEMENTS à l'Agriculture et à l'Industrie.



PROGRAMME.

Primes aux cultures fourragères.

Des primes sont, comme précédemment, mises, cette année, au concours pour les cultures fourragères.

Tous les propriétaires et fermiers du département peuvent y prétendre, à l'exception de ceux qui en ont déjà obtenues, et qui ne pourront concourir de nouveau qu'après un délai de trois ans.

Ne pourront non plus concourir les propriétaires ou fermiers de simples parcelles ne formant pas un corps de domaine, qui emploient les attelages d'autrui pour les labourer, vendent leurs fourrages à la récolte et n'élèvent aucun bétail.

Les demandes à présenter par les concurrents devront parvenir au Président de la Société d'Agriculture, à Mende, au plus tard le 1^{er} mai prochain, *terme de rigueur*. On aura à y indiquer, sous peine de rejet, l'étendue totale de l'exploitation, l'étendue relative de chacune des cultures fourragères, ainsi que des autres, et le dénombrement exact des bestiaux. La sincérité

de chaque demande devra être certifiée par l'autorité municipale de la commune où sont situées les propriétés des concurrents.

L'appréciation du mérite des cultures proposées sera faite sur les lieux par un jury de trois membres désigné par la Société d'Agriculture, qui fixera le nombre et le taux des primes, sans attribution spéciale par arrondissement.

L'appréciation portera non-seulement sur l'étendue proportionnelle des surfaces cultivées en fourrages et leur état, mais encore sur les dispositions prises pour la conservation et le bon emploi de ces fourrages, sur la quantité, l'aménagement et l'utilisation des fumiers obtenus, car le but des primes comprend trois points étroitement-connexes : culture des fourrages, production du bétail, augmentation des engrais. Il sera aussi tenu compte de l'extension donnée aux prairies irriguées et à la production des fourrages naturels.

**Primes en faveur des plus anciens fermiers
et serviteurs ruraux.**

100 fr. et une médaille d'argent seront accordés à celui des plus anciens fermiers du département qui en aura été jugé digne.

60 fr. et une médaille d'argent au plus méritant des anciens valets de ferme.

50 fr. et une médaille d'argent à la plus méritante des anciennes servantes de ferme.

La demande de chaque concurrent devra être certifiée par le propriétaire de la ferme où il est employé et par le Maire de la commune.

Elle devra relater l'âge, la durée des services dans la même ferme et autres particularités propres à faire apprécier le mérite de la personne proposée pour la prime. Ces demandes devront parvenir au Président de la Société d'Agriculture, *au plus tard le 1^{er} mai prochain, pour tout délai.*

Primes aux meilleurs produits manufacturés du département.

Trois médailles, dont une en vermeil, une en argent et la troisième de bronze, seront accordées aux meilleurs produits manufacturés de la Lozère.

Pour être admis à concourir, les fabricants devront faire parvenir leurs déclarations au Président de la Société d'Agriculture avant le 5 mai, pour tout délai. Les déclarants auront à faire connaître la nature et le prix de vente des lainages, escots, serges, draps, dentelles, etc., qu'ils voudront exposer. Les objets admis devront parvenir *franco* à la Préfecture du 10 au 15 mai pour y être appréciés par un Jury spécial et exposés pendant la durée du concours régional.

Produits ligneux travaillés tirés des forêts de la Lozère.

Une médaille en argent sera décernée par la Société d'Agriculture à l'exposant de la meilleure collection de produits ligneux travaillés, tirés des bois du département. Les déclarants auront également à faire connaître au Président, avant le 5 mai pour tout délai, la nature et le prix de vente des meubles ou autres objets pour lesquels ils voudront concourir. Ces objets

devront aussi parvenir *franco* à la Préfecture du 10 au 15 mai pour être exposés pendant toute la durée du concours.

Les lauréats des concours ci-dessus désignés seront proclamés à la séance publique de la Société d'Agriculture, qui se tiendra à Mende, le samedi 26 mai prochain, pendant la durée du concours régional, et les primes et médailles leur seront remises dans la même séance.

Délibéré par la Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts du département de la Lozère.

Certifié par le Président ;

H. DELAPIERRE.

Vu par le Préfet de la Lozère qui invite MM. les Maires à faire afficher le présent programme dès qu'il leur parviendra.

Mende, le 9 avril 1866.

Le Préfet,

CH. DE LOISNE.



REVUE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE,

Par M. DELAPIERRE, président.

Des assolements suivis par les agriculteurs qui ont obtenu la prime d'honneur (1).

Nous pensons qu'il ne sera pas sans intérêt de connaître les divers assolements suivis par les agriculteurs qui ont obtenu la prime d'honneur dans les concours régionaux de France, tels qu'ils sont exposés dans un tableau dressé par M. Londet, directeur du *Recueil des Annales de l'Agriculture française*. Nous regrettons seulement que ce tableau ne soit pas plus complet, et qu'il ne comprenne pas l'assolement adopté par le lauréat de la prime d'honneur de la Lozère.

I. Chez M. Trochu, à Belle-Ysle-sur-Mer (Morbihan), l'exploitation est établie sur des terres de landes qui ont été successivement défrichées. L'assolement comprend : 1^{re} année, froment; 2^e, navets, pommes de terre, rutabagas; 3^e, avoine; 4^e, ray-gras, un seigle cultivé comme fourrage.

Les défrichements de landes avançaient à mesure que M. Trochu pouvait se procurer une plus grande quantité de matières fertilisantes; d'abord des sables coquillers marins renfermant 83 0/0 de carbonate de chaux, et que l'on répandait à la dose de 20 tombereaux par hectare et par an, avec 45,000 kilog. de fumier pour la 1^{re} année, 48,000 kilog. pour la 2^e et la 4^e; puis les vidanges des casernes de la petite ville de Palais, des débris

(1) V. B. de 1865, p. 440.

Partie agricole, etc.

de fabrique et de poissons salés. Le propriétaire a ainsi accumulé une grande fertilité dans sa terre, surtout avec cette circonstance favorable qu'il disposait de 16 hectares de prés naturels, dont les produits servent à l'alimentation du bétail et à la fabrication de l'engrais.

II. M. Liazard, dans sa propriété de Tréguel, à Guéméné-Penfat (Loire-Inférieure), suit l'assolement ci-après : 1^{re} année, colza ; — 2^e, froment ; — 3^e, trèfle rouge, trèfle incarnat, navets, vesces ; — 4^e, avoine d'hiver, orge, sarrasin.

Trois années sur quatre de plantes épuisantes, fait observer M. Londet, et la vente des graines de colza et de céréales amèneraient infailliblement un prompt épuisement du domaine si l'exploitant n'apportait du dehors des quantités considérables d'engrais. Aussi, outre toutes les pailles transformées en fumiers, M. Liazard achetait beaucoup d'engrais.

III. M. Vallerand, dont le nom est aujourd'hui si répandu à cause de la charrue dont il est l'inventeur, lauréat du département de l'Aisne, suit à son exploitation de Mouflaye un assolement de cinq ans qui débute par deux années consécutives de betteraves ; la 3^e est un blé d'hiver, la 4^e un trèfle, la 5^e un blé d'hiver. La betterave est cultivée comme plante industrielle. Les labours profonds qu'exécute M. Vallerand avec sa puissante charrue nécessitent l'emploi de beaucoup d'engrais. Il applique jusqu'à 4,400 kilog. de guano en cinq années. Sa 1^{re} sole reçoit 65,000 kilog. de fumier et 300 de guano. La 2^e, 10 à 15 mètres cubes d'écumes de défécation de chaux et de cendres piritueuses, et en outre 300 kilog. de guano. A la 3^e sole on applique encore 250 kilog. de guano, et 40 hectolitres de cendres piritueuses à la 4^e. Enfin la 5^e sole reçoit encore 250 kilog. de guano.

L'auteur se demande s'il n'y aurait pas abus d'un engrais qui ne rapporte pas dans le sol tous les éléments qu'y absorbent les plantes.

IV. M. le comte de Kergorlay, à Canisy (Manche), suit un assolement de six ans : 1^{re} année betteraves ; — 2^e, froment ;

— 3°, betteraves; — 4°, avoine et orge; — 5° trèfle; — 6°, froment.

Bien qu'assez épuisante, cette succession de culture est considérée comme meilleure que la précédente. Elle exige encore de fortes fumures et engrais produits par des cultures fourragères, prairies naturelles et artificielles.

V. A Château-Blanc (Vaucluse) M. Valayer suit, dans un sol d'alluvion, un assolement de douze ans, qui se succède ainsi : 1^{re} année, barjelade (vesce et avoine); — 2°, froment; 3°, 4° et 5°, trèfle; — 6°, froment; — 7°, 8°, 9° et 10°, luzerne; — 11°, froment; 12°, froment. C'est au moyen des irrigations qu'on parvient à faire durer le trèfle pendant trois ans. Il est évident qu'à raison de l'abondance des plantes fourragères, cet assolement favorise l'amélioration du domaine.

VI. A Lens (Pas-de-Calais), M. Decrombecque suit un assolement bien différent de ce dernier, mais, fait-on observer, évidemment approprié aux conditions industrielles et culturelles dans lesquelles il se trouve, et qui font reposer sur la betterave et l'engraissement des bestiaux la principale production du domaine, à cause de l'industrie sucrière et de la fabrication de l'alcool par la distillation de la betterave et des grains qui se pratique en grand dans le pays. La rotation des cultures est : 1^{re} année, betteraves; 2°, froment d'automne ou de mars; — 3°, betteraves; — 4°, avoine et orge. L'épuisement causé par une succession si rapprochée de la betterave ne se répare que par de grandes quantités de matières fertilisantes que fournit abondamment l'engraissement des bestiaux aux pulpes qu'il est facile de se procurer à des prix assez bas.

VII. Le lauréat de la prime d'honneur des Deux-Sèvres, M. le baron Aymé, à la Chevrelière, suit un assolement ainsi composé : 1^{re} année, plantes sarclées; — 2°, céréales de printemps, orge ou avoine; — 3°, trèfle; — 4°, froment; — 5°, vesces; — 6°, froment; — 7°, avoine. En dehors de l'assolement il y a une étendue de prairies artificielles, luzerne et sainfoin, égale à la moitié des terres soumises à l'assolement

(85 hec. 5 ares), de façon que l'étendue totale des fourrages est à l'étendue des céréales dans le rapport de 1,62 à 1. Un pareil assolement donne lieu à la remarque qu'il n'est évidemment praticable qu'autant que toutes les terres du domaine conviennent à la luzerne et au sainfoin, et qu'on peut ne les ramener sur le même sol qu'après un temps au moins égal à leur durée; car il est reconnu aujourd'hui que ces plantes, bien qu'améliorantes pour le sol arable, ne le sont pas pour elles-mêmes, et qu'elles ne tardent pas, à des intervalles trop rapprochés, à ne plus donner que de faibles produits. Toutefois, ajoute-t-on, cet assolement, s'il ne doit pas durer indéfiniment, n'en est pas moins très-améliorant au début d'une exploitation, et offre cet avantage qu'il peut être facilement modifié.

VIII. M. de Castelmoré, à Labatut (Hautes-Pyrénées), dans la plaine de l'Adour, suit l'assolement triennal : 1^{re} année, jachère; — 2^e, froment; 3^e maïs ou avoine. Des récoltes dérobées, trèfle de Portugal ou vesce noire, sont intercalées entre le froment et le maïs, et entre celui-ci et la jachère; mais elles ne peuvent donner que de faibles produits, parce qu'elles sont enlevées dès le mois de mai, afin de permettre la préparation du terrain pour le maïs. Un tel assolement ne semble pouvoir procurer l'amélioration du sol qu'à la condition, comme cela a lieu dans l'exploitation de Labatut, d'être soutenu par des prairies naturelles d'une étendue assez considérable.

IX. L'assolement de M. Lalouel de Sourdeval, à Laverdines (Cher), se compose ainsi: 1^{re} année, betteraves; — 2^e, céréales de printemps; — 3^e, trèfle ou divers autres fourrages fauchables; — 4^e, froment. Cet assolement est regardé comme présentant les mêmes avantages et inconvénients que celui de M. Decrombecque, son principal avantage est dans l'annexion d'une sucrerie et d'une distillerie à l'exploitation agricole de Laverdines.

Il est acheté tous les ans, pour ces industries, plusieurs millions de kilog. de betteraves, qui fournissent à la nourriture du bétail une grande quantité de pulpes et de résidus.

Par ce moyen on arrive à donner aux terres une fumure de 40 à 50,000 kilog. par hectare, et on obtient des rendements de 30 à 35,000 kilog. de betteraves, 5 à 6,000 kilog. de trèfle, 25 hectolitres de froment, 40 hectolitres d'avoine par hectare. C'est au succès de l'industrie sucrière qu'est dû celui de l'exploitation agricole.

X. M. le baron de Nexon, lauréat de la prime d'honneur de la Haute-Vienne, cultive un domaine de 62 hectares, dont 38 en terres labourables, 24 en prairies et 3 en châtaigneraies. Son assolement est quadriennal : plantes sarclées, avoine, trèfle, froment. C'est surtout à des travaux d'irrigation, de drainage et de chaulage exécutés avec beaucoup d'intelligence, qu'il paraît devoir le succès de son entreprise et l'amélioration de sa propriété. Au moyen de ses prairies naturelles et du nombreux bétail qu'il y entretient, il parvient à fumer à 40 et 48,000 kilog. par hectare.

XI. M. le comte de Falloux, au bourg d'Yré (Maine-et-Loire), a donné à son exploitation une grande extension de culture fourragère. C'est ainsi qu'il a pu développer, avec tout le succès que l'on connaît, sa belle vacherie de durham. Sur 64 hectares, 32 sont consacrés aux prairies naturelles et 30 aux terres arables, les 2 hectares de surplus comprenant les cours, bâtiments et jardins. L'assolement est aussi quadriennal : betteraves et pommes de terre, céréales de printemps, trèfle et autres fourrages, céréales d'hiver. La proportion des plantes fourragères est ainsi de 47 hectares sur 15 de céréales, soit plus de trois hectares de fourrages pour 1 hectare de céréales; aussi 60 têtes de bêtes à corne sont entretenues sur cette exploitation, dont l'élevage et l'engraissement constituent la principale spéculation. L'engrais produit est abondant; les récoltes atteignent jusqu'à 33 hectol. par hectare en moyenne. Le drainage, les irrigations au moyen des eaux pluviales, l'arrosage des prairies par les purins, complètent ce système si bien entendu d'amélioration. Aussi cette exploitation est-elle citée

comme un exemple concluant du succès qui peut être obtenu par le développement donné à la culture fourragère.

XII. Enfin le dernier système de culture examiné par l'auteur est celui de M. Maurice Avy, à la Bastide-St-Pierre (Tarn-et-Garonne). Le domaine comprend 78 hectares, dont 65 en terres labourables et 13 hectares en pâtures, vignes et bâtiments; le $\frac{1}{4}$ des terres arables, 16 hectares, est en luzerne. Sur les 48 hectares restants l'assolement est libre; mais la condition de l'alternance des plantes fourragères avec les céréales et plantes industrielles est rigoureusement observée. La proportion est de 1 hectare 70 de fourrages pour 1 hectare de céréales ou plantes industrielles. M. Avy entretient ainsi 84 têtes de gros bétail par hectare.

L'assolement libre, fait-on observer, permet de cultiver les plantes industrielles suivant les avantages qu'elles offrent par la demande sur le marché. Toutefois ce système doit se tenir dans la stricte observation de ne pas changer l'étendue relative des cultures fourragères, afin de maintenir la proportion du bétail et des engrais.

De l'examen de tous ces systèmes de culture l'auteur tire la conclusion que, pour parvenir à l'amélioration d'une exploitation agricole et pour en augmenter la fertilité, la première condition à satisfaire est de produire plus d'engrais que les plantes épuisantes n'en consomment. Suivant que la proportion des engrais et des produits exportables est supérieure, égale ou inférieure, le système est améliorant, stationnaire ou épuisant : ce dernier, ajoute-t-il, n'est malheureusement que trop adopté par les fermiers et métayers dont les baux trop courts, sans compter leur propre intérêt, ne permettent pas, à leur profit, l'accumulation des matières fertilisantes. Le système de culture est donc caractérisé par le rapport existant entre la création de ces matières dans le domaine et leur exportation. Aussi un système épuisant ou stationnaire peut devenir améliorant comme dans les exploitations de MM. Decrombecque et de Sourdeval, par des importations suffisantes d'engrais. L'assolement peut

donc être épuisant ou stationnaire, tandis que le système de culture devient améliorant. Ces deux termes varient suivant chaque ferme avec les conditions de sol, de climat et les conditions économiques. A chacun de faire les combinaisons le plus en rapport avec la situation dans laquelle il se trouve.

Profondeur à donner aux semences.

Le degré de profondeur à donner aux différentes semences que l'on confie à la terre est une question qui intéresse vivement l'agriculture ; elle vient d'être l'objet d'un travail publié par M. Clos dans le *Journal d'agriculture pratique pour le midi de la France*, et auquel nous empruntons quelques détails ayant trait plus particulièrement aux céréales.

L'auteur de ce travail commence par citer des expériences qui furent faites dans le Nord sur la profondeur d'un semis de blé. Treize planches égales de terrain reçurent chacune 150 grains de blés enfoncés depuis 160^{mm} jusqu'à 25, puis à 10, puis à 0. La profondeur de 40 à 50^{mm} fut celle qui donna le résultat le plus satisfaisant et le plus de grains levés, le plus grand nombre d'épis et de grains. Ensuite vinrent, comme les meilleures, les profondeurs de 80, 25 et 65^{mm}.

Des essais analogues furent tentés dans l'Ariège. Sur 3,000 grains de blé mis en terre, il en leva 1,002, tandis que 1,998 semés trop profondément ne produisirent rien. Les grains qui avaient été laissés à nu donnèrent très-peu ; le meilleur et le plus abondant rapport provint de ceux qui avaient été recouverts de 27^{mm} à 10 cent. de terre ; et le terme moyen de rendement fut de 240 grains pour chacun. Ces résultats, s'ils permettent de considérer comme une bonne pratique le semis de blé à une profondeur de 3 à 5 cent., semblent autoriser à penser qu'un bon produit peut encore être obtenu en l'enterrant à 8 et jusqu'à 10 cent. Cependant des circonstances spéciales pouvant entraîner la pourriture des graines enfoncées à une telle profondeur, on se trouvera bien, dans les cas ordinaires,

de se conformer à ce conseil d'un agriculteur anglais : « Il ne faudrait jamais que le grain de blé fut moins profond de 2 pouces ni plus profond de 3. Si le grain est trop enterré, la récolte peut être perdue; s'il ne l'est pas assez, elle peut être gâtée par le froid et l'humidité.

M. Clos a fait lui-même, l'année dernière, au jardin des plantes de Toulouse, quelques expériences sur la profondeur relative des semis. Un petit carré fut ensemencé, le 3 décembre, en blé dit des Baléares, et sur 9 lignes; une profondeur de 4 cent. fut donnée à cinq d'entre elles, et aux quatre autres une profondeur double.

La germination eut lieu pour toutes, et, vers le milieu de janvier, on n'observait entre elles aucune différence appréciable. D'autres plantes appartenant à diverses familles, fournissent un résultat analogue. On comprend, du reste, combien la qualité du sol, la quantité, la fréquence ou la rareté des pluies doivent influencer sur les rendements des semis superficiels ou profonds, et les faire varier. Un journal anglais a rapporté le fait suivant : Un terrain qui avait été ensemencé en pommes de terre fut labouré trois fois avant le commencement d'avril. La pluie avait rendu le sol si tenace que l'on croyait à la nécessité d'un quatrième labour avant l'ensemencement. Cependant on n'en laboura que les deux tiers et l'on sema en blé tout le champ d'une manière égale le même jour, à cette différence près que les semences déposées dans le terrain vieux labouré ne furent guère couvertes que d'un demi-pouce de terre, tandis qu'elles l'étaient de trois pouces et plus dans les deux autres tiers.

Néanmoins, les premières germèrent plusieurs jours avant les secondes, s'élancèrent et se conservèrent plus vigoureuses pendant toute la saison; elles donnèrent plus d'épis, mûrirent plus tôt et furent supérieures en gerbes pour la quantité et la qualité. Les résultats obtenus auraient probablement été l'inverse si l'année avait été chaude au lieu d'être humide.

La profondeur des semis, a dit M. de Gasparin, pourra être

d'autant moindre que la graine aura des enveloppes plus épaisses et qu'elle exigera moins de temps pour germer, que le climat et la saison seront plus humides : dans les climats secs, venteux et à ciel serein, on enterrera plus profondément la semence, afin de la mettre à l'abri des alternatives d'humidité et de sécheresse qui détruisent les germes. Il y a là du reste tout un champ d'importantes expériences à parcourir et sur lesquelles M. Clos a justement appelé l'attention.

Tassement du sol avant et après les semailles (1).

M. Bodin fait observer, dans la *Réforme agricole*, que, si le fait de fouler la terre après l'avoir ameublie, semble au premier abord un contre-sens, il n'en est pas moins vrai que l'action du rouleau avant ou après la semaille, et même sur les cultures déjà développées, produit souvent un effet très-salutaire.

La terre, pour être féconde, a sans doute besoin d'air, et les racines des plantes ne peuvent s'en passer; toutefois celles-ci vivent mal, si elles rencontrent dans le sol des cavités qui ne leur permettent pas de trouver un point d'appui suffisant, si ces cavités et un sol crevassé les mettent trop en contact avec l'air et les dessèchent.

Cela se produit souvent dans les terrains argileux, labourés par la chaleur en grosses mottes, et dans presque toutes les terres tenues assez longtemps en friche ou en prairies naturelles ou artificielles, pour que les bandes soulevées par la charrue restent entières. Ces labours en grosses mottes par le temps sec sont excellents ; ils ameublissent le sol et le mettent en contact avec l'air pour qu'il devienne susceptible de produire de bonnes récoltes. Cependant plus tard les parties qui le composent doivent être rapprochées, les cavités doivent être comblées, c'est ce que produisent les rouleaux employés avec discernement.

(1) V. B. 1880, p. 533.

M. Bodin cite quelques exemples de cas où il est particulièrement utile d'employer le rouleau, qu'il considère comme un instrument dont on ne peut guère se passer par le temps sec, soit en terre légère, soit en terre argileuse, même compacte.

En automne, il est avantageux de semer les froments de bonne heure, vers la première quinzaine d'octobre; à cette époque la terre est souvent très-sèche, et soit qu'on sème sur un terrain très-meuble ou après un trèfle, le sol est souvent rempli de cavités ou de grosses mottes. Dans de telles conditions, le froment périt quelquefois en hiver, ou bien les insectes, qui ont un facile accès jusqu'aux racines, le détruisent au printemps. Doit-on attendre pour semer que la pluie ait tassé les terres ? Non sans doute. Ne s'exposerait-on pas à avoir un terrain trop mouillé ? Semé en terrain sec, dont on aura rapproché les parties au moyen du rouleau, le froment réussira mieux que sur un sol travaillé par l'humidité, il faudra moins de semence, les attelages feront plus de travail et ne tasseront pas la terre ; enfin on sera assuré de terminer en temps convenable.

Le tassement du sol au moyen des rouleaux permet donc de transformer en conditions les plus favorables des circonstances qui peuvent quelquefois devenir désastreuses, même dans les sols les mieux préparés et les plus riches.

Au printemps, les froments sont quelquefois attaqués par des insectes qui les détruisent ; un coup de rouleau peut encore arrêter leurs ravages.

Un sol trop tassé par les pluies, qui se déchire en mottes sous l'action de la herse, éprouvera un grand bien d'un coup de rouleau. Ainsi la terre soulevée par la herse, tassée et brisée par le rouleau, puis relevée par un hersage, procurera au froment de la terre meuble pour le développement de ses racines coronales.

Des avoines semées sur un sol de prairie rompu par un seul labour donnent presque toujours de magnifiques récoltes ;

cependant on voit quelquefois les plantes jaunir, puis périr entièrement ou par place. Dans ce cas, un coup de fort rouleau, un hersage suivi d'un autre coup de rouleau et d'un nouveau trait de herse, sauvent la récolte.

Culture en plein champ du haricot-riz.

Le *Recueil agronomique de Tarn-et-Garonne* signale les excellents résultats que donne en Italie la culture en plein champ du haricot-riz.

Cette variété appartient à la section des haricots-nains ; elle n'a pas des rameaux rampants : aussi ses gousses viennent-elles toutes ensemble à maturité, et la récolte se fait en une seule fois en arrachant la plante avec ses fruits. Le produit net est au moins de 5 à 600 fr. à l'hectare, en prenant pour prix moyen de l'hectol. 20. Un des grands avantages de la culture de cette espèce, c'est l'économie de semence, à cause de la petitesse de ses graines, relativement à la grosseur du haricot ordinaire ; le haricot-riz épargne en poids une quantité considérable de semence, qu'on peut évaluer aux $\frac{4}{5}$, en le comparant au haricot dit quarantain. En effet, 26 grammes de haricots-riz fournissent 238 graines bonnes à semer, et le même poids de quarantain n'en donne que 47.

Il faut ajouter à cela que le haricot-riz, qu'on trouve dans la grande culture aussi, productif tout au moins que les variétés ordinaires, se vend toujours beaucoup plus cher à cause de sa blancheur parfaite et de son goût exquis.

Culture du Panais comme plante fourragère.

M. Belot-Defougère rend compte, dans le *Journal d'Agriculture pratique*, de ces expériences sur la culture du Panais comme plante fourragère.

Un des grands avantages du Panais est, d'après cet agriculteur, de ne pas souffrir des atteintes de la gelée et de pouvoir rester dans le champ tout l'hiver sans subir la moindre

altération. Sa culture peut se faire partout où celle des Betteraves et des Carottes donne des produits satisfaisants, mais la réussite sera beaucoup plus sûre et plus complète, si on a le soin de choisir un terrain frais, substantiel et profond.

On doit semer du commencement d'avril au 15 mai dans un terrain préparé comme pour la culture de la Carotte ; le semis se fait en rayons, espacés d'environ 30 centim. (cette distance suffit pour obtenir de bons produits en vert). Si on donne à cette culture un ou deux binages pendant la belle saison pour détruire les mauvaises herbes, et si on a soin d'éclaircir les plants de manière à ce qu'ils se trouvent éloignés de 8 à 10 cent., le feuillage aura atteint, dès le mois d'octobre, la hauteur de 30 à 40 cent. On pourra alors le couper à la faucille à 5 ou à 6 cent. de terre, pour le donner au bétail, qui en est très-friand.

Le champ reste ainsi sans culture jusqu'à la fin de février ou au commencement de mars, selon la saison. A cette époque les pousses auront repris de 25 à 30 cent., et on pourra faire une nouvelle coupe à la même hauteur que la première, du 15 avril suivant au 15 mai. La végétation sera tellement active que le Panais atteindra rapidement la hauteur de 1 mètre à 1 mètre 50 cent.

La récolte alors en sera abondante. Un hectare cultivé en Panais donne, d'après M. Belot, à cette dernière coupe, autant de fourrage vert que 4 hectares cultivés en Luzerne.

On arrache, à cette dernière récolte, la racine avec la plante, et avant de donner les Panais en pâture aux animaux, on a soin de couper les racines, que l'on mêle au feuillage en morceaux.

M. Belot affirme que celles de ses vaches laitières qui ont été nourries de cette manière lui ont donné un à deux litres de lait en plus de leur produit ordinaire. Il fait observer d'ailleurs que si le besoin de fourrage vert n'est pas impérieux en octobre, on fera bien de s'abstenir de faire la première coupe de cette saison ; on atteindra en février ou mars une récolte

beaucoup plus précoce et satisfaisante, qui compensera largement celle qui aura été négligée.

Le Moha de Hongrie (1).

M. Vianne, s'appuyant de l'autorité de M. de Gasparin, appelle l'attention, dans le *Journal d'agriculture progressive*, sur le Moha de Hongrie, plante qui comme tous les *Panics*, résiste très-bien à la sécheresse, et qui se contente d'ailleurs d'une terre médiocre. Le Moha germe avec facilité et par des temps qui semblent trop secs pour faciliter la végétation des autres plantes ; une fois en terre, la moindre pluie suffit pour le faire pousser. Ses tiges sont très-feuillées, moins grosses et moins ligneuses que celles des autres millets, auxquels on doit le substituer pour la production fourragère. M. Vilmorin rapporte que, dans la sécheresse désastreuse de 1842, au milieu d'une plaine calcaire où la plupart des récoltes périssaient sur pied, une petite pièce de Moha s'est maintenue dans un état satisfaisant de vie et de verdure et a rendu 7,917 kilog. de foin sec à l'hectare.

Il vient dans tous les climats et dans toutes les terres, cependant il est sensible au froid et il préfère les terres légères un peu substantielles aux terres fortes ; il prospère d'ailleurs également dans les terres calcaires et dans celles qui sont dépourvues de cet élément indispensable à un grand nombre de végétaux.

Lorsqu'on le cultive comme plante fourragère, on doit répandre 12 kilog. de graine par hectare afin d'avoir des tiges grêles et tendres. Les graines germent facilement, et une fois hors de terre, elles végètent malgré la sécheresse. On sème sur un labour dans une terre ameublie par le hersage et le roulage, et on recouvre par un léger coup de herse ; si la terre se prend en croûte, il est nécessaire de la rouler et de

(1) V. B. 1862, p. 166.

casser la croûte qui pourrait entraver la levée. On sème depuis avril jusqu'en août, et lorsqu'on ne peut donner un labour, on peut semer sur un bon coup de scarificateur en ayant soin d'ameubler la terre.

Cette plante donne, soit en vert, soit en sec, un fourrage très feuillé, sapide, nutritif et recherché par tous les bestiaux, surtout par les chevaux et les vaches laitières. On le coupe lorsque la majeure partie des épis se montrent, et même lorsqu'on le coupe en graine, les fanes constituent encore un bon fourrage.

La graine se vend en moyenne 1 fr. 50 c. le kilog.

Nouveaux fourrages.

Le *Journal d'Agriculture pratique* signale deux nouveaux fourrages, qui offriraient à un degré éminent l'avantage de prospérer dans les terres pauvres et arides. Nous croyons devoir joindre les notions publiées à leur sujet, à celles que nous avons déjà données sur le Brome de Schrader.

Le premier de ces fourrages est la Luzerne rustique. D'après les renseignements fournis par M. Ponsard, président du Comice agricole de la Marne, cette plante vient partout. On la rencontre dans les terres les plus pauvres de Champagne, là où rien ne végète, et elle y pousse vigoureusement. Cet agriculteur dit avoir semé, il y a deux ans, la Luzerne rustique en mélange avec la Luzerne cultivée. Ce mélange a bien réussi, et la Luzerne rustique a soutenu brillamment la lutte avec sa voisine; elle est remontée à la seconde coupe avec beaucoup de vigueur, et pendant qu'une sécheresse intense arrêlait toute végétation, elle s'est maintenue verte et a poussé comme si le temps était propice. M. Ponsard cite des trochets de Luzerne rustique qui, dans des sables purs de rivière, auraient plus de vingt ans; d'autres plants sont signalés par lui comme végétant vigoureusement dans de la craie pure, sous de grands arbres, ou au milieu des haies de ronces, où ils atteignent

1^{re} 30 de hauteur. Des résultats semblables comme rusticité et comme produit ont été obtenus par M. Marc-Caillard dans sa propriété des Bordes, près de Beaugency.

Le second fourrage est originaire de l'Algérie. Il y prospère sur les sols les plus ingrats et malgré les sécheresses les plus prolongées; les Arabes en donnent la graine à leurs bœufs et à leurs chevaux à l'époque où toutes les autres plantes sont brûlées par un été torride, et c'est grâce à cette ressource providentielle qu'ils peuvent attendre le développement de nouvelles herbes. Ils regardent cette nourriture comme valant deux fois plus que l'orge.

La plante productrice de cette graine et une petite légumineuse, propre aux régions Méditerranéennes, connue en botanique sous le nom d'*Ervum ervilia*, variété *Angustifolia*, espèce voisine de la Lentille (*Ervum lens*).

M. Guérin-Menneville est parvenu à l'acclimater à la ferme Impériale de Vincennes. Là, dans un terrain calcaire des plus maigres, sur un plateau aride et sans employer de fumure, elle a produit, dans un espace de 160 mètres carrés, plus de 30 litres de cette graine fourragère (du poids de 0,825 le litre), ce qui constitue un rendement de 18 hectol. 75 litres à l'hectare, égale à celui de la vesce, et d'autant plus remarquable qu'il a été obtenu sur un terrain infertile, où un semis d'avoine n'avait rien produit et où il est certain que la vesce n'aurait également rien donné.

Du régime du vert et de ses effets sur le cheval.

M. Oger a publié, dans le *Journal de médecine vétérinaire militaire*, le tableau suivant où il résume les cas pour lesquels doit être indiqué et ceux pour lesquels doit être proscrit le régime du vert.

Le vert peut être nécessaire :

1^o A des animaux qui sont maigres ou qui dépérissent, sans aucun signe de maladie appréciable ;

2° Aux jeunes chevaux qui sont soumis depuis peu au régime du sec ;

3° Aux vieux chevaux qui reçoivent des substances échauffantes, beaucoup d'avoine, et qui sont accoutumés à le prendre tous les ans ;

4° A ceux qui sont irritables, se nourrissent mal et ont le ventre levreté, les boyaux étroits ;

5° Aux animaux qui souffrent d'un excès de travail, d'une nourriture insuffisante, mauvaise ou trop échauffante, et qui, plus ou moins malades, ont la peau sèche, adhérente ; le poil long, terne, échauffé, sec et brûlé ; les fonctions digestives languissantes, peu d'appétit, de la constipation et qui rendent des crottins durs, secs, et serrés ;

6° Pour faciliter la guérison des inflammations, des irritations aiguës et chroniques des voies digestives, avec anorexie, dégoût, constipation et adhérence de la peau ;

7° Pour la pousse récente ;

8° Pour les affections cutanées rebelles, pédiculaires ou vermineuses ;

9° Pour la claudication, la fatigue et l'usure des membres ;

10° Pour favoriser la protusion des dents, accélérer et faciliter l'éruption de la gourme ;

11° Pour des chevaux relevant de maladies inflammatoires aiguës.

Le vert est nuisible :

1° Toutes les fois qu'il est inutile, il ne faut pas le donner aux animaux qui présentent tous les signes d'une bonne santé ; ce serait les soumettre à un changement de régime qui pourrait occasionner des maladies ;

2° Pour les vieux chevaux qui ont été constamment habitués à une nourriture sèche et substantielle ;

3° Pour ceux qui ont d'anciennes maladies de poitrine ;

4° Pour ceux qui ont des gourmes mal guéries ;

5° Pour ceux qui sont prédisposés à l'atonie ;

6° Pour ceux qui ont une prédisposition aux hydropisies, aux œdèmes ;

7° Pour ceux dont la constitution est altérée, qui ont le ventre relâché, des diarrhées fréquentes ;

8° Dans les affections lymphatiques ;

9° Dans beaucoup de maladies chroniques ;

10° Dans la morve, le farcin et les jetages ;

11° Dans les eaux aux jambes : il augmente alors, d'après M. Magne, la faiblesse, loin de rétablir la constitution, et plonge les animaux dans un état irrémédiable.

L'usage de l'herbe verte diminue les forces et l'énergie. Les animaux qui en sont nourris sont mous et suent facilement. Les Arabes en donnent peu à leurs chevaux, elle ramollirait les os, disent-ils.

Ses effets débilitants, dit le professeur Godinne, l'ont de tout temps fait bannir des postes, des messageries et de tous les établissements qui ont des travaux pénibles.

Greffage de la vigne.

Ainsi que le fait observer M. Pulliat dans la *Revue des jardins*, la greffe principalement employée pour la vigne est la greffe en fente. Elle se pratique, d'après M. Cazalis-Allut, de la manière suivante :

« On déchausse la souche jusqu'aux premières racines; on la coupe à quelques centimètres au-dessous du niveau du sol et la greffe en fente comme les arbres fruitiers, en introduisant le sarment taillé en coin à 2 pouces environ de profondeur sur le bord de la souche fendue pour le recevoir. Quand on s'est assuré que la greffe est solidement placée, on recouvre avec soin la fente par dessus et de côté avec de l'argile pétrie, et l'on ramène avec soin ensuite la terre contre la souche, en décrivant un cercle. afin de ne pas déranger la greffe avec l'outil. Une des causes de l'insuccès de la greffe, ajoute-t-il, provient souvent de la manière de préparer le sarment qui

doit servir de greffe. Il faut éviter d'enlever autant de bois d'un côté que de l'autre pour former le biseau. Sans cette précaution, on met la moelle à nu des deux côtés, on la déplace en introduisant la greffe, le sarment perd de sa consistance, il est écrasé par la compression du cep, et l'opération manque. Il faut au contraire enlever d'un côté et d'un seul coup, si c'est possible, afin que la coupe soit plus unie, presque les $\frac{3}{4}$ du sarment qui va servir de greffe, de telle sorte que la moelle ne soit apparente que dans le milieu de la coupe, et de l'autre côté il ne faut enlever guère plus que la peau qui recouvre le sarment. »

Plusieurs autres genres de greffe, notamment la greffe à la gouge, décrite dans le récent ouvrage de M. Rose Charmeux, sont applicables à la vigne, mais aucune, d'après l'auteur, ne donne d'aussi bons résultats que la greffe à la fente. Le courant de mars, époque ordinaire de la première montée de sève, doit être choisi de préférence pour pratiquer cette opération.

Le greffage offre des avantages incontestables au point de vue du renouvellement de la vigne. Dans les sols légers, où la vigne s'épuise en peu d'années, il doit être employé à remplacer par des plants améliorés les souches stériles ou les variétés mal appropriées aux cultures locales. Dans les sols riches, on peut en user non seulement pour le remplacement des mauvaises variétés, mais encore pour le renouvellement complet des vieilles vignes. Lorsque les souches, couvertes de nodosités et de cicatrices, occasionnées soit par la taille, soit par les coups de pioche, ne laissent plus circuler la sève que très-difficilement, on ne saurait mieux faire que de les ravalier à quelques centimètres au-dessous de terre et de les renouveler par la greffe. M. Cazalis-Allut a ainsi transformé, non pas des centaines de souches, mais des hectares de vignes. Une vigne par lui greffée en 1830, quand elle était âgée de 80 ans, s'est trouvée en 1859, au moment de la visite de son domaine par le jury de la prime d'honneur, en aussi bon état qu'une plantation qui fut ajoutée à cette vigne en

1864, et aucune différence n'a pu être constatée entre les ceps de la nouvelle plantation qui n'avaient que dix-huit ans d'existence et ceux qui, greffés en 1830, étaient âgés de cent neuf ans.

Quel immense avantage présente donc le greffage de la vigne, puisqu'à la fois il la rajeunit et en change l'espèce à volonté !

Incisions annulaires de la vigne (1).

Diverses communications ont été faites à la *Société centrale d'agriculture* par M. Bourgeois au sujet des expériences qu'il poursuit depuis 1857 sur l'incision annulaire de la vigne. Les résultats qu'il a obtenus confirment pleinement ceux des années précédentes et démontrent victorieusement que, par cette méthode, *on peut obtenir dans des pays froids et humides*, des raisins tout aussi beaux que dans les régions les mieux partagées.

Les échantillons par lui présentés, de rameaux incisés et non incisés, ont fait ressortir l'évidente supériorité des premiers sur les seconds. Non-seulement les grappes avaient acquis un développement plus considérable, mais leur maturité était plus parfaite et elles étaient épargnées par la maladie.

L'incision est du reste une opération tellement simple qu'un jardinier peut, avec une serpette, en faire mille dans un jour. Elle consiste, comme nous l'avons précédemment indiqué, à enlever sur les rameaux une bague d'écorce d'un demi-centim. de largeur. D'après M. le docteur Guyot, cette largeur ne devrait pas même dépasser 4 à 5 millim., et l'incision ne doit comprendre que l'épaisseur de l'écorce sans que l'aubier soit atteint, mais aller précisément jusqu'à l'aubier. Elle doit d'ailleurs être pratiquée à l'origine de la branche à fruit, soit en avant de tous ses yeux, soit entre le 2^e et le 3^e œil. Si la branche à fruit est précédée d'un courson de retour, elle peut être incisée contre le vieux bois au-dessous du premier œil

1) V. B. 1860, p. 122.

franc ; si elle n'en est point précédée, l'incision doit avoir lieu entre le 2^e et le 3^e œil ; les deux yeux qui précèdent l'incision donneront de beaux bois, et les yeux qui la suivent donneront de beaux fruits. La pince à inciser, de Roigner, facilite d'ailleurs beaucoup l'opération.

Du reste le savant docteur, qui s'était d'abord montré opposé à cette pratique, en raison de mauvais résultats obtenus à la suite d'expériences qu'il déclare mal faites lui rend aujourd'hui une complète justice. Dans un n^o du *Journal d'agriculture pratique*, il fait connaître comment ses convictions à cet égard se sont transformées par suite d'une visite qu'il a faite chez M. Chr. Baltet, de Troyes. M. Baltet lui a fait voir sur certaines courgées des mêmes treilles, des raisins d'un grain plus plein, plus beau que ceux des autres courgées, et d'une maturité avancée d'au moins 10 jours. C'est que les premières avaient reçu l'incision annulaire. M. Guyot a ainsi pu constater que cette opération avait eu pour résultat, à ne pas s'y tromper, l'absence de coulure, une plus grande beauté de la grappe et des raisins, une maturité plus hâtive de 15 jours et plus complète. « Le doute, dit-il, n'était plus possible ; l'incision annulaire est une conquête faite, définitive et l'une des plus importantes pour la fécondité de la vigne, pour la perfection dans la maturité des raisins, pour l'accroissement de la qualité de nos vins et pour le triomphe peut être des treilles et des longs bois. »

Fruits admis par le Congrès Pomologique de France dans ses deux sessions de 1864 et de 1865 (1).

Ces deux sessions ont été tenues, la 1^{re} à Nantes, la 2^e à Dijon.

Ont été admis les fruits suivants :

(1) V. B. 1864, p. 476.

POIRES.

Sucré de Montluçon. — Variété spéciale au département de l'Allier ; beau et bon fruit, qui mûrit d'octobre en janvier.

Beurré Oudinot (A. Leroy). — Moyen et assez gros, bon, mûrit en août et septembre ; sous toutes formes.

Emile d'Hoyst (Major Esperen obt.). — Assez gros, à chair fondante, bonne, mûrit en novembre et décembre. L'arbre d'une vigueur moyenne, assez fertile, doit être greffé de préférence sur franc ; peut s'élever sous toutes formes.

POMMES.

Reinette du Vigan. — (A été admise avec cette annotation : fruit spécial à quelques départements du Midi de la France). Elle a du reste été maintenue à l'étude.

ABRICOTS.

Précoce (variété ancienne et d'origine inconnue). — Fruit petit, rond, rouge du côté du soleil, jaune vif du côté de l'ombre. Bon, très-répandu dans le département de la Côte-d'Or. Maturité fin juin et commencement de juillet.

Royal (Hervy obt.). — Fruit gros, ovoïde, déprimé sur ses côtés, très-bon, mûrit à la fin de juillet. L'arbre est fertile et très-vigoureux.

RAISINS.

Chasselas Dupont. (Obt. M. Dupont à Alençon). — Fertile, mûrit à la mi-août ; grappe belle, un peu allongée, peu serrée. Grains gros, ronds, rose pâle, croquants, sucrés, relevés.

Gamai de Magny. — Très-vigoureux, très-fertile, rustique, très-recommandable. Grappe moyenne, serrée, non aillée. Grain moyen, arrondi, noir, doux. Raisin de cuve très-employé dans les vins de Beaujolais. Peu sensible à la gelée ; s'accommode des mauvaises terres, même avec peu de fumures. Obtenus d'un triage de M. Magny en 1816 et provenant du plant de la Bronde.

Gamai de St-Galmier. — Vigoureux, fertile ; grappe assez grosse, peu serrée, un peu ailée ; grain moyen, arrondi, noir, velouté, doux, assez précoce. Cette variété, dont les sarments poussent plus verticalement que ceux des autres gamais, entre dans les vins de l'Allier, Saône-et-Loire, Loire et Rhône. Origine incertaine.

Madeleine Royale Blanche. — Grappe allongée, un peu plus de moyenne grandeur, lâche, très-ailée ; grains oblongs, à pédoncule long, jaune ambré, transparents, chair fine, ferme, croquante, juteuse, très-sucrée ; pellicule molle. Maturité deuxième quinzaine de juillet. Fertile ; culture du Chasselas. Bois fauve clair, strié et finement pointillé en fauve plus foncé. Méritales de moyenne grandeur. Bourgeons saillants. Nœuds peu saillants, feuilles larges, régulièrement palmées. Palmartides à 5 lobes largement dentés. Dents aiguës pour les 3 lobes supérieurs et obtuses pour les 2 lobes inférieurs. Pétiole long, face supérieure vert clair, luisante, rugueuse et mamelonnée ; face inférieure plus pâle, molle, légèrement laineuse au niveau des nervures qui sont très-saillantes.

Muscat Engénien ou Muscat précoce (du Puy-de-Dôme). — Raisin de table, cépage vigoureux, assez fertile, grappe longue cylindrique, peu serrée, peu ailée, fruit gros, arrondi, d'un blanc ombré et d'un goût exquis. Assez précoce. Origine incertaine.

Classification des Cerises.

Une confusion regrettable existe dans les dénominations collectives appliquées aux diverses races du genre Cerisier. Ainsi dans certains pays on appelle Guignes ce qui ailleurs est appelé Cerise et réciproquement. Voici qu'elle est à cet égard la classification généralement adoptée par les auteurs ; c'est celle qu'emploie M. Mas dans son excellent livre *le Verger*.

M. Mas appelle Guignes les cerises dont la chair est tendre et molle, et dont le jus souvent coloré est doux et sucré ; Bigarreaux, celles dont la chair est ferme et croquante, et dont

le jus incolore ou peu coloré est doux et sucré ; Cerises, celles dont la chair est tendre et transparente, dont le jus est incolore ou presque incolore et sucré-acidulé ; Griottes, celles dont la chair est plus ou moins tendre, et dont le jus est sensiblement coloré, décidément acide, et même quelquefois astringent et mêlé d'une légère amertume.

Le Congrès Pomologique de France distingue, parmi les Cerises, deux sections : les Cerises proprement dites et les Cerises acidulées.

Nouvelle méthode de greffe en fente du noyer.

— Moyen d'obtenir des arbres vigoureux.

Aux méthodes que nous avons déjà indiquées (1) pour opérer la greffe du noyer, nous joignons le procédé suivant, publié par M. Willermoz dans le *Bulletin de la Société d'horticulture pratique* du Rhône, et dont cet éminent pomologue signale les heureux résultats. Le procédé est dû à M. Marie, horticulteur à Moulins. M. Marie commence par préparer ses sujets en pépinière, les choisissant sains, vigoureux et d'une jolie force, généralement à l'âge de 2 ou 3 ans. Il a le soin de les débarasser des forts rameaux qui se manifestent dans le bas, où il les ravale de manière à n'avoir plus qu'une tige droite et forte. Au mois d'avril, il coupe horizontalement le sujet à une hauteur convenable, à 1 mètre environ au-dessus du sol, et il a le soin de laisser, un peu au-dessous de la coupe, un petit bourgeon d'appel; il fend ensuite le sujet ainsi coupé par son milieu, mais de manière que le petit bourgeon ne soit pas altéré et puisse au contraire être conservé très-intact. La fente pratiquée, il taille en lame de couteau un scion, puis il l'insère dans la fente en ayant soin que les écorces du sujet et du scion coïncident parfaitement; mais il a la précaution de laisser un petit vide entre la base du scion et la base de la fente. La

1) V. B. 1863, p. 326 et 1865, p. 116.

greffe est ensuite liée et la coupe transversale mastiquée. M. Marie attache à côté de la greffe une baguette droite de bois sec, qui lui sert de tuteur pendant la première année.

Il faut ajouter à ces soins une précaution très-importante, celle de la récolte des scions, ceux-ci sont coupés sur les variétés de choix. On les prend à la partie supérieure de l'arbre et on choisit les mieux constitués et les mieux aoûtés. Ce choix se fait vers la fin de l'automne, ou longtemps avant d'opérer le greffage, et, afin de conserver les scions en bon état, on les place dans un milieu convenable, dans du sable, par exemple, au pied d'un mur et au nord.

M. Willermoz attribue la cause du succès obtenu par M. Marie : 1° à la préparation des sujets, au choix des scions, à l'époque à laquelle ils sont coupés et à la manière de les conserver; 2° au moment choisi pour l'opération et à la conservation du petit bourgeon d'appel; 3° enfin, au vide d'un centimètre environ laissé entre la base du scion et celle de la fente. En effet, la greffe et le rameau conservé dans le voisinage de la coupe du sujet, attirent la sève et en absorbent une partie, tandis que la surabondance s'écoule par la petite ouverture. C'est surtout ce petit vide, dit M. Willermoz, qui paraît être la grande cause de la réussite obtenue.

D'après le même article, pour obtenir des arbres droits, forts et vigoureux, M. Marie, 1 an ou 2 après la mise en place des sujets en pépinière, les rabat au printemps, à quelques centimètres en dessus du sol. Bientôt après cette opération, les arbres, pourvus d'une grande quantité de racines, repoussent; mais le jet le plus direct est seul conservé, et ce jet vertical croît avec une telle vigueur, qu'en peu de temps il est plus fort et plus élégant que l'arbre du même âge et de même essence, planté tout près de lui, qui n'a pas été rabattu.

Nous lisons, d'un autre côté, dans le *Bulletin de la Société impériale et centrale d'horticulture* :

« Il est plus avantageux de greffer les noyers au commencement d'août; la réussite est plus certaine qu'en greffant en mars.

En multipliant ainsi les bonnes variétés, on n'aura plus de déceptions à redouter. Nous engageons beaucoup les pépiniéristes à greffer les noyers; ceux qui viennent de semis dégénèrent et donnent souvent des fruits médiocres. »

**Génération et amélioration du ver à soie,
par le capitaine Hutton.**

Le *Bulletin de la Société impériale d'acclimatation* publie un article du capitaine Hutton, des Indes orientales, d'après lequel la coloration blanche actuellement dominante chez le ver à soie provient d'un affaiblissement et d'une dégénérescence due à la domestication. La coloration primitive de l'espèce serait la couleur grise, plus ou moins foncée, celle en un mot des vers *tigrés* ou *zébrés* qu'on remarque dans la plupart des chambrées.

M. Hutton a élevé à part des vers tigrés et des vers blancs. Les premiers ont produit une race qui est devenue de plus en plus foncée, et s'est fait remarquer par sa robusticité comme par sa résistance à la gattine. Les chenilles ont acquis beaucoup plus de force et de grosseur que les blanches, ont donné des cocons beaucoup plus volumineux et mieux faits, et, tandis que tous les vers blancs étaient malades, pas un des gris, quoiqu'ils fussent à côté des premiers, n'a été attaqué. Les papillons se sont fait remarquer par leur vivacité, les œufs par leur forte adhérence au papier, fait que M. Hutton considère comme un signe bien positif d'amélioration de la race.

La confiance que témoigne le savant entomologiste dans cet essai de régénération est partagé par son traducteur, M. le docteur Sacc, qui confirme, de son côté, la supériorité de robusticité des vers tigrés.

Quant à l'alimentation du précieux insecte, M. le capitaine Hutton pense qu'il n'y a pas d'exclusion absolue à faire dans le choix des espèces de mûrier, qu'il faut seulement que l'espèce soit adaptée au climat sous lequel on se trouve. Ainsi

il conseille pour les régions élevées et froides la feuille de mûrier noir, déjà employée en Calabre, en Sicile, en Grèce et en Espagne. D'après lui, l'usage de cette feuille n'influerait point sur la finesse de la soie, laquelle dépend uniquement du diamètre des sacs séricigènes dont sont munis les vers.

M. Hutton renouvelle la recommandation faite par M. Guérin-Méneville de ne point séparer les papillons accouplés, sous peine de s'exposer à n'avoir que des œufs stériles. Il faut laisser l'accouplement se terminer de lui-même et ne pas toucher aux insectes aussi longtemps qu'il dure.

De la sériciculture au Japon.

D'après une notice publiée par M. le docteur Mourier dans le même Bulletin, les provinces du Japon où la sériciculture est le plus en vigueur sont celles de Shin Siou et de Oshiou dans l'île de Nippon. Ces deux provinces avaient autrefois le monopole de la culture de la soie; plus tard cette industrie a été déclarée libre dans tout l'empire.

Viennent ensuite les provinces : de Dgio Shiou, qui récolte les plus belles soies du Nippon ;

De Koshiou, dont la soie est en général ferme, mais très-nette ;

De Shimot Seuké, qui a livré cette année, à cause de sa proximité de Yokohama, une assez grande quantité de graines à l'exportation ;

De Bou Shiou, qui renferme les villes de Edo, siège de l'administration taikounale, et de Yokohama et qui produit une soie assez inférieure.

Ces six départements occupent la chaîne ou les plateaux moyens de la chaîne transversale qui coupe l'île de Nippon dans toute sa longueur. Les bas-fonds et les vallées, à terrains gras et à arrosage, sont réservés aux céréales et aux légumes; les hauteurs, à *terrain léger*, sont consacrées entièrement aux mûriers, tandis que les conifères décorent les sommets plus élevés et peu habités.

Les champs de mûriers ont à peu près l'aspect de nos champs d'oliviers dans le midi de la France ; ni céréales, ni transaux ne sont établis sous leurs ombrages ; seulement, à diverses époques de l'année, le terrain est convenablement fumé et bêche. Généralement le *sauvageon* forme les bordures des enclos occupés par les *pleins vent* greffés. Comme soins propres, les individus ne reçoivent qu'une simple toilette d'émondage, et cela au moment des éducations et pour leurs besoins.

M. le docteur Mourier attribue d'heureux effets à cette pratique, tandis que, d'après lui, la taille, telle qu'elle est opérée en France, fait contracter à la feuille un excès de parties aqueuses, nuisible au ver à soie, et amène un prompt dépérissement de l'arbre.

Il attribue encore une heureuse influence au système des éducations, qui ne se font au Japon qu'en petit, et avec les seuls bras de chaque famille, la propriété y étant excessivement divisée.

La graine au Japon est alternée chaque année dans sa provenance. Ainsi, par exemple, Shin Siou élève une année la graine de Oshiou, Oshiou celle de Dgio Shiou, et Dgio Shiou celle de Shin Shiou, tandis que l'année d'après c'est l'inverse. N'y aurait-il pas là une sorte de régénération par les changements de milieu ?

Les cartons choisis demeurent suspendus au plafond de l'appartement où doit se faire l'éducation ; l'éclosion d'ailleurs est complètement abandonnée à la nature, et elle a lieu généralement de fin mars en 15 avril, selon les circonstances thermométriques. La température moyenne des pays séricicoles est de 12° pour avril, 16° pour mai, 19° pour juin. Les vers éclos sont recueillis sur des tables de bambou de grandeur moyenne (semblables aux *canisses* du midi de la France), et on leur donne du *sauvageon* jusqu'aux environs de la 4^e mue.

Deux fois par jour, la donnée a lieu : le matin, de 9 à 10 heu-

res ; le soir, vers 4 heures. La feuille, cueillie en ramuscules pendant toute la durée de l'éducation, est détachée à l'aide de ciseaux lavés et essuyés chaque fois, les jaunes, les fiétries, les tachées étant écartées avec soin. Elle est ensuite prise en masse et coupée d'autant plus fin que le ver est plus jeune.

A partir de la 4^e mue, la feuille greffée peut être employée arrachée des ramuscules triés, et donnée une fois de plus, suivant l'appétit du ver à l'époque qu'on nomme brife, mais qui n'est jamais bien marquée chez la race du Japon. Dans aucun cas, *elle n'est cueillie mouillée*, et la chambrée jeûne quand la nourriture en parfait état manque.

Pour bruyère, enfin, on emploie généralement les tiges sèches de colza couchées simplement sur les tables.

Comme soins généraux, la plus excessive, la plus minutieuse propreté ne cesse d'être mise en pratique; et les vers ne sont touchés qu'avec de petites baguettes de bambou dont le maniement devient, avec un peu d'usage, extrêmement facile. Du reste, pas de feu dans les chambres, les Japonais considérant le développement hâtif comme contraire à la santé et à la force générales; dans les cas cependant de froid exceptionnel ou d'humidité trop grande, quelques petits braseros de charbon de bois parfaitement allumé et en médiocre quantité, sont placés pour maintenir l'équilibre. Point de fumigations aromatiques ou autres; défense sévère de fumer, à plus forte raison de faire la cuisine sur les braseros; on évite même de se trouver plusieurs personnes réunies, pendant un certain laps de temps, dans l'appartement où se fait l'éducation, d'y parler avec de trop grands éclats de voix, d'y faire du bruit. Il va sans dire qu'à tous ces principes si sages, on ajoute celui de tenir les vers le plus clair-semés possible, et d'employer les intervalles des données à pratiquer une sélection perpétuelle, dans le double but d'assortir les âges et d'écarter les malades.

Le délitement est opéré à chaque mue, mais vu la modicité des données et le clair-semé des insectes, la litière doit se trouver et se trouve en effet en très-minime quantité.

Comme on doit s'y attendre, une éducation faite dans ces conditions ne dure pas moins de 50 ou 55 jours.

Mais qu'importe, si le résultat est favorable? Du reste, fait observer l'auteur, c'est ainsi, à peu de chose près, que se pratiquait en France la culture du ver à soie à l'époque de son introduction.

Distinction obtenue par un instituteur Lozérien à l'exposition générale des insectes.

Nous sommes heureux de publier l'extrait suivant du rapport sur l'apiculture qui a été fait par M. Hamet à l'occasion de l'exposition générale des insectes au Palais de l'industrie.

« M. Quintin, à St-Saturnin (Lozère), qu'on surnomme le patron des abeilles, surveille douze ou quinze cents ruches appartenant à autrui et disséminées dans un grand nombre de ruchers, et cela depuis dix ou douze ans. Le rucher de son école sert à des expériences, et, depuis trois ans, ses élèves reçoivent des leçons théoriques et pratiques. La Société d'agriculture, des sciences et arts de Mende, lui a affecté, depuis plusieurs années, une prime de 40, 60 ou 80 fr. »

Une médaille de vermeil, la seule de l'espèce, a été décernée dans cette solennelle circonstance à M. Quintin, qui a été signalé le second parmi les instituteurs se livrant à l'enseignement et à la pratique de l'apiculture.

Destruction des parasites par le Coaltar et l'Acide phénique.

Dans une note lue à la Société centrale d'Agriculture, M. Jules Lemaire a exposé que de ses nombreuses expériences sur le coaltar et ses dérivés il résultait que de très-petites quantités d'acide phénique, de benzine et d'aniline suffisent pour faire mourir les microphytes et un grand nombre d'animaux inférieurs; que, de plus, tous ces animaux fuient les émanations de ces mêmes substances.

Une solution aqueuse contenant 1 0/0 d'acide phénique détruit instantanément les acares qui donnent la gale à l'homme et aux animaux. Les poux, les puces, les punaises, le septé automnal, les teignes sont dans le même cas.

Les teignes de l'homme et des animaux, qui sont causées par des microphytes, sont aussi détruites par cette solution; seulement, pour ces dernières, M. Lemaire ajoute 2/5 de vinaigre ordinaire pour faciliter la pénétration du médicament à travers l'épiderme et lui permettre d'attaquer les microphytes qui existent jusqu'au fond des bulbes pileux. Une seule application suffit pour détruire les microphytes qui existent à la surface du corps, mais pour ceux qui ont envahi le fond des bulbes pileux, il faut répéter tous les jours l'application pendant un à deux mois. Il n'est pas besoin par ce moyen d'épilation.

Pour détruire les microphytes qui attaquent les végétaux supérieurs, la solution d'acide phénique au contraire ne peut pas être employée sans s'exposer à tuer du même coup les parties des végétaux qui les recèlent. Il ne faut pas alors que l'eau contienne plus d'un millième de cet acide. Pour répandre le mélange, le soufflet bruineur de M. Sales-Girons est d'un excellent usage.

Mais la difficulté de détruire les parasites sans nuire au végétal fait préférer à M. Lemaire l'emploi des émanations du coaltar et de l'acide phénique qui ont la propriété de faire fuir les animaux inférieurs. Pour cela il suffit d'incorporer avec soin 3 0/0 de coaltar à de la terre en poudre grossière ou à du sable, et de répandre sous les ceps, s'il s'agit d'une vigne, ou autour des autres plantes attaquées, une couche de 2 centimètres d'épaisseur de cette poudre. Les émanations du coaltar se répandent naturellement dans la plante et font rapidement mourir les microphytes; si une première application n'a pas fait tout disparaître, les rebelles ne résistent pas à une seconde couche de cette terre. M. Lemaire dit avoir ainsi combattu avec le plus grand succès l'*Oidium Tuckeri* et l'*Uredo Candida*, de même que les pucerons et les altises, et, d'après lui, les plantes,

sous cette influence, reprennent de la vigueur et le raisin malade guérit. Tant qu'il existe une quantité suffisante des principes volatils du coaltar, les escargots, les limaces, les larves ou les insectes parfaits, les lombrics terrestres ne s'approchent pas des végétaux. Lorsqu'on s'aperçoit que son action faiblit, on ajoute une nouvelle couche de poudre coaltarée à la première.

Lorsqu'on introduit dans le sol cette poudre coaltarée, tous les petits animaux sont mis en fuite, et les végétaux soumis à sa protection acquièrent une vigueur inaccoutumée. On obtient un résultat analogue en arrosant le fumier, au moment de l'enfourir, avec de l'eau phéniquée à 3/1,000, mais le résultat est moins durable qu'avec la poudre coaltarée.

Enfin M. Lemaire fait observer encore que le blé et tous les produits végétaux ou animaux que l'on conserve à l'état sec peuvent être préservés des moisissures et des attaques des insectes en imprégnant d'acide phénique l'air des magasins. Il suffit, lorsqu'on veut livrer ces substances à la consommation, de les exposer à l'air pour qu'elles perdent rapidement l'acide phénique qu'elles contiennent.

Emploi du bois de châtaignier dans la tannerie.

D'après M. Michel, le bois de châtaignier, réduit en une poudre grossière semblable au tan battu, effectuerait un tannage des peaux très-complet en moins de temps qu'il n'en faut avec l'écorce de chêne. L'inventeur dit avoir fait des expériences en grand pendant quatre années dans une tannerie importante, qui aujourd'hui emploie plus de 1,500 kilog. de bois de châtaignier par jour, et dont les cuirs ne laissent rien à désirer.

Ainsi la fabrication du cuir réaliserait des économies considérables, en même temps qu'un nouveau débouché s'offrirait à nos contrées productrices du châtaignier.

Procédé économique pour le coulage des lessives.

D'après la *Gazette de Lyon*, on a introduit dans cette ville un nouveau système de coulage de lessive produisant une telle économie qu'on a pu réduire ainsi les prix : 5 centimes pour une paire de draps, 2 centimes $1/2$ pour une chemise. Le reste se traite en liasse et à l'avenant. Plusieurs établissements de ce genre fonctionnent déjà.

On prend 1 kilog. de savon dont on fait, avec un peu d'eau et l'application de la chaleur, une bouillie qu'on étend de 45 litres d'eau et à laquelle on ajoute une cuillerée à bouche d'essence de térébenthine et 2 cuillerées d'ammoniaque, puis on fouette le tout avec un petit balai. L'eau doit être chaude au point seulement de pouvoir y tenir la main. On y introduit le linge sec et on l'y laisse macérer 2 heures avant de le savonner; seulement il faut avoir soin de couvrir le cuvier. L'eau de savon peut être réchauffée et servir une seconde fois, mais il faut y ajouter une demi-cuillerée d'essence de térébenthine et une cuillerée d'ammoniaque. Après que le linge a été savonné, on le rince à l'eau tiède et on le passe au bleu. Ce procédé épargne, comme on voit, beaucoup de temps, de travail et de combustible. Il fournirait, dit-on, un linge d'un plus beau blanc que tout autre mode, et n'exige pas le travail destructeur de la brosse pour purger convenablement le linge des impuretés qui le souillaient.



HARAS.

Ecoles de dressage autorisées à délivrer des brevets de capacité aux piqueurs et aux cochers.

L'administration des Haras s'est préoccupée de l'infériorité de la France vis-à-vis de l'Allemagne et surtout de l'Angleterre, sous le rapport de l'habileté des hommes d'écurie.

A Paris, et même dans quelques grandes villes, un nombre considérable de chevaux de luxe sont confiés aux grooms et aux cochers anglais, les Français ne donnant pas, la plupart du temps, les garanties de sécurité voulues, lorsqu'il s'agit de mettre en leurs mains des chevaux de prix impressionnables et délicats à manier.

Cette insuffisance d'éducation professionnelle, chez les hommes qui conduisent le cheval de service, existe aussi chez les serviteurs ruraux chargés des soins de l'élevage; néanmoins, l'administration des Haras s'est appliquée, dans ces derniers temps, à produire toutes les améliorations réalisables en stimulant les éleveurs par des encouragements, par des épreuves sur l'hippodrome et par des épreuves de dressage. Les cochers et les Jockeys français étaient seuls admis à ces épreuves comme pouvant courir et mériter. Le développement des écoles de dressage et l'ensemble des mesures adoptées, ont réalisé des progrès notables et amené, même dans quelques pays producteurs, une véritable révolution.

Afin de tirer tout le parti possible de ces améliorations et de créer un intérêt nouveau de nature à les

Partie agricole, etc.

11

compléter, S. Exc. M. le Grand Ecuyer de la Maison de l'Empereur a pensé qu'il serait bon de signaler à l'attention publique les cochers, piqueurs et grooms habiles dans leur métier, en leur faisant délivrer des brevets de capacité émanant des écoles de dressage subventionnées par l'Etat. Ces diplômes offriront les garanties que les amateurs de chevaux apprécieront pour les hommes qu'ils emploient, de même que ceux-ci trouveront intérêt à s'en assurer le bénéfice.

Cette innovation, qui a obtenu l'agrément de S. Exc. M. le ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, va être appliquée immédiatement.

Les brevets sont de trois degrés : 1^o piqueurs de selle et d'attelage ; 2^o palefreniers de suite à l'anglaise et cochers de 1^{re} classe ; 3^o cochers.

Un programme sommaire, déposé à la préfecture, bureau de la 1^{re} division, détermine l'objet de l'examen à subir pour obtenir ces différents diplômes, qui seront délivrés par les directeurs des écoles d'équitation et de dressage.

Les principes posés dans le *Manuel des piqueurs et cochers*, par M. le comte de Montigny, inspecteur général des écoles de dressage, feront foi pour les examinateurs comme pour les candidats. Cet ouvrage se trouve chez M. Dumaine, libraire-éditeur, passage Dauphine, Paris.

Le tableau des écoles de dressage subventionnées par l'Etat se trouve déposé, avec le programme, aux bureaux de la préfecture, où il sera communiqué, ainsi que le programme, aux personnes qui désireront en prendre connaissance.



**PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — MARS 1868.**

— 163 —

ARRONDISSEMENTS.	DÉSIGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTÉIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	21	21 04	14 75	14 75	12 07	12 32	12 35	12 33	7 33	7 33
	Meyrueis.....	19	19	17	17	15	15	14	14	7 50	7 75
	Pont-de-Montvert.....					14	14			15	
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	18 23	17 90	15 14	15 12	13	13	13 07	13 07	8 75	8 75
	St-Chély-d'Apcher.....					11 25	11 25				
	Marvejols.....	18	17 27			12	12	12 25			
	Servelette.....					11	11				
MENDE.....	Langogne.....					11 13	1 37	9 25	9 90	9 33	10
	Mende.....	18 30	18 25	14 20	14 20	12 25	12 25	11 75	11 75	8 75	8 25
	Villefort.....	17	17			14	14			10	10
	PAIX MOYEN.....	18 96	18 69	15 27	15 27	12 57	12 62	12 11	12 21	9 52	8 68

Mende, impr. de C. PRIVAT, successeur de J.-J.-M. et E. IGNON.

*Liste des publications reçues pendant le mois
de mars 1866.*

- Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires
du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés
savantes, les 19, 20 et 21 avril 1865.
- Journal des Savants, novembre, décembre 1865, janvier et
février 1866.
- Revue des Sociétés savantes, août et octobre 1865, janvier 1866.
- Du chaulage des terres et de la fabrication de la chaux dans le
département de la Mayenne, par MM. Dorlhac et Saminn,
directeurs-ingénieurs de mines, 1866.
- Documents relatifs à l'exposition des insectes, 1866.
- Séance publique de l'Académie d'Aix, 1865.
- Bulletin de la Société d'agriculture, etc. de Vaucluse, novem-
bre 1865, janvier et février 1866.
- Bulletin de la Société impériale et centrale d'agr., août 1865.
- Bulletin de la Société d'agr. de l'Hérault, 2^e semestre 1865.
- Bulletin de la Société d'agriculture de l'Ardèche, novembre et
décembre 1865, janvier 1866.
- Bulletin de la Société d'agriculture de Poitiers, juin, juillet et
août 1865.
- Bulletin de la Société d'acclimatation, août, novembre et dé-
cembre 1865, janvier 1866.
- Bulletin de la Société d'agr. de Mayenne, 3^e et 4^e trim. 1865.
- Bulletin de la Société d'agr. de la Drôme, nos 4, 5, 6 et 7, 1865.
- Bulletin de la Société d'horticulture de la Côte-d'Or, juillet, août,
septembre et octobre 1865.
- Bulletin de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, 1865.
- Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse, janvier 1866.
- Bulletin de la Société d'horticulture de St-Germain-en-Laye,
janvier 1866.
- Bulletin de la Société protectrice des animaux, septembre,
novembre et décembre 1865.
- Bulletin de la Société d'agriculture de Caen, 1864.
- Bulletin de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer, mai,
juin, juillet, août et septembre 1865.
- Bulletin de la Société de la Sarthe, 1^{er}, 3^e et 4^e trim. 1865.
- Bulletin de la Société d'agriculture du Rhône, août, septembre,
octobre, novemb. et décemb. 1865, janvier et février 1866.
- Bulletin de la Société d'agriculture de Poligny, nos 8, 9, 10,
11 et 12, 1865.
- Bulletin de la Société de pomologie de Chauny, nos 4 et 5, 1865.
- Bulletin de la Société d'agriculture d'Orange, 1865.
- Maitre Jacques, février 1866.
- Revue agricole du Lot-et-Garonne, août, octobre, novembre
et décembre 1865, janvier, février et mars 1866.
- Revue horticole, décembre 1865, janvier, février et mars 1866.
- Revue agronomique de Tarn-et-Garonne, nov. et décem. 1865.
- Revue agricole et industrielle de Valenciennes, décemb. 1865,
janvier 1866.

Journal d'agriculture pratique, décembre 1865, janvier, février et mars 1866.
 Journal d'agriculture, etc. de l'Ain, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1865.
 Journal d'agriculture progressive, 20 décembre, 4^e et 10 janvier et février 1866.
 Journal d'agriculture pratique pour le midi de la France, 1^{er} trimestre 1865.
 Journal de la Société impériale d'horticulture du Bas-Rhin, nos 3 et 4, 1865.
 Mémoires de la Société d'agriculture d'Angers, 1865.
 Mémoires de la Société académique de l'Aube, 1864.
 Mémoires de l'académie impériale de Metz, 1864-1865.
 Mémoires de l'académie des sciences, etc. de la Seine, 1865.
 Mémoires de l'académie de Stanislas, 1864.
 2^{me} séance générale des trois sociétés d'agriculture de la Loire, 13 février 1865.
 Messager agricole du Midi, décembre 1865, janv. et fév. 1866.
 Bulletin du Comice agricole de Vitry-le-Français, novembre 1865, janvier et février 1866.
 L'Agriculteur du Centre, novembre 1865.
 Archives de l'agriculture du Nord de la France, juillet, août, septembre, novembre et décembre 1865, janvier 1866.
 Mémoires de la Société des sciences natur. de Versailles, 1865.
 Annales de la Société d'horticult. de la Haute-Garonne, juillet, août, septembre, octobre et décembre 1865.
 Annales de la Société d'agr., etc. de la Loire, 2^e trim. 1865.
 Annales de la Société d'hort. de l'Hérault, mars et déc. 1865.
 Annales de la Société d'agricult. du Cher, 1^{er} semestre 1865.
 Annales de la Société d'agricult., etc. du Puy, année 1863.
 Annales de la Société d'agr. des Basses-Pyrénées, nov. 1865.
 Annales de la Société académique de Nantes, 1865.
 Annales de la Société d'hort. de Maine-et-Loire, 1^{er} sem. 1865.
 Annales de la Société d'agriculture de la Rochelle, 1865.
 L'Apiculteur, décembre 1865, janvier, février et mars 1866.
 Le Sud-Est, novembre et décembre 1865, janvier 1866.

LE MESSAGER AGRICOLE, revue des associations et des intérêts agricoles du Midi, publié sous la direction de M. le Docteur Frédéric Cazalis, paraissant le 5 de chaque mois. — 6 fr. par an. — Montpellier, à l'imprimerie Gras, rue du Grand-Galion, 2. — Paris, à l'agence Havas, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3.

L'APICULTEUR, journal des cultivateurs d'abeilles, marchands de miel et de cidre, publié sous la direction de M. H. Hamet, professeur d'apiculture au Luxembourg, paraissant du 4^{er} au 5 de chaque mois. On s'abonne à Paris en un mandat de 6 fr. à l'ordre de M. H. Hamet, directeur de l'Apiculteur, rue Saint-Victor, 67.

Les abonnements partent du 1^{er} octobre de chaque année.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,

Industrie, Sciences et Arts

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

TOME XVII. 1866

Mai et Juin.

MENDE

IMPRIMERIE DE C. PRIVAT, S^r de J.-J.-M. et E. IGNON,

Maison Rochette, rue d'Aigues-Passes.

1866.

SOMMAIRE.

PREMIÈRE PARTIE. — *Agriculture, etc.* — **SÉANCE** du 3 mai 1866, présidence de M. Delapierre, président, page 165; — Nominations, p. 167.

Sériciculture. — Rapport fait à la Société d'agriculture de la Lozère par M. Cathalan, géomètre-expert à Mende, p. 168.

Instruction pour l'emploi de la Baratte polyédrique, p. 180.

SÉANCE publique du 26 mai 1866, p. 184 : — Liste des Lauréats qui ont obtenu des primes, p. 185; — Discours de M. Delapierre, président de la Société, p. 187; — Rapport fait au nom de la Commission des cultures fourragères, p. 195; — Rapport de la Commission sur la distribution des primes aux anciens fermiers et serveurs ruraux, p. 199; — Rapport de la Commission des produits manufacturés, p. 209.

CONCOURS RÉGIONAL AGRICOLE DE 1866 : — Discours de M^r l'Evêque du diocèse de Mende, prononcé à la bénédiction des instruments exposés au concours, p. 213; — Toasts portés au banquet : Toast de M. de Loisne, préfet de la Lozère, p. 218; — Toast de M. Teissonnière, p. 220; — Toast de M. Calemard de Lafayette, p. 223; — Discours de M. le Préfet prononcé à la distribution solennelle des prix, p. 225; — Rapport de M. Calemard de Lafayette, sur la visite par le jury des exploitations rurales de la Lozère concourant pour la prime d'honneur, p. 240; — Proclamation des prix du concours régional, p. 282; — Distribution des prix aux maîtres et aux élèves des écoles d'adultes de la Lozère: Discours de M. Faye, inspecteur général de l'instruction publique, membre de l'Institut, délégué pour représenter S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique à cette solennité, p. 304; — Proclamation des prix accordés aux maîtres et élèves des écoles d'adultes, p. 316.

SÉANCE du 14 juin 1866, présidence de M. Béliben, vice-président, p. 323; — Nominations, p. 324.

DEUXIÈME PARTIE. — *Histoire et archéologie.* — Criées publiques et règlements de police municipale dans le Gévaudan, par M. André, archiviste, p. 41.

Mode de nomination des notaires, par M. E. Benoit, notaire à Villefort, p. 54.

SÉANCE DU 3 MAI 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

**Présents : MM. ROUS et BÉLIBEN , vice-présidents ,
ANDRÉ, archiviste, BONNEFOUS, l'abbé BOSSE , BOYER ,
CATHALAN, MÉLY, MONTEILS, MOULIN , PRIVAT, l'abbé
RIGAL et VINCENS.**

— M. le Président donne lecture de la lettre suivante qui lui a été adressée par S. Exc. M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

Paris, le 21 avril 1866.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ,

Ainsi que vous m'en aviez exprimé le désir, j'avais admis hors concours, à l'exhibition régionale de Mende, les produits agricoles désignés dans la déclaration que vous m'aviez fait parvenir.

Vous demandez aujourd'hui que les produits dont il s'agit soient exposés sous le nom de leurs possesseurs, tout en composant une exposition d'ensemble formée sous le patronage de la Société d'agriculture de la Lozère.

Je suis tout disposé, Monsieur, à répondre à votre désir, et je vous prierai de m'indiquer *immédiatement* les noms et domiciles des divers exposants que votre lettre ne me fait pas connaître, ainsi que la désignation des produits envoyés par chacun d'eux.

Recevez, etc.

M. le Président fait connaître que, le 24 avril, il a été satisfait à la demande de S. Exc.

Partie agricole, etc.

12

— M. le Président expose que le moment est venu d'instituer la commission qui sera appelée à visiter les exploitations rurales concourant pour l'obtention de la prime destinée aux meilleures cultures fourragères.

MM. Bourrillon (Xavier), Brajon, ancien maire de Balsièges, Martin, maire de Cubières, et Trémolet, propriétaire à Hielzas, commune de la Parade, sont nommés membres de cette commission.

— MM. Rous, l'abbé Polge et Hermantier sont désignés à l'effet d'examiner les demandes produites pour l'obtention des primes instituées en faveur des plus anciens fermiers et serviteurs ruraux.

— MM. Béliben, Bourrillon (Henri), Jaffard, Jourdan, Martinet et Vincens sont nommés membres de la commission chargée de l'organisation de l'exposition des produits manufacturés du département et de leur examen.

— Le Congrès pomologique de France a adressé à M. le Président un questionnaire, concernant les diverses variétés de pommes, qui sera remis au pépiniériste de la Société pour être rempli.

— Sur la proposition qui lui en est faite, un crédit de 25 fr. est mis par la Société à la disposition de M. l'abbé Bosse pour exécuter des fouilles sur la montagne de la Boulène, où existent les vestiges d'un ancien monument.

— M. Moulin lit une notice sur les reboisements.

— Il est également donné lecture d'une lettre de M. Chaze, de Pierrefiche, relative au mode de culture des terrains granitiques et à l'apiculture.

— M. le docteur Monteils fait don à la Société, qui lui

en exprime ses remerciements, des médailles ci-après :

Une médaille de confiance de 5 sols, frappée en commémoration du pacte fédératif du 14 juillet 1790.

Un écu de 3 livres à l'effigie de Louis XIV (1702).

Une monnaie française de 1620.

Un Adrien, empereur.

Un Diva Fausta.

— **M.** de Lapparent, inventeur du *lien automatique* et inaltérable pour gerbes de blé, bottes de foin, etc., a envoyé un échantillon de ce petit appareil, d'une grande simplicité, et qui peut être livré aux agriculteurs à raison de 50 fr. le mille.

— **M.** Cathalan dépose sur le bureau, avec un plan explicatif, un rapport dans lequel il développe la manière dont il élève les vers à soie, et contenant la description de son atelier.

NOMINATIONS.

Membres titulaires.

MM. MALEPLANE, trésorier-payeur général à Mende ;
SAURY, maire de Banassac ;
BRUNET (Sylvestre), propriétaire à la Canourgue.

Membres associés.

MM. SABASTIER (Baptiste), propriétaire au moulin de Chauvets, commune de Langogne ;
ARAGON, maire de St-Pierre-des-Tripiers ;
DURAND, professeur de 4^e au collège de Mende.



SÉRICICULTURE.

**RAPPORT fait à la Société d'agriculture de la
Lozère par M. CATHALAN, géomètre expert
à Mende, membre associé.**

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ,
MESSIEURS ,

J'eus l'honneur de présenter à la Société d'agriculture, à la séance du six juillet dernier, une certaine quantité de cocons à soie, adhérant dans les rainures de trois claies coconnières et provenant de l'éducation que je venais de faire. Monsieur Delapierre, président, accompagné d'une partie des membres de la Société qui assistaient à ladite séance, se rendit chez moi, et, après avoir visité le restant de l'éducation qui se trouvait sur l'appareil, voulut bien m'inviter à produire à la Société un plan entièrement conforme à mon atelier, avec toutes les modifications que j'avais faites sur les claies coconnières, et sur les échelles d'escalade inventées par M. Davril.

D'après ce plan, que je dépose sur le bureau, tout l'atelier est seulement porté par trois montants, fixés vers le milieu, entièrement suffisants pour garantir la solidité. Un plus grand nombre de montants augmentait de beaucoup les frais de construction, occasion-

nerait un très-grand embarras pour le service de l'éducation, et serait entièrement inutile.

Par conséquent, trois montants doivent supporter deux rangées de claies, quatre montants doivent en supporter trois, et cinq montants doivent en supporter quatre, etc... Il importe à tout propriétaire-construteur de bien calculer l'étendue de son local, afin de laisser au pourtour de l'atelier un espace suffisant, soit pour la manœuvre du service, soit pour donner à manger aux vers, soit pour les déliter le plus souvent possible de leur résidu, soit enfin pour retirer chacune des claies de leur rainure à l'effet de les placer sur une table à la commodité du délitemment, d'apprécier plus facilement l'état de chaque ver et de retirer tous ceux qui peuvent se trouver inégaux ou difformes.

Indication en détail pour la Construction.

Plusieurs cultivateurs (selon leur coutume routinière dont il est fort difficile de les détourner) élèvent comme ils peuvent une certaine quantité de vers à soie sur de mauvaises planches, ayant déjà servi pour de précédentes éducations et infectées de la maladie épidémique; d'autres emploient des nattes mal entrelacées, dans le tissu desquelles il est resté inaperçue une partie des matières fécales des autres éducations, l'infection morbide se trouvant imbibée dans l'intérieur des planches comme dans la cannelure des roseaux: tel est le résultat constaté par ceux qui ont badigeonné leurs planches avec de l'eau de chaux, trempé leurs canisses dans de la solution de sulfate de cuivre, dans le chlorure de chaux: ils ont atténué provisoirement la maladie,

mais il n'en ont nullement détruit les causes. Un propriétaire aisé et intelligent doit se garder d'abandonner ses éducations à des fermiers indolents ou à des ouvriers plus ou moins maladroits, surtout s'il peut s'occuper lui-même de cette industrie, si attachante et si entraînante. Il doit essayer, en petit ou en grand, selon ses moyens, l'établissement des claies Davril, et, une fois qu'il les aura expérimentées, il n'en voudra pas d'autres.

Un tel atelier me paraît avoir une si grande importance qu'il prouve, pour l'avenir de la sériciculture, par la propreté, la facilité de surveiller commodément tous les vers, l'économie de temps employé au service et le renouvellement complet annuel, au moyen d'un nouveau papier, ainsi qu'il sera expliqué plus loin, que je crois devoir indiquer ici la manière de le construire.

Le système de cette construction est :

1° De bien prendre les mesures pour observer exactement l'espace de la pièce où l'on veut l'établir, l'épaisseur et la largeur des tringles qui composent les claies et les échelles de montage, et les points où ces tringles doivent être placées.

2° Les tringles plates doivent avoir exactement 6 millimètres d'épaisseur sur 15 millimètres de largeur.

3° Les tringles carrées (ou tasseaux) auront 16 millimètres sur les quatre faces ; le tout cloué de telle manière que les rainures triangulaires, formées par la superposition des deux grilles composant la claie, offrent 3 centimètres sur 4 centimètres et demi de profondeur ; cette dimension des rainures est de la plus haute importance, l'expérience ayant démontré

à l'auteur du présent rapport que c'était l'espace le plus favorable pour faire filer les vers.

4° Quant aux rebords des claies, qui sont le côté du cadre vu de face, une largeur de 8 centimètres, sur 8 millimètres d'épaisseur, paraît être la plus convenable ; mais , soit pour les tringles , soit pour les tasseaux et les rebords, l'on doit choisir des morceaux de bois qui soient bien de fil et offrant le moins de nœuds possible. Il est bon encore que le tout soit débité à la scie mécanique, afin d'obtenir une régularité plus parfaite et plus économique.

5° Pour rendre les tringles d'une largeur exactement égale et droites, on peut les raboter sur chaque champ ; mais il est fort à propos de laisser sur leur largeur toutes les aspérités de la scie, attendu que cela facilite la montée des vers dans les échelles, ce qui leur est de la plus grande utilité pour attacher aux tringles leurs premiers fils servant à fixer les cocons dans les crans des claies.

6° L'on peut simplifier de beaucoup la confection des claies en établissant des formes pour l'assemblage au moyen d'un cadre qui détermine les dimensions que l'on veut donner à la claie en longueur et en profondeur ;

7° Les formes de chaque bout de claie doivent avoir 46 millimètres de largeur sur 16 millimètres d'épaisseur. On creuse des entailles de chaque côté, de manière à pouvoir y placer, sur champ, les tringles plates à 27 millimètres de distance entre elles ; on les cloue ainsi plus facilement et plus régulièrement sur les deux tasseaux que l'on place à égale distance vers le milieu de la claie.

8° Chaque forme doit avoir une rangée d'entailles de chaque côté, lesquelles s'entre-croisent elles-mêmes, c'est-à-dire que d'un côté une entaille répond au plein laissé de l'autre côté par deux entailles, comme une tringle plate répond au vide laissé de l'autre côté par deux tringles ; ainsi les crans, entre chaque rangée des tringles plates, doivent avoir une distance de 27 millimètres ; c'est la distance la plus convenable, ainsi qu'il est dit plus haut.

9° Les tringles pour les échelles doivent avoir les mêmes dimensions que pour les claies. Elles doivent être clouées sur deux tasseaux placés à la même distance et dans les mêmes dispositions du plan.

10° La largeur de l'atelier est de 1 mètre 50 centimètres, formé par deux claies que l'on fait glisser, une de chaque côté, comme des tiroirs, dans la coulisse des supports, lesquels sont entaillés à demi-bois et solidement fixés, par un boulon à écrou, aux trois montants qui portent tout l'appareil. Les personnes qui veulent se donner la peine d'étudier un plan, ne tardent pas à le comprendre ; on évite ainsi des méprises décourageantes dans l'application. J'aime à croire que les explications que je donne, et qui résultent de plusieurs années d'une suite d'études et d'expériences, suffiront aux éducateurs qui désireront confectionner mon appareil. Je leur conseille de faire d'abord un modèle ou patron de claie et d'échelle, afin que le tout soit coupé de même longueur, mêmes largeur et hauteur, pour pouvoir être placé indifféremment dans tous les étages et rainures de l'atelier, les étages et cages ayant été préalablement établis sur des dimensions exactement égales.

Manière de placer les échelles.

Cette opération exige le concours de deux personnes seulement : la première prend l'un des bouts de l'échelle de la main gauche, place la droite vers le milieu et passe l'autre bout horizontalement dans l'étage, à celle qui l'attend de l'autre côté ; elles ont soin de faire embrasser les deux rebords des claies qui se trouvent au milieu de l'étage par la rainure pratiquée au milieu de l'échelle ; elles redressent ensemble l'échelle pour la mettre d'aplomb, la fixent de chaque côté au-dehors du rebord de l'étage supérieur avec une vis qui passe par le trou d'épingle du tasseau, lequel dépasse de 8 centimètres au-dessus des tringles plates. (*Voir le plan.*)

Ces échelles permettent de supprimer les bruyères, les genêts, la lavande, le colza, les branches de bouleau ou tout autre bois mince et souple destiné à former des cerceaux, pour que les vers y puissent ourdir leurs cocons, système défectueux et fort difficile à arranger ; très-souvent il obstrue l'air, il est très-sujet à l'incendie, il a besoin d'être renouvelé chaque année, le placement demande beaucoup de temps et de main-d'œuvre. On sait du reste que ce genre d'emburgage présente une certaine force de résistance ; les bruyères, genêts et autres, courbés pour faire des cabannes, tendant toujours à soulever les étages supérieurs, provoquent la chute des vers, et souvent leur perte, tandis que le plus léger, le plus facile à poser est le système que j'emploie ; il est aussi le plus aéré, le plus propre, le plus commode pour le service et en même temps le plus solide ; voilà les avantages que l'on retire

des claies et des échelles Davril, que l'on peut manier avec la plus grande facilité; la moindre des précautions suffit pour qu'elles durent indéfiniment, faisant par là disparaître toutes sortes d'objections.

Ce n'est pas tout, pour dégager la blaise ou bourre qui est restée entre les crans des tringles, l'on met le feu au papier ayant servi à l'éducation; la flamme purifie complètement la boiserie et en enlève tous les miasmes sporadiques. Un nouveau papier étant ensuite collé sur la claie, l'appareil se trouve renouvelé à neuf chaque année, après avoir flambé rapidement les échelles avec du genêt ou tout autre léger combustible.

Ce système offre encore aux vers une facilité, que l'on peut dire merveilleuse, pour monter dans les échelles et se placer dans les claies; l'on n'a pas, ou presque pas, de courts; une fois montés, les vers tombent rarement; en outre, l'appareil étant bien établi, la distance des tringles bien observée, pour un seul ver et pour un seul cocon, il en résulte qu'il n'y a presque pas de doubles. On sait que, dans les boise-ments ordinaires, on compte jusqu'à 20 pour cent de cocons doubles; or, ces cocons ne se filant pas, ne valent que 60 centimes le kilogramme. Il importe donc à tout éducateur de prendre cette réduction de perte en grande considération. Enfin, les claies Davril sont encore précieuses pour la bonne exécution, la propreté et la rapidité du décoconnage; les vers morts et les cocons fondus ne peuvent jamais salir les bons cocons comme dans les autres systèmes de boisement, et rien de plus aisé pour pouvoir les enlever.

En jetant un coup-d'œil sur le plan, on voit que

mon atelier est formé de six étages, ayant chacun quatre claies; chaque claie a 1 mètre 50 centimètres de longueur sur 75 centimètres de largeur; la surface de chaque étage est de 4 mètres 50 centimètres, lesquels, multipliés par 6, donnent pour la surface de tout l'atelier 27 mètres carrés, pouvant recevoir l'éclosion de 50 grammes de graine, qui consommera 1,500 kilogrammes de feuille.

Frais de construction.

1° Vingt-quatre claies à 4 fr. chaque.....	96 fr.
2° Bois pour les trois montants et supports.	33 —
3° Pour boulons, pointes et vis.....	15 —
4° Trente échelles à 1 fr. 50 c. chaque.....	45 —

Les frais de tout l'atelier sont de..... 189 fr.

Ce qui donne 7 francs par mètre carré.

Si l'on évalue la dépense du système des tables que l'on a employé jusqu'ici pour construire un atelier, soit en planches grossières de peuplier, soit en nattes tressées d'osier ou de roseau, qu'on appelle *canisses*, soit même en toile de canevas et autres, y compris la main-d'œuvre, le cadre en bois qui doit supporter les dites planches ou *canisses*, les clous et pointes qui doivent consolider tout l'appareil à demeure fixe; plus la recherche, chaque année, du boisement nécessaire à l'*emburgage* et le placement dans les divers étages de l'atelier, on trouve pour terme moyen un chiffre de quatre francs cinquante centimes par mètre carré. Ainsi les 27 mètres font 121 fr. 50 c.

La différence est de 2 fr. 50 c. par mètre carré, et de 67 fr. 50 c. pour tout l'atelier.

Le système Davril pouvant durer indéfiniment, n'exigeant que du papier de rechange et offrant les garanties les plus grandes de salubrité, on ne doit pas hésiter à l'employer de préférence à tout autre système, alors surtout que nous croyons avoir démontré qu'il est le moins coûteux en raison de sa longue durée et de l'économie de main-d'œuvre qu'il procure pendant l'éducation.

De l'importance du local.

1° Pour un atelier de 3 mètres de longueur sur 1^m 50 de largeur, ayant six étages et portant 24 claies, il faut une pièce de 3 mètres de hauteur, 5^m 50 de longueur et 4^m de largeur, ce qui doit laisser 1^m 25 au pourtour pour le service.

2° On peut placer deux ateliers de cette même dimension, l'un en face de l'autre, dans une même pièce de 7 mètres de longueur sur 5^m 50 de largeur, pouvant avoir entre les deux un espace de 1 mètre 25 centimètres, égal à celui du pourtour ; un escabeau de 1 mètre 25 centimètres de hauteur est suffisant pour pouvoir distribuer la feuille et pour le service du délitement.

3° Quiconque aurait des pièces d'une plus grande dimension, soit en longueur, soit en largeur, pourrait y placer des ateliers à 4 ou à 5 montants et plus. Si la hauteur est de 4 mètres, on peut y faire 8 étages, en observant scrupuleusement qu'il faut que la servitude soit de 1 mètre 25 centimètres au pourtour, comme dans le passage intermédiaire qui doit se trouver entre les ateliers, afin que les personnes placées, une à chaque bout de la claie, puissent la sortir de ses rai-

nures pour la placer sur une table disposée pour l'observation attentive des vers malades, inégaux ou difformes, et pour faciliter le délitement. Dans aucun cas, l'atelier ne doit jamais être adossé au mur.

Délitement des vers.

Certains éducateurs se servent de filets en fil, qui coûtent, à Paris, chez M. Lebatard-Clavaux, rue Coquillière, n° 45, quatre-vingts centimes le mètre carré; mais il est plus économique et plus commode de se procurer du papier sans fin, un peu fort (n'importe la couleur), que l'on coupe par bandes de 40 centimètres de largeur sur 75 de longueur, ou même par carrés de la dimension que l'on désire ; l'on place plusieurs feuilles l'une sur l'autre, et, au moyen d'un emporte-pièce du diamètre d'un sou, que l'on frappe avec un marteau, dans un quart-d'heure on en perce une quantité considérable. Il est bon de percer les trous sur des lignes droites, à deux centimètres de distance l'un de l'autre, afin que le papier puisse supporter le poids des vers en les changeant d'une claie à l'autre tandis que les filets en fil sont très-incommodes lorsqu'ils sont chargés de vers.

Observations sur la tenue des vers dans leurs différents âges.

Je dois faire remarquer ici que les vers demandent les soins les plus minutieux dans leurs premiers âges. Trop souvent les éducateurs confient les jeunes larves à des mains négligentes ou inexpérimentées, et sont ensuite surpris des tristes résultats qu'ils obtiennent.

Le ver à soie, dans le premier âge, est d'une délicatesse et d'une fragilité extrêmes; il demande la surveillance la plus active et la plus intelligente. C'est ici le cas d'imiter les être animés qui donnent à leur progéniture naissante plus de soins que lorsqu'elle a grandi, attendu que sa faiblesse l'expose à plus de dangers. Ainsi, il est fort utile de donner aux vers du premier âge une aération modérée et peu de nourriture; comme leurs excréments et le peu de résidu de leurs faibles repas sèchent sans exhalaison, il suffit de les déliter deux fois seulement dans la première et la seconde mue; mais, passé la troisième, il est bon de les déliter tous les deux jours. Les vers accumulés sur les claies, leurs excréments et le résidu volumineux des feuilles forment d'épaisses litières qu'il faut enlever promptement, au risque de les voir changer en véritable fumier à exhalaison putride et à émanations pestilentielles, causes incessantes des maladies. On doit donc tenir les vers dans la plus grande propreté possible. Si la température atmosphérique le permet, renouveler l'air chaque jour pendant une demi-heure, ou bien deux fois par jour pendant un quart-d'heure, en ouvrant les deux fenêtres se correspondant; ce mode de procéder rend à l'air sa pureté, et l'expérience nous a démontré que ce système d'aération est de beaucoup préférable à celui de M. Darchet, qui recommande les soupapes et cheminées d'appel, destinées à élever ou à abaisser la température. A la suite de cette opération, il est fort à propos de faire une légère fumigation aromatique au moyen de tiges sèches brisées de lavande, mêlées avec du sucre pilé, que l'on jette sur des charbons ardents dans une chaufferette portative, en faisant un

ou deux fois le tour de l'atelier ; cette opération dissipe toutes les mauvaises odeurs et dispose les vers à un appétit irrascible pour manger la feuille.

Je dois revenir sur le délitement sus-indiqué pour faire remarquer qu'il offre, non-seulement les moyens d'opérer avec promptitude et facilité, mais encore la faculté de laisser sur la litière tous les vers faibles, malades et inégaux, de manière à ne prendre seulement que ceux qui sont bien robustes et bien portants, ce qui est précieux pour éloigner la contagion, rétablir l'égalité parmi les vers, et les faire monter tous ensemble ; mais en les changeant de claies au réveil de chaque mue, on doit leur laisser un espace double de celui qu'ils occupaient précédemment, vu qu'ils ont augmenté en grosseur et en dépense.

L'on remarque encore que les filets en fil de la dimension d'un mètre carré, sont tout-à-fait incommodes après la quatrième mue, lorsque les échelles sont dressées ou les cabannes des bruyères formées ; au lieu qu'en coupant le papier de la longueur et de la largeur des cages à échelle ou cabannes en cerceaux, on peut, par ce moyen, délitter tous les deux jours jusqu'au dernier moment, préserver les vers des déjections auxquelles ils sont exposés au moment le plus critique, et, avec ce système de délitement, on a le double avantage de rouler ensemble la litière avec le filet en papier ; les échelles ni les cabannes ne peuvent être dérangées, et aucune molécule ne peut s'échapper ; on déroule ensuite le tout au fur et à mesure, avec précaution, dans une toile disposée à cet effet, et l'opération s'exécute ainsi avec toute la facilité et la rapidité que l'on peut désirer.

Une personne seule peut déliter les vers : papiers percés en faisant glisser chaque feuille chargée de vers sur une petite planche mince des cases de la claie voisine ; mais il est préférable de se mettre deux personnes, afin que l'une tienne le filet fixe de l'autre côté, du temps que celle qui glisse la planche dans la case puisse la retirer légèrement vers elle et laisser en place le filet chargé des vers.

Je pense que les indications qui précèdent, sur la construction, soit pour les soins et le délitage des vers, sont suffisantes à toute personne qui veut construire un atelier conforme au mien. Dans le cas où quelque éducateur aurait besoin d'autres indications, je me ferai un plaisir de les lui donner.

INSTRUCTION

pour l'emploi de la Baratte polyédrique



Opération avec le lait.

Quoique le système Polyédrique présente, par la multiplication des chocs produits par les angles, l'avantage de pouvoir opérer indistinctement soit avec la crème fraîche ou vieille, soit avec le lait conservé plusieurs heures, ou sortant immédiatement du pis de la vache, nous ne conseillerons cependant ce travail que comme expérience seulement ; parce que, dans cette condition, une partie des molécules grasses, étant encore à l'état oléagineux, échappent à la cohésion, et qu'en conséquence le rendement est

abondant : on devra donc, pour opérer, attendre que le refroidissement soit complet.

On verse alors dans la baratte environ un quart de sa capacité d'eau dont la température doit varier suivant la saison et celle de l'atmosphère, et du lait que l'on doit battre, c'est-à-dire, fraîche dans les grandes chaleurs d'été, tiède lorsque la température est moyenne, et un peu plus chaude qu'un bain (45 degrés centigrades environ) pendant le froid. On laisse cette eau pendant cinq minutes dans la baratte, après l'avoir tournée quelques tours; puis on la fait écouler pour procéder au travail du beurre.

A cet effet, on introduit le lait dans la baratte qui ne doit jamais être remplie plus haut que la moitié de sa capacité, c'est-à-dire la hauteur de l'arbre que traverse la palette à dents, et l'on ferme avec le bouchon en liège garni d'une toile double et maintenu par la petite planchette.

On tourne alors la manivelle avec une vitesse moyenne de 120 tours à la minute à peu près, et de temps en temps, surtout dans le commencement de l'opération, on ouvre pendant quelques secondes le petit bouchon pour renouveler l'air intérieur. Si au bout de cinq minutes le beurre n'était pas granulé, mais que le lait parût au contraire se mettre en mousse, signe que l'on opère sous une température trop basse (la plus favorable est celle de 18° centigrades) on ajoute au lait 1/20° de son volume d'eau chaude, et, après avoir tourné quelques minutes seulement, le travail sera complètement terminé.

Le beurre étant rassemblé à la surface du liquide, on laisse écouler par le petit bouchon environ la moitié

du lait; puis on bat à peu près une minute, après laquelle on retire la palette et on laisse écouler de nouveau la presque totalité du lait restant : on tourne alors quelques tours lentement, et après avoir fait sortir le peu de lait qui restait encore, on procède au lavage.

A cet effet, on verse sur le beurre une quantité d'eau fraîche égale à peu près au quart du lait employé : on tourne quelques tours lentement, puis on rejette par le petit bouchon cette eau que l'on remplace deux ou trois fois, enfin jusqu'à ce qu'elle sorte bien claire, c'est-à-dire que le beurre et l'intérieur de la baratte en même temps soient bien lavés.

Le beurre étant à sec, et l'appareil refermé une dernière fois, on tourne quelques tours très-lentement pour rouler et réunir complètement le tout en une ou plusieurs boules, qui tomberont d'elles-mêmes dans un vase d'eau que l'on place en dessous de l'ouverture.

Opération avec la crème.

Pour opérer avec la crème, la préparation de la baratte est exactement la même qu'avec le lait, ainsi que le travail, si ce n'est que les masses butyreuses étant plus fortes, on peut, pour abréger le temps, laisser écouler tout le lait de beurre d'une seule fois. Nous ne dirons donc que quelques mots sur le choix et la préparation de la substance elle-même.

Pour obtenir des produits bons et abondants en même temps, il faut éviter de laisser cailler le lait, et que la crème ait été levée depuis 12 heures au plus, en été, et 48 en hiver; si, ayant été conservée trop longtemps, cette crème est très-épaisse et paraît contenir une très-grande quantité de *caséum* et peu de *sérum*,

s'il s'en dégage une odeur sure et forte, enfin, si elle est boursoufflée (indice d'un commencement de fermentation putride), on l'étendra d'une fois au moins son volume d'eau, légèrement tiède en hiver, et à la température ordinaire en été, pour délayer le caséum déjà formé. Il va sans dire qu'il en faut ajouter d'autant moins que la crème est moins épaisse, mais il en faut toujours ajouter au moins un quart; et on opérera du reste, pour le battage, comme nous l'avons enseigné plus haut pour le lait, et si, dans l'un et l'autre cas, l'opération a été bien conduite, le travail total pour battre, laver et réunir le tout, ne devra pas en toutes saisons avoir excédé vingt minutes avec le lait, et douze avec la crème.

Nota. Pour resserrer les joints et en même temps faire disparaître le goût du bois que le beurre pourrait contracter les premières fois que l'on se servira de l'appareil, il est bon de le préparer de la manière suivante :

Après l'avoir lavé et abreuvé pendant une heure avec de l'eau fraîche que l'on renouvelle deux fois, on emploie en dernier lieu du lait tiède que l'on bat jusqu'à ce qu'il ait donné du beurre.

Ainsi préparée une fois, la baratte n'aura plus besoin pour l'avenir que d'être lavée après chaque opération, comme les barattes ordinaires, avec de l'eau chaude. On la laissera ensuite ouverte dans un lieu frais, sans être humide, la grande ouverture en dessous.



SÉANCE PUBLIQUE DU 26 MAI 1866.

Une séance publique a eu lieu, le 26 mai, à l'occasion du concours régional agricole de Mende. Elle a été présidée par M. Delapierre, président, qui avait à ses côtés M. le Préfet de la Lozère, M^{sr} l'Evêque de Mende, M. le général d'Aurelle de Paladines, et plusieurs membres du bureau.

M. le commissaire général du concours régional Rendu a fait connaître, par une lettre adressée au Président, qu'un travail urgent ne lui permettait pas de se rendre à la séance.

Le principal objet de la réunion était la distribution des prix et des médailles institués, soit par l'Etat, soit par la Société, en faveur des meilleures cultures fourragères, des plus anciens fermiers et serviteurs ruraux, des meilleurs produits manufacturés du département, et des produits ligneux travaillés tirés des forêts de la Lozère.

M. le Président a ouvert la séance en prononçant un discours dans lequel il a développé le but que poursuivait la Société d'agriculture en instituant des primes et en récompensant les lauréats dont les noms allaient être proclamés.

Après ce discours, vivement applaudi, il a été donné lecture :

1^o Par M. Bourrillon (Xavier), du rapport au nom de la Commission instituée pour visiter les exploita-

tions admises au concours et apprécier le mérite des concurrents pour la prime des cultures fourragères ;

2° Par M. Hermantier, du rapport au nom de la Commission formée pour examiner les demandes des anciens fermiers et serviteurs ruraux ;

3° Par M. Jaffard, du rapport au nom de la Commission des primes à décerner aux meilleurs produits manufacturés du département.

Ces divers rapports, écoutés avec le plus vif intérêt, sont publiés dans le *Bulletin*.

L'exposition des produits ligneux travaillés tirés des forêts de la Lozère, qui a été visitée par une Commission composée de MM. Delapierre, Grosjean, Des Molles, Joseph de Chapelain et Malacrida-Fontana, a été également l'objet de récompenses décernées.

**LISTE des Lauréats qui ont obtenu des primes
dans la présente séance.**

Cultures fourragères.

- Une médaille d'argent et 500 fr. à M. Vachin, prop. au Fraisse,
com. de Ste-Enimie.
- Une médaille de bronze et 300 fr. à M. Caupert (Auguste), pro-
priétaire à Mende.
- 100 fr. à titre d'encouragement, à M. Pratlong, d'Hielzas, com-
mune de la Parade.
- 100 fr. id. , à M. Rousset, de Cubières.

Fermiers et serviteurs ruraux.

- Une médaille d'argent et 100 fr. au sieur Julhan Brès, fermier au
Mazel, com. de St-Germ.-de-C.
- Une médaille d'argent et 60 fr. au sieur Louis Vizier, valet de
fer. au Bruel, c. de Pin-Moriès.
- Une médaille d'argent et 50 fr. à Catherine Julien, servante de
fer. à Combettes, c. de Javols.
-

Produits manufacturés du département.

- Une médaille en vermeil à MM. Mély père et fils, manufacturiers à Mende.
- Une médaille d'argent à MM. Ollier père et fils, manufacturiers à Marvejols.
- Une médaille de bronze à M. Chapel d'Espinassoux, manufacturier à Marvejols.
- Une mention honorable à MM. Filliot et Massebeuf, fabricants de tissus à Marvejols ; Laviniolle père et fils, manufacturiers à Mende ; Bancilhon, fabricant de chapeaux à Meyrueis.
- Rappel de la médaille d'argent attribuée, l'année dernière, au couvent de l'Union chrétienne, de Mende, pour l'industrie de la dentelle.
- Une prime de 20 fr. au couvent des dames Ursulines d'Ispagnac, pour l'industrie de la broderie.
- Une prime de 20 fr. au couvent des dames de la Présentation de Chanac, pour l'industrie de la broderie.
-

Produits ligneux travaillés tirés des forêts de la Lozère.

- Une médaille d'argent à M. Saury, Banassac (fabrique de placages, bois de commerce, ébénisterie, etc.)
- Une médaille de bronze à MM. Lafont, menuisier à Mende ; Berjeon, sabotier à Ricourt ; Rouffet, fabricant de chaises à Mende.
- Une mention honorable à MM. Grousset, fabricant de chaises à Mende ; Clavel, vannier à Mende ; Réfrégé, vannier à Barre ; Bailly (scierie à eau), à Altier.

— Après la proclamation des prix, M. André, archiviste, a donné lecture, au milieu des applaudissements, d'un article sur le patriotisme des habitants du Gévaudan pendant l'occupation anglaise, au XIV^e siècle.

— Avant de lever la séance, M. le Président a signalé

deux publications dont les auteurs venaient de faire hommage à la Société.

La première est un volume de M. Henry Doniol, correspondant de l'Institut de France, l'un des commissaires du concours régional agricole de Mende ; il est intitulé : *Histoire des classes rurales en France et de leurs progrès dans l'égalité civile et la propriété.*

La seconde est une Notice, de M. Grosjean, sous-inspecteur des forêts, au sujet de l'exposition forestière qu'il a organisée à Mende à l'occasion du concours régional.

La Société remercie publiquement MM. Doniol et Grosjean.

DISCOURS DE M. DELAPIERRE,

Président de la Société,

PRONONCÉ A LA SÉANCE PUBLIQUE DU 26 MAI 1866.

MESSIEURS,

Il y a neuf ans, à l'occasion du concours régional, une prime fut instituée dans le département pour le développement des cultures fourragères. Nous sommes heureux de pouvoir aujourd'hui, en présence d'une assemblée d'élite et devant les membres du même concours qui revient pour la seconde fois dans nos murs, faire connaître quels ont été, par suite de la mise à exécution de cette mesure, les résultats acquis. Depuis son institution, 1,000 francs ont été consacrés, chaque année, à l'œuvre de l'encouragement des cultures fourragères par le département et

par l'Etat. 8,000 francs ont été ainsi distribués entre vingt-huit exploitations. Cette année, la moitié de la somme a été fournie par la Société d'agriculture.

Pendant cette période, bien que les documents existants ne permettent pas une appréciation rigoureusement exacte, il paraît incontestable que l'extension des prairies artificielles a été, dans le département, d'au moins 25 0/0. Ce résultat, quoique considérable, est-il de nature à satisfaire complètement aux exigences de la situation agricole? Non, sans doute, et, comme en 1857, le jury du concours régional aura, nous le craignons, à constater, dans notre système de culture, une trop grande prédominance des céréales.

Tout a été dit sur l'importance des cultures fourragères et sur leur rôle prééminent en agriculture. Toutes les fois que, chez les nations, l'humble brin d'herbe a été mis en oubli, il s'en est suivi des crises profondes et terribles. C'est ainsi que le grand règne de Louis XIV, après avoir brillé d'une si vive splendeur, se termine par le spectacle d'une navrante misère. C'est qu'une législation erronée, forçant à une culture du blé démesurément étendue, au détriment des fourrages, avait eu pour effet d'altérer la constitution du sol et de tarir sa fécondité. Plus on labourait, moins on avait de blé.

Deux faits dominants nous poussent, d'ailleurs, aujourd'hui vers cette production fourragère, base de la prospérité agricole : c'est le bas prix actuel des céréales et le renchérissement du bétail. Une désastreuse épidémie dont, avec les décrets de la Providence, a su nous préserver jusqu'ici la sagesse et l'énergie du gouvernement de l'Empereur, dévaste les principaux

pays d'élevage et d'engraissement, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande. L'Angleterre seule perd, chaque jour, d'après les documents produits, pour un demi-million de bétail. Quel immense débouché ne se présente donc point, dans un avenir prochain, pour repeupler le vide de ces étables, et, si notre bétail a été atteint par une crise passagère, qu'elle énorme augmentation de valeur ne doit-il pas bientôt acquérir en présence d'aussi vastes besoins ?

Mais la production animale doit-elle détourner de la culture du blé et, pour être présentement peu rémunératrice, celle-ci doit-elle être exclue ? Loin de nous une telle pensée. Il est hors de doute que la production du pain augmente en proportion de celle de la viande, et plus le cultivateur s'attachera à faire prospérer le bétail, mieux sera assuré le pain de tout le monde, car telles sont les grandes harmonies de l'économie rurale, que ses productions procèdent toutes d'une même origine, qui est l'engrais. C'est l'engrais, cette vile matière, qui, en vertu des lois mystérieuses du Créateur, fait éclore de germes infimes les récoltes les plus riches et les plus variées.

Faites donc, agriculteurs, de la viande pour produire le pain en abondance et à meilleur marché. Une terre, disait, il y a cent ans, le marquis de Mirabeau, qui produit avec le plus de profit une seule denrée, les produit toutes virtuellement et en bien plus grande abondance. Réduisez vos emblavures ; l'étendue, c'est souvent la ruine et la stérilité. En concentrant sur une surface restreinte, dans vos meilleurs fonds, tous vos efforts et vos moyens de production, semences, engrais, labours, que vous avez la funeste habitude de dissé-

miner, en restituant au pâturage et au domaine forestier vos terres les plus éloignées et les plus pauvres, vous arriverez à un juste équilibre des forces productives du sol. Les frais de culture diminueront sans que la quantité récoltée soit amoindrie ; vous obtiendrez un rendement du blé plus rémunérateur, tout en disposant de plus vastes espaces pour l'élevage.

Ce n'est point, a dit un savant économiste, la superficie, mais bien le cube de la terre remuée qui constitue la véritable étendue utile du sol arable. L'abondance des récoltes étant en quelque sorte proportionnelle au développement des racines des plantes, il s'ensuit que l'ameublissement et l'aération de la terre par des labours profonds, en augmentant l'espace où les racines peuvent s'étendre, augmente en même temps le volume réel du sol productif. Si, en même temps, vous utilisez tant d'éléments précieux de fertilité qui se perdent dans nos innombrables cours d'eau, si vous assainissez les terrains trop aqueux par le drainage, si vous accroissez la vigueur de vos animaux et l'ensemble de leurs produits par une meilleure et plus riche alimentation, vous assurerez à la fois le présent et l'avenir ; vous décuplerez la fécondité du sol ; vous arrêterez la marche dévastatrice du dégazonnement, et, comme vos sources, qui après vous avoir désaltérés, vont porter dans la moitié de la France, de la Loire à la Méditerranée, l'abondance et la fraîcheur, votre production animale, après vous avoir vivifiés de sa substance, ira, avec les nouvelles voies de fer, porter au loin l'alimentation par excellence des peuples qui travaillent, celle par qui les races humaines sont fortes et puissantes.

Un des plus grands obstacles au développement de cette culture améliorante proclamée il y a des siècles par Caton et Olivier de Serres, c'est l'absence d'un système de fermage fortement constitué et surtout d'une assez longue durée. Que demander à des fermiers qui ne sont pas sûrs de rester trois ans sur la même terre? Ils prennent du sol tout ce qu'il peut donner sans effort et sans dépense, n'ayant nul souci de ce que le domaine deviendra après eux. C'est bien là cette agriculture de rapine, cette agriculture vampire dont parle Liebig, qui, épuisant la terre en lui demandant toujours sans lui rendre jamais, dévore sa fécondité et son avenir.

Aussi la Société d'agriculture, sur l'initiative de M. le Préfet, dont on est sûr de rencontrer l'active sollicitude partout où il y a des améliorations à accomplir, a-t-elle institué une prime pour l'ancien fermier le plus méritant. En même temps qu'un encouragement agricole, c'est là un hommage rendu aux saines traditions de la vie rurale, au culte des vertus domestiques et du noble labeur des champs.

A côté du chef de la ferme, nous récompensons le serviteur rural. A côté de fermages plus que séculaires se transmettant de l'aïeul au petit fils sans interruption, il nous est donné de signaler le touchant exemple de familles orphelines adoptées et élevées par le dévouement d'un valet, d'une servante de ferme. Heureuse et intime association du propriétaire et du fermier, du maître et du serviteur, fondée sur l'honnêteté des mœurs, la fidélité, l'attachement, la bienveillance, et dont l'influence est souveraine sur la prospérité des champs.

La terre ne vaut que par l'homme, et les racines les plus profondes du progrès agricole sont dans la famille rurale. Intelligence, vertu, instruction, piété, voilà le premier capital et le fonds indispensable. Ce n'est point sur les terres les plus fertiles que règne toujours le plus d'aisance, mais là où se sont conservées les plus intactes, des mœurs laborieuses et pures, les habitudes de sage économie et le courageux amour du travail.

Restez donc, agriculteurs, restez nobles serviteurs de la ferme, dans vos chères montagnes. Trop souvent, vous avez été témoins des amères déceptions échues en partage à ceux qui ont déserté la saine atmosphère des champs pour les séductions des villes, et n'ont trouvé dans ces dernières que la misère et la dépravation. Loin de grossir ce flot sans cesse envahissant qui se précipite vers les cités, demeurez attachés au foyer rural et à ses saintes joies.

Le noble travail de la terre, grandi par l'intelligence et la moralité, est un puissant ressort qui relève celui qui s'est courbé sur le sillon; s'il fait pencher le front vers la terre, il élève le cœur vers le ciel. C'est en pratiquant ce noble labeur, en aspirant les saines émanations du sol natal, que vous formez ces races robustes et fécondes qui sont les forces viriles de la nation.

Et maintenant, venez, en présence d'un éminent administrateur, instigateur de tous les progrès, d'un pontife vénéré, dont, il y a trois jours, vous avez accueilli avec émotion les touchantes bénédictions répandues sur les instruments de vos travaux, de généraux, de hauts fonctionnaires, de magistrats, des nota-

bilités venues du dehors pour prendre part à nos fêtes agricoles ; venez , devant cette assemblée où se trouvent réunies toutes les distinctions et dont la présence fait l'objet de nos profonds remerciements , recevoir la récompense du travail , de l'intelligence, de la probité, des bons et fidèles services. Nous honorons en vous ces loyales et énergiques populations rurales , toujours dévouées, toujours prêtes à courageusement verser leurs sueurs et leur sang pour la gloire et la prospérité de la France.

Qu'on sache que le cultivateur n'est plus livré seul et isolé à ses propres forces; que tout ce que la société renferme de lumières et de dévouement lui est acquis; qu'il y a au sein des pouvoirs publics, qu'il y a au faite même de l'État, d'incessantes sollicitudes qui s'étendent sur lui et prennent à cœur ses plus chers intérêts. La création des bibliothèques rurales , de cours d'adultes dont vous entendrez demain proclamer les féconds résultats, dus à la vigilante initiative d'un administrateur auquel est acquise toute votre gratitude pour le bien qu'il accomplit, s'efforce de faire pénétrer de plus en plus dans les campagnes, jusques sous les plus humbles chaumières, les bienfaits de l'instruction. Vos intérêts, longuement débattus, n'ont-ils pas eu récemment à la tribune législative un profond retentissement ? Et en ce moment même le pays tout entier ne vient-il pas d'être convoqué par la volonté de l'Empereur, de l'Empereur qui, il y a quelques jours, choisissait une fête agricole, pour faire entendre sa voix au loin respectée des nations, à une vaste enquête destinée à faire la lumière en ce qui concerne les

besoins et les souffrances de l'agriculture? Devant ce grand acte, sans précédent dans nos annales et qui laissera une trace profonde dans le cœur des populations. Je m'arrête, Messieurs; laissons parler la grande voix du pays; je m'arrête aussi en présence de ce solennel congrès de toute une région dont nous sommes les témoins, fait considérable qui marquera dans nos fastes agricoles et constituera pour le pays le plus haut enseignement.

Qu'il me soit permis toutefois, Messieurs, en terminant, d'appeler votre bienveillante attention sur les récompenses que nous décernons également à l'industrie manufacturière et à celle des bois ouvrés. L'industrie, loin d'être pour l'agriculture une rivale, doit former, au contraire, avec elle une étroite alliance. Elle devrait être surtout son indispensable auxiliaire dans ces montagnes où elle occuperait avantageusement les bras pendant les longs hivers, utiliserait nos cours d'eau si multipliés et ferait jaillir du sol, au-dessous des fécondes cultures, les richesses enfouies. Ne serait-ce pas, d'ailleurs, une heureuse solution du grand problème qui s'attache au fait de la dépopulation rurale que d'implanter dans les champs, de manière à y faire refluer le trop plein des cités, les industries qui peuvent s'exercer au sein du foyer agricole? et n'avons-nous pas à remplacer l'industrie lainière qui faisait jadis, combinée avec l'agriculture, la prospérité de nos montagnes?

Vous entendrez dans cette séance quelques communications sur nos antiquités historiques. Sans faire de nos réunions de vains tournois littéraires, nous ne devons point délaissier les études purement spécula-

tives. L'étude du passé offre particulièrement, dans ces montagnes si peu explorées, un intérêt inattendu et saisissant. La culture des lettres, dont nous voyons dans cette enceinte des représentants si distingués, ne réagit-elle pas, d'ailleurs, favorablement sur l'application de l'intelligence à la pratique des arts utiles ? La science elle-même ne serait-elle point abaissée si elle n'avait pour allié et pour soutien le culte des belles-lettres ? Le cercle des connaissances humaines, isolées à leur origine, tend incessamment à se rapprocher. Le progrès est un, et toutes les sciences, comme toutes les forces sociales, se tiennent par la main. La constante préoccupation de la Société est, dans son humble sphère, de consacrer tous ses efforts à tout ce qui peut élever la prospérité matérielle comme le niveau moral et intellectuel du pays.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DES CULTURES FOURRAGÈRES

COMPOSÉE DE

MM. Bourrillon (Xavier),
Brajon, ancien maire de Balsièges,
Martin, maire de Cubières,
Trémolet, propr. à Hielzas, com. de la Parade.

(M. Xavier BOURAILLON, rapporteur.)

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Sept propriétaires, dont deux dans l'arrondissement de Mende et quatre dans l'arrondissement de Florac,

se sont présentés au Concours pour la prime que la Société d'Agriculture décerne annuellement aux cultures fourragères. Un d'entre eux, M. Assenat fils, dont la demande a été tardive, a dû être écarté quoiqu'à regret, par la Commission, à laquelle le manque de temps n'a pas permis de se rendre à Langogne.

La Commission a commencé par visiter, à Cubières, la propriété de M. Rousset. Situé dans une étroite vallée, au milieu de prairies magnifiques, le village de Cubières est entouré de terrains en pente d'une exploitation difficile et d'un rapport presque nul. Abandonner à la dépaissance les champs les plus mauvais, substituer, le plus possible, le trèfle ou le sainfoin aux seigles médiocres dont le rendement ne dépasserait pas *trois* pour *un* de semence, et de cette manière obtenir, au moyen d'un plus fort engrais, des cultures qui se distinguent de celles de ses voisins, telle a été la méthode adoptée par M. Rousset. Si la Commission n'a pas rencontré chez lui ce degré de perfection qu'elle a trouvé ailleurs, elle n'a pu s'empêcher d'approuver et d'encourager ses efforts, déjà suivis de bons résultats.

Tout près de Mende, à Chaldecoste, la Commission avait à examiner une exploitation d'une contenance de quinze hectares, appartenant à M. Caupert. Elle a vu des bâtiments de ferme bien tenus, un bétail en bon état, des champs parfaitement cultivés. Les fourrages, qui occupent près de cinq hectares, et se composent principalement de sainfoin et de trèfle, lui ont paru bons sous tous les rapports. Un champ de vesces, d'environ un hectare et demi, destiné à être fauché en vert, a particulièrement attiré son attention;

aussi a-t-elle été unanime pour accorder la seconde prime à M. Caspert.

Dans l'arrondissement de Florac, les quatre domaines à visiter se trouvaient tous sur le Causse-Méjean, à peu de distance les uns des autres.

Le domaine de M. Albaret, à la Retournade, qui contient près de 400 hectares, est en général bien administré; le troupeau surtout est remarquable; mais les fourrages, qui faisaient l'objet principal de la visite de la Commission, quoique bien épierrés, ne sont pas suffisamment vigoureux, à cause de l'abandon que le propriétaire en a fait à la dépaissance de son troupeau, pendant l'hiver, jusqu'au commencement du printemps.

M. Lapeyre, à La Borie, a ensemencé 52 hectares en différents fourrages, tels que sainfoin, trèfle, lupuline et luzerne; il a même planté une assez grande quantité de topinambours. Le seul reproche que la Commission ait cru devoir lui adresser, et c'est le manque de temps et la bonne volonté qui le lui a mérité, c'est d'avoir à côté de certaines parties excellentes, des parties médiocres ou mauvaises. Que M. Lapeyre continue donc avec l'ardeur et l'intelligence qui le caractérisent, qu'il s'applique surtout à un épierrement suffisant et il est sûr d'obtenir, dans peu de temps, la récompense de ses efforts.

Chez M. Pratlong, à Hielzas, la Commission a remarqué un champ de lupuline superbe, très-bien épierré et entouré d'un mur de clôture fait avec les pierres extraites du champ; une petite prairie naturelle, de création nouvelle; un semis de luzerne assez bien réussi. Quoique l'ensemble laisse quelque chose

Partie agricole, etc.

14

à désirer, elle a cru qu'elle devait récompenser le travail de M. Pratlong en lui accordant une somme de 100 fr. à titre d'encouragement.

La Commission n'a plus qu'à vous rendre compte de sa visite au Fraisse, chez M. Vachin. Autour de bâtiments bien tenus, elle a vu environ 3 hectares de prairies naturelles qui ont été créées depuis peu par le propriétaire actuel. Ces prairies, bien gazonnées et d'une vigueur exceptionnelle, sont entourées de murs qui les défendent des troupeaux, et de plantations superbes dans un pays où les arbres sont pour ainsi dire inconnus. Les prairies artificielles sont également bien soignées, bien épierrees; un champ de sainfoin surtout, qui venait d'être plâtré, a fixé l'attention de la Commission par le beau rendement qu'il promet. En un mot, l'ensemble du domaine atteste la présence d'un propriétaire aussi éclairé qu'actif et laborieux.

La Commission a donc l'honneur de vous proposer de distribuer de la manière suivante la somme de 1,000 fr. que vous avez mise à sa disposition :

1° Une médaille d'argent et une prime de 500 fr. à M. Vachin, au Fraisse, commune de Ste-Enimie ;

2° Une médaille de bronze et une prime de 300 fr. à M. Caupert, à Mende;

3° Une somme de 100 fr. à M. Pratlong, à Hielzas, commune de la Parade ;

4° Une somme de 100 fr. à M. Rousset, à Cubières;

Ces deux dernières sommes à titre d'encouragement.

RAPPORT

de la Commission sur la distribution des primes aux
anciens fermiers et serviteurs ruraux.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Chargés d'apprécier le mérite des fermiers et des serviteurs ruraux prétendant aux primes d'ancienneté offertes par la Société d'agriculture, MM. Rous, l'abbé Polge et moi avons l'honneur de vous faire connaître le résultat de ces concours, auxquels ont pris part 17 fermiers, 11 valets et 8 servantes de ferme.

Fermiers.

Les prétendants à la prime d'ancienneté sont tous des agriculteurs de mérite. La plupart ont repris ou continué les baux de leurs ancêtres.

Nous avons considéré la période écoulée de père en fils, sans interruption, comme ne faisant qu'un même bail. Comment scinder, en effet, les services de l'aïeul et du père de ceux du fils, né dans la ferme qu'il dirige en continuant, auprès de son propriétaire, les améliorations et les traditions filiales de dévouement et de probité que lui ont enseignés ses auteurs ?

Classés par rang croissant d'ancienneté, les concurrents se présentent dans l'ordre suivant ;

1^o Combemale (Jean-Antoine), fermier de M. Salles,

à Aures, commune de Gatuzières. — Huit années de service.

Cet agriculteur a su réaliser, en peu d'années, des améliorations considérables au domaine d'Aures : il a augmenté d'environ 12 hectares les prairies artificielles.

2° Oziol (Guillaume), fermier de M. de Lescure, de Bellesagne, à Fontanilles, près Mende. — Quinze années de service.

C'est, d'après l'attestation de M. de Lescure et la notoriété publique, un fermier très-probe, un bon cultivateur et aussi un excellent père de famille.

3° Bonnet (Jean-Pierre), fermier de M. Barbot, de Mende, à Badaroux. — Seize années de service.

Il s'est également adonné à la culture des prairies et des arbres fruitiers. En satisfaisant entièrement son propriétaire, Bonnet a réalisé d'honnêtes bénéfices.

4° Magne (Denis), fermier de M. Brun, juge de paix à St-Amans. — Vingt-deux années de service.

Excellent cultivateur, fermier très-probe : tels sont les titres qui le recommandent à la Société.

5° Fage (Jean-Baptiste), fermier du domaine de Valduc, commune de St-Bauzile, appartenant à M. Plagnes, notaire, de Mende. — Vingt-six années de service.

Fage a presque doublé, pendant la durée de son bail, le produit du domaine de Valduc, d'une contenance de 116 hectares : il a considérablement augmenté les prairies artificielles.

6° Souchon (Auguste), fermier de M. Sicard, aux Alpiers, commune de Cubières. — Trente-une années de service.

Bon cultivateur, fermier dévoué et probe, excellent

père de famille : tels sont les témoignages publics rendus à ce fermier.

7° Chambon (Pierre), fermier de M. Roux, à Morangiés, commune de Pourcharesses. — Trente-cinq années de service.

Génèreusement secondé par le propriétaire, ce fermier a réalisé des améliorations considérables en plantations ou en irrigations.

8° Maurin (Abel), fermier de M. de Thomassy, au Château, commune de Gatuzières. — Trente-six années de service.

Il améliore chaque année son exploitation en épierant et étendant les cultures fourragères. — Etendue du domaine 201, hectares.

9° Barrandon (Pierre), fermier du domaine de l'Aldonnez, commune de St-Denis, appartenant à M^{lle} de Villars, de Marvejols. — Trente-huit années de service.

La ferme de l'Aldonnez, d'une contenance de 301 hectares, est dirigée avec beaucoup d'intelligence par le sieur Barrandon, qui rivalise avantageusement avec les bons agriculteurs de la Margeride.

10° Valentin (André), fermier de M. Esperonnier, à Sarrouillet, commune de Rimeize. — Quarante-cinq années de service.

Adjoint de la commune de Rimeize, le sieur Valentin occupe, parmi les fermiers lozériens, une des positions les plus honorables. En réalisant une honnête fortune, il a su mériter l'entière confiance de son propriétaire.

11° Bonhomme (Claude), fermier de M. l'abbé Cornède, de Mende, à Venède, commune de Brenoux. — Cinquante années de service.

Dans une ferme moins importante, de 8 hectares 12 ares, le sieur Bonhomme a élevé une nombreuse famille en méritant la confiance de son digne propriétaire et l'estime de ses voisins.

12° Michel (Pierre-Jean), fermier de M. Bazalgette, à Jouanas, commune de Prades. — Cinquante-sept années de service.

Il joint à sa demande un bail public du 9 septembre 1809, et un certificat du propriétaire et des autorités municipales attestant qu'il a été constamment un agriculteur modèle et un fermier loyal et probe.

13° Jacques (Etienne), fermier de M^{lle} Bonnet, aux Cheyrouses, commune de La Canourgue. — Soixante-sept années de service.

Nous aurions désiré la production de plus amples renseignements.

14° Puech (Augustin), fermier de M. Delapierre, de St-Julien-d'Arpaon, à Campeménard, commune de Gabriac. — Soixante-treize années de service.

Le sieur Puech exploite par bail verbal, de père en fils, depuis 73 ans, le domaine de Campeménard sans qu'il soit survenu le moindre mécompte entre lui et son propriétaire. C'est un fermier modèle de probité.

15° Randavel (Pierre), fermier de M. de Framond, à Chanteruéjols, commune de Gabrias. — Quatre-vingts années de service.

Une aussi longue durée de bail est une preuve suffisante de probité et de bonne administration.

16° Marion (Mathieu), fermier du domaine des Estrets, appartenant à M. Bonnet, notaire, à Château-neuf. — Quatre-vingts années de service.

Quoique cette demande nous soit parvenue après le

délai fixé, nous la mentionnons à cause du mérite réel de celui qui en est l'objet.

17° Julhan Brès, fermier du domaine du Mazel de la Flandonenque, commune de St-Germain-de-Calberte, appartenant à M. Lamarche, avoué, à Florac. Cent sept années de service.

Julhan Brès est le doyen des fermiers de la Lozère.

François Brès, son aïeul, commença son exploitation par bail authentique le 13 février 1759.

François Brès, son père, y naquit l'année suivante, 1760, et il y est mort, à l'âge de 82 ans, le 22 mars 1842, laissant son fils, Julhan Brès, né le 23 septembre 1810, pour continuer la même exploitation.

Le bail a été renouvelé au nom de ce dernier le 10 septembre 1843.

Le propriétaire affirme n'avoir eu qu'à se louer de la manière d'exploiter et de la loyauté du sieur Brès. Comme preuve de l'estime du propriétaire pour le fermier, il suffira de dire que M. Lamarche offrit, en 1854, à l'ainé, Julhan-Auguste Brès, qui devait succéder à son père, de prendre à sa charge les frais d'exonération du service militaire si le sort l'y appelait.

Le jeune Brès, par un excès de discrétion, refusa cette offre généreuse ; il voulut payer sa dette à la patrie. Il tomba en Crimée sur le champ d'honneur le 8 juillet 1855.

La famille Brès se compose aujourd'hui de 4 garçons et 2 filles, et ce n'est que le jour de l'échéance du fermage qu'elle se rappelle que le Mazel n'est pas sa propriété.

Julhan Brès, le chef de cette famille laborieuse, nous a paru mériter incontestablement la prime d'ancienneté.

SERVITEURS RURAUX.

L'émigration des domestiques préoccupe depuis longtemps les agriculteurs. Par la distribution de primes d'encouragement aux anciens serviteurs, la Société a eu pour but d'honorer ceux d'entre eux qui évitent une mobilité souriante, aussi peu profitable à eux-mêmes qu'aux maîtres qui ont recours à leurs services.

Valots de ferme.

Onze demandes ont été présentées. La commission a d'abord écarté celle du sieur Courtois, garde particulier de M. de Fenouillet, comme ne rentrant pas dans le programme. Les autres dix demandes sont classées par rang croissant d'ancienneté ainsi qu'il suit:

1° Jacques Domergues, domestique chez M. Cayroche, à Villeneuve, commune du Chastel-Nouvel. — Dix-huit années de service.

M. Cayroche déclare que c'est un serviteur zélé, fidèle et intelligent.

2° Jean Ruat, de Treidos, commune des Bessons, domestique chez M. Troucelier, à Malbouzon. — Vingt-deux années de service.

Ruat est âgé de 54 ans. Le Conseil municipal de Malbouzon atteste que ce serviteur s'est fait remarquer par sa conduite, sa probité et son dévouement pendant les 22 années qu'il a servi le sieur Troucelier.

3° Alexandre Gosse, berger communal, au Montet, commune de St-Etienne-du-Valdonnez. — Vingt-six années de service.

Les habitants de la commune de St-Etienne sont unanimes pour attester les bons services de ce berger.

4° Antoine Tichet , domestique chez M^{me} veuve Barret, à St-Amans. — Vingt-six années de service.

Ce serviteur, âgé de 50 ans, a mérité, par son dévouement, sa bonne conduite et sa probité, la confiance de sa maîtresse et l'estime publique.

5° Blanquet, Pierre-Antoine, domestique chez M^{me} veuve Mourgue, au Pont-des-Estrets, commune de Riméize. — Vingt-huit années de service.

Il a été toute sa vie un domestique modèle et, pendant 12 ans, le soutien de sa vieille mère.

6° Basile Redon, domestique chez M^{me} veuve Cambessède, à Ferrussac, commune de Meyrueis. — Vingt-huit ans de service.

Par sa probité et son intelligence, ce domestique s'est acquis la confiance et l'estime de sa maîtresse.

7° Eugène Gal, domestique de M. de Roussi, à Caze-neuve, commune d'Hures. — Trente années de service.

8° Fumel, David, berger chez le sieur Combemale, à Aures, commune de Gatuzières. — Trente-deux années de service.

Fumel a vu se succéder, en trente-deux années, trois fermiers au domaine d'Aures. Tous lui accordent le témoignage de serviteur fidèle et dévoué.

9° Vital Velay, domestique chez le sieur Pontier, à Grandrieu. — Trente-trois années de service.

Jamais le dévouement, le zèle et la fidélité de ce serviteur ne se sont démentis.

10° Louis Vizier, âgé de 63 ans, doimestique chez le sieur Mancillon (Crespin), au Bruel, commune de Pin-Moriès. — Trente-quatre années de service.

Vizier est le doyen des valets de ferme de la Lozère. Son mérite est encore rehaussé par sa conduite. Il en-

tra chez la famille Mancillon au moment où la mort venait d'enlever les deux chefs à la fleur de l'âge, laissant deux orphelins de 5 à 10 ans et une succession criblée de dettes.

Vizier s'est fait le père adoptif de ses jeunes maîtres, qu'il a élevés dans l'amour de la vertu, du travail et de l'économie; il a acquitté les dettes de la famille et lui a rendu l'aisance par ses soins constants et son dévouement sans bornes.

De meilleures places lui ont été offertes; il les a refusées pour s'attacher à des orphelins qu'il chérissait si profondément, et qui lui doivent leur fortune. Aussi le vénèrent-ils comme un père dont il a su tenir la place.

Il ne nous est pas donné de signaler des services meilleurs ni plus dignes de récompense.

Servantes de ferme.

1° Marguerite Delmas, domestique chez le sieur Troucelier, à Malbouzon. — Quinze années de services irréprochables.

2° Ursule Roux domestique chez M^{me} veuve Fournier, de Lajo. — Vingt années de service.

Elle a été une servante modèle toute sa vie. Elle est le soutien de sa vieille mère.

3° Marie Bouniol, domestique chez M. Gimbert, brasseur, à Mende. — Vingt-deux années de service.

Les personnes qui connaissent Marie Bouniol lui rendent, comme son maître, le témoignage d'intelligence de dévouement et de probité.

4° Marie Poulalion, domestique chez M. Thérond,

aux Bessons. — Vingt-deux années de service. Renseignements incomplets.

5° Marie Laget, domestique chez M^{me} veuve Maurin, à Allenc. — Vingt-quatre années de service.

Ses excellentes qualités faisaient rechercher ses services ; mais son attachement pour son maître lui a fait refuser des offres très-avantageuses. Elle s'est surtout signalée pendant une épidémie de fièvre typhoïde qui frappa tour à tour tous les membres de la famille Maurin. Elle serait digne d'une distinction spéciale.

6° Rose Folcher, domestique chez le sieur Chalbos, à Villes-Basses, commune de Cubières. — Vingt-neuf années de service.

7° Valgalier, veuve Gal, domestique chez M. de Roussi, à Caseneuve, commune d'Hures. — Trente années de service. La commission n'a pas eu d'autres renseignements.

8° Catherine Julien, domestique chez le sieur Beau fils, à Combettes, commune de Javols. — Trente-deux années de service.

Elle est la plus ancienne et, en même temps, une des plus méritantes des servantes de ferme. Sa conduite a été irréprochable. Sortie d'une famille honnête, mais pauvre, elle quitta la maison paternelle à l'âge de 12 ans. Sa bonne réputation la fit rechercher, à 22 ans, par la famille Beau fils, dans une circonstance malheureuse : la mère venait de mourir laissant cinq jeunes enfants.

Catherine Julien a été pour eux une seconde mère. Elle a rempli pendant trente-deux ans cette noble tâche, et, suivant l'expression de M. de Rouville, maire de

Javols, son dévouement, sa probité et son attachement pour ses maîtres sont au-dessus de tout éloge.

Les enfants Beauvils, pénétrés de reconnaissance, la considèrent comme une mère et lui assurent une place au milieu d'eux jusqu'à son dernier soupir.

En conséquence M. le Président de la commission a l'honneur de proposer d'accorder :

1° La prime de 100 fr. et une médaille d'argent au sieur Julhan Brès, fermier de M. Lamarche, au Mazel, commune de St-Germain-de-Calberte ;

2° 60 fr. et une médaille d'argent au sieur Vizier, domestique chez M. Mancillon, Crespin, au Bruel, commune de Pin-Moriès ;

3° 50 fr. et une médaille d'argent à Catherine Julien, domestique chez M. Beauvils, à Combettes, commune de Javols.

Veuillez agréer M. le Président, l'assurance de notre haute considération.

ROUS, vice-président de la Société, *Président* ;

POLGE, vicaire-général, vice-président de la Société ;

HERMANTIER, insp. des établissements de bienfaisance.

COMMISSION DES PRODUITS MANUFACTURÉS.

— — — — —
RAPPORT.
— — — — —

MESSIEURS,

Votre Société, qui encourage tous les progrès, ceux de l'industrie aussi bien que ceux de l'agriculture, a voulu procurer aux produits manufacturés les avantages d'une exposition et, en même temps, les faire concourir à l'éclat du Concours agricole, à l'occasion duquel nous avons l'honneur d'assister à cette brillante réunion.

Votre Commission doit vous dire à regret qu'un trop petit nombre de manufacturiers a répondu à votre appel; néanmoins, les spécimens qui vous sont arrivés suffisent pour apprécier la production manufacturière de ce département.

Dans un cadre restreint, mais disposé avec goût, la maison Chapel d'Espinassoux frères a mis sous les yeux de l'observateur les transformations successives qui font passer la laine de l'état brut à l'état de fil. Le mérite de cette exposition est surtout de rappeler les services rendus par cette ancienne et honorable maison, qui a introduit la filature mécanique dans le département, et vaincu, au profit de tous, les difficultés inhérentes à toute innovation. Votre Commission

a été d'avis d'accorder la médaille de bronze à Messieurs Chapel d'Espinassoux frères.

Dans cette même classe de produits, nous devons mentionner des types de laine peignée de Messieurs Laviniole et fils. Ces industriels ont déjà reçu de vous une récompense pour l'importation du peignage mécanique. Nous inscrivons ici à leur profit le rappel d'une médaille d'argent.

Par ordre de succession, après le peignage et la filature, vient le tissage. Votre Commission s'est trouvée satisfaite de la qualité des étoffes qui ont passé sous ses yeux. Les maisons Mély père et fils, de Mende, Ollier père et fils, Filliot et Masseboeuf, de Marvejols, vous ont adressé des collections par lesquelles elles préludent à la grande exposition de 1867. En attendant que de plus hautes récompenses honorent leurs produits, votre Commission leur a attribué celles que vous aviez mises à sa disposition :

La médaille de vermeil à MM. Mély père et fils.

La médaille d'argent à MM. Ollier père et fils.

La mention honorable à MM. Filliot et Masseboeuf.

A côté des produits de la manufacture, vous aviez appelé ceux plus modestes de l'industrie domestique; ainsi nommés parce qu'ils sont l'œuvre du foyer et non de l'atelier, de l'outil et non de la machine. Les économistes moralistes regrettent l'ancienne prospérité de ce genre d'industrie. Votre Commission se borne à constater que la manufacture lui a ravi une grande partie de ses avantages; mais, espérant que la mode et la délicatesse de goût de la femme, en ce temps de luxe incomparable, lui maintiendront ceux qui lui restent,

elle est d'avis que vous êtes bien inspirés en lui accordant vos encouragements.

Cette classe de produits renferme une collection d'échantillons de dentelles présentée par l'Union chrétienne. Cette institution a déjà reçu de vous, pour l'enseignement de ce genre de travail, une médaille d'argent dont nous faisons ici le rappel. Elle comprend également deux lots de rideaux en mousseline, brodés au crochet, présentés par des maisons religieuses qui ont accepté la mission de former et diriger des ouvriers. Pour ces saintes femmes, les honneurs ne sont pas sans prix, mais l'argent, qui devient en leurs mains charité, est bien préférable, et c'est pour cela que nous vous proposons d'accorder une prime de 20 francs à chacun des couvents-ouvriers d'Espagnac et de Chanac.

Enfin, une mention honorable nous a paru devoir être accordée à l'exposant Bancillon pour ses chapeaux de feutre; mais la Commission observe qu'elle a entendu encourager l'entreprise plus encore que louer le succès. Pour l'atteindre, M. Bancillon devra améliorer ses formes et employer des matières mieux assorties.

Messieurs, la tâche de votre Commission semble terminée; cependant elle vous prie de lui permettre quelques considérations qui, sans être étrangères au sujet dont elle avait mission de s'occuper, touchent à des intérêts d'un ordre plus élevé.

Pour la seconde fois depuis la création des concours régionaux, une réunion d'économistes et d'agronomes distingués vient de procéder à l'inventaire des éléments de richesse de ce département; nous saurons bientôt ce qu'elle a constaté d'améliorations et de véritables

progrès dans l'exploitation du sol lozérien ; mais ceux d'entre vous qui ont assisté au Concours de 1857 n'ont pas oublié les conseils que nous adressait, par l'organe de son rapporteur, le jury de ce concours ; conseils que sont venus confirmer l'extention des voies ferrées et surtout les réformes douanières de la France, en faisant à chaque contrée une nécessité de se renfermer dans la spécialité de cultures à laquelle la nature semble l'avoir destinée. « La Lozère, nous disait » M. Jusseraud, doit chercher sa voie et trouver sa » prospérité dans les cultures pastorales. » Est-il nécessaire de démontrer qu'une des conséquences inévitables de ce mode de culture serait un abaissement considérable de population ? et ne vient-il pas à vos esprits que l'unique moyen de parer à cette éventualité, qui menace nos intérêts et blesse nos sentiments patriotiques, serait l'accroissement de la somme de travail industriel ?

Nous dirons donc, en terminant, aux industriels : ayez confiance dans l'avenir ; bientôt les chemins de fer vont frapper à vos portes et faire cesser la plus saillante des conditions d'inégalité qui paralysent vos efforts ; à vous, Société d'encouragement, qui êtes l'expression la plus complète du patriotisme lozérien : conservez à l'industrie l'intérêt que vous lui avez accordé par le passé, afin que par vos communs efforts on puisse dire un jour : — Industrie et pâturage sont les deux mamelles de la Lozère.

Agréez, etc.

Les membres de la Commission :

BÉLIBEN , BOURRILLON (Henri) , JAFFARD ,
JOURDAN , MARTINET et VINCENS.

CONCOURS RÉGIONAL AGRICOLE DE 1866.

Nous reproduisons ci-après, avec les noms des lauréats, les différents toasts, discours et rapports prononcés ou lus pendant les fêtes du Concours régional agricole de Mende.

DISCOURS

DE M^r L'ÉVÊQUE DU DIOCÈSE DE MENDE,

PROMONCÉ A LA BÉNÉDICTION DES INSTRUMENTS
EXPOSÉS AU CONCOURS.

MONSIEUR LE PRÉFET,

MESSIEURS ET TRÈS-CHERS FRÈRES,

Lorsque la terre, à peine sortie des mains du Créateur, eut secoué à sa voix, selon le magnifique langage de l'Écriture, *les langes de son enfance* et revêtu son éclatante parure; quand l'homme, à qui elle était destinée comme sa demeure et son domaine, fut venu couronner l'œuvre de la création, Dieu le bénit, et avec lui et pour lui il bénit la terre elle-même, avec tout ce qui devait à jamais sortir de son sein. Et lorsqu'il dotait ainsi le sol de sa vertu productive, les germes et les semences de leur inépuisable fécondité, il avait déjà donné à l'astre du jour sa lumière et sa chaleur vivifiante, au Ciel ses pluies et ses

Partie agricole, etc.

15

rosées : et toute la nature devait ainsi, par le plus merveilleux concert, concourir au bonheur de cet être privilégié en qui resplendissait son image et sur qui devait à jamais reposer son amour.

Ce fut là la première bénédiction qui descendit du Ciel sur la vie terrestre de l'homme : bénédiction féconde, bénédiction toute-puissante, bénédiction immortelle, qui se perpétue et se renouvelle tous les jours, et se renouvelle, à tous les instants du jour, dans tout l'univers, bénédiction qui agit et qui opère sans cesse et sans relâche sur tous les points de l'espace et du temps, dans tout germe qui se développe, dans toute fleur qui ouvre son calice, dans tout épi que nous voyons se balancer sur sa tige.

A cette bénédiction primordiale du Seigneur, vous avez voulu, Messieurs, inspirés par une pensée digne de vous, que l'Eglise, dépositaire et dispensatrice de ses dons, vînt ajouter la sienne. Puisse-t-elle descendre, pleine et abondante, et sur la terre qui donne à l'homme son pain de chaque jour, et sur les instruments dont a su s'aider l'industrie de l'homme pour aller puiser dans ses trésors, et sur l'homme lui-même, à qui tout se rapporte et se subordonne dans l'ordre de la nature, et dans l'économie d'une Providence qui est pour lui celle d'un Père et du meilleur des pères !

Du reste, Messieurs, ce qui, dans vos efforts pour perfectionner l'agriculture, vient se mêler de dévouement au bien public, appelle sur vous, par soi-même, la bénédiction d'En-Haut que vous sollicitez en ce jour. Et ce que je dis s'applique et s'étend aussi bien à ceux qui, dans cette solennité religieuse et agricole, représentent si noblement et si dignement parmi nous

une autorité tutélaire et amie du progrès, qu'aux amis de l'agriculture qui, dans la condition privée, ont voulu concourir à en assurer la prospérité dans les contrées diverses qu'ils servent en les honorant.

Oui, Messieurs, vous avez bien mérité du pays, et ce mérite est pour vous comme un titre anticipé aux faveurs du Ciel. Vous avez bien mérité du pays, en y important, en y vulgarisant des instruments et des méthodes qui, tout en soulageant la main qui tient la charrue, en allégeant pour elle le poids du travail, enrichissent sa moisson et augmentent le bien-être de tous.

L'art auquel vous avez consacré vos soins et vos études, et qui vous devra un jour dans nos contrées son perfectionnement graduel, est le premier des arts. Il est le plus utile, le plus nécessaire et par là même, en un sens très-véritable, le plus noble et le plus beau de tous. S'il en est qui sont couronnés d'une gloire plus éclatante ; s'il en est qui, plus que lui, sont destinés à embellir la vie humaine, c'est lui qui la soutient et la conserve. Aussi, comme il est le premier besoin physique de l'humanité, fut-il toujours, dans l'ordre matériel et terrestre, la première préoccupation du législateur digne de ce nom ; et, on peut le dire, la gloire de ceux qui l'ont honoré, qui l'ont cultivé ou qui ont attaché leur nom à sa prospérité toujours croissante, ne s'efface devant aucune des gloires les plus pures, jusque-là que le manche de la charrue, qu'ils savaient reprendre après leurs plus beaux triomphes, en descendant du Capitole, grandissait encore aux yeux du peuple-roi ses plus illustres défenseurs ; et dans la Ville Eternelle, à côté des monuments et des

souvenirs les plus augustes de la religion et des pensées qui transportent l'âme jusqu'au Ciel, elle est encore émue, lorsqu'elle voit, près du Vatican et non loin du Colysée le champ où Cincinnatus traçait de sa main victorieuse son modeste sillon.

C'est que l'agriculture, parmi tant d'autres arts qui ont eu le privilège d'amollir les nations et de hâter leur décadence, a toujours eu celui de maintenir leur force et leur vigueur, s'alliant ainsi merveilleusement au génie guerrier qui les défend et les protège en leur donnant des hommes, des soldats dignes de ce nom. Et c'est aussi parce que l'agriculture place l'homme dans les conditions les meilleures, non-seulement pour sa vie physique, mais pour sa vie morale elle-même. Pour l'homme des champs, ce n'est pas cette atmosphère énervante et délétère qui va tarir jusques aux sources de la vie : c'est, dans tous les sens et à tous les points de vue, un air pur et vivifiant, et celui qui le respire est à l'abri de plus d'une contagion. Là, l'homme est toujours en présence de la nature, et la nature, transparente, même pour les esprits inattentifs, laisse entrevoir la main qui dirige le mécanisme de l'univers, l'intelligence qui dirige cette main, le cœur qui meut et qui dirige, et cette suprême intelligence, et cette main toute-puissante. Tandis que l'homme, en présence de l'homme, ne trouve en lui, plus d'une fois, que l'image défigurée de Celui qui le marqua au front du sceau de sa grandeur, l'homme en face de la nature, est sans cesse en face de son Dieu. Lorsqu'il voit se déployer au-dessus de sa tête le magnifique pavillon des Cieux ; lorsqu'il voit s'étendre devant lui la terre, qui vient, docile et empressée, déposer à ses

pieds, comme un tribut de la bonté Divine, des bienfaits sans cesse renaissants, son cœur est ému, son âme s'agrandit et s'élève jusqu'à Celui qui, pour son bonheur, donna aux fleurs leur parfum, aux fruits leur saveur, à la terre sa fécondité, comme il donna au soleil ses rayons, *comme il sema les astres dans l'espace*, dit l'Écriture, *ainsi que la poussière dans les champs*. Alors il se prosterne et il adore, car Dieu s'est révélé à son intelligence et à son cœur ; il la vu et admiré dans ses œuvres, il a entendu les mille échos de l'hymne de la nature en travail, en travail incessant pour lui seul, la voix des merveilles sans nombre, et, on peut le dire, des miracles d'amour qui se pressent et se succèdent sans fin sous ses yeux.

Aussi, vous le savez, Messieurs, ce n'est pas au sein de nos campagnes qu'ont pris naissance ces théories monstrueuses qui, de nos jours, ont épouvanté le monde : l'homme des champs fut et sera toujours profondément religieux.

Et ici, Messieurs, qu'il me soit permis de mêler ma faible voix à tant de voix plus puissantes, déplorant cette tendance menaçante, qui, de nos jours, précipite vers les centres populeux l'homme des champs, né sous de meilleurs auspices. Pourquoi faut-il qu'au lieu de demander à la terre ses plus pressants besoins, ses réels et véritables besoins, il aille se créer ailleurs des besoins factices ; qu'il aille demander aux arts de luxe et d'une civilisation trop souvent corrompue, des jouissances qui, en compromettant sa véritable, son immortelle destinée, sont loin de lui assurer le bonheur qu'elles promettent toujours et qu'elles ne donnent jamais ?

Puissent vos louables efforts pour améliorer et perfectionner l'agriculture , pour la rendre plus productive et moins pénible tout ensemble, contribuer à le retenir et à le fixer sous un ciel pur, dans une atmosphère embaumée, au milieu des plantes et des fleurs que le soleil de Dieu fait éclore, des moissons et des fruits qu'il mûrit sous ses yeux, loin des orages des passions tumultueuses qui bouleversent et ensanglantent le monde ! Encore une fois, vous aurez bien mérité de vos semblables que vous rendrez plus heureux en les rendant meilleurs ; de la société, en conjurant les dangers qui la menacent ; de la religion, en lui conservant des âmes mieux disposées à entendre sa voix et à suivre ses célestes inspirations.

Soyez bénis, Messieurs, avec vos œuvres, et qu'ils soient bénis aussi ceux qui, s'inspirant de vos exemples, sauront entrer dans la voie que vous leur ouvrez par votre noble et généreuse initiative ! Et que, pour vous comme pour eux, le bonheur de cette vie d'un jour ne soit que le commencement et les prémices de celui qui nous attend dans un monde meilleur !

TOASTS PORTÉS AU BANQUET QUI A EU LIEU
A L'OCCASION DU CONCOURS RÉGIONAL.

Toast de M. de Loiane, Préfet de la Lozère.

MESSIEURS ,

C'est une heureuse pensée que celle qui nous réunit tous, au début du concours régional, à ce banquet si

élégamment servi. Au sentiment de fraternité qui nous anime, se joint un noble sentiment de patriotisme et de reconnaissance envers le souverain.

Je bois avec vous à la santé de l'Empereur qui a donné à la France une gloire, une force, une grandeur incomparables. Partout où vous irez, partout où vous porterez vos pas, vous pourrez, comme le citoyen de l'ancienne Rome, vous écrier avec la même fierté : « Je suis citoyen français ! » Les peuples nous respectent, nous admirent, nous envient peut-être et cependant nous aiment. Ils savent que, sous le règne de Napoléon III, la France, également éloignée de l'esprit de conquête et d'un pusillanime amour du repos, ne tire son épée que pour la défense de ses intérêts, de son honneur ou pour une grande idée d'humanité. Nos flottes sillonnent les mers ; notre industrie et notre commerce couvrent les marchés du monde ; l'agriculture, dont nous avons parmi nous quelques illustres représentants, entre dans une voie de progrès jusqu'alors inconnue. L'instruction pénètre, avec l'aisance et le bien-être, dans toutes les classes de la population, et la France, calme et paisible au milieu des commotions qui troublent les deux hémisphères, marche à la tête de la civilisation, tenant dans ses mains le flambeau qui éclaire l'univers.

Je bois à l'Impératrice, à l'auguste compagne de l'Empereur, que tous les pauvres connaissent et bénissent, que les hôpitaux de Paris ont vue visitant à leur chevet les indigents frappés par le choléra, et prouvant ainsi que son noble cœur comprend tous les dévouements, comme Elle a prouvé que son esprit ferme et éclairé pouvait assurer à la France les des-

tinées glorieuses que lui a données la dynastie napoléonienne.

Je bois au Prince Impérial, à l'auguste héritier de tant de grandeurs, qui s'initie déjà à tous nos progrès, comme à toutes nos gloires. Dieu, qui a pris soin de développer d'une manière si remarquable sa jeune intelligence, lui remettra un jour le plus beau sceptre du monde, et son règne rayonnera des splendeurs dont aura rayonné les règnes de Napoléon I^{er} et de Napoléon III.

A l'Empereur, à l'Impératrice, au Prince Impérial !

(Applaudissements prolongés, cris répétés de : *Vive l'Empereur ! Vive l'Impératrice ! Vive le Prince Impérial !*)

Toast de M. Teissonnier.

MESSIEURS ,

En donnant à son président et à son vice-président le mandat de le représenter aux solennités du concours régional, le conseil général de la Lozère a voulu prouver qu'il entend s'associer à tout ce qui peut influencer sur le progrès et sur le développement de la prospérité de ce département. Cette délégation que j'ai reçue de mes collègues ne me permet pas de garder le silence dans cette réunion, et, obéissant au devoir qu'elle m'impose, je viens simplement, sans aucune prétention, — que rien, d'ailleurs, ne saurait justifier, — vous proposer un toast qui, résumant les espérances, les sentiments et les vœux de ceux au nom

desquels j'ai l'honneur de vous adresser la parole, réunira, j'en ai la confiance, toutes les sympathies :

Les vôtres d'abord, mes chers compatriotes, soit que, retenus sur la terre Lozérienne, vous contribuiez sans cesse, par vos labeurs et votre intelligence, à maintenir et à accrottre l'importance agricole et industrielle de notre département ; soit que, entraînés par le courant des affaires ou portés sur les ailes de la fortune, vous viviez loin des lieux où fut votre berceau, conservant toujours dans le cœur ce souvenir, cette affection, — pourquoi ne dirais-je pas ce culte ? — pour la patrie absente qui distinguent et dont s'enorgueillissent tous les enfants de la Lozère ;

Les vôtres aussi, Messieurs, qui, à des titres divers, avec une distinction digne d'éloges, remplissez des fonctions dans ce département trop décrié, objet de trop de préventions injustes, vers lequel, comme tous vos devanciers, vous vous êtes acheminés sans empressement, avec peine même, soutenus par le seul espoir de le quitter bientôt et de ne pas y prolonger une existence que, d'avance, vous jugiez pleine d'ennuis, — mais dont un jour, — croyez-en ma parole et mon expérience, — le souvenir ne sera pas pour vous sans charme, — ou que, comme tant de vos prédécesseurs, vous regretterez peut-être.

J'ose même compter sur la sympathie de ceux d'entre vous qui, étrangers à ce pays, nos hôtes d'un jour, attirés vers l'hospitalière ville de Mende par le séduisant programme des fêtes que sa générosité nous a promises, ou par un intérêt personnel dans le concours régional, n'avez reculé ni devant les fatigues, ni devant les lenteurs d'un long et difficile voyage : elles vous

ont appris et ne vous permettront pas d'oublier que, par un triste privilège dont nous ferions sans effort le sacrifice, notre malheureux département est le seul, dans tout l'Empire français, sur lequel, en 1866, on n'a pas encore posé un rail de chemins de fer !

A vous tous donc , Messieurs , j'ai l'honneur de proposer ce toast, en vous priant de vous y associer :

Au département de la Lozère !

A sa prospérité !

Je vous remercie avec effusion de l'accueil bienveillant que, à plusieurs reprises, vous avez daigné faire à mes paroles : je ne me trompais pas en pensant qu'elles trouveraient ici un écho dans tous les cœurs.

Permettez-moi d'ajouter quelques mots : Au moment où nous parlons de la prospérité de ce département, notre pensée doit se reporter sur le préfet qui l'administre avec intelligence et habileté. Je n'ai pas à vous faire connaître, — tout le monde à Mende apprécie et vous venez d'admirer l'orateur dont la parole à la fois vigoureuse et élégante possède le secret de provoquer toujours d'unanimes applaudissements ; mais ce qu'il appartient au conseil général de constater et ce que je suis heureux de déclarer publiquement en son nom, c'est l'excellence de l'administrateur et son dévouement aux intérêts qui lui sont confiés.

J'ai hâte de dire que, dans ce moment aussi, notre pensée se porte tout naturellement sur ce vénérable prélat dont la vie et la santé nous sont à tous également chères, et qui, en nous rappelant hier l'influence moralisatrice de l'agriculture, faisait ressortir avec autorité la nécessité de la soutenir, de la protéger en lui ac-

cordant de larges et généreux encouragements. La modestie, plus encore que la présence de Monseigneur Foulquier, m'interdit de rien ajouter, et je dois me borner à un témoignage de profond respect pour celui dont le nom, dans la Lozère, son pays d'adoption, est devenu synonyme de charité, de tolérance et de vertu.

Au nom du conseil général, je vous propose, Messieurs, de répéter avec moi, unis dans les mêmes sentiments :

A la prospérité du département de la Lozère !

Toast de M. Calemard de Lafayette.

MESSIEURS ,

Le jury qui veut bien me déférer l'honneur d'être en ce moment son interprète, comme tous vos convives étrangers qui me permettent sans doute de les associer à l'expression de notre sentiment unanime, éprouvent naturellement le besoin d'adresser les remerciements les plus vifs : à la ville de Mende et à ses magistrats ; au département de la Lozère et à son chef ; au conseil général, enfin, représenté ici d'une manière si directe et avec tant d'autorité, — pour l'accueil si courtois ; pour l'hospitalité si cordiale que nous avons trouvés parmi vous.

Dévoués, comme nous le sommes tous, à ce grand intérêt de l'agriculture, bien digne de toutes les sollicitudes qui viennent de se traduire par de si chaleureuses paroles, nous savons apprécier, nous apprécions comme elles le méritent les réunions de la nature de celle-ci, ces agapes de l'agriculture où se réunissent,

dans un dévouement commun pour sa cause, et ceux qui lui consacrent directement leurs efforts, et ceux qui, appartenant à d'autres devoirs sociaux, veulent bien s'associer à ses fêtes, donner à ses œuvres le témoignage d'une prédilection méritée, rehausser enfin en elle le sentiment de sa mission et de sa grandeur par l'expression de vives et intelligentes sympathies.

Merci donc, Messieurs, merci à vous tous.

Merci au prélat vénéré dont la présence au milieu de nous était saluée tout à l'heure par des paroles qui ont trouvé tant d'écho, que, s'il m'était permis d'évoquer un souvenir presque personnel, je voudrais ajouter ici l'expression d'une gratitude toute spéciale pour Sa Grandeur, ne pouvant oublier que j'ai vu Monseigneur Foulquier honorer de sa visite toutes les grandes solennités religieuses dont le diocèse voisin auquel j'appartiens, dont la ville du Puy eût plus d'une fois le droit de s'enorgueillir.

Nous adressons aussi, je le répète, tous nos remerciements au magistrat éminent dont vous n'avez cessé tout à l'heure d'applaudir la brillante improvisation que pour applaudir non moins chaleureusement l'éloquent éloge qui lui était adressé, au nom du conseil général, par l'organe naturel le plus élevé de cette assemblée.

J'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, un toast :

A la ville de Mende et à ses représentants !

Au conseil général et au département de la Lozère !



DISCOURS DE M. LE PRÉFET

PRONONCÉ A LA DISTRIBUTION SOLENNELLE DES PRIX.



MESSIEURS.

Je ferais injure à votre mémoire, à votre patriotisme éclairé, si je vous entretenais longuement des preuves multipliées de l'intérêt que l'Empereur n'a cessé de témoigner aux cultivateurs. Je ne vous rappellerai ni l'enquête impartiale et solennelle qui va s'ouvrir dans tous les départements de l'Empire, ni la réduction de l'impôt foncier, ni les vingt-cinq millions accordés à la vicinalité et à l'aide desquels, dans notre pauvre Lozère, il nous est permis de relier entre eux nos villages perdus dans la montagne, ni l'organisation de ces concours régionaux dont chaque année constate l'utilité et le progrès et qui sont la fête glorieuse de l'agriculture. Je ne vous parlerai pas des lois de drainage, de la mise en valeur des terrains incultes, des chemins de fer vicinaux et de l'extension des grandes lignes ferrées offrant de tout côté de vastes débouchés à vos produits et prévenant le retour de ces disettes et de ces famines périodiques dont la France a trop longtemps souffert. Je ne m'appesantirai pas davantage sur le gazonnement et le reboisement de nos montagnes qui seront le salut de notre région et principalement de ce département. Le peu de terres végétales qui recouvraient nos crêtes dénudées étaient, chaque année, emportées par les pluies, les neiges, les orages. Elles interceptaient nos routes, elles jonchaient de leurs débris nos

vallées, elles exhaussaient le lit de nos rivières, provoquant ces funestes inondations qui ravageaient les plaines, tandis que les montagnes dépouillées ne présentaient plus que des rochers arides où paissaient de rares et maigres troupeaux.

Un jour viendra où, grâce à l'initiative du gouvernement, aux subventions du conseil général, à l'impulsion donnée par l'administration, nos montagnes se couvriront de forêts abritant sous leurs frais ombrages de verts pâturages. Nos sources ne se tariront plus, les bestiaux trouveront une abondante nourriture et les propriétaires tireront de l'exploitation de leurs bois des revenus considérables.

Toutes ces œuvres, qui témoignent de l'incessante sollicitude de l'Empereur, sont présentes à votre mémoire, et vos cœurs reconnaissants en garderont le fidèle souvenir. L'Empereur en a résumé la grandeur dans une pensée que je voudrais voir gravée en lettres d'airain dans la salle des délibérations de nos conseils municipaux : « De l'amélioration ou du déclin de l'agriculture datent la prospérité ou la décadence des Empires. » Avec un souverain comme Napoléon III, avec des cultivateurs pratiques, intelligents et dévoués comme vous, Messieurs, la prospérité de la France est assurée comme sa gloire. (*Très-bien ! très-bien !*)

Et c'est parce que l'Empereur connaît le bon sens, l'intelligence, la fidélité, le patriotisme de nos campagnes et de nos villes, qu'il n'a pas hésité à vouloir donner aux conseils généraux et aux conseils municipaux des libertés sans précédents dans notre histoire, rattachant ainsi plus fortement au sol qu'elle cultive cette héroïque race de laboureurs qui, par l'épée et la char-

rue, assure la puissance et la grandeur de la France !
(*Bravos.*)

Permettez-moi, Messieurs, de faire de notre régime administratif le sujet de ce discours. Je ne m'éloigne pas des pensées qui, en cette solennité, doivent seules occuper nos esprits et fixer notre attention. Il n'est, en effet, personne parmi vous qui ne sache combien une bonne administration importe aux progrès de l'agriculture. Le sage et utile emploi de nos finances, l'extension et l'entretien de nos routes départementales et de nos chemins vicinaux, la création de foires et marchés, la question si complexe des biens communaux, ont notamment une importance considérable au point de vue des intérêts agricoles. Toute loi qui développe, en les améliorant, nos institutions administratives, est donc un bienfait pour les cultivateurs.

Je vais essayer d'évoquer devant vous l'histoire, et, puisant dans des documents presque toujours inédits les faits que je vous exposerai, je vous dirai, Messieurs, ce qu'ont été ces institutions et qu'elle ère nouvelle de liberté et de progrès l'Empereur a ouverte à la France.

Lorsque j'étudiais nos annales, un fait grave me frappa singulièrement. A la fin du 17^e siècle, une grande révolution s'était produite dans notre pays, et cependant personne ne s'en était ému, personne n'en avait parlé. Les historiens même les plus libéraux ne paraissent pas s'en être préoccupés, et, à l'exception de quelques rares suppliques, je n'en ai trouvé la trace que dans le recueil des ordonnances et édits royaux.

Et pourtant c'était une chose sérieuse que cette rup-

ture violente avec le passé, inaugurée par l'édit du 27 août 1692, qui enlevait aux villes le droit d'élire leurs magistrats et mettait en vente leurs offices. Très-peu de villes protestèrent, très-peu rachetèrent ces offices. Le roi, pressé par le besoin d'argent, s'étonne, s'irrite de cette indifférence profonde à laquelle il ne s'attendait pas. Il croyait, il espérait que les municipalités s'empresseraient de conserver leurs privilèges, et voilà qu'au contraire, elles n'en montraient nul souci.

Louis XIV rend, en 1702, un nouvel édit portant création d'un syndic par paroisse, et, dans l'ironique considérant qui le précède, il laisse percer toute l'amertume de sa déception. « Depuis, dit-il, que nous avons » permis aux villes et communautés de rembourser » les offices des maires et assesseurs, il ne s'en est » trouvé qu'un très-petit nombre qui aient fait usage » de cette faculté, ce qui nous donne lieu de croire que » nous ne pouvons faire rien de plus utile que d'ordonner l'établissement de semblables offices dans les » villes et bourgs où ils n'ont point encore été établis. » En 1706, nouvel édit. N'ayant pu obtenir des municipalités les plus légers sacrifices pécuniaires pour racheter le droit d'élire leurs magistrats, le roi essaie de tenter la cupidité et la vanité des citoyens. Il déclare que « ceux qui seront investis de ces magistratures » jouiront, les dits maires et échevins et leurs lieutenants, de l'exemption de tous les impôts. » Eh bien ! contre cette effroyable mise à l'encan des offices municipaux, ni les villes, ni les Etats, ni les parlements ne protestent. En vain les édits se succèdent, se multiplient, pendant toute la première moitié du 18^e siècle, avec une rapidité qui prouve autant l'impatience et l'ir-

tation du pouvoir royal que l'apathie profonde de la nation (1). Quelque effort que tente le roi, il ne peut réveiller dans l'âme des citoyens le goût des fonctions municipales. Ces fonctions, mises aux enchères, les villes ne veulent pas les racheter, et, de guerre lasse, en 1774, on leur enlève de nouveau et définitivement le droit d'élire leurs magistrats.

C'est que le régime municipal des siècles passés n'était pas, comme on l'a si souvent dit et écrit, la liberté, mais bien l'oppression.

Les archives de la Lozère contiennent une ordonnance de Philippe-le-Bel, en date de 1302, qui organise la bourgeoisie à Mende. Pour être bourgeois, il faut posséder ou acquérir une maison d'au moins 60 sols parisis; et savez-vous qu'elles obligations sont imposées à celui qui est reçu membre de la cité? Il n'a pas même la liberté de s'absenter, d'aller et venir. Il est tenu, ainsi que sa femme, de résider à Mende depuis la Toussaint jusqu'à la Saint-Jean, à moins d'un empêchement légitime dont il devra justifier. Hors ce cas, il ne peut quitter la ville plus de trois jours. Du 25 juin au 1^{er} novembre, il est un peu plus libre. Il lui est permis d'aller faire la fenaison, la moisson, les vendanges sur des terres dont il n'a pu surveiller ni l'ensemencement, ni le travail, ni l'entretien. Voilà, Messieurs, à quel prix on jouissait, au Moyen-Age, du droit de cité, du droit de bourgeoisie. Vous pouvez en conclure quelles entraves s'opposaient aux progrès de l'agriculture.

(1) Les principaux édits sont datés de 1692, 1702, 1706, 1707, 1710, 1714, 1716, 1765, 1774.

Lorsque la guerre civile ou la guerre étrangère éclatait, lorsqu'il fallait lever des impôts et pourvoir au logement des gens de guerre, combien étaient redoutés les honneurs et les pouvoirs que conférait le droit de cité ! Ici, encore, l'histoire du Gévaudan nous fournit un document précieux. Un arrêt du Gouverneur casse, en 1567, l'élection qui a appelé au consulat de Sainte-Enimie deux citoyens ignares et illettrés : le premier, paralytique depuis douze ans, et cependant ayant déjà été consul sept ans avant ; le second, octogénaire. Ainsi, Messieurs, des vieillards, ne sachant ni lire ni écrire et ne pouvant se lever du lit de douleur où les clouent leurs infirmités, voilà, dans les temps difficiles, les hommes que leurs concitoyens élisent, malgré leurs énergiques protestations, pour administrer leurs cités !

Mais, viennent des temps plus calmes, et ces fonctions municipales seront, au contraire, recherchées avec une ardeur qui ne tourne pas davantage au profit de la chose publique.

J'ai trouvé dans les archives de Boulogne-sur-Mer une supplique dont je vous demande la permission de vous citer quelques extraits ; elle est datée du 23 août 1611 : « Les élus protestent près des maires et échevins » contre les monopoles, contre la coalition des gens » de même métier, estat ou condition, qui pour être » soutenus en la vente de leurs denrées au plus grand » prix qu'ils ne doivent, préfèrent leur profit particulier au bien et utilité publique, et font choix seulement des personnes de leur même condition. »

En 1692, le roi déplore avec amertume cet état de choses qui pèse sur toute la France. « Les cabales et » les intrigues, dit-il, ont le plus souvent part à l'élec-

» tion des maires, d'où il est presque toujours arrivé
» que les officiers ainsi élus, pour ménager les particu-
» liers auxquels ils étaient redevables de leur emploi,
» ont surchargé les autres habitants des villes et
» surtout ceux qui leur avaient refusé leurs suf-
» frages. »

Le marquis d'Argenson signale avec plus de force encore, dans le 18^e siècle, ces monstrueux abus. Il affirme « que les magistrats municipaux opprimaient
» partout le peuple et faisaient une tyrannie de leurs
» magistratures. »

Enfin, en 1771, le roi constate dans un édit « que les
» cabales et les brigues règnent dans les municipa-
» lités et donnent lieu à un nombre considérable de
» procès ruineux pour les villes, retardant leurs
» affaires et jetant la confusion dans toutes les admi-
» nistrations. »

J'ai tenu, Messieurs, à vous lire textuellement ces diverses citations, car elles jettent une saisissante clarté sur l'administration de nos villes. Quant à celle des campagnes, je ne vous en parle pas. Là, tout est subordonné au bon plaisir des syndics, l'arbitraire et l'unique loi municipale.

Et savez-vous, Messieurs, ce que devenait l'agriculture au milieu de ces tyrannies, de ces privilèges, de ces cabales, de ces ordres administratifs ? De 1713 à 1762, les archives de la Lozère contiennent la désignation d'un nombre considérable d'immeubles, sans propriétaires connus et complètement abandonnés. Le Gévaudan offre l'épouvantable spectacle d'un pays que la peste, la guerre ou la famine auraient ravagé; c'est un désert.

Le gouvernement voulut, dans le 18^e siècle, apporter un énergique remède à cette déplorable situation. Non-seulement il enleva définitivement aux villes, au milieu de l'indifférence de la nation et du silence de tous les écrivains, comme des parlements et des conseils municipaux, le privilège d'élire leurs maires et échevins, mais il organisa la centralisation administrative. Les communes ne purent plus ni acquérir, ni vendre, ni recevoir par dons ou legs aucun bien meuble ou immeuble sans y être autorisées par lettres patentes. Elles ne conservèrent pas même le droit de faire leurs budgets. Des réglemens détaillés, minutieux, fixaient la limite de chaque catégorie de dépense, et les budgets n'en étaient pas moins soumis à l'approbation de l'intendant et à la décision du conseil du roi. Les villes les plus importantes, Lyon, Marseille, Bordeaux, de même que les bourgs fermés, ne possédant que 300 livres de revenus ne pouvaient pas réparer leurs propriétés, bâtir une école, une église, sans l'avis de l'intendant, du contrôleur général et l'octroi de lettres patentes enregistrées par les cours souveraines.

Voilà ce qu'était devenue, au 18^e siècle, l'administration municipale. Rendons, Messieurs, à ce régime la justice qui lui est due. Les intendants, les préfets qui furent leurs successeurs ne se servirent de leurs pouvoirs que pour le bien de la chose publique. Sous leur impulsion, sous leur vigilante tutelle, la France se couvrit de routes et de canaux qui transformèrent nos provinces et sauvèrent l'agriculture. Les villes s'embellirent de rues, de marchés, de quais, de promenades, d'hôpitaux, de monuments qui y apportèrent la richesse, la santé, la lumière, la vie. Les conseils mu-

nicipaux, plus intègres, plus éclairés, ne sacrifièrent plus à leur profit particulier l'intérêt général, et les maires, choisis par le gouvernement, n'étant plus le produit d'une cabale ni d'une intrigue, eurent à cœur de justifier le choix dont ils étaient l'objet en se dévouant complètement à l'administration de leurs communes.

La France se transforma matériellement et moralement et, quand cette œuvre de régénération parut accomplie, l'Empereur, qui n'hésite jamais à se dépouiller d'une partie de ses prérogatives, alors qu'il croit pouvoir le faire pour accroître la prospérité de la France, l'Empereur résolut de donner aux conseils départementaux et aux conseils municipaux la plupart des attributions dont, depuis cent cinquante ans, le gouvernement et ses délégués étaient en possession.

N'attendez pas de moi, Messieurs, que j'aborde devant vous les projets de loi en ce moment soumis aux délibérations des chambres. L'un d'eux n'a pas encore été présenté au sénat, l'autre n'a pas encore été discuté par le corps législatif; le plus simple sentiment de convenance m'en interdit donc l'examen. Mais ce que je tenais à constater devant vous, c'est que, dès 1852, l'Empereur a posé les bases de la décentralisation administrative et jalonné cette voie de progrès et de liberté dans laquelle son gouvernement n'a cessé de marcher depuis. (*Très-bien ! très-bien !*)

C'est que Napoléon veut non-seulement le bien-être matériel du peuple, mais son développement moral. J'en atteste ces lois et ces décrets qui se succèdent depuis dix-huit ans, relachant de plus en plus les liens

qui rattachaient nos départements et nos communes au pouvoir central; j'en atteste surtout cette énergique impulsion donnée à l'instruction, et ces cours d'adultes partout multipliés, et ces médailles qu'un savant illustre va tout à l'heure décerner, au nom d'un ministre éminent, à nos instituteurs, et qui portent en exergue ces mots : « Dans le pays du suffrage universel, tout citoyen doit savoir lire et écrire ! » (*Bravos, cris prolongés de : VIVE L'EMPEREUR !* Voilà, Messieurs, comment l'Empereur entend élever le cœur de la nation, voilà comment, faisant de chaque électeur un citoyen, il a brisé ce faisceau de la centralisation administrative que nous avaient légué les iniquités des siècles passés ! (*Très-bien ! très-bien !*)

Sans doute, Messieurs, l'autorité des préfets existe encore; mais cette autorité est essentiellement tutélaire. Que sommes-nous au milieu de vous, sinon les représentants de la loi, de l'équité, de l'intérêt général ? Qu'elle autre passion nous anime que la passion du bien ? Quel autre but pouvons-nous nous proposer que celui de vous aider à développer la prospérité de votre département ou de votre commune, et de faire aimer le gouvernement que nous avons l'honneur de servir ?

Nous sommes les représentants de la loi, car la loi doit être égale pour tous et respectée par tous, car la liberté n'est pas la licence, car il n'est pas bon, pour que notre patrie soit forte et prospère, qu'elle se divise en autant de républiques qu'elle compte de communes. Nous sommes les représentants de l'équité et de l'intérêt général, afin de prévenir le retour de ces cabales et de ces intrigues qui remettent le pouvoir aux mains de

quelques-uns, à leur grand profit et au grand détriment de l'intérêt public et du peuple. En proposant au gouvernement, ou en nommant les hommes qui nous paraissent les plus capables d'être maires, nous n'avons qu'un but : choisir des magistrats dignes à la fois de la confiance de l'Empereur et de celle de leurs concitoyens, dépositaires fidèles de l'autorité, défenseurs vigilants des intérêts de leur commune.

Nous, Messieurs, nous sommes des conseillers dévoués, vous apportant le fruit de notre expérience, stimulant au bien les indifférents, modérant les impatients, consacrant toutes nos veilles à l'étude des questions qui vous touchent, des améliorations, des progrès qui se peuvent accomplir, vous donnant enfin tout notre temps, toute notre intelligence, tout notre cœur ! (*Bravos prolongés.*) Voilà notre mission, celle que l'Empereur nous a donnée, et, sachant combien Napoléon vous aime, nous croyons ne l'avoir pas remplie tant qu'il nous reste quelque bien à faire. (*Très-bien ! très-bien !*)

L'Angleterre, dont il est de mode de parler constamment, l'Angleterre ne jouit pas de ces libertés administratives. Il n'existe dans ce pays que 183 bourgs possédant le droit de s'administrer, et encore, dans ces bourgs privilégiés, les conseils municipaux n'ont pas la gestion des établissements de bienfaisance et ne peuvent aliéner les biens communaux sans la permission des trois lords de la trésorerie. Il leur faut un bill privé rendu en parlement pour prélever des impôts, contracter des emprunts, ouvrir des souscriptions, ordonner des enquêtes. Pour tout le reste de l'Angleterre, villes, bourgs, communes rurales, le pouvoir, le

pouvoir tout entier : civil, administratif, judiciaire, réside entre les mains des juges de paix nommés par la couronne pour la durée du règne et centralisant à la fois les fonctions qui appartiennent en France aux préfets, aux tribunaux, aux conseils généraux, aux conseils de préfecture. Ce sont eux qui administrent et qui rendent la justice, ce sont eux qui décident des impôts, qui les répartissent et prononcent sur les réclamations que leurs décisions provoquent. Une loi rendue en 1848 a permis de créer dans les villes des comités particuliers chargés d'une certaine partie de services spéciaux, tels que l'éclairage, le pavage des rues, etc.

En 1858, le parlement a autorisé les communes à demander à leur profit l'application de cette loi; mais si un seul contribuable proteste, l'affaire est portée devant le ministre de l'intérieur, qui prononce en dernier ressort. Pour jouir de privilèges plus étendus, pour obtenir ce droit de s'administrer que possèdent les plus pauvres petites communes de France, il faut un acte du parlement; et j'ai dit qu'on ne comptait actuellement que 183 bourgs ayant obtenu cette faveur.

Ainsi, Messieurs, la France jouit d'une décentralisation administrative que bien des nations peuvent lui envier; mais, en même temps, l'action gouvernementale est fortement centralisée, parce que, selon la belle et profonde pensée de l'Empereur, « on n'administre bien que de près, mais on gouverne de loin. » C'est à cette centralisation, qui est le résultat de nos traditions, de nos besoins, de nos mœurs, de notre caractère, que nous devons de ne pas avoir été frappés par cette épouvantable épizootie qui, en Angleterre, a tué plus de deux cent mille bêtes à cornes, Trois fois le fléau

a fait invasion en France, trois fois il a été étouffé à son berceau. Ah ! cette France que nous aimons et que nous ne savons pas toujours assez honorer, les étrangers lui rendent souvent une plus éclatante justice que nous ne le faisons nous-mêmes. Dernièrement, des députations des comtés anglais se rendirent près de lord Grandville pour le supplier de prendre d'énergiques mesures afin d'arrêter la marche du typhus. Le noble lord objecta que la constitution s'y opposait, et que c'était affaire aux pouvoirs locaux de prévenir le mal. Savez-vous ce que répondaient ces pauvres agriculteurs réduits à la misère ? Ils citaient les mesures prises par le gouvernement français, ils disaient que l'Empereur nous avait sauvés, avait sauvé notre agriculture de la ruine, et ils ajoutaient tristement : « Que » voulez-vous que fassent nos pouvoirs locaux ? Il n'y a » dans leurs décisions, ni suite, ni harmonie, ni unité, » formité, et ils ferment volontiers la porte de l'écurie » lorsque le cheval s'est échappé ! » (*Très-bien ! très-bien !*)

Mais quel que soit le génie d'un souverain et son amour pour le peuple, il existe des fléaux qu'il est impuissant à combattre, parce que la science n'en connaît ni l'origine, ni la cause, ni le développement. C'est ainsi que notre contrée souffre depuis longtemps cruellement de la maladie des vers à soie qui, après avoir gagné toute l'Europe, s'est étendue à la Chine, notre grand centre d'approvisionnement.

Le salut nous est venu d'une île jusqu'alors fermée aux étrangers et que notre marine et notre diplomatie nous ont ouverte. Deux fois des ambassadeurs japonais se sont rendus en France pour saluer notre souverain

et étudier de près le secret de cette grandeur qui rayonnait, en les éblouissant, jusqu'à l'extrême Orient. Non-seulement la légation française d'Yeddo a pu recueillir et marquer d'un sceau particulier, afin qu'elles échappassent à la fraude, ces graines précieuses qui seules, jusqu'à aujourd'hui, ont été préservées du fléau; mais le Taicoun a fait hommage à l'Empereur de quinze mille cartons qui, répartis entre les départements sériciculteurs, ont été reçus par nos populations comme un bienfait inespéré.

Ainsi, Messieurs, la puissance que Napoléon a donnée à la France profite à l'agriculture comme à l'industrie, et le monde devient en quelque sorte le tributaire de l'Empire. (*Très-bien ! très-bien !*)

Les peuples que la Providence protège ont une prescience qui domine les événements. Quand la victoire trahissait nos drapeaux, quand la France succombait sous les efforts de l'Europe coalisée contre nous, c'était dans la chaumière du paysan que se conservait, pur et fidèle, le culte du grand homme tombé. Et, plus tard, lorsque notre patrie, déchirée par les factions, voyait se rouvrir devant elle l'ère néfaste des révolutions, ce fut de ces mêmes chaumières que partit ce mouvement national, irrésistible, sans précédents dans l'histoire, qui, par une triple consécration, réunit nos destinées aux mains de la dynastie Napoléonienne.

Ce que l'Empereur a fait pour le peuple des campagnes, pour les cultivateurs, je viens de vous le rappeler, et vous savez également ce qu'il a fait pour le commerce, pour l'industrie, pour la prospérité, pour la grandeur, pour la gloire de la France.

Eh bien ! il y a quelque chose qui me frappe plus

en ce moment que ces bienfaits dont je viens d'évoquer devant vous le souvenir radieux : c'est l'aspect de ce peuple qui se presse à notre concours pour admirer les produits de l'agriculture, constater ses progrès, applaudir avec nous à vos efforts, à vos succès, à vos triomphes. (*Très-bien !*)

Vous douteriez-vous, si vous ne le saviez pas, que vous êtes dans un rude pays de montagnes où la terre manque souvent, où le rocher se refuse à toute culture, où nos voies de communication sont fréquemment interceptées par les pluies, les neiges, les orages. Interrogez, non pas les vieillards, mais les jeunes hommes, et ils vous diront quelle transformation matérielle, morale, intellectuelle, s'est opérée depuis quinze ans dans ce pays.

Qu'était-il besoin de vous rappeler ce que l'Empereur avait fait pour l'agriculture? Je me reproche, en vérité, d'avoir si longtemps réclamé et fatigué peut-être votre bienveillante attention. Je n'avais qu'un mot à vous dire. Voyez ! l'aisance a pénétré, avec le travail, avec la santé, avec l'hygiène, avec l'instruction, dans ce département que la nature avait deshérité, que l'Empereur a associé à la prospérité dont il a doté la France ! (*Applaudissements.*)

Le poète immortel de la Rome païenne, opposant, dans ses vers harmonieux, aux tristesses et aux malheurs des siècles passés, le calme heureux dont jouissaient les agriculteurs sous le règne d'Auguste, s'écriait dans son satyrique enthousiasme :

Deus nobis hæc otia fecit !

Nous, Messieurs, nous souvenant et comparant, constatant le bien, le progrès accompli, nous pouvons

dire sans hyperbole et sans flatterie, mais avec le même sentiment de reconnaissance profonde : Un grand Souverain nous a fait ce bonheur !

(Applaudissements prolongés; cris de :

VIVE L'EMPEREUR !

RAPPORT

DE M. CALEMARD DE LA FAYETTE

SUR LA VISITE PAR LE JURY DES EXPLOITATIONS RURALES DE LA LOZÈRE
CONCOURANT POUR LA PRIME D'HONNEUR.



I.

MESSIEURS,

Jamais les solennités du genre de celle qui nous réunit aujourd'hui, jamais cette institution féconde des Concours régionaux n'eut, à coup sûr, l'importance exceptionnelle qu'il faut lui reconnaître au moment où nous sommes.

Les souffrances de l'agriculture, ces doléances sincères qui, sans préméditation, se sont répandues tout-à-coup d'un bout de la France agricole à l'autre, sollicitaient des investigations nouvelles; aussi le Gouvernement, d'accord avec la représentation nationale, se rendant à un vœu unanime, a-t-il voulu se mettre prochainement en face de tous les besoins, chercher enfin, trouver, s'il est possible, le remède ou les palliatifs espérés.

En de telles circonstances, les Concours régionaux deviennent, on le comprend, l'un des grands moyens de constater la situation des choses.

Par l'étude des défaillances de la culture chez ceux qui ont pu se croire appelés et qui ne seront pas élus; — par la mise en lumière des grandes œuvres accomplies, qu'attend la récompense, il se fait, nous pouvons le dire, une première enquête concluante, et il peut ressortir du jugement que les commissions sont appelées à rendre, une démonstration dont la haute valeur ne sera méconnue de personne.

Au point de vue plus spécial des intérêts de ce département, pauvre sans doute, ce qui n'est pas vice, et dans sa pauvreté intéressant encore, au milieu de l'épreuve actuelle, à quel moyen de salut recourir ?

« Vos céréales, dirions-nous aux cultivateurs de la Lozère, se vendent à des prix peu rémunérateurs ? Restreignez la culture des céréales aux proportions de vos besoins en pailles et grains.

» Vous avez, dans l'extension illimitée des pâturages, un moyen d'accroître graduellement le troupeau; tout comme, par une heureuse réciprocité, vous avez, dans le troupeau accru, un moyen de fertilisation progressive pour les pâturages que l'irrigation ou la fumure, que le parcage et l'utilisation des eaux transformeront souvent en prairies bonnes pour la faulx.

» Là est, pour ce pays, le vrai progrès. »

Telles sont les convictions de la Commission tout entière; et c'est au *criterium* de ce programme si simple, que nous avons cru devoir, presque partout dans la Lozère, juger les œuvres soumises à notre appréciation.

II.

Neuf concurrents à des titres divers, c'est-à-dire dans deux catégories différentes que nous spécifierons tout à l'heure, se sont mis en mesure pour prendre part au Concours.

C'étaient, nous devons le croire, l'élite des agriculteurs ou mieux des agronomes de ce pays. Car parmi les fermes visitées, sièges d'une exploitation sérieuse, nous aurions peine à en citer une seule qui n'ait fait preuve à nos yeux d'une valeur réelle, et où l'on ne puisse aller chercher quelque exemple.

Les neufs concurrents (nous les nommons au hasard et sans aucun classement par ordre de mérite ou de supériorité), tous propriétaires exploitant leurs propres domaines, sont :

M. de Fenouillet, aux domaines de Lhom et de Fons, commune de Bassurels, canton de Barre.

M. Charles Durand, à Salles-Basses, commune des Salces, canton de Saint-Germain-du-Teil.

M. Sinègre, à Plagnes, commune de Trelans, id.

M^{me} Cambessèdes, à Ferrussac, commune de Meyrueis, canton de Meyrueis.

M. Grousset, à Recoulettes, commune de Barjac.

M. Th. Roussel, à Malavieille, communes de Chanac et Salelles, canton de Chanac.

M. le comte de Morangiès, à Fabrèges, commune d'Auroux, canton de Langogne.

M. de la Barthe, à Séjas, commune de Montrodat, canton de Marvejols.

M. Daudé, à Mende, faubourg de la Vernède.

Avant d'aborder l'examen détaillé des œuvres accomplies dans chacune des exploitations que nous venons d'énumérer, il nous paraît d'abord indispensable de reproduire les termes mêmes de l'arrêté de S. Exc. M. le Ministre de l'Agriculture, dans lequel le Jury doit chercher sa règle et sa loi :

« Une prime d'honneur sera décernée à l'agriculteur
» dont l'exploitation, comparée aux autres domaines
» ruraux du département inscrits pour concourir, sera
» la mieux dirigée, et qui aura réalisé les améliorations
» les plus utiles et LES PLUS PROPRES A ÊTRE OFFERTES
» COMME EXEMPLE.

Cette disposition est complétée par une seconde, dont nous reproduisons également la teneur :

« A côté du domaine qui, par sa tenue générale,
» aura mérité la prime d'honneur, il peut s'en présenter d'autres qui frappent l'attention du jury par la
» remarquable exécution d'une opération déterminée...
» Dans ce cas, le jury aura la faculté de récompenser
» ces travaux par des médailles d'or et d'argent, qui
» ne s'adresseront plus à l'exploitation tout entière,
» mais au fait spécial qui aura été jugé digne d'une distinction particulière. »

La Commission, Messieurs, a eu à visiter plusieurs fermes ensuite de demandes d'admission au Concours, faites dans ces dernières conditions, c'est-à-dire par des concurrents aspirant à des récompenses particulières, au titre d'améliorations ou d'opérations spéciales.

Nous commencerons par vous rendre compte des excursions qui nous ont permis d'étudier sur place des œuvres réellement dignes du plus haut intérêt,

qui sollicitaient ainsi notre examen pour des spécialités.

III.

M. DE FENOUILLET, *aux domaines de Lhom et de Fons.* — REBOISEMENT.

Nous n'avons pas, croyons-nous, à insister sur l'importance capitale des reboisements dans la Lozère.

Sur ces versants presque à pic, où tout labour périodique ne semble ameublir le sol que pour le livrer sans résistance à l'action érosive des eaux de source ou de pluie; sur des surfaces tellement inclinées que le gazon lui-même sera infailliblement déchiré par le piétinement des troupeaux, par le coup de pioche infatigable que donne le pied du mouton, seul le reboisement, seules les plantations judicieusement choisies, pourront obvier à cette brusque formation des torrents dont tout le monde connaît les formidables ravages.

Malheureusement, dans un pays tel que la Lozère, les profits immédiats de cette méritoire opération du reboisement sont pour longtemps trop complètement négatifs. Il faut, pour reboiser avec courage, en acceptant que les produits de l'élagage et de l'éclaircie n'en paieront pas de longtemps les frais, il faut être pénétré d'un sentiment élevé du bien général; il faut, en outre, qu'une sérieuse indépendance de fortune permette au propriétaire un long ajournement de toute réalisation fructueuse; il faut peut-être enfin que celui qui se voue à cette œuvre de patience, à l'œuvre de planter, de boiser, soit en même temps épris de la

majesté et de la grandeur que donne au paysage une belle végétation forestière.

Cette haute intelligence d'un devoir social, unie à l'amour des œuvres de la silviculture pour elle-même, la commission a été heureuse de la rencontrer, dans un degré rare, chez le propriétaire qui avait sollicité une visite aux domaines de Lhom et de Fons.

Fidèle aux traditions paternelles, M. de Fenouillet, le jeune et ardent silviculteur dont il s'agit ici, a vu de tout temps, en y participant lui-même, depuis sa première enfance, s'étendre et prospérer l'œuvre du reboisement qu'il poursuit encore aujourd'hui avec une persistance au-dessus de tout éloge et un succès presque toujours immédiat.

Le but des propriétaires qui se sont succédé à la tâche, ce fut surtout de défendre les rampes escarpées, qui forment leurs domaines, contre des ravineux désastreux. Or, les bons résultats du reboisement ne se sont pas fait attendre. La préservation des parties non encore entamées se trouve maintenant assurée; et de plus, les vastes plaies longtemps béantes aux flancs de la montagne sont, si on peut le dire, cicatrisées aujourd'hui.

Le premier soin de M. de Fenouillet père fut de supprimer, sur les ténements à reboiser (plus de 120 hectares), le parcours du troupeau; c'était un sacrifice annuel de plus de 2,000 fr. de revenu, sacrifice qu'on ne pourrait évidemment demander à toutes les situations. Un nombre considérable de chaussées de toute dimension furent alors construites pour couper, de distance en distance, les ravins et les lits des torrents; des genêts et des pins furent ensuite semés, des peu-

Partie agricole, etc.

17

pliers plantés partout où le comportait la profondeur du sol.

Ces beaux travaux, commencés, nous l'avons dit, par de Fenouillet père il y a plus de trente ans, et continués avec un zèle au moins égal par son fils, ont déjà transformé 69 hectares environ.

Les plateaux supérieurs et tous les versants les plus exposés sont déjà recouverts d'une végétation vigoureuse qui fait, presque partout, honneur à la persistante volonté du propriétaire et change complètement l'aspect de la propriété.

Quelles que soient désormais la fureur des orages et la fréquence des pluies torrentielles, l'effort des eaux, divisées et comme tamisées dans l'épaisseur des fourrés, ne ravine plus les terres; et les cours d'eau inférieurs en sont à peines troublés.

Ainsi a été apporté un remède efficace, définitif et de plus en plus sûr, contre les inondations périodiques qui dévastaient autrefois la vallée.

L'essence dominante est celle du pin sylvestre; mais d'autres essais ont été également tentés avec avantage. Les plus anciens semis, datant d'une vingtaine d'années, sont d'une belle, souvent d'une magnifique venue.

Le côté ingrat d'une telle création, c'est la nullité du produit actuel; mais M. de Fenouillet sait bien qu'un avenir, peut-être prochain, rémunérera équitablement ses inspirations de bon père de famille et de bon citoyen. La Lozère, comme tout autre contrée, bien qu'un peu plus tard peut-être, aura aussi quel que jour ses communications faciles, et nul produit sérieux ne restera alors sans débouché. Alors aussi

M. de Fenouillet s'applaudira certainement d'avoir aimé, comme il les aime, le reboisement et les bois, et conquis à une production importante des terrains autrefois sans valeur.

Les semis ou reboisements exécutés avec le même succès sur le domaine de Fons mériteraient les mêmes éloges; mais il suffit sans doute de les indiquer ici.

En résumé, comme but et comme moyen, l'œuvre est grande et méritoire. C'est donc en recommandant cet exemple à l'imitation de tous ceux, et ils sont nombreux, dont la situation est en quelques points analogue, que nous décernons à M. de Fenouillet une médaille d'or.

IV.

M. DURAND, à Salles-Basses. — CRÉATION PASTORALE hors ligne.

M. Charles Durand a appelé la visite et l'examen de la Commission sur le domaine qu'il exploite dans les montagnes d'Aubrac, à 23 kilomètres de Marvejols, à 9 kilomètres de Nasbinals.

Cette propriété (409 hectares) se compose uniquement de prés, pâtures et bois, à une altitude de 1,336 mètres au-dessus du niveau de la mer, c'est-à-dire dans une région où les neiges des longs hivers et les brusques rigueurs du climat rendent à peu près complètement impossible la culture des céréales, et par conséquent tout l'ensemble des opérations agricoles ordinaires.

C'est ce que M. Durand, comme son prédécesseur, M. Vincens, son beau-père, ont parfaitement compris.

Et ils l'ont prouvé dès les débuts, en restreignant leurs efforts dans la spécialité pastorale que la nature des choses conseillait impérieusement ici.

L'excursion qui avait à nous révéler toute l'importance de l'œuvre accomplie à Salles-Basses, et la perfection qui lui est déjà acquise, devait être l'une des bonnes fortunes les plus appréciées de notre campagne laborieuse dans la Lozère.

Le domaine de Salles-Basses fait partie du groupe de montagnes de l'Aubrac que possédèrent, durant des siècles, les Doms ou supérieurs de l'abbaye célèbre à laquelle l'Aubrac même avait donné son nom.

Devenu par des acquisitions successives la propriété de M. Vincens, beau-père de M. Durand, et plus tard de M. Durand lui-même, Salles-Basses n'a cessé de recevoir les améliorations qui constituent aujourd'hui une transformation complète et en ont fait le plus remarquable exemple qui se puisse citer, dans la grande spécialité pastorale dont nous parlions il n'y a qu'un instant.

Pour montrer, en peu de mots, comment l'intelligence essentiellement pratique des derniers possesseurs aura marqué la trace de leur passage sur ces hauteurs si curieuses à connaître; pour dire quel fut le mérite de l'entreprise, et quel est aujourd'hui la valeur du résultat, deux chiffres, maintenant, vont suffire :

Entre les mains des acquéreurs de biens nationaux qui détinrent le domaine jusqu'à l'époque où M. Vincens en devint propriétaire, et avant que celui-ci n'eût commencé l'œuvre des améliorations, c'est-à-

dire jusqu'en 1826, le produit de Salles-Basses n'avait jamais dépassé 4,000 fr.

Aujourd'hui, les comptes de M. Durand établissent un revenu net d'au moins dix mille francs.

Autrefois les fourrages étaient vendus à des petits fermiers étrangers, pour être consommés à peu près intégralement au dehors; et il ne restait conséquemment sur le domaine ni bétail sérieux ni fumure.

Aujourd'hui, le bétail réparti, en été, sur les vastes dépaissances de Salles-Basses, et qui, par d'abondantes fumures, assure à la propriété une progression de fertilité constante, se décompose comme il suit :

130 vaches laitières; 110 à 120 vaches jeunes ou sans lait, destinées à l'engraissement pour la plupart ; 10 à 20 génisses et 10 à 20 taureaux d'un à deux ans; 8 à 10 bœufs de travail; 80 à 100 veaux; en tout de 3 à 400 têtes;

Ajoutons 100 bêtes à l'étable en hiver;

Voilà le fait actuel, constaté sur place par la Commission.

Un tel résultat a son éloquence, et il dispensera d'insister sur les voies et moyens employés pour y parvenir.

Indiquons-les cependant, avec le désir qu'ils aient pour ce pays, avec l'autorité du fait accompli, la valeur d'un enseignement supérieur.

Les prairies déjà existantes, amenées à leur maximum de production, grâce à la fumure ou à l'irrigation mieux conduite; les pâturages de bonne qualité transformés à leur tour en bonnes prairies par les mêmes pratiques; sur les pâturages médiocres ou mauvais, le gazon de bonne nature gagné pied à pied

sur la bruyère ou la lande, et cela à l'aide du parcage, des nivellements, des épierrements; les parties marécageusees assainies, et les eaux surabondantes du marais recueillies dans des rigoles destinées à abreuver les plans inférieurs ;

Qu'on ajoute à tout ce qui précède de bonnes clôtures pouvant parquer, sans frais de garde, le bétail divisé en groupes spéciaux; la construction de deux nouvelles étables, la construction d'une habitation de maîtres permettant à ceux-ci de se complaire dans la surveillance plus assidue de leur œuvre;

Voilà un aperçu de ce que la Commission a dû louer, sans réserve, à Salles-Basses.

Mais ce serait vous laisser une idée insuffisante de M. Durand et de ses mérites que de ne pas accorder une mention tout-à-fait à part au rôle spécial qu'il s'est donné comme éleveur, comme créateur d'une vacherie exceptionnelle dans la Lozère.

M. Durand a su créer des masses énormes de fourrages à faucher; il a voulu multiplier dans les mêmes proportions le bétail; mais là ne s'est pas borné son intelligent vouloir. Il avait sous la main une race précieuse, rarement entretenue avec le soin convenable, et sur laquelle, dans sa région du moins, une sélection judicieuse n'avait point encore été expérimentée d'une manière suivie.

Les concours disent, chaque année, quelle rare réussite a couronné l'effort de M. Durand et ses tentatives d'amélioration de la race locale.

A qui visite Salles-Basses, des médailles sans nombre racontent d'innombrables triomphes; et la spécia-

lité que M. Durand s'est ainsi donnée, n'est pas, on le voit bien, une simple spéculation de Concours.

La vacherie de Salles-Basses reste donc un grand fait, on ne peut plus pratique, on ne peut plus sérieux.

Après avoir rattaché ce fait à celui dont il est la déduction logique, et rapproché cette belle création de bétail de la haute production fourragère, sans laquelle le bétail si nombreux et si beau ne serait pas possible, la Commission croit faire simplement justice en accordant à M. Durand une récompense à part entre celles qu'elle décerne aux œuvres de spécialité; elle lui accorde, en conséquence, une grande médaille d'or pour son exploitation pastorale et la vacherie de Salles-Basses.

V.

M. SINÈGRE , — à *Plagnes*. — CRÉATION DE PRAIRIES.

Une autre exploitation pastorale, située dans cette même région de l'Aubrac, l'exploitation de *Plagnes*, appartenant à M. Sinègre, devait, comme Salles-Basses, quoiqu'avec une perfection bien moindre, nous montrer un ensemble d'améliorations progressives, dont le rapport a certainement à garder le souvenir.

M. Sinègre possède le courage de l'action; et si la somme de ses efforts, disséminés sur la vaste surface d'un domaine de 650 hectares, n'apparaît pas tout autant qu'elle apparaîtrait sans doute ailleurs, dans un cadre plus limité, nous ne devons pas moins recon-

naitre combien, malgré ce qui reste à faire, ce qui a déjà été fait est recommandable.

Les champs épierrés, assainis, transformés en pâturages partout où cela n'était pas impossible ; les pâtures de bruyères sensiblement améliorées, quelquefois changées du tout au tout, à l'aide du parcage ; les parties marécageuses drainées ; la fumure liquide administrée aux grands herbages qui avoisinent les granges par le moyen des sources qui lavent à grandes eaux les étables ; l'introduction du trèfle et même de la luzerne donnant de bons produits sur un sol où leur réussite eût pu paraître douteuse, tout cela mérite certainement d'être remarqué. Mais la plus louable opération de M. Sinègre, c'est sa grande création de près nouveaux.

Des eaux abondantes, recueillies avec un soin patient et conduites à travers des distances considérables, à l'aide de barrages, de rigoles et de canaux dont la construction, souvent difficile, demandait une certaine audace, ont permis à M. Sinègre de transformer tout un versant aride et rocheux en prairies d'un grand avenir, mais qui ne prendront toute leur valeur que du jour où des irrigations moins imparfaites auront assuré une meilleure répartition des eaux.

Il nous reste à mentionner un des produits les plus importants de cette exploitation, produit sur lequel M. Sinègre avait justement appelé l'attention de ses visiteurs : nous voulons parler des fromages, dont la vente constitue un des éléments importants des revenus du domaine (1).

(1) Les fromages de M. Sinègre lui ont valu, à l'exposition des produits du Concours régional, une médaille d'or.

La commission, jalouse de témoigner à cet actif et entreprenant propriétaire tout le prix qu'elle attache à quelques-uns de ses travaux, même de ceux qui ne sont encore que d'excellents commencements, décerne à M. Sinègre une médaille d'or pour avoir converti des terres en friche en prairies arrosables.

VI.

M. DAUDÉ, — à Mende.

Restreints dans un cadre évidemment trop borné pour qu'on puisse les mettre de pair avec ceux dont nous venons de parler, les travaux de M. Daudé ne pouvaient, au sentiment de la Commission, aspirer à l'une des grandes récompenses des Concours régionaux.

M. Daudé a créé ou amélioré un clos, un verger d'environ trois hectares. Ses défenses contre la rivière qui longe sa propriété sont le fait d'une sage prévision; il s'est donné à peu de frais, ce dont il faut le louer, l'avantage d'une irrigation convenable. Mais il n'y a là ni grands exemples à signaler, ni résultats hors ligne à constater.

M. Daudé n'a, d'ordinaire, de bétail qu'en hiver. Au moment de notre visite, l'étable était vide; la porcherie de même. Une porcherie spacieuse sans doute, bien aérée, propre surtout; et, dût-on s'étonner de nous entendre ainsi parler, nous dirons même trop propre. Nous avons pu voir, en effet, que les déjections des animaux s'écoulaient naturellement sur une pente facile, qui les menait tout droit à la rivière.

Les établissements industriels de M. Daudé, son

moulin à foulon, sa minoterie, etc., ont une toute autre importance. Mais ces usines, dans les conditions où elles se trouvent, ne peuvent être considérées comme des annexes d'une exploitation agricole.

Il ne nous appartenait pas, dès lors, de les apprécier ; et nous n'avons pas non plus à leur faire une plus large part dans ce rapport.

VII.

M. DE LA BARTHE, — au château de Séjas.

A première vue, sur le domaine de Séjas, on se sent heureux de rendre justice à la rectitude des tendances du propriétaire. Le but qu'il poursuit est bien celui que conseillerait au plus grand nombre des cultivateurs l'expérience locale, éclairée par le savoir.

Ainsi M. de la Barthe comprend la nécessité du reboisement et y consacre les surfaces qui ne sauraient être mieux employées autrement.

Et, de même, ce propriétaire a fait, de l'extension graduelle des cultures fourragères et surtout de la création des prairies arrosées, l'objet de sa prédilection constante.

D'autre part, dans l'ensemble des cultures exécutées en terre arable, sur le domaine de Séjas, il faut signaler également bon nombre de pratiques louables, bon nombre d'essais utiles attestant chez le propriétaire un désir éclairé, une préoccupation assidue de progrès.

Ce sont là, sans doute, des mérites réels qui n'ont pas échappé à la Commission. Malheureusement, celle-ci a dû voir, chez M. de la Barthe, plutôt les

bonnes intentions du propriétaire instruit que les initiatives du vrai cultivateur, rigoureusement assujéti aux lois de la production et de la spéculation agricole les plus lucratives.

Ces terres, soumises à un assolement judicieux, manquent, sans doute, quelques-unes des façons indispensables; aussi les récoltes laissent-elles à désirer.

Les prairies, dont nous avons loué la création, ne tiennent pas tout ce qu'elles semblent promettre, par ce que l'irrigation en est défectueuse encore et que les nivellements ne sont pas achevés.

Enfin, le troupeau devrait être à Séjas, comme en tant d'autres domaines du pays, le grand moyen de succès, l'élément capital de toutes les autres prospérités.

Mais M. de la Barthe, et il en fait l'aveu bien volontiers, a l'antipathie raisonnée du rôle commercial et du fait de spéculation auxquels l'agriculture progressive, que cela lui agrée ou non, doit aujourd'hui se résigner presque partout. Du bétail maigre à acheter, du bétail gras à vendre; la pratique des foires et des marchés, un trafic pour ainsi dire quotidien, tout cela nous a paru répugner profondément au propriétaire de Séjas.

M. de la Barthe se borne donc à faire évidemment mieux que beaucoup des cultivateurs qui l'entourent, sans ignorer, toutefois, combien il pourrait, combien il devrait se surpasser encore lui-même.

Le vrai progrès agricole a des exigences autrement absolues; ce qu'il poursuit, ce à quoi il lui faut atteindre, c'est une production toujours croissante et tou-

jours plus lucrative, dont la culture de Séjas, malgré de bons efforts partiels, ne donne pas encore suffisamment l'exemple.

VIII.

M^{me} CAMBESSÈDES, — à *Ferrussac*.

Le souvenir gardé par de nombreux amis à une mémoire que les mérites les plus divers défendent contre l'oubli, d'éloquents regrets exprimés par la science, disent assez, à ceux-là même qui ne l'ont pas connu, quel homme éminent fut M. Cambessèdes, et quel vide il a laissé dans le monde élevé de l'observation scientifique, comme dans le cercle plus restreint des affections privées.

Après s'être acquis une juste renommée dans l'étude des sciences naturelles, après avoir attaché son nom à des publications, à des œuvres destinées à vivre, M. Cambessèdes voulut donner aux travaux de toute sa vie le complément d'une grande entreprise de progrès agricole à réaliser.

C'est alors qu'après avoir déjà marqué son empreinte dans une première propriété, il constitua, d'abord par des échanges, puis par des acquisitions parcellaires, le domaine de Ferrussac dans son intégrité actuelle.

L'active intelligence de M. Cambessèdes devait trouver, en ce cadre agrandi, les éléments d'une création d'autant plus méritoire qu'elle était certainement plus difficile. Le propriétaire de Ferrussac marchait déjà résolument vers le but qu'il s'était proposé; il jouissait déjà de beaux résultats acquis, lorsque la mort l'a frappé.

Si profondément regrettable que fût un tel événement, l'avenir du domaine ne devait pourtant point périliter.

L'œuvre de transformation était en bonne voie; elle était bien loin d'être achevée. Il y fallait toujours une direction énergique autant que clairvoyante. C'était œuvre virile entre toutes. Associée dès longtemps aux projets d'utilité publique et privée qui avaient germé sous ses yeux, la veuve de M. Cambesèdes n'hésita pas à accepter ce fardeau. Et c'est elle, c'est M^{me} Cambessèdes qui présente aujourd'hui le domaine de Ferrussac à l'examen de la Commission de la prime d'honneur.

Disons maintenant rapidement ce qu'est le domaine de Ferrussac.

Nous sommes en présence d'une exploitation où les céréales, les prairies artificielles, les racines sarclées elles-mêmes entrent pour une proportion plus ou moins conforme aux lois les plus générales de la grande culture.

Sans doute, nous ne saurions blâmer les propriétaires de Ferrussac d'avoir voulu, au moins à titre d'essai, tenter, malgré les difficultés, malgré les conditions quelquefois les plus défavorables, la grande opération d'une culture complète; mais, il faut bien le dire, toutes les tentatives faites dans les différents ordres de production n'ont pas eu la même valeur. Avec un sol léger, schisteux, sans profondeur, sur les pentes, où le labour peut devenir funeste en livrant les terres ameublies aux ravinements par les eaux, les cultures céréales, d'un produit trop précaire ne sauraient être acceptées comme étant à leur place.

Sur les terres ingrates dont nous parlons, la Commission ne s'étonnait donc pas de voir, ici des blés trop inégalement venus, là des cultures sarclées d'une réussite insuffisante ; ailleurs des luzernes mal à propos, selon nous, associées au trèfle, témoignant également, par le défaut de vigueur, du danger d'aspirer trop vite aux productions les plus exigeantes. Nos conclusions naturelles nous ramenaient donc à penser que, sur la plupart de ces champs peu fertiles, l'extension des pâturages destinés au troupeau serait le but important à poursuivre.

Cette conviction, l'examen du troupeau lui-même la confirmaient aussi, en nous prouvant que, dans le régime actuel, les animaux manquent encore de l'abondante nourriture nécessaire à un bon entretien.

Les regrets que nous exprimons de la sorte pour les parties les moins réussies de l'exploitation, ne nous font pas méconnaître tout ce qui s'y voit d'ailleurs de bien et de bon.

La création de chemins ruraux sur les pentes qui rendaient les transports impossibles, mérite tous les éloges. La Commission n'a pas vu avec indifférence une plantation de châtaigniers très-intéressante.

Mais là n'est point encore l'exemple le plus remarquable, l'exemple vraiment digne d'être admiré, et pour lequel il nous tardait de rendre aux propriétaires de Ferrussac une pleine et éclatante justice.

Des vingt-deux hectares de prés qui sont la richesse et l'honneur du domaine, douze hectares sont de création nouvelle; et voilà la grande et belle conquête qu'il faut recommander sans réserve à l'imitation du pays.

La construction du barrage qui assure la prise d'eau, la conduite des eaux par canaux souterrains et rigoles à ciel ouvert, sont de véritables travaux d'art exécutés avec une perfection remarquable. A ces travaux sont dues les irrigations irréprochablement distribuées qui ont accru, dans d'énormes proportions, la production des prairies anciennes, et donné seules la vie et la fertilité aux nouvelles. La composition excellente des herbages ajoute la qualité à la quantité.

Nous n'avons pas à insister davantage sur la beauté d'un pareil résultat, sur la valeur d'un si précieux exemple. Ils expliquent naturellement la décision de la Commission qui décerne à M^{me} Cambessèdes une médaille d'or, pour la création et l'irrigation des magnifiques prairies de Ferrussac.

IX.

M. GROUSSIER, — à Recoulettes.

La ferme de Recoulettes, située à peu près à égale distance entre Marvejols et Mende (14 kilomètres), se compose de 52 hectares environ : 36 hectares terres arables, 10 hectares prairies ou pâturages, 5 hectares de plantations.

Recoulettes est la ferme-école du département de la Lozère, et nous savions d'avance que si la perfection, même relative, ne se trouvait point encore là, il s'y rencontrerait tout au moins, dans le détail, de très-utiles enseignements.

D'autre part, nous avons plus que le droit, nous avons le devoir de nous montrer exigeants, difficiles même, en face de l'exploitation à laquelle incombe la mission d'instruire les autres.

Ce devoir impérieux, nous ne pouvions le perdre de vue chez M. Grousset; et il ne faut pas non plus qu'on l'oublie aujourd'hui, si l'on veut ne laisser à nos appréciations que leur juste portée.

Les lignes générales du programme agricole de Recoulettes donnent évidemment satisfaction au *desideratum* de la théorie.

Nombreux bétail; — fumiers de bonne confection, bien tenus, bien aménagés; — *spécimen* partiel (trop partiel, sans doute), d'un assolement judicieux et régulier; — prédominance exceptionnelle, et, ce qui semble difficile, abusive des cultures fourragères; — semailles des céréales en lignes, binage et sarclage entre les lignes, et, par conséquent, état de propreté des récoltes qui ne s'est trouvé nulle part ailleurs au même degré; — et, comme résultat naturel de tout ce qui précède, aspect des récoltes satisfaisant pour l'année; telles sont les constatations à l'avantage de Recoulettes, que nous avons dû faire, et que nous nous attendions à faire.

Si, cependant, la Commission ne donne à tout ce qu'elle signale de la sorte qu'une approbation qui n'est pas sans réserve, c'est bien qu'elle a sans doute une objection capitale à formuler maintenant; c'est qu'elle entrevoit malheureusement, dans un prochain avenir, l'obstacle qui mettra en péril tout le système adopté.

Sur 36 hectares de terres arables, 25 hectares de sainfoin, 1 hectare $1/2$ ou 2 de luzerne, c'est assurément magnifique pour le présent; mais n'est-ce pas l'abus poussé jusqu'au danger, dans une tendance excellente en soi?

Ne sent-on pas, dans une telle organisation cultu-

rale, quelque chose d'outré, d'excessif, partant d'essentiellement provisoire ?

Quel sera le lendemain ? Et, en d'autres termes, n'est-ce pas l'absence complète d'assolement pour la majeure partie des terres arables ?

Vingt-cinq hectares d'esparcette sont aujourd'hui en plein rapport. Si ces fourrages sont conservés plusieurs années encore, il faudra, cela est de toute rigueur, qu'un temps au moins égal s'écoule avant qu'on n'y revienne. Si l'esparcette, au contraire, même ne durant que deux ans, doit, par une sorte de rotation, reparaitre deux ou trois ans plus tard ; s'il arrive surtout que 8 ou 10 hectares soient, comme en 1865, affectés à porter de la graine, — pratique lucrative — sans doute, mais essentiellement épuisante, la réussite deviendra de plus en plus douteuse ; l'ensemble des récoltes sera infailliblement amoindri ; on aura escompté au profit du présent toute la fécondité future.

Ce système nous a donc paru se désintéresser trop complètement de l'avenir. Nous n'avons pu comprendre par quelle transition et à l'aide de quel expédient il serait possible d'en sortir. Et nous l'avons jugé peu compatible avec un assolement régulier, avec une succession normale des cultures, à laquelle le domaine se puisse assujettir d'une manière à peu près générale. Quant à l'intention qui a poussé de la sorte à l'exagération, selon nous défectueuse, des meilleurs tendances, nous avons cru pouvoir lui donner pour premier mobile un goût prononcé, et dont l'opportunité ne nous est pas suffisamment démontrée, pour l'entretien d'une vacherie de Concours.

Quoiqu'il en soit, même en ne tenant pas toujours

également compte des lois d'une saine agromonie, même en ne restant pas tout-à-fait irréprochable devant la théorie, M. Grousset n'en aura pas moins rendu de réels services, et donné autour de lui d'utiles enseignements. Il aura été bon que cette culture, même abusive du sainfoin (dût la démonstration n'être pas indéfiniment continuée), ait prouvé au pays qu'après avoir vu les prairies artificielles de Recoulettes, on serait inexcusable de rester indéfiniment dans une fâcheuse pénurie de fourrage.

Si nous avons eu, de la sorte, l'obligation d'apporter, à des éloges mérités, quelques restrictions sérieuses, nous n'en reconnaissons pas moins, comme il a été facile d'en juger d'après ce qui précède, bien des mérites de détail dans la pratique de Recoulettes.

Au premier rang, la Commission tient à signaler les cultures de céréales en lignes, sarclées et binées, pour lesquelles elle décerne à M. Grousset une médaille d'or.

X.

M. TH. ROUSSEL, — à Malavieille.

Le domaine de Malavieille est aujourd'hui la propriété de M. Th. Roussel, héritier et neveu de M. l'abbé Gaillardon, qui présentait déjà à l'appréciation du Jury de la prime d'honneur de 1857, et le même domaine et une partie des améliorations qui y ont été faites.

En de telles conditions, le travail du rapporteur de 1857 peut servir utilement de point de départ; et notre tâche se simplifie, sans doute, en ce sens qu'a-

près le remarquable rapport du regrettable M. Jusse-
raud, il semble que le programme de M. Roussel
était tracé d'avance; nous aurions, dès lors, à recher-
cher surtout comment et avec quel succès le proprié-
taire nouveau a réalisé le *desideratum* supérieur for-
mulé au nom du Jury de 1857.

Le domaine de Malavieille se compose de 229 hec-
tares : 16 hectares dans les alluvions du Lot, en pleine
vallée; 65 hectares sur la Causse, en sol calcaire, et
le reste, connu sous le nom de Conque de Malavieille,
sur les versants plus ou moins concaves d'une nature
argilo-calcaire.

Le rapport de 1857 signalait ces conditions spéciales,
de même qu'il reproduisait la physionomie exacte de
l'exploitation, en appréciant, d'une manière précise,
les diverses améliorations exécutées par une direction
que le souci de bien faire préoccupait certainement
plus que celui d'une prudence parcimonieuse.

Au bilan plus personnel du propriétaire actuel, la
Commission de 1865 apporte à son tour la constata-
tion d'un certain nombre de faits nouveaux.

En tenant compte de l'année et de ses rigueurs, en
comparant Malavieille avec son voisinage, la Commis-
sion devait d'abord admirer, comme elle l'a fait, c'est-
à-dire presque sans réserve, 8 hectares de très-beaux
froments étagés sur les versants inférieurs de la
Conque. Ailleurs, des pois-fourrages d'une belle vége-
tation attireraient le regard; de même, une belle planta-
tion de pommes de terre Chardon, faites sur bon
labour, avec espacement convenable dans les lignes
et entre les lignes, méritait des éloges.

Une pièce de sainfoin, à moitié récoltée, attestait

combien la multiplication des fourrages serait possible et profitable, si elle devenait le but de tout l'effort agricole à Malavieille.

Dans les terres d'alluvion, sur les bords du Lot, des betteraves, récemment repiquées, et un jeune maïs-fourrage, rendaient bon témoignage de la valeur d'un sol que le rapporteur de 1857 conseillait si justement de consacrer tout entier à une création de prairies.

A cet égard, il est vrai, tout ne reste plus à faire ; 6 hectares déjà gazonnés donnent, par les résultats, pleinement raison à ce projet, dont l'exécution complète se fait trop attendre.

Si nous revenons maintenant aux étables pour y apprécier les bestiaux, nous y trouverons des bœufs de travail d'une bonne conformation ; mais la vacherie est presque déserte ; et l'émigration en montagne de la majeure partie des animaux, frustrant indûment la ferme d'une forte proportion de fumure qui n'y serait pas de trop, révèle, au premier regard, l'erreur systématique que la Commission aura le regret de signaler comme le vice caché de cette situation.

Si nous gravissons maintenant les pentes qui dominent le château, nous trouvons d'abord des céréales médiocres qui nous feront regretter de voir la charrue porter si hant les labours, et nous atteignons ce plateau du Causse où M. Gaillardon avait, d'une manière judicieuse, introduit les premiers reboisements.

Si M. Roussel reste fidèle à cette bonne tendance, c'est, il faut le dire, trop timidement encore.

Enfin, pour apprécier, comme nous l'avons dit, dans quelle mesure M. Roussel, depuis 1857, a jugé bon

de se conformer, sur le point le plus important, aux conseils consignés dans le premier rapport, il convient sans doute, en nous arrêtant sur ce plateau même du Causse, de relire les lignes qui lui furent consacrées :

« La Commission, disait M. Jusseraud, a trouvé » que, si les bâtiments étaient bien compris, etc., les » assolements ne répondaient pas à cet état de choses, » et que les céréales s'y trouvaient dans des propor- » tiens trop fortes pour des terres où, d'ailleurs, les » prairies de toute nature peuvent très-bien réussir. » Fallait-il livrer au labour le Causse de Malavielle ? » La Commission ne l'a pas pensé... »

Ici, Messieurs, nous l'avouerons, la Commission de 1865 espérait rencontrer un sacrifice méritoire du propriétaire, le sacrifice de ses tendances personnelles. Pleins du souvenir des paroles judicieuses que nous venons de citer, c'est, il faut le dire, avec une véritable surprise que nous avons vu le plateau central du Causse, environ 10 ou 12 hectares, en pleine culture.

Et qu'elle fatalité pour cet amour excessif du labour, qu'elle fâcheuse démonstration de l'erreur foncière du système, dans ces récoltes si cruellement en souffrance !

C'est ainsi, Messieurs, qu'après les restrictions déjà apportées à l'éloge par le rapporteur de 1857, nous nous trouvons contraints, à notre tour, à renouveler aujourd'hui les mêmes protestations, les mêmes réserves. Volontairement, certainement, comme il serait si sage de le faire, restreindre les cultures arables au profit du reboisement et des pâturages, M. Roussel procède lentement, comme à regret, par abandonnements successifs; tandis que, selon nous, c'est tout le

contraire qu'il faudrait faire. Concentrer tout d'abord ses opérations, ce serait y doubler sa force. Au lieu de cela, l'effort, disséminé dans tous les sens, aboutit trop incomplètement; et Malavieille ne paraît pas encore avoir tout-à-fait atteint ce premier *desideratum* : un assolement bien déterminé.

En résumé, si l'œil et l'action plus directs du maître eussent, depuis sept ans, dominé plus complètement Malavieille, les bons exemples que le pays peut y puiser seraient autrement complets. Que le propriétaire, un homme dont la supériorité n'a plus à faire ses preuves, eût consenti, comme cela lui était facile, à exécuter en entier le programme du rapport de 1857, et la Commission de 1865 eut été heureuse de donner une approbation éclatante à ces nouvelles tendances.

Dans cette hypothèse, le plateau du Causse serait tout entier en bois et pâturages; la rive du Lot, les dix hectares de *Couladou* ne formeraient qu'une vaste et belle prairie; les pentes les plus escarpées de la Conque seraient respectées par la charrue ou consacrées du moins, pendant des périodes de plusieurs années, à une production fourragère dont maints essais, qui sont encore à faire, assureraient infailliblement le succès.

A ce compte, les belles étables de Malavieille seraient autrement pourvues; et les bêtes à corne trouveraient sur place, sans émigrer aux montagnes, une ample nourriture, largement payée par leurs divers produits, tout comme par une fumure abondante dont le défaut reste sur plus d'un point sensible; enfin, le troupeau, un troupeau que nous avons trouvé

certainement remarquable, généralement très-suivi, et en bon état d'entretien, le troupeau étant lui-même augmenté, accroîtrait aussi les moyens de fertilisation et le profit, selon nous, le plus sûr, pour cette belle exploitation.

On comprend maintenant pourquoi il n'a pas été possible à la Commission, malgré plus d'un regret, d'affecter la plus haute récompense à la culture où se trouvaient, au premier aspect, le plus de séductions et de prestiges. On comprend de même que, ces réserves faites, nous n'ayons eu que l'embarras du choix, pour placer ici une haute distinction de spécialité.

C'est en insistant sur les considérations qui précèdent, que la Commission décerne à M. Th. Roussel une médaille d'or pour son très-beau troupeau.

XI.

M. LE COMTE DE MORANGIÈS, — à Fabrèges.

Ainsi s'achevait notre course à travers la Lozère, sans que nous eussions pu rencontrer encore cet ensemble à peu près irréprochable, cette sorte de perfection relative, cet accord entre un système bien conçu et une exécution bien conduite, que nous eussions désiré pouvoir marquer du signe éclatant de la prime d'honneur.

Fabrèges seul désormais restait devant nous, comme la dernière station de notre espérance.

Disons-le dès à présent, cette perfection, même relative, dont nous parlons, il ne nous était pas réservé de la rencontrer dans la Lozère.

A Fabrèges, non plus qu'ailleurs, (on verra bientôt

que M. de Morangiès nous avait prévenus d'avance) nous ne devions être subjugués par aucune de ces impressions soudaines, irrésistibles, par aucun de ces spectacles saisissants qui révélaient le vainqueur attendu, et ne laissent ni marchander l'admiration ni hésiter la main prête à décerner la couronne.

L'agriculture de ce pays est, il faut le redire, une tâche ardue entre les plus ardues; nous avions à ne l'oublier nulle part.

Les conditions de sol et de climat, l'absence de débouchés, ce délaissement de vieille date, où reste un pays trop isolé, partant trop oublié, demandent peut-être double mérite en celui qui veut bien faire, et qui, même avec l'effort le plus intelligent et le plus assidu, pourra ne bien faire qu'à demi.

Fabrèges, comme tous les autres domaines visités, porte et portera longtemps encore la peine de cette situation originelle.

Mais ce qui devait, du moins, recommander vivement aux sympathies de la commission l'œuvre entreprise à Fabrèges et M. de Morangiès lui-même, c'est la concordance parfaite de l'idée première de celui-ci et du but final qu'il s'est promis d'atteindre, avec le vrai devoir agricole du cultivateur lozérien, tel qu'il nous est donné de le comprendre.

Dès la première page du mémoire de M. de Morangiès, nous avons lu ces mots :

« En visitant Fabrèges, la Commission ne doit pas
» s'attendre à rencontrer un de ces domaines à cul-
» tures variées et à rendement fabuleux qui, surpre-
» nant l'admiration, rendent la critique impossible.
» Lorsque, il y a vingt ans, j'ai pris la direction de

» cette terre, peu fertile et épuisée par les pratiques
» inconsidérées des fermiers, j'ai résolu de l'amé-
» liorer, sans employer ni capital énorme, ni moyens
» hors de la portée des agriculteurs du pays, en
» payant, en un mot, de ma personne plus encore que
» de ma bourse. Je crois être bien près du but, puis-
» que j'ai amené ceux qui m'entourent à reconnaître
» que leurs pratiques agricoles ne sont pas toujours
» conformes à leurs véritables intérêts, et que les
» petites fumures et les labours effrénés donnent de
» petites récoltes. Le résultat est peu de chose, sans
» doute, et il eût été plus modeste de ma part de ne
» pas m'en prévaloir; mais j'ai pensé que la Commis-
» sion voudrait bien, à défaut de succès, constater au
» moins mes efforts acharnés et persistants pour
» arriver au bien. »

Lorsque nous avons, en outre, trouvé dans la suite du mémoire le tableau comparatif des rendements du domaine pour les années 1845, d'une part, et 1864, d'autre part; lorsque nous avons vu que la culture arable des anciens fermiers, embrassant 204 hectares, se trouvait réduite aujourd'hui, dans le faire-valoir direct du propriétaire, à 102 hectares, et que néanmoins, le produit net de ces 102 hectares approchait de 11,000 fr., tandis que celui des 204 hectares avait rarement dépassé 6,000 fr., nous devons immédiatement comprendre qu'il y avait enfin, à Fabrèges, une démonstration opportune de la vérité théorique dont nous nous faisons encore ici les apôtres convaincus. Nous avons hâte, dès lors, de vérifier dans quelle mesure l'idée juste de M. de Morangiès avait déjà pris corps et réalisé sa conquête sur le terrain de Fabrèges.

XII.

Le domaine de Fabrèges se compose de 416 hectares, d'un sol très-accidenté, où les terres granitiques ou schisteuses sont, en somme, de bien médiocre nature. En de telles conditions, la production agricole manque essentiellement, on le conçoit, de variété, d'élasticité et d'ampleur; aussi les anciens fermiers se renfermaient-ils dans le cercle monotone de la routine. L'assolement traditionnel : seigle et jachère, sauf quelques exceptions pour la culture des pommes de terre ou des raves fumées, précédant, sur les fonds privilégiés, les céréales de printemps, — voilà les stériles pratiques du passé.

La fumure insuffisante, tant en raison du petit nombre de bestiaux misérablement entretenus, qu'en raison du peu de soin mis à recueillir et à traiter convenablement les engrais, la fumure étant ainsi réservée toute entière pour les mêmes parcelles, destinées de tout temps aux deux cultures sarclées; les terres à seigle, les prairies, les pâturages, frustrés de tout élément nouveau de fertilité, allaient s'appauvrissant toujours. Sur les versants pentueux, les terres sans consistance, bien que très-imparfaitement remuées par l'araire impuissant du pays, descendaient constamment des sommets dénudés; et les ravine-ments, après chaque pluie d'orage, multipliaient partout ces larges cicatrices qui mettent trop souvent à nu le rocher.

C'est pour obvier enfin, par une culture plus intelligente et à l'aide d'améliorations judicieuses, aux conséquences déjà trop visibles d'un régime si désas-

treux de toute manière, qu'après avoir, au profit de son voisinage, essayé d'un enseignement écrit, et propagé, dans un modeste petit livre, d'excellents conseils pratiques, M. de Morangiès se décida à aborder aussi le professorat autrement difficile de l'exemple.

Une telle résolution était courageuse. Elle demandait que le propriétaire se résignât, dans une région écartée, sous un climat sévère, à la résidence assidue, sans laquelle, en un pays de culture arriérée, la volonté du maître sera difficilement obéie, rarement même comprise.

C'est ce qu'a fait M. de Morangiès qui, depuis cinq ans surtout, sous les yeux d'une compagne dont la distinction, la grâce et le dévouement mêlent l'attrait et le charme aux sérieuses jouissances et aux grands devoirs de la vie rurale, a su, par une surveillance et une action à peu près continues, donner enfin à l'œuvre de Fabrèges son caractère actuel de cohésion, de suite et d'ensemble.

Pénétré de la justesse des vues que lui avaient suggérées l'étude réfléchie de sa terre, et les notions acquises d'une agronomie de bon aloi, M. de Morangiès n'hésita pas dans sa soumission au système accepté.

Entre les conditions existantes et celles qu'il s'agissait de créer, il n'eut pas de ces fluctuations de tendances dont on porte longtemps la peine, et qui, dans tous les cas, ajournent à longue échéance le progrès espéré. M. de Morangiès restreignit donc immédiatement cette culture céréale où s'éparpillaient misérablement la force, le travail et la fumure.

Au reboisement les plateaux des versants supérieurs ;

Au gazonnement, au pâturage, aux fourrages de plus ou moins longue durée, les côteaux formant la région intermédiaire;

A la culture concentrée et partant plus féconde, à une production déjà plus intensive, avec suppression de la jachère, avec fumures normales, avec un assolement régulier, toujours progressivement plus riche en nourriture pour le bétail, les surfaces relativement planes, les sols profonds des bassins propres aux labours;

Aux prairies enfin, toutes les pentes accessibles à l'irrigation, tous les pâturages que les eaux adventices, recueillies avec plus de soin et mieux dirigées, devaient transformer en herbage à faucher, et aussi tous les fonds de vallées où les cours d'eau pouvaient vivifier leurs rives : — tel est l'esprit essentiel du programme en grande partie déjà exécuté à Fabrèges.

Pour réaliser ses projets de reboisement et de regazonnement sur les 120 hectares qu'il leur a tout d'abord destinés, M. de Morangiès n'a plus qu'à continuer, en les activant peut-être encore, ses travaux non interrompus. Quinze hectares de pins, datant du début de l'entreprise, ont déjà une valeur sérieuse. La Commission a pu constater, en outre, la réussite presque constante de tous les semis successifs faits annuellement.

Une opération déjà exécutée sur une grande échelle avec un succès très-encourageant, celle de semis de pâturages, bientôt amenés à une production satisfaisante, devrait être plus hardiment généralisée.

D'assez larges surfaces abandonnées au parcours, en vue de laisser s'y former des gazonnements natu-

rels, arrivent en effet trop lentement au but. Le moindre champ consacré à des expériences, une modeste école des plantes fourragères non encore cultivées dans le pays, donnerait bientôt, et sans grands frais, des indications concluantes, et permettrait ensuite d'atteindre, par l'ensemencement immédiat, le *desideratum* d'une production moins inégale et plus sûre.

Passant ensuite aux prairies, la Commission n'avait à donner qu'une approbation sans mélange, tant aux huit hectares d'herbages de nouvelle création, qu'aux pâturages transformés en prés, et à la tenue des prairies anciennes. Nous avons trouvé là un système complet, normal, irréprochable devant la théorie, d'irrigations à niveau, avec reprise d'eau sur les plans inférieurs, digne en tous points de servir d'exemple, et exécuté sous la direction de l'homme spécial, M. Mélet de l'Allier, dont les œuvres en ce genre ont une juste notoriété.

Des opérations de drainage bien conçues se rattachent à ces irrigations et se combinent avantageusement avec elles, en portant le superflu des eaux, du point où ce superflu peut nuire, vers celui qu'il peut au contraire fertiliser.

XIII.

Nous aurons à constater ailleurs les modifications que cet accroissement continu de production fourragère devait infailliblement apporter dans la quantité et la meilleure tenue des bestiaux; mais nous devons indiquer, dès à présent, que cette production et l'aug-

mentation des engrais qui en est la conséquence, ont seules permis de constituer un assolement normal, et provoqué de la sorte la notable amélioration des récoltes qui permet d'obtenir, des 100 hectares cultivés actuellement, à peu près le double de ce que produisaient autrefois 200 hectares.

Tout étant à noter ici au point de vue de l'exemple, si simples et si peu ambitieux que soient les assolements de Fabrèges, nous ne devons pas les passer sous silence.

Les 100 hectares en culture sont, en raison de leur différence comme qualité, et comme facilité d'accès pour le travail, pour les fumures et pour l'ameublissement des récoltes, divisés en deux catégories distinctes. 75 hectares restent consacrés à ce que nous avons nommé la culture relativement intensive, c'est-à-dire la culture sans jachère. Pour cette partie du domaine, l'assolement est établi ainsi qu'il suit :

1^{re} Année. — Pommes de terre ou raves avec fumure.

2^e Année. — Avoine et orge.

3^e Année. — Trèfle violet, trèfle blanc, spergule.

4^e Année. — Idem.

5^e Année. — Seigle sur la prairie artificielle retournée.

Dans cette rotation, une demi-fumure ou un coup de parc avant le seigle maintient certainement la condition d'amélioration progressive. C'est ainsi que M. de Morangiès pourra sans doute arriver à donner aux rutabagas, ou même à la betterave, une part de la première sole empruntée avec raison à la rave, dont le succès est souvent compromis par l'altise.

M. de Morangiès va au-devant du reproche qu'on pourrait lui faire de laisser durer le trèfle pendant deux ans. Il affirme, a-t-il complètement raison ? que cette pratique est à peu près sans inconvénient, à Fabrèges, le chiendent s'y propageant rarement.

Il n'y aurait donc guère à critiquer dans ce premier assolement, si ce n'est peut-être que, au cas où, comme il est probable, la spergule ne pourrait remplacer complètement le trèfle à la rotation suivante, il faut absolument trouver un élément d'alternat avec le trèfle, une légumineuse, vesce, pois ou jarousse par exemple, pour que le même fourrage ne revienne pas indéfiniment tous les cinq ans.

L'assolement des 25 hectares restants, lesquels sont, comme nous l'avons dit, de qualité inférieure, est ainsi conçu :

1^{re} Année. — Jachère fumée par l'engrais produit sur place, c'est-à-dire par le parcage.

2^e Année. — Seigle.

3^e Année. — Pâturage d'herbes adventices (parfois trèfle blanc) (1).

4^e Année. — Idem.

5^e Année. — Seigle.

A partir de cette année, dit M. de Morangiès, le seigle de la cinquième sole sera remplacé par de

(1) Pourquoi n'essierait-on pas aussi le lupuline, le trèfle incarnat, et surtout le lupin, dont le troupeau mange assez bien la pointe ou la fleur et qu'on peut ensuite retourner et enfouir en vert pour engrais.

Le lupin est, on le sait, la meilleure des fumures vertes et s'accommode parfaitement des terrains granitiques.

l'avoine, qui rendra plus que le seigle; et, toujours en vue d'obtenir un meilleur rendement d'avoine, le parcage sera appliqué à la quatrième sole; ce qui nous paraît devoir être bien, autrement avantageux, eu égard aux prix respectifs des deux céréales.

XIV.

Les résultats de cette culture, ainsi parfaitement systématisée et bien consciente d'elle-même, étaient sous les yeux de la Commission et se manifestaient avec des dehors qui, sans surprendre le regard par la richesse et par l'éclat, ne parurent pas moins généralement très-satisfaisants. Nous avons d'ailleurs à tenir grand compte, comme nous avons dû le faire partout, des conditions d'une année de sécheresse, plus défavorable encore qu'autre part, dans les terrains secs et granitiques de Fabrèges.

La majeure partie des cultures de seigle était belle, très-belle quelquefois, les trèfles bons pour l'année; une plantation de pommes de terre, régulièrement et largement espacées sur bonne préparation, dut avoir nos suffrages.

Nous eûmes surtout à noter de remarquables labours, des labours tels que nous n'en avons pas vu jusque-là, exécutés avec une grande Dombasle, pour la semaille prochaine de raves.

Comme on le voit par ce qui précède, la pensée fondamentale qui a dominé Fabrèges est celle de créer un système de culture qui, désertant les traditions du passé, évite l'écueil de l'extension abusive des céréales, sans supprimer complètement cette pro-

duction indispensable : la paille et le grain. Avec moins de dépenses, moins de travaux et une fumure plus concentrée, le régime nouveau a montré sa vertu réelle en donnant des rendements plus considérables, tandis que les productions destinées à la nourriture des animaux conquéraient chaque jour plus d'espace et multipliaient les ressources en nourriture.

A ce point de vue surtout, le succès s'affirme nettement, dès qu'on fait la comparaison des têtes de bétail et de leur valeur, en prenant pour termes les dates déjà mises en présence, de 1845 et 1864. Nous voyons en effet, d'une part, 90 têtes de gros bétail pour 1845; d'autre part, 139 têtes pour 1864.

D'omets la mention des valeurs spécifiques, qui seraient cependant, on le conçoit, toutes à l'avantage de la situation actuelle.

Mais le point capital de cette comparaison, c'est surtout le troupeau.

En 1845, il se compose de :

230 moutons ou brebis, valant en moyenne 12 fr.,	
soit.....	2,760 »
90 agneaux à 9 fr., soit.....	810 »
Total, 320 têtes valant....	3,570 »

Le troupeau de 1864 est ainsi formé :

760 moutons ou brebis, valant 18 fr., soit	13,680 »
220 agneaux, valant 12 fr., soit.....	2,640 »
Total, près de 1,000 têtes valant..	16,320 »

Ce troupeau, dont on comprend le rôle hors ligne dans la spéculation agricole de Fabrèges, devait être pour nous l'objet d'une attention particulière. Les

Partie agricole, etc.

10

bêtes étaient en bon état. Un choix de brebis avait été fait, en vue de poursuivre avec soin les croisements par le bélier southdown. Les béliers mêlés au troupeau donnent, et cela est regrettable, des naissances inégales et des produits qui pourraient être plus suivis; mais, en somme, les agneaux sont bons et bien entretenus.

Le troupeau méritait ainsi nos éloges, par son importance comme nombre d'abord, par sa qualité ensuite.

Acheminons-nous maintenant vers les bâtiments où nous avons à apprécier encore le reste du bétail, les dispositions générales de chaque établissement, et, avec les charrues Dombasle dont nous avons vu et loué le travail, les autres instruments de la ferme.

L'étable à bœufs, contenant douze paires d'animaux bien tenus et de bonne qualité, est une création nouvelle faite en d'excellentes conditions.

De même, l'étable à vaches, une vieille construction qu'on était en train de refaire, est aujourd'hui terminée et irréprochable.

Après avoir vu le troupeau, on comprend que la création des bergeries ait excité toutes les sollicitudes de M. de Morangiès. Ces bergeries sont, en effet, les plus belles que nous avons vues. Spacieuses, élevées, pourvues d'une ventilation complète, avec cheminées d'appel et toutes facilités pour régulariser, suivant les saisons, l'aération intérieure, ces constructions, exécutées en entier par le propriétaire actuel, serviraient partout de modèle.

A la différence de ce que nous avons eu à noter partout ailleurs, à Fabrèges les bergeries comme les étables regorgent d'abondantes litières.

La porcherie n'est pas moins convenable que les autres constructions récentes.

Les animaux de race yorkshire purs ou croisés, sans être des animaux de Concours, sont bons et dans un état satisfaisant.

La plate-forme à fumier et la fosse à purin, avec pompe d'arrosage, méritent de même une approbation complète pour toutes leurs dispositions; et le fumier, merveilleusement traité, répond à l'idée qu'on peut se faire, d'après tout ce qui précède, du soin qui préside, à Fabrèges, à la confection d'engrais excellents.

Quand nous aurons maintenant mentionné une collection d'instruments pratiques et d'une adaptation judicieuse aux conditions locales; quand nous aurons ajouté que tous les instruments qui ne sont pas aux champs ont leur place marquée sous un vaste hangar construit *ad hoc*, nous aurons dit au moins ce qu'il était indispensable de dire.

XV.

Quelques mots suffisent, maintenant, pour résumer ce qui précède.

A Fabrèges, l'idée même, le système général, sont évidemment excellents. On y marche en plein dans le vrai. Des tendances normales, rationnelles, surtout d'un irréprochable enseignement, voilà le mérite saillant qu'il faut reconnaître à M. de Merangiès.

Certes, si l'on se pénètre de l'importance et de l'étendue de Fabrèges, et si on perd un instant de vue le point de départ, on trouvera que même, après tout ce qui a été fait, il reste beaucoup à faire encore.

M. de Morangiès, en certains points peut-être, a procédé moins hardiment que quelques-uns de ses rivaux; mais n'ayant du moins jamais dévié de la route qui devait le conduire à son but, il n'a rien à regretter, rien à redresser dans tout ce qui a été fait; c'est là une supériorité qui, si elle n'éblouit pas les premiers regards, n'en est pas moins hors de pair.

Nul, d'ailleurs, ne se fait moins d'illusion sur son œuvre et ne se rend plus exactement compte des compléments qu'il convient de lui donner sans cesse.

M. de Morangiès est une physionomie décidément bien à part.

Pour nous faire les convictions favorables et très-réfléchies que nous venons d'exprimer, supposerait-on que ce soit surtout contre lui que nous ayons eu à lutter?

La direction et l'exploitation de Fabrèges eussent difficilement trouvé un critique plus inexorable, un plus âpre censeur.

On eût dit, et peut-être n'eût-il pas été inexact de dire que M. de Morangiès concourait à regret, comme à contre-cœur, et que sa modestie s'effaroucherait du triomphe.

Disait-on à ce propriétaire peu enthousiaste de lui-même : « Telle partie est faible; il y a peut-être là une défaillance. — Cela est bien vrai, répliquait-il avec candeur, comme si l'éloge qu'il venait de recevoir ailleurs lui eût laissé quelques scrupules de conscience; j'en conviens humblement; eh bien, j'ai plus faible encore autre part.

La Commission ne saurait dissimuler, Messieurs, combien ces allures exceptionnelles, un procédé si

rare, ont eu prise sur elle, et lui ont fait une loi de chercher attentivement tout le bien qu'on lui laissait de la sorte le soin et l'agréable surprise de découvrir elle-même.

Ainsi s'est formée, je le répète, la conviction définitive dont il nous reste à donner ici le dernier mot.

A l'unanimité, la Commission déclare avoir trouvé dans l'exploitation de Fabrèges la somme supérieure des meilleurs exemples, et le *spécimen* le plus irréprochable d'une fructueuse transformation agricole.

En décernant donc à M. de Morangiès cette couronne justement prise si haut, cette prime d'honneur qui, désormais en France, excite si légitimement l'ambition de tant d'hommes éminents de plus en plus épris des grands devoirs et de l'attrait bienfaisant de la culture, nous confirmons à notre tour l'enseignement non assez généralement compris que donnait, avec tant d'à-propos cependant, le jury de 1857. Nous disons nettement où se sont rencontrés au plus haut degré, selon nous, le sens du Juste et la notion du Vrai. Nous glorifions, en un mot, la plus saine appréciation des intérêts agricoles de ce pays où le progrès est d'autant plus méritoire qu'il est plus difficile, de ce pays auquel il faut souhaiter de grand cœur les prospérités qui lui sont dues, l'avenir meilleur dont il est digne.

PROCLAMATION DES PRIX DU CONCOURS RÉGIONAL.

Liste des membres du Jury ayant pris part aux opérations.

M. DE LOISNE, préfet de la Lozère, prés. d'honneur.

I^{re} SECTION. — PRIME D'HONNEUR.

MM. V. RENDU, inspecteur général, 1^{er} vice-président
du jury, président ;

GAYRAUD, propriétaire (Basses-Alpes) ;

BELIN, lauréat de la prime d'honneur de l'Isère ;

FOURNAT DE BRÉZENAUD, propriétaire (Ardèche) ;

PASCAL, propriétaire (Hautes-Alpes) ;

CH. CALEMARD DE LA FAYETTE, propr. (H^{te}-Loire) ;

DEPREMS DE ST-CHRISTOL, lauréat de la prime
d'honneur de l'Ardèche.

II^e SECTION. — ANIMAUX.

Espèce bovine.

MM. V. RENDU, inspecteur général ;

le Comte D'AGOUT (Isère) ;

DELAPIERRE, président de la Société d'agriculture
de la Lozère ;

HENRY DONIOL (Haute-Loire).

Espèce ovine, porcine et galline.

MM. BOBICHON (Drôme) ;

CALEMARD DE LA FAYETTE (Haute-Loire) ;

MM. SALANSON, prés. du comice agricole de Florac ;
GAYRAUD (Basses-Alpes).

III^e SECTION. — INSTRUMENTS ET PRODUITS.

M. C. TEISSONNIÈRE, président de chambre à Nîmes,
vice-président du jury, présidant la section.

Instruments d'extérieur de ferme.

MM. TASTU, ingénieur en chef ;
LEFRANC, ingénieur ;
FOURNAT DE BREZENAUD (Ardèche).

Instruments d'intérieur.

MM. OLIVIER (Haute-Loire) ;
GAYRAUD (Basses-Alpes) ;
CHOUVON, directeur de la ferme-école de la Haute-Loire.

Produits agricoles.

MM. TEISSONNIÈRE ;
FRUCHYER (Basses-Alpes) ;
O. DE CHARPAL (Lozère) ;
BOURRIAN (Lozère).

Commissariat.

Commissaires principaux : **MM. HENRY DONIOL** et
CHOUVON.

Commissaires : **MM. PIOLLET** et **ROUGANE**.

1^{re} DIVISION.

PRIME D'HONNEUR.

Une somme de 5,000 francs et une coupe d'argent de

la valeur de 3,500 francs, à M. le comte de Morangis, pour son exploitation de Fabrèges, près de Langogne.

Récompenses aux agents de l'exploitation primée.

Une somme de 500 francs, 3 médailles d'argent et 3 médailles de bronze ont été distribuées aux domestiques par les soins du propriétaire.

Le jury a, en outre, demandé à S. Exc. le ministre de l'agriculture d'attribuer, savoir :

Une médaille d'or, grand module, à M. Ch. Durand, pour sa vacherie et ses herbages des Salses, à Salles-Basses, près de Saint-Germain-du-Teil.

Une médaille d'or à M^{me} de Cambessède, à Ferrussac, près de Meyrueis, pour ses créations de prairies et ses irrigations.

— — M. Th. Roussel, à Malavieille, pour son troupeau de bêtes à laine.

— — M. Grousset, à Recoulettes, pour ses cultures de céréales en ligne.

— — M. Sinègre, à Plagnes, pour la transformation de ses terres incultes en prairies,

— — M. le comte de Fenouillet, au domaine de l'Hom-et-des-Fons, près de Bassurels, pour ses reboisements.

II^e DIVISION.

Animaux reproducteurs.

I^{re} CLASSE. — ESPECE BOVINE.

1^{re} CATÉGORIE. — RACE DE SALES PURE. — MALES.

1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.

1^{er} prix, médaille d'or et 600 fr. Pas d'animaux.

2^e prix, méd. d'argent et 500 fr. Id.

3^e prix, méd. de bronze et 400 fr. Id.

4^e prix, méd. de bronze et 300 fr. Id.

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

1^{er} prix, médaille d'or et 600 fr. à M. Guittard, à Aurat (H.-Loire), pour le taureau n^o 2.

2^e prix, méd. d'argent et 500 fr. Pas de prix.

3^e prix, méd. de bronze et 400 fr. Id.

4^e prix, méd. de bronze et 300 fr. Id.

FEMELLES.

1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. Pas de prix.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. Id.

3^e prix, méd. de bronze et 100 fr. Id.

2^e Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. Le seul animal présenté a été

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. reporté à la section sui-

3^e prix, méd. de bronze et 200 fr. vante par vérification d'âge.

3^e Section. — Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. Pas de prix.

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. à M. Guittard p. sa vache n^o 7

3^e prix, méd. de bronze et 200 fr. Pas de prix.

4^e prix, méd. de bronze et 100 fr. Id.

Mention honorable à M. Guittard pour la vache n° 7.

2^e CATÉGORIE. — RACE DU MEZENC ET DE VILLARS-DE-LANS.
MALES.

**1^{re} Section. — Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864
et avant le 1^{er} mai 1865.**

1^{er} prix, médaille d'or et 600 fr. à M. Eyraud, à Estables (H.-Loire), pour le taureau n° 12.

2^e prix, méd. d'argent et 500 fr. à M. de Ribains, à Rauret (H.-L.), pour le taureau n° 13.

Mention honorable à M. de Ribains, pour le taureau n° 11.

2^e Section. — Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

1^{er} prix, médaille d'or et 600 fr. à M. Chanal, à Chaudeyrolles (H.-L.), pour le taureau n° 19.

2^e prix, méd. d'argent et 500 fr. à M. Chanial, à Cayres (H.-Loire), pour le taureau n° 18.

Mentions honorables à MM. Chanial, pour le taureau n° 16 ;
Chambon, à Polignac (H.-Loire), pour le taureau n° 17,
et Chanal, pour le taureau n° 20.

FEMELLES.

**1^{re} Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant
le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.**

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Eyraud, pour la génisse n° 27.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. de Ribains, pour le taureau n° 26.

Mention honorable à M. Chanal, pour le taureau n° 24.

**2^e Section. — Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant
le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.**

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. à M. Badiou, à St-Germain-de-Prade (H.-Loire), pour la génisse n° 29.

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. à M. Vincent aîné, à Privas (Ard.), pour la génisse n° 32.

3^e Section. — *Vaches nées depuis le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.*

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. à M. X. Grousset, à Barjac (Lozère), pour la vache n° 36.

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. à M. Estinasse, à Vals (H.-Loire), pour la vache n° 37.

3^e CATÉGORIE. — RACE D'AUBRAC. — MALES.

1^{re} Section. — *Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.*

1^{er} prix, médaille d'or et 600 fr. à M. Ch. Durand, aux Salses (Lozère), pour le taureau n° 44.

2^e prix, méd. d'argent et 500 fr. à M. X. Grousset, pour le taureau n° 40.

3^e prix, méd. de bronze et 400 fr. à M. Talansier, à Marvejols (Lozère), pour le taureau n° 41.

Mention honorable à M. Talansier, pour le taureau n° 42.

2^e Section. — *Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.*

1^{er} prix, médaille d'or et 600 fr. à M. Ch. Durand, pour le taureau n° 49.

2^e prix, méd. d'argent et 500 fr. à M. Talansier, pour le taureau n° 48.

3^e prix, méd. de bronze et 400 fr. à M. Guillard, pour le taureau n° 50.

Mentions honorables à MM. Velay, à Saint-Laurent-de-Muret (Lozère), pour le taureau n° 45, et Talansier, pour le taureau n° 47.

FEMELLES.

1^{re} Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.*

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Ch. Durand, pour la génisse n° 56.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. X. Grousset, pour la génisse n° 53.

3^e prix, méd. de bronze et 100 fr. à M. Talansier, pour la génisse n° 55.

2^e Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.*

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. à M. Ch. Durand, pour la génisse n° 62.

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. à M. X. Grousset, pour la génisse n° 61.

3^e prix, méd. de bronze et 200 fr. à M. Talansier, pour la génisse n° 60.

Mentions honorables à MM. Talansier, pour la génisse n° 63; Durand, pour la génisse n° 64, et Monestier, à La Canourgue (Lozère), pour les génisses n° 65, 66 et 67.

3^e Section. — *Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.*

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. à M. Ch. Durand, pour la vache n° 70.

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. à M. X. Grousset, pour la vache n° 69.

3^e prix, méd. de bronze et 200 fr. à M. Th. Roussel, pour la vache n° 74.

Mentions honorables à MM. Talansier pour la vache n° 71, et Grousset pour la vache n° 76.

4^e CATÉGORIE. — RACE CHAROLAISE. — MALES.

1^{re} Section. — *Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.*

1^{er} prix, médaille d'or et 600 fr. Pas de prix.

2^e prix, méd. d'argent et 500 fr. à M. de Bernon, à Albon (Drôme), pour le taur. n° 78.

2^e Section. — *Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.*

1^{er} prix, médaille d'or et 600 fr. à M. de Bernon, pour le taureau n° 80.

2^e prix, méd. d'argent et 500 fr. Pas de prix.

FEMELLES.

1^{re} Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.*

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. Pas de prix.

1^{er} prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. de Bernon, pour la
génisse n° 83.

2^e Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant
le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.*

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. Pas d'animaux.

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. Id.

3^e Section. — *Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines
ou à lait.*

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. à M. de Bernon, pour la
vache n° 84.

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. Pas de prix.

5^e CATÉGORIE. — RACES FRANÇAISES DIVERSES PURES, AUTRES
QUE CELLES CI-DESSUS. — MALES.

1^{re} Section. — *Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant
le 1^{er} mai 1865.*

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. aux Pères trappistes, à N.-D.-
des-Neiges (Ardèche), pour le
taureau tarentais n° 85.

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. Pas de prix.

3^e prix, méd. de bronze et 200 fr. Id.

2^e Section animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.

1^{er} prix, médaille d'or et 400 fr. Pas d'animaux.

2^e prix, méd. d'argent et 300 fr. Id.

3^e prix, méd. de bronze et 200 fr. Id.

FEMELLES.

1^{re} Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant
le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.*

1^{er} prix, médaille d'or et 250 fr. aux Pères trappistes, pour la
génisse tarentaise n° 86.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. Pas de prix.

3^e prix, méd. de bronze et 100 fr. Id.

2^e Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.*

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. Pas d'animaux.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. Id.

3^e prix, méd. de bronze et 100 fr. Id.

3^e Section. — *Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.*

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. aux Pères trappistes, pour la vache tarentaise n° 90.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. Salles, à Saint-Amans (Lozère), pour la génisse de la race gévaudanaise n° 93.

3^e prix, méd. de bronze et 150 fr. Pas de prix.

4^e prix, méd. de bronze et 100 fr. Id.

Mention honorable aux Pères trappistes, pour le n° 91.

6^e CATÉGORIE. — RACE DURHAM PURE.

Pas d'animaux présentés.

7^e CATÉGORIE. — **RACES ÉTRANGÈRES PURES, AUTRES QUE LA RACE DURHAM. — MALES.**

1^{re} Section. — *Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant le 1^{er} mai 1865.*

1^{er} prix, médaille d'or et 500 fr. Pas de prix.

2^e prix, méd. d'argent et 400 fr. Id.

2^e Section. — *Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.*

Pas d'animaux présentés.

FEMELLES.

1^{re}, 2^e et 3^e Section.

Pas d'animaux.

9^e CATÉGORIE. — CROISEMENT DURHAM. — MALES.

1^{re} Section.

Pas d'animaux.

2^e Section.

Prix unique, méd. d'or et 400 fr. à M. X. Grousset, pour le
taur. durham-charolais n° 84,
reporté à cette catég. rectifiée.

FENELLES.

1^{re} Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant
le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.*

Prix unique, méd. d'or et 300 fr. à M. X. Grousset, pour la
génisse durham-char. n° 96.

2^e Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant
le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.*

Prix unique, méd. d'or et 400 fr. Pas de prix.

3^e Section. — *Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines,
ou à lait.*

Prix unique, méd. d'or et 400 fr. à M. X. Grousset, pour la
vache durham-charol. n° 100.

**10^e CATÉGORIE. — CROISEMENTS DIVERS AUTRES QUE CEUX DE
LA 9^e CATÉGORIE. — MALES.**

1^{re} Section. — *Animaux nés depuis le 1^{er} mai 1864 et avant
le 1^{er} mai 1865.*

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. Pas de prix.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. Id.

2^e Section. — *Animaux nés avant le 1^{er} mai 1864.*

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. Pas de prix.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. X. Grousset, pour
l'Aubrac croisé n° 103.

FENELLES.

1^{re} Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1864 et avant
le 1^{er} mai 1865, n'ayant pas encore fait veau.*

1^{er} prix, médaille d'or et 200 fr. Pas de prix.

2^e prix, méd. d'argent et 100 fr. Id.

2^e Section. — *Génisses nées depuis le 1^{er} mai 1863 et avant le 1^{er} mai 1864, pleines ou à lait.*

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. Pas de prix.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. Id.

3^e Section. — *Vaches nées avant le 1^{er} mai 1863, pleines ou à lait.*

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Talansier, pour la vache Aubrac hollandaise n° 408.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. Pas de prix.

II^e CLASSE. — ESPÈCE OVINE.

(Les animaux exposés devaient être nés avant le 1^{er} mai 1865.)

4^{re} CATÉGORIE. — RACES MÉRINOS ET MÉTIS-MÉRINOS. —
MALES.

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Allet, à Tullins (Isère), pour le bélier n° 117.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. Rodier, à Mende, pour le bélier n° 114.

3^e prix, méd. de bronze et 150 fr. à M. Plagnes, à Arcomie (Lozère), pour le bélier n° 114.

4^e prix, méd. de bronze et 100 fr. à M. Chaurand, à Paysac (Ard.), pour le bélier n° 112.

FEMELLES. — (Lots de 5 brebis.)

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Allet, pour le lot n° 119.

2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. Fourcade, à Banassac (Lozère), pour le lot n° 121.

3^e prix, méd. de bronze et 150 fr. Pas de prix.

4^e prix, méd. de bronze et 100 fr. à M. Chaurand, à Paysac (Ardèche), pour le lot n° 120.

2^e CATÉGORIE. — RACES FRANÇAISES DIVERSES PURES. —
MALES.

1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Valentin, à Chadenet (Lozère), pour le bélier n° 130.

- 2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. Fourcade, pour le bélier n° 142.
 3^e prix, méd. de bronze et 150 fr. à M. Gachon, à Javols (Lozère), pour le bélier n° 144.
 4^e prix, méd. de bronze et 100 fr. à M. Giral, à Grèzes (Lozère), pour le bélier n° 132.
 5^e prix, méd. de bronze et 80 fr. à M. Gabelin, à Javols, pour le bélier n° 141.

FEMELLES. — (Lots de 5 brebis.)

- 1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Salles, à Saint-Amans (Lozère), pour le lot n° 157.
 2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. Planchon, à Antrenas (Lozère), pour le lot n° 158.
 3^e prix, méd. de bronze et 150 fr. à M. Gouny, à St-Sauv-de-P. (Lozère), pour le lot n° 156.
 4^e prix, méd. de bronze et 100 fr. à M. Guillard, à Aurac (H.-Loire), pour le lot n° 147.

3^e CATÉGORIE. — RACES ÉTRANGÈRES DIVERSES POBES/MALES

- 1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Plagnes, à Arcomie (Lozère), pour le bélier Southdown n° 169.
 2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. Allet, pour le bélier Southdown n° 160.
 3^e prix, méd. de bronze et 150 fr. à M^{me} Page, à Pinols (H.-L.), pour le bélier Southdown n° 167.

FEMELLES. — (Lots de 5 brebis.)

Pas d'animaux.

4^e CATÉGORIE. — CROISEMENTS DIVERS. — MALES.

- 1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Allet, pour le bélier charinois n° 183.
 2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. Plagnes, pour le bélier Southdown auvergnat n° 179.

Partie agricole, etc.

FEMELLES. — (Lots de 5 brebis.)

- 1^{er} prix, médaille d'or et 300 fr. à M. Allet, pour le lot de charmoises n° 188.
2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. Guittard, pour le lot de Southdown croisés n° 185.

III^e CLASSE — ESPÈCE PORCINE.

*(Les animaux exposés devaient être nés avant
le 1^{er} décembre 1865.)*

1^{re} CATÉGORIE. — RACES INDIGÈNES PURES OU CROISÉES ENTRE ELLES. — MALES.

- 1^{er} prix, médaille d'or et 250 fr. Pas de prix.
2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. Id.

FEMELLES PLEINES OU SUITÉES.

- 1^{er} prix, médaille d'or et 200 fr. Pas de prix.
2^e prix, méd. d'argent et 150 fr. Id.
3^e prix, méd. de bronze et 100 fr. à M. Giral, pour la truie indigène n° 193.

2^e CATÉGORIE. — RACES ÉTRANGÈRES PURES OU CROISÉES ENTRE ELLES. — MALES.

- 1^{er} prix, médaille d'or et 250 fr. aux Pères trappistes, pour le Berkshire n° 198.
2^e prix, méd. d'argent et 200 fr. à M. Roussel, à Mende, pour le Hampshire n° 200.
3^e prix, méd. de bronze et 150 fr. au f^r Thomaide, à St-Flour (Lozère), p. le Windsor n° 199
4^e prix, méd. de bronze et 100 fr. Pas de prix.
5^e prix, méd. de bronze et 80 fr. à M. X. Grousset, pour le Leicester-Hampshire n° 197.

FEMELLES PLEINES OU SUITÉES.

- 1^{er} prix, médaille d'or et 200 fr. aux Pères trappistes, pour la truie Berkshire n° 208.

2^e prix, méd. d'argent et 150 fr. au frère Thomaïde, pour la truie Windsor n° 210.

3^e prix, méd. de bronze et 100 fr. à M. Roussel, pour la truie Hampshire n° 204.

4^e prix, méd. de bronze et 80 fr. à M. X. Grousset, pour la truie Hampshire n° 209.

5^e prix, méd. de bronze et 70 fr. à M. Manse, à Mende, pour la truie Berkshire n° 208.

3^e CATÉGORIE. — CROISEMENTS DIVERS ENTRE RACES ÉTRANGÈRES ET RACES FRANÇAISES. — MALES.

1^{er} prix, médaille d'or et 150 fr. à M. l'abbé Bosse, à Mende, pour le croisé Leister n° 216.

2^e prix, méd. d'argent et 100 fr. Pas de prix.

FEMELLES PLEINES OU SUITÉES.

1^{er} prix, médaille d'or et 150 fr. à M. l'abbé Bosse, pour le croisé Leister n° 226.

2^e prix, méd. d'argent et 100 fr. à M. de Lescure, à Mende, p. le Berkshire croisé n° 224.

IV^e CLASSE. — ANIMAUX DE BASSE-COUR.

Sur une somme de 400 francs, 3 médailles d'argent et 10 médailles de bronze, mises à la disposition du jury, il a été distribué aux meilleurs lots de volailles et autres animaux de basse-cour :

Une médaille d'argent et 60 fr. à M. Plagnes, à Arcomie, pour ses lots 251 à 254.

Une médaille d'argent et 50 fr. à M^{me} de Lescure, à Mende, pour ses lots 237 à 244.

Une médaille d'argent et 45 fr. à M. Monestier, à La Canourgue, pour ses lots 245 à 249.

Une médaille de bronze et 40 fr. à M. Manse, à Mende, pour ses lots 242 à 244.

Une médaille de bronze et 35 fr. à M. l'abbé Bosse, à Mende, pour son lot n° 228.

Une médaille de bronze et 30 fr. à M. Dumas - Davignère, à Mende, pour son lot 234.

Une médaille de bronze et 25 fr. à M. Rouvière, à Florac, pour ses lots 226 à 269.

Une médaille de bronze et 20 fr. à M^{me} Bouniol, à Mende, pour ses dindes n^o 231.

RECOMPENSES AUX SERVITEURS RURAUX.

Sur une somme de 500 francs, 4 médailles d'argent et 6 de bronze, mises à la disposition du jury pour être distribuées aux gens à gages signalés par les lauréats, pour les soins intelligents qu'ils ont donnés aux animaux primés, il a été attribué :

Une médaille d'argent et 100 fr. au s^r Hugonnet (Ant.), domestique chez M. Durand (Ch.)

Une médaille d'argent et 80 fr. au s^r Grousset (Aug.), domestique chez M. Grousset (X.)

Une médaille d'argent et 60 fr. au s^r Bafler (Ant.), domestique chez les Pères trappistes.

Une médaille d'argent et 50 fr. au s^r Marinier (François), domestique chez M. de Bernon.

Une médaille de bronze et 25 fr. au s^r Larger (Pierre), domestique chez M. Eyraud.

Une médaille de bronze et 25 fr. au s^r Cheminade (Sylvestre), domestique chez M. Talansier.

Une médaille de bronze et 25 fr. au s^r Pignol (Auguste), domestique chez M. Guillard.

III^e DIVISION.

Machines et instruments agricoles.

EXPOSANTS DE LA RÉGION.

1^{re} Sous-section. — Travaux d'extérieur.

1^o Charrues, 1^{er} prix, méd. d'or à M. Grousset, à Barjac (Lozère), pour sa char. Dombasle, n^o 24.

— 2^e prix, méd. d'arg. à M. Delmas, à Naussac (Lozère),
pour sa charrue système Dom-
basle, n^o 18 et 19.

— 3^e prix, méd. de br. à M. Thérond, à Naussac (Loz.),
pour sa charrue système Dom-
basle, n^o 20 et 207.

2^e Charrues sous-sol, ... pas d'exposant.

3^e Charrues vigneronnes, ... pas d'exposant.

4^e Herses, ... pas de prix.

5^e Rouleaux, ... pas d'exposant.

6^e Scarificateurs et extirpât., ... pas de prix.

7^e Semoirs, 1^{er} prix, médaille
d'argent, ... à M. Grousset, pour son semoir
Jacquet Robillard, n^o 28.

— 2^e prix, méd. de bronze

8^e Houes à cheval, 1^{er} prix,
médaille d'argent.

— 2^e prix, méd. de bronze à M. Grousset, pour sa houe à
cheval, n^o 29.

9^e Butteurs, ... pas d'exposant.

10^e Machines à faucher les prai-
ries naturelles ou artificielles, idem.

11^e Machines à faner, ... idem.

12^e Râteaux à cheval, ... idem.

13^e Machines à moissonner, ... idem.

14^e Véhicules destinés aux trans-
ports, idem.

15^e Harnais propres aux usages
agricoles, ... pas de prix.

16^e Pompes à purin, ... idem.

17^e Ruches, 1^{er} prix, méd. d'arg. à M. Viala, à Naussac (Lozère),
pour sa ruche, n^o 32.

— 2^e prix, méd. de bronze

18^e Collections d'instr. à main
pour les travaux extérieurs, pas de prix.

2^e Sous-section Travaux d'intérieur.

1^{er} Malaxeurs, ... pas d'exposant.

- 2° Machines à fabriquer les tuyaux de drainage, ... pas d'exposant.
- 3° Collections d'instruments pour le drainage, 1^{er} prix, méd. d'argent.....
- 2^e prix, méd. de bronze à M. Grousset, pour ses instruments, n° 32.
- 4° Manèges applicables aux divers besoins de l'agricul., 1^{er} prix, médaille d'or.....
- 2^e prix, méd. d'argent. à M. Grousset, pour son manège Pinet, n° 33.
- 3^e prix, méd. de bronze.
- 5° Machines à vapeur fixes, .. pas d'exposant.
- 6° Machines à vapeur mobiles, idem.
- 7° Machines à battre fixes, rendant le grain tout nettoyé,.. idem.
- 8° Machines à battre mobiles, rend. le grain tout nettoyé,. idem.
- 9° Machines à battre fixes, rendant le grain vanné, ... idem.
- 10° Machines à battre mobiles, rendant le grain vanné, ... idem.
- 11° Machines à battre fixes; ne vannant ni ne criblant, ... idem.
- 12° Machines à battre mobiles, ne vannant ni ne criblant, 1^{er} prix, médaille d'argent. à M. Grousset, pour la machine Pinet, n° 34.
- 2^e prix, médaille de bronze.
- 13° Tarares, 1^{er} prix, médaille d'argent..... à M. Chaze fils, à Pierrefiche (Loz.), pour son tarare n° 45.
- 2^e prix, médaille de bronze. à M. Daudé, à Mende (Lozère), pour son tarare, n° 17.
- 14° Cribles et trieurs, 1^{er} prix, médaille d'argent. à M. Grousset, pour son trieur Pernollet, n° 39.
- 2^e prix, médaille de bronze.

- 15° Concasseurs de graines,
1^{er} prix, médaille d'argent.
2^e prix, médaille de bronze. à M. Grousset, pour son concas-
seur de Dray, n° 10.
- 16° Coupe-racines, ... pas de prix.
- 17° Hache-paille, ... idem.
- 18° Appareils à cuire les ali-
ments dest. aux animaux, .. idem.
- 19° Barattes, 1^{er} prix, médaille
d'argent à M. Grousset, pour sa baratte
Stiévenard, n° 37.
2^e prix, médaille de bronze. à M. Chaze fils, baratte à double
effet, n° 44.
Mention honorable à M. Ramel, à Châtaignier
(Loz.), pour sa baratte, n° 48.
- 20° Bascules pour peser les
animaux et les fourrages, .. pas d'exposant.
- 21° Coupe-feuilles, ... idem.
- 22° Appareils à déliter, ... idem.
- 23° Id. à étouffer les cocons, idem.
- 24° Pressoirs fixes, ... idem.
- 25° Pressoirs mobiles, ... idem.
- 26° Appareils de vinification
autres que les pressoirs, .. idem.
- 27° Appareils de distillerie, .. idem.
- 28° Collections d'instruments et
d'ustens. d'intér. de ferme, idem.

Instruments non prévus au programme.

- Une médaille d'argent à M. Chaze fils, pour sa machine
à percer le bois, n° 16.
- Une médaille de bronze à M. Agulhon, à Florac (Lozère),
pour ses mesures de liquides, n° 1.
- de bronze à M. Bros, à Mende, pour ses
couteaux, n° 40.
- de bronze à M. Chaze père, à Pierrefiche,
pour son tour à filer, n° 12.
- de bronze à M. Viala, à Vialas (Lozère),
pour sa romaine, n° 61.

Une médaille de bronze à M. Viala, à Naussac (Lozère),
p. son tour à dentelle, n° 64.

EXPOSANTS ÉTRANGERS A LA RÉGION.

1^{re} Sous-section. — Travaux d'extérieur.

- 1^o Charrues, ... pas d'exposant.
- 2^o Charrues sous-sol, ... idem.
- 3^o Charrues vigneronnes, ... idem.
- 4^o Herse, ... idem.
- 5^o Rouleaux, ... idem.
- 6^o Scarificateurs et extirpateurs, ... idem.
- 7^o Semoirs, ... idem.
- 8^o Houes à cheval, ... idem.
- 9^o Butteurs, ... idem.
- 10^o Machines à faucher les prairies naturelles ou artificielles, ... idem.
- 11^o Machines à faner, ... idem.
- 12^o Râteaux à cheval, ... idem.
- 13^o Machines à moissonner, ... idem.
- 14^o Véhicules destinés aux transports ruraux, ... idem.
- 15^o Harnais propres aux usages agricoles, ... pas de prix.
- 16^o Pompes à purin, ... pas d'exposant.
- 17^o Ruches, ... idem.
- 18^o Collections d'instr. à main pour les travaux extérieurs,
1^{er} prix, médaille d'argent,
2^e prix, médaille de bronze à M. Gallouin, pour le battent de faucheur, n° 64.

2^e Sous-section. — Travaux d'intérieur.

- 1^o Malaxeurs, ... pas d'exposant.
- 2^o Machines à fabriquer les tuyaux de drainage, ... idem.

- 3° Collections d'instruments pour le drainage, ... pas d'exposant.
- 4° Manèges applicables aux divers besoins de l'agricult., ... Rappel de méd. d'or à M. Pinet fils, à Abilly (Indre-et-Loire), n° 96.
- 5° Machines à vapeur fixes, ... pas d'exposant.
- 6° Id. à vapeur mobiles, ... idem.
- 7° Id. à vapeur fixes, rendant le grain tout nettoyé, ... idem.
- 8° Machines à battre mobiles, rendant le grain tout nettoyé, idem.
- 9° Machines à battre fixes, rendant le grain vanné, ... idem.
- 10° Machines à battre mobiles, rendant le grain vanné, ... idem.
- 11° Machines à battre fixes, ne variant ni ne criblant, ... idem.
- 12° Machines à battre mobiles, ne variant ni ne criblant, ... Rap. de méd. d'arg. à M. Pinet, pour sa machine n° 99.
- 13° Tarares, 1^{er} prix, médaille d'argent, ... à M. Pinet fils, pour son tarare n° 102.
- 14° Cribles et trieurs, ... pas d'exposant.
- 15° Concasseurs de graines, ... idem.
- 16° Coupe-racines, ... 1^{er} prix, méd. d'argent, à M. Pinet fils, pour son coupe-racines n° 105.
2^e prix, méd. de bronze,
- 17° Hache-paille, ... pas d'exposant.
- 18° Appr. à cuire les aliments, idem.
- 19° Barattes, ... idem.
- 20° Bascules, ... idem.
- 21° Coupe-feuilles, ... idem.
- 22° Appareils à déliter, ... idem.
- 23° Id. à étouffer les cocons, ... idem.
- 24° Pressoirs fixes, ... idem.
- 25° Pressoirs mobiles, ... idem.

26° Appareils de vinification
autres que les pressoirs, ... pas d'exposant.

27° Appareils de distillerie, ... idem.

28° Collections d'instrum^{ts} et
d'ustens. d'intér. de ferme, idem.

Instruments non prévus au programme.

Une médaille d'or à M. Pinet fils, pour son moulin
avec bluterie, n° 104.

Une médaille d'argent..... à M. Pinet fils, p. son égre^{noir}
à trèfle et luzerne, n° 103.

Une médaille d'argent..... à M. Galibert, à Paris, pour son
appareil respiratoire, n° 94.

Produits agricoles et matières utiles à l'agriculture.

Une médaille d'or à MM. Perrier, à Crest (Drôme), pour ses
truffes conservées, n° 46.

— Sinègre, à Plagnes (Lozère), pour
ses fromages, n° 70 à 72.

— Théoph. Roussel, à Mende, pour ses
produits, n° 53 à 56.

Une méd. d'argent à M^{me} De Ligeac, au Chastanier (Lozère), p.
ses beurre et fromages, n° 41 et 42.

— à MM. Rouvière, à Ste-Croix (Lozère), pour
ses cocons en bruyère, n° 67.

— Gallière, à Mende, pour ses fruits
confits, n° 115.

— Poujol, à Meyrueis, pour son herbier
de l'Aigoual, n° 135.

— Vincent, à Privas (Ardèche), pour
ses soies grèges, n° 173.

— Monteils, à Mende, pour ses hou-
blons, n° 45.

Une méd. de bronze à MM. Bonidan, à Mende, pour ses pommes
de terre, n° 1.

— Bros, à Mende, pour ses saucissons,
n° 4.

— Chaurand, à Peyssac (Ardèche), pour
ses toisons et ses vins, n° 9 à 12.

Une méd. de bronze à MM. Fauché, à Moissac (Lozère), pour ses huiles et vins, n^{os} 44 à 46.

— Guittard, à Saint-Georges-d'Aurat (Haute-Loire), pour ses betteraves et pommes de terre, n^{os} 27 et 28.

— à M^{me} v^e Maurin, à Allenc (Lozère), p. ses fromages façon Roquefort, n^o 43.

— à MM. Bonnal, à St-Etienne-Vallée-Franc., pour ses châtaignes, n^o 93.

— Bonnet, à Châteauneuf, pour ses choux-raves, n^o 95.

— Cazagne, à Saint-Saturnin, pour ses vins, n^o 117.

— Pintard, à Sainte-Croix, pour ses marrons, n^{os} 130 et 131.

— Pouzoli, à la Panouze, pour ses fromages, n^o 136.

— Quintin à Saint-Saturnin, pour son huile de noix, n^o 137.

— Ribard, à Sainte-Croix, pour ses olives conservées, n^o 148.

— Veyret, à Langogne, pour ses morilles, n^o 166.

— Vivens, à Montbrun, pour ses vins, n^o 170.

— à M^{me} Chaleil, à Saint-Privat-du-Fau, pour la toison, n^o 104.

— à MM. Blancon, à Saint-Privat-du-Fau, pour ses poires et pommes, n^{os} 84 et 85.

— Carthellier, à Tournon (Ardèche), p. ses boissons gazeuses, n^o 6.

— Seguin, à Saint-Privat-du-Fau, pour son miel, n^o 152.

— De Valmalète, à St-Etienne-V.-F., pour son vin, n^o 160.

— Groussset, pour sa collect. n^o 17 à 26.

Le jury, frappé de la remarquable exposition des produits forestiers du département, présentée tardive-

ment par l'administration des forêts, a demandé unanimement à M. le Ministre de l'Agriculture que la médaille d'or laissée sans emploi lui soit attribuée par Son Excellence.

DISTRIBUTION DES PRIX AUX MAÎTRES ET AUX ÉLÈVES DES ÉCOLES D'ADULTES DE LA LOZÈRE.

DISCOURS DE M. FAYE,

Inspecteur général de l'instruction publique, membre de l'Institut, délégué pour représenter
S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique à cette solennité.

MESSIEURS,

S. Exc. M. le Ministre aurait voulu présider lui-même cette solennité, rehaussée par le concours de tant de personnages distingués; il aurait voulu donner au département et à l'éminent magistrat qui le dirige cette marque publique de sympathie; à vous, Messieurs les Instituteurs, cette preuve éclatante de satisfaction; mais M. le Ministre a été retenu à Paris par d'impérieux devoirs. A cette heure, sa voix se fait entendre dans une autre enceinte; vous n'en aurez ici que de faibles échos; et pourtant je remplirai, je crois, la mission que S. Exc. m'a confiée, si je parviens à faire apprécier de tous la portée du mouvement général qu'une parole de l'Empereur a fait naître et que les instituteurs de la Lozère ont propagé dans ce pays avec tant d'ardeur et de dévouement.

Le plus grand fait social qui se soit jamais produit dans une nation, c'est, assurément, l'élection du 10 décembre. Pour la première fois, la France était appelée à se donner un chef; et quand je dis la France, il ne s'agissait pas alors des hautes classes où le pays se personnifiait autrefois, il s'agissait de tous les Français, depuis le plus riche jusqu'au plus pauvre, depuis le général jusqu'au simple soldat, depuis le chef d'industrie jusqu'au simple manœuvre. Quand une nation est ainsi remuée dans ses profondeurs, il n'en peut sortir que l'expression condensée de ses plus nobles sentiments; c'est ce que les anciens exprimaient en disant : La voix du peuple c'est la voix de Dieu.

Savez-vous ce qui vint, à cette heure suprême, jeter une ombre sur ce magnifique tableau, que les étrangers admirent, que l'Allemagne va tâcher de copier et dont les Anglais s'efforcent d'ébaucher une faible esquisse? Le voici : Le monde civilisé apprit alors que la moitié des Français ne savait ni lire ni écrire. Des millions d'électeurs eurent besoin pour voter qu'on leur mit en main des bulletins tout faits; et quand ils voulurent choisir le nom de Napoléon Bonaparte, on ne trouva rien de mieux, dans certaines localités, que de compter les traits et de rejeter tous les papiers qui ne contenaient pas les dix-sept lettres de ce nom prédestiné.

Ainsi donc, se disait-on au dehors, cette France si fière de son génie, cette France qu'on nous propose pour modèle, ne sait pas ce que savent nos enfants. Pour que deux Français puissent communiquer leurs vœux ou leurs idées, il faut qu'ils soient presque bouche à bouche, et si l'un d'eux vient à perdre les siens,

de vue, il est aussitôt pour eux comme s'il n'existait pas. Qu'elle singulière nation ! elle affirme que la loi est la même pour tous, que nul n'est censé ignorer la loi, et les trois quarts ne savent pas lire. Elle a voulu le droit de choisir son chef, et quand elle vient à posséder ce droit, quand il s'agit de l'exercer, toute embarrassée de sa conquête, elle ne sait même pas mettre sur un bout de papier le nom qu'elle a dans le cœur.

C'est pourquoi l'Empereur vous a dit : Dans le pays du suffrage universel, tout citoyen doit savoir lire et écrire. Pour réaliser cette noble pensée, son ministre a d'abord assuré l'avenir en multipliant les écoles où vont les enfants. Puis il a voulu faire aussi quelque chose pour le présent, pour les hommes faits. D'un coup d'œil profond, il a jugé qu'avec des hommes comme vous, il pourrait tout entreprendre ; et alors, à la surprise générale, surprise d'incrédulité peut-être, il a décrété une levée en masse, non contre l'ennemi, mais contre l'ignorance. Votre dévouement, Messieurs les Instituteurs, a répondu à cet appel. A votre tour, vous avez donné au monde un beau spectacle ; en moins d'un an, vous avez couvert le pays d'écoles pour les adultes. Les étrangers ont cessé de sourire ; ils s'émeuvent, ils admirent et se disent : c'est une nation vraiment grande, car, dans tous les rangs, dans toutes les occasions, quand on sait parler à son cœur et y faire vibrer la corde sensible, on trouve le même élan qui a conduit si souvent ses soldats à la victoire.

Vous croirez peut-être, Messieurs, que, dans mon enthousiasme pour les progrès de l'instruction publique, j'exagère la portée de ces faits, la grandeur de ce

mouvement. Il n'en est rien, et vous allez en juger par des chiffres authentiques, bien qu'inédits encore, par une statistique dont les éléments viennent d'être relevés avec le plus grand soin dans la France entière. Vous en jugerez, je le répète, sur des documents officiels; seulement, je vous demanderai ici quelques instants d'attention réfléchie. Nous sommes si peu habitués à considérer dans son ensemble un grand pays; notre esprit a tant de peine à se hisser à la taille de la France, à se figurer le gigantesque mécanisme de 38 millions d'hommes animés d'un même esprit, recevant à la même heure une même impulsion, que nous avons tous besoin d'un véritable effort de réflexion pour bien comprendre la portée du phénomène social que je tâche de décrire, surtout quand il se produit avec cette soudaineté.

Savez-vous combien de cours d'adultes étaient ouverts cet hiver?... 24,686 dans 22,947 communes.

Savez-vous combien d'instituteurs ont distribué l'instruction dans ces classes d'hommes faits?... 30,222.

S'avez-vous le nombre de ceux qui ont reçu cette instruction et peuplé ces écoles, où l'on s'est étonné de voir accourir tant d'hommes faits ?.... 595,506.

J'avais raison, n'est-ce pas, de parler de levée en masse : 30,000 instituteurs, c'est une double légion; 600,000 hommes faits, c'est une grande armée.

C'est une armée dont les victoires ne coûteront ni sang ni larmes ; c'est une armée dont les luttes sont productrices d'utilité publique. Voyons donc ce qu'elles ont coûté ; tâchons d'évaluer ce qu'elles nous rappellent.

Peut-être serez-vous surpris d'apprendre que les

frais de cette guerre n'ont pas atteint quatorze cent mille francs. Tout le monde y a contribué : les communes, pour 600,000 fr. ; les élèves, pour 400,000 fr. ; les conseils généraux, pour 72,000 fr. ; les hautes classes, qui se sont associées, comme toujours, à une œuvre de progrès populaire, pour 125,000 fr. ; et je ne puis le dire sans une profonde émotion, les instituteurs eux-mêmes, pour 90,000 fr.

S'il s'agissait d'une de ces luttes glorieuses qui, depuis dix ans, ont rétabli la juste influence de la France sur le monde, personne, Messieurs, n'aurait l'idée d'évaluer ce qu'elles ont rapporté : la gloire militaire de la France ne s'estime pas en écus ! Mais ici notre armée de la paix a produit les fruits de la paix ; en dehors du bénéfice moral, tout accroissement d'instruction peut se résoudre, en dernière analyse, en un bénéfice matériel pour la société.

Considérez, en effet, la plus-value qu'un peu d'instruction apporte au travail de l'ouvrier ; voyez avec quelle progression rapide le salaire s'accroît, du simple manoeuvre qui ne fait œuvre que de ses bras, jusqu'à l'ouvrier instruit qui substitue le travail des machines à celui des bras, et qui sait les ajuster ou les construire. Certes, vous ne me taxerez pas d'exagération si je porte, en moyenne, à 10 fr. par an et par personne, c'est-à-dire à moins de 3 centimes par jour, la plus-value qui résulte pour l'ouvrier, soit dans son travail journalier, soit dans l'emploi de son pécule, de l'accroissement conquis pour son intelligence et ses moyens d'action par une étude sérieuse des premiers éléments de toute instruction. Multipliez maintenant ce chiffre si modeste par 600,000 fr., et vous aurez

6 millions de francs pour l'accroissement annuel du revenu de la France. Cela équivaut à la création subite d'un capital de 120 millions en faveur des classes les moins avancées; c'est de l'argent placé à 430 pour cent.

Il y a plus ; je lis dans la statistique officielle de la campagne qui vient de finir que, sur les 600,000 auditeurs de vos écoles, la moitié, 346,307 sachant déjà lire, écrire et compter, sont venus près de vous acquérir des connaissances nouvelles. Les uns ont suivi des cours de dessin, si nécessaires à la supériorité, que dis-je, à l'existence même de nos plus grandes industries; d'autres, des cours de géométrie, d'arpentage, de nivellement; d'autres, des cours de tenue de livres; d'autres ont étudié la science du trait appliquée à la menuiserie, à la charpente, à la coupe des pierres, en un mot, à tous les arts de construction; d'autres ont acquis des notions de chimie applicables à l'agriculture et aux arts. Pour ceux-là, Messieurs, la plus-value sera encore plus forte, et peut-être resterai-je bien au-dessous de la vérité en disant que la dépense faite rapportera ici 4,000 pour 100.

Cela tient, Messieurs, à une chose bien simple. Dieu nous a confié deux capitaux à faire valoir : nos bras et notre intelligence. Le premier est limité; la force de la nation française ne dépasse pas celle de 10 millions d'hommes faits. On pourrait l'estimer en chevaux-vapeur comme toute autre force industrielle. Mais il n'y a pas de limites à la force de l'intelligence. Sur le même sol de 50 millions d'hectares qui constitue la France, avec le même nombre de paires de bras vigoureux, un peuple de sauvages mourrait littérale-

Partie agricole, etc.

21

ment de faim, tandis qu'aujourd'hui, grâce à la science accumulée par l'humanité civilisée, nos quarante millions de Français ont fait de la France le plus beau royaume après celui du ciel.

Et de cette vérité d'ordre supérieur que l'intelligence est un fonds inépuisable où l'humanité puise sans cesse sans cesser de l'enrichir, concluons hardiment, Messieurs, que si le vice et le mal moral n'étaient malheureusement inhérents à notre nature et comme la condition même de la liberté chez un être imparfait, l'intelligence, ce don béni de Dieu, aurait bien vite raison du mal physique dont la misère est la plus désolante expression.

Quand on envisage de ce point de vue les choses d'ici-bas, on comprend que l'antagonisme des classes ou des peuples, la guerre sociale ou la guerre entre nations, les révolutions ou les guerres civiles sont les fruits de ce génie du mal attaché, dès l'origine, aux flancs de l'humanité; on sent toute la portée de l'œuvre sacro-sainte entreprise, au nom de l'Empereur, par le ministre de l'instruction publique. Mais si vous voulez qu'après avoir interprété de grandes pensées, je vous dise aussi mon sentiment, et que je parle un instant en mon nom, eh bien! je vous dirai que tout ce qui touche ici le plus mon cœur, ce qui me rappelle le mieux une sublime leçon de l'Evangile, c'est ce don de 90,999 fr. offert à la patrie par le corps des instituteurs français.

Après avoir établi le compte de la France, faisons celui de ce département. Vous l'avourai-je, Messieurs, en venant ici, par ordre du ministre, présider cette distribution, je m'attendais sans doute à constater de

lozables efforts; mais je ne pouvais oublier que la Lozère ne passe pas pour un département bien riche et bien avancé. Pouvais-je m'en étonner? Ici la nature est plus difficile à vaincre que partout ailleurs. Dans ce pays de rudes montagnes, où chaque cours d'eau peut devenir un torrent, où chaque route doit être une conquête de l'art de l'ingénieur, où les populations, disséminées en petits groupes, sont isolées les unes des autres par les neiges et les précipices, les soins tout moraux de l'éducation première doivent trop souvent, me disais-je, céder le pas aux nécessités de la vie. Sans doute je vais y retrouver le mouvement intellectuel qui vient d'animer la France entière, mais sur une échelle réduite. Je me trompais : un coup d'œil jeté sur les états de situation de l'inspection académique a fait bien vite évanouir mon erreur, et un calcul bien simple m'a fait apparaître la vérité dans toute son énergie.

Ce calcul, le voici ; c'est une simple règle de trois appliquée aux chiffres de la statistique précédente :

La population de la France entière est de 37,384,281 habitants ; celle de la Lozère est de 137,367. Or, il y a eu, cette année, 24,686 cours d'adultes ; combien dois-je en trouver ici, en supposant que la Lozère ne soit ni en haut, ni en bas de l'échelle des départements français, mais à la hauteur de la moyenne? Le calcul répond 90, et les états de situation disent 347. Ainsi, sous ce rapport, la Lozère n'est pas à la queue; elle a fait un effort trois ou quatre fois plus vigoureux que la moyenne de la France; elle est certainement, sous ce rapport, un de nos premiers départements. Et, Messieurs, il en a été de même de tout le reste de la statistique.

J'aurais dû trouver ici 212 instituteurs ayant pris part à cette œuvre; j'en trouve 350. — Je ne pouvais en trouver plus par l'excellente raison que la Lozère n'en compte pas d'avantage: tous ont obéi à l'appel.

J'aurais dû trouver dans ces cours 2,204 auditeurs avides de commencer ou de compléter leur instruction; j'en trouve 7,498.

J'aurais dû trouver 337 fr. pour la part des dépenses que les instituteurs ont supportées; j'en trouve 1,321. 1,321 fr. dans un pays où pas un seul instituteur n'a encore dépassé le traitement minimum de 800 fr. !

Mais voici le fait le plus frappant et peut-être le plus considérable. Dans la France entière, 42,567 femmes ont pris part aux cours organisés pour elles. Toute proportion gardée, il aurait dû s'en trouver ici 156. — J'en compte 2,124 dans la Lozère. Ah ! si les femmes donnaient partout cet exemple, la cause du progrès serait bien vite gagnée, car en elles est la vertu du foyer domestique, la puissance initiatrice de la famille, la source première de toute éducation.

Maintenant, Messieurs, je dois rendre un juste hommage à la libéralité de vos administrations municipales; elles ont pris tout à leur charge; elles ont voté 5,019 fr. 50 c., tandis que les municipalités du reste de la France, en moyenne, en ont voté 2,427.

Excusez, Messieurs, l'aridité de ces chiffres : je savais que je serais appelé à parler devant les hommes distingués qui ont pris part à votre concours régional, hommes positifs, rompus aux affaires, estimant plus, en pareille matière, un calcul bien fait qu'une phrase bien arrondie. C'est à eux surtout que je m'adresse, pièces en mains. Les chiffres que voilà parlent mieux

et plus haut que je ne pourrais le faire. Bornons-nous donc à les citer; mais il faut que l'Empereur, que la France entière les connaissent.

J'adresse, au nom de S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique, des remerciements à tous ceux qui ont fait cet honneur-là à leur pays natal; je remercie M. le Préfet qui a donné l'impulsion et qui enregistrera désormais, dans l'état de ses loyaux services, un des plus beaux résultats dont un administrateur puisse se glorifier.

J'aurais fini, Messieurs, si je n'avais encore un devoir à remplir. Monsieur l'Inspecteur, vous dont je n'ai pas encore prononcé le nom, bien que je vous aie vu, il y a quatre ans, dans une autre ville et dans une autre carrière, entouré de l'affection universelle, et que je vous retrouve ici honoré de l'estime de tous, je vais vous lire publiquement la dernière lettre que S. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire :

Paris, le 48 mai 1866.

» MONSIEUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL,

- » Vous devez, dans la seconde quinzaine de mai,
- » présider une solennité à Mende.
- » Je vous prie de vouloir bien saisir cette occasion
- » de témoigner à M. Bélibien, inspecteur d'académie en
- » résidence dans cette ville, toute la satisfaction que
- » j'ai éprouvée du zèle et de l'esprit d'initiative dont il
- » a fait preuve, soit pour l'organisation des cours

» d'adultes, soit dans la surveillance de l'instruction
» secondaire.

» Recevez, etc.

» *Le ministre de l'instruction publique.*

» V. DURUY. »

Je suis heureux, Monsieur l'Inspecteur, de vous transmettre, devant ce noble auditoire, des félicitations si bien méritées.

Après ce discours, unanimement applaudi, M. le Préfet a repris la parole pour annoncer que S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique avait daigné lui accorder trois décorations : la première d'officier de l'instruction publique pour M. Teissonnière, président du Conseil général ; les deux autres, d'officier d'académie, pour M. Marty, inspecteur d'académie et M. Arzalier, instituteur à Allenc.

M. le Préfet a ensuite remis à M. Teissonnière les insignes de sa décoration en lui adressant ces paroles :

« La décoration que S. Exc. M. le ministre de l'instruction publique a daigné me charger de vous remettre en son nom a un double caractère :

» Elle récompense d'abord le magistrat que la Loi s'honore de compter au nombre de ses enfants et qui consacre à son pays tous les loisirs que peut lui laisser la chambre qu'il dirige ; Elle récompense également en votre personne les efforts que fait le conseil général, que vous présidez depuis plusieurs années avec tant de distinction, pour propager de plus en plus les bienfaits de l'instruction dans toutes les classes de la

population, contribuant ainsi à élever le niveau moral et intellectuel du peuple comme il accroît et développe la prospérité matérielle de ce département.

» Monsieur le Président, comme préfet, comme ami, laissez-moi dire comme Lozérien, je suis heureux de pouvoir, au nom de Son Excellence, vous remettre cette croix et vous embrasser. »

Au moment de lever la séance M. le Préfet, s'adressant à M. l'Inspecteur général, lui a parlé en ces termes :

« MONSIEUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL,

» Je dois, ayant de lever la séance, vous exprimer les sentiments de profonde reconnaissance qu'imposent à la Lozère les nombreux bienfaits dont l'a comblée M. le ministre. Dites à Son Excellence que, préfet, conseil général, conseils municipaux, tous, nous nous efforcerons par nos actes de les justifier, de même que les instituteurs et les élèves des cours d'adultes essaieront de s'en rendre dignes, les premiers par leur dévouement, les autres par leur studieuse application.

» Dites à Son Excellence que nous nous souviendrons toujours de ce qu'Elle a fait pour notre collège, pour nos écoles, pour nos instituteurs, pour nos pauvres institutrices; Dites-lui. . . . Mais non, cela, vous ne pouvez le lui rapporter, et cependant je ne serais pas complètement l'interprète des sentiments qui animent cette assemblée que vous avez tenue tout-à-l'heure attentive et charmée, si je n'ajoutais que nous nous souviendrons toujours aussi de l'honneur que M. le ministre nous a fait en déléguant, pour le repré-

senter à cette solennité, un savant illustre qui vient de nous prouver qu'on pouvait, à un égal degré, posséder la science et l'esprit.

**Proclamation des prix accordés aux maîtres
et élèves des écoles adultes.**

INSTITUTEURS PRIMAIRES.

PRIX DE L'EMPEREUR.

(Médaille d'or de 250 fr.)

M. Fraisse, instituteur public à Grandrieu.

Prix du Prince Impérial.

(Médaille et livres.)

M. Cros, en religion frère Combert, inst. public à la Canourgue.

Prix fondé par M. Boquet.

(Médaille de 100 fr.)

M. Bach, instituteur public à St-Pierre-de-Nogaret.

Prix fondé par le collège Rollin.

(Médaille de 50 fr.)

M. Boudoussier, instituteur public au Bleyard.

Prix fondé par M. Grousset, professeur à Paris.

(Médaille d'argent de 50 fr.)

M. Veissier, instituteur public au Chambon.

(Prix de 50 fr.)

M. Maury, instituteur public à Recoules-de-Fumas.

(Prix de 40 fr.)

M. Crouzet, en religion frère Gozelia, inst. public au Malzieu.

(Prix de 30 fr.)

M. Jammes, frère Pozan, instituteur public à Meyrueis.

(Prix de 20 fr.)

M. Cayzac, instituteur public à Auxillac.

(Prix en livres décernés par S. Exc. M. le Ministre
de l'instruction publique.)

MM. Odoul, maître-adjoint à l'école normale prim. de Mende.

Barathieu, id. id.

Giral, maître répétiteur au collège communal de Marvejols.

MM. Cabanel, instituteur public à Barre.

Réfrégé, id. à Barre.

Brun, id. à la Chaze.

Pascal, id. à la Salle-Prunet.

Arzalier, id. à Allenc.

Luche, id. à Canilhac.

Sarrouy, id. à Auroux.

Valmalle, id. à Esclanèdes.

Serrières, id. au Pompidou.

Romien, id. à Blavignac.

Bragouse, id. à Meyrueis.

Chassang, id. à Brion.

Pons, id. à Sainte-Enimie.

Lacas, id. à Estables.

Pharabet, id. à Ispagnac.

Atger, id. au Pont-de-Montvert.

Acher, id. à Montjézien.

Mournhiac, frère Onésime, instituteur public à Serverette.

Ferrand, instituteur public à Lanuéjols.

Fabre, frère Basile, instituteur public à Chanac.

Mentions honorables.

MM. Barrandon, institut. public à Saint-Denis.

Martin, id. à Pierrefiche.

Combeuil, frère Gibézon, instituteur public à Langogne.
 Castan, instituteur public à St-Etienne-du-Valdonnez.
 St-Pierre, frère Adolphe, à Villefort.
 Rauzier, instituteur public à Cassagnas.
 Monnier, id. à Sainte-Croix.
 Treiche, frère Léonide, instituteur public à Florac.
 Soulages, instituteur public à St-Etienne-Vallée-Franç.
 Poujol, id. au Massegros.
 Pantel, id. à St-Frézal-de-Ventalon.
 Velay, id. à St-Maurice-de-Ventalon.
 Bouchard, id. à Javols.
 Ribot, id. au Viala.
 Moulin, id. à Barjac.
 Poulalion, id. à Albaret-Ste-Marie.
 Boudoussié, id. à Albaret-le-Comtal.
 Cayrel, id. aux Hermaux.
 Blancon, id. à St-Privat-du-Fau.
 Richard-Vidal, id. au Collet-de-Dèze.
 Pons, id. à Montrodât.
 Bouniol, id. à St-Léger-de-Peyre.
 Meissonnier, id. à Prinsuéjols.
 Cournut, id. à Lajo.
 Atger, id. à St-Privat-de-Vallongue.

INSTITUTRICES.

(1^{er} prix de 50 fr.)

M^{me} Tuffier, supérieure du couvent de l'Union chrétienne et directrice du cours normal, à Mende.

(2^e prix de 50 fr.)

M^{me} Canonge, institutrice publique à Florac.

(Prix en livres décernés par S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique.)

M^{me} Bès-de-Berc, en religion sœur Marie-Félicie, institutrice publique à Marvejols.

M^{lle} Ressouche, institutrice publique à Banassac.

Boudon, id. à St-Germain-de-Calb.

Bourgade, id. aux Hermaux.

Lacas, id. à Fraissinet-de-Fourques.

Castan, id. à St-Etienne-du-Valdon.

Besse, sœur Justine, institutrice publique au Malzieu-Ville.

Gras, institutrice publique à la Fage-Montivernoux.

Bonnet, institutrice libre à Langogne.

Liste, par ordre de mérite, des élèves des cours d'adultes d'hommes et de femmes auxquels il a été décerné des prix et des mentions honorables.

Les prix suivants (livrets de caisse d'épargne) ont été fondés au moyen d'une subvention de l'Etat, d'une allocation du conseil général et de dons faits par M. de Loisne, préfet de la Lozère, M. Joseph Barrot et M. Th. Roussel.

Elèves des cours d'adultes d'hommes et de jeunes gens.

Prix départemental de 100 francs

DONNÉ PAR M. LE PRÉFET.

Godefroi, Paul, à Marvejols.

(Prix d'arrondissement de 75 fr.)

Plan, Jean, à Mende.

Constant, Félix, à Saint-Chély.

Teissier, Emile, à Barre.

(Prix de 40 fr.)

Merchadier, Jean-Baptiste, à Fournels.

Podevigne, Jean-Baptiste, au Bleymard.

Romejon, Auguste, au Pont-de-Montvert.

Grégoire, Jean, au Villard.

Chaptal, Guillaume, à Lanuéjols.

Pateau, Laurent, au Pompidou.

(Prix de 30 fr.)

Ségala, Grégoire, à Saint-Germain-du-Teil.
Bonnefoux, Auguste, au Massegros.
Martin, Emile, à Florac.
Constantin, Placide, à Laval-du-Tarn.
Garél, Antoine, à Saint-Denis.
Ribes, Alban, à Meyrueis.

(Prix de 20 fr.)

Pezons, Jean-Baptiste, à Saint-Léger-du-Malzieu.
Monteils, Casimir, à Pontans.
Robert, Victor, à Villefort.
Hermabessière, Paulin, à Termes.
Vidal, Auguste, à Albaret-le-Comtal.
Bastide, Firmin, à Arzenc-de-Randon.

(Prix de 15 fr.)

Astruc, Jean-Baptiste, à Aumont.
Sirvin, Cyprien, à Saint-Germain-de-Calberte.
Brès, Barthélemy, à Langogne.
Arnal, Germain, à la Canourgue.

Prix de 10 francs

DONNÉ PAR M. LE MAIRE DE CHATEAUNEUF.

Benoit, Antoine, à Châteauneuf.

Mentions honorables.

Pauc, à Mende.
Chassaric, François, à Javols.
Daudé, Jean-Baptiste, à Banassac.
Chassagnon, Victor, à Barjac.
Vigouroux, Frédéric, à Blavignac.
Fosse, Pierre, à Brion.
Perrier, Jean, à Trélans.
Méjance, Jean, à Julianges.

Astruc, Jules, à Marvejols.
Boulet, Bernard, à Prinsuéjols.
Brajon, Jean, à Lajo.
Hierle, Etienne, à Saint-Etienne-du-Valdonnez.
Salles, Augustin, à Saint-Amans.
Peytavin, Gabriel, à Allenc.
Chaze, Joseph, à Pierrefiche.
Mourgues, Firmin, à Grandrieu.
Paulin, Baptiste, au Chambon.
Pagès, Claude, à Auroux.
Delorme, Léon, à Planchamp.
Grignard, Auguste, à Sainte-Enimie.
Paris, Céleste, à la Vernède (Bedouès).
Revolte, Louis, à Saint-Roman (Moissac).
Constantin, François, à Soulages (Saint-Georges).
Hubac, Camille, à Gatzuères.
Bernon, Olivier, à Saint-Frézal-de-Ventalon.
Rauzier, Florentin, à Cassagnas.
Laurent, Louis, à Saint-Gal.

Elèves d'adultes de femmes et de filles.

(Prix de 27 fr.)

Grignard, Victorine, à Mende.

(Prix de 20 fr.)

Floret, Augustine, à Fournels.

Bondon, Anaïs, à Barre.

Brugerolles, Eulalie, à Saint-Alban.

Mentions honorables.

Delmas, Marie, à Mende.

Boiral, Julie, à Mende.

Saint-Léger, Jeanne, à Mézery, commune de Saint-Denis.

Maurin, Marie, à Allenc, canton du Bleymard.

Mayran, Cécile, à Saint-Sauveur, canton de Châteauneuf.
Serre, Ursule, à Saint-Symphorien, canton de Grandrieu.
Viala, Adélaïde, à Fontanes, canton de Langogne.
Allier, Rose, à Ahtler, canton de Villefort.
Plantier, Mélanie, à Florac.
Rouvière, Hortense, à Barre.
Monteils, Rosalie, à Blajoux, commune de Quézac.
Beaufils, Marianne, à Vialas, canton du Pont-de-Montvert.
Rodier, Eulalie, aux Hermaux.
Randavel, Marguerite, à Chanturuéjols (Gabrias).
Ressouche, Marie, à Auxillac.
Pissouy, Joséphine, à Banassac.
Pitot, Eléonore, à Saint-Germain-du-Teil.
Parayre, Emilie, à Saint-Pierre-de-Nogaret.
Delmas, Félicité, à Grandvals.
Brugeron, Augustine, à Recoules-de-Fumas.
Montruffet, Marie, au Malzieu.
Hugnet, Marie-Jeanne, à Saint-Sauveur-de-Peyre.
Gerbal, Sophie, à Antrenas.
Bergougnon, Sophie, à Nasbinals.

Certifié exact et conforme :

L'Inspecteur d'académie,
BÉLIBEN.

Mende, le 27 mai 1866.



SÉANCE DU 14 JUIN 1866.

Présidence de M. BÉLIBEN, vice-président.

Présents : MM. l'abbé BOSSE, BOURRILLON (Xavier), GACHON, MOULIN, l'abbé ROUVIÈRE et VINCENS.

M. l'abbé Bosse, membre de la Commission nommée par le Préfet de la Lozère pour organiser et apprécier l'exposition minéralogique qui a eu lieu à l'occasion du Concours régional, demande, au nom de cette Commission, que la Société veuille bien accorder des médailles aux exposants les plus méritants, ainsi qu'elle l'a fait pour l'exposition des produits ligneux travaillés du département.

La Société, heureuse de pouvoir concourir à encourager l'industrie et l'exploitation minières de la Lozère, accorde, conformément aux propositions de la Commission, les médailles ci-après :

1^o MÉDAILLE D'OR (rappel) à la C^o concessionnaire des mines de plomb argentifère de Villefort et Vialas.

2^o MÉDAILLE DE VERMEIL à MM. Joly et C^o, concessionnaires des mines de cuivre et plomb argentifères de Meyrueis et Gatuzières, et de celles de Bédoués et Cocurés.

3^o MÉDAILLE D'ARGENT à M. Allhaud de Brisis, concessionnaire des mines de plomb argentifère d'Ispagnac.

4^o HUIT MÉDAILLES DE BRONZE : à MM. Donon et C^o, concessionnaires des mines de plomb argentifère de Bluech et Pradal;

A MM. Calaman et C^o, concessionnaires des mines de plomb argentifère du Richaldon ;

A M. Chevalier, docteur-médecin à Mende, auteur de recherches sur les gîtes métalliques du Bleymard, etc.;

A M. Paulet, auteur de recherches sur les gîtes métallifères de St-Léger-de-Peyre et du canton de St-Germain-du-Teil;

A M. Tourgon, directeur des mines d'Ispagnac, auteur d'une carte géologique de ladite concession;

A M. Pens, instituteur à Sainte-Ennimie, qui a découvert, dans les environs, de belles pierres lithographiques;

A M. Poujol, de Meyrueis, qui a exposé une collection de marbres et de fossiles qu'il a découverts dans les environs de Meyrueis;

A M. Paparel, percepteur de la réunion de St-Etienne-du-Valdonnès, qui a recueilli une belle collection de fossiles du terrain jurassique.

— Sur la proposition de M. Xavier Bourrillon, rapporteur de la Commission des primes aux meilleures cultures fourragères, la Société décide qu'une médaille en argent sera ajoutée à la prime de cinq cents francs attribuée à M. Vachin, et qu'une médaille de bronze sera également accordée à M. Caupert, qui a obtenu la seconde prime.

NOMINATIONS.

Membres titulaires.

MM. DE ROUVILLE, propriétaire à la Canourgue.

MONESTIER (Léopold), id. id.

La BARTHE, Directeur des mines de St-Privat de Vallongue.

Membres associés.

MM. ALMÉRY, expert-géomètre à Langogne.

PRATLONG, propriétaire à Hielzas, commune de la Parade.

ERRATA.

Page 167 du présent Bulletin, aux nominations de membres titulaires :

Au lieu de M. Maleplane, trésorier-payeur général, lisez : M. Veyrier de Maleplane.

Mende, impr. de C. PRIVAT, successeur de J.-J.-M. et E. IGNON.

*Liste des publications reçues pendant les mois
d'avril, mai et juin 1866.*

- Mémoires lus à la Sorbonne, au Comité des travaux historiques
et des Sociétés savantes, en 1865.
Le Jardin fruitier du Muséum, 85^e livraison
Histoire des classes rurales en France, par M. H. Denis, 1865.
Notice sur l'exposition de l'administration des forêts, à Mende,
par M. Grosjean, sous-inspecteur, 1866.
Journal des Savants, mai 1866.
Revue des Sociétés savantes, mars 1866.
Guillaume Haudet, poète normand du 16^e siècle, par M. Millet
St-Pierre.
La crise agricole devant la science, par M. G. Ville, 1866.
Mémoire sur les insectes nuisibles aux betteraves, par M. de
Norguet de Lille, 1866.
Recueil de l'Académie des jeux floraux, 1866.
Le Sud-Est, mai 1866.
Annales de la Société d'agr. etc. de la Charente, 3^e trim. 1865.
Annales de la Société d'agr. d'Indre-et-L., 1865 et janv. 1866.
Annales de la Société d'horticulture de l'Hérault, n^o 4, 1866.
Annales de la Société d'horticulture de la Haute-Garonne, mars
et avril 1866.
Annales de la Société historique de Château-Thierry, 1865.
Annales de la Société académique de Nantes, 2^e semest. 1865.
Journal de la Société impériale et centrale d'hort., avril 1866.
Journal de la Société d'agricult. pratique du midi de la France,
1^{er} trimestre 1866.
Journal de la Société d'agriculture, etc. de l'Ain, avril 1866.
Journal de la Société d'agricult. pratique, 5 mai et 5 juin 1866.
Apiculteur, mai et juin 1866.
Revue agricole, etc., de Valenciennes, avril 1866.
Revue agricole du Lot-et-Garonne, juin 1866.
Revue horticole, juin 1866.
Archives de l'Agriculture du Nord de la France, mars 1866.
Messager agricole du Midi, mai et juin 1866.
Culture Jacques, mai 1866.
Mémoires de la Société littéraire de Lyon.
Nouveaux Mémoires de la Société des sciences, etc. du Bas-
Rhin, 1866.
Bulletin de la Société d'agr. de la Drôme, n^o 8, 1866.
Idem de l'Ardèche, avril et mai 1866.
Idem d'Alger, 1^{er} trimestre 1866.
Idem de Vaucluse, avril et juin 1866.
Bulletin de la Société d'hort. de St-Germ.-en-Laye, avril 1866.
Bulletin de la Société d'agr. de Boulogne-sur-Mer, novembre
1865, février et mars 1866.
Bulletin de la Société des anciens élèves des écoles impériales
d'Arts et Métiers, avril 1866.
Bulletin de la Société d'agr., etc. de Péligny, 1866, n^{os} 2 et 3.
Bulletin de la Société indus. de Mulhouse, mars et avril 1866.

Bulletin de la Société d'archéologie, etc. de S. et-Marne, 186
 Bulletin de la Société d'agriculture de Poitiers, 1^{er} trim. 186
 Bulletin de la Société d'hort. de la Côte-d'Or, nov. et déc. 186
 Idem impériale d'acclim., mars et avril 186
 Idem protect. des animaux, avril et mai 186
 Idem du Comité de Vitry-le-Fran., avril 186
 Idem d'agric., etc., de l'Hérault, 1^{er} trim. 186
 Idem d'hort. prat. du Rhône, mai et juin 186

LE MESSAGER AGRICOLE, revue des associations et d'intérêts agricoles du Midi, publié sous la direction de M. Docteur Frédéric Cazalis, paraissant le 5 de chaque mois. 6 fr. par an. — Montpellier, à l'imprimerie Gras, rue du Grand Galion, 2. — Paris, à l'agence Havas, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3.

L'APICULTEUR, journal des cultivateurs d'abeilles, maîtres chands de miel et de cidre, publié sous la direction de M. H. Hamet, professeur d'apiculture au Luxembourg, paraissant du 1^{er} au 5 de chaque mois. On s'abonne à Paris en un mandat de 6 fr. à l'ordre de M. H. Hamet, directeur de l'Apiculture, rue Saint-Victor, 67.

Les abonnements partent du 1^{er} octobre de chaque année

AVIS

Aux Membres correspondants.

Pour éviter à MM. les Correspondants la peine d'envoyer leur cotisation, la Société la fera, désormais, recouvrer à domicile, comme celle des autres membres.

MM. les auteurs des Rapports ou Mémoires imprimés dans le Bulletin pourront en faire exécuter, à leurs frais, un tirage à part, aux prix suivants, en s'adressant à l'imprimeur.

NOMBRE DE FEUILLES.	25	50	100	200	500
	Exempl.	Exempl.	Exempl.	Exempl.	Exempl.
Pour une feuille (16 pages), papier, pliage, piqûre.	fr. c. 4 50	fr. c. 6 »	fr. c. 8 »	fr. c. 14 »	fr. c. 25 »
Trois quarts de feuille (12 pages).	4 50	6 »	8 »	12 »	22 »
Demi-feuille (8 pages).	3 »	4 »	5 »	8 »	16 »
Quart de feuille (4 pages).	3 »	4 »	5 »	6 »	10 »
Couverture non imprimée (couleur).	0 »	0 60	1 20	2 »	5 »
Id. imprimée id.	3 »	4 »	5 »	6 »	10 »
Composition d'un titre d'entrée spécial pour le tirage à part d'un Mémoire : 1 fr.					

Les frais de remaniement nécessités par les corrections que l'on fera après coup les auteurs ne sont pas compris dans ces conditions.

△
L Soc. 1636.12.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,

Industrie, Sciences et Arts

DU

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

TOME XVII^e. — 1866.

Juillet et Août.

MENDE
IMPRIMERIE DE C. PRIVAT, Sr de J.-J.-M. et E. IGNON ,
Maison Rochette, rue d'Aigues-Passes.

1866.

SOMMAIRE.

PREMIÈRE PARTIE. — Agriculture, etc. — Séance du 5 juillet 1866, présidence de M. Delapierre, président, page 325; — Nominations, p. 329.

Rapport sur l'exposition des produits minéralogiques de la Lozère instituée par M. le Préfet à l'occasion du concours régional, ouvert à Mende le 19 mai 1866, p. 329.

Séance du 2 août 1866, présidence de M. Delapierre, président, p. 354; — Nominations, p. 357.

Encouragements à l'agriculture et à l'industrie, programme, p. 357.

Séance du 23 août 1866, présidence de M. Delapierre, président, p. 363; — Nominations, p. 365.

Revue agricole et industrielle, par M. Delapierre, président : Du chaulage des terres et de la fabrication de la chaux dans le département de la Mayenne, par M. Dorlhac et Saminn, p. 365; — Nécessité de l'alternance des cultures à propos de la récolte actuelle, p. 369; — Nouveau moyen de faire les menlons ou moyettes, p. 369; — Du déchaumage, p. 370; — Hybridation du châtaignier d'Amérique par le châtaignier de la Lozère, p. 372; — Les meilleures fraises, p. 374; — Croisement des vers à soie Japonais, p. 378; — Ouillage mécanique du tonneau de vin, p. 378; — Des matières explosibles employées dans les mines et les carrières, p. 381.

Ecoles impériales d'agriculture, p. 385.

Mercuriale. — Prix des grains, par hectolitre, d'après les mercuriales des marchés du département de la Lozère (Avril et Mai), p. 395.

DEUXIÈME PARTIE. — Histoire et archéologie. — Patriotisme des Gévaudanais pendant l'occupation anglaise au XIV^{me} siècle, par M. Ferdinand André, archiviste, p. 63.

Notices historiques, par M. Delaruelle, notaire à Chirac, p. 67.

SÉANCE DU 5 JUILLET 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

Présents : MM. ROUS, vice-président, ANDRÉ, archiviste, l'abbé BOSSE, VEYRIER DE MALEPLANE, MOULIN et VINCENS.

En ouvrant la séance, M. le Président annonce que par décision du 8 mai dernier, S. Exc. M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics a daigné accorder à la Société une subvention de 1,200 fr. à distribuer en primes. Des démarches seront faites auprès de S. Exc. pour obtenir qu'une partie de cette subvention soit affectée, comme les années précédentes, à l'achat d'instruments perfectionnés d'agriculture pour être vendus à prix réduit aux cultivateurs lozériens afin de propager les bonnes méthodes, ainsi qu'à l'entretien de la pépinière.

— Par décision du 29 juin, S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique a également accordé à la Société une subvention de 300 fr. sur le budget de son ministère.

— Sur la demande du Comité central de la souscription nationale pour le rachat de la Tour dite de Jeanne Darc, à Rouen, et sur la proposition de M. le Président, la Société vote pour cet objet une somme de 25 francs.

— M. Jacques, maire de Laval-du-Tarn, avait signalé à M. le Président un certain nombre de tombeaux situés sur le Causse, dans les environs de cette localité,

Partie agricole, etc.

et connus sur le nom de Tombes de Géant. Sur la demande qui lui a été faite de désigner d'une manière précise les endroits où sont situés ces monuments, M. Jacques a adressé à la lettre suivante :

Mairie de Laval-du-Tarn, le 3 juillet 1866.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE ,

Par votre lettre du 26 juin dernier, vous me demandez de vous indiquer les endroits précis où se trouvent les douze tombeaux Gaulois que nos cultivateurs appellent *tombes de Géant*, et que j'ai promis de faire connaître. Je m'empresse de vous faire réponse en basant mes indications sur la distance des habitations qui se trouvent les plus proches, et des chemins qui, partant des villages, passent tout auprès. Ainsi, je puis vous préciser :

3 Tombeaux gaulois, tous peu distants, à gauche du chemin allant de Laval à Mende, par Champerboux, l'un dans les terres de Laval-du-Tarn, au lieu dit Combalès, les deux autres à la limite de notre commune de Laval, en entrant dans les terres de Roussac, commune de Sainte-Enimie.

4 Tombeau à l'angle nord-ouest dudit devois de Laval, appelé Combalès, à gauche, au haut d'un mamelon au pied duquel passe le chemin de Laval à Roussac, et situé à la limite de notre commune, à la pointe ouest de l'angle que forme celle de Sainte-Enimie par les terres du village de Roussac.

2 Tombeaux, environ à mi-distance de Laval à Lueysse, et tout près du chemin de Laval à Lueysse, le premier à gauche, le deuxième à droite, l'un avant l'autre, après l'embranchement du chemin de Laval à la Canourgue. Le deuxième fut découvert en prenant du gravier pour les prestations. Deux autres tombeaux moins importants sont présumés exister auprès de ceux-ci.

4 Tombeau au levant de la ferme de Segondès, sur un tertre

dît le *Roubiau*, à droite du chemin allant de Roussac à la Canourgue et passant au nord, sur Segondès.

3 Aux environs du chemin allant de Montredon à Segondès, à peu près à mi-distance de ces lieux.

4 Tombeau et un autre présumé à dix pas de distance du chemin de Montredon à Chaumels, commune de Sainte-Enimie, et à mi-distance environ de chacun de ces deux villages.

3 ou 4 Tombeaux sur l'arête de quelques monticules, à mi-distance environ en ligne droite de Grandlac, commune de Laval, à la Rouvière, commune de Chanac.

Aux environs de tous ces susdits tombeaux il en existe plusieurs autres plus petits qui ont été en partie dérangés ou fouillés.

En général, ils sont tous situés sur un monticule ou tertre plus ou moins élevé, et à l'aspect du levant.

Recevez, etc.

— MM. Labarthe et du Vinoux remercient la Société de les avoir admis au nombre de ses membres.

— Lecture d'une lettre de M. Alméry, de Langogne, membre de la Société, qui demande que des expériences soient faites de sa machine dite *l'intermittent*, destinée à vider les réservoirs des prairies, et dont il a fait don à la Société. Sur l'invitation de M. le Président, M. l'abbé Bosse s'engage à essayer pratiquement cet instrument dans une des propriétés de l'hospice et à rendre compte des résultats qui auront été obtenus.

— Lecture d'une lettre de M. de Caumont, directeur de la Société française d'archéologie, relative aux recherches à faire sur les monuments antérieurs au onzième siècle et remontant jusqu'au quatrième.

M. l'abbé Bosse veut bien se charger de répondre au questionnaire joint à la lettre.

— M. Prudhomme, éditeur du *Sud-Est*, a adressé à M. le Président un extrait de ce journal d'après lequel les Sociétés d'agriculture de France sont invitées à imiter la Société centrale de Belgique qui a demandé à son gouvernement de prendre, dans l'intérêt de l'agriculture, des mesures propres à empêcher la destruction des petits oiseaux, dont la disparition croissante favorise la multiplication des insectes nuisibles. Le moyen proposé, et qui semblerait devoir être des plus efficaces, consisterait à interdire au besoin par une loi, la fabrication et la vente, pendant au moins dix ans, des petits plombs de chasse. La Société adopte la proposition du Sud-Est.

— Lecture d'une lettre de M. Teissier d'Aulas (Gard) par laquelle ce membre correspondant expose que l'avenir de la sériciculture en France lui paraissant consister dans la graine de commerce du Japon, il y aurait un grand avantage à connaître les marques ou signes que portent les cartons de cette provenance. La Société prie M. le Président de vouloir bien donner suite à ce vœu en le transmettant à S. Exc. M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

— La onzième session du Congrès pomologique de France se tiendra, cette année, à Melun, du 14 au 19 septembre.

— M. De Laruelle, notaire à Chirac, a envoyé deux notices relatives aux fossés et remparts de Chirac. Ces documents seront insérés au Bulletin.

NOMINATIONS.

Membres titulaires.

MM. ROLLAT, secrétaire général, à Mende.

le c^{te} **HENRI DE SAILLAN**, propriétaire au château de Cauvel, commune de St-Martin-de-Lansuscle.

VALCROZE, propriét., ancien membre du conseil général, à Poulassargues, commune de St-Martin-de-Boubeaux.

BONNAL (Salomon), propriétaire, à St-Etienne-Vallée-Française.

R A P P O R T

SUR

L'EXPOSITION DES PRODUITS MINÉRALOGIQUES DE LA LOZÈRE

INSTITUÉE PAR M. LE PRÉFET

A L'OCCASION DU CONCOURS RÉGIONAL, OUVERT

A MENDE LE 19 MAI 1866.

Le sol du département de la Lozère recèle dans ses profondeurs d'importantes richesses métalliques, à peine connues dans le pays même où elles sont providentiellement destinées à répandre le travail et l'aisance.

Dans sa sollicitude éclairée pour tous les grands intérêts du département, M. le Préfet a eu l'heureuse pensée de joindre une exposition de ces produits minéralogiques à celle des autres produits du sol lozérien.

qui devaient figurer au concours régional agricole de Mende. Une commission spéciale (1) a été instituée pour organiser cette exposition minéralogique, et c'est le résultat de ses appréciations que nous allons faire connaître en y joignant les détails strictement nécessaires pour faire ressortir l'importance de ces produits dans le département.

Nous les partageons en trois catégories : les matériaux de construction, les combustibles et les minerais métalliques.

1° Matériaux de construction.

Les matériaux de construction ont été à peine représentés à l'exposition minéralogique, bien que le département de la Lozère en renferme de très-variés et d'excellente qualité.

Granits.

Les granits, si abondants dans le département, n'ont pas été représentés.

Schistes.

Les terrains schisteux, également très-abondants dans la Lozère, sont exploités, les uns comme pierres à bâtir et d'autres comme ardoises. Ces derniers sont

(1) Cette Commission était composée de MM. Descottes, ingénieur en chef des Mines, à Alais ; Tastu, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Mende ; Lefranc, ingénieur des ponts et chaussées de l'arrondissement de Florac ; Gruet, conducteur principal f. f. d'ingénieur de l'arrondissement de Mende ; Chevalier, membre du conseil général, et l'abbé Bosse, secrétaire général de la Société d'agriculture, à Mende.

exclusivement employés dans le département pour couvrir les maisons, et même s'exportent dans les départements voisins de l'Ardèche et de la Haute-Loire.

MM. Bros et Bringer en ont exposé des feuilles qui avaient jusqu'à 2 mètres de hauteur sur 1^m30 de largeur, provenant des carrières de Lachamp.

M. J.-L. Rocher en a aussi exposé qui proviennent de la commune de Badaroux et qu'il vend 4 fr. le mètre carré.

La commission a regretté de ne pas voir exposées, en outre, les ardoises du Tournel, de Meyrueis et de Fraissinet qui sont aussi très-renommées dans le pays et dont l'exploitation occupe un assez grand nombre d'ouvriers.

Grès.

Il existe sur divers points des grès quartzeux à grains moyens qu'on exploite pour meules de moulins de qualité inférieure. Il n'en a pas été exposé.

Calcaires.

La région des Causses, qui forme toute la partie Sud-Ouest du département, fournit des calcaires excellents comme matériaux de construction, et qui sont susceptibles de recevoir un très-beau poli.

Pierres lithographiques.

Certains bancs ont même le grain assez fin pour former de bonnes pierres lithographiques. M. Pons, instituteur à Sainte-Enimie, en a exposé une très-belle provenant de la carrière du Bac, dans la même commune.

Marbres.

D'autres calcaires produisent des marbres rubanés

d'un assez bel effet, comme les échantillons exposés par M. Poujol et provenant de la commune de Meyrueis.

Tufs.

On trouve encore aux environs de Mende des tufs calcaires très-légers et prenant bien le mortier. Ils sont très-propres à la construction des voûtes. Celles de la cathédrale de Mende sont faites avec ces matériaux.

Chaux.

Enfin, certains calcaires donnent des chaux notablement hydrauliques, et quelques-uns, très-chargés d'argile et de sable, seraient même susceptibles de donner des ciments.

Kaolin.

Le granite de la Margeride se décompose assez facilement, et donne lieu à des kaolins dont plusieurs échantillons ont figuré à l'exposition.

Près de Mende, au lieu dit les Fourches, commune du Chastel-Nouvel, il existe de grandes masses de ce granite désagrégé qui, lavé par décantation, pour séparer le plus possible le quartz et le mica, produit d'assez bon kaolin.

2° Combustibles minéraux.

Houille en lignite.

Bien que la Lozère se trouve comprise entre deux départements très-riches en combustible minéral, le Gard et l'Aveyron, le terrain houiller n'y affleure nulle part, et tout fait présumer qu'il n'y existe pas.

On connaît seulement quelques couches minces de houille dans les terrains jurassiques de la région des

crasses. La plus importante paraît être celle de Saint-Préjet-du-Tarn, qui a 0^m90 de puissance. Elle a récemment donné lieu à quelques travaux de recherche, qui ont fait découvrir aussi un peu de schistes bitumineux.

La houille a été encore exploitée au Rozier et a été signalée aux environs de Meyrueis, du Pompidou, etc.

Des gisements analogues sont exploités avantageusement sur divers points des départements du Gard et de l'Aveyron.

Tourbe.

La tourbe paraît aussi exister dans certaines parties du département; elle n'y est exploitée nulle part.

Graphite.

Enfin M. Daudé, maire de St-Germain-de-Calberte, a exposé du graphite provenant du sommet de la côte du Serre-de-Pradel.

3° Minerais métalliques.

Minerai de fer.

Le minerai de fer est connu sur plusieurs points du territoire lozérien; mais la difficulté des transports et l'absence de combustibles n'ont pas permis, jusqu'à présent, de l'exploiter d'une manière suivie et avantageuse.

M. Garnier a exposé de belles hématites brunes qui ont été exploitées durant quelque temps à Champ-Morel, commune du Collet-de-Dèze, pour les hauts-fourneaux d'Alais; malheureusement la cherté des transports n'a pas permis de continuer cette exploitation.

M. Chevalier a aussi exposé des échantillons très-riches de minerais de fer provenant de divers gisements en couches et en filons situés dans les communes de St-Julien-du-Tournel, Bagnols-les-Bains, Chadenet et Allenc.

Le minerai de fer est encore signalé au pont de Cachepezoul, près de Saint-Etienne-du-Valdonnez, à la Valmy et à la Tréglantière, communes de Moissac et de Sainte-Croix, et dans d'autres localités.

Oxide de manganèse.

Le manganèse oxidé se trouve également sur plusieurs points du département, généralement dans les assises inférieures du trias et du terrain jurassique.

MM. Joly, concessionnaires des mines de Meyrueis, en ont exposé provenant des Cabanals, près de Meyrueis, où il a été quelque peu exploité pour les hauts-fourneaux d'Alais. Son analyse a donné 39 o/o d'oxidé de manganèse, 17,46 o/o de peroxide de fer et 13,50 de chaux. C'eût été un excellent minerai sans les frais élevés du transport qui s'élèvent à 30 francs par tonne. Peut-être pourra-t-il être exploité avec avantage pour les fabriques de produits chimiques qui peuvent supporter des frais de transport plus élevés.

M. Tourgon, directeur des mines d'Ispagnac, a également exposé de gros blocs de manganèse provenant du Col de Montmirat.

Enfin, M. Chevalier en a exposé qui proviennent des environs de Bagnols.

Comme gisement de manganèse, on cite encore un énorme filon de quartz dont les fentes sont remplies de manganèse oxidé et qui coupe la rivière de la Trueyre.

dans la direction du Nord-Ouest au Sud-Est. On ne le connaît que par ses affleurements.

Cuivre et zinc.

Les minerais de zinc et de cuivre sont assez fréquemment associés au minerai de plomb et forment même quelquefois des filons distincts, comme celui de Gatuzières qui fait partie de la concession de Meyrueis et qui est formé de cuivre pyriteux imprégnant fortement les bancs calcaires superposés.

Le cuivre pyriteux est encore signalé à Combellès; à Beyrac, commune d'Allenc; à Saint-Etienne-Vallée-Française; à Chirac; à Séjas, commune de Montrodât; au-dessus d'Ussels, commune de Lachamp, et dans la vallée de Coulagnet, commune de Marvejols.

Des échantillons de la plupart de ces localités se trouvaient à l'exposition. On y voyait aussi de la calamine (minerai de zinc) provenant de Mazel-Arjoulas, entre Orsières et Neyrac, exposée par M. Chevalier; mais, jusqu'à présent, ces gisements n'existent encore qu'à l'état d'indices, et n'ont pas d'importance constatée.

Antimoine sulfuré.

Il existe dans le département de la Lozère de nombreux filons d'antimoine sulfuré. Les principaux gisements connus de ce minéral se trouvent près de Saint-Michel-de-Dèze, de Cassagnas et de Saint-Etienne-Vallée-Française. Ils ont motivé l'institution de sept concessions, savoir :

Saint-Michel-de-Dèze, instituée le 22 août 1822.

Collet-de-Dèze, — le 22 août 1822.

Cassagnas, — le 12 février 1832.

Terraillon,	instituée le 10 juillet 1832.
Vieljouve,	— le 11 juillet 1840.
Rouve et Solpeyran,	— le 10 avril 1843.
La Coupette,	— le 28 janvier 1845.

Ces mines ont donné pendant quelque temps de très-beaux bénéfices; mais la découverte de gisements plus riches, en Corse et en Algérie, et probablement aussi la mauvaise direction des travaux, qui sont aujourd'hui presque entièrement éboulés, ont enlevé, du moins pour le présent, toute importance à ces exploitations. Aucune n'a envoyé de produits à l'exposition.

Plomb argentifère.

Il nous tardait d'arriver aux gisements de plomb argentifère qui forment de beaucoup la principale richesse minéralogique du département de la Lozère.

L'histoire, la tradition, les traces d'exploitation par le feu ou par la pointerolle, qu'on retrouve dans un grand nombre d'anciens travaux, prouvent que l'origine de ces exploitations remonte à une très-haute antiquité : mais la pauvreté du pays, les guerres religieuses qui l'ont désolé et la difficulté des communications ont toujours empêché le développement de ces mines. On sait que la révolution de 1789 ruina celles qu'elle trouva de bout, quand elle ne les anéantit pas complètement. Depuis cette époque, la destruction des forêts, la cherté du combustible, la diminution du prix des métaux, le renchérissement de la main-d'œuvre, la difficulté des transports et la perte des traditions ont opposé de grands obstacles à la reprise et au développement des travaux.

Heureusement ces conditions défavorables tendent

à se modifier de jour en jour. Les voies de communication s'améliorent et se complètent, facilitant de plus en plus le transport des minerais exploités, des combustibles et de toutes les matières indispensables à l'exploitation des mines. En outre, l'expérience, aujourd'hui acquise, de l'allure des filons permet d'éviter beaucoup de fautes qui ont fortement grevé et quelquefois ruiné les premières tentatives de reprises des travaux.

Dans un excellent mémoire sur les mines de Vialas, publié en 1863, M. Rivot, ingénieur en chef des mines et ingénieur-conseil de la compagnie concessionnaire, signalait comme principal obstacle au développement et à la prospérité des mines métalliques, l'absence de traditions faisant connaître, dans chaque centre de mines, la direction des filons, des failles et des croiseurs, les caractères qui signalent l'enrichissement et l'appauvrissement des gîtes, l'étendue des travaux à faire pour obtenir des résultats et l'importance des avantages qu'on peut espérer en retirer.

Grâce au développement des travaux des mines de Vialas et à la libéralité avec laquelle M. Rivot a publié le résultat de ses observations et de son expérience, on peut considérer ces traditions comme existant aujourd'hui pour les mines de plomb argentifère du département de la Lozère. Aussi les travaux qui s'exécutent depuis quelques années, tant dans les mines concédées que dans celles qui sont à l'état de recherches, ont-ils beaucoup gagné sous le rapport de la bonne direction.

Il existe actuellement huit concessions de plomb argentifère instituées dans le département de la Lozère.

Nous allons les passer successivement en revue et indiquer les produits qu'elles ont exposés.

Concession de Villefort et Vialas.

La concession de Villefort et Vialas est de toutes la plus importante.

L'époque à laquelle ses gîtes ont commencé à être exploités est très-ancienne, puisque, dans certains quartiers des mines de Vialas, on a trouvé des traces d'exploitation par le feu, antérieure par conséquent, à l'invention de la poudre. Il ne saurait entrer dans le plan de ce rapport de faire l'historique des diverses phases par lesquelles ont passé ces mines: Nous dirons seulement qu'exploitée en vertu d'un titre officiel du 8 juin 1776, cette concession est la seule qui ait résisté à la tourmente révolutionnaire, et qu'aujourd'hui, après bien des tâtonnements, des fautes et des épreuves, elle peut être citée comme un modèle et un encouragement pour les autres entreprises du même genre.

La teneur moyenne des minerais qu'elle exploite est d'environ 40 % de plomb et de 460 grammes d'argent aux 100 kilogrammes de plomb. La production annuelle de l'usine est moyennement d'environ 1,600 kilogrammes d'argent, avec une quantité correspondante de plomb ou de litharges.

L'exposition de Vialas consiste en plusieurs blocs de minerai riche, renfermant 35 % de plomb et ce dernier, 450 grammes d'argent aux 100 kilogrammes. Plusieurs de ces blocs font très-bien voir la disposition des filons au milieu des micaschistes. En outre, une collection de bocaux renferment les différents produits

de la préparation mécanique des minerais et de leur traitement métallurgique, savoir : des grenailles de cribles de différentes grosseurs, des schlichs des tables à secousses, des litharges de différentes espèces, des lingots de plomb aigre et de plomb marchand, enfin de l'agent affiné, parfaitement pur.

La concession de Villefort et Vialas est, jusqu'à présent, la seule du département qui soit à l'état d'exploitation normale et qui traite ses minerais. Il existe, en outre, sept autres concessions de plomb argentifère; mais plusieurs d'entr'elles sont inexploitées, et les autres ne donnent encore lieu qu'à des travaux préparatoires et n'ont pas d'usine construite pour le traitement des minerais. Nous allons les indiquer succinctement.

Concession de Saint-Michel-de-Dèze.

La première, dans l'ordre chronologique, est celle de Saint-Michel-de-Dèze, instituée le 7 août 1822. Elle s'étend sur les communes de Saint-Michel et de Saint-Hilaire, et son étendue est de 13 kilomètres carrés, 6 hectares.

Cette concession embrasse à la fois le plomb et l'antimoine; mais on n'y connaît qu'un seul filon de plomb, et il n'a jamais été l'objet de travaux sérieux. Elle n'est plus exploitée depuis une vingtaine d'années et n'a rien envoyé à l'exposition.

Concession de Bahours.

La concession de Bahours, qui vient ensuite dans l'ordre des dates, a été instituée par ordonnance du 9 juin 1841. Elle s'étend sur les communes de Mende, Servières et Barjac, et embrasse une étendue superficielle de 8 kilomètres carrés, 70 hectares.

Elle faisait autrefois partie d'une concession beaucoup plus vaste, instituée par arrêt du 17 septembre 1743. On y a, en effet, trouvé d'anciens travaux ; mais les nouveaux concessionnaires n'y ont rien fait de sérieux. Elle est aujourd'hui complètement abandonnée, et n'a rien envoyé non plus à l'exposition.

Concession de Bluech et Pradal.

Les mines de plomb argentifère de la concession de Bluech et Pradal ont été l'objet d'anciens travaux très-étendus que l'on fait remonter jusqu'aux Phéniciens. Elles étaient encore exploitées, en 1789, par la comtesse de Grétigny. La révolution ruina cette entreprise qui demeura abandonnée, et une nouvelle concession dut être instituée le 20 juin 1841. Elle s'étend sur les communes de Saint-Germain, Saint-Privat, Saint-André-de-Lancize et Cassagnas, et embrasse une étendue superficielle de 10 kilomètres carrés, 13 hectares. Les nouveaux concessionnaires ont fait quelques travaux d'exploration et construit une petite usine de préparation mécanique, qui fut détruite en 1855 et remplacée par l'usine actuelle. Le minerai était expédié à Alais et à Marseille. Il contenait moyennement 50 % de plomb, et ce dernier, 450 grammes d'argent par 100 kilogrammes.

Les travaux ont complètement cessé à la fin de décembre 1860 ; cependant des échantillons de minerais ont été envoyés à l'exposition.

Concession de Bedouès et Cocurès.

La concession de Bedouès et Cocurès, instituée le 15 juillet 1849, vient ensuite. Elle s'étend sur les communes de Bedouès, Cocurès, les Bondons, La Salle-

Prunet et Ispagnac. Sa superficie est de 39 kilomètres, carrés, 87 hectares. On y a aussi trouvé d'anciens travaux exploités par le feu. Ces mines; très-riches en filons, sont actuellement l'objet de travaux d'exploration et d'aménagement parfaitement dirigés. Nous y reviendrons à l'occasion des mines de Meyrueis et Gatuzières, aux concessionnaires desquelles elles appartiennent depuis 1860.

L'exposition des mines de Bedouès et Cocurès comprend, pour chacun des cinq filons représentés : de gros blocs montrant la disposition des minerais dans le filon ; de gros morceaux, produits de coups de mines ; de menus morceaux, produits du cassage sur le carreau des mines, et des échantillons choisis, représentant différentes cristallisations.

Les filons représentés sont, d'ailleurs, indiqués dans le tableau suivant :

FILONS		TENEUR		OBSERVATIONS
NOMS	DIRECTION	EN FLOES	EN ARGENT	
FLEURY.....	heurs 5	41 %	700 gram.	La teneur en argent est rapportée à 100 kil. de plomb.
LES AGUDES ...	— 7	48	450 —	
LA RIVIÈRE....	— 9	47	400 —	
LES PEUPLIERS	— 9	46	350 —	
LA PASSERELLE	— 9	43	230 —	

Concession du Richaldon.

La concession du Richaldon a été instituée le 1^{er} février 1860. Elle comprend une partie de la commune :
Partie agricole, etc.

du Collet-de-Dèze et embrasse une étendue superficielle de 6 kilomètres carrés, 36 hectares.

On y a exécuté quelques travaux d'exploration et même d'exploitation, et construit une usine d'une certaine importance pour le traitement des minerais. Cette construction prématurée ayant absorbé des fonds qu'on aurait dû employer aux travaux de la mine, a entraîné la ruine de l'entreprise. L'exploitation est entièrement suspendue depuis le mois de février dernier.

Les travaux exécutés ont démontré l'existence de cinq filons de galène argentifère, susceptibles d'être exploités avec avantage. Le minerai est peu riche en argent et ne donne guère, en moyenne, que 150 grammes aux 100 kilogrammes de plomb. Il en a été adressé des échantillons à l'exposition.

Concession d'Ispagnac.

La concession d'Ispagnac date du 30 avril 1862. Elle s'étend sur les communes d'Ispagnac, de Saint-Etienne-du-Valdonnez, des Bondons et de Bedouès, et comprend 23 kilomètres carrés, 75 hectares. On y a trouvé, comme presque partout, d'anciens travaux, et, à la surface du sol, des scories et des cendres mélangées de litharges, restes d'anciennes usines servant au traitement du minerai.

Le concessionnaire actuel n'a encore exécuté que des travaux d'exploration, dirigés avec beaucoup d'entente et d'économie par M. Tourgon; mais le moment paraît venu de constituer une société définitive pour l'exploitation de ces mines. Les filons suffisamment reconnus sont nombreux, mais leur teneur en argent est très-

variable. Certains ne donnent que de l'alquifoux (minéral de plomb pauvre en argent), les autres atteignent jusqu'à 235 grammes d'argent aux 100 kilogrammes de plomb.

L'exposition des mines d'Ispagnac comprend : 1° un gros bloc de galène presque pure pesant 680 kilogrammes, ayant une teneur moyenne de 82 % de plomb, et 90 grammes d'argent aux 100 kilogrammes de plomb ; il provient de la grosse veine minérale du filon Sainte-Luce, de 0^m60 d'épaisseur ; 2° un autre bloc d'alquifoux du filon de la Bacharesse, contenant 66 % de plomb, et ce dernier, 60 grammes d'argent aux 100 kilogrammes ; 3° enfin, des morceaux de minerais de différentes grosseurs, produits par coups de mines ou de cassage, et représentant les filons suivants :

FILONS		TENEUR		OBSERVATIONS
NOMS	DIRECTION	EN PLOMB	EN ARGENT	
AILHAUD.....	heurs 8 à 9	57 %	327 gram.	La teneur en argent est rapportée à 100 kil. de plomb.
OLINDE.....	id.	52	221 —	
BRISIS.....	id.	61	202 —	
MARAZEL.....	heurs 6	66	140 —	
DEVOIS.....	id.	66	140 —	
LA LOUVE.....	id.	»	200 —	
Idem.....	heurs 11	81	230 —	

Concession de Meyrueis et Gatzuzières.

La dernière concession est celle de **Meyrueis et Gatzuzières**, instituée le 6 avril 1866. Elle s'étend sur les

communes de Meyrueis, Gatuzières, Fraissinet, Rouses et Bassurels, et comprend une étendue superficielle de 105 kilomètres carrés et 75 hectares. On y trouve d'anciens travaux qui paraissent remonter à l'époque où l'exploitation s'opérait par le feu. A l'époque de la révolution, ces mines étaient concédées au comte de Saint-Sauveur, ainsi que celles de Saint-Sauveur (Gard), et exploitées par M. de Gensanne, auteur d'une histoire naturelle de la province de Languedoc. La révolution ruina cette entreprise, et, sur la demande des héritiers du concessionnaire, le retrait de la concession fut prononcé en 1818.

Aujourd'hui, les mines de Meyrueis et celles de Saint-Sauveur, qui sont limitrophes, sont de nouveau réunies entre les mains des mêmes concessionnaires, MM. Joly, qui avaient déjà acheté, en 1860, la concession de Bedouès et Cocurès, et ont depuis affermé, par baux illimités, l'exploitation et les produits des deux concessions de houille de Lanuéjols et de Servillères (Gard) qui sont contiguës à leurs travaux et leur fournissent le combustible dont ils ont besoin.

C'est à l'exploration et à la mise en valeur de ces trois vastes concessions de plomb argentifère, dont l'étendue totale atteint 169 kilomètres carrés, 91 hectares, que MM. Joly frères consacrent tous leurs efforts, leur intelligence, leur fortune et celle de leur famille. Ils ont déjà découvert ou exploré un grand nombre de filons et dirigé habilement, en vue d'une exploitation prochaine, des travaux préparatoires qui ne forment pas moins de 3,250 mètres de galeries et et 485 mètres de puits.

Le capital engagé dans ces travaux est déjà très-im-

portant ; aussi, quelque grande que soit la fortune dont il est fait un si noble usage, il est à désirer que cette affaire sorte du cercle trop restreint d'une seule famille pour prendre tous les développements qu'elle comporte et réaliser plus sûrement les espérances qu'on a le droit d'en attendre.

L'exposition des mines de Meyrueis comprend de gros morceaux de minerais, produits de coups de mines, et de menus morceaux, produits du cassage, pour les deux filons ci-après :

1° Le filon de l'Escroujade, dirigé h. 7 et renfermant du minerai à gros grains, dont la teneur est de 67 % de plomb et 130 grammes d'argent aux 100 kilogrammes de plomb, et du minerai à grains fins, renfermant 65 % de plomb, et celui-ci, 700 grammes d'argent aux 100 kilogrammes.

2° Le filon de Cabrillac, renfermant 62 % de plomb, et celui-ci, 60 grammes d'argent aux 100 kilogrammes.

Elle comprend, en outre, du minerai de cuivre pyriteux, provenant des affleurements du filon de Gatuzières et des bancs calcaires qu'il a imprégnés.

Enfin, des échantillons de manganèse oxydé, provenant d'un affleurement de couche exploitée à 2 kilomètres de Meyrueis, comme nous l'avons dit ci-dessus.

Gîtes de plomb argentifère non concédés.

Les concessions de plomb argentifère que nous venons de passer en revue n'embrassent qu'une très-petite portion des terrains schisteux qui, dans le département de la Lozère, forment le terrain métallifère proprement dit. Dans les parties non encore concédées, on a déjà signalé de nombreux filons qui donneront lieu sans doute à de nouvelles concessions.

Ainsi, M. Chevalier, médecin à Mende et membre du conseil général de la Lozère, a exploré plusieurs filons de galène argentifère sur le territoire des communes du Bleyard et de Saint-Julien-du-Tournel; et il est en instance pour obtenir la concession.

M. Chevalier a exposé de très-nombreux échantillons provenant de ces recherches et justifié des analyses qui en ont été faites à l'école des mines de Paris. Les principaux échantillons exposés sont indiqués dans le tableau suivant :

NOMS DES FILONS	N ^{os} des échantil- lons	TENEUR		OBSERVATIONS
		EN PLOMB	EN ARGENT	
LE TOURNEL.....	1	38 %	512 gram.	Le teneur en argent est rapportée à 100 k ^g . de plomb.
	2	25	402 —	
	3	2 400	333 —	
	4	34	265 —	
	5	27 8	215 —	
	6	28	154 —	
LE CHEYHOUX.....	1	73	41 —	
	2	69	86 —	
LE MAS-D'ORCIÈRES.	1	2	800 —	
	2	24	150 —	
	3	46	184 —	
	4	65	84 —	
VAREILLES.....	1	26	190 —	

M. Ernest Paulet, de Marvejols, a aussi exposé une

nombreuse collection d'échantillons provenant de 81 filons de plomb argentifère qu'il a découverts ou reconnus dans les environs de Marvejols. Dix de ces filons ont été explorés par des travaux ; les autres ont seulement été reconnus par leurs affleurements. Ils s'étendent sur les communes de Saint-Léger-de-Peyre, Lachamp, Montrodat, Antrenas, Chirac et Marvejols.

Nous avons visité avec M. Paulet les gisements de Saint-Léger-de-Peyre et de Volmanières. Dans ces deux localités et dans d'autres des environs, on a découvert d'anciens travaux assez importants, et l'on remarque à la surface du sol des halles d'anciennes mines, une grande quantité de scories et des débris de fonderies. L'étymologie des noms des hameaux, des champs, des montagnes atteste également l'existence d'anciennes exploitations très-importantes dans ces localités.

Ces anciennes mines paraissent avoir été exploitées, les unes à la pointerolle, et les autres par le feu. Dans celles du ravin des Pradels, que nous avons visitées, on a trouvé des médailles romaines, une pointerolle et des pompes dont les anneaux étaient les uns en fer et les autres en argent. Ces anciens travaux n'ont, d'ailleurs, jamais été poussés à une grande profondeur, et laissent ainsi toute facilité pour de nouvelles explorations.

M. Jounin, Jean-François, a aussi exposé des minerais de plomb argentifère provenant des Aidons, commune des Balmelles ;

M. Simon, Jean, en a exposé provenant de Ruas, commune des Bondons ;

M. de Valmalète, des échantillons trouvés auprès de Saint-Etienne-Valée-Française ;

M. le curé du Pompidou, des échantillons provenant du filon dit de Tarvatisa, commune du Pompidou.

Enfin, le plomb argentifère a été reconnu sur les communes de Planchamp, d'Allenc, etc., et presque tous les directeurs d'exploitation connaissent et signalent des filons dans les environs de leurs concessions.

Tout indique donc que les gîtes métallifères exploitables du département de la Lozère ne sont pas concentrés exclusivement dans les concessions déjà instituées, puisqu'on les rencontre, avec plus ou moins de richesse et d'abondance, même dans les localités qui ont été peu ou point explorées, dans toute la vaste étendue des terrains schisteux non encore concédés.

Quant aux causes qui ont arrêté jusqu'à présent le développement de plusieurs des mines déjà concédées, nous en avons indiqué quelques-unes d'une manière générale; mais on comprend les raisons graves qui nous ont empêché de relever les fautes personnelles ou particulières auxquelles on doit attribuer presque toujours les insuccès qu'on a eu à déplorer.

Ces fautes ont été extrêmement regrettables, non-seulement à cause des intérêts qu'elles ont lésés, mais plus encore parce qu'elles ont ébranlé la confiance des capitalistes dans l'avenir des mines métalliques. Du reste, comme on doit les attribuer plus encore aux vices d'organisation des sociétés exploitantes qu'à l'insuffisance des directeurs chargés de la conduite des travaux, il nous paraît utile d'insister tout spécialement sur l'importance, pour les sociétés qui se constituent en vue de l'exploitation des mines métalliques,

d'une organisation en rapport avec la nature particulière de ces entreprises.

En effet, les gîtes métalliques présentent habituellement de grandes irrégularités d'allures qui, pour se compenser et alimenter les usines d'une manière régulière, nécessitent un grand développement de travaux en activité. On est, en outre, obligé de préparer sans cesse des travaux d'avenir, qui souvent ne donneront des produits que plusieurs années après, et pourront même quelquefois absorber le bénéfice d'une ou plusieurs campagnes.

Il en résulte que, pour être dans de bonnes conditions de succès, les mines métalliques doivent être exploitées par des sociétés *civiles*, composées de membres assez nombreux pour qu'aucun ne s'y trouve engagé pour une portion trop considérable de sa fortune ; autrement, on aurait à craindre des impatiences toujours funestes et des obstacles à la création des travaux d'avenir les plus utiles à la prospérité des entreprises.

En second lieu, on ne doit faire appel qu'à des capitaux sérieux et non de spéculation. Rien ne serait plus facile, en effet, dans une mine métallique en cours d'exploitation régulière, que d'obtenir pendant quelques années un revenu forcé et fictif, en ruinant la mine par la suppression des travaux préparatoires. Il convient, par la même raison, que les directeurs des travaux ne participent pas aux bénéfices annuels, ainsi que cela a lieu quelquefois en vue de les intéresser davantage au succès de l'entreprise.

Il sera, en outre, très-utile qu'un ingénieur expérimenté soit chargé de diriger de haut les opérations, et

titre de conseil, afin de contrôler la direction des travaux et d'empêcher ou d'arrêter des entraînements irréfléchis, comme aussi pour couvrir le directeur des travaux contre des défiances injustes ou des impatiences déraisonnables.

Enfin, il conviendra de ne rien entreprendre sans avoir constitué un capital suffisant; autrement on s'expose à tout perdre, sans même recueillir aucun fruit des sacrifices qu'on a faits.

Ces bases, que nous indiquons comme les plus convenables pour l'organisation des sociétés fondées en vue de l'exploitation des mines métalliques, résultent de l'examen approfondi auquel nous nous sommes livré, des causes qui ont fait échouer ou sérieusement compromis plusieurs entreprises de ce genre. Du reste, l'organisation que nous conseillons est précisément celle à laquelle les mines de Vialas doivent leur prospérité présente.

Nous croyons, d'ailleurs, que, dirigée dans ces conditions, l'exploitation des gîtes métalliques de la Lozère est susceptible de donner de très-bons bénéfices, et qu'elle constitue par conséquent un excellent placement pour les capitaux sérieux.

4^e Eaux minérales et objets scientifiques.

Il nous reste, pour terminer notre compte-rendu de l'exposition minéralogique de Mende, à mentionner :

1^{re} Les eaux thermales de Bagnols, dont plusieurs flacons ont été exposés par les propriétaires de cet important établissement balnéaire;

2^{de} Une belle collection de coquilles fossiles de la Lozère, rassemblée avec beaucoup de soins par M. Pe-

parel, percepteur de la réunion de Saint-Etienne-du-Vallon ;

3° Une autre collection de fossiles et d'ossements exposée par M. Poujol, de Meyrueis ;

4° Une très-bonne carte géologique des environs d'Ispagnac, dressée par M. Tourgon, directeur de la concession de plomb argentifère d'Ispagnac ;

5° Enfin un moule en relief des terrains des environs de Marvejols, exécuté par M. Ernest Paulet, avec l'indication des divers filons qu'il y a découverts ou reconnus, et dont il a exposé des échantillons.

L'administration des mines avait, en outre, exposé une carte de la Lozère, sur laquelle étaient tracées les grandes divisions géologiques des terrains, ainsi que les périmètres des concessions de mines déjà instituées dans le département, et les principaux gisements reconnus en dehors de ces périmètres.

5° Distribution de médailles.

La Société d'agriculture de la Lozère ayant bien voulu offrir les médailles qu'il y aurait lieu de décerner aux exposants de la section des produits minéralogiques, la commission a accueilli avec une grande reconnaissance cette proposition libérale, et, après avoir examiné les titres des exposants, elle a proposé les récompenses suivantes à l'approbation de M. le Préfet :

Médaille d'or.

Un rapport de médaille d'or à la compagnie des mines de Villefort et Vialas. — Organisation modèle. Excellente direction. — Services signalés rendus à

toute la contrée par la publication du mémoire de M. Rivot, ingénieur-conseil de la compagnie, sur les filons de Vialas. — Ces mines ont déjà obtenu une médaille d'or aux expositions régionales de Nîmes et de Marseille.

Médaille de vermeil.

Une médaille de vermeil à MM. Joly, concessionnaires des mines de Meyrueis et Gatuzières et de celles de Bedouès et Cocurès. — Importants travaux d'exploration [très-bien dirigés par les concessionnaires eux-mêmes.

Médaille d'argent.

Une médaille d'argent à M. Ailhaud de Brisis, concessionnaire des mines d'Ispagnac. — Travaux assez importants d'exploration, très-bien dirigés par M. Tourgon, qui a découvert la plupart des filons de la concession.

Médailles de bronze.

Des médailles de bronze :

1° à M. Donon, concessionnaires des mines de plomb argentifère de Bluech et Pradal ;

2° à MM. Calaman et C^{ie}, concessionnaires des mines de plomb argentifère du Richaldon ;

3° à M. Ernest Paulet, auteur de recherches importantes sur les gîtes [des environs de Marvejols ;

4° à M. [Chevalier, auteur de recherches importantes sur ceux du Bleymard et de Saint-Julien-du-Tournel ;

5° à M. Tourgon, [directeur des mines d'Ispagnac,

auteur d'une bonne carte géologique de cette concession et de ses environs ;

6° à M. Pons, instituteur à Sainte-Enimie. — Découverte de pierres lithographiques sur le territoire de sa commune ;

7° à M. Paparel, percepteur de Saint-Etienne-du-Valdonnez, qui a rassemblé et exposé une belle collection de fossiles ;

8° à M. Poujol, de Meyrueis, qui a exposé une collection de marbres et de fossiles des environs de Meyrueis.

Mentions honorables.

Enfin, des mentions honorables :

1° A MM. Bros et Bringer, pour leur exposition d'ardoises (lauzes) de Lachamp ;

2° à M. J.-L. Rocher, pour les mêmes produits exposés des carrières de Badaroux ;

3° à M. Garnier, pour son exposition de minerais de fer de Champ-Morel, commune du Collet-de-Deze.

Alais, le 30 juin 1866.

L'ingénieur en chef des mines,

Rapporteur de la Commission,

DESCOTTES.

SEANCE DU 2 AOUT 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

Présents : MM. ROUS, vice-président, ANDRE, architecte, l'abbé BOISSONADE, l'abbé BOSSE, MARTINET et MOULIN.

En ouvrant la séance, M. le Président remet à M. Caupert, de Mende, la médaille de bronze qui a été ajoutée à la prime de 300 fr. obtenue par ce propriétaire au dernier concours des cultures fourragères.

— Comme les années précédentes, M. le Préfet a chargé la Société de distribuer, dans l'arrondissement de Mende, les primes accordées par le conseil général à titre d'encouragement pour l'amélioration de l'espèce chevaline. On sait que, cette année, les espèces bovine, ovine et porcine n'ont été l'objet d'aucune allocation départementale, à cause des dépenses extraordinaires auxquelles il a fallu faire face pour la tenue du concours régional.

La somme de 470 fr., mise par M. le Préfet à la disposition de la Société, est répartie, conformément au programme qui sera soumis à l'approbation de M. le Préfet, en six primes devant être distribuées au concours qui se tiendra à Châteauneuf le 9 octobre prochain. La Société arrête, en même temps, le programme des autres encouragements qui seront accordés, cette année, sur ses propres fonds, aux diverses branches de l'agriculture. (Voir ce programme à la suite du procès-verbal.)

— M. l'abbé Bosse fait connaître que, d'après les renseignements qu'il a recueillis et les observations qu'il a faites, l'essai de repeuplement des rivières par la *montée* ou frai d'anguilles, répandu l'année dernière par les soins de la Société dans le Lot, le Brumont, la Coulagne, le Tarn et ses affluents, ainsi que la Jonte, n'aura pas été sans résultats satisfaisants. On a remarqué en effet, cette année, un accroissement dans la vente des anguilles.

— M. l'abbé Bosse rend également compte des expériences qu'il a faites de l'instrument dit *l'intermittent*, établi par M. Alméry, de Langogne, qui en a fait don à la Société. Il résulte de ces expériences que ledit instrument peut être très-utilement employé pour vider les bassins et pour l'arrosage des prairies, usage auquel M. Alméry a eu le mérite de l'appliquer. (1)

— La Société d'agriculture d'Alger recommande à la sympathique bienveillance de la Société la souscription qui vient d'être ouverte, sous les auspices de S. M. l'Empereur, en faveur des victimes de l'invasion des sauterelles en Algérie. La Société souscrit pour une somme de 25 fr.

— Un abonnement est pris au nouveau *Journal de l'Agriculture* fondé et dirigé par M. Barral.

— Lecture d'une lettre de M. le C^{te} H. de Saillan qui remercie la Société de l'avoir admis au nombre de ses membres.

(1) Il dispense des visites obligées au bassin pour ouvrir et pour fermer la bonde.

M. Alméry s'offre à se placer à des conditions très-économiques.

— M. l'abbé Boissonade donne lecture d'un mémoire de M. le docteur Prunières, de Marvejols, relatif à la découverte, en Gévaudan, sur les montagnes d'Aubrac, d'anciennes demeures celtiques, d'une cité lacustre et de l'emplacement du lieu *ad Silanum*, station romaine, sur la voie d'Agrippa.

La Société remercie M. Prunières de ces communications, dont le haut intérêt fait vivement désirer qu'elles soient complétées par des indications plus précises et par de nouvelles preuves qu'apporteraient sans doute des fouilles et des investigations plus étendues. L'insertion en est votée au Bulletin.

— M. Rous, vice-président, remet, de la part de M. Des Molles, qui en fait don à la Société, deux médailles trouvées dans un champ aux environs de Langogne : l'une est un florin d'or de Jeanne de Naples, comtesse de Provence, l'autre un double tournois de Louis VII. Des remerciements sont adressés à M. Des Molles.

— M. le Président expose que, depuis une dizaine d'années, le nombre des membres de la Société a plus que doublé; que les travaux se sont considérablement multipliés et que, par suite, le travail de bureau incombant au secrétaire adjoint s'est accru dans une très-notable proportion. Il expose encore que, par les mêmes motifs, la tâche du concierge a augmenté dans les mêmes proportions, et qu'il serait juste d'ajouter 100 francs aux honoraires que touche annuellement le secrétaire adjoint et 50 francs au salaire du concierge. En raison du travail extraordinaire et pénible qui a été occasionné par la tenue du concours régional agricole,

auquel a coopéré la Société en organisant les expositions collectives des produits et des instruments, il serait convenable de faire courir ces augmentations à partir du 1^{er} janvier dernier. La double proposition de M. le Président est adoptée à l'unanimité.

NOMINATIONS.

Membres titulaires.

MM. RAYNAUD, inspecteur des contributions directes, à Mende,
BARRANDON, desservant à St-Symphorien.

ERRATA.

Page 196, ligne 15 du dernier Bulletin, au lieu de *dépasserait*, lisez : *dépassait*.

Page 197, ligne 20, au lieu de *et la bonne volonté qui lui a mérité*, lisez : *et non la bonne volonté qui le lui mérite, etc.*

ENCOURAGEMENTS

à l'Agriculture et à l'Industrie.

PROGRAMME.

Il sera distribué, en 1866, pour l'Agriculture et l'Industrie, les encouragements ci-après :

Animaux reproducteurs.

Concours de Châteauneuf-de-Randon.

Au moyen des crédits que l'administration départementale a bien voulu mettre à la disposition de la
Partie agricole, etc.

Société pour l'arrondissement de Mende, et conformément à la délibération du Conseil général, il est établi un concours d'animaux reproducteurs de l'espèce chevaline, qui se tiendra à Châteauneuf-de-Randon le mardi, 9 octobre prochain, à 1 heure. Ce concours comprendra toute la circonscription de l'arrondissement de Mende, et il y sera décerné les primes dont le détail suit :

2 primes de 95 et 80 fr. pour les plus belles pouliches de 3 ans	175 »
4 primes de 95, 80, 70 et 50 fr. pour les plus belles juments.	295 »
	470 »

La désignation des sujets dignes des primes sera faite par un jury de sept membres que la Société désignera. Un agent des haras et un officier de la remonte militaire pourront prendre part, avec voix consultative, aux opérations du jury, en ce qui concerne l'espèce chevaline.

Pour être admis à concourir, il faut être propriétaire ou fermier dans l'arrondissement de Mende et justifier, par un certificat du maire de la commune, que les animaux sont nés et ont été élevés sur la propriété, ou, s'ils n'y sont pas nés, qu'ils y ont été élevés depuis six mois au moins. Les juments devront être accompagnées des produits de l'année ou pleines.

Pour ces dernières, comme pour les pouliches, on exigera la carte de saillie de l'année par un étalon impérial, approuvé ou autorisé. Les unes et les autres devront avoir la taille d'au moins 1^m47.

Le même propriétaire ne pourra obtenir plus d'une prime; aucune ne sera partagée.

Instruments agricoles.

Divers instruments perfectionnés d'agriculture seront vendus à prix réduit le lendemain de la foire de la Toussaint (3 novembre) dans l'après-midi, au siège de la Société.

Reboisement.

Une somme de 150 fr. et des traités de sylviculture sont affectés à la distribution de primes pour le reboisement. Une somme de 50 fr. est également affectée aux plantations en bordure. Les communes ou sections, comme les particuliers, peuvent y prétendre. A cet effet, il y aura à produire, avant le 1^{er} octobre, une demande indiquant la surface semée ou plantée, les essences employées et l'époque à laquelle remontent les semis ou plantations, que la Société fera visiter.

Apiculture.

Trois primes, s'élevant ensemble à 50 fr., des ruches perfectionnées et des traités d'apiculture seront accordés pour le rucher le mieux tenu, le plus beau miel et la plus belle cire. Des échantillons de ces derniers devront être remis au local de la Société le 25 octobre au plus tard; leur provenance sera constatée par un certificat du maire. A l'égard des ruchers qu'on voudra faire concourir, on aura à présenter, avant le 1^{er} octobre, une demande indiquant le nombre de ruchées, la nature des ruches employées et les soins donnés aux abeilles. Ces ruchers seront visités.

Culture des fruits et jardinage.

Une somme de 100 fr. est destinée à être distribuée en primes pour les plus belles collections de fruits qui pourront être présentés, pour les plantations les plus considérables, la meilleure culture d'arbres fruitiers, ainsi que pour les plus beaux produits de jardinage. Les fruits et légumes devront être déposés le 25 octobre au plus tard au siège de la Société, avec production du certificat de provenance, pour être exposés. Les plantations seront visitées. Par suite, les demandes relatives à ces dernières devront parvenir avant le 1^{er} octobre.

Viticulture.

Une somme de 50 fr. est affectée à la viticulture. Elle sera distribuée en primes aux propriétaires qui auront introduit dans leurs terres les cépages les mieux appropriés au sol et au climat et en même temps les meilleures méthodes de vinification. Les concurrents devront produire leurs demandes avant le 15 septembre, en faisant connaître l'étendue et la nature des terrains complantés, ainsi que les espèces de cépages cultivées. Les procédés de vinification devront être également exposés dans un mémoire détaillé. Les vignes seront visitées.

Sériciculture.

Une somme de 80 francs est destinée aux meilleures éducations de graines qui auront été faites dans le département. Le résultat donné par les graines devra être constaté, dans le même délai, par une attestation

de ceux qui les auront employées, accompagnée d'un certificat du Maire.

**Primes aux instituteurs et aux élèves
de l'école normale.**

Des ouvrages d'agriculture avec médailles d'argent et de bronze seront distribués à ceux des instituteurs qui auront le plus contribué, par leurs conseils ou par l'exemple, à propager les bonnes méthodes d'agriculture. Les demandes, certifiées par les Maires, devront parvenir à M. le Président avant le 1^{er} octobre.

En outre, des ouvrages d'agriculture, une médaille en argent, une autre en bronze et une mention honorable seront décernés à ceux des élèves de l'école normale primaire de Mende qui auront mérité ces distinctions par leur application et leurs succès dans l'étude pratique et théorique de l'agriculture, objet d'un cours spécial à ladite école.

Mende, le 3 août 1866.

Le Président,
H. DELAPIERRE.

NOTA. A l'exception du concours pour animaux reproducteurs, qui est spécial à l'arrondissement de Mende, les primes ci-dessus désignées s'appliquent à tout le département.

Vu par le Préfet de la Lozère, qui approuve les dispositions du présent programme et invite MM. les Maires à l'afficher dès qu'il leur parviendra.

Mende, le 10 août 1866.

Le Préfet de la Lozère,
DE LOISNE.

SEANCE DU 23 AOUT 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

Présents : MM. ROUS, vice-président, ANDRÉ, archi-
viste, l'abbé BOSSE, BOURRILLON (Xavier), GROSJEAN,
MOULIN, PORTALIE, ROLLAT, l'abbé ROUVIÈRE et
VINCENS.

En ouvrant la séance, M. le Président expose que la
Société a été extraordinairement convoquée à l'effet
de prendre les mesures nécessaires pour satisfaire
aux dispositions de la lettre qu'il a reçue de M. le Préfet,
au sujet de l'enquête générale sur la situation et les
besoins de l'agriculture.

Cette lettre est ainsi conçue :

Mende, le 24 août 1866.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret impérial du 28 mars dernier a ordonné une enquête
sur la situation de l'agriculture dans tout l'Empire, et les
conditions dans lesquelles il sera procédé à cette enquête ont
été récemment arrêtées par la Commission supérieure instituée
par le même décret. D'après le règlement adopté par la com-
mission, l'enquête comprendra deux parties distinctes : une
enquête écrite et une enquête orale.

L'enquête écrite devra précéder l'enquête orale et celle-ci
complètera la première et pourra lui servir, dans une certaine
mesure, de moyen de contrôle.

Pour me conformer aux instructions de S. E. M. le Ministre
de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, j'ai l'hon-

neur de vous adresser 25 exemplaires du questionnaire général adopté par la commission supérieure. Vous voudrez bien remettre un exemplaire de ce document à ceux de MM. les membres de la Société d'agriculture qui désireraient en faire l'objet d'une étude spéciale. Mais la déposition écrite de la Société devra être collective, et elle sera ainsi le résumé des opinions de ses divers membres et l'expression de l'avis de la majorité. Il devra être répondu à toutes les questions sur lesquelles d'utiles indications pourront être fournies.

Il est essentiel que les réponses aux questions posées soient faites dans l'ordre même de ces questions et à la suite de chacune d'elles sur le questionnaire lui même, en tête duquel cette recommandation est imprimée. Les réponses devront être rédigées avec beaucoup de précision et d'une manière aussi succincte que possible, sans nuire à leur clarté.

L'époque de la réunion de la Commission, qui fonctionnera au chef-lieu du département pour l'enquête orale, n'est pas encore fixée; mais il importe néanmoins de s'occuper dès à présent des questions écrites, afin que toutes les dépositions puissent m'être adressées dans la première dizaine de septembre prochain, de manière à pouvoir être remises à M. le Président de la Commission.

Recevez, etc.

MM. Rous, de Charpal (Odilon), Laurens aîné, Laurens (Paulin), Lefranc, de Lescure, Raynaud et Runel sont nommés membres de la commission qui est instituée pour arrêter les bases des réponses à faire au questionnaire officiel de l'enquête écrite.

— Lecture d'une lettre de M. Borrelli de Serres, qui fait hommage à la Société de quelques exemplaires du *Nouveau Guide aux eaux de Bagnols* dont il est l'auteur et qui a été récemment publié. Des remerciements seront adressés à M. Borrelli de Serres pour

le don de cette intéressante notice, qui prendra place dans la bibliothèque spéciale des auteurs lozériens que possède la Société.

— Lecture d'une lettre de M. Cusin, secrétaire du Congrès pomologique de France, par laquelle notre Société est invitée à envoyer des délégués à la prochaine session, qui se tiendra à Melun le 14 septembre.

— Lecture d'une lettre de M. Brémond, contenant des propositions pour la création de cours publics d'arboriculture dans chacun des chefs-lieux d'arrondissement de la Lozère.

— M. André dépose sur le bureau plusieurs objets qui ont figuré à l'exposition minéralogique du mois de mai dernier, et dont M. Paulet (Ernest), de Marvejols, fait hommage à la Société. Ces objets consistent :

1° En débris de poterie découverts dans les scories de la commune de Chirac;

2° Poterie et débris de briques découverts dans la commune de St-Léger-de-Peyre;

3° Anneau de pompe et monnaies romaines découverts dans les puits des anciens travaux de St-Léger-de-Peyre;

4° Monnaie d'Auvergne découverte dans les anciens travaux de Chirac;

5° Fragment de moule en pierre, destiné à la fabrication de médailles et croix, trouvé à Javols. Cet objet n'offre pas un caractère d'antiquité qui puisse le faire remonter aux temps anciens.

Des remerciements seront adressés à M. Paulet.

NOMINATIONS.

Membre titulaire.

M. TOURGON, ingénieur des mines à Ispagnac, précédemment membre associé.

REVUE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE,

Par M. DELAPIERRE, président.

Du chaulage des terres et de la fabrication de la chaux dans le département de la Mayenne, par MM. Dorlhac et Samin.

Sous ce titre, nous avons reçu de l'un de nos membres correspondants, M. Dorlhac, à qui le Bulletin doit déjà une esquisse géologique de la Lozère, une brochure dont trois exemplaires sont offerts par l'auteur en don à la Société, et pour lesquels nous nous empressons de lui exprimer ses remerciements. Les diverses questions qui se rattachent à l'application de la chaux comme amendement, aux quantités employées, au mode d'emploi, aux combustibles et aux divers genres de four adoptés, etc., s'y trouvent traitées avec autorité et d'une manière très-approfondie. On y voit que le département de la Mayenne emploie pour le chaulage des terres 500,000^m cubes de chaux par année. Nous croyons qu'on lira avec intérêt les indications données dans cet opuscule sur les effets et le mode d'emploi agricole de la chaux : (1)

« Le meilleur engrais serait certainement celui qui rendrait complètement à la culture toutes les substances que les récoltes

(1) V. B. 1865, p. 444.

lui enlèvent. Le chanlage supplée en partie à l'absence d'un pareil engrais. Il n'a pas pour but unique de fournir à la plante un élément qui lui est nécessaire et même indispensable. Son rôle est plus important, et plus complexe; car, si la chaux subit une absorption considérable, elle opère en outre une réaction très-marquée sur les matières azotées.

« La chaux mélangée avec du fumier rend assimilables tous les corps contenus dans ce dernier engrais. Elle précipite certains sels, fixe l'ammoniaque et par conséquent l'azote. Elle transforme les substances végétales en humus, et neutralise les substances acides.....

« Voilà pourquoi la chaux et le fumier se complètent réciproquement l'un l'autre, et qu'avec l'un sans l'autre on n'obtient pas, bien s'en faut, d'aussi bons résultats.

« Aussi c'est ce qui a fait dire à M. Malaguti qu'on peut donner à un sol beaucoup de chaux, dès lors qu'on peut aussi lui donner beaucoup de fumier.

« Dans tous les cas, il faut, d'après ces principes, que la quantité de chaux que l'on met sur une terre soit toujours proportionnée à la quantité de fumier qu'on y répand.

« Ces considérations peuvent donc expliquer comment il peut se faire qu'en mettant seulement de la chaux sur une terre on l'épuise rapidement. En effet, toutes les matières végétales, les racines, les herbages enfouis dans le sol, ainsi que les engrais azotés que l'on y a répandus, sont rapidement transformés et convertis entièrement en matières assimilables.

« La chaux grasse est de beaucoup préférable pour l'agriculture, non-seulement parce qu'elle est plus riche en chaux, mais encore parce que son extinction se fait plus facilement. Cependant les chaux magnésiennes sont très-nuisibles à la végétation et elles doivent être complètement rejetées.

« On ne met ordinairement de la chaux sur les terres que chaque fois que l'on sème du froment. Comme on ne sème cette céréale qu'une fois tous les trois ans, on ne chaulé donc qu'à cette époque.....

« On met habituellement par hectare 40 hectolitres de grosse ou bien 80 hectolitres de menue chaux. Cette dernière est composée des débris et poussières de la première, et en outre des cendres du combustible.....

« Pendant l'hiver, on ramasse les feuilles sèches, les nettoyages des fossés et même les boues des chemins, si l'on peut en avoir à sa disposition. On y joint de la terre et des mottes d'herbes que l'on prend au pied des haies qui entourent les champs. Dans le cas où l'on ne pourrait se procurer l'engrais précédent, ou bien si l'on n'en a pas suffisamment, on le remplace ou on le complète par de la terre végétale qu'on prend dans le terrain que l'on veut chauler. Dans ce dernier cas on fait un emplacement en enlevant en profondeur un ou deux décimètres de terre sur une largeur de 2 ou 3 mètres. Quant à la longueur elle est limitée par la quantité de chaux à employer. .

« Au mois de mai, on va chercher la chaux au four. On l'apporte sur l'emplacement précédent ou sur celui qu'on a choisi, si l'on n'a pas besoin d'en faire un. On dispose la chaux en un tas allongé, qui porte le nom de *tombe*.

« Cette chaux vive est recouverte immédiatement et complètement par le mélange de terres et de matières végétales, ou de la terre seulement. Par dessus on met une couche de fumier, et on laisse la chaux s'éteindre graduellement en absorbant insensiblement l'humidité du sol et de la terre qui la recouvre.

« Dans les temps pluvieux, l'eau tombant sur le fumier dissout les matières solubles de cet engrais. Après avoir traversé les matières végétales ou la terre, elle vient se faire absorber par la chaux.

« Au bout de quinze jours, si le temps a été pluvieux, ou de trois semaines, s'il a été sec, on mélange à la bêche la terre, la chaux et le fumier. On commence par un bout en retournant le tout sens dessus-dessous, et, en opérant un mélange aussi complet que possible, on reforme ainsi une nouvelle tombe.

On obtient de cette manière un *compost* que l'on abandonne sans le toucher pendant 2 ou 3 mois.

« A l'époque où l'on veut faire les semailles, on opère un nouveau mélange, et l'on brasse de nouveau les matières d'une manière plus intime.

« Quand on veut ensemer, on donne à la terre le dernier labour et, aussitôt après, on transporte le compost au moyen d'un tombereau dans toute l'étendue du champ. On fait de petits tas de distance en distance, mais généralement peu espacés. Ensuite, au moyen de la pelle, un homme les répand sur la terre aussi uniformément et aussi généralement que possible. On sème le grain et on donne un léger labour pour l'enfouir. On termine en traînant la herse pour défaire les mottes de terre.

« On chaulc quelquefois les prairies, mais très-peu, car le chaulage est bien moins efficace que pour la production des céréales.

« On ne met pas ordinairement de la chaux pour les orges, parce qu'on s'est aperçu que le chaulage leur était indifférent. Seulement, comme souvent on sème du trèfle avec de l'orge, et que la chaux agit d'une manière puissante et active sur le développement de cette plante fourragère, on en met quelquefois une certaine quantité.

« Quelquefois on recouvre la chaux seulement avec la terre ou avec le mélange de matières végétales et de terre. Alors, on n'apporte le fumier qu'au moment de faire le premier mélange.

« Quand le compost est bien fait et que le mélange des matières est aussi intime que possible, la chaux tend à perdre de sa causticité. Les matières végétales sont décomposées; les éléments deviennent en grande partie solubles et sont préparés à être assimilés très-activement par la plante. »

Nécessité de l'alternance des cultures à propos de la récolte actuelle (1).

M. Bella, directeur de l'école impériale agricole de Grignon, fait observer dans le *Journal de l'Agriculture* que, par suite de la douceur de l'hiver, les mauvaises plantes se sont développées cette année d'une manière tout-à-fait exceptionnelle, en sorte que partout où les céréales n'étaient pas placées dans d'excellentes conditions culturales, partout où on n'a pu les sarcler à temps, ces plantes ont pris le dessus et nuí sérieusement à la production.

Le mal est d'autant plus grand dans certaines pièces que les orages ont couché les blés et que les mauvaises plantes ont recouvert les céréales.

Mais dans les cultures bien conduites, qui ont développé la production des plantes sarclées et nettoyé la terre, les céréales ont souvent présenté de belles apparences, et le contraste complet qu'elles montraient était bien fait, dit-il, pour éclairer les cultivateurs sur l'importance qu'il y aurait pour eux à transformer définitivement la culture triennale, plus ou moins modifiée, en culture alterne. Celle-ci peut seule en effet nettoyer les terres d'une manière efficace et économique.

Nouveau moyen de faire les meulons ou moyettes (2).

Ainsi que le fait observer M. Brassart, dans le même journal, beaucoup de cultivateurs, malgré l'avantage incontestable que présentent les moyettes conseillées par Mathieu de Dombasle, de permettre de faire sans inconvénient les moissons par un temps pluvieux, comme aussi d'obtenir en tout temps un grain meilleur, plus coulant et de pouvoir couper le

(1) V. B. 1864, p. 324.

(2) V. B. 1863, p. 280 et 1861, p. 265 et 367.

blé quand la paille jaunit sur une simple étendue de 5 à 10 centimètres sous l'épi, reculent devant la main-d'œuvre exigée par ce procédé, qu'ils croient à tort plus considérable qu'elle ne l'est réellement. Qu'on compare en effet cette main-d'œuvre à celle employée pour retourner les javelles à différentes reprises après les pluies, quand même cette opération ne se ferait que tous les cinq ans, et on n'hésitera pas à faire des moyettes.

M. Brassart indique à cet effet un moyen par lequel il ne faudrait qu'un seul moissonneur à chaque moyette, et qui serait en même temps très-rapide et très-économique.

On prend un bâton long de 1 mètre 50 centimètres environ et d'un diamètre de 5 à 7 centimètres. Vers la hauteur des épis, on y perce deux trous de tarière en sens opposé, pour pouvoir, avec de longues chevilles former en haut une croix horizontale. On fiche le bâton en terre avec ces chevilles mobiles, et dans chacun des quatre coins formés par ces chevilles on dresse plusieurs javelles. On enlève ensuite les chevilles, puis le bâton, et l'on fait d'autres moyettes avec les mêmes instruments. Les moyettes sont ensuite recouvertes de leurs chapeaux suivant le mode habituel.

Du déchaumage.

Laisser mûrir, fait observer M. Bodin, dans le *Journal d'Agriculture Pratique*, les mauvaises herbes au milieu d'une récolte de céréales, puis, lorsqu'elles sont tombées, les enterrer par un labour, est le meilleur moyen de les conserver longtemps dans le sol. Or, le labour de semaille d'automne enterre toutes les graines, mettant en réserve celles qui sont le plus profondément enfoncées (car il est reconnu que, dans ces conditions, les graines, même les plus délicates, conservent longtemps leurs facultés germinatives), tandis que les plus proches de la surface lèvent avec les céréales. Certainement, on ne peut mieux faire pour la propagation des mauvaises

herbes : moutardes , ravenelles , coquelicois , folle avoine , vesces , lentilles et toute l'armée des parasites. Une terre ainsi infestée en a pour bien des années à se remettre , et c'est ce qui a souvent fait croire aux cultivateurs que les mauvaises herbes peuvent se développer spontanément dans le sol. M. Bodin conseille la pratique du déchaumage comme le meilleur moyen de combattre leur propagation.

C'est, d'après les indications données par M. Brassart, immédiatement après la moisson, en août et septembre, que s'exécute cette opération. Elle consiste à donner une culture superficielle de 4 à 5 centimètres de profondeur, soit à l'extirpateur ou au binot, soit autrement, afin de faciliter la germination des herbes adventices qui a lieu 10 ou 15 jours après. Le déchaumage est souvent commencé avant l'enlèvement des récoltes qu'on met en lignes droites aussitôt bottelées pour faciliter cette culture et ne pas perdre de temps.

D'abord les plantes traçantes et les jeunes herbes qui n'ont pas de racines profondes se trouvent immédiatement desséchées et périssent. Les mauvaises graines tombées qui avaient mûri dans la récolte précédente, se trouvant dans une couche de terre très-meuble, lèvent immédiatement et sont faciles à détruire par le labour qui suivra. S'il était possible de pratiquer le déchaumage après toutes les récoltes qui peuvent laisser mûrir les herbes nuisibles, leur destruction serait bientôt complète, et le sol atteindrait une grande propreté.

Les instruments les plus employés pour le déchaumage sont les extirpateurs, les scarificateurs, les herses puissantes, et même le rouleau qui, en brisant les grosses mottes pour qu'elles soient ensuite rompues par un nouveau hersage, contribue à produire cette couche superficielle de terre meuble qu'il s'agit d'obtenir. On peut aussi employer une très-légère charrue, mais les labours sont presque toujours trop profonds pour atteindre le but : aussi les extirpateurs, scarificateurs et herses sont préférables.

Ce travail préparatoire, en ameublissant le sol, a en outre

l'avantage d'empêcher les grosses mottes de se former sur le labour qui suit.

Comme on le voit, le déchaumage, fort peu pratiqué et en apparence fort peu utile, est une des opérations les plus importantes de la culture. Il facilite la destruction des herbes superficielles, fait lever les graines tombées sur le sol et forme une excellente préparation pour le labour qui suivra.

Hybridation du châtaignier d'Amérique par le châtaignier de la Lozère.

M. Doumet, président de la Société d'horticulture de l'Allier, fait connaître, dans les Annales de cette association, les résultats de la fécondation naturelle d'un châtaignier d'Amérique, le Chincapin, par un châtaignier indigène de la Lozère.

Un Chincapin et un châtaignier de la Lozère se trouvent dans le parc de Baleine, appartenant à ce propriétaire, à une douzaine de mètres l'un de l'autre. Des fruits du Chincapin furent semés il y a environ vingt ans. Or, deux des arbres provenant de ce semis ont montré des caractères très-différents du type.

L'un, que M. Doumet désigne sous le nom d'Hybride n° 1, indépendamment de la dissemblance du feuillage qui se rapproche de celui du châtaignier de la Lozère, se distingue surtout, dit-il, par sa fertilité. Dès la 3^e année de semis, il s'est couvert de grappes de hérissons renfermant chacune un fruit, presque toujours unique, ovoïde, de la grosseur d'une forte olive, pesant en moyenne 5 grammes. Cependant quelques hérissons contiennent exceptionnellement deux fruits aplatis comme la châtaigne ordinaire.

Ayant été recépé, il y a trois ans, par suite d'accident, l'arbre forme aujourd'hui une forte cépée de taillis dont chaque rameau, l'an dernier, a porté à son extrémité une grappe de 2 à 6 hérissons pleins de fruits; il en était tellement chargé que les branches ployaient sous le poids et qu'on voyait à peine les

feuilles. Ces fruits, d'après M. Doumet, sont très-farineux et d'excellente qualité ; si leur petitesse ne permet guère de les servir sur une table, ils seraient du moins précieux pour la nourriture des bestiaux.

Comme le Chincapin, l'espèce est plus précoce de quinze jours que le châtaignier ordinaire.

L'autre, désigné sous le nom d'Hybride n° 2, diffère moins que le précédent du Chincapin par son feuillage ; mais les fruits se rapprochent beaucoup plus, par leur couleur noirâtre et leur grosseur, de la châtaigne de la Lozère.

Il s'y rencontre, toutefois aussi par exception, quelques fruits doubles, aplatis sur leur face intérieure et ressemblant à s'y tromper, à la châtaigne de la Lozère.

Ces fruits, dit M. Doumet, sont farineux, fermes et de qualité supérieure ; ils peuvent très-bien servir pour la table ; l'espèce, très-fertile, n'a donné du fruit qu'à la 5^e année du semis, ce qui est encore beaucoup plus précoce que le châtaignier ordinaire. M. Doumet établit ainsi, sous le rapport de la forme et de la grosseur, la comparaison des fruits du Chincapin et de ses deux Hybrides :

1^o Le Chincapin, fruit de la grosseur d'une noisette ordinaire, ovoïde, un peu pointu par le haut, d'un brun très-brillant, pesant en moyenne 2 grammes ;

2^o L'Hybride n° 1, de même couleur, de grosseur double, à peu près ovoïde comme le Chincapin, mais un peu moins allongé et surtout moins luisant, pesant en moyenne 5 grammes ;

3^o L'Hybride n° 2, presque aussi gros que la châtaigne de la Lozère, noir comme elle, mais conservant un air de famille avec le Chincapin, par sa forme ovoïde arrondie, pèse en moyenne 40 grammes, la châtaigne de la Lozère en pesant 12.

M. Doumet a essayé un semis des fruits de l'Hybride n° 1.

Les meilleures Fraises.

Nous avons annoncé (1) qu'une commission avait été chargée par la Société Impériale et Centrale d'Horticulture de lui présenter le relevé des fraises qu'on peut considérer comme les plus recommandables sous tous les rapports : voici qu'elle est à cet égard la liste adoptée par la commission spéciale dont il s'agit :

Cette liste est réduite à 7 par M. Guidard dans le journal le *Sud-Est*, qui indique comme étant les plus recommandables à la fois sous le rapport de la beauté, de la bonté, de la fertilité et de la rusticité, les sept variétés suivantes :

- | | |
|-------------------------|-------------------------------|
| 1. Belle-de-Paris ; | 5. Sir Harry ; |
| 2. Hendrie's seedling ; | 6. Victoria ; |
| 3. Marguerite ; | 7. Fraise des quatre saisons. |
| 4. Merveilleuse ; | |

Ceux qui voudraient augmenter ce nombre devraient cultiver, d'après M. Guidard :

- | | |
|----------------------|------------------------|
| 1° Prince of Wales ; | 3° Capron Framboisé ; |
| 2° Juconda ; | 4° Ecarlate Grove-end. |

(1) V. B. 1864, p. 318.

Noms des variétés.	Qualité du fruit.	Grosseur.	Degré de maturité.	Degré de fertilité.	Degré de vigueur et de rusticité.	OBSERVATIONS.
Quatre saisons à fruit rouge	très-bonne	petite	hâtives et tardives tout à la fois	très-fertile	vigour. et rustique	Excellentes pour bordures. }
— à fruit brun, de Gilbert	très-bonne	petite		très-fertile	vigour. et rustique	
— sans filets à fruit rouge	très-bonne	petite		fertile	assez vigour. et rustiq.	
— — à fruit blanc	très-bonne	petite		fertile	assez vigour. et rustiq.	
<i>Variétés à gros fruits, dites Anglaises ou Américaines.</i>						
Ambrosia (Nicholson).	bonne	grosse	hâtive	fertile	vigoureuse et rustique	Récolte abondante la 2 ^e an- née et suivantes.
Amiral Dundas (Myatt).	bonne	très-grosse	tardive	fertile	vigoureuse et rustique	
Barn's large white.	bonne	grosse	tardive	peu fertile	vigour. et peu rustique	Fruit ne pouvant être trans- porté.
Belle de Paris (Bossin et Louesse).	assez bonne	très-grosse	tardive	très-fertile	très-vigoureuse et très- rustique.	
Bicolore (de Jonghe).	bonne	moyenne	très-hâtive	très-fertile	vigoureuse et rustique	Comme variété précoce, doit être plantée au midi.
British queen (Myatt).	très-bonne	grosse	assez tard.	peu fertile	assez vigoureuse et peu rustique.	Ne vient pas dans tous les terrains.
Carolina superba (Kitley).	très-bonne	assez grosse	demi-hât.	peu fertile	vigour. et assez rustique	Quoique peu fertile, le fruit se succède longtemps.
Chalonnaise (la) (D'Neoné)	très-bonne	très-grosse	assez tard.	assez fertile	vigoureuse et rustique	

Constante (la) (<i>de Jonghe</i>).	très-bonne	moyenne	semi-hât.	fertile	assez vig. et peu rust.	Le fruit pourrit facilement dans les années humides.
Eclipse (<i>Reve</i>).	assez bonne	grosse	hâtive	fertile	vigoureuse et rustique	
Eléonore (<i>Myatt</i>).	assez bonne	grosse	tardive	très-fertile	très-vigour. et rustique	
Empress Eugénie (<i>Knevet</i>).	bonne	très-grosse	semi-hât.	très-fertile	très-vigour. et très-rust.	
Excellente (l') (<i>Lorio</i>).	bonne	grosse	semi-hât.	fertile	vigour. et assez rustique	
Grosse sacrée (<i>de Jonghe</i>).	bonne	moyenne	assez tard.	fertile	vigoureuse et rustique	
Hendric's seedling.	très-bonne	grosse	tardive	très-fertile	vigoureuse et rustique	
Lucas (<i>de Jonghe</i>).	très-bonne	grosse	semi-hât.	fertile	très-vigour. et rustique	
Marguerite (<i>Lebreton</i>).	assez bonne	très-grosse	hâtive	très-fertile	très-vig. et assez rust.	
May queen (<i>Nicholson</i>).	bonne	petite	très-hâtive	très-fertile	vigoureuse et rustique	Fruit mou, ne pouvant être transporté.
Monstrous Hautbois.	très-bonne musquée	moyenne	tardive	fertile	vigour. et assez rustique	Le mérite de cette variété étant dans sa précocité, on doit la planter au midi.
Princesse Royale (<i>Pelotain</i>).	passable	grosse	hâtive	très-fertile	très-vigour. et rustique	Produit peu de coulants, remonte souvent à l'automne.
Sir Charles Napier (<i>Smith</i>).	passable	moyenne	assez tard.	fertile	vigoureuse et rustique	Conservée à cause de sa fertilité, et des services qu'elle rend à l'horticulture.
Sir Harry (<i>Underhill</i>).	très-bonne	très-grosse	semi-hât.	fertile	très-vigour. et peu rust.	Les gelées tardives la fatiguent très-souvent.
Vicomte Héricart de Thury (<i>Jamin et Durand</i>).	très-bonne	assez grosse	hâtive	très-fertile	très-vigour. et très-rust.	
Victoria (<i>Trotopp</i>).	bonne	très-grosse	semi-hât.	fertile	très-vigour. et très-rust.	

Fruit de consistance fragile.

Noms des variétés.	Qualité du fruit.	Grosseur.	Degré de maturité.	Degré de fertilité.	Degré de vigueur et de rusticité.	OBSERVATIONS.
Quatre saisons à fruit rouge — à fruit brun, de Gilbert Princesse Royale. Sir Harry. Vicomtesse Héricart de Thury Victoria.						

Variétés propres à la culture en grand pour l'approvisionnement des marchés.

Quatre saisons à fruit rouge — à fruit brun, de Gilbert						Peu recherchée sur les marchés de Paris à cause de son coloris trop foncé.
Eléonore (<i>Myatt</i>). Elton (<i>Knights</i>). Jacunda (<i>Salter</i>). Princesse Royale. Vicomtesse Héricart de Thury Victoria.	passable passable	grosse grosse	tardive tardive	fertile fertile	vigoureuse et rustique très-vigoureuse et très-rustique	Cette variété, par la beauté de son fruit et la richesse de son coloris, est appelée à figurer avec avantage sur les marchés.

Croisement des vers à soie Japonais.

Le Journal le *Sud-Est* fait connaître qu'un éducateur, ayant obtenu, d'un carton japonais une bonne récolte de cocons blancs, accoupla les femelles provenant de la graine de ces cocons avec des mâles à cocons jaunes d'une race aussi épuisée que toutes les races du pays et naturellement annuelle.

Les japonais devaient être polyvoltins, car toute la graine obtenue donna spontanément des vers qui furent élevés en seconde récolte, réussirent parfaitement, et ne filèrent que de gros cocons jaunes identiques à ceux d'où provenaient les mâles.

Dans ce cas donc la femelle avait transmis toute sa constitution physiologique, même polyvoltinité, tandis que le mâle avait déterminé le type du cocon.

L'auteur fait ressortir tout l'intérêt qui résulte de cette expérience, car, si c'est une loi générale, comme cela paraît démontré, que les produits de croisements des vers à soie tiennent du mâle pour le cocon et de la femelle pour la rusticité, on pourrait en quelque sorte à volonté se préparer de bonnes récoltes en même temps que les qualités de cocons que l'on désire.

Ouillage mécanique du tonneau de vin.

Nous avons précédemment indiqué que les tonneaux doivent être excessivement propres quand on les remplit de vin et toujours pleins. Les propriétaires travaillent toute l'année leurs vignes, et lorsque le moment de la vendange est arrivé, les vases vinaires sont en général en très-médiocre état et les tonneaux sont ouillés à des intervalles trop longs. De là, des maladies occasionnées par les ferments.

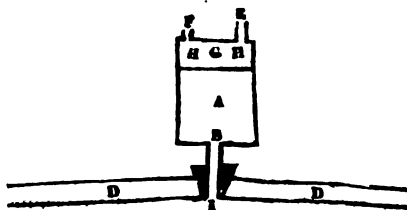
L'ouillage, même tous les 15 jours, ne remédie pas à tous les inconvénients et il reste toujours à la fin de la quinzaine un vide vers la partie supérieure de la bonde.

En général encore, on ferme mal la bonde. Le linge autour du bouchon se dessèche et l'air peut y pénétrer. Le liège est trop poreux. Un bouchon en bois enduit avec un mélange d'huile et de cire, vaudrait mieux.

Quelques personnes inclinent le tonneau, pour que le vin mouille entièrement le bouchon, ce qui empêche l'air de pénétrer.

Dans tous les journaux périodiques, il n'y a qu'un seul cri au sujet du bas prix des céréales, de la difficulté de se procurer suffisamment de fourrages, sur le moyen de conserver les vins et d'améliorer leurs qualités. On appelle le concours des hommes de science pour des améliorations et pour combattre la routine et les préjugés.

Puisqu'on refuse d'ouiller les tonneaux tous les 15 jours, j'ai pensé qu'il fallait imaginer, dans l'intérêt des propriétaires de vignes, un appareil qui fit ce travail *à toutes les minutes*, sans le concours du propriétaire. Le problème n'était pas difficile, car la physique présente beaucoup de modèles qui pourraient convenir ; je vais donner la description du plus simple qui s'est présenté à ma pensée.



A vase cylindrique en fer blanc bien étamé.

B tube d'un centimètre de diamètre, soudé au vase et traversant le bouchon du tonneau.

Le tube B et le bouchon ne doivent pas dépasser la partie inférieure de la douelle du tonneau.

E ouverture pour introduire le vin dans l'appareil. Cette ouverture doit être bouchée quand on l'a rempli.

F petite ouverture de trois millimètres pour l'échappement des gaz.

G petite planchette circulaire en bois, laissant un petit vide de 3 à 5 millimètres vers HH pour soustraire en très-grande partie la surface du vin au contact de l'air qui se trouve au-dessus. Cette planchette est un véritable flotteur qui monte quand on garnit l'appareil et qui descend au fur et à mesure de l'imbibition du tonneau.

Il y aura vers I une pression de toute la hauteur comprise entre le flotteur G et l'extrémité du tube vers I.

Le tonneau sera toujours plein et il ne pourra pas se former vers I une *seule fleur*, ni pouvoir s'arrêter une *seule bulle d'air ou de gaz acide carbonique*.

Quand la planchette sera arrivée au fond du cylindre, ce que l'on pourra reconnaître avec une baguette introduite vers E, on mettra de nouveau du vin dans l'appareil.



Si la douelle DD n'avait pas assez d'épaisseur, on pourrait donner plus de longueur au bouchon et lui faire une *encoche* comme le montre la figure vers P, ou bien une couverture latérale avec une percerette, aboutissant au fond du tube B. De cette manière, il n'y aura jamais d'espace pour loger une bulle d'air.

Le tube B devra être garni avec de la filasse fine et frotté avec du suif pour qu'il n'y ait pas de perte de vin. Tout proprié-

taire de caves en saura assez pour bien fixer l'appareil sur le tonneau, pour le maintenir dans une position stable.

Il faudra autant que possible garnir l'appareil avec du vin qui aura été chauffé, suivant M. Pasteur, de 60 à 75 degrés centigrades, afin de prévenir les fleurs à la surface de l'instrument vers le flotteur.

Les appareils auront une contenance de 1, 2, 3, 4 litres, suivant la grandeur des tonneaux et le temps que le vin doit rester dans le tonneau. Plus de détails seraient inutiles.

Les appareils devront être tenus dans le plus grand degré de propreté pour qu'ils ne s'oxydent pas.

Au lieu d'un instrument en fer-blanc, on peut employer *la gourde* du vigneron ou du cultivateur, désignée aussi sous le nom de bouteille de bois. C'est un petit baril de la contenance de 2 à 3 litres. On mettra le tube B sur un des deux fonds et les ouvertures E et F sur l'autre.

Les appareils qui fonctionnent dans ma cave ont été faits par M. Parot ferblantier, rue Casimir-Périer.

Laboratoire de la Faculté des Sciences, le 20 février 1866.

Emile GUEYMARD.

(Extrait du *Sud-Est.*)

Des matières explosibles employées dans les mines et les carrières.

Le journal anglais *the Engineer* fait observer que, depuis quelque temps, diverses compositions explosives sont entrées en concurrence avec la poudre à canon, au point de faire supposer qu'avant longtemps l'emploi de cette dernière dans les travaux de mine sera comparativement exceptionnel.

La première de ces substances et le fulmi-coton, très-imparfait dans son enfance, mais devenu aujourd'hui aussi maniable et aussi sûr que la poudre à canon. Ses avantages par rapport à celle-ci, pour l'exploitation des mines et carrières, consiste-

raient : 1° dans son immense puissance et rapidité d'explosion ; 2° dans l'absence de fumée ; 3° dans la faculté qu'il possède, pour le cas où il aurait été exposé à l'humidité, de reprendre toute sa force première après une simple dessiccation.

Comparativement à la poudre ordinaire, la puissance explosive du fulmi-coton est de 4 à 6 fois plus considérable, son inflammation beaucoup plus prompte et la rapidité de son explosion tellement supérieure qu'il peut même brûler en contact avec celle-là, sans en provoquer l'inflammation. Cette propriété d'une explosion presque instantanée est d'un grand secours pour le démantelage de rocs tendres, fissurés ou friables, où la poudre ordinaire ne produit que des effets comparativement insignifiants.

L'absence de fumée après l'explosion du fulmi-coton est un avantage qui n'est pas non plus à dédaigner, surtout dans le percement de tunnels ou de galeries. Il se produit bien parfois une vapeur blanchâtre, mais cela n'a lieu que lorsque le coton employé contient encore des traces de nitrate de potasse ou des autres sels qui entrent parfois dans sa fabrication. Il est à remarquer surtout que, parmi les produits de la combustion du fulmi-coton, les oxides d'azote, si abondants après l'explosion de la poudre, sont ici en quantités si minimes qu'ils ne peuvent avoir aucun effet pernicieux sur la santé des ouvriers.

L'emploi du fulmi-coton dans les armes de guerre a bien rencontré des objections assez importantes ; la production par l'explosion d'une certaine quantité d'eau qui devient nuisible à la conservation de l'arme dans un service continu, et la propriété qu'il a d'absorber un peu d'humidité, si on le laisse exposé à l'air. Mais ces objections ne peuvent évidemment être mises en avant contre son emploi dans les mines, peu de soins suffisant pour le préserver assez bien, afin d'être sûr de sa parfaite ignition, et le général Leak étant d'ailleurs parvenu à le rendre inaltérable à l'humidité.

La seconde substance est la nitro-glycérine, huile explosive qui s'obtient en traitant la glycérine, ou principe doux des huiles,

par l'acide nitrique. C'est un liquide huileux, jaune clair, insoluble dans l'eau, mais très-soluble dans l'alcool, et d'une pesanteur spécifique de 1, 6.

Comparée au fulmi-coton et à la poudre, la nitro-glycérine possède une puissance d'explosion infiniment supérieure ; car, tandis que la poudre donne par son explosion un volume de gaz égal à 800 fois son volume originel, la nitro-glycérine rend environ 10,000 fois le même volume, si l'on tient compte de l'expansion due à la chaleur développée par l'explosion et qui est au moins le double de celle que produit la poudre. En substituant du poids aux volumes, on a comme relation entre les forces explosives de ces trois ingrédients à poids égaux : poudre à canon - 1 ; fulmi-coton - 6, 25 ; nitro-glycérine - 8.

Ce composé, de même que le précédent, est doué d'une rapidité explosive considérable très-avantageuse dans les terrains friables. Le faible volume d'huile nécessaire à un effet donné, produit aussi une économie assez notable dans le forage des trous.

Certains inconvénients accompagnent cependant l'emploi de la nitro-glycérine, entr'autres l'effet vénéneux que produit l'huile non explosée répandue dans un espace clos ou mal ventilé, tel qu'une tête de tunnel ou de galerie; mais, en plaçant l'huile dans une cartouche, on peut en assurer la presque parfaite combustion. Il arrive parfois aussi que, sous l'influence de certaines conditions atmosphériques ou autres, cette huile devient tellement sensible que les cartouches prennent feu au plus léger choc, ou même spontanément. Cependant l'usage assez général qui en a été fait dans divers travaux et en divers pays, semble prouver que la combustion spontanée n'est que d'occurrence exceptionnelle.

Le minage avec la nitro-glycérine est en même temps simple et rapide ; la charge d'huile est introduite par un tube, si on ne se sert pas de cartouche, dans le trou qu'il n'est pas même nécessaire de sécher préalablement ; puis, comme cette huile ne prend pas feu au simple contact de la flamme, on fixe à

l'extrémité de la fusée une capsule fabriquée spécialement pour cela, mais que l'on peut au besoin remplacer par un peu de poudre ordinaire, et on place la fusée dans le trou de manière à ce que la capsule plonge dans l'huile. Après quoi on remplit simplement le reste avec de l'eau ou du sable.

La *Revue Universelle des Mines et de la Métallurgie* donne un compte-rendu d'expériences faites avec la nitro-glycérine dans les minières d'Altemberg (Prusse), en présence des ingénieurs de la Vieille-Montagne. Un trou de mine de 34 millimètres de diamètre fut foré à une profondeur de 2^m 41 et sous un angle de 50 degrés ; sa distance jusqu'à la tête du rocher était de 3 mètres. On chargea en versant 3/4 de litre de nitro-glycérine, au-dessus de laquelle on versa de l'eau pour remplir le trou. La masse abattue par l'explosion cuba environ 100 mètres cubes, dont 1/4 était emporté et le reste tellement brisé qu'on pouvait l'enlever à l'aide de pinces. Les frais occasionnés par l'essai ont été de 94 fr. 10 c., au lieu de 125 fr. qu'aurait coûté le sautage par les moyens ordinaires. Il est donc résulté une économie de 30 centimes par mètre cube.

Quant à la poudre à canon, le journal *the Engineer*, conseille d'employer celle de meilleure qualité. Beaucoup d'expériences faites avec soin ont constaté que la meilleure était en même temps la plus économique, car, étant plus efficace que la poudre de mine commune à poids égaux, elle réduit la main-d'œuvre du forage, laisse au bourrage une plus grande hauteur et s'emmagasine plus facilement.



ÉCOLES IMPÉRIALES D'AGRICULTURE.

PROGRAMME

Des conditions de l'admission dans les Écoles impériales d'agriculture de

Grignon, par Neauphle-le-Château (Seine-et-Oise);
Grand-Jouan, par Nozay (Loire-Inférieure);
La Saulsaie, par Montluel (Ain).

CONDITIONS D'ADMISSION.

Les Écoles impériales d'agriculture ne reçoivent que des élèves internes. Tout candidat pour l'admission dans ces établissements doit avoir au moins dix-sept ans accomplis et être Français ou naturalisé Français. Néanmoins, le Ministre accorde, par exception, s'il le juge convenable, à des étrangers la faculté de s'y présenter; mais alors il se réserve de leur désigner celle des trois Écoles où ils peuvent être reçus.

Quiconque désire entrer dans une École impériale d'Agriculture doit adresser sa demande au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Cette demande peut être faite soit directement par le candidat, soit par ses parents, son tuteur ou ses protecteurs.

Elle doit être parvenue au Ministre le 25 septembre au plus tard avec les pièces suivantes :

1° L'acte de naissance du candidat ;

2° Un certificat du maire de sa résidence, constatant qu'il est de bonne vie et mœurs ;

3° Un certificat d'un médecin ou officier de santé, attestant que le pétitionnaire a été vacciné ou qu'il a eu la petite vérole ;

4° Une obligation souscrite sur papier timbré, par les parents, le tuteur ou le protecteur du candidat, pour garantir le paiement, par trimestre et d'avance, de sa pension pendant toute la durée de son séjour à l'École.

Cette obligation doit être rédigée ainsi qu'il suit :

« Je soussigné (*nom, prénoms, domicile, qualité*)
« m'engage à payer, par trimestre et d'avance la
« pension, de (*titre de parenté ou de liaison du jeune*
« *homme, ses nom, prénoms et domicile*) à l'École
« impériale d'agriculture de (*nom de l'École*), à
« raison de sept cent cinquante francs par an, pendant
« tout le temps qu'il passera à cet établissement.

« A défaut de paiement de ladite pension aux épo-
« ques fixées par les réglemens, je déclare me sou-
« mettre à ce que le recouvrement en soit poursuivi
« par voie de contrainte administrative, décernée par
« M. le Ministre des finances, suivant les droits qui
« lui sont conférés par les lois des 11 vendémiaire et 18
« ventôse an VIII. »

Sur le vu de ces pièces, qui doivent être régulièrement *légalisées*, le Ministre autorise, s'il y a lieu, le candidat à se présenter à l'examen, et lui en donne avis.

Les candidats Français ou naturalisés Français sont libres de choisir celle des trois Écoles où ils désirent

entrer. Néanmoins, les bourses et demi-bourses ne peuvent être accordées, dans chaque École, qu'à des jeunes gens appartenant aux départements de sa circonscription, telle qu'elle est indiquée par le tableau placé à la fin du présent prospectus.

Les candidats qui ont obtenu l'autorisation du Ministre doivent subir un examen d'admission.

Toutefois, les candidats qui justifient du diplôme de bachelier ès sciences sont dispensés de l'examen, et entrent aux Écoles sans avoir à le subir.

EXAMEN D'ADMISSION.

Les épreuves de l'examen se passent, dans chaque École impériale d'agriculture, devant un jury nommé par le Ministre. Les opérations du jury commencent le 1^{er} octobre.

Les candidats doivent donc être rendus à l'École au plus tard le 1^{er} octobre au matin. En arrivant, ils se présentent au directeur, et reçoivent de lui un numéro d'ordre d'après lequel ils subissent les épreuves.

Les matières exigées à l'examen sont :

En arithmétique, les quatre règles, les opérations relatives aux fractions, l'extraction des racines carrées et cubiques, les proportions et les progressions, l'exposition du système métrique ;

En géométrie, les proportions relatives à la ligne droite, aux angles, au cercle, à la proportionnalité et à la mesure des lignes et des surfaces planes (l'équivalent des quatre premiers livres de la géométrie de Legendre) ;

En physique, les propriétés générales des corps, le thermomètre et le baromètre ;

Une rédaction en français qui témoigne de l'instruction du candidat en orthographe et en grammaire.

Lorsque les épreuves sont terminées, l'admission des candidats est prononcée suivant le classement par ordre de mérite ; mais le nombre des élèves nouveaux à admettre étant limité, les admissions n'ont lieu que jusqu'à concurrence de ce nombre. Les candidats ainsi admis entrent immédiatement à l'École ; ils reçoivent de l'économe garde-magasin les objets de literie, et le surveillant leur indique la place qu'ils doivent occuper dans les chambres ou dortoirs.

DURÉE DES ÉTUDES.

La durée des études est de trois années, après lesquelles les élèves reconnus capables et méritants reçoivent un certificat.

Les élèves sortis parmi les premiers des Écoles impériales d'agriculture, avec le certificat, peuvent obtenir des stages de deux années dans des établissements agricoles publics ou privés.

L'année scolaire commence le 1^{er} octobre et se divise en deux semestres.

A la fin de chaque semestre, il est fait un examen général de tous les élèves par un jury.

Le premier semestre comprend les mois d'octobre, novembre, décembre, janvier et février. Les examens généraux de la fin du premier semestre se font du 1^{er} au 15 mars. Le deuxième semestre se compose de la seconde quinzaine de mars, des mois d'avril, mai, juin, juillet jusqu'en août. Après les examens généraux de la fin du second semestre, commencent les vacances, qui se terminent au 30 septembre.

Le passage d'une division dans une division plus avancée, et la remise du certificat à délivrer aux élèves arrivés au terme de leurs études, sont décidés à la suite de l'examen général de la fin de l'année scolaire.

Tout élève qui, après une année de vétéranee, n'est pas reconnu apte à passer dans la division supérieure, est de droit exclu de l'École et n'y peut pas rentrer. Cette exclusion entraîne également l'impossibilité d'entrer dans les deux autres Écoles impériales d'agriculture.

ENSEIGNEMENT.

L'Enseignement est théorique et appliqué. L'instruction théorique comprend :

Un cours de physique, chimie, minéralogie et géologie appliquées à l'agriculture.

Un cours de génie rural ;

Un cours de culture ;

Un cours de zootechnie et de zoologie agricole ;

Un cours de sylviculture et de botanique ;

Un cours d'économie et de législation rurales ;

Des notions pratiques de comptabilité.

L'instruction pratique, dont la très-grande importance n'échappera à personne, est manuelle et raisonnée. Elle comprend l'emploi et la conduite des outils, instruments, véhicules, machines, l'organisation et l'exécution des principales opérations de l'agriculture, labours, semailles, fenaisons, moissons, récoltes de racines, soins de toute nature à administrer aux animaux, etc. etc. ; des exercices de dessin linéaire, arpentage, levé des plans, nivellement, cubage des solides, jaugeage des eaux, etc. ; quelques-unes des

Partie agricole, etc.

26

manipulations de laboratoire les plus usuelles, essais de marne, analyse des terres, dosages d'engrais, etc.

Les élèves sont chargés successivement de la surveillance de tous les services de l'exploitation dont ils doivent rendre compte.

L'instruction est complétée par des excursions agricoles, botaniques, forestières, géologiques; par des observations dans les écuries et étables, par des démonstrations dans les champs, etc. etc.

Dans chaque spécialité de l'enseignement théorique et pratique, le professeur est secondé par un répétiteur.

Les cours, conférences, répétitions, services, travaux pratiques, examens, etc. etc. sont empressément obligatoires pour tous les élèves.

RELIGION.

Un aumônier est attaché à chaque École. Les élèves peuvent se rendre auprès de lui quand ils le désirent, sous la réserve des mesures d'ordre et de discipline convenables.

Tous les dimanches et fêtes, les élèves catholiques doivent assister régulièrement et sans exception au service divin, sous la surveillance du directeur.

SERVICE SANITAIRE.

En temps ordinaire, le médecin de l'École se rend à l'établissement tous les deux jours; il y vient tous les jours, et plus souvent encore, si son intervention fréquente et ses soins sont jugés nécessaires.

Tout élève malade est, sur la prescription du médecin, envoyé à l'infirmerie pour y être soigné.

Si la maladie paraît de nature à devenir grave et à avoir une longue durée, le directeur avertit la famille et autorise la translation de l'élève chez ses parents ou correspondants, si elle est réclamée.

DISCIPLINE.

Des règlements particuliers fixent l'ordre des travaux et la discipline intérieure de l'École. Les élèves sont tenus de s'y soumettre, sous peine des punitions qui y sont déterminées.

Il est expressément défendu aux élèves de s'absenter de l'École sans en avoir préalablement obtenu la permission.

Les dimanches et les jours de fête sont les seuls jours de congé.

Il peut être délivré des congés de quinze jours au plus, par le directeur, aux élèves que le mauvais état de leur santé, constaté par l'avis motivé du médecin de l'École, ou que des affaires indispensables appellent dans leurs familles. Le directeur en prévient immédiatement le Ministre, qui accorde, s'il est besoin, une ou plusieurs prolongations, sur un certificat du médecin régulièrement légalisé pour le premier cas, et sur une attestation authentique de l'autorité locale pour le second. Néanmoins, toute demande de prolongation de congé doit être adressée au Ministre par l'intermédiaire du directeur, qui y joint son avis.

Tout élève qui ne rentre pas à l'expiration des vacances, d'un congé ou d'une prolongation de congé, est considéré comme ayant abandonné définitivement l'École ; il est rayé des contrôles et ne peut être réad-

mis qu'en vertu d'une décision nouvelle et spéciale du Ministre.

Les élèves ne peuvent quitter définitivement l'École sans l'autorisation du directeur, qui, après s'être assuré qu'ils ne sont plus détenteurs d'objets mobiliers appartenant à l'établissement, leur délivre une carte ou laissez-passer pour la sortie de leurs effets.

Le renvoi de l'École pour inconduite entraîne l'impossibilité d'y rentrer et aussi celle d'être admis dans les deux autres Écoles d'agriculture.

PRIX ET MODE DE PAYEMENT DE LA PENSION.

Le prix de la pension est de 750 francs par an : il comprend la nourriture, le logement et les objets de literie, les soins médicaux, le chauffage, l'éclairage et le blanchissage.

La pension est payable par trimestre et d'avance. Elle doit être acquittée dans la caisse du receveur général des finances du département où l'École est située.

Néanmoins, l'administration des finances a décidé (23 novembre 1861) que tous les receveurs des finances sont appelés à recevoir le prix des pensions et à en délivrer récépissé. Cette nouvelle marche a le double avantage de donner aux parents le moyen de faire leurs versements même dans les arrondissements de sous-préfecture, et de recevoir immédiatement la pièce libératoire (*le récépissé*), qu'ils doivent conserver entre leurs mains, sans avoir, d'ailleurs, à se préoccuper d'aucun autre soin.

Tout trimestre pendant lequel un élève a paru à l'École est dû en entier, quelles qu'aient été la durée

de ce séjour et l'époque du trimestre à laquelle il a eu lieu.

Les étrangers admis dans les Écoles impériales d'agriculture sont tenus, pour y entrer, de justifier de la quittance du paiement de leur pension du 1^{er} trimestre. Pour y rester, ils doivent, le dernier jour de chaque trimestre, justifier de même du paiement de leur pension du trimestre suivant.

BOURSES.

Dix-huit bourses sont instituées dans chaque École impériale d'agriculture.

Elles sont exclusivement distribuées d'après les résultats d'un concours ouvert entre les élèves.

Neuf de ces bourses sont réservées aux élèves qui, anciens apprentis des fermes-écoles, ont subi avec succès l'examen d'admission aux Écoles impériales d'agriculture, après avoir complètement terminé leur apprentissage dans les fermes-écoles et obtenu le certificat. Les titulaires de ces neuf bourses, qui ne peuvent être acquises qu'au concours, jouissent de la totalité de la bourse dès leur entrée à l'École.

Les neuf autres bourses peuvent être occupés indistinctement par tous les autres élèves; mais elles sont divisées en demi-bourses, qui ne s'obtiennent également qu'au concours, et seulement après six mois d'études, c'est-à-dire à la fin d'un semestre scolaire; en sorte que le même élève ne peut avoir une bourse entière qu'au moyen de deux demi-bourses successivement obtenues au concours, après deux semestres scolaires au moins.

Les bourses et demi-bourses déjà accordées et occupées depuis plus ou moins de temps peuvent être retirées si les titulaires viennent à démériter.

Les bourses et demi-bourses de l'État ne peuvent être attribuées dans chaque École impériale d'agriculture qu'à des élèves appartenant aux départements placés dans la circonscription de chaque établissement.

(Le département de la Lozère est compris dans la circonscription de l'établissement de la Saulsaie.)

**PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — AVRIL 1866.**

— 395 —

ARRONDISSEMENTS.	DÉS IGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTÉIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLOUAC.	Flozac.....	21 08	21 08	14 75	14 75	12 44	12 44	»	»	7 50	7 55
	Meyrueis.....	18 75	18 75	17 »	16 75	15 »	15 »	14 »	8 »	8 »	8 »
	Pont-de-Montvert.....	»	»	»	»	14 »	14 »	»	»	»	»
MARVEJOLS.	La Canourgue.....	17 72	17 54	14 97	14 80	12 75	12 50	12 »	8 27	8 50	8 27
	St-Chély-d'Apcher.....	»	»	»	»	11 25	11 »	»	»	»	»
	Marvejols.....	18 »	18 »	»	»	12 »	12 »	»	»	»	»
	Servelette.....	»	»	»	»	11 »	11 »	»	»	»	»
MENDE.	Langogne.....	»	»	»	»	11 12	11 17	9 43	10 »	9 83	10 »
	Mende.....	18 45	18 35	18 66	14 12	12 30	12 15	10 90	8 25	8 25	8 25
	Villefort.....	17 »	17 »	»	»	14 »	14 »	»	10 »	10 »	10 »
	Prix moyen.....	18 79	18 92	15 18	15 10	12 58	12 52	11 67	11 83	8 68	8 68

PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — MAI 1866.

ARRONDISSEMENTS.	DÉSIGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTTEL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	21 08	21 10	14 75	14 75	12 44	12 95	12 58	12 90	7 55	8 08
	Meyrueis.....	18 75	18 75	16 75	16 75	15 »	15 »	14 »	14 50	8 »	8 »
	Pont-de-Montvert.....	» »	» »	» »	» »	14 »	14 »	» »	» »	» »	» »
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	17 31	16 85	14 68	14 75	12 33	12 »	11 70	11 70	8 44	8 85
	St-Chély-d'Apcher.....	» »	» »	» »	» »	11 »	10 75	» »	» »	» »	» »
	Marvejols.....	18 »	16 »	» »	» »	12 »	12 »	» »	» »	» »	» »
MENDE.....	Servelette.....	» »	» »	» »	» »	11 »	11 »	» »	» »	» »	» »
	Langogne.....	» »	» »	» »	» »	11 »	11 25	9 83	10 08	10 »	8 87
	Mende.....	18 35	17 46	14 12	13 70	12 15	11 60	10 90	10 71	9 25	8 75
	Villefort.....	17 »	17 »	» »	» »	14 »	14 »	» »	» »	8 25	10 »
	Prix moyen.....	18 55	18 35	15 07	14 91	12 49	12 45	11 80	11 97	8 58	9 75

Revue agronom. de Tarn-et-Garonne, janvier et avril 1866.
 Annales de la Société d'agricult. de Châteauroux, n° 59, 1866.
 Annales de la Société d'agriculture etc. de la Charente, novembre et décembre 1865.
 Annales de la Société d'hortic. de Maine-et-Loire, juil. 1865.
 Idem de la Haute-Garonne, janv. et fév. 1866.
 Idem de l'Allier, n° 7, 8, 9 et 10, 1865.
 Idem d'agr. etc. d'Indre-et-Loire, février, mars, avril, mai et juin 1866.
 Annales de la Société d'émulation des Voges, 1864.
 Idem d'agr. des Basses-Pyrénées, avril 1866.
 Idem de la Loire, 2^e semestre 1865.
 Journal d'agric., etc. de l'Ain, janv., mai, juin et juillet 1866.
 Journal de la Société d'hortic. du Bas-Rhin, n° 5 et 6, 1866.
 Journal d'agriculture pratique, juin et juillet 1866.
 Journal de la Société impériale et centrale d'horticulture, mars, mai et juin 1866.
 Journal de l'agriculture, n° 1, 20 juillet 1866.
 Journal d'agricult. pratique du midi de la France, 2^e trim. 1866.
 L'Apiculteur, juillet 1866.

LE MESSAGER AGRICOLE, revue des associations et des intérêts agricoles du *Midi*, publié sous la direction de M. le Docteur Frédéric Cazalis, paraissant le 5 de chaque mois. — 6 fr. par an. — Montpellier, à l'imprimerie Gras, rue du Grand-Galion, 2. — Paris, à l'agence Havas, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3.

L'APICULTEUR, journal des cultivateurs d'abeilles, marchands de miel et de cidre, publié sous la direction de M. H. Hamet, professeur d'apiculture au Luxembourg, paraissant du 1^{er} au 5 de chaque mois. On s'abonne à Paris en un mandat de 6 fr. à l'ordre de M. H. Hamet, directeur de l'*Apiculteur*, rue Saint-Victor, 67.

Les abonnements partent du 1^{er} octobre de chaque année.

MM. les auteurs des Rapports ou Mémoires imprimés dans le Bulletin pourront en faire exécuter, à leurs frais, un tirage à part, aux prix suivants, en adressant à l'imprimeur.

NOMBRE DE FEUILLES.	25 Exempl.	50 Exempl.	100 Exempl.	200 Exempl.	500 Exempl.
Pour une feuille (16 pages), papier, pliage, piqure.....	fr. c. 4 50	fr. c. 6 »	fr. c. 8 »	fr. c. 14 »	fr. c. 25 »
Trois quarts de feuille (12 pages) ..	4 50	6 »	8 »	12 »	22 »
Demi-feuille (8 pages) ..	3 »	4 »	5 »	8 »	16 »
Quart de feuille (4 pages) ..	3 »	4 »	5 »	6 »	10 »
Couverture non imprimée (couleur).	0 »	0 60	1 20	2 »	5 »
Id. imprimée id.	3 »	4 »	5 »	6 »	10 »
Composition d'un titre d'entrée spécial pour le tirage à part d'un Mémoire : 1 fr.					

Les frais de remaniement nécessités par les corrections que seraient après coup les auteurs ne sont pas compris dans ces conditions.

SOMMAIRE.

PREMIÈRE PARTIE. — *Agriculture, etc.* — **SÉANCE du 29 septembre 1866**, présidence de M. Delapierre, président, page 397.

Sur le concours régional, par M. Delapierre, président, p. 399.

Concours d'animaux reproducteurs pour l'espèce chevaline, p. 403.

Vente d'arbres, p. 408.

MERCURIALE. — Prix des grains, par hectolitre, d'après les mercuriales des marchés du département de la Lozère (Juin, Juillet, Août et Septembre 1866), p. 411.

Concours général de volailles grasses, etc., p. 415.

DEUXIÈME PARTIE. — *Histoire et archéologie.* — Recherches sur la famille de Grimoard et sur ses possessions territoriales au XIV^e siècle, par l'abbé Albanès, docteur en théologie et en droit canonique, page 79.

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

Présents : MM. ANDRÉ, archiviste, l'abbé BOISSONADE, DE CHARPAL (Odilon), GROSJEAN, MOULIN (Justin) et RUNEL.

M. le Président donne lecture d'une circulaire de M. le Secrétaire général de la 34^e session du Congrès archéologique de France et de la 5^e session des assises scientifiques de Provence, qui auront lieu en même temps à Nice, dans le courant de janvier prochain.

— Il est également donné lecture par M. le Président d'une note de M. Féminier, propriétaire à Pierrefiche, relative aux essais de culture qu'il a faits du Brome Schrader, dont il espère obtenir de très-bons résultats.

— Sur la proposition de M. le Président, la Société vote une allocation de 100 francs pour secourir les victimes du fléau de l'inondation qui vient de frapper la Lozère.

— M. André communique un mémoire de M. l'abbé Albanès, de Marseille, lequel s'occupe depuis plusieurs années de recherches historiques sur la vie du Pape Urbain V. Ce mémoire contient des détails très-intéressants sur la famille des Grimoard et sur ses possessions territoriales au XIV^e siècle. La Société vote des

Partie agricole, etc.

27

remerciments à M. Albanès et prie M. André de les lui transmettre. Elle sera heureuse d'insérer le travail de ce savant ecclésiastique au Bulletin.

— M. André communique aussi un contrat de vente consenti par le seigneur d'Apchier au capitaine Merle et par lequel il est fait cession à ce dernier de la baronnie de la Gorce et de Salavas. Cette cession fut le seul moyen que trouva le Gévaudan de se débarrasser de son trop terrible hôte. (Voir au Bulletin).

— Lecture d'une délibération en date du 19 mai 1866 par laquelle la Société d'agriculture et d'horticulture de Grenoble expose à S. Exc. M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics la nécessité de modifier la circonscription régionale dont les départements de l'Isère et de la Lozère font actuellement partie, de manière à réunir dans une même agglomération les départements dont les produits et les cultures sont similaires.

La Société reconnaît l'opportunité de la modification demandée, et émet le vœu que le département de la Lozère soit, à l'avenir, compris dans la même circonscription que l'Aveyron et le Cantal. Elle invite M. le Président de transmettre ce vœu à M. le Préfet, en le priant de vouloir bien le faire parvenir à l'administration supérieure.

— M. le Président expose que le principal objet de la réunion est de délibérer sur les réponses préparées par la Commission, instituée à cet effet, au questionnaire général relatif à l'enquête sur la situation et les besoins de l'agriculture.

Après avoir examiné et discuté le travail de la Commission, la Société l'adopte dans son ensemble et prie M. le Président de le transmettre à M. le Préfet.

SUR LE CONCOURS RÉGIONAL

Par M. DELAPIERRE, Président.



On n'attendra pas sans doute, après les diverses relations qui ont paru de notre concours régional, que nous donnions de cette solennité un nouveau compte-rendu, lequel serait d'ailleurs tardif. Nous nous bornerons à quelques simples réflexions sur les points qui nous ont semblé plus particulièrement contenir une signification et un enseignement.

Hâtons-nous de dire d'abord que l'opinion publique a rendu une complète justice à l'installation du concours et à l'arrangement des diverses constructions destinées à abriter les animaux et les produits. Partout on a été d'accord pour reconnaître à cet égard une heureuse alliance du confortable avec la simplicité et l'économie. L'hospitalité exercée envers les exposants et les étrangers n'a également trouvé que des éloges.

L'attribution de la prime d'honneur nous a paru renfermer surtout cette signification que la Lozère agricole, comme nous ne cessons de le répéter, doit avant tout chercher sa voie dans la restriction des ensemencements et dans l'extension des prairies, des pâturages et du domaine forestier; de manière à établir une sorte

de culture semi-pastorale, intensive au centre, extensive à la circonférence, où les efforts de la production se concentrent sur les meilleurs fonds, au lieu de tourmenter stérilement des hectares de terrains pauvres.

La médaille d'or accordée à M^{me} Cambessèdes honore un noble exemple donné et qui ne saurait être trop suivi.

Le concours de l'espèce bovine s'est montré l'expression la plus brillante et la plus complète de l'exposition régionale. Une incontestable supériorité y est restée à la race d'Aubrac, dont on constate chaque année les remarquables progrès. Elle se rapproche de plus en plus de la perfection de formes et de la rectitude de lignes des beaux types anglais ; on lui reproche seulement de ne pas être très-bonne laitière. Ne serait-il pas possible de l'améliorer sous ce rapport sans lui faire perdre ses autres excellentes qualités, en tenant peut-être plus compte des écussons lactifères dans le choix des bêtes de reproduction ? Cette race présentait un groupe de 34 animaux, dont il a été dit qu'on n'aurait pas pu en trouver un seul de défectueux. On n'en saurait être étonné, si, comme on l'assure, il est peu d'étables en France qui puissent rivaliser avec celles de M. Durand pour le nombre et la beauté des sujets.

Venaient ensuite les Mézenc, moins parfaits de forme, mais possédant, dit-on, de bonnes qualités laitières et occupant une place importante dans la région.

Les Salers, représentés par les animaux d'un seul exposant, parmi lesquels deux beaux taureaux, semblent peu faits pour ces contrées, où ils se trouvent en

concurrence avec les Aubrac et les Mézenc, plus rustiques et mieux appropriés aux conditions locales. Aussi le vœu a-t-il été émis que cette catégorie fût supprimée du catalogue de la région pour être rattachée uniquement à celle d'Auvergne, où elle existe à l'état de race principale.

A plus forte raison notre état de culture se prête-t-il peu à l'introduction des races anglaises. Aucun Durham de race pure ne figurait au concours. Du reste notre agriculture serait-elle à la hauteur de ces exigeants élaborateurs de viande, que nous nous demanderions encore si, à raison de nos conditions spéciales d'eclimat et de terrain, leur adoption serait préférable à celle de nos précieuses races.

Nous en dirons autant des Charolais, malgré la beauté des sujets présentés par M. de Bernon. Aussi le nombre des primes à distribuer, dont on n'a pu trouver l'emploi chez les autres races françaises et étrangères, s'est-il trouvé au contraire trop faible pour les Mezens et surtout les Aubracs, eu égard au mérite des animaux exposés. Le jury a eu recours, pour ces deux catégories, à de nombreuses mentions honorables, justifiant ainsi les demandes réitérées de la Société en vue de faire augmenter le nombre des primes pour la race d'Aubrac.

Nous mentionnerons, parmi les autres races du pays, deux belles vaches, qui, avec quelques légers défauts de conformation, présentaient une finesse des plus remarquables.

Dans les croisements divers s'étaient réfugiés, comme l'habitude paraît s'en être malheureusement répandue, des animaux de hasard et ceux trop inférieurs pour

prendre honorablement place dans leur catégorie propre. C'est ce qu'en terme de concours on est convenu d'appeler *la boîte à encre*. Deux prix seulement ont été décernés à cette catégorie sur dix qui lui étaient attribués.

L'espèce ovine, qui comptait 80 lots, possédait peu d'animaux de la petite race de nos Causses, si bien conformée dans son exiguité et si propre à l'engraissement. C'est une race pourtant très-susceptible d'amélioration, particulièrement sous le rapport de la taille et de la laine.

Parmi les races étrangères, les Sowthdown occupaient le premier rang; c'est, parmi ces races, celle qui paraît obtenir partout la prééminence, et ce serait sans doute celle à laquelle il faudrait avoir recours dans notre pays, si l'on tentait la voie, d'ailleurs chanceuse, des croisements; bien entendu que de ce moyen on ne devrait pas séparer une judicieuse sélection. C'est ainsi qu'a procédé M. Malingié pour former la belle race de la Charmoise, dont un ou deux lots remarquables figurent à notre exposition.

Les Mérinos et Métis-mérinos ont été trouvés assez médiocres, et particulièrement d'un encornage trop exubérant.

L'exhibition porcine a mis en plein relief la supériorité des races anglaises ou de leurs croisements. La destination du porc et les conditions de son élevage étant partout les mêmes, il ne saurait y avoir de doute sur l'avantage d'avoir des races à engraissement précoce. Toutefois, la tendance paraît être aujourd'hui de donner la préférence aux croisements, les races anglaises pures étant trouvées trop chargées

de graisse et point assez charnues. La race du pays, dure et haute sur jambes, avait sans doute sa raison d'être lorsqu'on était obligé de lui faire franchir à pied de longues distances. Espérons qu'avec les progrès de la viabilité, elle finira par disparaître tout-à-fait, du moins à l'état de race pure.

Par contre, nous regrettons vivement de n'avoir vu, dans l'exposition galline, qu'un si petit nombre de lots de notre race locale. Cette race, qui se rattache à celle des excellentes volailles du midi, est très-fine dans sa petite structure, essentiellement rustique et bonne pondeuse. On est à se demander comment dans un pays, si peu accessible généralement à l'innovation, l'invasion des races étrangères, Cochinchinoises, Bramapouthra, qui n'ont pour elles que l'apparence, a pu avoir lieu si promptement et sur une si grande échelle. Cet engouement disparaîtra bientôt sans doute devant l'évidence des faits, et l'on aura hâte de revenir au type indigène. Toutefois l'infusion du sang asiatique n'aura pas été peut-être sans quelque bon résultat, en communiquant à notre race l'ampleur dont elle manque et qui pourra lui être maintenue par une meilleure alimentation, tandis qu'il sera facile, en arrêtant le croisement, de faire regagner à l'espèce sa finesse primitive.

Une trop petite importance est attachée généralement à la question de basse-cour. Cependant nous voyons cette branche de l'économie rurale donner dans certains pays un revenu considérable. La Normandie, d'après M. L. de Lavergne, exporte chaque année en Angleterre pour 7 ou 8 millions d'œufs; elle en envoie autant à Paris, et pour 10 à 12 millions de volailles, sans compter ce qui se consomme sur place. Plus d'un

petit fermier y paie sa ferme entière avec sa basse-cour.

Nous ne parlerons de l'exposition des instruments, dont la majeure partie était fournie par la Société, que pour faire remarquer une fois de plus combien la difficulté des communications entrave chez nous l'introduction de tout ce qui peut contribuer au progrès.

L'exposition des produits, bien que peu nombreuse, n'était pas néanmoins indigne d'attention. Ainsi, il n'était pas sans intérêt de voir à côté de l'herbier Alpestre des montagnes de l'Aigoual, les cocons, les soies, les olives et leur huile de la Vallée Française. La catégorie la plus importante et à juste titre la plus remarquée a été celle des beurres et fromages. Un assez grand nombre d'échantillons de vins témoignaient d'un redoublement d'efforts dans la culture de la vigne et de la tendance de celle-ci à se propager, même à des altitudes où l'on n'aurait pas cru qu'elle pût prospérer. Du reste on regrettait de ne pas voir dans cette exposition un grand nombre d'objets les plus dignes d'intérêt de la production locale : notre bière, par exemple, à laquelle ses hautes qualités assurent une exportation toujours croissante, y faisait complètement défaut ; elle n'était représentée que par un lot de houblon.

Le vœu a été émis que la Lozère fût détachée de la circonscription régionale dont elle fait actuellement partie, pour être réunie à celle du Cantal et de l'Aveyron, vers laquelle la portent naturellement ses relations, comme l'analogie de ses conditions topographiques et culturelles.

Nous saisissons avec empressement, au sujet des diverses exhibitions si heureusement annexées au

concours régional, l'occasion de rendre un juste hommage à la haute pensée qui en a inspiré la création. Comme d'ailleurs certaines d'entre elles avaient reçu leur organisation de la Société, et que toutes ont été dans son sein l'objet de primes et de rapports spéciaux, nous n'en reparlerons point ici.

Nous n'aurons garde de passer sous silence le concours des classes d'adultes, cette féconde institution qu'a su si bien faire prospérer l'habile initiative de M. le Préfet, parfaitement secondé par l'un de nos vice-présidents, et qui n'était certes pas une des parties les moins intéressantes de la grande solennité où ont été applaudis de si éminents discours. Cette œuvre ne contribuera pas peu, en répandant l'instruction, à faire fructifier les puissants enseignements du concours régional : de nos jours l'agriculture ne doit plus être l'apanage de l'ignorance.

CONCOURS

**d'Animaux reproducteurs pour l'espèce
chevaline, tenu à Châteauneuf
le 9 octobre 1866.**

PROCÈS-VERBAL.

L'an mil huit cent soixante-six et le neuf octobre, à une heure après midi, le jury chargé, en exécution du programme du 3 août dernier, approuvé le 10 du même mois par M. le Préfet, et de la délibération de la Société d'agriculture de procéder à la désignation des

sujets dignes d'obtenir les primes à décerner dans le concours institué à Châteauneuf-de-Randon pour l'arrondissement de Mende, s'est assemblé à Châteauneuf ;

Etaient présents :

MM. Gaillard, propr. à Froid-Viala, com. d'Estables ;
Maurin, maire de la Rouvière ;
Martin, maire de Cubières ;
Des Molles, propriétaire à Langogne ;
Bonnet, maire à Châteauneuf.

MM. De la Bastide, propriétaire à St-Denis, Bertrand, juge à Mende, et Pansier, maire à Prévençères, nommés membres du jury, ne se sont pas présentés.

Le jury n'étant pas en nombre suffisant, MM. Rouvière (Jules), greffier au Bleyard et Baffie (Bruno), propriétaire à Châteauneuf-de-Randon, ont été invités par M. le Président à le compléter.

M. Grénié, vétérinaire, a assisté le jury, conformément aux dispositions du programme officiel.

Après que M. le Président a eu rappelé les règles du concours, le jury s'est transporté sur la place de Châteauneuf, où un emplacement avait été assigné aux animaux présentés au concours. Les certificats de naissance et d'élevage ont été recueillis et vérifiés et l'examen des sujets a eu lieu dans l'ordre ci-après :

Il a été admis au concours dix pouliches de 3 ans et dix-huit juments.

ATTRIBUTION DES PRIMES.

Pouliches de 3 ans.

Pour la prime de 95 fr., une pouliche appartenant

à M. Roche (Hyacinthe), demeurant à Laubert, commune de Châteauneuf ;

Pour la prime de 80 fr., une pouliche appartenant à M. Astier (Pierre), demeurant à Gros-Viala, commune de Belvezet.

Juments.

Pour la prime de 95 fr., une jument appartenant à M. Boyral (Jean), demeurant à Lesclancide, commune de la Rouvière ;

Pour la prime de 80 fr., une jument appartenant à M. Valette (Jacques), demeurant à Liraldés, commune d'Arzenc ;

Pour la prime de 70 fr., une jument appartenant à M. Assenat (Pierre), demeurant au Mas-d'Armand, commune de Langogne ;

Pour la prime de 50 fr., une jument appartenant à M. Boyer (Joseph), demeurant à la Colombèche, commune du Born.

Avant de clore son procès-verbal, le jury croit devoir consigner ici ses appréciations d'après lesquelles il résulte que le concours, tenu après les désastres des inondations, a encore produit de bons résultats et qu'il y a lieu de le maintenir à Châteauneuf.

Fait et clos à Châteauneuf, les jour, mois et ans susdits, et ont les membres présents signé.

GAILLARD, MAURIN, J. ROUVIÈRE, L. DES MOLLES,
B. BAFFIE, BONNET, président.

VENTE D'ARBRES.

Les arbres dont la Société d'Agriculture dispose, dans sa pépinière située à Mende, pour être vendus à l'automne de 1866 et au printemps de 1867, sont ceux désignés ci-après avec indication de leur prix :

1^o Arbres forestiers et d'ornement.

	fr.	c.
Acacia commun, tige, le pied,.....	»	40
Ailanthé, id., id.,.....	»	30
Charme commun, id., (selon la force) de 0 fr. 40 c. à	»	25
Cytise, tige, le pied,.....	»	40
— greffé, id., id.,.....	»	75
— Genêt à fleur blanche; tige, le pied,.....	1	»
Erable negundo, plane, à sucre et sycomore, id. id., (selon la force)..... de 0 fr. 60 c. à	»	50
Frêne à feuille de lentisque et de noyer, id., id.,.....	»	60
— à feuille simple, greffé, id., id.,.....	1	»
— commun, 1 ^{er} choix, (de 4 à 10 pieds),.....	»	50
— — id., (de 11 à 50 pieds),.....	»	45
— — id., (pour 51 et au-dessus),.....	»	40
— — 2 ^e choix, (de 4 à 50 pieds),.....	»	35
— — id., (pour 51 et au-dessus),.....	»	30
— pleureur, greffé, tige, le pied,.....	1	»
Févier-triacanthos, le pied,.....	»	50
Gafnier, arbre de Judée, id.,.....	»	50
Hêtre cuivré, id.,.....	1	50
Lilas, id.,.....	»	60
Marronnier d'Inde, tige, le pied,.....	»	50
— — rose greffé, le pied.....	1	»
Merisier à grappe, de Virginie, le pied.....	»	40
Noyer d'Amérique, tige, le pied,.....	»	60

Orme, tige, 1 ^{er} choix, (de 1 à 10 pieds),.....	»	50
— — id., (de 11 à 50 pieds),.....	»	45
— — id., (pour 51 et au-dessus),.....	»	40
— — 2 ^e choix, (de 1 à 50 pieds),.....	»	35
— — id., (pour 51 et au-dessus),.....	»	30
Peuplier blanc, de Virginie et d'Italie, le pied,.....	»	50
Planère à feuille d'orme, le pied.....	»	40
Platane, tige, le pied,.....	4	»
Saule osier, le pied,.....	»	45
Sophora, id.,.....	»	60
Sophora pleureur, greffé, le pied,.....	1.	»
Thuya, le pied, (selon la force)..... de 0 fr. 50 c. à	»	25
Tilleul, tige, le pied,.....	»	75
Tulipier, le pied,.....	1	»
Wellingtonia gigantea, le pied,.....	5	»

2^e Arbres fruitiers.

Abricotier greffé, tige, le pied, 1 ^{er} choix,.....	1	25
— — id., 2 ^e choix,.....	4	»
— sauvageon, id., id.,.....	»	50
Amandier greffé, à coque tendre, tige, le pied,.....	1	»
— sauvageon, le pied,.....	»	40
Cerisier greffé sur franc, tige, le pied,.....	1	»
— — sur Sainte-Lucie, le pied, haute tige,	4	»
— — id., id., nain,...	»	75
— sauvageon, tige, le pied,.....	»	50
Cognassier commun, le pied,.....	»	50
— de Portugal, greffé, le pied,.....	»	75
Framboisier à fruit coul. de ch. et des 4 sais., les 25,	1	50
— merveille des quatre saisons, le pied,...	»	20
Groseillier à grappes et à maquereau, id.,.....	»	25
Noisetier, aveline et grosse ronde, id.,.....	»	30
Noyer, tige, le pied, (de 1 à 20),.....	»	60
— — id., (pour 21 et au-dessus),.....	»	50

Noyer repiqué, fort, les 50,.....	8	»
— — moins fort, id.,.....	6	»
— de la St-Jean, greffé, le pied,.....	1	»
Pêcher greffé, le pied, (selon la force), de 0 fr. 50 c. à	»	60
— sauvageon, id.,.....	»	50
Poirier greffé sur franc, tige, 1 ^{er} choix, le pied,....	1	25
— — id., id., 2 ^e id., id.,.....	1	»
— — id., quenouille et esp., 1 ^{er} ch., le pied..	»	75
— — id., — 2 ^e id.. id.,...	»	50
— — sur cognassier, le pied,.....	»	50
— — sauvageon, tige, 1 ^{er} choix, le pied,.....	1	»
— — id.. 2 ^e id., id.,.....	»	75
Pommier greffé sur franc, tige, 1 ^{er} choix, le pied,....	1	25
— — id., id., 2 ^e id., id.,.....	1	»
— — id., quenouille et esp., 1 ^{er} ch., le pied,.	»	75
— — id., id., 2 ^e id., id.,...	»	50
— — sur doucin ou sur paradis, le pied,....	»	50
— — sauvageon, tige, 1 ^{er} choix, le pied,.....	1	»
— — id., 2 ^e id., id.,.....	»	90
— — id., 3 ^e id., id.,.....	»	75
Prunier greffé, tige, le pied.....	1	»
Sorbier domestique, id., id.,.....	»	75

NOTA. Afin de contribuer à répandre les notions les plus essentielles sur la culture des arbres fruitiers, la Société livrera gratuitement, aux personnes qui prendront 25 de ces arbres, le traité publié à ce sujet par le docteur Issartier.

Elle enverra aussi franco aux membres titulaires qui en feront la demande, des greffons jusqu'à concurrence de 3 variétés parmi celles qui existent à la pépinière.

Pour les achats d'arbres, s'adresser au pépiniériste de la Société, près le pont de Berlière,

**PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. --- JUIN 1906.**

ARRONDISSEMENTS.	DÉSIGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	20 70	21 06	14 75	15 »	12 41	12 88	12 90	11 25	8 08	8 25
	Meyrueis.....	18 75	20 »	16 75	17 50	15 »	15 »	14 50	14 50	8 »	8 50
	Pont-de-Montvert.....	» »	» »	» »	» »	14 »	14 »	» »	» »	» »	» »
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	16 85	16 85	14 45	14 45	12 »	12 »	11 70	11 70	8 75	8 75
	St-Chély-d'Apcher.....	» »	» »	» »	» »	10 75	10 »	» »	» »	» »	» »
	Marvejols.....	16 »	16 »	» »	» »	12 »	12 »	» »	» »	» »	» »
	Serverette.....	» »	» »	» »	» »	11 »	10 75	» »	» »	» »	» »
	Langogne.....	» »	» »	» »	» »	11 25	11 12	10 »	10 »	9 25	9 58
MENDE.....	Mende.....	17 58	17 90	13 83	14 »	11 60	11 60	10 76	10 90	8 63	8 40
	Villefort.....	17 »	17 »	» »	» »	14 »	14 »	» »	» »	10 »	10 »
	Prix moyen.....	18 26	18 65	14 95	15 23	12 40	12 33	11 97	11 67	8 78	8 91

PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — JUILLET 1866.

ARRONDISSEMENTS.	DÉSIGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		METEIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	21 21	21 04	14 75	14 75	9 90	12 83	13	13 08	8 17	8 58
	Meyrueis.....	20	20	17 50	17 50	15	15	14 50	14 50	8 50	8 50
	Pont-de-Montvert.....	>	>	>	>	14	14	>	>	>	>
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	17 32	17 20	14 40	14 50	12 87	11 75	11 35	11	8 97	9 20
	St-Chély-d'Apcher.....	>	>	>	>	11	11 25	>	>	>	>
	Marvejols.....	16	16	>	>	12	12	>	>	>	>
	Sarverette.....	>	>	>	>	10 75	10 75	>	>	>	>
MENDES.....	Langogne.....	>	>	>	>	11 12	11 12	10	10	9 25	9
	Mende.....	18	17 52	14	13 87	11 60	11 60	10 90	10 80	8 40	8 40
	Vihfort.....	17	17	>	>	14	14	>	>	10	10
	PAIX MOYEN.....	19 07	18 70	15 16	15 15	12 22	12 43	11 95	11 89	8 88	9 95

PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — AOUT 1866.

— 413 —

ARRONDISSEMENTS.	DÉSIGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	21 04	21 04	14 75	19 75	12 92	12 92	13 58	13 58	8 58	8 58
	Meyrueis.....	20 »	20 »	17 50	17 50	15 »	15 »	14 50	12 »	8 50	8 »
	Pont-de-Monvert.....	»	»	»	»	14 »	14 »	»	»	»	»
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	17 54	17 54	14 80	14 80	12 50	12 50	11 60	»	8 75	8 50
	St-Chély-d'Apcher.....	»	»	»	»	11 25	11 25	»	»	»	»
	Marvejols.....	16 »	16 92	»	»	12 »	12 25	»	»	»	»
	Serverette.....	»	»	»	»	10 75	11 »	»	»	»	»
MENDE.....	Langogne.....	»	»	»	»	11 06	11 68	10 »	10 50	9 19	14 85
	Mende.....	17 20	17 62	14 »	14 »	11 60	11 15	10 90	11 »	8 40	8 25
	Villefort.....	17 »	17 »	»	»	15 »	15 »	»	»	10 »	10 »
	PRIX MOYEN.....	18 87	18 92	15 26	16 51	12 60	12 67	12 11	11 77	8 90	9 69

PREX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS **DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — SEPTEMBRE 1866.**

ARRONDISSEMENTS.	DESIGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOÏNE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	21 08	21 08	19 75	14 75	13 50	13 17	»	13 50	8 62	8 68
	Meyrueis.....	20 »	21 »	17 50	18 »	15 »	15 50	13 50	12 50	7 50	7 50
	Pont-de-Montvert.....	»	»	»	»	14 »	14 »	»	»	»	»
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	19 13	19 93	16 40	17 20	13 33	13 75	11 23	11 »	7 33	6 87
	St-Chély-d'Apcher.....	»	»	»	»	11 15	11 75	»	»	»	»
	Marvejols.....	17 85	17 85	»	»	12 58	12 50	»	»	»	»
	Servetie.....	»	»	»	»	11 75	11 50	»	»	»	»
MENDE.....	Langogne.....	»	»	»	»	11 17	11 95	10 »	10 »	9 »	8 »
	Mende.....	18 »	20 50	14 33	15 75	11 43	12 50	11 »	11 »	8 »	8 »
	Villefort.....	17 »	17 »	»	»	16 »	15 »	»	»	10 »	10 »
PAIX MOYEN.....		19 04	20 56	16 69	16 42	13 89	13 16	11 18	11 61	8 40	9 17

CONCOURS GÉNÉRAL

de volailles grasses, beurres, fromages et d'instruments pour la fabrication de ces deux derniers produits.

Un concours de volailles grasses, beurres, fromages et d'instruments pour la fabrication de ces deux derniers produits, aura lieu à Paris, dans le mois de décembre prochain.

Pour être admis au concours on devra adresser à M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au plus tard le 1^{er} décembre 1866, une déclaration écrite conforme aux modèles annexés au règlement déposé à la Préfecture et aux Sous-Préfectures.

Des prix d'honneur, consistant en une médaille d'or grand module, seront attribués aux meilleurs lots; des médailles d'or, d'argent et de bronze constituent les autres prix.

Les exposants devront accompagner leurs lots ou se faire remplacer par un représentant; dans le cas d'impossibilité, ils expédieront leurs colis, *franco*, à M. le commissaire général du concours, de façon qu'ils parviennent à l'exposition avant le 14 décembre.

Les adresses des colis devront porter le nom et le domicile de l'expéditeur, indiquer le nombre et la nature des pièces qu'ils renferment.

Les exposants trouveront, dans les bureaux de la Préfecture et des Sous-Préfectures, des modèles de déclaration,

ainsi que le complément de renseignements qu'ils pourraient juger utile de consulter.

MM. les Maires sont priés de faire publier à son de caisse ou de trompe les dispositions qui précèdent

Mende, le 25 octobre 1866.

Le Préfet de la Lozère
DE LOISNE.



*Liste des publications reçues pendant les mois
d'août et de septembre 1866.*

- Atlas des orages de l'année 1865, rédigé par l'observatoire
Impérial.
- Le Jardin fruitier du Muséum, 86^e livraison.
- Nouveau guide des malades et des touristes aux bains de
Bagnols, par M. Borrelli de Serres, 1866.
- Journal des savants, juillet et août 1866.
- Revue des Sociétés savantes, mai et juin 1866.
- Bulletin de la Société impériale d'acclimatation, juillet 1866.
- | | |
|------|--|
| Idem | d'agr. de la Drôme, nos 10 et 11, 1866. |
| Idem | d'hort. de la Côte-d'Or, 1 ^{er} semes. 1866. |
| Idem | d'agr. de Vaucluse, août et sept. 1866. |
| Idem | d'agr., etc. de la Sarthe, 2 ^e trimes 1866. |
| Idem | protectrice des animaux, juillet 1866. |
| Idem | d'hort. pratique du Rhône, août 1866. |
| Idem | industrielle de Mulhouse, juillet 1866. |
| Idem | agric. scientif. etc. des Pyrénées-Orien-
tales, 14 ^e vol. 1866. |
- Bulletin de la Société d'horticul. de St-Ger.-en-Laye, juil. 1866.
- | | |
|------|--|
| Idem | d'agr. de l'Ardèche, juillet et août 1866. |
| Idem | protectrice des animaux, août 1866. |
| Idem | d'agric. de Mayenne, 1 ^{er} et 2 ^e trim. 1866. |
| Idem | d'agr. de l'Hérault, avril à juillet 1866. |
- Bulletin du comice de Vitry-le-François, août 1866.
- Bulletin de la Société d'agriculture de la Drôme.
- Recueil agronomique de la Société du Tarn-et-Garonne, mai
et juin 1866.
- Revue agricole et horticole du Lot-et-Garonne, août 1866.
- Revue agricole et industrielle de Valenciennes, juin 1866.
- Revue horticole, août et septembre 1866.
- Archives de l'agr. du nord de la France, juin et juillet 1866.
- Journal d'agricul. de la Société d'émulation de l'Ain, août 1866.
- Journal de la Société impériale et centrale d'hort., juillet 1866.
- Journal d'agriculture pratique, août et septembre 1866.
- Journal de l'agriculture, août et septembre 1866.
- Maître Jacques, juillet 1866.
- Le Sud-Est, août et septembre 1866.
- Messager agricole du Midi, août et septembre 1866.
- Annales de la Société académique de la Rochelle, 1864-1865.
- | | |
|------|---|
| Idem | d'agr. etc. de la Charente, 1 ^{er} trim. 1866. |
| Idem | d'hort. de Maine-et-Loire, 2 ^e livrai. 1866. |
| Idem | d'agr. des Basses-Pyrénées, août 1866. |
| Idem | d'agr. de la Gironde, 1 ^{er} semestre 1866. |

*Liste des publications reçues pendant les mois
d'avril et juillet 1866.*

Traité de la Pellagre et des pseudo-pellagres par le docteur
Théophile Roussel. 1866.

Le Jardin fruitier du Muséum, 84^e livraison.

Pomologie de la France. (Poires, 146^e à 151^e livraisons; pommes,
1^{re} à 7^e livraison.)

Journal des Savants, mars 1866.

Revue des Sociétés savantes, février et avril 1866.

De l'usage alimentaire de la viande de cheval, par M. Decroix,
vétérinaire.

Le Cultivateur agenais, avril 1866.

Mémoire sur les amendements et les engrais, par M. Willermas, 1866.

La mission des Sociétés savantes en Province, par M. Félice,
président de la Société académique de Tarn-et-Garonne.

Mémoires de la Société académiq. du départ. de l'Aube, 1865.

Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire, 17^e et
18^e volumes 1855.

Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard, 7^e série.

Maltre Jacques, mars, avril et juin 1866.

Archives de l'Agriculture du Nord de la France, février, avril
et mai 1866.

L'apiculteur, avril 1866.

Messager agricole du Midi, avril et juillet 1866.

Le Sud-Est, février et juin 1866.

Bulletin des séances de la Société impériale et centrale d'agri-
culture, novembre et décembre 1865.

Bulletin de la Société d'agriculture et d'horticulture de Vau-
cluse, mars, mai et juillet 1866.

Bulletin de la Société d'agricult., etc. de Poligny, n^o 1, 1866.

Idem d'hort. prat. du Rhône, mars, avril, juillet 1866.

Idem d'agriculture, etc. de Douai, procès-verbaux.

Idem de pomologie de Chauny, janvier à juillet 1866.

Idem protect. des animaux, février, mars et juin 1866.

Idem impériale d'acclim., février, mai et juin 1866.

Idem académique de Poitiers, novembre et décem-
bre 1865, avril et mai 1866.

Bulletin de la Société d'agriculture de l'Ardèche, février, mars
et juin 1866.

Bulletin de la Société d'agr. de la Drôme, n^o 9, 1866.

Bulletin du comice agricole de St-Quentin, 1865.

Idem de Vitry-le-Fran., mars, juin et juillet 1866.

Bulletin de la Société académique de Laon, tome XV, 1865.

Idem de la Haute-Vienne, décembre 1865.

Idem indust. de Mulhouse, févr., mai et juin 1866.

Idem archéolog. etc. de Béziers, 1^{re} et 4^e liv. 1866.

Idem d'agriculture d'Alger, 1865.

Idem de la Sarthe, 1^{er} trimestre 1866.

Revue agr. et horticoles du Lot-et-Garonne, avril et mai 1866.

Revue horticole, mars, avril, mai, juin et juillet 1866.

Revue agricole, indus., etc. de Valenciennes, février, mars et
mai 1866.

△
L Soc. 1636.12.10

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,

Industrie, Sciences et Arts

DU
DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

TOME XVII^e. — 1866.

Novembre.

MENDE

IMPRIMERIE DE C. PRIVAT, S^r de J.-J.-M. et E. IGNON,
Maison Rochette, rue d'Aigues-Passes.

1866.

SOMMAIRE.

PREMIÈRE PARTIE. — *Agriculture, etc.* — Enquête sur la situation et les besoins de l'agriculture : Réponses faites par la Société au questionnaire général, page 417.

SÉANCE publique du 3 novembre 1866, présidée par M. le Préfet, président d'honneur, p. 467 ; — Discours de M. le Préfet, p. 469 ; — Discours de M. Delapierre, président, p. 480 ; — Rapport de M. Béliben, vice-président, membre de la Commission des primes, p. 483.

Rapport sur les travaux de reboisement exécutés par la commune de Meyrueis, p. 493 ; — Rapport sur les travaux de reboisement de M. Bourret, Pierre-Léon, propriétaire à la Maguelonne, commune de Luc, p. 497 ; — Rapport sur les plantations du sieur Guigon, Guillaume, cantonnier à Chaudeyrac, p. 498 ; — Rapport sur les plantations de M. Assenat fils, du Mas-d'Armand, commune de Langogne, p. 499 ; — Rapport sur les plantations de M. Vammalle, propriétaire au Villard, p. 500 ; — Rapport sur les plantations de M. Malige, Frédéric, propriétaire à Saint-Privat-du-Fau, p. 502 ; — Rapport sur les plantations de M. Boutin, de Florac, dans son domaine de Saint-Pierre, commune de Barre, p. 504 ; — Rapport sur le rucher de M. Ségala, propriétaire à la Rouvière, commune des Hermaux, p. 505 ; — Rapport sur les travaux de viticulture de M. Bernard (Isidore), propriétaire à Florac, p. 507.

ENQUÊTE SUR LA SITUATION ET LES BESOINS DE L'AGRICULTURE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

RÉPONSES FAITES PAR LA SOCIÉTÉ AU QUESTIONNAIRE GÉNÉRAL

I.

Conditions générales de la production agricole.

§ 1^{er} ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ TERRITORIALE.

1. De quelle manière est divisée la propriété territoriale dans la contrée sur laquelle porte l'enquête ?

Quelles sont les étendues de terrains qui, dans la contrée, sont considérées comme constituant les grandes, les moyennes et les petites propriétés ?

Quelles sont les proportions relatives de ces diverses natures de propriétés ?

1° En grande, moyenne et petite propriété.

2° On a considéré comme grande propriété celle d'une étendue de cent hectares et au-dessus; comme moyenne celle de 20 à 100 hectares; la petite propriété comprend une étendue de 1 à 20 hectares.

3° Un millième pour la grande; un tiers pour la moyenne et le surplus pour la petite.

Partie agricole, etc.

2. *Quelle influence les changements qui ont pu avoir lieu depuis les trente dernières années dans la division de la propriété ont-ils exercée sur les conditions de la production?*

La division de la propriété n'a pas sensiblement modifié les conditions de la production.

La culture pastorale, qui convient à la plus grande partie du département, éprouve plutôt de préjudice qu'elle ne profite de la division.

3. *En quelle proportion compte-t-on, parmi les ouvriers agricoles, ceux qui, propriétaires de lots de terre plus ou moins importants, travaillent alternativement pour eux et pour les autres.*

Un vingtième environ.

§ 2. MODE D'EXPLOITATION.

4. *Quels sont les divers modes d'exploitation du sol? Dans quelles proportions existent la grande, la moyenne et la petite culture?*

1° L'exploitation directe, le fermage et le métayage.

2° Dans la proportion établie au C^o § du n^o 1.

5. *Les grands propriétaires, les propriétaires moyens et les petits propriétaires exploitent-ils généralement par eux-mêmes ou font-ils exploiter sous leurs yeux et à leur compte?*

Certains exploitent par eux-mêmes; les autres font exploiter par des fermiers ou des métayers.

6. *Quelle est, parmi les grands, moyens ou petits propriétaires, la proportion de ceux qui louent leurs terres à des fermiers ou les font cultiver par des métayers?*

Deux dixièmes parmi les grands propriétaires, trois dixièmes parmi les moyens et un dixième parmi les petits.

7. Lorsque le régime du métayage existe, est-il d'usage qu'il y ait pour plusieurs domaines un fermier général servant d'intermédiaire entre les propriétaires et les métayers?

Ce cas n'existe pas.

§ 3. TRANSMISSION DE LA PROPRIÉTÉ.

8. Quels sont, pour les différentes espèces de propriétés et pour les divers genres d'exploitation, les prix de vente des terres suivant leur qualité, les variations que ces prix ont pu subir depuis un certain temps en remontant à trente ans au moins, et les causes de ces variations?

Stationnaires pour l'ensemble du département.

9. Les domaines sont-ils ordinairement conservés dans une seule main au moyen d'arrangements de famille particuliers, ou sont-ils divisés entre les enfants ou les héritiers à la mort du chef de famille, ou enfin sont-ils habituellement vendus? Quelles sont les conséquences produites dans l'un ou dans l'autre cas?

1° Les deux modes se pratiquent; la cession est plus habituelle pour la petite propriété.

2° La division est plutôt nuisible dans les contrées de pacages.

10. Les ventes de terres ont-elles lieu plus particulièrement en bloc ou en détail? Dans quelles proportions se pratiquent ces deux modes de vente? Quelles

sont les différences de prix suivant que l'un ou l'autre est employé?

La vente des propriétés considérables, rare d'ailleurs, a lieu habituellement dans la proportion de 25 % en gros et le restant en détail.

Dans ce dernier cas, le prix de vente est d'environ 25 % au-dessus de celui des ventes en bloc.

§ 4. CONDITIONS DE LOCATION DE LA PROPRIÉTÉ.

11. Quels sont les prix de location des terres suivant leurs diverses qualités et dans les différents modes de constitution et d'exploitation de la propriété? Qu'elles variations ces prix ont ils subies depuis trente ans au moins et qu'elles ont été les causes de ces variations?

PRIX MOYEN DE LOCATION D'UN HECTARE DE :

CLASSES.	PRIX MOYEN DE LOCATION D'UN HECTARE DE:							
	Terre labourable.	Pré.	Bois.	Pâtur.	Terre vaine.	Vignes.	Châtaigneraie	Terre à mûriers.
1 ^{re}	60 »	200 »	24 »	20 »	2 »	50 »	40 »	120 »
2 ^e	45 »	150 »	12 »	10 »	1 »	30 »	25 »	80 »
3 ^e	18 »	70 »	5 »	» »	» »	15 »	10 »	50 »

Le produit des terres à mûriers est insuffisant pour payer les frais de culture, par suite de la maladie des vers à soie.

La location des autres natures de culture n'a varié que dans de faibles proportions depuis 30 ans.

12. Quelles sont les conditions des baux à ferme, leur durée habituelle, les obligations qu'ils imposent aux fermiers indépendamment du paiement des fermages, notamment sous le rapport des redevances de toute espèce? Quelles sont le plus habituellement la nature et la valeur de ces redevances? Quelles modifications ont eu lieu dans les baux, sous ce dernier rapport, particulièrement depuis trente ans environ?

3, 6 ou 9 ans.

Les redevances se composent habituellement de beurre, fromage, œufs, légumes, volailles, pigeons, prestations, etc.

Pas de modifications sensibles depuis trente ans.

13. Quels sont les divers modes de paiement du prix de location des terres par les fermiers? Ce paiement se fait-il pour la totalité ou pour partie, soit en argent, soit en nature? Pour le paiement en argent, le prix est-il fixé d'avance et reste-t-il invariable pendant toute la durée du bail, ou se règle-t-il d'après le cours des grains constaté par les mercuriales? Pour le paiement en nature, quelles conditions spéciales sont imposées?

Dans la partie granitique du département, le produit des prairies et des herbages se paie en argent. La récolte des céréales consistant presque uniquement en seigle, se partage dans la plupart des fermes. Pour

le reste, tous les produits sont représentés par une somme fixe en argent.

Lorsque la rente est payée en argent, le prix en est toujours fixé à l'avance ; il a généralement lieu à deux époques déterminées et reste invariable pendant toute la durée des baux.

Les paiements en nature ont également lieu à des époques fixes. Chaque denrée doit être de bonne qualité et portée chez le propriétaire par le fermier et à ses frais.

Dans la partie calcaire, les fermages se paient partie en argent et partie en nature, excepté dans quelques cas, où le paiement se fait pour la totalité en argent.

14. Quelles sont les clauses et conditions des contrats de métayage ?

Les denrées se partagent par moitié, sauf pour les fourrages et les châtaignes, desquels le propriétaire prend les trois cinquièmes.

Ce mode de fermage n'est guère usité que dans les Cévennes, environ un huitième du département.

§ 5. CAPITAUX. — MOYENS DE CRÉDIT.

15. Quel est le montant du capital de première installation dans une exploitation d'une importance donnée, et quel est le montant du capital de roulement ?

Pour un domaine de 35 à 40 hectares :

Terrains légers.

Capital de première installation.....	3,870 ^f	»
id. de roulement.....	1,200	»

Terrains forts.

Capital de première installation.....	4,800	»
id. de roulement.....	1,450	»

16. *Ces capitaux suffisent-ils aux besoins de la culture, au perfectionnement des procédés agricoles et à l'amélioration des terres ?*

Dans l'état actuel de la culture, ces capitaux suffisent strictement aux besoins de l'exploitation ; mais ils ne permettent aucune amélioration des terres, aucun perfectionnement des procédés agricoles.

17. *Si les capitaux n'existent pas ou ne se trouvent pas en quantités suffisantes entre les mains de ceux qui possèdent les propriétés rurales ou qui les exploitent, comment ceux-ci peuvent-ils se les procurer ? Quelles facilités ou quels obstacles rencontrent-ils à cet égard ?*

La plupart des propriétaires exploitants doivent demander au crédit une partie du capital nécessaire pour leur exploitation, et c'est à grand'peine qu'ils peuvent se le procurer. Les capitaux qui vivifiaient les campagnes, il y a quelques années, ont pris une autre direction ; il n'y a plus aujourd'hui que les petites épargnes des domestiques et des ouvriers qui aillent à l'agriculture. Cette ressource est très-insuffisante.

Les institutions de crédit foncier et agricole ne fonctionnent pas dans la Lozère.

18. *A quel taux l'argent qui leur est nécessaire leur est-il habituellement fourni ?*

Les prêts se font ordinairement à 5 %. 6 % passe presque dans le pays pour un taux usuraire. Bien

que ces conditions soient onéreuses pour le cultivateur, la rareté de l'argent lui empêche souvent de suivre cette voie et le force à recourir à des expédients ruineux ; on veut parler de l'achat des bestiaux à terme, usure flagrante que la loi ne peut atteindre et qui dépasse quelquefois 50 %.

L'achat des moutons destinés à l'engraissement donnait lieu à des cheptels réglés par les usages locaux et qui, tout en laissant un beau bénéfice au prêteur, étaient encore favorables à l'emprunteur. Mais les contrats de cette nature deviennent chaque jour plus rares.

19. Dans le cas où la situation actuelle du crédit agricole serait considérée comme défectueuse, par quels moyens et par quelles modifications à la législation existante serait-il possible de l'améliorer ?

Il serait désirable qu'il fût établi des banques agricoles prêtant à des taux modérés ;

Qu'une réduction fût opérée dans les droits sur les conventions relatives à l'emprunt ;

Et que la législation existante sur le gage et le nantissement pût être modifiée de manière à donner plus de facilité à l'emprunteur, tout en sauvegardant les droits du propriétaire.

20. Les emprunts faits par les propriétaires ou les exploitants du sol sont-ils consacrés exclusivement à l'amélioration des terres et au développement de la culture ?

Le propriétaire emprunte pour acheter et s'arrondir ; le fermier, pour se procurer les bestiaux nécessaires à son exploitation. Ni l'un, ni l'autre n'ont recours au crédit pour améliorer.

21. *Quelle est aujourd'hui, comparée à ce qu'elle était à d'autres époques, la situation hypothécaire de la propriété rurale ? Quelle est particulièrement cette situation pour le propriétaire exploitant et pour le propriétaire non exploitant ?*

La facilité des placements en valeurs industrielles rend difficiles les placements à longs termes sur hypothèque.

Cette difficulté est la même pour le propriétaire exploitant et pour le propriétaire non exploitant. Avant le récent développement des spéculations et des valeurs industrielles, le placement sur hypothèque était recherché. Il est aujourd'hui dédaigné.

22. *Quelle a été l'influence exercée sur l'emploi des capitaux et des épargnes agricoles par le développement qu'a pris la fortune mobilière, et par la création de valeurs de toute nature ?*

Le développement de la propriété mobilière, la création des valeurs industrielles, les emprunts avec primes, la facilité des placements sur l'État, les primes accordées par les diverses valeurs de toute nature, éloignent les capitaux des exploitations rurales; ce qui exerce une influence fâcheuse sur le crédit agricole et sur les besoins de l'agriculture.

§ 6. SALAIRES. — MAIN-D'ŒUVRE.

23. *Les salaires des ouvriers de la culture ont-ils augmenté, et dans quelles proportions ?*

40 % en moyenne.

24. *En a-t-il été de même des salaires des ouvriers et des domestiques autres que les domestiques employés pour la culture ?*

Augmentation proportionnelle.

25. *Quelles sont les causes de l'augmentation des salaires.*

L'émigration vers les villes et le développement des travaux publics et industriels.

26. *Le personnel agricole a-t-il diminué? Le nombre des ouvriers ruraux est-il en rapport avec les besoins de la culture, ou est-il devenu insuffisant?*

Le personnel agricole a diminué.

Il est insuffisant.

27. *S'il y a insuffisance d'ouvriers agricoles, qu'elles en sont les causes?*

Les causes de l'insuffisance sont la surélévation du salaire que procurent les travaux industriels et qui dépassent le taux que le cultivateur peut allouer, eu égard à ses charges et à ses faibles bénéfices; l'émigration, qui en est la conséquence, et l'épidémie des vers à soie dans les Cévennes.

28. *Le mouvement d'émigration des populations rurales vers les villes et l'abandon du travail des champs pour le travail industriel se sont-ils produits dans des proportions sensibles?*

Très-sensibles.

29. *En cas d'affirmative, quelle est la proportion, dans ce mouvement d'émigration, entre le nombre des hommes seuls, celui des ménages et celui des femmes ou filles seules.*

Le dernier recensement (1861) accuse une diminution de plus d'un trentième sur la population du département. Cette cause est produite par l'émigration, qui se traduit ainsi :

Hommes, 60 %.

Filles, 40 %.

30. *Les ouvriers qui émigrent des campagnes vers les villes sont-ils des terrassiers ou des ouvriers agricoles ? Appartiennent-ils, au contraire, à des corps d'état tels que maçons, charpentiers, etc. ou à la classe des domestiques de maison ?*

Ce sont très-généralement des terrassiers, des ouvriers agricoles et quelques domestiques, surtout des filles.

31. *Le manque de bras, là où il se fait sentir, provient-il uniquement de la diminution du nombre des ouvriers agricoles ? Ne résulte-t-il pas, dans une certaine mesure, des progrès de l'agriculture, et, notamment, de l'extension donnée aux cultures industrielles dont les travaux sont plus multipliés et exigeraient, dès lors, un personnel plus considérable pour une même surface cultivée ?*

Uniquement de la diminution du nombre des ouvriers agricoles.

L'agriculture a fait peu de progrès depuis 50 ans, et aucune culture industrielle ne s'est établie dans le département durant la même période.

32. *L'insuffisance des ouvriers agricoles ne provient-elle pas aussi de ce qu'un certain nombre d'entre eux, devenus propriétaires, travaillent une partie du temps sur leur propriété et n'offrent plus leurs services ou les offrent moins à ceux qui les employaient autrefois ?*

La quantité de travail offerte peut avoir diminué par ce motif, mais cette cause ne peut exercer qu'une bien petite influence.

33. *L'insuffisance ne peut-elle pas être attribuée en*

partie à ce que les familles seraient moins nombreuses aujourd'hui qu'autre fois ?

Non.

34. Quelle a été l'influence exercée sur la diminution du personnel agricole, sur le taux des salaires et de la main-d'œuvre par l'emploi des machines dans l'agriculture ? L'emploi de ces machines s'est-il déjà étendu dans la contrée et a-t-il une tendance à se vulgariser de plus en plus.

Les machines agricoles sont très-peu répandues dans le département.

35. L'usage des machines à battre, particulièrement, n'a-t-il pas enlevé du travail aux ouvriers agricoles à une certaine époque de l'année et ces ouvriers n'ont-ils pas dû exiger une augmentation de salaire pour les autres travaux ? N'y a-t-il pas là aussi une cause d'émigration ?

Les rares machines à battre qui existent dans le département ne peuvent pas avoir modifié la situation d'une manière sensible.

36. La manière de moissonner n'a-t-elle pas subi des modifications et n'exige-t-elle pas un personnel moins nombreux que par le passé ?

On n'emploie que la faucille.

37. La somme de travail obtenue des ouvriers agricoles est-elle plus ou moins considérable que par le passé ?

Moins considérable.

38. Les conditions d'existence de cette partie de la population se sont-elles améliorées ? S'est-il produit des modifications favorables dans la manière dont elle est nourrie, dont elle est vêtue et logée ? Son bien-être général s'est-il accru, et dans qu'elle mesure ?

L'instruction primaire est-elle dirigée dans un sens favorable à l'agriculture, et quelle est son influence sur le choix des professions ?

Les sociétés de secours mutuels sont-elles suffisamment répandues dans les campagnes ?

L'assistance publique y est-elle convenablement organisée ?

1° Amélioration sensible dans les conditions d'existence.

2° Amélioration sensible sous le rapport de la nourriture et du vêtement.

3° Accroissement de bien-être.

4° Aucune direction n'avait été donnée jusqu'ici à l'instruction primaire, au point de vue de l'agriculture.

5° Il n'en existe pas.

6° Presque chaque commune a un bureau de bienfaisance. La plupart ont peu de ressources. La charité privée supplée à leur insuffisance.

39. *S'est-il opéré des changements dans l'état moral des ouvriers de la campagne ? Leurs relations avec ceux qui les emploient sont-elles moins faciles qu'autrefois ? Quels sont les résultats et les causes des changements survenus sous ce rapport ?*

L'insubordination et les exigences des ouvriers et surtout des domestiques ruraux, ont augmenté avec le taux des salaires.

40. *Y aurait-il avantage à étendre aux ouvriers agricoles les dispositions de la loi du 22 juin 1854 relatives aux livrets ?*

Il serait indispensable d'imposer aux ouvriers agricoles l'obligation du livret. Dans nos contrées, le

salairé des sept mois d'été est presque aussi élevé que celui de l'année entière. Souvent, après avoir passé la morte-saison chez un cultivateur, ses domestiques l'abandonnent au moment des travaux.

41. *Le nombre des ouvriers nomades qui viennent se mettre à la disposition des cultivateurs pour les grands travaux de la moisson et de la vendange est-il plus ou moins considérable aujourd'hui que par le passé ? Quelle influence les faits de cette nature exercent-ils sur la condition des ouvriers sédentaires et sur leurs rapports avec ceux qui les emploient ?*

Le nombre des ouvriers étrangers, des moissonneurs surtout, diminue chaque année. Leur absence rend les ouvriers sédentaires plus difficiles et plus exigeants.

§ 7. ENGRAIS. — AMENDEMENT DES TERRES.

42. *Quels sont les divers engrais ou amendements dont l'agriculture fait usage dans le pays ?*

Engrais d'étable. Les amendements ne sont presque pas employés.

43. *La production du fumier est-elle suffisante ? Y a-t-il besoin d'y suppléer par l'achat d'engrais naturels ou artificiels ?*

La production du fumier est loin de suffire. — L'emploi des engrais naturels et artificiels serait désirable, mais l'élévation des frais de transport s'oppose à leur introduction.

44. *Pour une étendue donnée de terres, combien a-t-on ordinairement de chevaux, d'animaux de race bovine, ovine, porcine, etc. ? Ce nombre est-il ce qu'il devrait être eu égard à l'importance de l'exploitation ? Est-il suffi-*

sant pour donner la quantité de fumier nécessaire? S'il ne l'est pas, quelles sont les circonstances qui s'opposent à ce qu'il atteigne la proportion voulue?

Pour un domaine de 35 hectares :

1° Terrains légers.

Quatre bœufs, quatre ou cinq vaches, trois élèves, deux bêtes porcines, cinquante à soixante bêtes à laine, une jument poulinière, quelquefois un cheval et une jument.

Terrains forts.

Trois paires de bœufs, deux ou trois vaches, une jument poulinière ou un cheval, soixante à quatre-vingts bêtes à laine, trois bêtes porcines.

2° Le nombre d'attelage est ce qu'il devrait être

3° Il est insuffisant eu égard à l'extension donnée à la culture des céréales.

4° Le défaut de ressources et l'absence de crédit agricole.

45. Quels sont les frais que l'agriculture a à supporter pour l'achat d'engrais naturels ou artificiels? Trouve-t-elle à cet égard des facilités et des garanties suffisantes? Que pourrait-il être fait pour augmenter ces facilités et ces garanties?

Dans les campagnes, les propriétaires ne trouvent pas d'engrais à acheter. Cette faculté n'existe que dans le voisinage des villes.

Il y aurait lieu d'améliorer les voies de communication et d'utiliser les vidanges et les égouts des villes d'une manière plus complète.

46. A quelles dépenses l'agriculture de la contrée a-t-elle à faire face pour le chaulage, le marnage ou autres

amendements des terres, et quelles difficultés peuvent s'opposer à ce qu'on se procure les matières les plus propres à améliorer la qualité du sol et à augmenter sa force de production ?

Les divers systèmes d'amendement sont très-peu en usage, à cause du prix élevé des matières à employer, résultant de la surélévation des frais de transport.

Quelques essais du plâtre ont été faits dans les prairies artificielles.

§ 8. AUTRES CHARGES DE LA CULTURE.

47. Quels sont les frais accessoires que supporte la culture pour la construction et l'entretien des bâtiments ruraux et leur assurance contre l'incendie ? Comment ces frais se répartissent-ils entre les propriétaires des biens ruraux et ceux qui les exploitent ?

Pour une propriété de 30,000 à 40,000 francs, les frais d'entretien annuel des bâtiments s'élèvent à environ 50 francs, qui restent à la charge du propriétaire.

48. Quelles sont les charges qu'imposent aux cultivateurs l'assurance de leurs récoltes contre l'incendie ou la grêle et l'assurance contre la mortalité des bestiaux ?

Quelques propriétaires assurent leurs récoltes contre la grêle ; les assurances contre l'incendie sont plus rares et il n'en existe pas contre la mortalité des bestiaux. Les compagnies de cette dernière espèce d'assurances ont cessé leurs opérations dans le département.

49. Quels sont les frais d'achat et d'entretien du matériel agricole ?

Terrains légers.

Dans une propriété de cinquante hectares :

Frais d'achat..... 2,000 »

Id. d'entretien..... 150 »

Terrains calcaires ou argileux.

Pour une propriété de même étendue :

Frais d'achat..... 3,000 »

Id. d'entretien..... 200 »

50. Quelles sont les autres charges qui incombent à l'agriculture ?

Les impôts, les pertes de bestiaux, les assurances, les cas fortuits, etc.

II.

Conditions spéciales de la production agricole.

§ 9. PROCÉDÉS DE CULTURE. — ASSOLEMENTS.

51. Quels sont aujourd'hui, pour la grande, la moyenne et la petite culture, les divers modes d'assolement, et particulièrement ceux qui sont le plus fréquemment suivis ?

Biennal pour les terrains granitiques;

Triennal pour les terrains calcaires avec jachère.

52. Quelles modifications ont été apportées, sous ce rapport, à l'ancien état de choses ?

Modifications peu sensibles, sauf l'introduction croissante des cultures fourragères.

53. Quelle est l'étendue des terres affectées à chaque culture ? La proportion qui existe entre les différentes cul-

tures est-elle motivée par la nature du sol et par la qualité des terres, ou est-elle déterminée par les facilités qu'offre le placement de certains produits ? Doit-elle être considérée comme étant la plus profitable au producteur, et, si elle n'est pas ce qu'elle devrait être, quelles sont les circonstances qui mettent obstacle à ce quelle soit modifiée ?

1° Le domaine agricole du département de la Lozère comprend une étendue de..... 499,858 hectares.

Cette étendue se décompose comme suit :

1° Terres labourables.....	134,800	id.
2° Prairies.....	37,259	id.
3° Vignes.....	1,200	id.
4° Bois.....	30,000	id.
5° Pâtures, landes et terres vaines	265,454	id.
6° Châtaigneraies et ter. à mûriers	29,950	id.
7° Jardins, vergers et pépinières.	1,085	id.

2° Elle est motivée par la nature du sol et par la qualité des terres. Les facilités des placements ont peu d'influence, par suite du mauvais état des voies de communication.

3° La difficulté des communications s'oppose à ce que la culture soit ce qu'elle pourrait être par la raison qu'elle met obstacle à l'extension du domaine forestier et herbager, et pousse à un ensemencement trop considérable en céréales.

54. *Quels ont été, depuis un certain nombre d'années, en remontant à trente ans au moins, les progrès accomplis et les améliorations réalisées dans la culture du sol ?*

Progrès insensibles, sauf pour les prairies artificielles qui ont augmenté de 20 %.

Depuis 1860, le gouvernement s'occupe du reboisement des montagnes.

55. Dans quelle mesure les divers procédés agricoles se sont-ils perfectionnés ?

Quelques propriétaires ont amélioré les procédés, mais, en général, la culture est restée stationnaire.

§ 10. DÉFRICHEMENTS.

56. Quelle a été l'importance des travaux de défrichement opérés dans la contrée, et quel en a été le résultat ?

Depuis 1810 environ, 1,105 hectares ont été défrichés dans le département.

Quant au résultat du défrichement, son influence a été nuisible dans bien des cas, à raison du peu de profondeur du sol et de la situation généralement déclive des terrains.

57. Quelle est l'étendue des landes et autres terres incultes ?

Les landes, pâturages et terres vaines ont, dans le département, une étendue totale de 265,454 hectares.

58. Quelles sont les causes qui se sont opposées, jusqu'à présent, à ce qu'elles aient été mises en valeur ?

La plupart de ces terrains ne sont susceptibles d'aucune culture, à cause de la rigueur du climat, de la nature du sol et de la rapidité des pentes.

La majeure partie des grands plateaux granitiques sert de pâturage aux nombreux troupeaux qui viennent du Midi pendant la belle saison. Cette circonstance s'oppose à leur amélioration.

Le reste des terrains incultes, communaux en grande partie, sont généralement livrés au parcours d'une manière abusive.

Les terres en pente ne sont susceptibles d'être mises en valeur que par le reboisement et par le regazonnement.

§ 11. DESSÈCHEMENTS.

59. Quelle a été l'étendue des dessèchements opérés dans la contrée depuis les trente dernières années, et quel en a été le résultat ?

Il n'y a pas, à proprement parler, de marais dans le département. Les terrains humides et marécageux s'assainiraient à très-peu de frais par l'aménagement des eaux. Bien des propriétaires ont donné d'excellents exemples à ce sujet, mais ils ne sont suivis que de loin.

Ces travaux d'aménagement des eaux sont d'ailleurs plutôt des travaux de détail que des dessèchements susceptibles d'appréciations sérieuses, quant aux dépenses faites et aux résultats produits.

60. Quels obstacles la législation pourrait-elle opposer à ce qu'ils prissent plus de développement ?

Comme il n'y a pas de marais d'une certaine étendue, dans la Lozère, ce n'est pas de la législation, mais de l'inertie des propriétaires que vient le manque de développement de ces travaux.

§ 12. DRAINAGE.

61. Quelle est, dans la contrée, l'étendue des terres auxquelles le drainage pourrait être utilement appliqué ?

Le drainage serait sans doute utilement appliqué à 9,000 hectares environ de terrains argileux dans les vallées du Lot, du Bramont et de la Coulagne, et

à 21,000 hectares environ de terrains granitiques ou volcaniques, soit 30,000 hect. environ pour l'ensemble du département.

Mais il est douteux que le drainage soit praticable dans les terrains granitiques, à cause de la présence possible, dans le sous-sol, de gros blocs de pierre isolés.

Enfin, son utilité même, dans cette nature de terrain, n'a pas été démontrée par l'expérience, et peut être contestée.

Le drainage en pierre est assez répandu, mais il consiste plutôt dans des aqueducs souterrains isolés que dans un réseau de drains régulièrement distribués.

62. Quel a été jusqu'à présent le développement donné à cette pratique agricole? Quels en ont été les résultats?

Il n'a été drainé régulièrement que 26 hectares.

La plus-value n'est pas facile à évaluer, les terrains drainés ayant été en même temps défoncés et améliorés d'autres façons.

Les résultats du drainage par pierrées sont très-bons et persistent sans amoindrissement appréciable.

63. Quelles sont les circonstances qui ont pu s'opposer à ce qu'elle prit plus d'extension?

Le drainage est trop coûteux. Il revient à plus de 300 francs par hectare et à plus de 0,40 c. par mètre courant. La rareté des gisements d'argile, la cherté du combustible, et le prix élevé des transports des tuyaux en sont les principales causes.

§ 13. IRRIGATIONS.

64. Quel est l'état des irrigations dans la contrée? Sont-elles naturelles ou artificielles?

La presque totalité des irrigations sont artificielles,

car elles s'opèrent par des dérivations pratiquées de main d'homme. Ces dérivations sont courtes et à faible section. On ne trouve qu'un petit nombre de canaux d'arrosage desservant des surfaces importantes, et encore moins d'irrigations collectives.

Les arrosages, très-multipliés et très-productifs dans les Cévennes, où la forte déclivité du sol permet de les établir sans frais et presque dans tous les plis de terrain, sont beaucoup moins soignés sur les hautes montagnes, où les eaux croupissent souvent au printemps et en automne, faute d'un aménagement qui serait bien peu onéreux.

65. Les irrigations naturelles par débordements ont-elles diminué ou augmenté ?

Il n'en existe pas, à proprement parler.

66. Quels sont les obstacles qui ont pu s'opposer à l'extension de la pratique des irrigations dans les terres où elle serait utile ?

Le morcellement de la propriété s'oppose aux entreprises d'irrigation à grande échelle. Ces entreprises seraient très-fructueuses à raison de la grande déclivité du terrain. Malheureusement, le mauvais vouloir des propriétaires, pris individuellement, rend l'action collective très-rarement efficace.

Le peu d'abondance des eaux en été est aussi un obstacle très-sérieux à l'extension des irrigations, non pas tant peut-être par insuffisance du volume absolu des eaux, que par l'âpreté avec laquelle les riverains se la disputent.

Il convient de faire remarquer, à cet égard, que les procédés d'arrosage actuellement en vigueur, lesquels se bornent à la méthode par déversement, sont appli-

qués sans souci de ménager l'eau, ce qui empêche de retirer du volume disponible tout le produit qu'on pourrait en espérer.

67. Quelle influence favorable ou contraire le régime actuel des eaux peut-il exercer sur le progrès des irrigations ?

Les irrigations privées s'exercent la plupart sur une fort petite échelle, et dans la limite de chaque propriété particulière; le régime actuel des eaux leur importe peu.

Le régime légal actuel a peu d'influence sur les irrigations. Il serait à désirer que l'action collective pût s'exercer plus facilement que par le passé. Peut-être la loi récente sur les associations syndicales aura-t-elle ce bon résultat. Jusqu'ici, on n'en connaît pas encore d'application dans le département.

Le régime naturel des cours d'eau est fort irrégulier, excepté sur les versants de la Lozère, où le débit se soutient assez bien pendant l'été. Les irrigations ne peuvent recevoir toute leur extension qu'en avril, mai et une partie de juin, et la première coupe est la seule qui puisse compter sérieusement, excepté dans le fond des grandes vallées, où l'irrigation permanente peut être pratiquée.

§ 14. PRAIRIES ET CULTURES FOURRAGÈRES.

68. Quelle est, dans la contrée, l'étendue relative des prairies naturelles ?

37,259 hectares pour le département.

69. Quel est le rendement moyen en fourrages des prairies naturelles ? Quel est le prix de vente de ces fourrages depuis dix ans ?

1° 1^{re} qualité (foin et regain) pour un hect. 65 quint. m.

2° id. id. id. 36 id.

3° id. id. id. 12 id.

2° 4¹,50 les % kilos.

70. *Quelle est l'étendue relative des terres cultivées en prairies artificielles?*

1,500 hectares environ.

71. *Quels sont les frais de culture de ces prairies pour une étendue donnée en mesure locale et ramenée à l'hectare?*

50 francs l'hectare.

72. *Cultive-t-on dans la contrée d'autres plantes destinées à la nourriture des animaux telles que choux, betteraves, navets, carottes, etc.?*

Quelle est l'étendue relative des terres employées à ces cultures? Quels sont leur rendement moyen et les frais qui leur incombent?

1° Un très-petit nombre de propriétaires ont tenté l'introduction des betteraves. La culture du maïs prend peu à peu de l'extension. Les raves donnent généralement un bon produit, mais elles sont moins utilisées pour la nourriture des animaux que pour l'alimentation de la population.

2° 2,000 hectares environ.

Frais de culture du maïs, 65 fr. l'hectare.

73. *A-t-il été donné depuis un certain nombre d'années un développement sensible aux cultures fourragères et dans quelle proportion?*

Sur les terrains granitiques, les cultures fourragères étaient peu usitées autrefois, mais depuis 10 ou 15 ans de nombreux essais ont été faits avec succès.

Dans les terrains calcaires cette culture a augmenté

dans la proportion de 20 à 25 pour cent depuis 20 ans et elle tend de plus en plus à se développer.

74. Quel est le rendement moyen des terres cultivées en plantes fourragères des diverses espèces, trèfle, luzerne, sainfoin, betteraves, choux, etc., etc. ?

30 quintaux métriques à l'hectare pour les années ordinaires.

75. Quel est le prix de vente de ces divers produits ?

4^f 50 les 100 kilos.

§ 15. ANIMAUX.

76. Quels sont pour les animaux de chaque sorte : chevaux, mulets, ânes, bœufs, vaches, veaux, moutons, porcs, les frais de toute nature que le cultivateur a à supporter pour dépenses d'achat, d'élevage, de nourriture, d'entretien, d'engraissement, etc. ? A quel prix les animaux de chaque espèce lui reviennent-ils et à quels prix se vendent-ils ?

» » »

77. Y a-t-il amélioration dans la quantité et la qualité des animaux ? Quels changements se sont opérés à cet égard depuis trente ans, soit par le choix des races, soit par leur perfectionnement, soit par de meilleurs procédés d'élevage et d'engraissement ?

1° La disette du fourrage, en 1865, avait occasionné une diminution.

2° Amélioration par suite de meilleurs procédés d'élevage et d'engraissement.

78. Quelles facilités nouvelles l'extension des cultures fourragères, sur les points où elle a été constatée, a-t-elle procurées pour l'élevage du bétail et la production des engrais ?

Achète-t-on pour les animaux des aliments non fournis par l'exploitation ?

1° L'extension des cultures fourragères a amené une amélioration dans la nourriture du bétail, augmenté la production des engrais et donné plus de développement à l'élevage.

2° Dans les années de sécheresse seulement.

79. *Existe-t-il un écart trop élevé entre le prix du bétail sur pied et celui de la viande au détail ? A quelles causes doit-on attribuer cet écart ?*

Non.

80. *Quel parti les cultivateurs tirent-ils des autres produits provenant des animaux de la ferme, tels que les laines, le beurre, le lait, les fromages, etc. ?*

Les laines sont habituellement vendues à des industriels du pays pour être employées à la fabrication de tissus.

Le beurre, le lait, les fromages, etc. sont utilisés en partie dans les fermes, le surplus est vendu.

81. *Quelles ressources les cultivateurs trouvent-ils dans l'élevage de la volaille ?*

L'élevage de la volaille, surtout les œufs, donnent aux cultivateurs des ressources assez importantes.

§ 16. CÉRÉALES.

82. *Quelle est, dans la contrée, l'étendue des terres cultivées en céréales des diverses espèces ?*

En froment ? 8,276 hectares.

En méteil ? 3,964 id.

En seigle ? 34,685 id.

En orge ? 7,715 id.

En maïs? Cultivé comme fourrage seulement.

En sarrasin? 755 hectares.

En avoine? 10,612 id.

83. Quels sont, pour chacune de ces céréales, les frais de culture d'un hectare de terre, ou de la mesure employés dans la localité et dont le rapport avec l'hectare sera indiqué?

Froment 180 fr., Méteil 170 fr., Seigle 160 fr., Orge 150 fr., Avoine 90 fr.

84. Quel est le détail de ces différents frais :	Froment.	Métail.	Seigle.	Orge.	Avoine.
Pour les labours ? (y compris l'ensemencement).	63 »	63 »	60 »	63 »	30 »
Pour le hersage ?	» »	» »	» »	» »	» »
Pour le roulage ?	» »	» »	» »	» »	» »
Pour le coût des semences ?	64 »	58 »	42 »	40 »	27 »
Pour le prix de l'ensemencement ?	» »	» »	» »	» »	» »
Pour les façons d'entretien ?	» »	» »	» »	» »	» »
Pour la moisson ?	30 »	25 »	25 »	22 »	15 »
Pour la rentrée des grains ?	10 »	8 »	18 »	12 »	8 »
Pour le battage, nettoyage, etc. ?	20 »	16 »	15 »	13 »	10 »
Totaux.....	187 »	170 »	160 »	156 »	90 »

85. Quel est le rendement par hectare pour chacune de ces espèces de céréales depuis dix ans?

Froment	8	hectolitres.
Méteil	7	<i>id.</i>
Seigle	9	<i>id.</i>
Orge	10	<i>id.</i>
Avoine	12	<i>id.</i>

86. La production des céréales de chaque espèce a-t-elle augmenté dans une proportion sensible depuis trente ans? S'il y a eu augmentation, à quelles causes doit-elle être particulièrement attribuée? L'importation d'espèces nouvelles de céréales donnant un rendement plus considérable a-t-elle contribué dans une mesure un peu importante aux progrès de la production?

1° et 2° N'a pas augmenté dans une proportion sensible.

3° Néant.

87. Quels ont été les prix de vente des diverses espèces de céréales et les variations que ces prix ont pu subir depuis dix ans?

ANNÉES.	NATURE DES GRAINS.				
	Froment.	Méteil.	Seigle.	Orge.	Avoine.
1856.....	33 43	28 04	26 80	21 16	9 80
1857.....	27 69	24 07	22 39	17 80	10 34
1858.....	20 54	19 21	16 11	13 83	9 77
1859.....	19 07	15 88	13 95	12 97	9 71
1860.....	18 92	15 92	13 30	11 99	9 47
1861.....	21 68	17 34	14 64	13 20	8 89
1862.....	22 54	17 45	14 71	12 51	8 95
1863.....	20 14	15 15	13 09	11 07	8 25
1864.....	17 75	14 19	12 36	10 44	8 15
Jusqu'au 31 décembre 1865.....	17 78	14 71	12 40	11 58	9 23
Prix moyen pour la période de 10 ans.	21 954	18 196	15 975	13 655	9 256

88. *L'emploi des épargnes du cultivateur à la formation de petites réserves de grains est-il aussi fréquent que par le passé?*

Les réserves sont peu fréquentes et elles n'existent que par suite de la mévente des grains.

89. *La qualité des différentes sortes de céréales s'est-elle améliorée par suite d'une culture plus soignée? Le poids d'une mesure déterminée de grains de chaque espèce s'est-il accru depuis trente ans, et dans quelles proportions?*

Non.

90. *Quel parti les cultivateurs tirent-ils de leurs pailles? Quelle est la portion qu'ils utilisent dans leur exploitation et celles qu'ils peuvent livrer à la vente?*

Les pailles sont généralement utilisées pour la nourriture et la litière des animaux. Il n'en est vendu qu'une faible quantité.

§ 17. CULTURES ALIMENTAIRES AUTRES QUE LES CÉRÉALES PROPREMENT DITES.

91. *Quelle est, dans la contrée, l'étendue des terres cultivées en plantes alimentaires autres que les céréales proprement dites?*

En pommes de terre? 3,000 hectares ;

En légumes secs? 400 id.;

En légumes frais? 580 id. (les jardins).

92. *Quels sont, pour chacun de ces produits, les frais de culture d'un hectare ou d'une mesure de terre déterminée et ramenée à l'hectare?*

Quel est le détail des différents frais pour chaque nature de produits?

1° Pour une hectare de pommes de terre 260 francs.
id. légumes secs... 190

2° Pommes de terre.

Labours	65 fr.
Semence.....	90
Binage.....	35
Arrachage.....	60
Rentrée.....	10
	260

Légumes secs.

Labours	60 fr.
Semence.....	100
Frais de récolte et rentrée.....	30
	190

93. *Quel est le rendement de chaque produit? Quelles sont les variations que ce rendement a pu éprouver depuis dix ans?*

Pommes de terre 80 hectolitres.

Variations très-sensibles, selon les saisons.

94. *Quels sont les prix de vente de chaque produit et les changements que ces prix ont pu subir aussi depuis dix ans.*

Pommes de terre, 5 fr. les 100 kilos.

Changements très-fréquents, en raison de la variation du rendement et du développement, plus ou moins sérieux, de la maladie.

95. *Leur production a-t-elle varié d'importance, et pour quelles causes?*

La culture des pommes de terre tend à prendre de l'extension.

§ 18. CULTURES INDUSTRIELLES.

96. *Quelle est l'étendue des terrains cultivés en plantes industrielles de toute nature ?*

En betteraves ? (Voir n° 72).

En graines oléagineuses, colza, navette, œillette, cameline et autres ?

En plantes textiles, chanvre, lin, etc. ?

En tabac ?

En houblon ?

En plantes tinctoriales, garance, safran, etc. ?

Néant.

97. *Quels sont, pour chacun de ces produits, les frais de culture par hectare ou par mesure locale ramenée à l'hectare ?*

Quel est le détail des différents frais pour chaque nature de produits ?

Néant.

98. *Quel est le rendement de chaque produit et les variations que ce rendement a pu éprouver depuis dix ans ?*

Néant.

99. *La production de chacune de ces cultures industrielles s'est-elle développée ou s'est-elle amoindrie ? A quelles causes doit-on attribuer l'augmentation ou la diminution ?*

Néant.

100. *Quels sont les prix de vente de chaque produit et les variations que ces prix ont pu subir depuis dix ans ?*

Néant.

101. *Quelle est l'importance de la fabrication des sucres indigènes dans la contrée ?*

Néant.

102. *La production des alcools y joue-t-elle un rôle considérable?*

Néant.

103. *Quels ont été les progrès réalisés dans ces deux industries?*

Néant.

§ 20 VIGNES.

104. *Quelle est, dans la contrée, l'étendue des terres cultivées en vignes?*

La culture de la vigne y a-t-elle reçu de l'extension depuis dix ans?

1° 1200 hectares.

2° Une extension notable.

105. *Quelles sont les modifications qui ont pu être apportées depuis trente à cette culture?*

Quelles sont les causes de ces modifications?

1° Quelques améliorations sous le rapport de la taille et dans le choix des plants.

2° Meilleure connaissance des conditions de culture de la vigne et de l'appropriation du plant au climat.

106. *Quels sont les principales espèces cultivées et quelle est la nature et la qualité des vins récoltés?*

Alicante ou Grenache, Aramont, Bourret blanc, Brugamet, Brune, Calitor blanc, Charamense ou Salamençaïs, Charouge blanc, Chasselas, Chatus ou Chatos noir, Gamet, Gamet noir, Gibert ou Gibertin, Igrineaud, Maroquin, Mourastel, Mourastel noir, Muscat noir, Nœud-gros, OEillade ou Ulliade, OEillade ou Ulliade blanc, OEillade ou Ulliade noir, OEillade ou Ulliade de Millau, OEillade ou Ulliade-Gamet, Picardan, Picardan blanc, Pineau ou Pinot noir, Rognon noir, Terret.

Les vins sont généralement acides et peu alcooliques, en raison du climat et du mauvais choix des plants.

107. Des progrès ont-ils été réalisés, soit par un meilleur choix des cépages, soit par des améliorations introduites dans les procédés de culture ?

Voir le n° 105.

108. Les procédés de fabrication des vins se sont-ils améliorés ?

Non.

109. Quels sont les frais de culture des terres plantées en vignes, soit par hectare, soit par mesure locale dont le rapport avec l'hectare serait indiqué ?

Quel est le détail des divers travaux que nécessite la culture de la vigne et des frais auxquels donne lieu chacun de ces travaux ?

Taille.....	20 fr.
Fouissement	64
Binage.....	30
Vendange.....	20
Fumier.....	50
Total.....	184

110. Quel est le rendement par hectare ou par mesure locale des terres plantées en vignes et quelles sont les variations que ce rendement a éprouvées depuis dix ans ?

Le rendement est aujourd'hui d'environ 20 hectolit. à l'hectare. Il a été presque nul aux époques de l'invasion de l'oïdium.

111. Quels sont les prix de vente des vins et quels changements ont-ils subis depuis dix ans ?

Le placement des vins des diverses qualités est-il plus ou moins facile que par le passé?

1° Environ 20 francs l'hectolitre; mais il y a eu de grandes variations depuis 10 ans. Il s'est élevé jusqu'à 40 francs pour retomber à 20 francs.

2° Plus facile que par le passé.

§ 21. CULTURE DES ARBRES A FRUIT.

112. *Quelle est l'importance de la culture des pommiers et des poiriers à cidre ?*

Néant.

113. *A quels frais donne lieu cette culture dans une exploitation d'une étendue déterminée et quels profits en tire le cultivateur ?*

Néant.

114. *Quelle est l'importance des plantations d'oliviers, de noyers, d'amandiers, etc.*

Oliviers — Néant.

Noyers — Les anciennes plantations avaient une importance qui diminue chaque année. Le bois en est très-recherché pour la fabrication des sabots et pour l'ébénisterie.

Les amandiers constituent une culture assez importante, mais moindre que la précédente. Ils sont disséminés dans les vignes de la région calcaire du département.

115. *Quels sont les frais, quel est le rendement de ces cultures dans une exploitation d'une étendue déterminée ?*

Quels sont les prix de vente des produits ?

1° Noyers — Plantation 3 francs. — Taille (une fois chaque 3 ans) 0 fr. 50 c.

Frais de cueillette des noix, 2 fr. 50 l'hectolitre.

Frais de plantation d'un amandier, 2 fr.

Frais de récolte du produit, 3 fr. l'hectolitre.

2^e Prix de vente des produits :

Noix 7 fr. 50 l'hectolitre.

Amandes..... . 15 id.

Prix de l'huile de noix.. 4 50 le kilo.

116. *Quelle est l'importance de la culture des fruits destinés à l'alimentation et qui sont consommés frais ou conservés ?*

Ces fruits sont, par degré d'importance, les pommes, les poires, les prunes et les cerises.

117. *Quels sont les frais de culture et le rendement, pour une exploitation d'une étendue donnée, des pruniers, abricotiers, péchers cerisiers, poiriers, pommiers, etc.*

Frais de culture, — Même réponse que pour les noyers (voir n^o 115.)

Ces fruits ne sont guère cultivés par exploitation. Les arbres sont généralement disséminés dans les terres labourables ou dans les prairies.

118. *Quels sont les prix de vente des produits qui en proviennent et quelles modifications favorables à l'agriculture ont eu lieu depuis un certain nombre d'années dans la manière de tirer parti de ces divers produits ?*

Pommes ,..... 9 fr. les % kilos

Poires..... 10 id.

Prunes sèches..... 40 id.

Cerises..... 14 à 15 id.

§ 22. SÉRICICULTURE.

119. *Dans les pays adonnés à la sériciculture, quelles*

sont actuellement les conditions de la culture des mûriers et de l'éducation des vers à soie?

La culture du mûrier est devenue très-négligée.

120. Quelles différences existent, à cet égard, entre l'ancien état de choses et la situation actuelle?

On ne fait plus de plantations et on ne remplace même pas les sujets qui meurent.

121. Quelle est la diminution de revenu causée dans la contrée par la maladie des vers à soie?

Les trois quarts au moins.

122. Quelles réductions ont eu lieu, pour cette cause, dans le nombre et dans l'importance des établissements spécialement affectés à l'éducation des vers à soie ou annexés aux exploitations rurales?

L'éducation des vers à soie se poursuit, mais avec de grandes pertes.

Il n'y a de réduction que dans les petites chambrées, supprimées en grande partie.

§ 23. PROPORTION DES CULTURES ET DES PRODUITS CULTIVÉS.

123. Quelle est, dans la contrée, la proportion des recettes brutes en argent que donne chacun des produits ci-dessus énumérés?

Les conditions culturelles du pays sont tellement diverses, qu'il n'y a pas possibilité de fixer une proportion.

124. Quelle est cette proportion pour une exploitation prise comme type ordinaire du pays?

Voir le n° précédent.

III.

Circulation et placement des produits agricoles. — Débouchés.

125. Quelles facilités et quels obstacles rencontrent l'écoulement et le placement des produits agricoles de la contrée, leur circulation et leur transport ?

L'état actuel de la viabilité et l'absence de chemins de fer constituent de nombreux obstacles à l'écoulement et au placement des produits agricoles, à leur circulation et à leur transport.

126. Quels sont les débouchés qui leur sont déjà ouverts et ceux qu'il serait possible de leur ouvrir encore ?

Les principaux débouchés du département sont dans le Gard, les Bouches-du-Rhône, l'Hérault et l'Ardèche. Un chemin de fer transversal, se reliant à celui d'Alais et de Rodez, faciliterait le transport des bestiaux, des bois et de quelques céréales, des laines et des produits des brasseries, etc., etc. exportés dans le midi.

L'établissement de chemins de fer ouvrirait des débouchés dans le Nord.

127. Quels progrès la viabilité y a-t-elle faits depuis un certain nombre d'années, en remontant à trente ans au moins ?

La viabilité a fait des progrès notables depuis 30 ans, mais elle est encore très-imparfaite. Son amélioration est lente à cause de l'insuffisance des fonds d'entretien, des allocations pour les lacunes et les rectifications, des graves avaries qu'éprouvent, chaque année, les voies de communication, et de la rigueur du climat.

128. Quelle a été l'étendue des voies de communication nouvellement créées et l'importance des améliorations apportées à celles qui existaient?

Depuis 35 ans, il a été construit ou amélioré :

Sur les routes Impériales..... 267 kilomètres

id. Départementales.... 74

Les parties de route non rectifiées et non construites sont généralement très-défectueuses, et les améliorations qu'on a apportées à leur situation ne s'appliquent guère qu'à la superficie de la chaussée et aux ouvrages d'art, en sorte qu'elles ont laissé subsister les inconvénients et les dangers inhérents aux fortes pentes et aux défauts du tracé.

Chemins vicinaux.

Il a été créé ou amélioré pour les chemins vicinaux de grande communication..... 229 kilomètres

Pour les chemins vicinaux d'intérêt commun..... 140 id.

Pour les chemins vicinaux ordinaires 1,535 id.

129. Quelles ont été les lignes de chemins de fer construites et mises en exploitation?

Néant.

130. Quels travaux, pour la création des voies nouvelles ou l'amélioration des voies existantes, ont été faits en ce qui concerne les routes impériales?

Voir n° 128.

131. Mêmes questions pour les routes départementales.

Les constructions ou réparations exécutées ont été si morcelées et disséminées sur un si grand nombre de points, qu'on ne peut indiquer aucune direction qui ait

Partie agricole, etc.

31

été complètement ouverte ou améliorée sur une grande longueur. Chaque année a apporté son petit tribut d'améliorations à toutes les routes, et, avec les ressources actuelles, on ne possèdera pas avant 15 ans quelques lignes d'une viabilité passable.

132. *Mêmes questions pour les chemins de grande communication.*

Les chemins de grande communication ont été classés en 1836. Ils étaient presque à l'état de sol naturel. Leur longueur totale est de 407 kilomètres. Il a été amené à l'état suffisant de viabilité 229 kilom. Il reste à construire 178 kilomètres. La dépense est évaluée à 673,600 francs.

Les chemins d'intérêt commun ont une longueur de 342 kilom. dont 141 kilom. ont été amenés à l'état suffisant de viabilité. Il reste à construire 201 kilom. La dépense est évaluée à 1,488,650 fr.

133. *Mêmes questions pour les chemins vicinaux.*

La longueur des chemins de petite vicinalité est de 5,084 kilomètres dont 1,536 kilom. ont été amenés à l'état suffisant de viabilité. Il reste à améliorer ou à construire 3,548 kilom. La dépense restant à faire est évaluée à 6,803,000 francs.

134. *Mêmes questions pour les chemins ruraux et d'exploitation.*

Les chemins ruraux n'ont été l'objet d'aucune amélioration. Leur développement est approximativement égal à celui des chemins vicinaux. Ils sont en très-mauvais état.

135. *Mêmes questions pour les fleuves, rivières et canaux.*

Néant.

136. *Quelle est la direction donnée aux divers produits agricoles de la contrée et quelles variations cette direction a-t-elle éprouvées depuis trente ans ?*

La plupart des produits agricoles sont vendus dans les marchés du département.

Les bestiaux, les laitages, les fruits prennent en grande partie la direction du Midi.

137. *La facilité et la rapidité plus grandes des communications ont-elles, depuis un certain nombre d'années, donné de l'extension aux expéditions des produits agricoles à des distances éloignées ?*

L'exportation de certains produits a pris plus d'extension.

138. *Quels sont ceux de ces produits qui ont plus particulièrement pris part à ce mouvement ?*

La viande abattue, les laitages, les œufs, les fruits et les bois de construction.

139. *Quels progrès serait-il possible de réaliser à cet égard.*

Les progrès à réaliser seraient énormes, notamment l'établissement d'un chemin de fer traversant le département et l'amélioration des chemins vicinaux.

140. *Quelle influence le perfectionnement des voies de communication a-t-il exercée sur le prix de revient des produits agricoles ?*

Les prix de revient ont augmenté généralement, mais surtout pour les céréales

141. *La facilité des communications a-t-elle eu pour effet de niveler les prix et de faire disparaître les inégalités souvent considérables qui existaient à cet égard d'une contrée à une autre ? Ne serait-ce*

pas par ce motif que l'on peut expliquer que, dans certaines contrées où les récoltes ont mal réussi, les prix restent à un taux peu élevé, tandis qu'ils se maintiennent à un chiffre rémunérateur dans des pays où les récoltes ont été surabondantes?

Les prix tendent à se niveler.

142. Quelle comparaison peut-on établir sous ce rapport entre l'ancien état de choses et la situation actuelle?

Augmentation générale dans le prix des divers produits, sauf pour les céréales.

143. Quels sont les frais de transport que les produits agricoles ont à supporter pour être dirigés des lieux de production sur les lieux de consommation?

De Mende à Nîmes, principal débouché du département, les frais de transport sont en moyenne de 7 fr. les 100 kilos.

144. A combien s'élèvent ces frais sur les chemins de fer? Quels sont les prix de tarifs et les autres dépenses accessoires?

Néant.

145. Quelles sont les dépenses des transports par les routes de terre?

En moyenne 0 fr. 50 par tonne et par kilomètre sur les routes carrossables. Un grand nombre de transports se font à dos de mulet et à des prix bien plus élevés.

146. Quels sont les frais de transport par les voies navigables? Quelle peut être particulièrement l'influence exercée sur les débouchés par les droits de navigation intérieure perçus sur les fleuves, rivières

et sur les canaux appartenant à l'État ou exploités par voie de concession?

Néant.

IV.

**Législation. — Règlements. — Traités
de commerce.**

147. *Les grains importés de l'étranger sont-ils venus depuis quelques années faire concurrence aux grains indigènes sur les marchés de la contrée ? Dans quelle mesure ? Quels ont été les effets de cette concurrence ?*

Il arrive dans le département quelques farines pour l'approvisionnement de la boulangerie.

La concurrence de cette importation ne peut qu'atteindre le prix des grains dans la localité.

148. *Quelle part la contrée a-t-elle prise au mouvement d'exportation des céréales françaises à destination de l'étranger ? Si des expéditions de ce genre ont eu lieu, quel en a été l'effet ?*

Néant.

149. *Quels ont été les effets produits par la suppression de l'échelle mobile et quelle est l'influence de la législation qui régit aujourd'hui notre commerce d'importation et d'exportation des grains avec l'étranger depuis la loi du 15 juin 1861 ?*

L'exportation des céréales de la contrée étant peu étendue, la suppression de l'échelle mobile ne produit pas d'effet appréciable, dans le département.

150. *Quelle influence attribue-t-on aux opérations d'importation temporaire des blés étrangers pour la*

mouture et de réexportation de farines, et à l'application des réglemens spéciaux relatifs à ces opérations, notamment en ce qui concerne les acquits-à-caution^o

Sans application au département, sauf à remédier, s'il en existaient, aux abus qui pourraient permettre d'éluder la perception des droits d'entrée établis sur les blés étrangers.

151. *Quelle a été, dans la contrée, l'importance des quantités de blé étranger introduites pour la mouture? Quelles ont été les quantités de farines exportées en représentation des blés étrangers admis pour la mouture? Quel effet ces opérations ont-elles pu avoir sur le cours des grains?*

Néant.

152. *Quelle action ont pu exercer les traités de commerce conclus avec diverses puissances étrangères au point de vue du placement, des prix de vente et des débouchés extérieurs des divers produits agricoles, savoir :*

*Les céréales?
Les vins et spiritueux?
Les sucres indigènes?
Le bétail?
Les laines?
Les beurres et fromages?
Les volailles et les œufs?
Les légumes et les fruits frais?
Les graines oléagineuses?
Les plantes textiles?
Les plantes tinctoriales, etc, etc.?*

Sans influence appréciable, la Lozère n'exportant aucun produit à l'extérieur.

153. *Quelle influence ces mêmes traités ont-ils pu avoir sur les prix de vente et de location des terres qui sont à portée de profiter des nouveaux débouchés extérieurs qu'ils ont créés ?*

Néant.

154. *Quel a été l'effet de ces traités sur l'importation étrangère, et, par suite, sur le prix de revient des matières premières servant à l'agriculture, notamment :*

Les fers, et, par suite, les machines agricoles et les instruments aratoires ?

Les engrais ou autres substances servant à l'amendement des terres ?

Les étoffes et les vêtements, etc., etc. ?

1° Les fers indigènes ont subi une diminution de 20 % en moyenne.

2° Néant.

3° Sans influence appréciable par suite de la crise du coton.

V.

Questions générales.

155. *Quels sont, dans la législation civile et générale, les points auxquels il paraîtrait y avoir lieu d'apporter des modifications que l'on considérerait comme utiles à l'agriculture ?*

Il serait nécessaire de modifier la loi sur le gage et nantissement, de manière à donner plus de facilité au crédit agricole ;

Que le nantissement à domicile des valeurs du fermier devienne possible ;

Que la garantie accordée au propriétaire sur les récoltes et autres objets garnissant la ferme cesse d'être personnelle et devienne susceptible de substitution ;

Que l'article 2102 du Code Napoléon soit modifié en ce sens que, tout en sauvegardant suffisamment les intérêts bien entendus du propriétaire, une partie importante de l'actif du fermier soit dégrevé ;

Réduction des frais de purge légale et simplification de la procédure relative à la purge des hypothèques inscrites, aux ordres, aux contributions.

156. Quels sont, dans la législation fiscale, les points auxquels il paraîtrait y avoir lieu d'apporter des modifications que l'on considèrerait comme utiles à l'agriculture ?

La péréquation de l'impôt, qui, dans le département, est du quart au sixième du revenu net, alors que ce département montagneux est plus spécialement atteint par les intempéries et n'a que des voies de communication très-imparfaites ;

Diminution des droits d'enregistrement et de mutation, notamment en cas de vente d'immeubles et de succession collatérale, d'échange de parcelles et de baux authentiques ;

Egalité d'impôt entre les valeurs mobilières et les valeurs immobilières ;

Perception d'un droit spécifique à leur rentrée sur les laines étrangères et les céréales autres que le froment ;

Révision du tarif des octrois et des contributions indirectes.

157. Quelles sont les autres causes générales qui

ont pu influencer dans un sens favorable ou nuisible sur la prospérité agricole?

Causes favorables.

L'augmentation du bétail.

Causes défavorables.

L'imperfection des voies de communication et l'absence de chemins de fer.

La décadence de l'industrie lainière dans les campagnes, causée par l'établissement de la fabrication des laines dans les centres industriels.

158. Quelles sont les causes secondaires qui pourraient créer des obstacles plus ou moins sérieux au libre développement de cette prospérité?

Le défaut de crédit agricole résultant de la tendance des capitaux vers les valeurs industrielles.

Le défrichement des terrains en pente.

L'abus du parcours des troupeaux sur les terrains incultes.

L'émigration des ouvriers agricoles.

La culture immodérée des céréales et le développement trop restreint des fourrages artificiels, etc.

Exercice défectueux de la police rurale.

L'épidémie désastreuse des vers à soie dans les Cévennes.

159. Les réunions commerciales, telles que les foires et marchés, destinées à la vente des produits agricoles, sont-elles en nombre insuffisant, ou sont elles, au contraire, trop multipliées?

Les foires sont généralement trop multipliées.

160. Existe-t-il des mesures réglementaires émanant

des autorités locales et qui seraient de nature à entraver les transactions ?

Néant.

161. Quels seraient enfin les moyens les plus propres à améliorer la condition de l'agriculture, et quelles mesures croirait-on devoir proposer dans ce but ?

L'établissement d'un chemin de fer traversant le département ;

Subventions suffisantes pour achever promptement le réseau des routes et des chemins vicinaux , création d'une route agricole dans les Cévennes ;

Instruction agricole plus répandue ;

Aménagement des eaux, au point de vue des irrigations et des forces hydrauliques ;

Promulgation prochaine du code rural ;

Meilleure organisation des gardes champêtres ;

Extension , d'une manière générale , des travaux publics utiles à l'agriculture.

Ainsi délibéré par la Société d'agriculture, dans sa séance du 29 septembre 1866.



SÉANCE PUBLIQUE DU 3 NOVEMBRE 1866 ,

PRÉSIDÉE

PAR M. LE PRÉFET,

Président d'honneur de la Société.

La séance publique annuelle qui, d'après les statuts de la Société, doit se tenir le lendemain de la foire de la Toussaint, a eu lieu à l'époque fixée dans la salle du Musée, sous la présidence de M. de Loisne, préfet de la Lozère. M^{re} l'Evêque, accompagné de M. Polge, vicaire général, vice-président de la Société, M. Delapierre, président, et M. Béliben, vice-président, avaient pris place aux côtés de M. le Préfet.

Avant l'ouverture de la séance, M. de Loisne avait été introduit dans la salle attenante à celle du Musée où étaient exposées les diverses collections de fruits, de produits de jardinage, de miel, etc., envoyées par les concurrents qui s'étaient présentés pour l'obtention des primes instituées par la Société. Ces collections étaient du reste, cette année, peu nombreuses, moins encore à raison de l'exhibition encore récente du concours régional, qu'à cause des désastres dont la Lozère a eu à souffrir par suite de l'inondation du 24 septembre.

Après avoir exprimé le regret qu'un plus grand nombre de personnes ne se fussent point rendues à l'invitation qui leur avait été adressée pour cette

réunion, et manifesté en même temps l'espoir que les séances publiques de la Société seraient à l'avenir plus fréquentées surtout par les agriculteurs, qui, dans la Lozère, ont un si grand besoin de recevoir d'utiles enseignements. M. le Préfet prenant pour texte les désastres occasionnés par le fléau de l'inondation, a démontré, dans une éloquente allocution que nous sommes heureux de pouvoir reproduire, la nécessité toujours croissante du reboisement. Il a rappelé qu'à son arrivée dans le département, les premières paroles qu'il a prononcées devant le Conseil municipal de la ville de Mende, comme aussi devant la Société d'agriculture, s'appliquaient à cette impérieuse nécessité de reboiser les pentes dénudées et rapides, malheureusement trop justifiée par les événements.

M. de Loigne a terminé en retraçant, dans un saisissant langage, les scènes d'une attendrissante émotion, dont il a été témoin, lorsque, après les inondations, l'Aide de Camp de l'Empereur est venu remettre, au nom de Sa Majesté, des secours aux malheureuses populations. •

A la suite de cette chaleureuse improvisation, qui a constamment captivé l'intérêt de l'auditoire, et excité les plus vifs applaudissements, M. Delapierre, président, a pris la parole pour s'associer, au nom de la Société, aux témoignages de gratitude exprimés par le premier Magistrat du département envers le gouvernement de l'Empereur, et pour se faire auprès de M. le Préfet lui-même, l'interprète de la reconnaissance publique, au sujet de son active sollicitude et de son noble dévouement à l'occasion de l'inondation.

M. le Président a également exprimé envers le gou-

vernement de l'Empereur la vive gratitude de la Société d'agriculture, au sujet de l'enquête agricole qui a été ordonnée dans tout l'Empire, et qui témoigne, une fois de plus, du haut intérêt de Sa Majesté pour la prospérité des populations rurales.

M. Béliben, inspecteur d'académie, vice-président de la Société d'agriculture, a ensuite lu le compte-rendu des opérations de la commission des primes dont il était rapporteur.

A la suite de cette intéressante communication, écoutée avec l'attention la plus soutenue, les lauréats ont été proclamés et les primes remises à ceux qui étaient présents à la réunion.

La séance a été levée et il a été ensuite procédé à la vente à prix réduits des instruments perfectionnés et des ouvrages d'agriculture dont la Société avait fait l'acquisition.

DISCOURS DE M. LE PRÉFET

**prononcé à la séance publique du 3
novembre.**

« MESSIEURS,

» Une grande calamité est venue inopinément frapper la Lozère. Des pluies torrentielles, tombées dans les journées du 23 et du 24 septembre, ont fait déborder le Lot, le Tarn, leurs affluents, ceux de

l'Ardèche et de l'Allier, et nous avons été témoins de malheurs tels qu'ils ne peuvent être comparés à aucun de ceux qui ont accablé, à différentes époques, ce pays. Les désastres généraux, vous les connaissez : 18 ponts sur nos routes impériales, 16 sur les routes départementales, 221 sur les chemins vicinaux, ont été emportés ou fortement endommagés. Pour remettre en état de viabilité nos voies de communication, il faudra dépenser plus de 600,000 fr. sur les routes impériales, plus de 200,000 fr. sur les routes départementales, plus de 630,000 fr. sur les chemins vicinaux, soit un total de près de 1,500,000 fr. Sans doute, l'Etat nous viendra largement en aide, et, en mettant notre espoir dans le gouvernement de l'Empereur, nous sommes certains que cet espoir ne sera pas déçu. Mais l'Etat ne peut pas tout faire; il faudra que le département, les communes, s'imposent également des sacrifices, sacrifices d'autant plus lourds que la misère est plus générale et que les propriétés ont eu à souffrir d'immenses désastres. Hélas! le bilan en est bien triste! Je n'ai encore sous les yeux que les états de pertes de 80 communes; ils comprennent huit mille perdants; ils dépassent la somme de quatre millions. Quand le travail sera fait pour toutes les communes atteintes, il est à craindre que le chiffre des pertes ne s'élève à six millions; le nombre des perdants, à douze mille! Peut-être, Messieurs, y aura-t-il des départements qui présenteront des pertes plus considérables encore, mais aucun ne sera aussi malheureux. Un homme riche peut perdre cinquante, cent mille francs, c'est un malheur, sans doute; mais, en faisant des économies sur ses revenus,

il arrivera tôt ou tard à combler le déficit. Un homme pauvre qui perd dix mille francs perd tout ce qu'il possède Il est ruiné ! Comparer les départements entre eux, en prenant uniquement pour base les sommes qu'ils ont perdues, c'est faire un raisonnement faux. Il faut évaluer la perte par rapport à ce que produit le département. Telle contrée riche, en perdant dix millions, si elle possède deux cents millions, n'aura perdu que le vingtième de sa richesse; mais à quelle effrayante proportion ne s'élèvent pas les désastres de cette pauvre Lozère dont le chiffre des pertes dépassera certainement six millions ! Et, remarquez-le, nos malheurs sont, sur beaucoup de points, irréparables. Dans d'autres pays, les fleuves, en débordant, ont emporté les récoltes d'automne, couvert de limon et de sable les terres. Dans un an, dans deux ans, à force de travail, de culture, d'engrais, le mal sera réparé. Mais qui nous rendra nos riches vallées emportées ou ensevelies sous des avalanches de rochers ? Qui nous rendra les terres de nos montagnes que les torrents ont entraînés ? Sans doute le gouvernement de l'Empereur, avec cette sollicitude si touchante, si vive, si intelligente, qui dicte tous ses actes, viendra au secours des malheureux, victimes des inondations; sans doute ils recevront une large part de ces souscriptions ouvertes par son ordre dans cette France où on ne fait jamais en vain appel aux nobles sentiments de générosité et de charité. Vous aurez de l'argent, vous pourrez placer cet argent, vous retrouverez peut-être ainsi une partie de vos revenus; mais la terre, vous ne la retrouverez pas ! Elle vous manque, elle vous manquera toujours. Qui

vous rendra ces riches pâturages de la vallée du Chapeauroux, et ceux du Tarn, et ceux du Lot? Parcourez ces rives, jadis si belles et si vertes, vous ne verrez plus souvent que le rocher, le rocher nu, le sol primitif. Il a fallu un jour, que dis-je? il a fallu une heure, pour détruire à jamais ce travail lent de milliers d'années qui avaient amoncelé sur les bords des rivières une terre fertile à jamais perdue! Plus de terres, plus d'arbres fruitiers, plus de pâturages, plus de bestiaux, un désert aride!

« Ah! ce n'est pas Dieu qui a fait le mal, ce sont les hommes dans leur imprévoyance, dans leur avidité de jouir du présent sans songer à leurs enfants; sans songer à l'avenir! Il me vient en ce moment un souvenir. Lorsqu'il y a trois ans, à mon arrivée dans la Lozère, le conseil municipal de Mende me fit l'honneur de venir me voir, la première pensée que je lui exprimai, c'était mon étonnement, ma pénible surprise de n'avoir pas vu plus de bois sur les montagnes et sur les pentes rapides. Ce fut aussi là le sujet de mon premier discours à votre Société d'agriculture.

« Je vous citais l'exemple d'un pays couvert de sable, le plus pauvre, le plus misérable, le plus insalubre de la France, les Landes, et j'ajoutais que, grâce au reboisement, ce département était aujourd'hui un des plus riches, un des plus salubres de l'Empire. Hélas! tristement prophète, je vous disais: Prenez garde; les pluies, les neiges emportent chaque jour les terres de vos montagnes, jonchant vos vallées de débris de rochers, exhaussant le lit de vos rivières et provoquant de funestes et redoutables inondations. Ces terres, elles sont à jamais perdues, elles vont à la

mer qui les engloutit et qui ne rend jamais rien de ce qu'elle engloutit. Trois ans ne se sont pas écoulés, et voilà que cette prophétie s'est réalisée ! Et ne croyez pas que c'est là un fait accidentel, qui n'était ni à prévoir ni à redouter. Combien d'avertissements n'avez-vous pas reçus ? Ces inondations sont en quelque sorte périodiques. 1846, 1856, 1866, trois années fatales dont le souvenir ne s'éteindra pas ! Et remarquez quelle effrayante progression dans les désastres ! En 1846, le Lot déborde et s'élève à une grande hauteur ; mais il progresse lentement, il couvre les vallées de limon et de sable, il emporte les récoltes, mais il n'emporte pas la terre. Même fait en 1856, avec cette différence que la crue est moins forte. En 1866, le Lot, le Tarn, les affluents de l'Allier et de l'Ardèche deviennent des torrents furieux ; en quelques minutes, ils débordent, brisant les ponts, les arbres, les moulins, détruisant les maisons, se creusant de nouveaux lits et ravageant si profondément le sol qu'en maints endroits, ils ne laissent plus que le roc. Vous avez de vos mains imprudentes renversé les barrières qui retenaient les eaux, vous avez abattu vos bois, vous avez mis en culture vos gazonnements, et vous vous étonnez ! Mais n'aviez-vous donc aucune expérience, et les temps passés ne vous avaient-ils rien appris ?

• Parcourez le Lot depuis sa source jusqu'à Barjác, et, le long de la route, vous ne verrez plus que le rocher mis à nu ; ça et là quelques souches d'arbres comme pour attester que jadis il y avait là de la terre végétale, de beaux bois, des forêts. Allez de Mende à Florac, et, sur une étendue de 40 kilomè-

tres, la même désolation s'offrira à vos regards. Autrefois, toutes ces pentes abruptes étaient ombragées de sapins séculaires, de hêtres et de chênes, une richesse ! Et aujourd'hui, il n'y a plus que le roc, le roc à tout jamais frappé de stérilité si vous n'essayez pas de le reboiser. Vienne un fort orage, et nos routes sont couvertes de débris, et la circulation est interceptée, et l'Etat est obligé, chaque année, de dépenser pour les rétablir de fortes sommes qui, sans cela, eussent été plus utilement employés à améliorer nos grandes routes. Les communications sont interrompues pendant plusieurs semaines, et l'agriculture est en souffrance parce que le cultivateur ne peut plus aller à la ville, se rendre au marché, pour écouler ses produits.

» Voulez-vous un exemple plus frappant encore ? Cet été, je parcourais le sud-est du département. Un mamelon frappa ma vue. Toute sa partie septentrionale était couverte d'un riche gazon et d'arbres ; la partie méridionale, dénudée, ne présentait plus qu'une masse informe de rochers. La terre en avait disparu. De petits murs marquaient la séparation des deux propriétés. Hélas ! il n'en était pas besoin ; elle était assez tranchée par ce contraste d'une riche végétation avec un sol de pierres ! Je m'enquis et j'appris que la partie nord appartenait à un propriétaire intelligent qui avait soigneusement conservé le gazon et les arbres, héritage de ses pères. La partie méridionale était un bien communal. Les habitants de la commune se l'étaient partagé, avaient jeté bas les arbres, passé la charrue dans le gazon, semé du seigle. Les neiges et les pluies étaient venues, la

terre, peu à peu, avait coulé dans la vallée; dix ans avaient suffi pour n'y plus laisser que le rocher ! Le communal est maintenant improductif. Le reste du mamelon a, au contraire, acquis une plus-value considérable. Le propriétaire intelligent s'est enrichi, la commune s'est appauvrie. Tous les habitants ont eu la joie de récolter pendant quelques années un peu de seigle. Aujourd'hui, ils ne récoltent plus rien et ils ont trouvé la misère.

» Si j'interroge l'histoire, combien d'enseignements plus frappants encore ! Il y a 150 ans, le Gévaudan était couvert de forêts, sa population s'élevait à 150,000 âmes. La Lozère occupe une superficie plus étendue; sa population n'était, au dernier recensement, que de 135,000 âmes. J'ignore le résultat du recensement actuel; mais, ce que je sais, c'est que, de 1850 à 1860, la Lozère perd 1,000 âmes par an. Si on tient compte de l'accroissement de la population de la France qui, au 18^e siècle, ne comptait que dix-huit millions d'habitants, qui en compte aujourd'hui trente-six, la Lozère devrait avoir plus de 300,000 âmes. La terre s'appauvrissant, les récoltes, les bestiaux deviennent plus rares, le sol ne nourrit plus l'homme, l'homme s'expatrie. La dépopulation s'accroissant de la sorte, les bras manquent à l'agriculture, des terres considérables restent en friche, le cultivateur ne peut faire rendre au sol ce qu'il devrait rapporter, et ainsi le sol ne nourrit plus l'homme et l'homme ne féconde plus le sol, cercle vicieux et fatal qui vous enserme et dont la conséquence, si vous n'y apportez remède, sera de faire de ce département comme un désert qui, dans un siècle peut-être, n'ayant

plus d'existence propre, sera divisé entre les départements voisins et rayé de la carte de France.

« Dieu avait fait de votre pays un pays de bois, de pâturages, de bestiaux. A chaque contrée, il a tracé sa voie: c'était la vôtre. Vous l'avez changée, vous avez déraciné les arbres, vous avez labouré les gazons, vous avez voulu sur ces pentes abruptes ensemercer du seigle et du blé. Vous avez été contre les décrets de la Providence et contre les lois du bon sens, et vous êtes cruellement punis!

» J'ai accumulé, pour le prouver, et les faits présents, et les enseignements de l'histoire; permettez-moi, en terminant, d'interroger la science; elle aussi vous instruira!

» Les gazons, les arbres que, dans votre imprévoyance, vous avez détruits, ils retenaient par leurs racines l'eau des orages. Cette eau, dont une partie était absorbée, ne pouvait plus que lentement s'écouler. Les rivières ne grossissaient pas avec la rapidité, avec la violence qui en font aujourd'hui d'épouvantables torrents. Les terres, retenues sur nos montagnes, n'étaient pas entraînées dans les vallées; elles n'exhaussaient pas le lit de nos ruisseaux, elles ne provoquaient pas leurs débordements. Non-seulement les arbres retenaient l'eau et en absorbaient une grande partie, mais encore ils la faisaient pénétrer à une certaine profondeur dans le sol. Leurs racines pivotantes, entr'ouvrant le rocher placé sous la terre végétale, formaient comme de petits puits dans lesquels l'eau se perdait.

» Aujourd'hui les pluies torrentielles ont bientôt fait de couvrir les 20 ou 30 centimètres de couche

végétale; en dessous elles trouvent le roc, coulent dessus comme sur un marbre et emportent la terre. En voulez-vous la preuve? Parcourez les cantons dévastés, et partout vous verrez les champs nouvellement ensemencés profondément ravinés; les champs voisins, qui n'ont pas été labourés, qu'un maigre gazon recouvre, ne paraissent même pas avoir été atteints par l'orage. Il semble que Dieu ait voulu multiplier ces preuves, car on ne peut faire un pas dans la montagne sans qu'elle s'offre à vos yeux !

» Tout ce qui était en bois, tout ce qui était en gazon, a été préservé, tout ce qui était ensemencé a été raviné, et ce sont ces terres détachées des montagnes, ce sont ces eaux diluviennes que rien n'a retenues, qui ont fait déborder tous nos ruisseaux et converti en ruines la Lozère.

» Ici même, à Mende, vous avez un enseignement providentiel. Quand le Lot inonda toute la partie basse de la ville, menaçant de la mort tant de familles qu'il nous fut impossible de secourir pendant 18 heures, 18 heures d'agonie ! j'entendais dire: Que va faire le Merdançon? Arrêté par la crue du Lot, il va se changer en un torrent furieux et il emportera dans la ville haute les maisons, comme, dans la ville basse, le Lot brise et renverse tout sur son passage. Le Merdançon fut un ruisseau inoffensif, il suffit de quelques pierres pour lui faire une digue factice, il coula lentement, il ne s'éleva qu'à 30 centimètres, il ne fit aucun mal, il ne causa aucun malheur. Pourquoi? Parce qu'il sortait d'une montagne dont les flancs étaient entièrement reboisés.

« Voilà, Messieurs, les effets du reboisement; mais

ce ne sont pas les seuls. Ces arbres, ces gazons qui absorbent, qui retiennent l'eau dans les orages, qui préviennent les inondations, qui empêchent la formation des torrents, ces arbres, ces gazons, dans les temps de sécheresse, empêchent les sources de se tarir. Combien de milliers de bestiaux ont péri dans les sécheresses qui ont frappé la Lozère en 1864 et 1865 ! Plus d'eau, plus d'herbe ! Les cultivateurs étaient ruinés parce qu'il ne pleuvait pas, comme ils sont ruinés aujourd'hui parce qu'il a trop plu. Pourquoi ? Parce qu'ils ont arraché ces bois, ces gazons, leur providence. Ils ont tué, passez-moi l'expression vulgaire, ils ont tué la poule aux œufs d'or. Il est vrai que, comme consolation, ils se disent qu'ils ont cultivé un peu de blé, un peu de seigle, sur ces flancs abruptes où ils ne trouveront bientôt que la misère, quand les neiges et les nouveaux orages auront emporté le peu de terres végétales qui y reste.

» Vienne le jour où vous aurez un chemin de fer, et combien amèrement alors regretterez-vous la perte de ces forêts séculaires que vous eussiez écoulées sur tous les points de la France, que l'industrie privée et la marine se seraient disputées, qui eussent été pour vous une immense source de richesses ! . . . Je ne vous parle que de vos bois ; ne pourrais-je pas aussi vous parler de vos bestiaux ? Le Midi, qui est privé de pâturages, vous aurait pris tous vos bœufs, vos vaches, vos moutons ; vous eussiez été sa terre nourricière. — Vous avez préféré, vous préférez encore détruire et vos forêts, et vos gazonnements, et vous faites à grands frais, en vous appauvrissant chaque jour et en ruinant votre sol, des seigles et des blés

que vous eussiez demandés au Midi, dans des conditions si avantageuses pour vous, en échange de vos bois et de vos bestiaux !

» Les orages et les inondations vous conduisent fatalement à la misère, parce que vous avez dénudé le sol de la Lozère. Dans d'autres pays, ces inondations font sans doute de grands désastres; mais, je l'ai dit, ce sont des malheurs réparables; le sol reste, il ne reste pas dans la Lozère, les fleuves l'ont entraîné, l'Océan l'a englouti ! Et non-seulement les désastres qui frappent les vallées de la Loire, du Rhône, de la Garonne, peuvent être avec le temps réparés; mais, à l'inverse de ce qui se produit dans notre malheureux pays, chaque jour on en combat les causes, on en prévient les désastreux effets.

» Ce sera une des gloires du gouvernement de l'Empereur d'avoir conjuré en partie le fléau par des bassins de retenue, par des écluses, par des endiguements. Mais, dans notre pays de montagnes, rien de tout cela n'est possible. Où voulez-vous faire des écluses, des bassins de retenue, des endiguements dans une contrée où, au moindre orage, je ne dis pas seulement les rivières, mais les ruisseaux, mais jusqu'aux anfractuosités de rochers, tout se change en torrents ?

» Les retenues d'eau, les écluses, les endiguements, vous les aviez, vos pères vous les avaient laissés, la Providence les avait créés; c'étaient vos gazons, c'étaient vos arbres ! Si les malheurs passés ne peuvent partout se réparer, prévenez donc les malheurs à venir. Regazonnez, reboisez ! Que tant de désastres réitérés, que tant de ruines accumulées, que tant de

châtiments soient pour vous une leçon et un avertissement !

» Souvenez-vous et rappelez-vous aussi que votre détresse a profondément ému l'Empereur. Il a voulu qu'un de ses aides-de-camp vînt spécialement le représenter parmi vous et secourir tous les malheureux que les inondations avaient réduits à la misère. J'ai vu ces pauvres indigents pleurer en recevant des pièces d'or, et, d'une voix tremblante, crier : *Vive l'Empereur !* Que la Lozère n'oublie jamais ce qu'a fait pour elle Napoléon III et qu'elle prouve sa reconnaissance par son inaltérable dévouement à la dynastie Impériale ! »

Cette improvisation a été accueillie par d'unanimes applaudissements.

DISCOURS

de M. DELAPIERRE, président.

« MESSIEURS,

» Après le discours que vous venez d'applaudir, et où une chaleureuse élégance était si heureusement unie à l'autorité d'une haute raison, je sens toute l'opportunité qu'il y aurait à garder le silence. Toutefois, mêlant quelques pensées de consolation aux paroles justement empreintes de tristesse que vous venez d'entendre, je tiens à cœur de m'associer, au nom de la Société et aussi, je ne crains pas d'être démenti en le disant, au nom du sentiment

public, aux témoignages de gratitude qui viennent d'être si éloquemment exprimés envers le gouvernement de l'Empereur. La venue de l'aide-de-camp de Sa Majesté pour visiter, jusque dans les plus humbles hameaux, les ravages de l'inondation et y apporter des soulagements, a fait vibrer d'une profonde reconnaissance le cœur de nos populations et laissera parmi elles un ineffaçable souvenir.

» Mais ce que M. le Préfet n'a pas dit et ce qu'il voudra bien me permettre de dire, c'est la large part à laquelle il a droit dans la reconnaissance publique pour l'actif et infatigable dévouement qu'il a déployé, avec une si haute intelligence et un si grand cœur, à l'occasion du fléau, pour ses persévérants efforts qui ont si puissamment contribué à attirer sur nos infortunés les bienveillants regards du Souverain et nous ont valu de si précieux secours. Ce ne sera point là assurément l'une des moins belles pages d'une administration déjà si féconde, comme aussi, Monsieur le Préfet, l'un des moindres titres à la reconnaissante affection que le pays vous a vouée.

» Il est un autre tribut de gratitude qu'au nom de la Société, heureuse de se faire en cette circonstance l'organe de la Lozère agricole tout entière, je tiens également à acquitter envers le gouvernement de l'Empereur. C'est au sujet de la grande enquête qui, sur tous les points de la France, est venue interroger l'agriculture sur sa situation et ses besoins, allant, pour ainsi dire, fait sans précédent dans l'histoire, chercher l'agriculteur derrière la charrue pour recueillir de lui-même, à pied d'œuvre et sur le vif, de sûrs renseignements. Nul acte ne pouvait mieux

témoigner de la vive sollicitude de l'Empereur pour la prospérité rurale, et, pour notre Lozère agricole, nul acte n'était de nature à mieux lui préparer un avenir de féconde régénération.

» Ayant eu l'honneur d'être membre de la commission d'enquête du département, je pourrai vous dire que tous nos intérêts agricoles ont été dans son sein l'objet de l'examen le plus approfondi; que, parmi les vœux qu'elle a transmis, il est surtout deux points sur lesquels elle a insisté d'une manière toute spéciale, parce qu'elle les a jugés comme étant l'expression intime et essentielle de nos besoins: c'est, d'une part, l'amélioration de la viabilité, et, par suite, la construction d'un chemin de fer à travers le département, et la création d'une route agricole dans les Cévennes; c'est, d'autre part, la péréquation de l'impôt foncier. Des réunions de la commission nous avons emporté, je suis heureux de le dire, l'excellent espoir que ces vœux trouveront un favorable accueil.

» Je ne veux pas retarder plus long-temps pour les lauréats le moment de venir recueillir les palmes qu'ils ont si bien gagnées. Le prix en sera singulièrement rehaussé par la présence à cette réunion du premier magistrat du département, qui a bien voulu montrer ainsi une fois de plus sa sollicitude pour nos intérêts agricoles, par celle de M^r l'Evêque, dont le caractère et les hautes vertus placent cette fête agricole sous des auspices si vénérés. Je prie M. le Préfet et Monseigneur, de même que toutes les personnes, malheureusement trop peu nombreuses (je le regrette ainsi qu'on le regrettait tout-à-l'heure),

qui ont bien voulu honorer cette réunion de leur présence, d'agréer, à ce sujet, tous nos meilleurs remerciements. »

RAPPORT

de M. BÉLIBEN, vice-président, membre de
la Commission des primes.

« MONSIEUR LE PRÉFET, MONSEIGNEUR,

« MESSIEURS,

» La commission chargée d'apprécier le mérite des concurrents et de les proposer pour les récompenses que la Société décerne annuellement, en séance publique, pour les améliorations agricoles, s'est réunie dimanche, 28 octobre, dans une des salles du musée. — Elle a l'honneur de vous soumettre le résultat de ses opérations.

» Sa tâche s'est trouvée diminuée, n'ayant pas eu à s'occuper de l'attribution de la prime destinée à la meilleure entreprise de culture fourragère.

» La solennité du concours régional avait offert à la Société une excellente occasion de proclamer la récompense la plus forte dont elle puisse disposer. Il en a été de même de la prime réservée à l'introduction dans le département d'une industrie nouvelle, ou au perfectionnement de l'une de celles qui y existent déjà. Personne de nous n'a oublié les rapports qui,

au sujet de ces primes, furent lus dans une séance mémorable de la Société.

» Elle est aussi dans nos souvenirs à tous, cette exposition de l'industrie des tissus de ce pays, si bien installée dans une des belles salles de la préfecture, et qui, au mois de mai, servit à l'éclat du concours régional. La Société n'épargna pas ses encouragements et ses primes à l'industrie des filatures de laine. Aujourd'hui elle exprime le vœu qu'un secours abondant, efficace et prompt vienne relever cette force vitale, rudement éprouvée par le fléau qui a désolé nos contrées.

» *Reboisement.* — L'inondation terrible dont nous avons été les témoins a fait plus vivement sentir la nécessité du reboisement; elle nous a fait comprendre toute la sagesse des dispositions des lois et des décrets promulgués par le gouvernement de l'Empereur et dont le premier et l'essentiel objet est la consolidation des terrains en pente et la protection du sol contre l'action des eaux torrentielles; aussi la commission a-t-elle accueilli avec une faveur très-marquée les propositions d'encouragement relatif à des reboisements et à des plantations d'arbres effectués par les particuliers et par les communes.

» Elle a accordé sa plus haute récompense honorifique au maire de Meyrueis, M. Joly. Cet administrateur zélé, d'après un rapport de M. Robert, garde général en résidence à Florac, a lutté avec une persistance digne d'éloges contre les difficultés sans nombre surgissant à l'occasion du reboisement, et a donné à cette œuvre si utile une impulsion vive et intelligente. Il y a là un mémorable exemple donné

par la commune et par le conseil municipal qui la régit. Sans aucune compensation du sacrifice de la jouissance du parcours, la commune de Meyrueis a livré aux soins de l'administration forestière 230 hectares qui ont été reboisés dans les années 1865 et 1866. Elle a aujourd'hui onze cents hectares soumis au régime forestier.

» Si toutes les communes du département s'imposaient de pareils sacrifices relativement à leur étendue et à leurs ressources, dans un temps très-court, les terrains en pente seraient protégés par une épaisse végétation qui opposerait une résistance incessante à l'écoulement trop rapide des eaux, et nous n'aurions pas de ces éboulements qui, selon une expression énergique de M. le sous-inspecteur des forêts, envahissant les terrains inférieurs, appauvrissent tout à la fois la montagne et dévastent la plaine.

» Sur la proposition de M. Armand, garde-général à la résidence de Mende, une médaille d'argent et un traité de silviculture ont été attribués à M. Bonnet, propriétaire à la Maguelonne, commune de Luc, pour des semis offrant une étendue totale de vingt-cinq hectares, formant plusieurs massifs séparés.

» M. Guigon, cantonnier dans la commune de Chaudeyrac, qui a livré au reboisement un terrain de 7 hectares impropre à la culture des céréales, mérite aussi une récompense.

» D'autres primes, en assez bon nombre, ont été accordées à des particuliers qui ont planté en bordures des arbres de toute espèce d'essence. Parmi eux, nous citerons M. Assenat fils qui, sur un excellent rapport de M. des Molles, a obtenu une médaille d'argent.

» M. Vammalle, propriétaire au Villard, a planté sur le Causse, dit de Chanac, 8,780 sujets de différentes espèces qui, au rapport de M. Fournier, régisseur au domaine de Malavielle, sont de belle venue.

» La commission a été heureuse d'avoir l'occasion de témoigner tout l'intérêt qu'elle prend aux travaux si remarquables et, en même temps, si utiles au pays de MM. les fonctionnaires de l'administration forestière, en donnant, sur la proposition de M. le sous-inspecteur, une médaille d'argent à M. Mosnier, garde forestier domanial au Cheylard-l'Evêque. Ce garde s'est particulièrement distingué, pendant les années 1864-1865 et 1866, par d'importants travaux de reboisement, dirigés et surveillés par lui dans les clairières de la forêt de Mercoire.

» *Apiculture.* — Au sujet de cette partie du programme, la commission ne pouvait pas ne pas citer M. Quintin dont le nom a franchi ces montagnes et a été proclamé à Paris, à la Société impériale d'apiculture, pour une médaille de 2^e classe qui lui a été donnée à cause de sa pratique intelligente et sa propagande apicole.

» *Culture des fruits et jardinage.* — La commission ne pouvait compter, cette année, sur une exposition brillante de productions de ce genre. Elle a bien remarqué quelques beaux fruits, mais elle a su que le mérite n'en revenait pas à l'exposant qui a été déjà primé et qui, depuis, n'a rien essayé de sérieux pour améliorer les produits de son jardin.

» Des fraises de bel aspect ont tenté la commission, qui a décerné une prime et l'almanach Gressent à

M. Petit, Pierre, pour son exposition de jardinage, de graines et surtout pour ses fraises.

» *Viticulture.* — La prime de 50 fr., mise au concours par la Société, a été remporté par M. Bernard, Isidore, de Florac, qui, d'après le rapport de notre honorable collègue, M. Salenson, a introduit dans sa vigne des plants plus fins, plus hâtifs, et qui ont donné des produits remarquables. Il serait à désirer que la fabrication du vin, dans notre pays, fût l'objet d'études sérieuses et que la vieille routine le cédât aux méthodes préconisées par l'art moderne.

» *Primes aux instituteurs.* — Le programme du concours avait annoncé que des récompenses et des ouvrages d'agriculture seraient distribués aux instituteurs qui auraient le plus contribué, par leurs conseils ou par l'exemple, à propager les bonnes méthodes d'agriculture. Plusieurs de ces modestes et dévoués fonctionnaires, je suis heureux de le dire, ont répondu à l'appel de la Société. La commission des primes a pu distinguer douze rapports où sont consignés les essais qu'ils ont tentés pour répandre quelques utiles notions dans leurs écoles et parmi les populations rurales.

» Les rapports donnent aussi un aperçu du genre de culture pratiqué dans leurs localités respectives.

» Les idées qu'ils ont émises à cette occasion se font remarquer par la justesse et par le sens pratique; on n'y trouve pas une seule hérésie en agriculture.

• Le rapport de M. l'instituteur de Palhers est un vrai petit traité sur la matière, assez complet et approprié au genre de culture de la localité. Comme dans un grave traité d'agriculture, l'auteur y débute par d'ex-

cellents conseils sur les rapports réciproques des maîtres et des domestiques. — C'est peut-être aller au-delà des intentions de la Société; mais ce qui est recommandable dans les travaux de MM. les instituteurs, c'est que l'exemple se trouve souvent à côté de la leçon. — Ainsi, l'instituteur de Saint-Saturnin est un apiculteur distingué. Celui de Cubières, qui le suit de près dans l'art de faire produire le miel, est aussi un ancien lauréat de la Société, qui a reboisé quatre hectares de terrain de sa propriété et qui a créé des prairies artificielles. L'instituteur de Saint-Privat-du-Fau, M. Blancon, fait les plus louables efforts pour doter sa commune, située à une altitude de 1,200 mètres, d'arbres de toute essence et même d'arbres fruitiers, dont les produits n'auront pas, tous les ans, le sucre et le saveur que le soleil des tièdes contrées peut seul leur donner; mais, en fait de culture, cet instituteur, un des plus zélés dans l'exercice de ses fonctions, nous écrit ces mots: « Je ne rêve que les bons principes que je cherche ensuite à propager autant qu'il m'est possible. » D'autres instituteurs, dans des localités plus favorisées, ont introduit la plantation des châtaigniers, la production du maïs, celle du sarrasin et ont essayé de propager le nouveau procédé pour la culture de la pomme de terre. La plupart se sont occupés dans leurs leçons, données généralement sous forme d'entretien, du soin des bétails, du traitement des fumiers et des purins et de l'assolement le plus convenable à la culture du sol et aux habitudes de la localité. Leur enseignement n'a pas été sans résultat: dans la commune d'Auxillac, cinq jeunes élèves adultes, au sortir de l'école, ont

été envoyés à la ferme de Recoulettes, d'après les conseils de l'instituteur. D'autres de ses anciens élèves en sont sortis, et ces jeunes gens, formés à cette école modèle, pratiquent dans leurs familles les nouveaux procédés de culture.

» Il y a dans cet enseignement agricole, qui se propage jusque dans nos cours d'adultes, un indice favorable. L'honneur de ce mouvement vers le progrès revient à la Société qui, depuis quelques années, a su l'exciter par des encouragements et des conseils. — C'est dans cette vue qu'elle a réservé trois couronnes aux meilleurs élèves de notre école normale primaire.

Reboisement.

» Une médaille de vermeil et un traité de silviculture à M. Joly, maire de Meyrueis; rapport de MM. Robert et Grosjean;

Une médaille d'argent et un traité de silviculture à M. Bourret, Pierre-Léon, propriétaire à la Maguelonne, commune de Luc; rapport de M. Armand;

Une médaille d'argent à M. Mosnier, Jean, garde-forestier domanial, à la résidence du Cheylard-l'Evêque, commune de Chaudeyrac; rapport de M. Grosjean;

Une prime de 40 francs et un traité de silviculture à M. Guigon, Guillaume, cantonnier, commune de Chaudeyrac; rapport de M. Armand.

Plantations en bordure et de différentes essences.

Une médaille d'argent à M. Assenat fils, propriétaire au Mas-d'Armand; rapport de M. des Molles;

Partie agricole, etc.

33

Une prime de 70 fr. à M. Vammalle, François, propriétaire au Villard, canton de Chanac; rapport de M. Fournier;

80 francs à M. Mailhe, Frédéric, propriétaire au Crouzet, commune de Saint-Privat-du-Fau; rapport de M. Blancou;

40 francs à M. E. Boutin, propriétaire du domaine de Saint-Peyre, commune de Barre; rapport de M. Lamarche.

Apiculture.

Rappel de médaille de vermeil à M. Quintin, instituteur à Saint-Saturnin;

Médaille de bronze à M. Ségala, cultivateur à la Rouvière, commune des Hermaux; rapport de M. Quintin;

Médaille de bronze à M. Amoureux, propriétaire cultivateur à Laubert; rapport de M. Bennet, maire de Châteauneuf;

Une prime de 25 francs, une roche et un traité à M. J.-F. Clavel, ancien maire, propriétaire à Luc.

Culture des fruits et jardinage.

Prime de 25 francs et l'almanach Gressent à M. Petit, Pierre, pour son exposition de jardinage, de graines et particulièrement pour ses fraises.

Viticulture.

Prime de 50 francs à M. Bernard, Isidore, propriétaire à Flotac; rapport de M. Salanson.

Agriculture.

Prime de 20 francs à M^{lle} Caroline Bonnet, pour de beaux cocons blancs mis sous les yeux du jury.

Primes aux instituteurs et aux élèves de l'école normale primaire. — Enseignement agricole.

Prime de 40 francs et rappel de médaille d'argent à MM. Quintin, instituteur à Saint-Saturnin ;

Blancq, instituteur, à Saint-Privat-du-Fay ;

Boissier, instituteur à Cubières ;

Médaille d'argent à M. Cayzac, instituteur à Auxillac ;

Médaille de bronze et un traité d'Ysabeau à M. Baumel, instituteur à Palhers ;

Médaille de bronze, un traité d'Ysabeau et un traité d'apiculture à M. Labaume, instituteur à Barre ;

Mention honorable et un traité d'Ysabeau à MM. Valette, instituteur à Planchamp ;

Pons, instituteur à Montrodât ;

Bonye, instituteur au Villard ;

Plan, instituteur à Naussac ;

Certes, instituteur à Saint-Pierre-le-Vieux ;

Rouffiac, instituteur à la Fage-Saint-Julien ;

Florac, instituteur au Pont-Ravatgers (Ste-Croix)
(rapport de M. Béliben, inspecteur d'académie).

Elèves de l'école normale primaire de Mende
qui, par leur application et leurs succès
dans l'étude théorique et pratique de
l'agriculture, se sont fait remarquer pen-
dant l'année scolaire 1865-66.

3^{me} année.

Médaille d'argent à M. Rousset, Privat.

2^{me} année.

Médaille de bronze à M. Giral, Hippolyte.

1^{re} année.

Mention honorable à M. Commeyras, Etienne (rap-
port de M. l'inspecteur d'académie).

RAPPORT

**sur les travaux de reboisement exécutés par
la commune de Meyrueis.**

L'an mil huit cent soixante-six, le dix-huit du mois
d'octobre ,

Nous Garde général des forêts, à la résidence de
Florac, soussigné ,

Vu la lettre du 24 septembre 1866, par laquelle
M. le Maire de la commune de Meyrueis sollicite
l'admission de sa commune au concours ouvert, en
1866, pour les travaux de reboisements ,

Certifions ce qui suit :

Par une délibération en date du 9 avril 1865, le
conseil municipal de Meyrueis a demandé le reboise-
ment facultatif de 387 hectares 69 ares 60 centiares,
appartenant à 8 sections de ladite commune.

En 1865, sur les propositions de l'administration
des forêts, il fut alloué à la commune de Meyrueis :

1° Par l'État, une somme de.....	5,718 ^{fr} 25 ^c
2° Par le département.....	384 75

TOTAL.....	<u>6,100 »</u>
------------	-------------------

L'État fournit en outre 2,025 kilo. de graines de pin,
évalués 6,702 fr. 25 cent. Au moyen de ces subventions
en argent et en nature, il fut reboisé, en 1865, 135 hec-
tares 10 ares 39 centiares, comme l'indique le tableau
suivant :

SECTIONS-PROPRIÉTAIRES.	PARCELLES.	ÉTENDUE.	OBSERVATIONS.
Campis	² 88, ³ 89, ³ 9, ³ 10 — F.	^h 86, ^a 55, ^o 74	
Pourcarès et Ribvènes....	⁵ 13, ⁶ 39, — G.....	39, 04, 65	
Villaret	¹⁰ 26, ¹¹ 14, — F.....	9, 50, 00	An Villaret, on n'a pu reboiser l'étendue totale offerte (3 hect., 59 ares, 27 cent.) à cause de contestations non encore vidées sur la propriété même du sol.
TOTAL.....		135, 40, 39	

En 1866, il a été alloué par l'État..... 2,626
 Et par le département 900

TOTAL..... 3,520

L'État a fourni en outre 952 kilo. graines forestières et fourragères et 126 hectolitres de glands, le tout évalué 3,030 fr. 50 cent. Au moyen de ces subventions en argent et en nature, il sera reboisé, à la fin de l'exercice 1866, 91 hectares 58 ares, comme l'indique le tableau suivant :

SECTIONS-PROPRIÉTAIRES.	PARCELLES.	ÉTENDUE.
Les Oubrets.....	2 — E ..	50, 00
Salvinsac.....	34, 49 — D ..	41. 58
TOTAL.....		91, 58

A la fin de l'année 1866, l'étendue totale des reboi-
sements sera de..... 226^b 68^a 39^c
Et il restera à reboiser..... 157 41 94

384 10 33

Étendue qui , avec les 3 hectares 59 ares 27 centiares
négligés au Villaret, reproduit celle de la délibération,
savoir 387 hectares 69 ares 60 centiares.

Si tous les frais des reboisements exécutés ont été à
la charge de l'État et du département, il est juste aussi
de dire que les diverses sections-propriétaires des
terrains n'ont reçu aucune indemnité pour la privation
du pâturage, ressource la plus grande de cette pauvre
contrée, et que, non-seulement elles ont dû diminuer
leurs propres troupeaux, mais encore restreindre de
beaucoup la quantité de moutons transhumants qui,
chaque année, leur apportent, outre un revenu en ar-
gent, la fumature nécessaire à la culture. Il faut dire
aussi que le Conseil municipal et notamment le Maire,
ont lutté avec une persistance vraiment digne d'éloge
contre les difficultés sans nombre surgissant à l'occa-
sion du reboisement et ont donné à cette œuvre si
utile une impulsion vive et intelligente.

ROBERT.

Approuvé :

Mende, le 20 octobre 1866.

*Le Sous-Inspecteur des forêts,
membre de la Société d'agriculture,*

GROSJEAN.

RAPPORT

**sur les travaux de reboisement de M. Bourret,
Pierre-Léon, propriétaire à la Maguelonne,
commune de Luc.**

Les semis dont il est question dans la demande ci-jointe, offrent une étendue totale de vingt à vingt-cinq hectares ; ils forment plusieurs massifs séparés, mais peu distants les uns des autres.

Ils ont été exécutés, depuis environ vingt ans, par le pétitionnaire, sur divers points d'un versant, exposé à l'Est, en pente de 40 à 60 %, dominant, sur une longueur de 3 kilomètres, la route impériale de Langogne à Villefort et le lit de la rivière de l'Allier ; l'altitude est de 1,100 mètres. Le terrain est granitique, de qualité médiocre, peu profond et meuble ; peu propre à la culture des céréales, il convient très-bien à la croissance du pin.

Les travaux ont été faits de main d'homme par le mode du semis à la volée, après défoncement à la charrue et culture du sol en céréales. La réussite est partout complète, et, les peuplements, qui se composent presque exclusivement de pins sylvestres, sont serrés et bien venants ; dans les massifs les plus âgés, le propriétaire a commencé à pratiquer des coupes d'éclaircie et de nettoyage, qui, tout en favorisant la croissance des jeunes perchis, sont pour lui une source de revenus.

En résumé, l'auteur de ces reboisements mérite d'être signalé d'une façon toute spéciale à l'attention

de la commission chargée d'apprécier les travaux de cette nature.

Mende, le 25 octobre 1866.

Le Garde général des forêts,

F. ARMAND.

RAPPORT

**sur les plantations du sieur Guigon, Guillaume,
cantonnier à Chaudeyrac.**

Le pétitionnaire a reboisé, par voie de semis, en essences pin sylvestre, pin d'Autriche et mélèze (ce dernier en faible proportion) un terrain granitique, sec, peu profond, meuble, impropre à la culture des céréales, d'une étendue totale de 6 à 7 hectares.

Ce terrain, dont la pente est de 15 à 20 %, est situé à une altitude de 1,100 mètres, dans une contrée froide et peu boisée, dont les habitants sont hostiles au reboisement.

La réussite est complète; le peuplement, âgé aujourd'hui de 15 à 20 ans, est serré et bien venant. — Le propriétaire a commencé à y pratiquer des coupes de nettoisement et d'éclaircie, qui, outre l'avantage qu'elles ont de favoriser le développement du jeune perchis, sont pour lui une source de revenus.

En l'état, nous croyons qu'il y a lieu de récompenser le sieur Guigon, autant pour la bonne direction qu'il

a su imprimer à ces travaux, que pour l'exemple
satisfaisant qu'il a donné à ses voisins.

Mende, le 25 octobre 1866.

Le Garde général des forêts,

F. ARMAND.

RAPPORT

**sur les plantations de M. Assenat fils, du Mas-
d'Armand, commune de Langeac.**

Mende, le 24 octobre 1866.

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE,

Conformément au désir que vous m'avez exprimé, je me suis rendu chez M. Assenat fils, pour visiter les plantations en bordure qu'il a exécutées sur son domaine du Mas-d'Armand. Vous m'aviez chargé, il y a deux ans, d'une mission semblable. A cette époque déjà, M. Assenat avait beaucoup fait pour le boisement de sa propriété. Il avait planté un nombre considérable de frênes, d'ormeaux ou de peupliers autour de ses prairies et couvert de pins des étendues assez importantes de terres de mauvaise nature. Cette fois, j'ai pu constater que toutes ces plantations ont reçu les soins convenables; presque tous ces arbres sont de la plus belle venue.

Les plantations de ces deux dernières années ont été importantes. Après avoir épuisé la pépinière qu'il avait formée dans son domaine, M. Assenat a acheté

les sujets qui lui manquaient et planté autour de ses prairies environ 350 frênes ou ormes , qui ne peuvent que réussir dans les conditions favorables où ils sont placés. Je dois ajouter que M. Assenat a fait une nouvelle pépinière, qui lui permettra, dans peu de temps, de donner à ses plantations un grand développement.

En somme, M. Assenat a fait et continue à faire les efforts les plus louables pour le boisement de sa propriété. Cette tendance me semble mériter tous les encouragements de la Société d'agriculture. Notre pays possède des étendues très-considérables de terrains où les arbres réussiraient à merveille, sans aucun préjudice pour la culture ordinaire, qui trouverait dans les produits de l'élagage des ressources précieuses pour le chauffage et pour l'alimentation des bestiaux.

Veuillez agréer, Monsieur et cher collègue, l'expression de ma haute considération.

L. DES MOLLES.

RAPPORT

**sur les plantations de M. Vammalle,
propriétaire au Villard.**

Malevieille, le 23 octobre 1888.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous avez bien voulu me confier le soin d'examiner les plantations de M. Vammalle, François, propriétaire au Villard, canton de Chanac. Je viens vous rendre

compte des appréciations que j'ai faites sur les lieux même de son exploitation.

Comme l'indique la demande du concurrent, cette plantation est située au Causse du Villard, sur l'un des points des plus élevés de cette contrée, dans un terrain calcaire et assez rocailleux. Le défoncement a été fait, en grande partie, par le propriétaire lui-même. Les pierres extraites ont servi pour y faire un mur de clôture qui défend l'entrée des animaux. J'ai remarqué qu'en général la végétation des jeunes arbres y était bien belle. Les espèces les plus nombreuses sont le frêne, l'ormeau, le cerisier, le peuplier d'Italie, le pommier et le poirier, qui tous sont d'une belle venue. Leur constitution est remarquable par la force qu'ils prennent du pied avant de s'élancer pour pouvoir résister au vent. Il y a aussi quelques pruniers, des cognassiers, des noisetiers et quelques saules qui ont été plantés pour essai. Il y a aussi une centaine de pieds de vigne, dont une partie, étant à sa troisième année, commence à donner des fruits que j'ai goûtés moi-même et que j'ai trouvés assez bons. Cette vigne pousse avec beaucoup de vigueur.

J'ai remarqué enfin une vingtaine de jeunes pins sylvestres qui promettent bien et qui seraient d'une grande ressource dans un pays dénudé de toute espèce de bois. J'ai beaucoup insisté sur cette dernière espèce auprès du propriétaire pour qu'il la propageât sur une plus grande échelle, ce qu'il m'a promis de faire dans un autre enclos limitrophe de ce premier et d'une étendue six fois plus grande.

M. Vammalle a donc déjà démontré et démontrera encore à l'avenir par son grand courage et sa persévé-

rance, que l'on peut tirer un bon parti d'un mauvais terrain. En conséquence, et pour le bon exemple qu'il donne à ses voisins, nous prions la Société d'agriculture de vouloir bien lui accorder une prime d'encouragement.

Recevez, etc.

ANT. FOURNIER.

RAPPORT

sur les plantations de M. Malige, Frédéric,
propriétaire à Saint-Privat-du-Fau.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Flatté de la mission que l'honorable Société d'agriculture de la Lozère a bien voulu me confier, je me suis transporté au Crouzet, commune de Saint-Privat-du-Fau, au domaine de M. Frédéric Malige, afin de visiter les plantations dont il est l'auteur.

Nous avons d'abord visité son verger, composé de 120 jeunes arbres, à plein vent, presque tous bien beaux et parfaitement soignés par M. Malige lui-même, qui les a tous semés, plantés et greffés sur franc, savoir :

35 cerisiers, 32 poiriers, 36 pommiers, 3 châtaigniers, 4 noyers, 10 pruniers. — Total : 120 arbres.

Nous avons ensuite visité ses pépinières, dont l'une est composée de :

264 pommiers (jeunes) et 265 poiriers (jeunes). — Total : 529 arbres, tous bien venants.

La seconde pépinière se trouve composée de :

552 pommiers, 550 poiriers, 200 sycomores, 1,000 frênes, 10 cognassiers, 8 noyers, 2 neffliers, 100 aliziers.

— Total : 2,422 arbres, tous beaux.

Nous avons ensuite parcouru les plantations de M. Malige, qui sont en bordure autour de ses propriétés; nous les avons trouvées en général belles et bien soignées; elles sont formées des espèces ou essences suivantes, savoir :

40 pommiers, 9 cerisiers, 16 noyers, 12 châtaigniers, 40 pruniers, 8 tilleuls, 195 frênes, 109 aliziers ou toriés, 80 peupliers, 100 ormes, 35 hêtres, 1 acacia.

— Total : 645 arbres, tous en général beaux.

Monsieur le Président, il nous semble résulter de ce que nous avons l'honneur de vous signaler dans ce rapport, que M. Malige, Frédéric, mérite de sérieux éloges, et même une prime pour le bon exemple qu'il a donné par ses semis et les plantations si bien réussies, dans un pays où il avait particulièrement à lutter contre les rigueurs du climat, et où le boisement est d'une incontestable utilité. Nous savons d'ailleurs qu'il a distribué, même gratuitement, plusieurs plants dans son voisinage.

Saint-Privat-du-Fau, le 23 octobre 1866.

BLANCON,

Instituteur à Saint-Privat-du-Fau, membre de la Société
d'agriculture.

RAPPORT

**sur les plantations de M. Boutin, de Florac,
dans son domaine de Saint-Pierre,
commune de Barre.**

Barre, le 20 octobre 1868.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai, selon votre invitation, par votre lettre du 15 octobre courant mois, visité le domaine de Saint-Pierre, appartenant à M. Boutin, de Florac, situé à 4 kilom. 1/2 de Barre, accompagné de son fermier ; j'ai parcouru toutes les parties qui en dépendent, où il a fait des plantations de frênes, ormaux et acacias.

La principale plantation est une bordure en frênes, longeant la route départementale en dessus et en dessous, sur une longueur de 700 mètres ; cette bordure se continue, du côté du couchant, sur le chemin vicinal du Pesquier, sur une longueur de 500 mètres ; il en a planté encore des deux côtés du chemin qui conduit à la maison d'exploitation, formant aussi une allée de frênes.

J'ai trouvé de plus d'autres plantations de frênes des deux côtés des ruisseaux situés au bas et en face du domaine et dans un terrain escarpé et en quinconce du côté du Rey et au dessus des maisons, et enfin dans tous les endroits susceptibles d'être boisés, à l'exception des champs et prairies.

Le nombre de tous ces plants que je n'ai point énumérés ne doit être guère moindre que celui porté dans

la demande; la distance qui les sépare l'un de l'autre, terme moyen, est de 4 mètres.

Ces diverses plantations ont été faites aux époques indiquées et paraissent devoir prospérer; il y a un très petit nombre de sujets qui n'ont pas pris racine, mais M. Boutin les a presque tous remplacés dans le courant de cette année.

C'est une entreprise très-bien entendue, répondant à un besoin réel de notre localité, parce que la feuille de frêne est une excellente nourriture pour l'engraissement des bestiaux.

Tel est, Monsieur le Président, mon rapport ou le résultat de ma visite dans le domaine de M. Boutin, et mon jugement sur ce qui en a été l'objet.

Veuillez agréer, etc.

J. LAMARCHE.

RAPPORT

sur le rucher de M. Ségala, propriétaire à la
Rouvière, commune des Hermaux.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Sur l'invitation qui m'en a été faite, je me suis transporté en hâte aujourd'hui à la Rouvière, commune des Hermaux, pour y visiter le rucher de M. Ségala. J'aurais mieux aimé que tout autre se fût chargé de cette mission, étant moi-même concurrent; mais puis qu'il en est ainsi, franchement et loyalement

Partie agricole, etc.

34

je vais dire ce que j'ai remarqué. Le rucher de M. Ségala est composé de 54 ruches communes, faites de tronc d'arbre creux; elles sont placées en amphithéâtre sur quatre rangs, sillonnées par de petits sentiers qui permettent de visiter les ruches en tous sens; de plus, de petites rigoles d'eau pratiquées le long de ces sentiers y procurent d'agréables abreuvoirs aux abeilles. Ainsi disposé, ce rucher présente un très-joli coup-d'œil et M. Ségala, sur l'observation que je lui en ai faite, promet d'établir ses ruches sur des tabliers en planches qui garantiront mieux les abeilles de l'humidité et n'auront pas l'inconvénient d'être si froids que ceux en pierre. L'exposition de ce rucher, bien abrité par de grandes bâtisses, est à l'ouest, ce qui n'est pas très-bien, mais c'est la seule et meilleure place qu'on puisse trouver dans le village. M. Ségala, avec lequel j'ai eu une assez longue conversation, a un goût particulier pour l'apiculture; il m'a dit ne passer un seul jour sans faire une visite à son rucher, malgré ses grandes occupations, et, de mémoire d'homme, son domaine a toujours eu des abeilles. En résumé, M. Ségala, qui a lu avec réflexion et intelligemment le petit calendrier apicole qui lui fut décerné au dernier concours, a beaucoup perfectionné ses connaissances naturelles et est décidé à agir rationnellement. Il a de plus accompli de grandes améliorations dans son rucher depuis l'année dernière; il prodigue beaucoup de soins à ses abeilles qui sont bien vigoureuses. En somme le rucher va bien; ce qui le prouve, c'est qu'il a donné neuf essaims naturels alors que, dans les apiers environnants, il n'en a pas été pour ainsi dire question.

Ce candidat, à mon avis, est digne d'être primé,

d'abord pour la bonne tenue de son rucher et aussi pour sa bonne volonté à mieux faire ; ce qui pourrait produire un bon effet moral dans un pays très-mellifère et ouvrir ainsi les yeux aux autres apiculteurs, qui s'obstinent à suivre la routine.

Tel est le résumé de ce que j'ai recueilli, et qu'à l'honneur de vous faire parvenir celui qui est, avec un profond dévouement, etc.

QUINTIN.

Saint-Saturnin, le 25 octobre 1866.

RAPPORT

sur les travaux de viticulture de M. Bernard
(Isidore), propriétaire à Florac.

Florac, le 24 octobre 1865.

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE,

Conformément à vos desirs, j'ai l'honneur de vous transmettre les renseignements que vous avez bien voulu me demander par votre honoree, en date du 15 octobre dernier.

C'est avec plaisir, Monsieur et cher Collègue, que j'ai vu M. Isidore Bernard concourir pour l'obtention de la prime que la Société d'agriculture a offerte, cette année, à la viticulture.

Le zèle et l'intelligence dont ce propriétaire a fait preuve dans la plantation de sa vigne mérite réellement des éloges. Abandonnant les sentiers battus par la

routine, se plaçant constamment au-dessus des préjugés, dans un pays où cette branche de l'agriculture en est encore plus entourée que les autres, M. Bernard a su, depuis 1863, transformer un champ en une vigne qui, sauf quelques modifications dépendant du temps et de l'expérience, peut actuellement servir de modèle.

J'ai visité plusieurs fois cette vigne et voici l'impression que j'en ai gardée :

Les cépages grossiers qui peuplent nos vignobles y ont été remplacés par des espèces plus fines, plus hâtives et plus appropriées à notre sol et à notre climat ; l'espace nécessaire à l'entretien de chaque cep y est bien conservé ; il y règne une régularité qui flatte l'œil et permet à l'air et à la lumière d'y circuler librement ; le provignage, dont les inconvénients sont si nombreux, y est remplacé par la bouture ; la taille s'y fait à deux yeux francs et à deux ou trois coursons quand le pied l'exige ; les façons y sont bien exécutées et faites en temps opportun : malgré le temps, le produit a été, cette année, abondant et bon.

Dans l'espoir que les renseignements qui précèdent seront par vous pris en considération, veuillez agréer, Monsieur et cher collègue, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Président du Comice,

P. SALANSON.

*Liste des publications reçues pendant les mois
d'octobre et de novembre 1866.*

- Journal des Savants, septembre et octobre 1866.
Revue des Sociétés Savantes, juillet 1866.
Congrès des Sociétés Savantes, 1866.
Revue agricole et horticole de Lot-et-Garonne, octobre et novembre 1866.
Revue agricole, industrielle, etc. de Valenciennes, juillet et août 1866.
Revue agricole et horticole, octobre et novembre 1866.
Mémoires de l'académie d'Arras, 1866.
Mémoires de l'académie du Gard, 1865.
Le Cultivateur agenais, août 1866.
Séance publique de l'académie d'Aix, 1866.
Le Sud-Est, octobre et novembre 1866.
Maître Jacques, août et septembre 1866.
Archives de l'agricult. du nord de la France, septembre 1866.
Société agricole et littéraire des Pyrénées-Orientales, 1866.
Recueil agronomique de Tarn-et-Garonne, juillet, août et septembre 1866.
L'Apiculteur, septembre, octobre et novembre 1866.
Messager agricole du Midi, octobre et novembre 1866.
Recueil des publ. de la Société havraise d'études diverses, 1866.
Bulletin de la Société protectrice des animaux, sept. et oct. 1866.
Bulletin de la Société d'agriculture du Gard, décembre 1865.
Bulletin de la Société médicale de l'Aube, 1866 (n° 2).
Bulletin de la Société impériale et centrale d'agricult., février-juillet 1866.
Bulletin de la Société d'horticulture de la Côte-d'Or, juillet et août 1866.
Bulletin de la Société d'agriculture d'Alger, 2^e trimest. 1866.
Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne, 1^{er} semest. 1866.
Bulletin du Comice de Vitry-le-François, mai, oct. et nov. 1866.
Bulletin de la Société d'agr. de l'Ardèche, sept. et octob. 1866.
Bulletin du Comice d'Alais, 1^{er} semestre 1866.
Bulletin de la Société d'agriculture et d'horticult. de Vaucluse, octobre et novembre 1866.
Bulletin de la Société d'agr., etc. de la Sarthe, 3^e trimes. 1866.
Bulletin de la Société d'acclimatation, août, sept. et oct. 1866.
Bulletin de la Société d'archéol., etc. de Seine-et-Marne, 1866.
Bulletin de la Société d'agr. de la Drôme, n° 12, 1866.
Bulletin de la Société d'agriculture de Poligny, n°s 5 et 6, 1866.
Bulletin de la Société d'hort. du Rhône, octob. et novemb. 1866.
Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse, août, septemb. et octobre 1866.
Annales de la Société historique etc. de Château-Thierry, 1^{er} semestre 1866.
Annales de la Société d'horticulture de l'Allier, juillet 1866.
Annales de la Société d'agr., etc. de la Charente, 2^e trim. 1866.
Annales de la Société d'agricult., etc. d'Indre-et-Loire, juillet, août et septembre 1866.

Annales de la Société d'agr. des Basses-Pyrénées, octob. 1866.
 Annales de la Société d'émulation des Vosges, 1866.
 Journal d'agriculture de la Côte-d'Or, année 1865.
 Journal de la Société d'horticulture du Bas-Rhin, nos 7 et 8.
 Journal de la Société d'agr. pratique de Toulouse, 3^e trim. 1866.
 Journal de la Société impériale d'horticulture, 3^e trim. 1866.
 Journal d'agriculture pratique, octobre et novembre 1866.
 Journal de l'agriculture, octobre et novembre 1866.

LE MESSAGEUR AGRICOLE, revue des associations et des intérêts agricoles du Midi, publié sous la direction de M. le Docteur Frédéric Cazalis, paraissant le 5 de chaque mois, 6 fr. par an. — Montpellier, à l'imprimerie Gras, rue du Grand Galion, 2. — Paris, à l'agence Havas, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3.

L'APICULTEUR, journal des cultivateurs d'abeilles, marchands de miel et de cidre, publié sous la direction de M. H. Hamet, professeur d'apiculture au Luxembourg, paraissant le 1^{er} au 5 de chaque mois. On s'abonne à Paris en un mandat de 6 fr. à l'ordre de M. H. Hamet, directeur de l'Apiculteur, rue Saint-Victor, 67.

Les abonnements partent du 1^{er} octobre de chaque année.

AVIS

Aux Membres correspondants.

Pour éviter à MM. les Correspondants la peine d'envoyer leur cotisation, la Société la fera, désormais, recouvrer à domicile, comme celle des autres membres.

MM. les auteurs des Rapports ou Mémoires imprimés dans le Bulletin pourront en faire exécuter, à leurs frais, un tirage à part, aux prix suivants, en s'adressant à l'imprimeur.

NOMBRE DE FEUILLES.	25 Exempl.	50 Exempl.	100 Exempl.	200 Exempl.	500 Exempl.
Pour une feuille (16 pages), papier, pliage, piqure.....	fr. c. 4 50	fr. c. 6 »	fr. c. 8 »	fr. c. 14 »	fr. c. 25 »
Trois quarts de feuille (12 pages) ..	4 50	6 »	8 »	12 »	22 »
Demi-feuille (8 pages) ..	3 »	4 »	5 »	8 »	16 »
Quart de feuille (4 pages) ..	3 »	4 »	5 »	6 »	10 »
Couverture non imprimée (couleur).	0 »	0 60	1 20	2 »	5 »
Id. imprimée id.	3 »	4 »	5 »	6 »	10 »
Composition d'un titre d'entrée spécial pour le tirage à part d'un Mémoire : 1 fr.					

Les frais de remaniement nécessités par les corrections que feraient après coup les auteurs ne sont pas compris dans ces conditions.

Année 1866
L Soc 1636.12.10
BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,

Industrie, Sciences et Arts

DU

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

TOME XVII^e. — 1866.

—
Décembre.

MENDE

IMPRIMERIE DE C. PRIVAT, S^r de J.-J.-M. et E. IGNON,
Maison Rochette, rue d'Aigues-Passes.

1866.

SOMMAIRE.

PREMIÈRE PARTIE. — *Agriculture, etc.* — Séance du 18 décembre 1866, présidence de M. Delapierre, président, page 309.

MUNICIPALE. — Prix des grains, par hectolitre, d'après les mercuriales des marchés du département de la Lozère (Octobre, Novembre et Décembre 1866), p. 311.

Table alphabétique des matières de la première partie, p. 315.

DEUXIÈME PARTIE. — *Histoire et archéologie.* — L'ancienne baronnie de Peyre, d'après des documents originaux et inédits, par le Dr B. P^{***}, p. 139.

Victorius, poète Gabalitin, par M. Delapierre, président, p. 363.

Table générale des matières de la deuxième partie, p. 365.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1866.

Présidence de M. DELAPIERRE, président.

Présents : MM. BÉLIBEN , vice-président , l'abbé BOSSE , ANDRÉ , HERMANTIER , MARTINET et VINCENS .

M. l'abbé Bosse communique un travail extrait d'un manuscrit appartenant à la famille de Retz, dans lequel le sieur Etienne Veyron, bourgeois de Marvejols, a consigné ce qui s'est passé dans cette ville à partir du treizième siècle jusqu'à 1703. M. Bosse donne aussi connaissance d'une ancienne relation de la peste de 1720 et 1721, à Marvejols. (Voir au Bulletin).

— Lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics accompagnant le don fait par S. Exc. à la Société de deux exemplaires du rapport de M. le docteur Jules Guyot sur la viticulture du Centre Nord de la France.

— M. le Président fait connaître que M. le Ministre de l'instruction publique a daigné allouer à la Société, sur les fonds du budget de son ministère, exercice 1866, une nouvelle subvention de 300 fr. La Société prie M. le Président de transmettre à S. Exc. ses profonds remerciements.

— M. le Président présente l'*Almanach de l'Agriculture*, publié pour l'année 1867, par M. Barral,
Partie agricole, etc

lequel contient une notice sur l'appareil employé par M. Cathalan, de Mende, membre de la Société, pour l'élevage des vers à soie, et qui se trouve décrit par M. Cathalan lui-même dans le Bulletin des mois de mai et juin derniers.

— M. André donne lecture de plusieurs fragments d'un travail, aussi complet que plein d'intéressants détails, sur la baronnie de Peyre, qui a été adressé à la Société par M. P. de M. (Voir au Bulletin).

— Le budget des recettes et des dépenses pour l'année 1867 est discuté et adopté.

— MM. Hermantier, Laviniolle, Rodier et Vincens sont désignés pour vérifier et arrêter les comptes de M. le Trésorier pour l'année 1866.



PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — OCTOBRE 1866.

— 511 —

ARRONDISSEMENTS.	DÉSIGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTÉIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOÏNE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	22 96	23 25	16 25	16 17	13 75	13 83	13 70	13 66	7 92	8 66
	Meyrueis.....	21 50	21 25	18 »	17 50	15 50	15 50	12 50	12 50	7 50	8 »
	Pont-de-Montvert.....	»	»	»	»	15 »	15 »	»	»	»	»
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	19 93	19 83	17 20	17 20	13 75	13 75	11 »	11 »	6 87	6 87
	St-Chély-d'Apcher.....	»	»	»	»	11 50	11 25	»	»	»	»
	Marvejols.....	19 25	18 50	»	»	12 25	11 87	»	»	»	»
	Serverette.....	»	»	»	»	11 »	11 08	»	»	»	»
	Langogne.....	»	»	»	»	12 93	12 75	10 75	11 »	8 »	8 »
MENDE.....	Mende.....	20 50	19 65	15 75	16 35	12 50	12 95	11 »	10 75	8 25	8 25
	Villefort.....	17 »	18 »	»	»	15 »	16 »	»	»	10 »	11 25
	PRIX MOYEN.....	21 37	20 90	16 80	16 80	13 32	13 84	11 79	11 78	8 09	9 50

**PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — NOVEMBRE 1866.**

ARRONDISSEMENTS.	D É S I G N A T I O N DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTÉIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	24 41	24 66	16 79	17 40	13 91	12 92	14 »	13 65	8 67	8 66
	Meyrueis.....	21 25	21 »	17 50	17 »	15 50	15 »	12 »	12 »	7 75	7 50
	Pont-de-Montvert.....	» »	» »	» »	» »	15 »	16 »	» »	» »	» »	15 »
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	19 93	19 93	17 20	17 20	13 75	» »	11 »	11 »	6 87	6 87
	St-Chély-d'Apcher.....	» »	» »	» »	» »	11 25	11 »	» »	» »	» »	» »
	Marvejols.....	18 50	» »	» »	» »	12 25	12 25	» »	» »	» »	» »
	Servezetle.....	» »	» »	» »	» »	11 »	11 »	» »	» »	» »	» »
MENDES.....	Langogne.....	» »	» »	» »	» »	13 50	13 50	11 37	11 25	8 50	8 37
	Mende.....	20 25	20 25	16 »	16 20	12 80	12 »	10 75	10 50	8 25	8 25
	Villefort.....	19 »	19 »	» »	» »	16 »	16 »	» »	» »	11 »	11 »
	PAIX MOYEN.....	21 04	21 32	16 87	16 95	13 50	13 19	11 82	11 68	8 51	9 38

PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE, D'APRÈS LES MERCURIALES DES MARCHÉS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE. — DÉCEMBRE 1866.

ARRONDISSEMENTS.	DÉS IGNATION DES MARCHÉS.	FROMENT.		MÉTIL.		SEIGLE.		ORGE.		AVOINE.	
		1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.	1 ^{re} quinz.	2 ^e quinz.
FLORAC.....	Florac.....	24 33	24 05	17 »	16 80	12 75	12 76	13 67	13 11	6 66	8 30
	Meyrueis.....	21 »	21 25	17 »	17 »	14 50	14 »	12 »	12 »	7 »	8 »
	Pont-de-Montvert.....	» »	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	8 »	8 »
MARVEJOLS.....	La Canourgue.....	19 60	18 27	16 50	15 80	14 10	14 45	11 »	11 »	6 92	7 »
	St-Chély-d'Apcher.....	» »	» »	» »	» »	11 »	11 »	» »	» »	» »	» »
	Marvejols.....	18 »	18 »	» »	» »	11 75	11 75	» »	» »	» »	» »
	Serverette.....	» »	» »	» »	» »	11 »	11 »	» »	» »	» »	» »
	Langogne.....	» »	» »	» »	» »	12 75	12 75	11 50	11 25	8 25	8 41
MENDE.....	Mende.....	20 25	18 90	16 20	14 65	12 »	12 15	10 50	10 50	8 25	8 »
	Villefort.....	19 »	19 »	» »	» »	16 »	16 »	» »	» »	11 »	11 »
	PRIX MOYEN.....	21 14	21 11	16 67	16 06	13 08	13 09	11 73	11 57	8 01	8 39

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

DE LA PREMIÈRE PARTIE.

A

Abonnement au *Journal de l'Agriculture*, fondé et dirigé par M. Barral..... 355

Alternance des cultures à propos de la récolte actuelle..... 369

APICULTURE. — Distinction obtenue par un instituteur lozérien à l'exposition générale des insectes, à Paris, 157. — Primes, 359. — Rapport de M. Béliben sur le concours ouvert par la Société, 486. — Primes attribuées, 490. — Rapport spécial, par M. Quintin.. 505

ARBORICULTURE. — Nouvelle méthode de greffe en fente du noyer, 151. — Moyen d'obtenir des arbres vigoureux, 151. — Lettre de M. Brémont, relative à l'institution de cours publics, 364. — Hybridation du châtaignier d'Amérique par celui de la Lozère..... 372

ARCHÉOLOGIE ET HISTOIRE. — Inscription de la colonne de l'Empereur Posthume, découverte à Javols, 23. — Procès-verbal des cérémonies du mariage de Guigon de Beauvoir, 24. — Droits des rois d'Aragon en Gévaudan, 24. — Ancienne corporation des notaires de Mende, 82. — Histoire civile et ecclésiastique de Javols; documents envoyés par M. Albaret, vicaire dans cette localité, 82. — Notes sur les Etats du Languedoc et sur la famille d'Apchier, par M. de Valmalète, 82. — Invitation à M. le Docteur Prunières de communiquer à la Société les résultats de ses recherches historiques, 88. — Crédit ouvert pour exécuter des

fouilles sur la montagne de la Boulène, 166. — Patrio-	
tisme des habitants du Gévaudan pendant l'occupation	
anglaise au 14 ^e siècle, par M. André, archiviste, 186. —	
Tombeaux anciens situés sur le causse, signalés par	
M. le Maire de Laval-du-Tarn, 325. — Recherches à	
faire, sur l'invitation de M. de Caumont, directeur de la	
Société française d'archéologie, sur les monuments anté-	
rieurs au onzième siècle, 327. — Envoi par M. Dela-	
ruelle de deux notices relatives aux fossés et remparts	
de Chirac, 328. — Lecture, par M. l'abbé Boissonade,	
d'un mémoire de M. le Docteur Pruniers relatif à la	
découverte, sur les montagnes d'Aubrac, d'anciennes	
demeures celtiques, d'une cité lacustre et de l'empla-	
cement du lieu <i>ad Silanum</i> , 356. — Mémoire de	
M. Albanès, de Marseille, sur la famille de Grimoard	
et sur ses possessions territoriales au XIV ^e siècle, 397.	
— Communication, par M. André, d'un contrat de	
vente consenti par le sieur d'Apchier au capitaine	
Merle, 398. — Communication, par M. l'abbé Bosse,	
d'un travail extrait d'un manuscrit contenant ce qui	
s'est passé à Marvejols, et d'une ancienne relation de la	
peste de 1720, 509. — Mémoires sur la baronnie de	
Peyre, par M. P. de M.	510
Arrosage des prairies au moyen de <i>l'intermittent</i>	
établi par M. Alméry, de Langogne.....	327, 355
Assises scientifiques de Provence.....	397
Asselements suivis par les agriculteurs qui ont obtenu	
le prix d'honneur.....	129
Augmentation motivée des honoraires du secrétaire-	
adjoint et du salaire du concierge.....	356

B

Baratte polyédrique. — Instruction pour son em-	
ploi.....	180
Beurres, (concours de) à Paris.....	415
Brome schrader. — Essais faits par M. Féminier, de	
Pierrefiche.....	397
Budgets de 1866 et de 1867.....	22, 510

C

Carrières et mines. — Des matières explosibles employées 381

Cartes géologiques exposées à l'exhibition minéralogique qui a eu lieu pendant le concours régional, par l'administration des mines et par M. Tourgon, directeur des mines d'Isognac..... 351

CERISES. — Classification..... 150

Châtaignier, (bois du) employé dans la tannerie, 159. — Hybridation du châtaignier d'Amérique par celui de la Lozère..... 372

Chaulage des terres et de la fabrication de la chaux dans le département de la Mayenne, par M. J. Dorlhac et Saminn..... 86 365

Circonscription régionale des départements de l'Isère et de la Lozère etc. vœu pour sa modification..... 398

Comptes de la Société..... 22, 510

Concours agricole régional à Mende. Arrêté ministériel, fixant les conditions du concours, 50. — Exposition d'instruments par la Société au concours régional, 81. — Nomination d'une commission à l'effet d'organiser une exposition collective, 81. — Lettre ministérielle approuvant cette exhibition, 165. — Discours de M^{re} l'Evêque, prononcé à la bénédiction des instruments, 213. — Toast de M. le Préfet au Banquet qui a eu lieu à l'occasion du concours régional, 218. — Idem de M. le Président du conseil général, 220. — Idem de M. Calemard de Lafayette, 223. — Discours de M. le Préfet prononcé à la distribution solennelle des prix, 225. — Rapport de M. Calemard de Lafayette sur la visite, par le Jury, des exploitations concourant pour la prime d'honneur, 240. — Proclamation des prix du concours régional, et liste des membres du Jury ayant pris part aux opérations, 282. — Distribution des prix aux maîtres et aux élèves des écoles d'adultes de la Lozère; Discours de M. Faye, délégué par S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique, à cette solennité, 304. — Réponse de M. le Préfet, 315. — Liste

des lauréats, 316. — Rapport, par M. Delapierre, président.....	399
Concours de volailles grasses, beurres, fromages et instruments pour la fabrication de ces derniers produits.....	415
Concours des délégués des Sociétés savantes à la Sorbonne.....	22 81
Concours divers ouverts par la Société pour encourager l'agriculture et l'industrie, 125. — Procès-verbal du concours de Châteauneuf (espèce chevaline), 405. — Rapport de M. Béliben sur le travail de la commission des primes.....	483
Congrès archéologique de France et assises scientifiques de Provence.....	397
Congrès scientifique de France.....	88
Conseil d'administration de la Société.....	5
Coup-d'œil sur les produits, ou patriotisme du département de la Lozère, par M. l'abbé Rigal.....	119
Culture (mode de) des terrains granitiques. Notice de M. Chaze, de Pierrefiche.....	166
Cultures fourragères, 125, 166, 185. — De leurs progrès, 187. Rapport de la commission... 195, 324, 334	

D

Déchaumage (du).....	370
Destruction des parasites par le coaltar et l'acide phénique.....	157
Discours de M. le Préfet, prononcé à la séance publique du 3 novembre, 469. — Discours de M. Delapierre, président, prononcé à la séance publique du 26 mai, 187. — Idem idem à la séance publique du 3 novembre, 480. — Discours sur les bienfaits de l'instruction dans les campagnes, lu par M. Moulin (Justin), 88. — Pièce de vers adressée à M. de Lamartine, par le même.....	88
Dons. — Par M. Monteils docteur-médecin à Mende, de médailles et monnaies, 166. — Par M. Desmolles,	

de Langogne, de médailles ou monnaies, 356. — Par M. Borelli de Serres, du *Nouveau guide aux eaux de Bagnols*, 363 — Par M. Paulet, de débris de poterie, monnaies etc. 364

E

Eaux minérales exposées, à l'occasion du concours régional, à l'exhibition minéralogique..... 350

Ecoles d'adultes. — Distribution des prix aux maîtres et élèves de la Lozère, à l'occasion de la solennité du concours agricole régional, discours de M. Faye, membre de l'Institut, 304. — Réponse de M. le Préfet, 315. — Liste des lauréats..... 316

Ecoles impériales d'agriculture. — Programme des conditions d'admission..... 385

Encouragements à l'agriculture et à l'industrie. — Programme des prix..... 357

Enquête générale sur la situation et les besoins de l'agriculture. — Lettre préfectorale, 362. — Nomination d'une commission, 363. — Adoption des réponses au questionnaire général, préparées par la commission, 398. — Réponses de la Société au questionnaire général..... 417

Ervum ervilia, nouveau fourrage... .. 142

Errata..... 324, 357

Exposition des produits manufacturés de la Lozère à l'occasion du concours régional, 86. — Des produits ligneux travaillés tirés des forêts de la Lozère, 87. — Exposition minéralogique à l'occasion du concours régional; — Attributions de médailles par la Société, 323. — Rapport sur cette exposition par M. Descottes, ingénieur en chef des mines, 329. — Exposition générale des insectes à Paris. Distinction obtenue par un instituteur lozérien, 157. — Exposition de collections de fruits, produits de jardinage, miel, etc. à la séance publique du 3 novembre..... 467

F

Fossiles et ossements exposés par MM. Paparel et

Poujol à l'exhibition minéralogique à l'occasion du concours régional.....	350
Fourrages nouveaux.....	142,397
Fraises les meilleures.....	374
Fromages (concours de) à Paris	415
Fruits (culture des) concours, 360. — Rapport de M. Béliben, sur ce concours, 486. — Primes attribuées	490

G

Graphite exposé par M. Daudé, maire de Saint-Germain-de-Calberte, à l'exhibition minéralogique du concours agricole régional.....	339
---	-----

H

HARAS. — Société hippique française, 24. — Ecoles de dressage, 161. — Concours pour l'amélioration de l'espèce chevaline, 354. — Programme, 357. — Procès-verbal du concours de Châteauneuf.....	405
Haricot riz. — De sa culture en plein champ.....	139
Hybridation du châtaignier d'Amérique par le châtaignier de la Lozère.....	372
Hydrophobie. — Lettre de M. le maire de Laval-du-Tarn, relative à divers remèdes contre la rage. — Rapport de M. le docteur Monteils.....	82,89

I

Industrie manufacturière de la Lozère, 127, 166, 185, 186, 194. — Rapport de la commission.....	209
Inondation du mois de septembre. — Discours de M. le Préfet prononcé à la séance publique du 3 novembre, 469. — Secours distribués au nom de S. M. par le général de Failly, aide de camp de l'Empereur	468,480
Instituteurs et élèves de l'école normale. — Primes, 361. — Rapport de M. Béliben sur les primes accordées, 487. — Primes attribuées.....	491
Instruments agricoles perfectionnés, 359. — Concours à Paris d'instruments pour la fabrication des beurres et fromages	415

J

Jardinage et culture des fruits, primes 360. — Rapport de M. Béliben sur ce concours, 486. — Primes attribuées.....	490
---	-----

K

Kaolin exposé à l'exhibition minéralogique du concours régional.....	332
--	-----

L

Lessives coulées par un procédé économique.....	160
Liste des membres de la Société.....	6
Lien automatique de M. de Lapparent.....	167
Luzerne rustique.	142

M

Marbres rubannés exposés par M. Poujol, de Meyrueis, à l'exhibition minéralogique du concours régional.....	351
---	-----

Mercuriales des principaux marchés de la Lozère, 77, 78, 163, 395, 396, 411, 412, 413, 414, 511, 512,...	513
--	-----

Meulons ou moyettes. — Nouveau moyen de les faire	369
---	-----

Minéralogie. — Exposition à l'occasion du concours agricole régional. — Attribution de médailles par la Société, 323, 351. — Rapport sur cette exposition, par M. Descottes, ingénieur en chef des mines	329
--	-----

Mines et carrières. — Des matières explosibles employées.....	381
---	-----

Moha de Hongrie.....	141
----------------------	-----

Nomination de membres de la Société, 22, 25, 83, 88, 167, 324, 329, 357.....	365
--	-----

Noyer greffé en fente par une nouvelle méthode....	151
--	-----

O

Oiseaux utiles à l'agriculture. — Vœu pour empêcher leur destruction.....	328
---	-----

Ouillage mécanique du tonneau de vin.....	378
---	-----

P

Panais cultivé comme plante fourragère.....	139
Pellagre. — Traité de la Pellagre et des Pseudo-Pellagres, par M. Th. Roussel, ancien président de la Société, 87. — Rapport de M. le docteur Monteils sur cet important travail.....	119
Pépinière départementale. — Nomination d'un président de la commission, 22, 81. — Vente d'arbres...	408
Pierre lithographique exposée par M. Pons, instituteur de Sainte-Enimie, à l'exhibition minéralogique du concours régional.....	351
Pisciculture. — Résultats obtenus du repeuplement fait l'année dernière par la <i>montée</i> ou frais d'anguilles	355
Plan en relief des terrains des environs de Marvejols, exécuté par M. Ernest Paulet, et exposé à l'exhibition minéralogique.....	351
Plantations en bordure. — Primes accordées.....	489
Pomologie — Fruits admis par le Congrès pomologique de France dans ses sessions de 1864 et 1865, 148.	
— Classification des cerises, 150. — Questionnaire envoyé par le Congrès, 166. — 11 ^e session du Congrès pomologique.....	328, 364
Primes instituées par la Société à l'occasion du concours régional agricole, 86. — Primes aux anciens fermiers et serviteurs ruraux, 126, 166, 185. — Primes aux instituteurs et aux élèves de l'école normale.....	361
Produits ligneux travaillés de la Lozère, 127, 185, 186, ...	194
Reboisement. — Graines de pin noir ou pin de Riga envoyées par la Société impériale zoologique d'acclimatation, 79. — Notice sur le reboisement, lue par M. Moulin, 166. — Concours, 359. — Nécessité du reboisement démontrée par M. le Préfet à l'occasion des inondations du mois de septembre, 469. — Rapport de M. Bélibien sur le concours ouvert par la Société,	

484. — Primes, 489. — Rapports spéciaux, par M. Robert, garde général, 493; par M. Armand, garde général, 497, 498; par M. Desmolles, 499; par M. Fournier, 500; par M. Blanson, 502; par M. Lamarche, 504

Récompenses aux plus anciens fermiers et serviteurs ruraux, 86, 185, 190. — Rapport de la commission.. 199

Régime (Du) vert et de ses effets sur le cheval..... 143

Remerciements adressés à la Société par des membres récemment nommés..... 327, 355

Revue agricole et industrielles, par M. Delapierre, président..... 129, 365

S

Schistes exposés par MM. Bros et Bringer et par M. Rocher, à l'exhibition minéralogique qui a eu lieu pendant le concours agricole régional..... 330

Séances de la Société. — 18 janvier, 21. — 15 février, 23. — 8 mars, 81. — 17 mars, 83. — 5 avril, 86. — 3 mai, 165. — Publique du 26 mai, 184. — Séance du 14 juin, 323. — 5 juillet, 325. — 2 août, 354. — 23 août 362. — 29 septembre, 397. — Séance publique du 3 novembre, 467. — Séance du 18 décembre..... 509

Semailles; tassement du sol avant et après l'opération 137

Semences. — Profondeur à leur donner 135

Sériciculture. — Soins à donner aux graines de vers à soie du Japon, 49. — Dons de graines du Japon fait à S. M. l'Empereur par le Taïeoun, 81. — Répartition de 400 cartons de cette graine confiée à la Société par M. le Préfet, 83. — Guérison et amélioration du ver à soie par le capitaine Hutton, 153. — De la sériciculture au Japon, 154. — Rapport de M. Cathalan sur sa manière d'élevage, 167, 168. — Lettre de M. Teissier, d'Aulas (Gard) relative à l'avantage qu'il y aurait de connaître les marques ou signes que portent les cartons de la graine du Japon, 328. — Concours 360. — Croisement des vers à soie du Japon, 378. — Primes attribuées, 491. — Appareil de M. Cathalan, mentionné dans l'almanach de l'agriculture..... 509

Société hippique française.....	24
Souscription pour le rachat de la tour de Jeanne d'Arc à Rouen, 325. — En faveur des victimes de l'invasion des sauterelles en Algérie, 355. — En faveur des victimes de l'inondation.....	397
Subvention de S. Exc. M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, 325. — De S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique.....	325, 509

T

Tannerie. — Emploi du bois de châtaignier.....	159
--	-----

V

Vente d'arbres de la pépinière départementale, (catalogue) 408. — Vente d'instruments agricoles perfectionnés.....	359
Viticulture et vinification. — Compte-rendu, par M. le Président, sur les rapports de M. le docteur Guyot sur la viticulture de la France, et spécialement sur celle de la Lozère, 25. — Greffage de la vigne, 145. — Incisions annulaires de la vigne, 147. — Concours, 360. — Ouillage mécanique du tonneau de vin, 378. — Rapport de M. Béliben sur ce concours, 487. — Primes attribuées, 490. — Rapport spécial par M. Salanson, 507. — Envoi par M. le Ministre du rapport de M. le docteur J. Guyot, sur la viticulture du Centre Nord de la France.....	509
Volailles grasses. — Concours à Paris.....	415



*Liste des publications reçues pendant le mois
de décembre 1866.*

- Dictionnaire topogr. du départ. des Basses-Pyrénées, 1863.
Id. de l'Hérault, 1865.
Id. de la Nièvre, 1865.
- Répertoire archéologique du Morbihan, 1863.
Id. du Tarn, 1865.
- Annual report of the board of regenti of the Smithsonian
Institutions, Washington, 1865.
- Documents of the united states Sanitary commission. 3 forts
volumes — New-York, 1866.
- Rapport sur la viticulture du Centre-Nord de la France, par
M. le docteur Jules Guyot, 1866.
- Mémoires de la Société des sciences morales, etc., de Seine-
et-Oise, 1866.
- Société acad. de St-Quentin, travaux de 1864 à 1866, 1866.
- Mémoires de l'acad. des sciences, etc. de la Somme, 1866.
- Journal des règnes de Louis XIV et Louis XV, par Pierre
Narbonne, 1866.
- Travaux de la Société d'agr., etc. de Rochefort, 1864-1865.
- Mémoires de la Société impér. d'agr., etc., d'Angers, 1866.
- Annuaire de la Société française de numismatique et d'ar-
chéologie, 1866.
- Journal des Savants, novembre, 1866.
- Mémoires sur les insectes nuisibles aux betteraves, par M.
De Norguet, de Lille, 1866.
- Revue horticole, etc., de Valenciennes, septembre 1866.
Id. de Lot-et-Garonne, décembre 1866.
- Bulletin agricole du Pas-de-Calais, 1866.
- Bulletin de la Société d'agr. etc. de Poligny, nos 7 et 8, 1866.
- Bulletin du Comice de Vitry-le-François, décembre 1866.
- Bulletin de la Société d'horticulture de St-Germain-en-Laye,
octobre 1866.
- Bulletin de la Société d'agr. de l'Ardèche, novembre 1866.
- Bulletin de la Société imp. et centrale d'agricul., août 1866.
- Bulletin de la Société indust. de Mulhouse, novembre 1866.
- Bulletin de la Société impér. d'acclimat., novembre 1866.
- Bulletin de la Société d'horticulture, etc., de la Côte-d'Or,
septembre et octobre 1866.
- Bulletin de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer,
2^e et 3^e trimestre 1866.
- Annales de la Société d'horticulture et de botanique de Plomb.,
n^o 2, 1866.
- Annales de la Société d'horticulture de la Haute-Garonne,
juillet et août 1866.

Annales de la Société d'agr. des Basses-Pyrénées, nov. 1866.
 Messenger agricole du Midi, décembre 1866.
 Archives de l'agric. du Nord de la France, août et oct. 1866.
 Journal d'agriculture etc. de la Société d'émulation de l'Ain,
 septembre et octobre 1866.
 Journal de la Société impériale et cent. d'hort. nov. 1866.
 Journal de l'agriculture, décembre 1866.
 Journal d'agriculture pratique, décembre 1866.
 Maître Jacques, octobre, novembre et décembre 1866.
 L'Apiculteur, décembre 1866.

LE MESSAGER AGRICOLE, revue des associations et des intérêts agricoles du Midi, publié sous la direction de M. le Docteur Frédéric Cazalis, paraissant le 5 de chaque mois. — 6 fr. par an. — Montpellier, à l'imprimerie Gras, rue du Grand-Galion, 2. — Paris, à l'agence Havas, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3.

L'APICULTEUR, journal des cultivateurs d'abeilles, marchands de miel et de cidre, publié sous la direction de M. H. Hamet, professeur d'apiculture au Luxembourg, paraissant du 4^{er} au 5 de chaque mois. On s'abonne à Paris en un mandat de 6 fr. à l'ordre de M. H. Hamet, directeur de l'Apiculteur, rue Saint-Victor, 67.

Les abonnements partent du 1^{er} octobre de chaque année.

AVIS

Aux Membres correspondants.

Pour éviter à MM. les Correspondants la peine d'envoyer leur cotisation, la Société la fera, désormais, recouvrer à domicile, comme celle des autres membres.

MM. les auteurs des Rapports ou Mémoires imprimés dans le Bulletin pourront en faire exécuter, à leurs frais, un tirage à part, aux prix suivants, en s'adressant à l'imprimeur.

NOMBRE DE FEUILLES.	25 Exempl.	50 Exempl.	100 Exempl.	200 Exempl.	500 Exempl.
Pour une feuille (16 pages), papier, pliage, piquure.....	fr. c. 4 50	fr. c. 6 »	fr. c. 8 »	fr. c. 14 »	fr. c. 25 »
Trois quarts de feuille (12 pages) ..	4 50	6 »	8 »	12 »	22 »
Demi-feuille (8 pages)	3 »	4 »	5 »	8 »	16 »
Quart de feuille (4 pages)	3 »	4 »	5 »	6 »	10 »
Couverture non imprimée (couleur).	0 »	0 60	1 20	2 »	5 »
Id. imprimée id.	3 »	4 »	5 »	6 »	10 »
Composition d'un titre d'entrée spécial pour le tirage à part d'un Mémoire : 1 fr.					

Les frais de remaniement nécessités par les corrections que feraient après coup les auteurs ne sont pas compris dans ces conditions.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE
de la Lozère.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,

Industrie, Sciences et Arts

DU
DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

DEUXIÈME PARTIE.

TOME XVII. — 1866.

HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE.

MENDE
IMPRIMERIE DE C. PRIVAT, S^r de J.-J.-M. et E. IGNON,
Maison Rochette, rue d'Aigues-Passes.
1866.

DEUXIÈME PARTIE.

HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE.

NOTICE SUR LE NOTARIAT

A MENDE.

De bonne heure il dut s'établir des hommes plus instruits que le vulgaire et faisant profession de mettre par écrit les conventions, afin d'en constater l'existence et d'en conserver un monument durable. D'après la loi de Moïse, l'acte de divorce devant être dressé par un écrivain public.

Dans les premiers siècles de l'antique Rome, la fonction de notaire fut exercée par des esclaves, et plus tard par des personnes libres, et même encouragées par des distinctions et des privilèges. Deux empereurs, Jovien et Maurice se firent honneur d'avoir été notaires. En 1673, ceux de la capitale obtinrent, moyennant une somme de 452,000 livres, des lettres patentes portant que « le titre et les fonctions de notaire à Paris ne

Histoire, etc.

pourraient être imputés à dérogeance à noblesse » (1).

En France, sous la première race de nos rois, la reine Ingoberge, veuve de Caribert, qui commença à régner en 564, fit son testament devant un notaire. Charlemagne les investit du pouvoir d'imprimer à leurs actes le caractère de l'autorité publique. Dans ses capitulaires des années 803 et 805, le même prince ordonna à ses envoyés d'en nommer dans les lieux de son domaine propre, et aux évêques, abbés et comtes, dans leurs territoires respectifs.

Dans les règnes suivants, au milieu de l'anarchie, les guerres et les invasions des barbares détruisirent l'effet de ces capitulaires, et l'institution du notariat fut perdue ou dénaturée dans ces siècles malheureux. Aussi le titre de notaire n'apparaît que peu ou point pendant les X^e et XI^e siècles. Mais dès le XIII^e siècle, le notariat était un honneur dans quelques parties de la France.

A Mende, il avait déjà reçu une institution régulière dès les premières années du XIII^e siècle. Le premier et le plus ancien notaire public est Jean de Alis; il exerçait avant 1219; il se qualifie de *notarius dñi mimatensis episcopi* et, en 1224, de *publicus notarius mimatensis*. Après lui vinrent: Guill. de Rocolis, Gervais Vedille, Pierre Denis, Fulcon, Jean de Ste-Hélène, Raymond Piscis, Jean de Moriès, Jourdan Galtier et plusieurs autres qui fonctionnaient en même temps.

Leur nombre augmenta considérablement; car les barons du Gévaudan eurent le droit de créer des notaires dans l'étendue de leur juridiction. Ceux de Mende

(1) Encyclopédie du XIX^e siècle.

érigèrent une confrérie sous le vocable des saints Evangélistes. On est étonné du nombre prodigieux de notaires, on en trouve 20 dans la seule ville de Mende en 1425, et plus de 30 en 1472. Ce qui ne doit pas nous surprendre, puisque le Puy en renfermait de 120 à 140 vers le milieu du XVI^e siècle, nombre qui fut réduit à 30 par commission royale, en 1540. L'état de la propriété soumise au régime féodal fournissait aux notaires un aliment intarissable. Dailleurs peu d'actes sous seing privé à cette époque où l'instruction était si peu répandue. Tout passait par la filière du notariat. Aussi la devise des notaires fut-elle, à une époque, conçue en ces termes : *Lex est quodcumque notamus*.

Des réductions vinrent parfois diminuer les notaires de Mende. Toutefois ils ne cessaient pas d'être encore en grand nombre dans le Gévaudan en 1681, et tel village qui en est privé aujourd'hui en possédait alors un ou deux et même plus. A cette époque, M^{sr} de Piencourt demanda à ses curés le nombre, les noms, surnoms et profession de foi de tous ceux qui exerçaient en titre ou par concession dans son diocèse. Il résulte des rapports qui lui furent adressés, que Florac avait 6 notaires, Chanac, Barre, Chirac, Nasbinals, Prévenchères, le Bleymard, Ste-Enimie, etc., 3; le Malzieu, 9; St-Alban, 6; Aumont, 2; Marvejols, Vebron, 4; St-Germain-de-Calberte, 3; etc.

Le curé du Pin, M. Delon, écrivait au Prélat, le 3 février 1681, « Nous n'avons pas par la grâce de Dieu aucun notaire résidant en cette paroisse; » celui de St-André s'exprimait à peu près dans les mêmes

termes: « Je vous dirai, Monseigneur, que par la grâce de Dieu il n'y en a point pour le présent ! »

Le notariat à Mende fixa plus d'une fois l'attention des Souverains. En 1325, le roi Charles-le-Bel exempta les notaires et tabellions de la terre épiscopale des droits de subsidie imposés pour subvenir aux dépenses de la guerre de Gascogne. Divers privilèges d'exemptions leurs furent octroyés, en 1369 et 1372. En 1425, ces privilèges furent renouvelés en faveur des notaires apostoliques, épiscopaux et impériaux de Mende, à l'exclusion des notaires royaux.

L'Evêque avait le droit de créer des notaires dans la terre épiscopale. Le candidat était examiné, et, s'il était jugé apte, il prêtait le serment de fidélité. Il existe dans nos archives plusieurs actes de cette nature (A). Ce ne fut que dans la suite que l'office de notaire devint héréditaire, et que le possesseur put s'en défaire en faveur de son enfant ou d'un autre, soit par cession gratuite, soit par vente. Au 17^e siècle, une étude ou mieux une boutique se vendait 225 livres.

En 1348, les notaires, qui formaient déjà une corporation, se réunissent le 6 mai, et, en l'honneur de Dieu tout puissant, de la Ste-Vierge et des quatre Evangélistes, toutefois sous le bon plaisir et consentement de l'Evêque, délibèrent : de fonder une chapellenie dans la chapelle de St-Jean évangéliste, nommée aussi St-Jean de la rivière (1). Le chapelain doit être un

(1) Cette chapelle n'existe plus ; elle était située à gauche de la route de Mende à Balsièges, en face de l'endroit où le béal de l'usine de M. Bourrillon se décharge dans le Lot.

prêtre membre de la confrérie, et prêter aux bailles ou syndics serment de fidélité de remplir les obligations de sa charge, et de veiller avec soin à la conservation des ornements qui lui seront confiés. Les confrères et plusieurs autres lui assignent un fond suffisant pour son entretien. Le Seigneur de Peyre s'oblige pour 1 setier seigle ou sa valeur, chaque année; Gaudelme Gantin, bachelier ez-lois, pour 1 émine seigle; André Cartusci, pour 1 cartal seigle; Raymond de Servièrès, damoiseau, pour la même quantité; Etienne Botas, donne 20 sous, une fois seulement; Michel Bolade, la même somme; Raymond Valette, 40 sous; Guill. Boschet, 30 sous; Pierre Valonsac, 2 florins d'or; Hugues Petit, 10 sous; Barthélemy Alibert, 20 sous; Virgile de Villeneuve, 10 sous; Guy Richard promet 1 marc d'argent pour un calice, etc.

On fixe à 10 sous le droit d'entrée pour chaque confrère et cela pour les besoins de la chapelle, et en outre, 6 deniers pour l'entretien du luminaire.

Le lendemain de la fête de St-Jean devant la Porte Latine, après la messe célébrée pour les défunts, les confrères parmi lesquels figurent Fulcho Pirelh, licencié et official de Mende, Bernard Allamand, aussi licencié, et qui depuis devint évêque de Condon, fondent, instituent, dans la chapelle St-Jean, la chapellenie, qui sera appelée de St Jean évangéliste, et qui doit être desservie à perpétuité par un prêtre de la confrérie, dont la présentation appartiendra de plein droit aux bailles et à Monseigneur l'Evêque, qui sera prié de confirmer la fondation de la chapellenie. Au chapelain incombe l'obligation de prier pour les confrères. On ajoute aux dons précédemment promis divers autres;

et l'Official donne 1 franc d'or ; Benoit Alamand et Pierre de Montauroux, 1 florin, les autres confrères donnent chacun selon leur dévotion.

A cet acte fut présent et témoin le père Jean Blaysac, moine claustral de St-Julien-du-Tournel.

Toutefois, ce ne fut qu'en 1365, le 3 juin, que Guillaume Lordet, neveu et successeur d'Aldebert Lordet, confirma, à la prière de Guill. Golabert, hebdomadier de l'église cathédrale et baille de la confrérie, la fondation de la chapellenie. Le premier chapelain fut Jean Vitalis, à qui le Prélat donna institution de sa charge par la tradition de son anneau ; le chapelain lui prêta serment de fidélité, en tel cas requis.

Nous connaissons les statuts de la confrérie des notaires composés de 13 articles. Il y est dit que « nul ne pourra être reçu s'il n'est magistrat, avocat, gradué, notaire royal ou faisant une expresse profession de pratique. » Le jour de sa réception, l'on doit payer 10 sous, somme destinée à des œuvres pies.

« Obligation d'assister aux messes et vêpres la veille et le jour de St-Jean devant la Porte Latine, titulaire de la confrérie, et à la messe qui sera célébrée le jour des quatre Évangélistes. Une amende de 3 sous est infligée aux confrères qui ne s'y rendraient point. Un service pour les défunts sera célébré le lendemain de la fête. »

L'élection des officiers se fera le 6 mai, jour de St-Jean, apôtre et évangéliste.

Un confrère qui se rendrait coupable d'un crime ou d'une action portant infamie, encourt le châtiment de l'exclusion.

A la mort d'un confrère, on doit accompagner ses restes, depuis la maison mortuaire jusqu'à l'église et

l'on assistera dévotement au service divin ; celui qui sans motif légitime s'absenterait, est passible d'une amende de 3 sous, destinée à faire prier Dieu pour l'âme du défunt.

L'article VIII des Statuts porte que les confrères :
« auront soin de se visiter les uns les autres lorsqu'ils
» seront affligés de maladies, pour s'offrir les charités
» et services qui pourront dépendre d'eux, et s'assis-
» teront mutuellement à dévotion pour visiter les pri-
» sonniers et autres pauvres nécessiteux de la ville ;
» se reprendront modestement et charitablement
» quand quelque action sera commise par eux, et qui
» pourrait donner scandale, soit de fait ou de parole.
» Cette répréhension sera reçue en bonne part par
» celui qui sera ainsi délinqué. »

Un autre article porte que, chaque confrère doit payer 5 sous le jour de la fête, pour l'entretien du luminaire et de la chapelle.

Un service funéraire doit être célébré pour un confrère décédé. On doit faire avertir ses héritiers d'y assister et de payer 16 sous *pour sortir le défunt*.

Dans le cas où un membre de la corporation tomberait dans le besoin, par suite d'une longue maladie, on l'assistera des deniers de la confrérie, et, à défaut, « on demanderait aux confrères la charité pour tels » nécessiteux. »

La corporation des notaires se maintint dans un état prospère et acquit divers immeubles et droits seigneuriaux. Dès l'année 1377 (1), le chapelain Jean Vital, achetait, avec l'autorisation de Bernard Masas et de

(1) Arch. de la Préfecture : corporation des notaires.

Valduini, notaires, bailles de la confrérie, 20 sous de pension du sieur Durand Coli. En 1384, il acquérait de noble Pierre Merle, seigneur de la Beaume, habitant à Serverette, trois setiers et une émine seigle, un setier et un demi cartal d'avoine, et 16 sous 2 deniers en censive, avec directe sur les mas du Vidalès et des Bezals, paroisse des Laubies.

En 1450, la confrérie faisait l'acquisition, de la famille Rougier, de trois setiers et une émine de seigle, redevance que le vendeur devait tous les ans porter à la maison du chapelain. Cette maison, que la confrérie conserva jusqu'à la révolution, était située à la rue de l'Abadie, quartier d'Auriac. L'année suivante, une décision arbitrale vint terminer un différent entre la confrérie et le sieur Oziol, qui avait occupé cinq cannes de la maison des notaires.

On rencontre assez souvent, dans les dispositions testamentaires, des legs en faveur de la confrérie. En 1458, Bertrand Chalvet, hôte de Mende, lui lègue 10 sous tournois; Vital Jagonzac, prêtre, outre les 10 sous qu'il devait en qualité de confrère, veut qu'il soit célébré dans la chapelle une messe pour le repos de son âme, et donne à chaque prêtre de la confrérie, présent à la messe et à l'absoute, 10 deniers tournois, suivant les clauses de son testament fait en 1462. Le chanoine Etienne Boéri fait aussi un legs pieux. En 1564, M^r Jean du Tertre, recteur de St-Gervais et chapelain des notaires, lègue 10 sous pour être employés à la réparation de la chapelle. L'année précédente, Guillaume Aragon, prêtre et confrère, avait fait don d'une pareille somme.

Nous avons recueilli les noms des chapelains qui ont

eu la direction de la chapelle des notaires. Cette liste présente quelques lacunes que l'on pourra remplir dans la suite, à l'aide des documents qui nous parviendront.

1365—1377. Jean Vital.

1448—1459. Noble Guillaume de Chapalu, chanoine de l'église collégiale de Marvejols.

1459. Jean Martin, curé de St-Jean-du-Collet-de-Dèze, bénéficiar de la cathédrale.

1484. Vital Chalvet.

1504—1517. Pierre de Chapelain, vicaire général et officiai de Mende.

1517. André Chapsier.

1534—1543. Jean Castan, chanoine de l'église collégiale de Quézac.

1553. Jean Albaric.

1554—1564. Jean du Tertre, recteur de St-Gervais.

1575. Raymond Claustre.

1578—1599. Pierre Claustre, chanoine.

1647—1645. Jean Destrictis.

1645. Claude Coignet, curé de Brénoux.

1647—1656. Claude Coignet, chanoine.

1656—1686. André Momen.

1686—1694. Jean de Guillebert, doyen de l'église collégiale N. D. de la Carce de Marvejols, prévôt de la cathédrale.

1694—1719. Nicolas Reneaume, du diocèse d'Evreux.

1719—1742. Hugues Béraud, chanoine.

1744—1752. Jacques Daudé, bénéficiar.

1753—1758. Jean Gardès, collégié de Toussaint.

1759. Joseph Bonnefille, prêtre bénéficiar de la cathédrale.

1790. Raymond Dominique-Vialard des Fonds fut le dernier chapelain.

Lorsque la révolution arriva, la confrérie des notaires possédait encore divers immeubles et droits seigneuriaux ; le tout fut englouti dans le grand naufrage.

Nous avons déjà parlé de l'église ou chapelle de St-Jean (1) qui fut anciennement celle de la Maladrerie de Mende, donnée en 1249 avec la direction de cet établissement aux religieux de Pébrac. Réunie à la manse épiscopale, en 1300, cette chapelle fut sous l'administration des évêques. Chaque année, les fidèles s'y rendaient en dévotion et principalement le jour des Rogations. Le culte pieux se soutint pendant longtemps, et, au jubilé de 1501, cette chapelle fut désignée pour une des stations.

Les guerres civiles et religieuses firent de cette église des ruines. Dans la suite, les notaires dirent adieu à l'antique sanctuaire et choisirent pour siège de leur confrérie l'église des Carmes.

Nous avons dit qu'à la confrérie des notaires étaient agrégés les avocats. Mende, siège du bailliage, en possédait un assez grand nombre. La bonne entente cessa parfois entre les confrères, au sujet de certains droits honorifiques.

Une discussion fâcheuse eut lieu en 1719.

L'abbé Reneaume, chapelain, étant mort, il fallut nommer un successeur. M. Valentin, notaire royal, 2^e baille de la confrérie, fit signifier à M. Malzac, avocat et 1^{er} baille, de se rendre, le 28 mai, à la sacristie des

(1) Notice sur la léproserie de Mende. Bulletin de la Société d'agriculture, 1865.

Pères Carmes, pour nommer de concert un chapelain, protestant, en cas de refus, qu'il procéderait seul à cette nomination.

M. Malzac s'étant rendu au jour indiqué, déclara que suivant l'esprit des fondateurs, il nommait un chapelain originaire de Mende et fils de notaire, trouvant étrange que M. Valentin lui ait fait signifier de venir convenir avec lui de la nomination. Ce dernier lui représenta que les avocats n'ont été agréés à la confrérie que pour faire honneur à icelle, par une harangue qu'ils font, chaque année, le 6 mai, jour de la fête ; et que si les notaires ont souffert que MM. les avocats aient donné leur suffrage à la nomination des baillies de la confrérie, cela ne leur acquiert pas le droit de nommer à la chapellenie.

Toutefois, M. Malzac, nomma son frère, l'abbé Malzac, chanoine de Quézac, pour chapelain. De son côté, M. Valentin porta son choix sur M. Hugues Béraud, prêtre de la cathédrale.

Les notaires l'emportèrent et l'abbé Béraud prit possession, le lendemain, 29 mai 1719. La cérémonie se fit de la manière suivante : on fit entrer le nouvel élu dans l'église des Carmes ; là, il fit la prière au maître autel et le baisa ensuite. De là on se dirigea vers l'ancienne chapelle de St-Jean, « située sur la rivière » d'Olt, près le moulin appelé de St-Jean que l'on dit » appartenir à ladite chapelle, dans laquelle la fondation primitive a été faite. » La même cérémonie fut renouvelée.

Les notaires de Mende eurent des contestations avec ceux des localités voisines, entre autres avec leurs collègues du Valdonnez. Ces derniers venaient parfois

contracter dans cette ville. Un arrêt du parlement de Toulouse, du 24 mai 1735, leur fit défense d'y recevoir aucuns actes ni contrats sous peine de 3,000 livres d'amende. Ceux de Mende ne purent, de leur côté, recevoir des actes en dehors de l'étendue de la ville.

Quelques années plus tard, les notaires avaient demandé que leur nombre fut fixé pour ne pouvoir être augmenté ni diminué, et qu'ils fussent autorisés à faire bourse commune d'une partie de leurs droits, ainsi que cela leur avait été autrefois accordé par arrêt du Conseil du 18 mars 1692. On fit droit à leur requête, et un arrêt du Conseil et des lettres patentes du 6 juillet 1755, vint fixer leur nombre à six, et les autorisa à faire bourse commune.

Depuis, rien de bien important à signaler dans l'histoire du notariat de notre ville. La loi du 29 septembre 1791 vint supprimer les notaires royaux et autres, sous quelque dénomination qu'ils fussent connus, ainsi que la vénalité et l'hérédité des offices. Enfin la loi du 23 ventose an XI, donna à l'institution du notariat son caractère et son organisation actuels.

En terminant cette notice, nous dirons combien sont précieuses, pour l'histoire locale, pour les familles et les propriétés, les anciennes minutes. En dehors de ces actes, on trouve souvent des renseignements précieux, des faits du plus haut intérêt. Tantôt c'est la mention de l'entrée d'un évêque, tantôt celle d'un gouverneur ; ici, on mentionne l'existence et les ravages d'une épidémie, ailleurs le châtimement exemplaire infligé à un grand coupable.

Nous avons trouvé, dans un registre du XV^e siècle, tracée à la plume, la représentation d'une potence à

laquelle un homme était suspendu. Au dessous, étaient écrits ces mots : *Ista die.... suis demeritis fuit suspensus nobilis.... !*

Les notaires prenaient un soin tout particulier de leurs registres (1); ils les désignaient généralement par les lettres A, B, C, D, etc.; quelquefois par registre n° 1, 2, etc.; souvent par des noms de pur caprice : *Spes; Passionis; Salve; Adveniat; O Crux; Sæcula*, etc. Quelques notaires donnaient à leurs minutes le nom du premier contractant dont l'acte ouvrait le registre : *Vocor Molini; Vocor Donarelli*, etc.

Ordinairement, sur le premier feuillet, ils avaient soin de mettre soit un ou plusieurs versets des évangiles, ou de la Ste-Bible, soit une sentence, parfois des distiques latins ou français.

Voici les épigraphes que l'on rencontre assez souvent :

Adsit principio Virgo Maria meo. Amen.

A mon commencement soyt Dieu omnipotent.

In omnibus viis tuis cogita Deum et ipse diriget gressus tuos. (Prov. III. 6).

Le Seigneur Dieu omnipotent

Me donne la grace escrire vraiment.

(1) Quelques notaires aujourd'hui paraissent peu soucieux de leurs anciens registres. Il y a quelques mois à peine, que nous avons trouvé chez un épiciier un assez grand nombre de ces vieilles minutes, qui lui avaient été vendues à quelques sous le kilogramme. Nous les avons rachetées pour les archives départementales.

Summus Creator rerum
Det mihi scribere verum.

Sit nomen Domini benedictum.

En 1456, le notaire Etienne Torrent écrivait sur son registre :

O bone Jesu, tu qui succisti de Virgine Virgineum la,
Celestis regni me scriptorem participem fac.

Un autre notaire disait :

Erras si speres quod plus diligit heres
Subtus terra positum quam tu te diligas ipsum.

En 1563, Pierre Torrent faisait comme les jeunes écoliers d'aujourd'hui, il traçait ces mots :

Quy se présent livre retiendra
Propter suam malitiam.
Parmy le cou pandeu sera
Repugnando superbiam.
Car se sera bien la raison
Dando exemplo omnibus
Le gibet sera sa mayson.

Ailleurs :

Scripta legas et si quid falsum dic omnia falsa
Falsa enim veris non loco mixta meis.

Sur un registre de 1458, on lit :

Si manu divitibus possem hæc tua dare
Juventutem floridam mortemque vitare,
Pulchram et amabilem pleni generare
Bene possent divites nummos congregare.

Quelques notaires ne furent étrangers ni à la poésie ni à la calligraphie. Etienne Roquoles s'est fait un nom

dans l'art de manier la plume. Nous conservons des produits précieux de son talent calligraphique (1), et la biographie lozérienne lui a consacré une page. Roques, vivait au commencement du XVI^e siècle (2).

Pierre Torrent, qui commença à exercer en 1600, savait parfaitement bien tourner les vers latins. Ses trente registres en renferment de très-beaux. Sur celui de 1602, on lit :

Bina mihi Christi sub numine volvitur æstas
Terna favente Deo nunc peragenda venit.

En 1605 :

Sexta mihi scribenti cum sese offerat æstas,
Propitio et Christo sit peragenda precor.

Il ajoute ce quatrain :

Puisque de mes escriptz la sixième année
Se présente à mes yeux, j'adresse à Dieu mes vœux
Qu'estant de son vouloir soubz son auspice heureux
Commencée, elle soit de même terminée.

Une anecdote assez plaisante nous paraît devoir trouver ici sa place. Elle remonte à un demi-siècle environ.

C'était le dernier jour de carnaval. Plusieurs jeunes gens vont frapper à la porte d'un notaire déjà plongé dans la douceur d'un profond sommeil ; il se lève en sursaut et demande ce que l'on lui veut. Venez vite, Monsieur, un mourant désire dicter ses dernières volontés ; hâtez-vous, les moments sont précieux. Il fut bientôt prêt. Où dois-je me rendre, demanda-t-il aux

(1) Obituaire Manuscrit, déposé à la bibliothèque de la ville.

(2) Mémoires de la Société d'agriculture 1832—1833.

jeunes gens qui l'attendaient ? Suivez-nous. Après avoir parcouru quelques rues de la ville, l'horloge sonna minuit !... Les jeunes gens s'arrêtent. C'en est fait, dit l'un d'eux, au notaire ; inutile, Monsieur, d'aller plus loin ; vous pouvez retourner dans votre lit, car le pauvre malade est mort !

Comment le savez-vous, leur dit le notaire étonné ? Oui, Monsieur, il vient de mourir, le pauvre carnaval ! et le carême lui succède !

Le notaire avait fait son devoir, en se rendant à un appel qu'il croyait sincère. Pouvait-il supposer que, dans cette circonstance, le secours de son ministère était l'objet d'une plaisanterie ?

L'authenticité de cette anecdote nous a été confirmée par plusieurs personnes dignes de foi.

Nous sommes heureux, en terminant cette petite notice, de pouvoir adresser nos sincères remerciements à MM. Barbot, de Charpal, Martin et Plagnes, notaires de Mende, pour l'empressement et la bienveillance qu'ils ont bien voulu mettre à nous communiquer leurs anciennes minutes, documents précieux pour l'histoire locale et qui nous ont été de la plus grande utilité.

(A)

**Sequitur forma que servabatur in notariis
creandis tempore domini Guillelmi Du-
ranti episcopi.**

(XIII^e Siècle.)

Guillelmus Dei gratiâ Gaballitanorum episcopus,
dilecto filio in christo N... Salutem in domino. Ne

contractuum memoria deperiret, injunctum est tabellionatus officium quo contractus legitimi ad cauthelem presentium et memoriam futurorum, manu publicâ notarentur. Hinc est quod predictum tabellionatus officium ad quod repertus fuisti ydoneus, tibi duximus comittendum, facientes et creantes te publicum notarium et tibi concedentes, ut officium tabellionatus in instrumentis publicis et ultimis voluntatibus et in quibuslibet judicialibus actis, publicè et authenticis conscribendis et generaliter in omnibus et singulis que ad illud spectare noscuntur, in civitate et dyocesi Mimatensi et extra, liberè valeas, tanquàm publicus notarius exercere. Volumus autem atque decrevimus, instrumentis et actis publicis, per te deinceps faciendis, tanquàm publicis et authenticis scripturis plenam fidem ubique in judiciis et extra judicio adhiberi, investientes te insuper per penne et pugillaris traditionem, sollempniter et legitime corporaliter de memorato officio et de singulis que ad illud spectare noscuntur, recepto à te primitus corporali juramento, quod, instrumenta tam publica quam privata, ultimas quoque voluntates et quelibet judiciorum acta, et generaliter omnia et singula que ex commissi tibi officii debito scribendi et exercendi pro tempore et negotiorum veritate occurrerint legaliter et fideliter secundum mentem contrahentium et contractuum naturam et negotiorum veritatem scribes et exercebis, omni simulatione, falsitate et dolo, odio ac favore remotis, et specialiter quod scripturas quas in publicam formam rediges in membranis et non in cartis abrasis, vel de papiro fideliter conscribes et quod secretum tibi per nos impositum, nemini pandes et sententias ac dicta

testium, donec legitimè publicata et aperta fuerint, et alia que sub secreto tenenda sunt in officio tuo sub secreto tenenda sunt in officio tuo sub secreto tenebis quoque nobis et successoribus nostris fideliter existes et quod jura, honorem et jurisdictionem et bona nostra et ecclesie Mimatensis semper et in omni loco et negotio pro posse servabis, et manu tenebis, nec unquam aliquem contractum recipies seu fovebis vel concensies, vel publicabis, vel in illo itereris in quo de diminutione juris et honoris dicte ecclesie Mimatensis et nostri quomodolibet directè vel indirectè te sciente agatur, imo illum impedies juxtà posse, et si fortè, per te impedium non poterit, illud saltem nobis aut successoribus nostris qui pro tempore fuerint sive locum nostrum tenenti quam citiùs poteris denunciare procurabis.

In quorum testimonium etc. (1).

Au XV^e siècle le serment prêté par les notaires était conçu en ces termes :

Ego N. promitto et juro vobis dicto domino meo (2), et successoribus ac officialibus suis et ecclesie Mimatensi, ab hac horà in antea, ero hoberdiens et fidelis, et non ero in consilio vel facto quod vitam, personam, honorem, statum et jura sua, ecclesieque sue et Comitatus predictorum diligenter et fideliter pro posse meo servabo. Et si quod in contrarium attemptare seu machinare cognocerem, illud per me vel alium toto posse impediam, et si impedire non possem, eis

(1) Archives departementales.

(2) En l'absence du Prélat son vicaire général reçut le serment du notaire.

quanto citiùs potero revelabo, vel tali per quem possit ad ipsorum noticiam pervenire. Consilium quod per dictum dominum episcopum, litteras aut nuncium, michi manifestum fuerit ad ipsorum dampnum vel periculum, nulli pandam. Super nullo contratu in quo sciam vel credam vim vel metum intercedere aut frandem usarariam seu aliquod mortale peccatum intervenire, siue juribus ecclesie Mimatensis prejudicare vel detrahi, nec alias illam recipiam vel faciam instrumenta in conficiendo aliquod instrumentum in quo unius solius partis vel plurium sit requirenda voluntas; nil addam vel minuam quod facti substantiam immutet sine voluntate partium earumdem. Contratus legitimos et processus et etiam acta judiciaria et extra judiciaria et alia quam ratione mei officii facere teneor, in prothocollis sine morosa dilatione fideliter redigam; et postquam redacta fuerint instrumenta super hiis non differam maliciosè conficere partibus et aliis quorum intererit pro justo et modico salario, servatis statutis curie dicti domini mei episcopi et Comititis, fraude, dolo et malicià cessantibus. Exhibere protocolla sive libros notularum et registra ad cauthelam et securitatem rei publice et memoriam futurorum diligenter et fideliter observabo; eaque sine licencià ipsius domini episcopi et ejus curie de suà jurisdictione non extraham; sed ipsa cum officio cessero vel illud desinero sue curie faciam assignari, salvo jure meo si quod mihi competat in eisdem. Et ad dictum officium ubilibet in civitate et diocesi et comitatu predictis, prudenter et fideliter exercebo, et eidem domino episcopo ac suis successoribus, officiariis et ecclesie sue Mimatensis, ero ut premititur, hoberiens et fidelis, si Deus me ad-

juvet, et hec sancta Dei evangelia corporaliter per me tacta (1).

FERDINAND ANDRÉ,
Archiviste de la Lozère.

LES COMTES DE BARCELONNE

ROIS D'ARAGON, VICOMTES DU GÉVAUDAN,

ET DÉNOMBREMENT DE LEUR VICOMTÉ.



Il existe dans les archives des anciens comtes de Provence, conservées à la préfecture des Bouches-du-Rhône, un document plein d'intérêt pour notre histoire locale. C'est le dénombrement complet des domaines et droits seigneuriaux des princes d'Aragon dans le Gévaudan. Cet acte est d'autant plus précieux, que les documents relatifs à la domination Aragonaise dans le pays sont plus rares.

La vicomté de Grèzes n'était pas importante. On sait d'ailleurs que nos anciens comtes ou vicomtes s'effaçaient presque à côté de la puissance de nos évêques. Ses souverains laïques, puissants dans les riches contrées d'Espagne, voyaient leur autorité s'affaiblir dans le Gévaudan, et celle des évêques devenir de plus en plus imposante.

(1) Archives départementales.

Grèzes, aujourd'hui modeste village, mais possédant encore son formidable et historique rocher, était le chef-lieu de la vicomté, transféré dans la suite à Marvejols, qui dès lors prit rang au nombre des villes.

La domination des comtes de Barcelonne et princes d'Aragon, en Gévaudan, remonte aux premières années du XIII^e siècle, par le mariage de Raymond Béranger, comte de Barcelonne, avec Dulcie ou Dona, fille unique de Gibert, vicomte de Milhau, de Gévaudan et en partie de Carlat, en 1112. L'année suivante, Dulcie céda à son époux la vicomté. En 1126, le nouveau souverain reçut l'hommage d'un baron du pays, et mourut en 1130, laissant deux fils et une fille. L'un deux, Béranger Raimond, eut en partage, avec divers autres états, le comté de Provence, et la vicomté de Milhau et de Gévaudan. Il reçut l'hommage de Girard de Peyre, et fut tué en 1144.

La même année, Raimond Béranger, le jeune, son fils, lui succéda sous la tutelle de son oncle le comte de Barcelonne. Divers feudataires du Gévaudan, entre autres Astorge de Peyre et Hugues de Montferrant, lui rendirent hommage en 1150 (1). Raimond Béranger avait épousé Richilde, fille du Roi de Pologne; il mourut en 1166 au siège de Nice, ne laissant qu'une fille encore en bas âge, nommée Dulcie.

Cette héritière de la vicomté de Grèzes avait été promise à Raimond, fils du comte de Toulouse, mais ce mariage n'eut pas son accomplissement.

Alphonse, roi d'Aragon, en qualité de parent de Dulcie, donna la vicomté du Gévaudan à Raimond Bé-

(1) Archives départementales : hommages particuliers.

renger, son frère, pour la tenir en commande, et à condition de la lui rendre lorsqu'il en serait requis. Alphonse reçut les hommages de Pierre de Montjézieu, de Guillabert de Montferrant, d'Etienne de Nogaret, de la veuve de Guy de Peyre, actes précieux des annales du Gévaudan déposés dans nos archives.

Dulcie mourut en 1172 avec le titre de comtesse, dont elle n'avait fait aucun exercice.

Raimond Béranger fut tué en 1181, et Sanche, son autre frère, lui succéda.

Alphonse mourut lui-même en 1196, laissant trois fils : Pierre, Alphonse et Fernand.

Le premier eut en partage les vicomtés de Milhau et du Gévaudan, qu'il engagea, en 1204, à Raimond, comte de Toulouse. Toutefois, il exerça dans le Gévaudan un reste d'autorité; c'est ainsi qu'on le voit confirmer, en 1206, la fondation du monastère de Langogne (1). Pierre, roi d'Aragon, mourut à la célèbre bataille de Muret, livrée en 1213.

Il laissa un fils, Jacques, né en 1208. Ce fut le dernier vicomte du Gévaudan de la maison d'Aragon. Par sa lettre royale du 8 des ides d'octobre, il reconnut tenir de l'Evêque de Mende toute la vicomté de Grèzes, dont les lambeaux lui échappaient. En effet, en 1227, le Roi de France, prétendant succéder aux droits de

(1) Ego Petrus, Dei gratia rex Aragonis, comes Barcinone et dominus montispessulani, recognoscens et pro vero existimans, quod predecessores mei gratanti animo predictam fecerunt donationem, ad honorem Dei etc.... Ipsam laudo etc.... testibus Guillelmo Magalonensi episcopo, Guidone præposito ejusdem sedis etc. Datum montispessulani in mense januarii, anno Domini M.CC.V etc.

Raimond VI, comte de Toulouse, qui avait reçu en engagement, en 1204, la vicomté, la donnait à vie à Béraud de Mercœur. Toutefois ce ne fut que plusieurs années après, que ce domaine fut acquis, d'une manière définitive, à la couronne par suite du mariage d'Isabelle, fille du roi d'Aragon, avec Philippe, fils du roi de France. Enfin, un acte de 1266, entre Odilon de Mercœur, évêque de Mende, et le roi St-Louis, vint lever le dernier obstacle qui s'opposait à la possession tranquille par les Rois de France, de la vicomté de Grèzes.

Nous ajouterons à la chronologie sommaire de nos vicomtes, quelques faits inédits puisés dans nos archives. Ces princes avaient, dans le Gévaudan, des officiers nommés baillis. Pierre Parco, l'un d'eux, fit aimer son administration toute paternelle, et, chose digne de remarque, il est dit que, sous son gouvernement, on pouvait voyager en toute sûreté dans le pays.

Pierre, roi d'Aragon, qui trouva la mort dans les champs de Muret, vint visiter le Gévaudan avec le comte de Toulouse. Ils se rendirent à Grèzes; là un héraut, à l'approche du souverain, cria à haute voix, du haut d'une tour, Barcelonne! Barcelonne! et la bannière d'Aragon flotta majestueuse sur l'antique forteresse.

Les princes, visitèrent les monastères de Chirac, Montrodat, la Canourgue, etc. On mentionne la réception brillante qui leur fut faite dans cette petite ville.

La famille d'Aragon laissa quelques traces de sa domination. Ces princes firent construire une tour auprès de l'église de Chanac, et augmentèrent les for-

tifications de Grèzes. On prétend que ces princes constituèrent de grands biens à l'église de Mende, et qu'en reconnaissance, le clergé adopta pour ses armoiries celles des rois d'Aragon.

ENUMERATIO.

In diocesi Mimatensi pertinent ad comitatum Amiliavi : castrum de Gredona, medietas ville de Marojolo, castrum Montisrodati, pro dimidio; castrum de Chirac, pro dimidio; castrum de Montejudeo, pro dimidio; castrum Montisferrandi, pro dimidio; castrum de Petra, pro dimidio; pro dimidio castrum Sⁱ Stephani, de canonica in totum.

✠ In mansis et territoriis infra scriptis, habet dominus rex Aragonis jura in singulis scripta : Alodium ville de Bedosc, est suum. In villa de Chauceranz, similiter; in Callac, similiter; in manso de Rochavaler, similiter; in villa de la Roca, similiter; il villa del Broil, similiter; in villa de Marjolet, similiter; in manso communi de Canac, similiter; in manso de las Condaminas, similiter; quare ille cujus erat qui vocabatur Chatbertus donavit illum et alia omnia que habebat Regi Aragonensi et bajuli dicti regis et post ipsum bajuli comitis quondam Tolose tenuerunt mansum dictum et alia jura illius donec episcopus Mimatensis cepit terram comitis dicti tenere nomine ecclesie Romane et adhuc tenet illud injuste. Item alodium de Montagnac est Regis et de Evesa, similiter; del mas Cimbart, similiter; de Villanova, similiter; d'Altairac, similiter; de Fraissenet, similiter; del Croser, similiter; Daltrenas, similiter; Dynossas, similiter; Desorras, simi-

liter; in Orssillas, similiter; in Rovoira, prope puteum del pos dellolmeda, similiter; in Petra, duos porcos et duo sestaria ordei annuatim; in Vilar, similiter; in Roiochetas, unum porcum annum et unum sestarium ordei; in sancta Suzanna, similiter; in Calmellas, similiter; in Arcs, II porcos et II sestaria ordei; in Colturas, similiter; in Maenselas, unum porcum et unum sestarium ordei; in Bramonas, unum sestarium ordei.

✠ Preterea secundum quod audivimus dici et credimus ita esse quidam parciarius castri de Greddona donavit quondam omnia jura sua comiti Sanzcho qui tunc tenebat totum comitatum Amiliavi et provincie, et ideo bajuli ipsius et aliorum qui postea castrum de Greddona tenuerunt sepe et sepius levaverunt et perceperunt census et redditus qui debebantur illi parciario quoniam alii parciarii levaverunt et census quos habet dominus Rex in domibus de Greddona pro illa parte et pro quibusdam aliis est in uno quoque foco emina avene et una saumada lignorum ad natale domini; de singulis focis unum messorem tempore messium colligendarum, et in mense marcii una boada, et in mense septembris aliam. Homines castri de Greddona debent dare singulis annis pro excubiis domino Castri, XX sestaria bladi et VI libras podientes, et in manso habet pro albergo III^f libras annuas, furnus ville de Greddona est domini Regis.

✠ Ista supra scripta sunt in territoriis castrorum de Greddona, de Monterodato, de Chirac, de Chanac. In castro de Chirac habet albergam cum octoginta equis pro dimidio et in causis dominorum fideiussiones et criminales cause per accusationem institute perti-

nent ad Regem ; cum XXⁱⁱ equis habet albergum in castro de Turre. In la Rovoira cum X militibus albergum.

✠ In territorio de Canonica , est domini Regis : Castrum S^ui Stephani totum et dominium aliorum castrorum et municionum ejusdem ville est suum. Alodium mansi de Molis est Regis. In manso de las Balmas, similiter ; in manso del Chatberts de Banasac, similiter ; el Maselet, similiter ; en Pertusadas, habet unum mansum pro alodio ; in Orssillac, mansum de las Airas et mansum del Pejol et mansum Gras pro alodio, similiter ; in manso de Gresas, similiter ; in manso de la Blacheira, similiter ; in territorio de Sanzaribens V mansos pro alodio ; en Gresas, similiter ; en Chalmels, similiter ; en las Trelas de eruna usque in Alfarc, nonan partem fructuum. Ecclesia prioratus de Canonica, debet albergum domino Regi, pro feudis cum XV equis. Milites ejusdem loci debent albergum cum aliis XV equis. Ecclesia de Banasac, debet albergum pro feudis cum X equis. Super clericos et milites in causis ipsorum habet Rex fidejussiones et justicias quare justicias et fidejussiones aliorum hominum tenebat tenebat a Rege dominus de Caniliaco. Item pedagium levat rex in Canonica. In munitione de Rupe Guidonis , habet rex medietatem quæ fuit illorum de Petra levi pro dominio. Castrum de Rupevalligie] est de dominio comitatus Amiliavi quoniam B. De Andusia cum idem castrum esset suum recepit illud a rege Aragonis et super mansis quibusdam ejusdem Castri habet Rex albergum cum C militibus.

✠ Li torres el sala castrⁱ de Marojolo est domini Regis, et mansus de Granerio pro alodio et medietas

fidejussionum et justiciarum et molendinorum et furnorum et leddarum et pedagiorum est domini Regis et aliam dimidiam tenet Austorgius de Petra ab ipso. Item dominus Rex habet ibi vineas suas et prata, et censuum justiciarum est de consuetudine certa quantitas prefinita. Item lo Beschilos est Regis.

✠ Dicitur à multis et est verum quod quidam parciarius de Chirac, P. Gaucelmi nomine, donavit omnia jura sua Regi Aragonensi et locus ubi est Larcis erat illius. Item turris quam edificavit Bertrandus Guillemi cum pertinenciis est Regis. Item Poncius de La Fara donavit omnia jura sua Regi et postmodum comiti Raimundo et induxit eum in possessionem.

✠ Sunt alia quedam castra in diocesi Mimatensi que tenebantur a Rege Aragonis et comite Tolose que adhuc non sunt recognita domino Regi, et quid de illis qui requisiti celant, faciendum sit videatis.

✠ Breve de vicaria Ugonis de Gredo, in Marjoletto I mas, et eissent I porcum de II solidis et alius de XII denariis et I molto de VIII d. et alius de VI den. et I agne et XII den. pro sauma, et VI den. pro vaca et en agost III den. per sectores II den. II sesteria de frumento II sestaria ordi; in Brollo, II mas similiter; in Bodosco, I mas similiter; in Callat, I mas similiter et insuper porco I; in Rocavalerio, I mas similiter; in Balador, I mas similiter; in Marojol, II mas similiter; in Montagnac, I mas; in Pallaireto, I mas similiter, insuper porco I; in illa Roca, II similiter; in mas Luran, I mas similiter; in Ballador, I mas similiter; in Kasals, I mas similiter.

✠ De mas semblerios in Carerinos, I mas, I porc de XI den., I molto de VI den. et I agne, inter augus-

tum et sectores II den. et mezalla, I sestier de froment, I sestier ordi, et VI deniers pro sauma, pro vaca III den.; in Carerino, I mas similiter; in Bodosco, III mas similiter; in illa Roca, III mas similiter; in Montagnac, II mas similiter; in Marojol Resal, III mas similiter et I pendaria de mengeira; in Carvario, I mas similiter; in Moleiras, I porc de XII denariis et I sestier avena. En Combetas, I mas similiter de segelar; in illo Croserio, I mas doblorio, I porc, II solidos et alius de XII denariis et I molto de VIII den. et alius de VI den. et I agne, XII den. pro sauma et VIII den. pro vacca; III den. en augustum per sectorem II den.; II sestaria de segla, II sestaria de avena; in Altairac, II mas similiter; in mas Atberto, II mas similiter; in Valdesca, I mas similiter; in Petra Maureta, I mas similiter et I pendaria; in Fraissenet, I mas similiter et una pendaria; in Fabregas, I mas similiter; in Malevella, I mas similiter.

✠ Decemblers mases in Castanerio: I porc de XII den. et I molto de VI den; I agne, III den. pro vacca inter augustum et sectorem II den. et mezalla et I sestarium de segla et I sestarium de avena; in Altrenas III mas similiter; in illa Farella, I mas similiter; in illo Brolio I similiter; in Espinassos, I mas similiter; in ecclesia de Chirac, VIII libras, et in duos mansos II porc unumquemque de VIII denariis, in illa ecclesia de Gabriag, V libras pro vacca.

✠ Breve de feudis. In Amarancia, I mas I porc de XII den, et I sestarium de ordi; in Colturas, I mas similiter. In Calmellas, I mas similiter. Ad sancta Suzanna, I mas similiter. Ad illos Arcos, II mas similiter; ad Isla, II mas similiter; in Vilar, I mas similiter; in

Roca, II mas similiter; in Canalelias, V mas similiter; in la Rovoir, I mas similiter; in Lermo, I mas similiter; de Comendas famellant, II mas, II porc et II sestaria de ordi; in Malavella, II mas similiter; in Pissano, I mas similiter rex; in ministerio de illo Capellano; en Ocias, I mas doblenco, I porco de II solidis et alius porc de XII denariis et I molton de VIII den. et alius molto de VI den. et I agne et III den. austenc per sectores, II den. pro vacca; VI den. pro sauma; XII den. de froment, II sestaria de ordi; in Escura, mas similiter; in Chaucenans, III mas similiter, in illa Follia, I mas similiter; in Camnag, I mas I molto de VIII den. et I agnel, II sestaria pro porco, XII den. pro sauma, pro vacca, VI den. et III den. avostenc per sectores II den. et II sestaria de ordi; in Boscheto, I mas pro porco XII den. pro molton VI den., I den. de froment et I sestarium de ordi; in Monteto, I mas similiter.

De mases Somblorios. In Chaucenans, I mas, pro molto VI den. et I agnel; pro porco XII den. ad aost per sectores III den. et mezalla pro vacca, III den. et I sestarium de froment et I sestarium dordi; pro sauma, Videniarios. De ipso Chaucenanc, III mas doblers et de mas Semblerios. In Escuras, I mas pro molto VI den. et I agnel; pro porco XII den. Inter aost et Sectores II den. et mezalla; pro vacca II den.; pro sauma VI den. de froment, I sestarium; dordi, I sestarium et I pendaria. In villa Rocillo, III mas pro moltones unumq... de VIII den. III agnos et III porcos de II solidis, III sestaria segla et in Sancti Galli, I mas doblenc, I molto de VIII den. et alius de VI den. et agnel per aost III per sectores, II den. pro vacca, VIII den. pro sauma, XII den. II sestaria de segla et II sestaria de avena. Ad

Estable, I mas simillter; in Salicia, I mas similiter; in Montellio, I similiter. Descemblersios mases. In Montilio, I mas pro molto VI den. et I agne infra austenc et sectores II den. et mezalla; pro vacca, IIII den. pro sauma VI den., pro porco XII den., I sestarium segle, I sestarium de avena. In illo Pontegano, I mas similiter; in Cartaronna, III mas similiter; in Estables, I mas similiter; in Laubias, I mas similiter; in duas Bastidas, X sol. In Calingobega, VII mases, VII moltos et VII porc. et VII sestaria ordi; in Rachoza, I mas similiter; in illa Farella, I mas similiter; in ecclesia de Caucheia, I mas VIII sols; in Bramonas, II mas et II sestaria ordi; in illa ecclesia de Colturas, I mas, I porc, I sestarium de ordi; in ipsas Colturas I mas, I porc, I sestarium de ordi. De feu. In Rocollas, I mas, pro porco XII den. I sest. de ordi; in Marsonos cellas, II mas similiter; in Gallinac, IIII mas similiter; in illa Fageta, I mas similiter; in illa Calmeta, I mas similiter; in ecclesia S^{ti} Boniti, I mas: in Maisuncellas, I pendaria; in Colomna, II mas, pro moltos, XII den. pro porc II sol et VI den. de austenc vaccales unusquisque VIII den., II sestaria de segle et II sestaria de avena et I pendaria.

✠ Breve de ministro Ugolene de illos mases doblersios; in Pontegano, I mas, pro molto VIII den. et pro alio molto VI den. pro I porc II solidos et pro alio XII den. I agnel III den. de Austenc, II den. per sectores pro vacca VIII den., pro sauma XII den, et II sest. segle et II sestaria de avena; in Capgenies, I mas similiter; in Faus, I mas similiter; in Uscel, I mas similiter; in Andanz, I mas similiter et I apendaria; in Saviniano, I mas similiter; in Colomna mas similiter; in Sairail-

desco, I mas similiter; in Miserino, I mas similiter, de simplerios; in ipso Miserino, I mas similiter, VI den. pro molto, I agnel austenc et per sectores II den. et meazala, pro vaca III den.; pro sauma, VI den., pro porco XII den. et I sestarium siliginis et I sestarium de avena; in Giriosa, III mas similiter; in Casals, III mas similiter; in Fabregeta, I mas, pro porco II sols, alia causa similiter. Ad ipsum S^u Amancii, III mas totos simplerios; in mas de la Chalm, I mas doblerios, pro porco II solidos, pro alio porco XII den., pro molto VIII den., pro alio, VI den. et I agnel; per austenc, per sectores V den., pro vacca VIII den., pro sauma X den. et II sestaria de segla et II de avena. Ad illa Calm, in ecclesia S^u Martini VIII solidos et I mas et II pendarias. In illa ecclesia S^u Amancii VIII solidos.

✠ Breve de feu. Ad illo Croso, I mas pro porco XII den., pro molto VI den., I sestarium de segla et I sestarium de avena; pro vacca VIII den. de aost, III den.; in Vitrola, III mas similiter; in Coloneto, I mas similiter et I pendaria; in Montechiros, I mas similiter.

✠ Breve memoriale quod Ricardus rogare fecit per franzas de sua terra ad illos feuseles qui de illo tenent qui unus censum non admitta a tort et si messo li avia a tort que len tolla quare si feusale qui de illi tenent et illa terra ad ermanc a tort et si forfacta facit de qua Ricardus clamatores habuit qui de illius dictore illa forfacta emendunt sine enganno et si unus dictor morit quod alius tornent sine enganno per B. de Noireiras, Geraudus devone dictor, Rigaldo de Cumpeire, Belzomo del Cros quare pro Aldeberto filio suo Bernadus de Luganac et pro Bernado de Lugannac Ugo frater suus et pro Ugo de Lugannac videlicet

Aldebertus et pro Virgilius della Brogadoira, Rigaldus de Compeire dictor, pro P. de Cambolas Este del dictor et pro Sancia mulier quæ fuit Astrebaldi, et per filios suos Baldonius de Lobairat dictor pro Geraldo Delugamnac, Bertrandus suus frater dictor ; pro Genesto de Fonkald Oseda presbiter dictor. S. Euladia dictor pro Begon della Roca Genestus de Fontcalda dictor pro Bodonno debram Ebradus Dalbescher dictor.

✠ Lo quarto de Peira ab la terra

Lo quarto de Marcastel ab la terra.

Lo castel de Ribena (ou Riberia) ab la terra.

Lo quarto de Baldasse ab la terra.

Lo quarto de Morers ab la terra.

A Chirac II mes ab la terra.

La Toreta la meitat ab la terra.

La meitat de Crueuze ab la terra.

La meitat de Avedon ab la terra.

Aizo es nostre peralo et per feu et per domengadura.

✠ Breu que fessar Bernadus de Montrodal della terra de W. de Peira.

Lo mas del Saluren a Vallelas et altre mas in ipsa villa. Lo mas del Chaucenel; el mas del Mazel; el mas es Regad d'Altrenas; el mas Demzololungal, el mas du Chafol; el mas Arlando et Sant Latgier et Peiraficha; el Vilaret; el Lombilo et Drablac, et Chauceranz; el Vilaret et la Peiraguido; el Montrodon, a quo del mont de Sancta Lucia. Lo ma Radolfent, et la Vacharaza, et Chalvez et la Pendaria Despinas; et la commanda de la Brugeira; et la gleisa Daruitort; el mas el Dadmesc; lo mas Sobeira, Dacoloina et Coloneta; et mas de la Faja; el mas Baconet; el mas Sobeira Dellermet; et Malavella, II sesteria civate; et Bragoald, I sestarium

civate, I molto; et Monchiros; lo mas major de Lespinaz; et Combettas el Mazel, II mas et Arifatas, el Meseri; lo mas Guisbert de Raz; et Cogozac; el Marjol moras; el Castahern; el mas de Ginal Guitart; et altre lo mas Ragambert; el mas Malbebet; et Felinas, III mas et la Chamina, I mas el Fanguoz. Et Combeta Margarot; el Ventos, devant Peira; et Fermandolc; et Aubertesc; et Nodeiras planas; el mas Lautar; el Rofiat, el mas Gullamenc alla Chasa; et Pulgeiras, II mas; la comanda de Famelas et la comanda de S. Marti; el mas de Girbald; el Montet; el Crouzet, devant Reberia (ou Ribenna) I mas en Chabrebers et altre mas ella Malneta sobre Servaireta. Et per alo la ledde de Peira; et comanda en Gabrias; el mas de Galinac, et las Andas devant Peira et Clogonie; et la Rocheta soz Grese; el castel de la Roca. Aquestz castels et aquesta terra donet G. de Peira a nostre oncle Berengarius Raimum per alo zo quel navia per alo et poez Giralz de Peira et Adeberz so faire donero lo chastel et la terra de fanz non avien de moler ques fos leur per aver et pertenant ad elz et a leur linage. Guirent R. de Canilac, Ugo de Montferant P. Bailly, Berangarius Baili, S. de Muret, P. de Monrodat, A. de la Fara, Olivers de Chirac, Guill. Ybert, R. Bertrand d'Amelau et altres molz.... de la terra Chaualers et clerges et borzes et cirvenz et altres molz prodomes.

Ce document pourrait être étudié au point de vue de la géographie et même de l'histoire locale. Que de détails curieux dans ce dénombrement de l'ancienne vicomté ! Que de localités mentionnées dans cet acte qu'il serait utile de fixer sur la carte de l'ancien Gévaudan ! Ce document que nous publions est écrit

dans un latin barbare ; le rédacteur emprunte souvent à la langue vulgaire des mots et parfois des phrases entières ; la fin du dénombrement est totalement écrite en langue romane , qui fut aussi celle parlée dans le Gévaudan.

FERDINAND ANDRÉ,
Archiviste de la Lozère.

PROCÈS-VERBAL

des cérémonies du mariage de Guigon de Beauvoir,
damoiseau, seigneur du château du Roure,
et de noble Anthonie de Gardies, fille de noble Guiran
de Gardies, damoiseau, seigneur du château de
Fontarèche (près Uzès).

Ce procès-verbal nous est communiqué par **M. Benoit**, notaire à Villefort.

Indépendamment de l'intérêt historique qui se rattache à la famille du Roure , encore si noblement représentée, ce document nous fait connaître les cérémonies du mariage telles qu'elles étaient pratiquées avant que le S. Concile de Trente n'eût définitivement réglé la matière sur ce point.

Ces cérémonies diffèrent un peu de celles qui ont été fixées au S. Concile de Trente, mais elles ne se dirigent pas moins vers le même but qui est de faire comprendre l'excellence d'une union que le Divin Maître a élevée

si haut, puisqu'il en a fait un Sacrement, et qui tombe si bas quand on ne la regarde que comme un de ces contrats vulgaires : *do ut des*.

Ici nous voyons que les cérémonies ont été précédées de la Messe célébrée par le Curé de la paroisse de la fiancée ; et les *bans* sont publiés trois fois à la suite de cette messe. C'est pour obvier à cette publication de bans bien insuffisante que le S. Concile a exigé la publication à trois jours différents de dimanche ou de fête et *intra missarum solemnias*.

La cérémonie est faite par l'Evêque de S. Papoul qui se place devant l'autel de la chapelle de la S^{te}-Vierge où il fait venir devant lui les fiancés à genoux. Là il leur demande de révéler les empêchements qui pourraient s'opposer à leur mariage ; et entre autres : s'ils n'ont pas contracté mariage avec d'autres ; s'ils n'ont pas fait vœu d'aller en Terre Sainte, ou d'entrer en religion.

Après leur réponse négative, le Prélat prend leur main droite qu'il met l'une dans l'autre, et au lieu des interrogations prescrites par le Rituel, il les engage à prononcer la formule suivante :

Moi Guigon, je donne mon corps à vous Anthonie, comme légitime épouse, et celle-ci répond : je l'accepte ainsi au nom du Seigneur.

Moi Anthonie, je donne mon corps à vous Guigon, comme mon légitime époux ; et celui-ci répond : je l'accepte ainsi au nom du Seigneur.

Alors l'Evêque remet à Guigon l'anneau qu'il a déjà béni ; et celui-ci prenant cet anneau, dit : Moi Guigon, je m'unis à vous Anthonie au nom du Père — et il met l'anneau au pouce d'Anthonie, — au nom du Fils — et il le change à l'index, — au nom du St-Esprit — et il

le change au doigt du milieu, — ainsi-soit-il, — et il le place à l'annulaire.

Après la bénédiction donnée par le Prélat, Guigon offre à Anthomie le pain béni par l'Evêque, qu'il accompagne du baiser de paix.

L'abbé BOSSE.

In Nomine Domini Nostri Jesu Christi Amen. Anno ab ejusdem incarnatione Domini Millesimo Quatracentesimo Vicesimo Sexto et die Vicesima quinta mensis Junii que fuit dies martis crastinum festi beati Johannis Baptiste, Illustrissimo principe Domino Karolo Dei gratia rege Francorum regnante, et venerabile sede episcopale ecclesie cathedralis uticensis vacante. No-verint universi et singuli presentes pariter et futuri quod ad Dei laudem et honorem humanique generis propagationem nuper tractatum fuit de matrimonio in domino feliciter contrahendo inter Nobilem Virum Guigonem de Bellovisu domicellum dominum Castri del Roure parochie Sancti Petri de Prevencheriis diocesis mimatensis condominum Castrorum de Garda Garini et de Planocampo dicti diocesis mimatensis de se ipso ex una parte

Et Nobilem Anthoniam de Gardiis filiam nobilis Guirandi de Gardiis Domicelli, domini castri de Fonte erecta diocesis uticensis et de se ipsa nobile Anthonia ex altera parte. Cumque hodie paulo ante matrimonio inter partes predictas cum voluntate et assensu dicti nobilis Guirandi domini et patris ipsius Anthonie ac plurium parentum nobilium vicinorum et aliorum amicorum utriusque partium predictarum infra cas-

trum predictum de Fonte erecta fuit promissum et juratum de ipso matrimonio inter dictos futuros conjuges in facie Sancte matris ecclesie solemnizando et copulando prout Sancta ecclesia Romana precipit et ordinavit, prout de dicta promissione et juramento latius constat instrumento publico per me notarium intrascriptum et per magistrum Johannem Serverii notarium publicum loci de Sancto Ambrosio hodie paulo ante in notam sumpto et recepto.

Hinc fuit et quidem est quod die presente supra intitulata, dicta prius et celebrata missa solemnium cum nota in ecclesia parochiali beate Marie de Fonte erecta dicti uticensis diocesis per venerabilem virum dominum Petrum Prandimandi presbiterum priorem sive Rectorem ecclesie predictae, ipsius missa completa, in fine ejusdem Reverendissimus in christo pater dominus Petrus miseratione divina episcopus Sancti Papoli volens dictum matrimonium in facie Sancte matris ecclesie inter dictos et futuros conjuges copulare et solemnizare ut moris est fidelium, factis primitive post finem dicte misse per dominum priorem dicte ecclesie de dicto matrimonio tribus banis sive denunciationibus de jure fieri ordinatis, ut est moris, fecit coram se venire dictos futuros conjuges et ipsis coram ipso ante Altare beate Marie ecclesie predictae genibus flexis existentibus ipsos interrogavit medio juramento, per quemlibet ipsorum futurorum conjugum ad Sancta Dei evangelia prestita, utrum ipsi corpora sua aliis personis in virum aut uxorem dederunt propter quod se ad invicem matrimonialiter non possent conjungere, et utrum votum fecerint partes ultramarinas visitare aut in religionem ingredi propter quod matrimonium non posset suum

sortire effectum, qui quidem futuri conjuges dictis interrogationibus responderunt et dixerunt quod non, et incontinenti dictus dominus episcopus acceptis manibus dextris utriusque ipsorum conjugum futurorum cum ipsis manibus ipsos fecit manualiter apprehendere et ipsos conjuges futuros gratis animo libero et pura voluntate ad hec procedentes dici et proferi fecit verba sequentia in effectum,

Ego Guigo do corpus meum tibi Anthonie in legitimum maritum, dicta que Anthonia respondit sic : et ego recipio illud in nomine domini.

et contra scilicet dicta Anthonia in his verbis

Ego Anthonia do corpus meum vobis Guigoni in legitimam uxorem, et dictus nobilis Guigo dixit : sic et ego recipio illud in nomine domini.

Et ulterius idem dominus Episcopus accepto uno anullo auri et aliis areis per ipsum hactenus et ante benedictis ipsoque anullo auri et aliis areis in manu nobilis Guigonis positis, ipse dictus Guigo, domino episcopo predicto dictante, accepit manum dexteram Anthonie prediete et cum dicto anullo eam desponsavit in hec verba: Ego Guigo desponso vos Anthoniam cum isto annullo et cum istis areis, prius anullum ponendo in pollice dicendo in nomine patris de inde in indice dicendo et filii, deinde in medio digito dicendo et Spiritus Sancti, Amen et ponendo anullum in altero digito sequente

Et ipsis Conjugibus ita conjunctis et dicto matrimonio ita copulato, dictus dominus episcopus super ipsos conjuges ibidem coram ipso genibus flexis existentibus, dixit et alta voce cantavit et dedit benedictionem et alia omnia que in solempnisatione matrimonii

per Sanctam matrem ecclesiam fieri ordinata sunt et consueta, et his peractis dictus nobilis Guigo dicte nobili Anthonie uxori sue panem in quâdam hostia per dictum dominum Episcopum benedictum et sibi traditum dicte Anthonie tradendo, osculo pacis inter ipsos cum gaudio interveniente.

De quibus omnibus supradictis Nobilis Bertrandus de Brisono dominus castri de Brisiscio parerius dicti nobilis Guigonis de Bellovisu petiit instanter et requisivit ad opus ipsius Guigonis publicum fieri instrumentum per me notarium infra scriptum.

Acta fuerunt hec et copulatum matrimonium predictum in ecclesia predicta beate marie de fonte erecta presentibus testibus supradicto domino petro pradi-
mandi rectore ipsius ecclesie, nobilibus viris domino Poncio domino Bellimontis milite, Johanne Guirando Domino de Pozilliaco, Poncio Maleti banilo, Gaudioze de Navis domino de Mirendolio, domicellis Religiosis viris dominis Stephano de Ponte, Petro Rosselli, Johanne de Jinoliaco, presbiteris canonicis utecie, Domino Johanne Mansipii vicario ecclesie predictæ de fonte erecta, Bertrando de la Bastida, et me etc.



CRIÉES PUBLIQUES

ET

RÈGLEMENTS DE POLICE MUNICIPALE

DANS LE GÉVAUDAN.



Dans le moyen âge, quelques communes avaient acheté ou conquis le privilège de faire des règlements de police, et se montraient fort jalouses de ce droit.

A Mende, les proclamations se faisaient au nom de l'évêque, et, malgré des efforts tentés plusieurs fois pour conquérir des franchises municipales, la commune dut reconnaître la puissance des prélats et se contenter de quelques prérogatives.

Les proclamations, ou criées publiques, commençaient par ces mots : « *De par Monseigneur de Mende, comte de Gévaudan et Messieurs ses officiers.* »

Plus tard, les règlements municipaux furent arrêtés dans une assemblée générale, et la commune, représentée par ses magistrats, y prit une part active.

La police était faite par le juge, son lieutenant, le procureur fiscal du Prélat et les trois consuls.

Ils l'exerçaient conjointement, c'est-à-dire qu'un des officiers et un des consuls allaient ensemble faire les visites nécessaires, et lorsqu'ils découvraient quelques

transgressions aux ordonnances, ils en avertissaient le juge, qui punissait le délinquant aux peines portées par les règlements qui régissaient la matière.

Les seigneurs, les communautés religieuses, les chapitres qui exerçaient le droit de justice, faisaient faire chaque année des proclamations ou criées publiques dans l'étendue de leur juridiction. On en trouve de très-curieuses.

En 1354, le prieur de Chirac, ancien prieuré dépendant de St-Victor de Marseille, faisait publier dans le village du Buisson : « Que nul n'introduise dans cette terre, ou son mandement, aucun bétail étranger sans la permission du prieur, à peine de 60 sols d'amende.

« Que personne ne porte du feu découvert à peine d'un écu d'amende.

« Que personne ne tienne des chèvres dans ledit lieu, à peine de 60 sols d'amende et de confiscation, sinon qu'elles soient attachées et dans son propre fonds.

« Défense de conduire du bétail malade ou infect ; la peine encourue est de 60 sols.

« La même punition contre ceux qui vendraient du vin du pays pour vin de la Province de Languedoc.

« Défense de chasser aux perdrix et aux écureuils (escurieux) à peine d'une amende de 60 sols. »

Nous possédons, en langue vulgaire, les proclamations du chapitre cathédral faites en 1494 dans le village du Collet.

Le premier article porte :

« Que denguna persona non ause jurar ni blasphemar lo nom de Dieu ni de la Verges Maria sus la peina

de XL lieuras tornesas, et de mettre al costel (1) et de trencar la lengua sans nenguna merce.

« Défense de porter des armes prohibées sous peine de confiscation et de 60 sols d'amende.

« Défense de chasser aux lapins et aux perdrix ; le délinquant aura ses engins confisqués et payera 60 sols.

« Que denguna persona non ause los saptas de vespres en bas coyre al forn, sur la pena de 60 sols et de perdre lo pa. »

Un autre article non moins curieux dit : « Que denguna personna non ause vendre vi aygre ne trastornat per bon, sur la dicha pena de 60 sols (2). »

En 1681, le juge du chapitre collégial de N.-D. de la Carce, à Marvejols, à la réquisition du syndic du collège, faisait les proclamations portant « inhibition » et défenses à tous les justiciables dudit chapitre de » se provoquer ny mesfaire l'un laultre en leurs per- » sonnes et biens de faict ni de parole ni commettre » aucune usurpation l'un au préjudice de laultre.

« Il est enjoint aux justiciables de tenir les chemins, pons et passages en bon état.

« Pareillement leur est fait défense de jurer ni blasphemer le saint nom de Dieu, ny autrement retirer aucune personne de mauvaise vie comme larrons, p... , ny aultre personne suspectes, etc. Le délinquant était puni la première fois d'une amende de 5 livres.

« Défense est faite de pescher ny chasser dans les

(1) Carcan.

(2) M^e Torrent, notaire ; étude de M. de Charpal.

terres dudit chapitre ny porter aucunes armes à feu sous mesme peine et aultres de droict (1).»

Les ordonnances de police publiées dans la ville de Mende sont assez curieuses et ne manquent pas d'intérêt. Nous avons choisi les plus intéressantes. Voici celles qui furent publiées le 24 décembre 1556, aux quatre quartiers de la ville, à son de trompe.

De part Monseigneur de Mende compte de Givaudan.

I.

Inhibé et deffendu à toutz de quelque estat et condition que soit de fere enter jeux publicz, singulièrement les dimanches et festes solennelles mesme pendant que le service divin se celebrera, ains que chescun ayent à assister audict service aux dictes festes avec honneur et reverance sans soy parmener ou vacquer pour les esglises pendant que ledict service se celebrera, moins parler et tenir propos d'affaires temporelz mais bien chascun en son endroict faisant office de vray crestien ouyr les prédications et service et aultrement y demeurer en dévotion, oraison et bon exemple, et ce sur peines de cents soulz pour la première foys et pour la seconde, de prison et aultre arbitraire.

II.

Aussi de ne jurer et blasphemer le nom de Dieu par blasme ne je renye Dieu par le corps, teste ou sang, ou

(1) Communication bienveillante de M. de Laruelle, notaire à Chirac.

aultre blasfeme de Dieu ou ses saintz sur peine de droits. (1)

III.

De ne entrer anter ni converser les tavernes cabaretz et hosteleries sur les peynes indictes tant aux hostaliers que hostez sur les ordonnances du Roy et arrest des courtz supremes.

IV.

De ne aller de nu et sans lumière avec arnoys (2) quelconques et fere assemblée sur pene de prison et aultre telle que de droit.

V.

Ne aussi pour la reverance du lieu est deffandu de ne passer ou apporter par lesglise cathédrale ou aultre merchandise vin bled pour vandre, remuer, ou aultres choses mécaniques et viles sur peyne à ceuls que les y passeront de dix soulz et confiscation desdictes choses mécaniques ou viles aux pauvres de l'hospital.

VI.

Enjoinct aussi a tous merchantz ainsin que leur sera inthimé chacun pour leur respect et tout de chacun

(1) Les ordonnances de la cité de Genève, punissaient avec sévérité les blasphémateurs : « Que nul n'ait à proférer blasphèmes exécrables, maugréer Dieu et sa parole, à peine pour la première fois de tenir prison trois jours au pain et à l'eau, et faire réparation et amende honorable la torche au poingt, sur le lieu ou il aura été prononcé. S'il y retourne après telle punition, sera puni au fouet pour la seconde fois, la troisième à la mort. »

(2) Armes.

sabmedyſentendre sur la vante, pris et valeur des bledz que publiquement seront mis en vante et place publique pour ycelluy pris et valeur estre rapporté a ceulx devers le greffe de Mende.

VII.

Suyvant laquelle relation et rapport sera par les officiers de Monseigneur de Mende faict visite le jour de la sepmaine que bon leur semblera du pris du pain blanc ou noir mys en vante publiquement par la present ville, pour veriffier s'il est du prix qu'il se trouvera estre jeuste, le pris et valeur convient à la charge, que tout le pain que sera treuvé de moindre prix sera confisqué et apporté auxdictz pauvres de l'ospital.

VIII.

Neangtmoings est ordonné que les corratiers ne porront prandre pour le droict de leur estat que cinq deniers tournois pour charge de vin, et les portafais quatre deniers tournois; et aux mulatiers de ne leur bailler davantaige sur peine de confiscation de leur vin.

IX.

Neantmoings leur est deffendu de directement ou indirectement par eulx ou interpositez personnes de sortir hors la ville pour aller au devant les mulatiers venant a la dicte ville et les abourder ny parler avec eulx pour la vente de leurs vins ou aultres denrées, et marchander avec eulx ou leur doner advertissement sur ce en fasson quelconque.

X.

Leur est aussi enjoinct de ne vendre ou fere vendre directement où indirectement le vin que premierement fidellement et sans fraude naie apporté la monstre et exhibé à la maison episcopale et officiers de Monseigneur illec residens, et de ce que le pris dicelluy qu'il sen treuvera seulement par fin de leur vante.

Est ce à la peine dictz corratiers de dix livres demande appliquer la moitié au Roy et l'autre a mondit Seigneur de Mende; et pour la seconde foys que seront treuvés en faute ei contravension de ce dessus et privation de leur office de corraterie et estat susdict. Et aux dictz mulatiers sur peine de confiscation de leur vin et estre employé auxdictz pauvres de lospital.

Au surplus est fait comendement ausdictz corratiers et chescung deux de exercer leur estat et porter la juste (1) en propre personne; si leur est deffendu pour la utilité de la République de ne affermer leur dictz estatz et office a personne sans excuse de impuissance et conject dudict seigneur a semblable peine de privation de leur estat.

Que en vendant et mesurant le vin, les mulatiers achepteurs ne y pourront metre que ung corratier et ung portafais, sur peine demande arbitraire, s'ilz font le contraire tant aux habitans de Mende que l'achapteur et corratiers portafais ou autres.

Et que les mulatiers seront presentz à la vante de leur vin et a la reception de leur pris et que autrement les ditz corratiers ne pourront faire ledict pris sur peine

(1) Sorte de mesure pour le vin.

samblable de privation de leur office, et le tout sans fraude sur peine de larracin et què y est ordonné par le droict et ordonnance du Roy.

Publiees a son de trompe et cri public par Aymard Bonyere, sergent, le XXIII jour de decembre l'an mil V^e LVI, ez presences de Jehan Garcin, Theodoric Vers, Pierre Signy et moy Torrent greffier.

A la croix du Chastel temoins presents : Michel Vidal, Jacques Bardon.

En Aigues Passès, temoins présents, Jehan Clavel, Jean Vanel.

Au Soubeyran temoins présents : Pierre Codere Jean Hebrard, Jehan Achard.

En Angiran temoins présents : Anthoine Dangles, Jacques Maleval. (1)

Une ordonnance, publiée le 24 janvier 1615, enjoint « à toutes femmes mal nommées et tenant vie scandaleuse et lubrique à vuider la présente ville dans vingt-quatre heures, à peine de prison, et une ordonnance du 23 septembre 1617, à peine de fouet. »

Il est défendu « à toutes sortes d'habitants de ladicte ville de retirer ou *resserer* en leurs maisons les femmes qui auraient mauvaise vie, n'y leur louer leurs maisons, chambres caves ou armoires, sur peine de prison, dix livres d'amende pour la première fois, et de punition corporelle pour la seconde fois; et en cas que par inadvertance il s'y en trouve, sitôt que leur mauvaise vie viendra à leur connaissance ils seront tenus les révéler à la justice, à peine d'amende arbitraire. » (Règlements de 1654.)

(1) Arch. départementales.

Il était ordonné aux habitants « de tenir les rues nettes, chacun endroit leur maison à peyne de cinq livres d'amende. »

« Leur est aussi enjoinct de tenir les pourseaulx serrés, à peyne de confiscation diceulx et de l'amende de cinq livres et autre arbitraire. »

L'année de la mort de Louis XIII, décédé le 14 mai 1643, « sont faites inhibitions et desfences à tous habitants de la ville, de quelle qualité et conditions qu'ils soient, de danser, ny faire aulcungs bals soient publics ou particuliers dans la présente ville et aultres terres dependantz de la temporalité de mondit Seigneur, avec violons n'y aultres instruments quelsquils soient, n'on pas même avec la voix, pendant l'année du deuil de feu Sa Majesté, et aux maistres des violons et aultres de jouer pendant ledit temps, à peine de l'amende de vingt-cinq livres, de prison et aultres que de droit. (Reglements du 24 juin 1643).

Pendant les foires de la ville une ordonnance était publiée par laquelle « sont faites inhibitions et desfences à tous marchands et autres personnes, d'exposer aulcunes monnaies d'or ou d'argent fausses ou n'ayant cours au présent pays, sur les peines portées par les edits et aultres droits. (ord. de 1659.)

Les œuvres serviles n'étaient pas tolérées les jours de dimanches et fêtes, et « défenses sont faites aux barbiers et chirurgiens de tenir leurs boutiques ouvertes et de razer esditz jours dans leur maison, à peine de 3 livres d'amende (ordon. de 1669.)

La pêche était régie par des réglemens assez curieux: il est enjoinct à tous pescheurs qui font estat de pescher,

de venir pester le serment devant Monseigneur, d'observer ce qui suit :

De ne pescher dans les devens de sa grandeur sans une permission expresse, à peine de vingt-cinq livres damende et de prison.

Ils doivent porter à l'évêché tout le poisson qu'ils prendront avant que de le mettre en vente.

Ils ne se serviront que des engins permis.

Ne sera permis ni loisible aux pescheurs de vendre du poisson corrompu ni le garder plus de vingt-quatre heures.

Ne pourront vendre le poisson qu'en place publique, avec desfences de le vendre aux hostes et cabaretiers, qu'après l'heure de dix avant midy.

Desfenses sont faites de porter le poisson a cachette aux maisons des hôtes ni autres habitans, le tout à peine de l'amende, tant pour raison desdits pescheurs que hostes, pour la première fois de cent sols, et pour la seconde fois du double et plus grande s'il echoit, et confiscation du poisson. »

Les ordonnances relatives à la chasse portent, que défenses et inhibitions sont faites à tous habitants de la présente ville de Mende, de quelle qualité et conditions qu'ils soient et autres qu'il appartiendra de chasser en quelque forme manière et engins que ce soit avec chiens couchans, n'y autrement dans toutes les terres de la temporalité de mondit Seigneur, à peine de confiscation des chiens, arquebuses et autres outils et engins desquels ils se pourront servir, et de l'amende de cinquante livres, applicables un tiers au dénonciateur et les autres deux tiers au fisc de la cour. (ord, de 1644.)

En 1671 l'amende était applicable a l'hospital de la charité.

En 1478 le 20 novembre fut publiée dans la petite ville de Ste-Enimie l'ordonnance suivante que nous copions textuellement.

« De part le Roy notre souverain seigneur et monsieur Calvisson commissaire en sette partie espresemant député.

Lon fet innybision et defense a totez manières de jans non nobles de quielque estat et condision quil soyet et set par vertu des presantez que dore en avant il ne nayet a chasser au lieves ne au perdris de nuyt ne de jour a chians ne a furés ne à filez et se est sur poine de confiscation de corps et de bians. »

Les proclamations annuelles faites dans la ville de Chanac étaient en ces termes :

« De par Monseigneur l'illustrissime évêque de Mende comte de Gévaudan, et du mandement de messieurs les officiers ordinaires de Chanac et leurs dépendances et requête du procureur juridictionel institué en ladite cour.

« Sont faites inhibitions et défenses à tous les habitants dudit Chanac, le Villard et le Bruel, de ne jurer ni blasphémer le saint nom de Dieu, de la Vierge Marie, des Saints et Saintes du Paradis, à peine de cent sols d'amende pour la première fois et pour la seconde de prison, la troisième d'avoir la langue percée et amende arbitraire.

« De même, leur sont faites inhibitions et défenses, de ne s'outrager les uns les autres, battre, blesser, mutiler et tuer, sur les peines portées par les ordon-

nances et disposition de droit contre les contrevenants et défaillants.

« Item, qu'ils n'entreront les uns aux fonds et pièces des autres pour prendre fruits, couper bois, ni autres choses, sans la permission et consentement du propriétaire, à peine de l'amende de cent sols et autre arbitraire.

« Davantage, leur sont faites inhibitions et défenses de ne mettre aucun bétail menu au pâtus communs, qu'on réserve pour le bétail gros, jusques aux termes accoutumés aux lieux où se réservent, à peine de l'amende de dix livres et confiscation du bétail qu'on y trouvera.

« Semblablement sont faites défenses à ceux qui ont leur bétail gros ou menu, malade de maladie malignes de marave, piguotte ou d'autres maladies dangereuses et infectes, de le mêler et faire dépaître avec l'autre bétail, sur la peine de dix livres, confiscation dudit bétail et autre arbitraire et est enjoint et commandé à ceux qui auront ainsi le bétail malade de le venir dénoncer à la justice pour leur être baillé quartier séparé des paturages et d'abrever pour ne infecter l'autre bétail aussitôt qu'ils auront reconnue ladite maladie, sur les mêmes peines que dessus.

« De même est enjoint et commandé de tenir les chemins en droit chacun suivant la contenance et étendue de ses pièces afin que les passages tant à pied que à cheval et bétail de voiture puissent commodement passer sans danger à peine de payer le damage qui s'en pourrait ensuivre et amende qu'en echera, et aussi de tenir les abreuvoirs en droit afin que le bétail en puisse commodement boire sans danger sur les mêmes peines.

« Comme aussi est enjoint à tous les habitants de tenir les fontaines publiques en droit nettes et bien accommodées, afin qu'on en puisse commodement puiser de l'eau sans danger et ne permettre que aucun bétail gros ni menu en boive, ni qu'on y lave linge, trippes, ni qu'on y jette aucunes immondices sur peine de cent sols d'amende.

« Leur est aussi inhibé de tenir aucunes mesures de blé, vin, huile et poids sans être marquées de mondit seigneur sur peine de cinq livres et d'être lesdites mesures déclarées fausses et réprouvées.

« De mesme sont faites inhibitions et defenses à tous les hotes cabaretiers et taverniers de vendre et de débiter le vin à plus haut prix que leur sera ordonné et taxé par nous.

« Ensemble sont faites inhibitions et defenses aux boulangers de faire le pain que soit bien blanc et bien appreté suivant les anciennes pancartes, et du poids que par nous sera presigé et taxé, sur peine que celui qui ne se trouvera de poids sera donné et distribué aux pauvres.

« Item leur est inhibé de tenir aucungz fumiers dans les rues publiques pour le danger que s'en peult ensuivre a peine de l'amende avec commandement à tous ceux que les y ont de les oter.

« Item est défendu à tous les habitans de Chanac, le Villar et le Bruel, de jetter aucune coque de laivain ny poison dans la rivière d'Olt tant que contient la terre de mondit seigneur à peine de six livres d'amende et autres.

« Et aussi inhibé et défendu de chasser dans les terres de mondit seigneur a la chasse du lièvre, lapin et

perdrix soit avec le filet, chien couchant, arquebuse ou autrement, et de n'entrer dans les blés à peine de dix livres d'amende et de confiscation des filets et autres arbitraires.

« Est encore défendu aux bouchers desdits mandements de tuer aucun bestail à la boucherie, malade n'y suspect en rien, et qui ne soit de débite, moings de le vendre que soit mort d'infortune et autrement suspect à peine du fouet et autre arbitraire. »

Nous pourrions multiplier les citations ; mais les criées publiques que nous avons mentionnées sont suffisantes et nous montrent assez la sollicitude de nos pères pour tout ce qui intéressait le bien de la Société.

FERDINAND ANDRÉ,

Archiviste de la Lozère.

MODE DE NOMINATION DES NOTAIRES.

Molière, dans sa comédie *Le Malade imaginaire*, a donné une parodie des us et coutumes employés dans les écoles du moyen âge, pour la réception des médecins.

En lisant cet intermède, on est tenté de croire qu'il a multiplié à plaisir les gérondifs en *di*.

Ce gérondif était bien aimé par les personnes qui conféraient des dignités et des pouvoirs. Molière n'a donc pas inventé, il a profité, pour amuser le public du 17^e siècle, de ce qui se pratiquait dans le 15^e.

On le verra par la copie ci-jointe d'un acte portant l'institution d'un notaire avec pouvoir d'en instituer d'autres, ce qu'il fit par le même acte.

Les medicandi
purgandi
seignandi
taillandi
coupandi
et occidendi
impune per totam terram
du *Malade imaginaire* sont bien remplacés par les
scribendi
exemplandi
copiandi
publicandi
recipiendi
examinandi
certificandi
pupillos nutriendi, etc., etc.
ubilicet et ubicumque pacifice.

Je pense que cette formule de réception, que je n'ai trouvée reproduite nulle part, mérite d'être publiée dans les annales de la Société.

Le corps notarial sera bien aise de savoir comment on nommait les notaires avant les lois qui nous régissent.

E. BENOIT,

Notaire à Villefort.

Anno ab incarnatione ejusdem Domini millesimo quadragentesimo duodecimo et die quinta mensis julii serenissimo principe Karolo Dei gratia rege Francorum regnante et reverendo in christo patre Domino Geraldo miseratione divinâ utisense episcopo existente. Noverint universi presentes pariter et futuri quod venerabilis vir Dominus Johannes Chatbadi presbiter curatus perpetuus ecclesie de Pontillis diocesis uticencis, commissarius ad infra scripta specialiter deputatus per nobilem virum *Petrum Paris de Alveto* comitem palatinum specialiter deputatum potestatem habens infrascripta faciendi virtute sue commissionis prout latius constat quibusdam litteris patentibus in pergamino scriptis per dictum dominum comitem palatinum sibi super hec concessis suo sigillo autentico magno rotundo cerea rubea impendente cum cordula rubea canapis sigillatis ymo potius per quodam publico instrumento per magistrum Johannem Dassoulevile de Bietrechie clericum Cameracensis diocesis notarium apostolica et imperiale auctoritatibus publicum recepto septo et signato quarum quidem litterarum sive instrumenti publici tenor ad plenum sequitur sub his verbis.

Universis et singulis presens privilegium seu publicum instrumentum inspecturis petrus Paris de Alveto filius et heres quondam nobilis Guilelmi Paris de Alveto comitis palatini, dei gratia comes palatinus pacem gaudium et salutem.

Sagax nature humane discessione memorie labilitate pensata et diuturnitate temporis ea que inter contrahentes aguntur oblivionis defectui subjacerent tabellionis officium adjuvenit per quem contrahentium

vota scribantur et scripture ministerio per modum longum servantur in evum.

Cum itaque discretus Johannes Chatbaldi presbiter uticensis diocesis in mea presentia personaliter a nobis flexis genibus humiliter supplicavit ut sibi tabellionatus officium concedere dignaremur, nos igitur ipsius johannis supplicationibus in hac parte grato concurrente assensu auctoritate nobis et successoribus nostris et serenissimo principe domino karolo quarto divina favente clementia quondam romanorum imperatore et Boemie rege super creandis et conficiendis notariis seu tabellionibus publicis gracie concessa tabellionatus officium eidem johanni duximus concedendum quem ad hoc vim meritum sufficientem et ydoneum esse reperimus in hac parte recepto prius ab eodem sacrosancte romane ecclesie et sacri romani imperii fidelitatis nomine nec non et de ipsotabellionatus officio fideliter et legaliter exercendo juramento corporali prout inferius annotatur ipsum que johannem per pennam calamariam atque cartam que tunc in manibus nostris tenebantur et per traditionem annulli nostri ac pacis osculum ut moris est presentialiter de officio memorato investivimus ac etiam investimus dantes et concedentes eidem johanni auctoritate predicta plenam licentiam ac liberam potestatem *instrumenta acta prothocola appellationnes et exceptiones quascumque et alias scripturas cujuscumque tenoris existentes scribendi exemplandi copiandi et etiam publicandi testes recipiendi et examinandi testamenta et codicilos conficiendi scribendi et insinuandi cum potestate tutores et curatores dandi et quelibet instrumenta alia scripturas sive contractus quoscum-*

que tam ultimarum decedentium voluntatum quam etiam quorumcumque aliorum negotiorum *conficiendi et ordinandi* decreta *interponendi* pupillis et orphanis alimenta *decernendi* nec non emancipari, manumiteri et adoptari volentibus auctoritatem *prestandi* dictum que tabellionatus officium ubilicet et ubicumque libere pacifice *exercendi* et generalia et singula omnia *faciendi et exercendi* que ad super dictum officium spectare noscuntur et quod ad eundem johannem tanquam ad notarium publicum judicem ordinarium et autenticam personnam publice recurratur ac instrumentis publicis per eundem johannem conficiendis et ordinandis stetur de certo firmiter et credatur et adhibeatur plena fides.

Post modum vero per ipsum johannem nobis extitit humiliter supplicatum ut sibi concedere et comittere dignaremur quod possit auctoritate nobis et successoribus nostris ut superius exprimitur concessa sex personas clericos et presbiteros aut in sacris ordinibus constitutas aut alios sufficienter litteratos simul aut successive quos duxerit nominandos seu eligendos creare.

Nos autem de discretione sua et solita diligencia plenam in domino fiduciam obtinentes volentes que propterea supplicationibus suis hujus modi favorabiliter annuere in hac parte discretioni sue tenore presentium duximus concedendum, commitimus et concedimus quantum auctoritate predicta eosdem sex notarios simul aut successive quos duxerit nominandos seu etiam eligendos dum tamen ad dictum tabellionatus officium exercendum sufficientes et idoneos esse repererit recepto prius ab eisdem sex personis notariis et eorum

quolibet vice nostra sacro sancte ecclesie romane et sacri romani imperii fidelitatis nomine nec non et de ipso tabellionatus officio fideliter et legaliter exercendo corporale juramento creare extra tamen curiam romanam possit et valeat ipsos que et eorum quemlibet quibus et eorumquolibet ex nunc officium concedimus ante Deum per pennam calamariam et cartam que tunc idem johannes in manibus suis tenebit investiat presentialiter de officio ante dicto et ad pacis osculum ut moris est recipiat.

Graciose damus etiam et concedimus auctoritate predicta eisdem sex personis et eorumcuique in notarios publicos creandos omnem et plenam potestatem que nuper eidem johanni per nos quoad officium tabellionatus hujusmodi exercendi est attributa forma autem juramenti quod idem johannes prestitit et quod idem ab eisdem sex personis et eorumquoslibet per ipsos creandi recipiet sequitur et est talis :

Ego Johannes Chatbaldi presbiter uticensis diocesis juro ad sancta Dei evangelia de certo fidelis esse sacro sancte romane ecclesie et sacro romano imperio nec non serenissimo et illustrissimo principe domino dei gratia imperatori semper augusto et suis successoribus imperatoribus canonice intrantibus gratiam et communionem apostolice sedis obtinentibus et vobis domino comite palatino supra dicto et successoribus vestris in posterum comitibus palatinis scripturas non per me in publicam formam redigendas in carta papirea aut verteri unde olim abrasa fuerit scriptura non conscribam et in causis ecclesiarum hospitalium viduarum et orphanorum jus inquiram et ero favorabilis et benignus tabellionatusque officium sine fraude et dolo

nihil addens aut minuens maliciose et fraudulenter quod alteri contrahentium prodesse valeat aut obesse dicta et dispositiones testium per me examinandorum alicui partium litigantium non revelabo donec et quousque fuerint in iudicio more solito publicata aut nisi de ambarum partium consensu procedat et assensu. Sic me Deus adjuvet et hec sancta dei evangelia. In quarum omnium fidem et testimonium presens privilegium seu publicum instrumentum per notarium publicum infrascriptum scribi et publicari mandavimus nostrique sigilli fecimus appositione muniri.

Datum et actum Avenione in domo habitationis magistri Nicolay Tiponelli curie episcopalis avenionensis notarii anno a nativitate domini millesimo trescentesimo nonagesimo nono indictionis septima die id est decimo octavo mensis aprilis presentibus discretis viris domino guilermo de descossonis presbitero vivariensis diocesis et magistro stephano planteti notarii curie predictae episcopalis avenionensis testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis et ego Johannes Dassouleville de Bietreclies clericus cameracensis diocesis publicus apostolica et imperiale auctoritate notarius premissis omnibus et singulis dum sic premittitur per dominum dominum comitem agerentur et fierent una cum prenominatis testibus presens fui ea que omnia et singula sic fieri vidi et audiui scripsi publicavi et in hanc formam publicam redegi signoque meo solito una cum sigilli prefati domini comitis appositione signavi rogatus et requisitus in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum. Ipse inquam dominus Chatbadi presbiter et commissarius

predictus virtute et auctoritate predicta sibi in hac parte attributa ad humilem supplicationem et instantem postulationem discreti Bertrandi Velavy parochie sancti Petri de Halenis diocesis mimatensis clerici sufficienter litterati de cujus probitate sufficiente discretionem et ydoneitatem dixit se fore sufficienter informatum et sibi clare constare de iisdem ipsum Bertrandum Velavy petentem et ita fieri humiliter supplicantem notarium et tabellionem ac scriptorem publicum fecit constituit et creavit dans et concedens eidem Bertrando virtute dicte sue concessionis plenam et liberam potestatem et generale et speciale mandatum et licentiam specialem omnia et singula faciendi dicendi et exercendi que et quod sibi ipsi domino commissario predicto per prelibatum comitem palatinum in precedentibus insertis litteris extitere attributa concedens et concensiens expresse quod ad dictum bertrandum tanquam ad tabellionem scribam et notarium publicum ac etiam tanquam ad publicam et autenticam personam publice habeatur recursus et quod in scripturis et instrumentis publicis per ipsum conficiendis et ordinandis stetur et firmiter credatur et totaliter adhibeatur plena fides. Quod quidem officium tabellionatus idem dominus Johannes commissarius auctoritate predicta eidem Bertrando tanquam sufficienti et ydoneo concessit contulit pariter atque dedit, nec non et de dicto officio tabellionatus ipsum Bertrandum per traditionem penne calamarii sive scriptorii et carte que omnia pre manibus tenebat realiter investivit recepto tamen prius ab eodem juramento ad sancta dei evangelia prestito sic et quemadmodum dictus Johannes Chatbaldy prelibato domino comiti palatino prestitit

et juravit et in litteris pre insertis latius continetur. In
quarum fidem et testimonium idem johannes commis-
sarius predictus hoc presens publicum instrumentum
dicto bertrando notario predicto per me notarium in-
frascriptum fieri voluit et concessit. Acta fuerunt hec
in loco de Chabotis in domo habitationis mei notarii
infrascripti parocie de Pontillis diocesis uticensis pre-
sentibus testibus ad hec vocatis et spicialiter rogatis
Johanne Maretti dicti loci de Chabotis, Petro Peleni de
Blocheria parocie perdicte de Pontillis et me Johanne
Doladilles notario publico auctoritate prelibati domini
mei Uticense episcopo in civitate et diocesi Uticensi
qui de premissis notam recepi.



PATRIOTISME DES GÉVAUDANAIS

PENDANT L'OCCUPATION ANGLAISE

Au XIV^e siècle.

Les annales de l'histoire mentionnent les luttes continuelles entre deux nations rivales, l'une s'attribuant l'empire des mers, l'autre lui disputant cette suprématie et tenant dans ses mains les destinées du monde.

Nous ne décrirons pas ces luttes sanglantes, où un sang généreux coula sur les champs de bataille. Dieu protégea la France, et quand la victoire abandonna nos drapeaux, quand le peuple d'outre-mer, victorieux, croyait avoir conquis nos belles provinces, le Dieu des armées veillait encore sur la fille aînée de l'Eglise; et la France se relevait, belle et majestueuse, couverte de cicatrices, mais fière des lauriers cueillis dans les combats.

Au XIV^e siècle, lorsque l'occupation anglaise vint souiller le sol bien-aimé de notre patrie, le Gévaudan se distingua pour combattre et chasser l'étranger, et, malgré ses faibles ressources, il s'imposa les plus généreux sacrifices. Honneur donc au patriotisme des enfants de nos âpres montagnes.

Nos villes et nos châteaux se fortifièrent, Mende répara ses murailles, rasa ses faubourgs, et fit si

Histoire, etc.

bonne contenance, que l'Anglais, qui était à ses portes, n'osa rien entreprendre contre elle. Le service religieux dut cesser dans l'antique paroisse St-Gervais, et fut transféré dans l'enceinte des murs et dans une humble chapelle du cimetière cathédral.

Plusieurs villes succombent, il est vrai, sous les coups redoublés des troupes anglaises; Saugues, aujourd'hui distraite du département, voit crouler ses remparts, mais on se hâte de les relever, et l'évêque Aldebert Lordet, natif de Chirac, consacra à cette œuvre des legs pieux, dans l'intérêt du pays. Châteauneuf-de-Randon, Marchastel, Montrodât, Montferrand, Bal-sièges, Aumont, St-Alban, Chapieu, tombent aussi au pouvoir des vainqueurs; mais d'autres villes et d'autres châteaux résistent avec succès aux attaques de nos oppresseurs. St-Chély, entre autres, les repoussa victorieusement, et le souvenir d'une défaite des troupes anglaises, non loin de Chirac, passera aux siècles les plus reculés. Le lieu du combat porte encore aujourd'hui le nom de cimetière des Anglais.

Nous devons rendre hommage au zèle et au patriotisme de nos populations. A Mende, on voyait les riches et les pauvres, les prêtres et les laïques, les nobles et les roturiers veiller sur les remparts, et faire bonne garde. L'évêque, de son côté, avait fait réparer ses châteaux et établi la plus active surveillance. Ces mesures n'étaient pas inutiles. Avec les Anglais arrivèrent des bandes d'aventuriers qui désolèrent le Gévaudan pendant plusieurs années. L'histoire les appelle routiers, écorcheurs, tard-venus, écumes des armées de tout pays. Insignes brigands, ils osaient tout entreprendre: ils pillaient et rançonnaient les voyageurs, incendiaient

les manoirs comme les chaumières. Les Gévaudanais avaient pris la ferme et généreuse résolution de chasser leurs oppresseurs. Le Pape Urbain V, enfant de nos montagnes, touché de tant de calamités, lança contre les auteurs de ces brigandages les foudres de l'Eglise. Les habitants du pays avaient à leur tête Guérin d'Apchier, l'une de nos plus illustres familles, et plus d'un Anglais ne revit plus le ciel brumeux d'Albion.

Quand la France commença à respirer, elle envoya, pour purger le sol du Gévaudan, un illustre guerrier, Duguesclin, qui valait à lui seul plus qu'une armée. L'arrivée de ce héros dans nos montagnes fut saluée avec allégresse. Le pays vit le jour de sa délivrance.

Châteauneuf-de-Randon, puissante forteresse, possédait une nombreuse garnison anglaise, Duguesclin en entreprend le siège et le pousse avec vigueur; mais les exploits du héros devaient s'arrêter devant les remparts de cet antique manoir. Le 13 juillet 1380, Duguesclin expirait.

Le gouverneur de Châteauneuf, voyant qu'ils ne pouvaient plus longtemps résister aux efforts des troupes françaises, vint apporter les clefs du château, et les déposa avec respect sur le cercueil du brave Duguesclin : hommage glorieux rendu à sa mémoire par ses plus mortels ennemis.

Le règne de l'Anglais allait cesser bientôt. Le calme renaissait déjà, et ce temps heureux fut sagement employé à réparer des maux immenses. Le pays était épuisé de subsides, écrasé d'impôts, toutefois volontaires; mais l'étranger était expulsé, le sol du Gévaudan n'était plus souillé par sa présence.

Honneur au pays qui s'imposa tant de sacrifices,

honneur surtout à la population Mendoise, à celle de Marvejols. Cette dernière ville, en mémoire des services qu'elle avait rendus, mérita d'ajouter à ses armes la fleur de lys, et, fière de cette concession, elle en conserve encore le souvenir gravé sur l'une de ses portes. On y lit ces mots :

Pour avoir déchassé l'Anglais de ma Province
Je porte d'une main la belle fleur de lys, etc.

Le Gévaudan peut se glorifier d'avoir donné des héros à nos armées. L'un de ses enfants commandait les troupes françaises à la bataille de Bouvines. (1) Si nous parcourons les annales des chevaliers de Malte, on voit figurer plusieurs noms illustres du pays, combattant généreusement pour la religion et pour la patrie. Mais sans invoquer des souvenirs anciens, n'avons-nous pas des noms, toujours chers à la Lozère, qui ont suivi nos aigles victorieuses et porté si haut la gloire de la France... Aujourd'hui encore, plus d'un nom lozérien figure avec honneur dans les sommités de l'armée française, et ces noms, dont le pays se glorifie avec bonheur, occuperont aussi leur place dans l'histoire.

FERDINAND ANDRÉ,

Archiviste de la Lozère.



(1) Guérin, chevalier du Temple, issu de la maison du Tournel.

NOTICES HISTORIQUES

Par M. DELARUELLE, notaire à Chirac.



CHIRAC

SES FOSSÉS ET SES REMPARTS.

La ville de Chirac est l'une des plus anciennes et anciennement l'une des plus importantes du Gévaudan, puisque les soldats de Merle ont pu massacrer tous les religieux et 29 prêtres de cette ville (1) ; puisque dans le dénombrement fait au Roi de la population de Chirac, le 4 février 1261, on a pu compter 329 feux ; (aujourd'hui Chirac possède encore une population agglomérée de 1526 habitants) puisqu'il existe, dans les archives de l'abbaye de St-Victor un acte qui constate la donation du lieu du Buisson, fait par Astorgius de Petra, en faveur du monastère de Chirac du mois d'avril 1235 (2). Enfin, on peut voir un acte passé par Guill. Chapus, notaire à Mende, en l'année 1276, contenant la donation du prieuré de Chirac à St-Victor de Marseille (3).

Chirac est la patrie d'Aldebert IV de Lordety, qui fut évêque de Mende en 1331.

(1) *Gabalum*.

(2) Arch. dép., n° 15 dioc. de Mende.

(3) Arch. de S.-Victor.

Chirac, au reste, avait toujours eu une certaine importance : il y avait bureau de conciliation et cour royale ; en un mot, c'était un *mandement*, c'est-à-dire, une ville où s'exerçait la justice seigneuriale. Chirac possédait sept chapellenies et son monastère de Saint-Sauveur-de-la-Tourette, fondé par Aldebert II, dont les religieux vivaient sous la règle de St-Benoit (1). Chirac avait le droit d'envoyer un député aux États particuliers du Gévaudan.

Tout cela prouve l'importance d'autrefois de Chirac. J'allais oublier de vous dire que Chirac, autrefois, avait sept portes : d'Agasech, du Barri, de la Tourrede-la-Chapelle ou du Rieu, de l'Hôpital et de la Farre (2). Mais, par la suite, les malheurs de toute sorte, les guerres, les inondations, les dévastations ruinèrent maintes fois la ville, comme il appert de la délibération de cette communauté dont les membres, assemblés en conseil général en 1560, demandèrent une diminution d'impôt (3), « attendu que les guerres civiles, « arrivées au présent pays, avaient détruit la pré-
« sente ville, et partie des maisons étaient aban-
« données. » En effet, la veille de la fête de N.-D., les hérétiques, après avoir ruiné Chanac, le Villard et Esclanèdes, vinrent assiéger Chirac le 23. Le baron de Peyre, qui avait embrassé la réforme, vint leur porter du secours, à la tête de plusieurs habitants de Marvejols. Le lendemain, on livra l'assaut; la ville fut

(1) Arch. dép. n° 16.

(2) Actes de M^{es} Lafont, Cabrit, Dieulefès, etc.

(3) Chirac payait alors 2610 livres 6 sols, somme énorme pour l'époque.

prise et pillée, l'église brûlée, 29 prêtres égorgés, 80 catholiques massacrés et ses fortifications détruites (1).

Il n'est pas sans intérêt de vous faire part de quelques notes que j'ai pu réunir sur l'histoire de ces fortifications, notes assez curieuses à cause des nombreux propriétaires qui ont successivement possédé les fossés et les remparts de Chirac.

Je prends les fossés au XVII^e siècle.

C'était en juin 1640, le roi ayant mis en vente, sous faculté perpétuelle de rachat, ainsi que le prescrivaient les ordonnances d'alors, son domaine royal de Chirac, qui se composait des droits seigneuriaux, justice haute, moyenne et basse, des fossés, des matériaux des murailles de Chirac, du mas Aubert,.... etc. et comme on le disait, *lods* de sa seigneurie de Chirac, paroisse et mandement, l'adjudication a eu lieu, par les soins des commissaires députés à cet effet, en faveur de messire Jacques de Launay, seigneur et baron d'Entraygues, gouverneur de Marvejols, Chirac, Grèzes et autres places, en récompense des services rendus à la couronne. C'était le fils de Trophime de Launay, seigneur et comte d'Entraygues, Lachamp, Alpeyre, St-Léger, baillif du Gévaudan.

L'administration de M. de Launay n'était rien moins paternelle. Ce seigneur, ou son mandataire, pressuraient les habitants : n'épargnant personne, augmentant les censives à leur gré, faisant, en un mot, tant de vexations que la communauté de Chirac se crut obligée d'intervenir et, dans sa délibération du 29

(1) *Orig. de l'Egl. de Mende.*

mars 1644, elle nomma une députation chargée de demander au Roi la liberté des habitants de la ville, préférant être, comme auparavant, sujets du Roi qu'exposés aux mesures excessives de messire de Lounay. En effet, il était allé jusqu'à faire saisir tous les bestiaux, brebis ou bœufs, des habitants (1).

Après plusieurs voyages, des pourparlers, des instances et des mémoires, les députés délégués ont enfin obtenu du roi de rentrer dans le domaine royal, mais non pas sans rembourser à M. d'Entraygues le prix de l'adjudication, les frais et loyaux coûts. C'est ainsi que la justice et les fossés de Chirac furent recédés à la communauté par le sieur d'Entraygues, et possédés par elle jusqu'en 1762, sous la dépendance du Roi.

En 1680, la communauté de Chirac, étant propriétaire et en vertu d'une délibération du mois de janvier, fit, le 18 mars et jours suivants, (Lafont not.) à plusieurs particuliers la concession ou bail des fossés par parcelles. Ces fossés étaient alors délabrés et sans fermures, et la condition de la concession était d'en faire des jardins dans les deux années, de laisser un chemin, en dehors (ce chemin existe encore) de la largeur de six pans, de reconstruire la muraille de la ville (cette muraille n'existe plus) et de la bâtir à chaux et sable sur la hauteur de huit pans, et enfin de payer annuellement, par canne de terrain, de 2 jusqu'à 5 sols, suivant la qualité du terrain concédé. En vertu de ces concessions, chaque propriétaire débaya son terrain, construisit des murailles de fermeture, tant du côté de la ville que du côté opposé.

(1) Délib. de 1644 et du 25 juillet 1676.

Le roi étant rentré dans son domaine, les propriétaires desdits jardins ont payé la rente en argent, imposée par les traités de concession, aux engagistes du domaine de la couronne jusqu'en 1772, année où les commissaires pour le roi se transportèrent en Gévaudan pour procéder à l'évaluation du domaine royal que le roi avait l'intention d'échanger avec les biens du comte d'Eu. En effet, le 19 mars 1762, par acte passé devant Baron l'ainé et son collègue, notaires au Châtelet de Paris, le roi céda au comte d'Eu le comté de Dreux et autres objets dont faisaient partie Chirac et ses fossés, et le comte d'Eu donna en contr'échange la principauté et souveraineté de Dombes par les soins de M. Tourville et autres commissaires délégués. Cet échange fut confirmé par lettres patentes des mois de mars 1765 et 6 juin et 21 août 1772.

En 1781, messire Perrier, ancien capitoul de Toulouse, membre du conseil de S. A. S. M. le comte d'Eu, administrateur général des domaines du Roi, (1), étant advenu acquereur des biens du comte d'Eu, prétendit avoir le droit de rentrer dans la possession des jardins. Il ne déposséda personne ; mais il obligea les propriétaires à lui consentir de nouveaux actes sous une rente en grains qui dépassait de beaucoup le revenu en argent, rente que les tenanciers refusèrent de payer l'année suivante, attendu leur possession plus que centenaire. M^e Bonnetterre, notaire, avait passé, en 1781 et années suivantes, un très-grand nombre d'actes d'inféodation pour M. Perrier, mais ces actes n'exis-

(1) Assignation du sieur Saltel, de Chirac, du 14 décembre 1778, à la requête du sieur Guill. de Perrier.

tent plus; ils ont été déchirés et emportés par le sieur Laurens, procureur de la commune, par Pinhède et et Simon Delon, officiers municipaux de Chirac, le 14 novembre 1793, pour être brûlés en exécution du décret de la convention nationale du 17 juillet 1793. Cela résulte d'une note mise par M^e Bonnetterre à la place des actes que le vandalisme révolutionnaire avait enlevés, et, avec eux, des renseignements précieux que nous perdons par là.

Cette prétention de M. Perrier a produit la reprise de l'instance qui durait depuis si longtemps (1), et n'a pris fin qu'en l'an II de la République, époque où le Directoire du district de Marvejols, sur les instances du vérificateur, en exécution de l'article 8 du décret du 10 frimaire, autorisa le receveur de l'enregistrement du bureau de Marvejols (M. Baudet) à prendre possession, au nom de la nation, des biens ci-dessus mentionnés, sauf les exceptions portées par le décret précité.

Depuis, comme il est arrivé partout, les anciens propriétaires, qui n'ont jamais été dépossédés, jouissent encore desdits biens d'une manière paisible et incommutable.

(1) Délib. du Cons. de la Comm. des 29 mars 1644, 25 février 1645,....., 2 octobre 1389,....

PRINCIPAUTÉ DE DOMBES.

Dombes était en France une principauté et une souveraineté entre la Bresse, le Mâconnais, le Beaujaulais et le Lyonnais. Trévoux en est la capitale. La souveraineté de Dombes fut formée, au commencement du **xi^e** siècle, des débris du second royaume de Bourgogne, qui avait été uni à l'Empire, et après le dénombrement duquel les seigneurs de Dombes, ainsi que plusieurs autres, s'affranchirent et se firent souverains.

Edouard II, seigneur de Beaujeu et de Dombes, fit donation entre vifs à Louis II duc de Bourbon, de sa baronie de Beaujeu et de toutes les autres terres qu'il possédait en France et dans l'Empire par contrat du 23 juin 1400. La seigneurie de Dombes ayant passé au connétable Charles de Bourbon, se trouva compris dans la confiscation de ses biens en 1527. Elle fut cédée à Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, et, par édit du mois de janvier 1531, François I^{er} unit au domaine de la couronne la seigneurie de Dombes et les autres terres qui étaient possédées par la Duchesse, sa mère, et qui venaient tant de la maison de Bourbon, que de celle de Montpensier.

Il y eut plusieurs discussions au sujet de ces biens, et par une transaction passée à Orléans le 27 octobre 1560, homologuée au parlement le 23 juin 1561, Charles IX délaissa à Louis de Bourbon, duc de Montpensier, les terres et seigneuries de Beaujaulais et de Dombes, en l'état que feue Anne de France et le connétable de Bourbon en jouissaient. Il y est stipulé que

le roi entend que le duc et ses successeurs jouissent, quant à Dombes, de tous droits de souveraineté, prérogatives, prééminences, exemptions, immunités, franchises et libertés sans rien réserver, sauf la *bouche* et les *maines*, c'est-à-dire sauf la *foi* et l'*hommage*.

Mademoiselle de Montpensier fit donation entre vifs de la souveraineté de Dombes, le 2 février 1681, à Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine, prince légitimé de France, comte d'Eu et duc d'Aumale, et cette souveraineté a été possédée par son fils, Louis-Charles de Bourbon, comte d'Eu.

Par une déclaration du mois de mars 1682, donnée en faveur de M. le duc du Maine, Louis XIV a reconnu la souveraineté de Dombes en ces termes : « Nous
« disons, déclarons et ordonnons, voulons et il nous
« plait que lad. seigneurie de Dombes soit reconnue et
« tenue par tous nos officiers et sujets comme nous la
« reconnaissons et tenons pour souveraineté, sous
« notre protection, pour marque de laquelle nos pré-
« décesseurs se sont seulement réservés la *bouche*
« et les *maines*; lequel devoir nous entendons nous
« être fait et à nos successeurs rois par les souverains
« de Dombes, à chaque mutation, comme d'un moin-
« dre souverain à un plus puissant, son protecteur, et
« non comme d'un sujet à son roi, ni d'un vassal à son
« seigneur. »

Il y avait un parlement pour la souveraineté de Dombes, séant à Trévoux, et, en outre, un conseil souverain qui est aussi le conseil d'Etat du prince et qui était établi près de sa personne. Les officiers dont les offices ont été créés avant 1669 jouissaient, tant en Dombes qu'en France, de la noblesse au premier

degré ; elle leur avait été accordée par les souverains de Dombes aux mois d'avril 1571, mars 1604 et novembre 1694, et elle avait été reconnue et confirmée par nos rois en décembre 1577, septembre 1611 et mars 1644, ainsi que par deux arrêts du conseil des 12 mars 1669 et 8 décembre 1714 rendus à l'occasion de la recherche de la noblesse.

Il a été expédié des lettres patentes sur ce dernier arrêt, le 5 mai 1715, qui maintenaient les officiers du parlement de Dombes dans tous les privilèges à eux accordés « sans néanmoins que ceux qui ont été ou qui seront à l'avenir pourvus des offices créés par augmentation audit parlement, depuis l'arrêt du 22 mars 1669, ou de ceux qui pourraient y être ci-après créés, puissent jouir desdits privilèges. »

Par arrêt du conseil, du 4 février 1758, M. de Belly de Bussy, conseiller au conseil souverain de Dombes, a été déchargé du droit de franc-fiefs qui lui était demandé pour un fief situé près de Pontoise, après avoir justifié que ce conseil est tel qu'il était avant 1669, composé d'un chancelier, de dix conseillers et d'un secrétaire-greffier en chef.

Par autre arrêt du conseil, du 10 décembre 1758, M. Bellot, doyen des conseillers au dit conseil souverain, a pareillement été déchargé du droit de franc-fiefs, d'une portion de fief en la généralité de Soissons, et le fermier a été condamné à lui restituer ce qu'il avait reçu en vertu de contrainte.

La formule, ni les droits de contrôle des actes, établis en France, n'avaient pas lieu dans la principauté de Dombes ; mais les actes que passaient les notaires de Dombes pour personnes domiciliées, à propos de biens

situés dans des pays où le contrôle était établi, n'étaient considérés que comme actes sous seing privé, qui devaient être contrôlés avant qu'on puisse s'en servir dans les lieux où le contrôle était établi (v. arrêt du conseil du 28 juin 1740 et une décision du 29 mars 1749).

Cette principauté, en 1775, était encore dans la main du roi, au moyen de l'échange qui venait d'être fait entre S. M. et le comte d'Eu.

Par contrat passé devant Baron l'ainé, notaire à Paris, le 19 mars 1762, le comte d'Eu a délaissé au roi, à titre d'échange, la souveraineté et principauté de Dombes et, en contr'échange, les commissaires du roi ont cédé au comte d'Eu : 1^o les vicomtés d'Argentan et d'Exmes et dépendances, le comté de Dreux, le domaine de Crécy et la forêt de Crécy, le duché de Gisors, marquisat de Biszy, Pary et dépendances, la baronie d'Ivry, la forêt de Vernon et celle d'Andely, partie de la forêt de Mercy, 45 arpents de bois dans la forêt de Goussesey, et autres objets dont dépendaient les fossés et les remparts de la ville de Chirac, sous les conditions exprimées au dit acte.

(Le château de Nogaret, près La Canourgue, avait été aussi compris dans les biens échangés entre S. M. et le comte d'Eu. — (Voir le *Bulletin de la Société d'Agriculture* de 1865.)

La *Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron* a chargé l'un de ses membres, M. VICTOR ADVIELLE, de recueillir et de publier la correspondance et les travaux inédits d'AMANS - ALEXIS MONTEIL, né à Rodez, le 6 juin 1769, décédé à Céli (Seine-et-Marne), le 20 février 1850, auteur de l'*Histoire des Français des divers états*, du *Traité des matériaux manuscrits*, etc.

Elle fait en conséquence un appel à toutes les personnes qui possèdent des lettres autographes ou des manuscrits de Monteil, et les prie de vouloir bien en transmettre *franco* une copie, le plus tôt possible, à M. VICTOR ADVIELLE, place d'Armes, n° 1, à Rodez (Aveyron).

Les noms des personnes qui auront envoyé des communications seront mentionnés en tête du volume dont la publication est décidée.

RECHERCHES
SUR LA FAMILLE DE GRIMOARD

ET SUR

SES POSSESSIONS TERRITORIALES AU XIV^e SIÈCLE

PAR

L'ABBÉ J.-H. ALBANÈS

Docteur en Théologie et en Droit canonique.



Nous voudrions établir avec certitude une généalogie authentique de la famille de Grimoard, qui a donné à l'Eglise un grand Pape, et à la Lozère sa plus grande illustration. Malgré de longues études et la découverte de documents pleins d'intérêt, il reste encore beaucoup d'obscurité, causée surtout par les fausses assertions que nous rencontrons dans les auteurs. Nous prenons le parti d'offrir à la Société de la Lozère le résultat de nos recherches jusqu'à ce jour, dans l'espoir que les hommes distingués qui en font partie nous aideront à les compléter. Nous serions heureux de recevoir communication de testaments, contrats de mariage, et autres pièces concernant les Grimoard au 13^{me} et au 14^{me} siècle : c'est le seul moyen de trancher les questions douteuses.

Histoire, etc.

Nous mettons aussi sous leurs yeux quelques détails sur les possessions de cette famille à la même époque. Ici encore quelques documents de plus seraient nécessaires pour un travail complet : nous les attendons de leur bienveillance, pour les joindre à ceux qui suivent cet article, et aux autres que nous avons entre les mains. En attendant, c'est un devoir pour nous d'exprimer toute notre reconnaissance pour les précieux renseignements que nous a fournis M. André, le zélé et érudit archiviste du département.

I.

Généalogie.

Nous ne connaissons que deux généalogies de la noble maison de Grimoard. La première se trouve à Paris, parmi les manuscrits de la Bibliothèque impériale, cabinet des titres, et consiste en un arbre généalogique remontant au grand-père d'Urbain V, et s'étendant après lui jusqu'à la quatrième génération. Nous sommes loin d'en être satisfait : bien des noms changés, des dates fausses, des personnages omis ou ajoutés, empêchent d'ajouter foi à ce document. La succession des seigneurs de Grisac y est complètement manquée ; les armes même de Grimoard, qui sont *de gueules au chef emmanché d'or de quatre pièces*, y sont ainsi travesties : *d'azur au chef emmanché d'or de trois pièces*. Nonobstant ces défauts, cette pièce

est encore préférable à la suivante. Nous la citerons sous le titre de *Généalogie manuscrite*.

Le Dictionnaire de Moréri nous fournit la seconde généalogie des Grimoard, au tome V, p. 384 (édit. de 1759). Celle-ci est construite avec un luxe de détails véritablement inouï, et une érudition extraordinaire. Elle remonte au dixième siècle, douze générations avant le pape Urbain V, et se continue jusqu'à l'époque contemporaine de l'auteur. Rien n'y manque de tout ce qu'on peut souhaiter : femmes, enfants, titres féodaux, dates des testaments, des mariages, des décès, tout y est indiqué. Malheureusement tout est faux, ou du moins tout ce qu'il nous a été donné de contrôler avec des documents certains, se trouve en contradiction avec la vérité. Ce qui nous mit d'abord en garde contre les assertions de Moréri, c'est que nous n'y rencontrions aucun des personnages dont nous constatons l'existence par des pièces authentiques, et qu'à leur place nous trouvions des noms entièrement inconnus et impossibles. Tout nous porte à croire que l'œuvre de Moréri est controuvée d'un bout à l'autre.

En dehors de ces deux généalogies, nous n'avons plus rien découvert ; les nobiliaires se taisent sur la famille de Grimoard, ou n'en parlent qu'après son union avec la maison du Roure. Ainsi privés du secours des généalogistes, nous avons cherché dans les actes de l'époque des données plus sûres, et nous essayons de reconstituer la famille d'Urbain V.

Nous ne remontons avant lui qu'au second degré. Son aïeul se nommait, non point *Maurice*, comme le dit Moréri, ni *Raymond*, comme le veut la généalogie manuscrite de la Bibliothèque impériale, mais

GUILLAUME de Grimoard. C'est ainsi que nous le voyons appelé dans une transaction avec le Chapitre de Mende en 1274, et dans une autre passée le 4 avril 1285 avec Bertrand de St-Privat. Il est vrai que dans ces actes, Guillaume n'est désigné que par son nom et par son titre de seigneur de Bellegarde; mais il est évident qu'il n'y a pas lieu de le confondre avec son fils, qui portait le même nom que lui, parce que celui-ci, né en 1266 ou 1267, n'avait pas, aux époques précitées, l'âge voulu pour pouvoir figurer dans des contrats. D'ailleurs une nouvelle transaction de 1335, consentie cette fois par Guillaume de Grimoard, le père du Pape, mentionne la première faite avec un autre Guillaume alors défunt, *Guillelmum Grimoardi QUONDAM dominum de Bellagarda* (Arch. de la Lozère). Il n'y a donc pas de confusion possible. Nous avons l'hommage rendu par lui à Guillaume Durand l'ancien, évêque de Mende, le 1^{er} mai 1293 (*Reg. Catalan, f. 15*). L'époque de sa mort ne nous est pas connue, mais elle ne doit pas s'éloigner beaucoup du 20 octobre 1308, jour auquel nous voyons son fils prêter son hommage à Guillaume Durand, le neveu. (*Liasse Cévènes, n° 174*). Guillaume I de Grimoard eut pour fils et successeur :

GUILLAUME II DE GRIMOARD, dont la naissance doit être fixée vers l'an 1266, car il mourut âgé de 100 ans à Avignon, le 16 octobre 1366, *quasi etatis sue anno centenario* (Terrier de l'Egl. d'Avignon. Arch. dép. de Vaucluse). On le trouve désigné dans les actes du temps sous le nom de Grimoard, plus souvent encore sous le nom de chevalier Grimoard, de seigneur Grimoard, ou de seigneur de Grisac, avec les titres de *domicellus, miles, vir nobilis*, et plus tard, quand son

fil fut Pape, *nobilis et potens vir*, et encore *magnificus et potens dominus*. Guillaume avait épousé :

AMPHÉLISE DE MONTFERRAND. Ici les auteurs sont loin d'être d'accord. La généalogie manuscrite lui donne pour femme *Isabelle de Montferrand, des comtes de Mauguis, près de Montpellier*. Nous admettons bien Isabelle de Montferrand, car *Amphélise, Elise, Elis, Elisabeth et Isabelle* ne sont qu'un seul et même nom, mais ce que l'on ajoute ensuite n'est pas conforme à la vérité, car la mère d'Urbain V n'a rien de commun avec les anciens comtes de Mauguis et de Montferrand, et Montpellier ne fut point sa patrie.

Moréri est tombé dans une erreur plus grande encore, et il y a entraîné presque tous les historiens venus après lui. Guillaume, dit-il, épousa *Félice-Amphélise de Sabran, dame de Montferrand, fille du comte d'Arian, de la maison de Sabran en Provence, sœur de saint Elzéar de Sabran, ... parente de Charles II, roi de Jérusalem et de Sicile*. Voilà ce qu'on ne cesse de répéter depuis lors; or, il n'y a pas la moindre apparence de vérité dans ce qui est ici allégué sans preuve aucune. Jamais personne n'a fait allusion à la parenté qui aurait existé entre le pape Urbain V et les rois de Sicile, laquelle certainement aurait été mentionnée et par ces princes et par le Pape lui-même dans leur correspondance. Jamais non plus aucun auteur un peu ancien n'a donné Amphélise comme la sœur de St-Elzéar, ni avancé qu'elle fût de la maison de Sabran. Tous l'appellent Amphélise de Montferrand, et Moréri est le premier, à notre connaissance, qui ait dit, Amphélise de Sabran, dame de Montferrand. Cela n'est pas et ne peut pas être, pour plusieurs raisons.

1° La maison de Sabran ne possédait parmi ses nombreux domaines aucune seigneurie de Montfer-rand; et les familles qui portaient ce titre dans le Gévaudan au 14^m siècle, étaient distinctes des Sabran.

2° Amphélise était native du diocèse de Mende et n'avait rien de commun avec la Provence : *natus de legitimo matrimonio... scilicet domino Grimoardo Grimoardi, Mimatensis diocesis, et domina Amphe-lisia de Monteferrando; ejusdem diocesis.* (Procès de Canon. d'Urbain V.) Les Sabran au contraire, à cette époque surtout, vivaient en Provence et à Naples.

3° Enfin St-Elzéar n'eut jamais de sœur. Tout le monde sait qu'il était fils unique de Laudune d'Albe, et que d'un second mariage, son père Hermengaud n'eut aussi qu'un fils, Guillaume de Sabran. Toute affirmation contraire est fausse. Nous avons en effet sous les yeux le testament de St-Elzéar, daté du 18 juillet 1317 ; il y fait des legs à tous ses serviteurs ; il y nomme tous ses parents qu'il substitue l'un après l'autre à son héritage; il y institue héritier son frère Guillaume, à défaut, son cousin germain, Elzéar de Villeneuve, fils de sa tante Sibylle ; à défaut de celui-ci, Dulceline de Sabran, dame d'Uzès, son autre tante, ou ses enfants; il parle de ses oncles, Guillaume de Sabran, abbé de St-Victor, Bertrand de Sabran, prieur de St-Genès, Rostang de Sabran, religieux dominicain, auxquels il fait des legs. Mais on chercherait en vain le nom de sa prétendue sœur Amphélise, qui était alors vivante, et de ceux que l'on dit être ses neveux. Faudra-t-il croire que St-Elzéar a un souvenir pour tous ses oncles, tantes et cousins, pour tous ses serviteurs et servantes, et qu'il a oublié sa sœur unique et ses seuls neveux?

La raison de ce silence est évidente : Amphélise n'était pas sa sœur, elle n'était pas de la famille de Sabran, mais de celle de Montferrand.

Toutefois, nous admettons volontiers, avec la plupart des auteurs, qu'il y avait une certaine parenté entre les Sabran et les Grimoard : le choix de St-Elzéar pour parrain de celui qui fut Urbain V, le zèle que ce pape déploya pour la canonisation du saint comte, enfin les noms de Guillaume, Elzéar, Delphine, que nous retrouvons dans les deux familles, tout semble l'indiquer. Nous ignorons d'où provenait cette parenté, nous supposons comme plus probable qu'il y avait eu une alliance assez récente entre les deux maisons.

Mais on sera sans doute bien aise de savoir ce qu'était Amphélise, et à quelle famille elle appartenait. Personne avant M. Roussel n'avait hasardé de conjectures à cet égard ; le premier, il supposa (*Bulletin de 1857, p. 18*) que la mère d'Urbain V pouvait être la fille du comtor de Montferrand, que nous voyons figurer parmi les nobles de la Sénéchaussée de Beaucaire convoqués en 1304, pour la guerre de Flandres. Plus hardi que lui un autre auteur affirma sans balancer qu'elle était fille du comte de Montferrand qui fit en 1304 la campagne de Flandres. (*Magnan. Hist. d'Urbain V. p. 82.*) L'érection du château de Montferrand en comté en 1300 peut passer pour une découverte ; d'ailleurs ce ne fut pas le comtor de Montferrand, mais son fils, qui partit pour cette campagne ; et comme celui-ci pouvait être un jeune homme de 20 à 25 ans, Amphélise, si elle avait été sa fille, aurait dû être mariée bien avant l'âge de puberté. Tout ce qu'il y a de certain en ceci, c'est que la seigneurie de Montferrand appartenait au com-

mencement du 14^m siècle à la famille de Cénaret, qui en fit plusieurs fois hommage à l'évêque de Mende.

Amphélise aurait donc été une Cénaret de Montferrand. Nous avouons que pendant assez longtemps nous l'avons crû, pour plusieurs motifs, dont le premier était l'autorité qu'exerçait sur nous à juste titre l'opinion de M. Roussel. Et puis, la pensée que le père d'Amphélise aurait été un homme de guerre, comme son mari, nous souriait; le partage des mêmes fatigues et des mêmes dangers nous semblait avoir naturellement amené cette alliance entre deux chevaliers du même pays. Nous ne manquions pas d'arguments en faveur de ce système : nous avons constaté l'existence dans la maison du Pape d'un certain *Hugues, seigneur de Montferrand*, qui fut en 1367 gouverneur de la Romagne, et nous supposions que c'était le même que *Hugues de Cénaret, seigneur de Montferrand*, qui nous est connu par un hommage prêté à l'Évêque de Mende. Nous avons remarqué aussi dans le testament de Delphine de Châteauneuf (*Vite Pap. Aven. II. 758.*) qu'une de ses tantes avait épousé un Cénaret, et comme nous savions qu'Urbain V était proche parent des Châteauneuf, nous pensions que cette parenté provenait des Cénaret. Enfin, Moréri lui-même, à qui nous ajoutions encore un peu foi, contribuait à nous confirmer dans notre illusion, car en nous disant qu'Etienne de Grimoard, le frère du Pape, avait épousé *Magdeleine de Cénaret, dame de Montferrand*, SA COUSINE, il avançait implicitement qu'Amphélise, mère d'Etienne, était aussi de Cénaret de Montferrand, et en cela il contredisait, sans y faire attention, ce qu'il venait de dire peu auparavant, qu'elle était de la famille de Sabran.

Aujourd'hui nous convenons volontiers que cette opinion n'est qu'une supposition sans fondement. Jamais la noble famille de Cénaret n'a revendiqué l'honneur d'avoir produit un pape aussi illustre qu'Urbain V ; peut-on raisonnablement croire qu'ils eussent négligé cette illustration, si sa mère eût été de leur race ? Amphélise elle-même est constamment appelée de Montferrand, jamais de Cénaret ; aurait-on sans cesse omis le nom de sa famille, qui était une des plus nobles du Gévaudan ? D'ailleurs, on a toujours oublié le principal : c'est de montrer qu'il y a eu dans la maison des Cénaret de Montferrand, une fille dont le nom et l'âge puissent convenir à la femme de Guillaume de Grimoard. De cela, il n'y a aucune trace dans les documents connus, par conséquent c'est une supposition gratuite, et nous osons dire une illusion. En effet nous allons trouver ailleurs Amphélise.

En dehors des Cénaret qui possédaient le château de Montferrand et en prenaient le titre, il existait à la fin du 13^{me} siècle dans la ville de la Canourgue, une autre famille noble portant le même nom, sans que nous puissions dire quels liens la rattachaient aux anciens châtelains de Montferrand. Le chef de la famille se nommait *Bérenger*, il avait le titre de *domicellus*. Il mourut vers le milieu de l'année 1293, et nous voyons ses jeunes enfants se présenter à la fin du mois de juillet devant le juge royal de Marvejols, pour demander d'être placés sous la tutelle de leur oncle Hugues Baylin, aussi damoiseau. Ils avaient moins de 25 ans, dit l'acte, quoiqu'ils en eussent plus de quatorze. (Arch. de la Lozère. Évêché ; hommages part. : n° 30). Le 26 août suivant, ils comparaissaient devant

l'évêque Guillaume Durand, qui se trouvait à Banassac, et en présence de leur curateur, lui rendaient hommage pour les biens qu'ils possédaient dans le territoire de Chanac, dont l'Eglise de Mende avait la seigneurie. C'étaient *Raymond et Elis de Montferrand*, frère et sœur, fils du susdit Bérenger. Ils devaient avoir aussi perdu leur mère, dont il n'est fait aucune mention dans l'acte qui désigne leur oncle pour prendre soin de leurs personnes et pour administrer leurs biens. Le nom de cet oncle, que l'on a lu plus haut, nous révèle probablement le nom de famille de leur mère, et un *Baudouin de Montferrand*, chevalier, qui assistait à l'hommage du 26 août, était selon toute apparence leur oncle paternel.

Si l'on nous demande pourquoi tous ces détails, nous répondrons qu'ils servent à nous faire connaître la famille maternelle d'Urbain V, car nous n'hésitons pas un moment que ce ne soit là sa vraie famille. Elis de Montferrand n'est pas autre qu'Amphélise de Montferrand, épouse de Guillaume de Grimoard et mère du Pape. Tout concorde : nom, prénom, patrie, noblesse, âge. Nous savons par le procès de canonisation d'Urbain V que sa mère était du Gévaudan et de race noble, ce que nous retrouvons ici. Le nom est le même. Les prénoms sont identiques, car il n'y a pas à se tromper : ELIS n'est qu'un diminutif d'AMPHÉLISE, et tous les deux dérivent d'Elisabeth. Il n'est pas étonnant qu'en 1293, orpheline et mineure, la fille de Bérenger de Montferrand soit nommée familièrement *Elis*, plutôt qu'*Amphélise*. Moréri a, sans le savoir, conservé quelque trace de ceci, en la nommant *Félice-Amphélise*, comme qui dirait *Elis ou Ampélise*. D'ail-

leurs nous ne voulons pas qu'il puisse rester la moindre incertitude sur l'identité de ces noms, et nous croyons avoir le moyen de lever tous les doutes.

Il a existé dans la famille de Grimoard une autre Amphélise, petite-fille de la première; le cardinal Anglic, dont elle était la nièce, la nomme en plusieurs endroits de son testament, et ne l'appelle jamais qu'Amphélise. Or, voici que dans un acte contemporain, antérieur même au testament, nous la trouvons citée sous le nom d'Hahélis. Nous lisons en effet dans le livre des recettes du chapitre de Mende pour l'année 1367-68 : *Item a domina Hahelis de Grisaco pro debito domini P. de Regaudo, pro quo habebat unum chapeletum de perlis pro pignore, VIII. florenos.* Que l'on cherche tant qu'on voudra, on ne trouvera à cette époque, personne à qui ce nom puisse se rapporter, si ce n'est la nièce du Cardinal, la femme de Pierre de Senhoret, dont nous aurons à parler bientôt. Mais si la seconde Amphélise a pu à son époque être appelée *Hahélis*, qui s'étonnera que la première ait été également, par l'emploi d'un diminutif, nommée *Elis*? Ajoutons, s'il le faut, que dans un acte de 1298, cité plus bas, ce nom est écrit *Hélis*. La ressemblance est trop grande entre *Elis*, *Helis*, *Hahélis*, *Amphélise*, pour qu'on ne voie pas que c'est le même nom; et nous croyons inutile d'insister d'avantage.

Nous avons parlé encore de l'identité d'âge. En 1293, Raymond et Elis de Montferrand étaient mineurs, et selon la formule employée, ils étaient entre 25 et 14 ans; nous n'avons rien de plus précis. Elis pouvait n'avoir guère plus de 14 ans, et elle est toujours nommée après son frère, qui paraît plus âgé. Mais, quel

que fût son âge, dans la limite mentionnée, quand même on donnerait 24 ans à Raymond et 23 à Elis, ce qui n'est point du tout probable, il n'en reste pas moins certain que dans tous les cas elle était moins âgée que Guillaume de Grimoard, qui en 1293 était dans sa 27^{me} année. Voici d'ailleurs une preuve de plus de la jeunesse des orphelins de Montferrand. Le 22 août 1298, Raymond prêta hommage à Guillaume Durand, le neveu, (*Homm. part.* n° 38.) et cette fois aussi, il était assisté par Hugues Baylin, son oncle et son curateur, dont le consentement était nécessaire. Ceci prouve que Raymond de Montferrand était encore mineur en 1298, qu'en 1293 il avait moins de 20 ans, et sa jeune sœur moins que lui. Donc, en identifiant Elis avec Amphélise, mère d'Urbain V, nous ne faisons que suivre les règles de la plus exacte chronologie, et aucun motif plausible ne s'élève contre nous.

Amphélise épousa Guillaume de Grimoard dans les premières années du xiv^{me} siècle, Moréri dit en 1305. Ils eurent plusieurs enfants que, dans l'impossibilité où nous sommes de les classer par rang d'âge, nous nous contenterons de nommer successivement.

1^o GUILLAUME, né en 1309 ou en 1310. Il prit l'habit de Bénédictin au prieuré de Chirac, professa avec éclat durant 20 ans le droit canonique, devint prieur du Pré, de l'ordre de Cluny, abbé de St-Germain-d'Auxerre le 13 février 1352, de St-Victor de Marseille en 1361 (de juillet à septembre), et après avoir rempli plusieurs nonciatures en Italie, il fut élu Pape après la mort d'Innocent VI, prit le nom d'URBAIN V, et fut sacré le 6 novembre 1362. Il mourut à Avignon le 19 décembre 1370, à l'âge de 61 ans. Son corps fut trans-

porté à Marseille et enseveli dans l'Eglise de St-Victor; il y opéra de nombreux miracles et y fut honoré d'un culte public.

2° **ANGLIC**, et non pas Angélique, comme on l'écrit souvent. (La chronique romane de Montpellier l'appelle *Engles*, c'est-à-dire *Anglais*, traduction exacte d'*Anglicus*.) Il fut élevé dès sa première jeunesse, à *pueritia*, dans l'abbaye de St-Ruf de Valence, où il prit l'habit de chanoine régulier, qu'il portait depuis 30 ans lorsqu'il fut nommé par son frère, évêque d'Avignon le 12 décembre 1362. Il était alors prieur de Die. D'après ces données, nous sommes autorisés à penser qu'il avait au plus 45 ans à cette époque, et que sa naissance eut lieu vers l'année 1320. Il fut fait cardinal le 18 septembre 1366, évêque d'Albano en septembre 1367, et devint vicaire du Pape à Bologne. Il survécut 18 ans à Urbain V, fit son testament le 11 avril 1388, mourut le 14 (Chron. romane), et fut enseveli dans l'Eglise de St-Ruf de Valence.

3° **ETIENNE**. Longtemps nous avons douté de l'existence de ce personnage, dont nos documents ne parlaient pas. Nous avons enfin trouvé dans le livre des comptes du chapitre de Mende pour l'année 1366, que le vieux Guillaume de Grimoard avait légué une somme pour la fondation d'un anniversaire *pro domino nobili St. de Grisaco, domicello*. Ces simples initiales suffirent à constater qu'il a réellement existé, qu'il était fils de Guillaume, et qu'il mourut avant son père. C'est le seul acte où nous le trouvions mentionné. Etienne ne laissa point de descendance mâle. Il est vrai que les actes du Congrès archéologique tenu à Mende en 1857 disent, p. 81, que l'opinion que nous

émettons est sans fondement, et que l'Histoire de Montpellier par Aigrefeuille parle d'un fils d'Etienne; mais toutes nos recherches dans l'ouvrage indiqué n'ont pu nous faire retrouver aucune trace de ce fils, et comme l'héritage des Grimoard fut recueilli par la branche féminine, nous maintenons qu'Etienne ne laissa point d'enfant mâle. Moréri lui en donne bien deux; mais le premier n'est qu'un fils de sa fille Amphélise (voir ci-dessous), et le second qu'il nomme *François, évêque de Mende, puis archevêque d'Avignon et cardinal*, est un être purement imaginaire, qui certainement n'a jamais existé.

4° DELPHINE. D'après Moréri, elle fut mariée au baron de Rocheblave; d'après la généalogie manuscrite, elle épousa Guillaume de Montaut: c'est cette affirmation qui est la vraie. Nous avons trouvé en effet une bulle adressée par Urbain V, le 3 avril 1367, à *Raymond de Montaut, son neveu, fils de feu Guillaume de Montaut*, damoiseau, du diocèse d'Uzès: le Pape lui remet tout l'héritage des Grimoard, vacant depuis quelques mois par la mort de son père. Delphine vivait encore le 11 avril 1388, jour où son frère le cardinal Anglic faisait son testament; elle était alors religieuse au monastère de St-Laurent d'Avignon.

5° ISABELLE. Nous ne la connaissons que par le testament du Cardinal, et nous ignorons pour quel motif, tandis qu'il nomme la précédente *Delphine de Grimoard*, il désigne celle-ci sous le nom d'*Isabelle de Sinzellis*. Serait-ce un nom de mari? Isabelle n'aurait-elle été qu'une belle-sœur? Pourtant le Cardinal l'appelle sa sœur comme la première, et lui lègue, comme à elle, une pension.

6° HERMINSENDE, ou HERMENARDE, morte sans enfants. Ainsi s'exprime la généalogie manuscrite; nous n'avons rien trouvé qui confirme ou qui infirme cette assertion.

On sera peut-être surpris de voir que nous ne comprenons pas parmi les enfants de Guillaume et d'Amphélise *Maurice de Grimoard*, qui est mentionné dans Moréri, et qui d'après lui a formé une branche, devenue la famille du Roure. La raison en est que Moréri paraît s'être complètement trompé, et avoir soudé à la famille de Grimoard une famille qui lui est étrangère. Quel n'a pas été notre étonnement quand nous nous sommes assuré en étudiant la généalogie des *du Roure*, que Moréri fait descendre de Guillaume de Grimoard, une famille qui n'en descend pas, et lui donne pour fils le fils d'un autre? En effet, celui qu'il appelle *Maurice de Grimoard*, fils de Guillaume, est tout simplement *Maurice du Roure*, fils de Guy du Roure, et les quatre générations qui viennent après lui n'ont rien de commun avec les Grimoard. Ce n'est qu'à la cinquième, que l'alliance de Guillaume de Beauvoir du Roure avec Urbaine de Grimoard, confondit les deux familles et les deux noms, qui auparavant étaient bien distincts. Pour convaincre plus facilement nos lecteurs, nous mettons sous leurs yeux, d'un côté la prétendue seconde branche des Grimoard, d'après Moréri, de l'autre une partie de la généalogie des Beauvoir du Roure, empruntée aux Documents historiques sur le Gévaudan, par M. de Burdin, tome 2, page 301.

Mortérl.

Guillaume de Grimoard, épousa l'an 1305 Félice-Amphélise de Sabran... dont il eut.

Maurice de Grimoard, épousa l'an 1332 Aymarde de Poitiers, dont il eut...

Armand de Grimoard, épousa en 1369 Antoinette de Villates.. Il eut de son mariage Guillaume, et fit son testament l'an 1400.

Guillaume de Grimoard, épousa Smarade de Beaumont, dont il eut

Guigon de Grimoard, épousa l'an 1438 Antoinette de Gardies, fit son testament l'an 1449, et eut

Guillaume de Grimoard... épousa l'an 1478 Urbaine de Grimoard sa cousine.

M. de Burdin.

Guy de Beauvoir, seigneur du Roure, fit son testament en 1383. Ses enfants furent...

Maurice de Beauvoir, chev. seigneur du Roure, épousa en 1375 Aigline de Naves, dont il eut...

Armand de Beauvoir, chev. seigneur du Roure, épousa Catherine de Villates, dont il n'eut qu'un fils Guillaume qui suit. Il testa en 1400.

Guillaume de Beauvoir, chev. seig^r du Roure, avait épousé Maragde de Beaumont, dont

Guy de Beauvoir, chev. seig. du Roure, testa en 1449; il avait épousé Antoinette de Gardies, dont

Guillaume de Beauvoir, chev. seig. du Roure, épousa Urbaine de Grimoard.. laquelle Urbaine héritière de son nom, le

transmit, ainsi que les biens de sa maison, à la postérité de son mari. Depuis cette époque et non avant, les Beauvoir du Roure ont fait précéder leur nom de

celui de Grimoard, et les deux maisons se sont trouvées confondues, ce qui les a fait souvent confondre par les généalogistes pour les temps antérieurs à cette alliance ».

C'est donc avec raison que nous excluons *Maurice* du nombre des frères d'Urbain V. Jusqu'à ce que des titres authentiques viennent établir que Guillaume de Grimoard eut un fils nommé *Maurice*, nous récuserons le témoignage de Moréri, et nous regarderons ce personnage comme appartenant à la famille du Roure.

Revenons maintenant aux vrais Grimoard et poursuivons la descendance.

Guillaume, le père d'Urbain V, mourut à Avignon le 16 octobre 1366, et de là il fut transporté à Bédouès, dans l'église de Notre-Dame, nouvellement construite et érigée en collégiale. Il eut pour héritier dans sa seigneurie de Grisac, son petit-fils.

RAYMOND DE MONTAUT, fils de Guillaume de Montaut et de Delphine de Grimoard. Nous donnons aux pièces justificatives la bulle du Pape qui lui attribue tous les droits qui lui reviennent sur tous les biens des Grimoard, à condition qu'il prendrait le nom et les armes de la famille. La première vie éditée par Baluze nous assure qu'il était le seul neveu d'Urbain V, *nepotem suum unicum*, et jusqu'à présent il n'y en a aucun autre de connu. Il épousa la fille d'un marchand de Montpellier, dont le prénom seul *Jacquette* est venu jusqu'à nous. (Test. du Card. Anglic.) Raymond ne survécut pas longtemps à son aïeul et au pape son oncle; il fit son testament le 7 avril 1373, devant Pons de Montclar, notaire du diocèse d'Uzès, et un codi-

cille le 16 mai 1374, notaire Pierre Bordier. Il mourut avant la fin de l'année 1375, et fut enseveli dans l'église de N. D. de Bédouès ; car le 6 décembre le chapitre de Mende payait les dépenses de ceux qu'il avait envoyés à Bédouès, pour assister à ses obsèques. (*Liber compotorum*. f. 163.) Raymond n'ayant point laissé de descendance, l'héritage passa à

GRIMOARD DE GRIMOARD, ou de Senhoret. Amphélise de Grimoard, fille d'Etienne, avait épousé avant 1365 *Pierre de Senhoret*, seigneur de la Roche Ste-Marguerite, au diocèse de Rodez. Elle en eut trois fils, Grimoard, Urbain, et Jean. Urbain fut Prévôt du chapitre de Mende; Grimoard, recueillit les biens de la famille par suite du testament de son grand-oncle le cardinal. Il obtint de Charles VI et de Charles VII le renouvellement du privilège que le roi Jean avait accordé à son bisaïeul ; par là nous apprenons qu'il vivait encore en février 1425, date de la lettre de Charles VII. Il fut donc seigneur de Grisac, au moins durant 50 ans. Après lui nous trouvons

ANTOINE DE GRIMOARD, ou de Senhoret, cité dans un acte du 8 septembre 1452. (*Biblioth. imp. cab. des titres*.) Il y est nommé explicitement Antoine de Grimoard ou de Senhoret, seigneur de Grisac et baron de Verfeuil, ce qui démontre qu'il était fils ou petit fils du précédent. D'après les dates, c'est à lui que furent accordées les lettres de Louis XI et de Charles VIII, qui en 1461 et en 1485, confirmèrent celles de leurs prédécesseurs.

URBAINE DE GRIMOARD, fille unique et héritière d'Antoine, obtint en 1498, de Louis XII, la confirma-

tion des franchises accordées à ses ancêtres. Elle épousa *Guillaume du Roure*, à qui elle porta les biens de sa famille, dont elle était la dernière descendante, son nom et ses armes. Depuis lors la maison du Roure prit le nom de Grimoard du Roure, eut la seigneurie de Grisac, et associa dans ses armoiries, celles de Grimoard, du Roure, et de Beauvoir.

Ainsi la descendance masculine directe des Grimoard a cessé à l'époque même d'Urbain V et du cardinal, son frère. La seigneurie de Grisac et de ses dépendances a passé par des alliances successives : 1° à la famille de Montaut, en 1366 ; 2° à la famille de Senhoret, en 1375 ; 3° à la famille du Roure, à la fin du 15^m siècle. Et comme les héritiers prirent l'un après l'autre le nom de Grimoard, il en est résulté une certaine confusion que nous avons eu de la peine à débrouiller.

Nous ajoutons ici, comme complément naturel de ces recherches, quelques notes sur divers personnages de la famille d'Urbain V, que nous n'avons pu relier à la généalogie, et que nous sommes contraints d'indiquer séparément.

1° **PIERRE DE GRIMOARD.** Nous le trouvons mentionné dans Duchène, *Histoire des Cardinaux français*, tome 2, p. 407. Pierre, dit-il, était damoiseau, fils et héritier de Grimoard de Chasens, mort en 1315, le jeudi après Quasimodo. (*Ex registro veteri Parlamenti ann. 1312. 1313, quæ ad criminalia pertinent.*) C'est tout ce que nous en savons.

2° **ANGLIC DE GRIMOARD.** Anglic était moine Bénédictin. Le 30 juin 1316, étant aumônier du monastère de St-Tibéry, diocèse d'Agde, il assistait à Lyon au

testament de Raymond Gaucelin, seigneur d'Uzès, de la maison de Sabran. (*Hist. du Lang.* IV. 97.) Plus tard, il devint prieur de Chirac, et il était présent à Marseille, au chapitre général de St-Victor du 12 mars 1337, et à celui du 11 novembre 1343 ; à chaque fois, il est nommé le premier parmi les prieurs. On croit généralement qu'il était frère de Guillaume, père d'Urbain V, ce que nous admettons volontiers, sans en avoir pourtant des preuves positives. Mais nous ne pouvons ne pas remarquer que le Pape avait précisément choisi le monastère de Chirac pour y prendre l'habit monastique, et que son frère le cardinal portait le même prénom d'Anglic, sans doute en mémoire de l'autre.

3^e ELZÉAR DE GRIMOARD, quelquefois appelé *Hélisaire*, ce qui revient au même. Elzéar était prieur de Bompas lorsqu'il fut fait général des Chartreux, en 1360 ; il mourut en 1367. D'après certains auteurs, il aurait été le neveu d'Urbain V ; d'après d'autres, il était son oncle. Baluze a embrassé ce dernier sentiment (*Vitæ Pap.* Av. I. 995), et nous avouons que c'est aussi le nôtre, malgré la chronique de Kalcar, éditée par D. Martène (*Vet. Mon.* VI. 193), qui le dit neveu du cardinal Anglic. Il faudrait, dans ce cas, supposer qu'il était extrêmement jeune, ce que nous croirions difficilement. Et puis, de qui serait-il fils ? Moréri le fait naître de Maurice de Grimoard ; mais nous pensons avoir démontré qu'il fallait retrancher de la famille d'Urbain V ce personnage, qui est en réalité Maurice du Roure. Quel serait donc le père d'Elzéar ? En attendant les preuves du contraire, nous sommes d'avis qu'il était oncle du pape.

4° GUILLAUME DE GRISAC. Ce Guillaume était dans la maison d'Anglic de Grimoard, évêque d'Avignon, en 1365 et 1366; plus tard, celui-ci devenu cardinal et légat à Bologne, lui donna le gouvernement de la ville de Todi. Nous avons deux bulles qu'Urbain V lui adressa le 25 juin 1368 et le 28 février 1370, où il l'appelle chevalier, et atteste qu'il était du diocèse de Mende. L'Empereur Charles IV étant venu en Italie lui fit don du château de Bourg-St-Sépulcre en Toscane; et quand, en 1371, le cardinal Anglic fut sur le point de retourner à Avignon, il obtint de Grégoire XI pour Guillaume, qui sans doute allait revenir avec lui, la permission de vendre ce château. Tout cela ne permet guère de douter que celui-ci ne fût un de ses proches parents, et le don de l'Empereur paraît bien avoir eu pour but d'être agréable au Pape, en favorisant un des siens. D'ailleurs le nom qu'il porte l'indique assez. Ce qu'était Guillaume, nous ne saurions le dire au juste; mais nous soupçonnons qu'il était cousin-germain du Pape et du Cardinal.

5° HUGUES DE MONTFERRAND. Hugues était évidemment de la famille de la mère d'Urbain V. Il était du diocèse de Mende, chevalier et familier du Pape, *familiari nostro*. Pour ses frais de premier établissement à la cour d'Avignon, celui-ci lui donna 400 florins d'or; chaque année depuis 1362, il recevait 300 florins; dans un voyage à St-Jacques-de-Compostelle, il s'en fit avancer 190 par le nonce apostolique, et durant l'été de 1367, il en eut encore 200, probablement à l'occasion du départ pour l'Italie. Tout ceci résulte d'une bulle du 8 novembre 1367. Le 25 du même mois, une autre bulle le créa Recteur de la

Romagne, avec plein pouvoir de nommer et changer à son gré les gouverneurs des villes et des châteaux, et de disposer des troupes selon qu'il le jugerait utile. Sa parenté avec Urbain V ne me paraît pas douteuse ; peut-être était-il fils de Raymond , frère d'Amphélise.

6° BERNARD DE CHATEAUNEUF. Le texte de la première vie d'Urbain V nous apprend que Bernard était parent du Pape, *nepotem ex consanguineo germano*, ce qui nous semble signifier fils de cousin-germain. Nous ne savons ce qui a autorisé les auteurs de la *Gallia Christiana* à l'appeler Bernard de Castelnau, et à dire qu'il était de la famille de Castelnau, au diocèse d'Agde. Il y a bien plus d'apparence qu'il appartenait aux Châteauneuf du Gévaudan. Bernard était savant, et avait le grade de Docteur en droit. Il appartenait à l'ordre de St-Benoît, et était Abbé d'Aniane quand Urbain V le fit évêque de St-Papoul et non de St-Paul-trois-Châteaux). Il assista le 5 juin 1372 à la translation des reliques du Pape à St-Victor, mourut en 1375, et fut enseveli dans l'église de St-Germain-de-Montpellier. Il resterait à préciser l'alliance qui eut lieu entre les Grimoard et les Châteauneuf.

7° BERNARD DE SAINT-ETIENNE. C'était l'homme de confiance d'Urbain V, qui l'employa dans une infinité d'affaires concernant St-Victor de Marseille, St-Germain de Montpellier, l'Eglise de Mende, dont il était un des vicaires généraux, quand le pape la faisait gouverner en son nom, etc. Il résidait ordinairement à sa cour, et avait le titre de son secrétaire et de notaire apostolique ; mais nous le trouvons fréquemment à Marseille, et c'était un ami de la ville. Gré-

goire XI le fit Évêque d'Uzès, après la mort d'Urbain V, dont il accompagna le corps à St-Victor le 5 juin 1372. Ce sont les délibérations de la commune de Marseille qui nous apprennent que Bernard était parent des Grimoard : *Ven. vir dominus Bernardus de sancto Stephano AFFINIS domini nostri pape noviter venit ad hanc civitatem.* (14 janv. 1363.) Nous laissons aux érudits du Gévaudan le soin de constater l'alliance qui a pû exister entre les Grimoard de Grisac et la famille de Saint-Etienne.

8° Le cardinal PIERRE BLAVI, dit *de Rocheblave*. Nous ne connaissons dans l'histoire de l'Église aucun cardinal de Rocheblave, quoiqu'en dise Moréri. D'après lui, et d'après M. Magnan aussi, Delphine de Grimoard aurait épousé le baron de Rocheblave; leur fils aurait été le cardinal en question. Comme nous avons prouvé que Delphine épousa Guillaume de Montaut, il s'ensuit qu'elle n'a pû être mère du cardinal, à moins qu'on ne suppose un second mariage dont il n'y a pas de trace. Reste Pierre Blavi, qui fut créé par Benoît XIII en 1396 cardinal diacre de St-Ange, assista au concile de Pise, mourut à Avignon en 1409, et fut enseveli dans le monastère de St-André, près de Villeneuve. Ce Cardinal, savant canoniste, était en effet du Gévaudan, comme nous l'apprend son épitaphe, et proche parent d'Urbain V, *de propinquo regenerere felicis record. Urbani pape V.* L'époque où il vivait nous dissuade de penser que ce fût un neveu du pape; de préférence nous le croyons un petit-neveu, ou un cousin. Y eut-il réellement une alliance entre les Grimoard et les Rocheblave, et le cardinal appelé simplement *Blavi* était-il de cette famille? Nous

l'ignorons. Les noms ont une certaine similitude, mais il est sûr que le prélat avait des armes différentes, c'est-à-dire, *de gueules au lion d'argent*, tandis que l'écu de Rocheblave portait *trois Rocs d'échiquier d'or, sur champ d'azur*.

9° PIERRE, évêque de Mende, puis d'Avignon. Presque tous les auteurs s'accordent à dire que Pierre Gérard, *neveu d'Urbain V*, fut transféré de l'évêché de Mende à celui d'Avignon en 1368. Nous croyons qu'il y a là deux erreurs : d'abord, il ne peut être question d'un neveu du Pape, qui n'en avait aucun de ce nom, ni d'un autre, si ce n'est Raymond de Montaut, *nepotem suum unicum* ; ensuite le nom de Pierre Gérard que l'on donne à cet évêque n'est fondé sur aucun document. On ne le voit nulle part appelé de la sorte, et il est certain qu'il est différent du seul Pierre Gérard connu, lequel de Prévôt de la cathédrale de Marseille, fut fait évêque de Lodève et du Puy, et Cardinal. Nous présumons que celui dont nous parlons était un Pierre d'Aigrefeuille, et nous laissons à M. André le soin de l'établir solidement, en rectifiant la chronologie des évêques de Mende complètement bouleversée à cette époque, même dans la *Gallia Christiana*. Nous concevons, dans ce cas, qu'on ait cru Pierre parent d'Urbain V, car depuis le mariage de Flore d'Aigrefeuille avec un seigneur de Montferand, attesté par une bulle du 5 novembre 1367, la parenté s'était établie entre les deux familles. Nous ne croyons pas nécessaire, après cela, de réfuter le P. Frizon qui nomme cet évêque Pierre Grimoard, *Petrum Grimoaldum nepotem* (*Gallia purp.* 382). C'est là un personnage inconnu.

Nous terminons ici nos notes, avec le regret de les donner si incomplètes, et la crainte de ne pas contenter nos lecteurs. Nous espérons toutefois qu'elles aideront à éclaircir une matière si obscure et si peu étudiée, et qu'elles encourageront quelqu'un de plus habile à produire des renseignements nouveaux.

Nous ajouterons quelques explications sur les biens que possédait la famille de Grimoard au 14^{me} siècle.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.

**Hommage de Raymond et Elis de Montferrand,
à Guillaume Durand, évêque de Mende.**

(26 août 1293.)

In nomine dñi. Anno incarnationis ejusdem M°. CC°. nonagesimo tercio, videlicet VII° Kl. Septembris, indictione V^a, dño Philippo Francorum rége regnante, dño Guillelmo dei gratia Mimāt. epō presidente, noverint universi et singuli, presentes pariter et futuri, Quod *Raymundus et Elis de Monteferrando, frater et soror*, liberi condam Berengarii de Monteferrando, domicelli, de auctoritate, licentia, et speciali mandato Hugonis Baylini, presentis, domicelli, curatoris dictorum libe-

rorum, et avunculi ipsorum, cujus instrumenti dicte cure tenor talis est.

Anno dñi M°. CC°. nonagesimo tercio, die Jovis post festum B. Marie Magdalenes,... Notum sit omnibus... Quod venientes apud Marologium, in curia dñi regis, coram discreto viro dño Bertrando de Brinono, iudice Gabal. pro dño rege, Raymundus et Elis, puberes, liberi condam Berengarii de Monteferrando, minores vero XXV annis, majores vero XIII annis, petierunt sibi dari in curatorem Hugonem Baylini, avunculum ipsorum, domicellum; et dictus dñs iudex videns postulationem dictorum Raymundi et Elis fore consentaneam rationi, ipsam admisit, et predictum Hugonem Baylinis dedit... in curatorem.... Acta fuerunt hec Marologii, infra castrum, ubi assizia tenebatur etc.

Qui predicti Raymundus et Elis, minores, constituti in presentia R. in Xpo Patris predicti dñi epi Mimatē. et mei notarii et testium infrascriptorum, predicto eorum curatore presente et mandante, et eis auctoritatem donante, recognoverunt et confessi fuerunt se tenere, et velle tenere, et tenere debere ab eodem dño epō, nomine suo et sue ecclesie Mimatē., quicquid habent, et habere debent et possunt... in manso vocato de Crozo, parochie S. Johannis de Chanaco, dyoc. Mimatē., et etiam quicquid habent in toto et universo mandamento et pertinemendo dicti castri de Chanaco, etc.. Promittentes etc... Pro quibus omnibus... dictus Raymundus junctis manibus eidem dño epō osculum tribuendo, et predicta Elis suis junctis manibus positis inter duas manus prefati dñi epi, manum dexteram eidem osculando, fidelitatem eidem dño epō promiserunt et juraverunt... Acta fuerunt hec apud Banasac...

presentibus dn̄is Lordeto de Chiriaco, milite, Baldoino de Monteferrando, milite,... et me Petro Manhac, not. publico.

(Arch. dép. de la Lozère. Evêché. Homm. part. n. 30.)

II.

Bulle d'Urbain V à son neveu Raymond de Montaut.

(3 Avril 1367.)

Raymundo de Montealto, domicello Uticensi, certa pars hereditatis et bonorum quondam Guillelmi Grimoardi dn̄i de Grisaco, Mimatē. dioc̄., certis conditionibus et modis conceditur et donatur.

Dilecto filio, nobili viro, Raymundo de Montealto, nato quondam Guillelmi de Montealto, domicello Uticē. dioc̄., salutem, etc. Nobilitas generis, probitasque et aliarum virtutum tuarum laudabilia merita, necnon grata familiaritatis obsequia que nobis hactenus impendisti et impendis assidue, et per que te reddis nostris aspectibus gratiosum, consanguinitatis quoque vinculum quo nobis conjungeris, merito nos inducunt ut personam tuam, in hiis præsertim quæ ratio et æquitas suadent, congruis favoribus et condignis muneribus prosequamur. Horum igitur consideratione inducti, partem hæreditatis et bonorum omnium quondam Guillelmi Grimoardi, militis, dn̄i de Grisaco, Mimatē. dioc̄., genitoris nostri, personam nostram ratione legitime, jure nature nobis debite, sive successionis, aut alias quomodolibet contingentem, omniaque jura et actiones, quocumque nomine nuncupentur,

personæ nostræ competentia in eisdem, tibi qui *NEPOS et familiaris noster existis*, tuisque hæredibus legitimis et naturalibus ex te nascituris in perpetuum, donatione simplici et irrevocabili inter vivos, sub conditione tamen infrascripta, tenore præsentium concedimus et donamus, et in te et hæredes prædictos totaliter transferimus pleno jure, teque verum dominum constituimus in eisdem; ita ut liceat tibi et hæredibus ipsis deinceps, præmissorum possessionem, seu quasi, libere apprehendere et etiam retinere; ac pro præmissis et eorum occasione, agere, experiri, et cætera facere quæ quicumquæ dominus verus potest facere de re sua, et prout nos ante præsentem donationem facere poteramus. Volumus autem, et hanc præsentī donationi conditionem atque legem adicimus, ut si forte contigerit te, nobis superstitibus, præcedere absque liberis legitimis et naturalibus, eo casu pars hæreditatis et bonorum prædictorum juraque et actiones hujusmodi per nos tibi donata, ad nos et dispositionem nostram perinde totaliter et libere revertantur, ac si presens donatio facta per nos minime extitisset; quodque nos, etiam te vivente, in casu quo forsitan liberos naturales et legitimos non haberes, seu etiam si te defuncto et relictis hujusmodi liberis, ipsos, nobis superstitibus, eximi contigerit ab humanis, prædicta media pars et jura et actiones ad nostram dispositionem totaliter revertantur. Cæterum volumus quod tu et hæredes tui a te per masculinam lineam descendentes, partemque hæreditatis et bonorum hujusmodi pro tempore possidentes, titulo et nomine, ac armis et insigniis dicti nostri genitoris uti perpetuo debeatis. Nulli ergo etc. nostræ concessionis, donationis, translationis, consti-

tutionis, voluntatis et adictionis, infringere etc. Datum Avinione III nonas Aprilis anno quinto.

(Reg. Urbani V. De Ind. et Com. An. V. f. 9 V°.)

III.

Extraits du Testament du cardinal Anglie de Grimoard.

(11 Avril 1388.)

In nomine Sanctæ et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti. Quia humanæ naturæ conditio etc. **Ego** Anglicus Grimoardi, miseratione divina episcopus Albanensis, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis, in mea bona, firma, sanaque per Dei gratiam existens memoria, licet infirmitate corporali gravatus etc. Testamentum meum ultimum seu meam ultimam voluntatem... condo, facio, et ordino, etc. Item cum dominus *Raymundus de Montealto, miles, quondam* NEPOS MEUS, dominus castri et terræ de Grisaco, diocesis Mimatensis, in suo ultimo testamento recepto in notam subscriptoque et signato per mag. Poncium Dominici de Monteclaro, Uticensis diocesis notarium, sub anno incarn. dom. 1373 et die 7^a Aprilis, ordinaverit, etc. Item dono donatione causa mortis domino de Grisaco, dictæ Mimatensis dioc., qui nunc est, et suis in perpetuum successoribus in dicta terra de Grisaco, castrum de Viridifolio, dioc. Uticensis, cum jurisdictione et mandamento suis omnimodis, etc. Lego dilectæ mihi in Christo sorori *Dalphinæ Grimoardi*, mon. S. Laurentii Avinionensis moniali, quindecim florenos auri currentes... pensionales... singulis annis solvendos.

Item lego dilectæ mihi in Christo sorori *Isabelli de Sinzellis*, moniali mon. B. M. de Furnis, Avinionensis, decem florenos auri... pensionales... singulis annis solvendos, etc. Item lego nobili *Amphelizæ Grimoardi*, aliter de Grisaco, NEPTI MEÆ unum parvum Missale, secundum usum Romanum, etc. Item lego eidem *Amphelizæ nepti meæ*, super tota terra de Grisaco, centum florenos auri sibi solvendos annis singulis etc. Item lego *Urbano et Johanni Senhoreti, alias Grimoardi*, fratribus, filiisque legitimis et naturalibus dñi Petri Senhoreti, militis, quondam de Rupe Sanctæ Margaritæ, Ruthenensis dioc., et dictæ nobilis *Amphelizæ*, NEPTULIS MEIS, etc. Item donationem dudum p̄r me factam de Castro et terra de Grisaco, cum juribus et pertinentiis suis universis nobili *Grimoardo Grimoardi, alias Senhoreti*, filio naturali et legitimo dñi Petri Senhoreti, quondam militis, domini castri de Rupe S. Margaritæ, et *Amphelizæ Grimoardi*, neptis meæ, supranominatorum, prout in instrumento super hoc in notam recepto per Bertrandum de Cazis, notarium publicum latius continetur... plenam obtinere volo roboris perpetuo firmitatem, etc..

Acta fuerunt hæc Avinioni, in domo habitationis dicti dñi Cardinalis testatoris, in camera sua secreta, sub anno a Nativitate domini 1388, et die 11 mensis Octobris... præsentibus etc.. Et me Bertrando de Cazis, etc.

(Baluze. Vitæ Pap. Aven. T. 2. col. 102) etc. Ex archivo S. Andreæ prope Aven.)



II.

Possessions territoriales.

Baluze est d'avis que les Grimoard sont originaires du Limousin, et il semble avoir démontré par des chartes authentiques l'existence dans cette province, au 12^m siècle, d'une famille de ce nom, qui était une branche de la maison de Ségur. (Vitæ Pap. Aven. I. 974.) Nous devons dire, sans combattre l'opinion de l'érudit écrivain, que ce dernier nom n'apparaît nulle part dans les actes qui concernent la famille du pape Urbain V.

Quoiqu'il en soit, il n'est pas facile de préciser l'époque à laquelle les Grimoard s'établirent dans le Gévaudan, s'ils y sont venus d'ailleurs, et quelles furent les premières propriétés qu'ils y acquirent. A en croire Moréri, (t. V. p. 384.) *DÈS LE 10^m SIÈCLE, Grimoard, premier du nom, était seigneur du château de Beauvoir, en Gévaudan, d'où dépendait et dépend encore la plaine de Montbel. Il épousa Gertrude, dame du Roure et de ses dépendances, qui dès lors appartenrent à ses descendants.* Nous voudrions bien pouvoir commencer à une date aussi reculée, l'histoire des possessions territoriales de cette famille; mais tout semble prouver que Moréri, ici encore, a puisé dans son imagination les détails qu'il nous donne. Les Grimoard n'ont jamais possédé Beauvoir, ni le Roure, ni ses dépendances, et s'ils ont eu Montbel, nous verrons bientôt qu'ils l'ont acquis au 14^e siècle. D'ailleurs ce n'est pas dans le Nord du département de la Lozère qu'il nous faut chercher

leur établissement, mais du côté opposé, c'est-à-dire, au Sud-Est, sur la lisière du Gard.

C'est là en effet que nous les trouvons fixés vers la fin du 13^{me} siècle, et au delà de cette époque les titres nous font défaut. Les plus anciens de ceux que nous avons recueillis, nous les montrent possédant des terres et des droits divers dans cette partie extrême du Gévaudan. En 1274, un accord intervint entre Guillaume de Grimoard et l'Eglise de Mende, qui lui reconnut le droit de justice criminelle sur la terre de la Rouvière et autres, de la paroisse de Cassaignas. En 1285, un autre acte nous apprend que Guillaume était seigneur de Bellegarde, que sa juridiction s'étendait sur les paroisses de St-Privat-de-Vallongue et de St-André-de-Lancize, et qu'il y avait pour vassaux des nobles. Nous y voyons Bertrand de S. Privat se reconnaître comme son vassal et son justiciable ; Guillaume a le haut domaine, et exercera seul la haute justice dans toutes les terres qui appartiennent à Bertrand, à sa mère et à sa femme ; la moyenne justice est partagée entr'eux ; seule, la justice civile est laissée en entier au feudataire.

L'étendue de cette juridiction donna lieu, vers ce temps-là, à une transaction, que nous n'avons pas, avec le Chapitre de Mende, pour les terres de Soubeiran et d'Ansisole. Quelques années plus tard, en 1334, de nouvelles contestations s'élevèrent ; car Jean de Paravisol et Bernard de S. Privat ayant reconnu à l'Eglise de Mende des possessions qui dépendaient de Bellegarde, le successeur de Guillaume I, le chevalier Grimoard, se leva pour soutenir ses droits, et présenta une réclamation que nous croirions volon-

tiers rédigée par son fils, le futur Pape, qui déjà avait fait une étude approfondie du droit. L'Eglise, disait-il, ne doit pas hériter du bien des autres, et je demande que justice me soit faite, après qu'une enquête sérieuse aura démontré la bonté de ma cause.

Dans l'impossibilité où nous sommes de reproduire ce long procès, nous ne pouvons résister au désir de citer la requête que Guillaume exhiba à l'official des Cévennes, pour désigner les terres en litige ; elle nous semble curieuse pour la langue vulgaire en laquelle elle est écrite, non moins que pour les noms de lieux qu'elle nous fait connaître.

Ayso son las chausas que a prezas Johan de Paravissol aras de novel, de mossenhor de Memde.

Premeyramen *l'ostal del Chastanhier*, am lo prat et am lo larr, et confronto si am las terras dels homes del Rouer, daus doas parts, et am lo cerre de Peyra fisha.

Item la faysa appellada *al fleys*, confronta si dau doas parts am las terras dels homes del Rouer, et am lo cerre de Lanciza.

Item una faysa appellada *a las passas*, e confronta si am las terras de Vidal Ebrart, et am las terras de Ber. Rey, e de Peyre Saltet.

Item una pessa de terra appellada *de Agneleyra*, e confronta si am las terras dels homes del Rouer, et am las terras de Raymon Boyer e de sos pariers.

Item una faysa appellada *Algua*, e confronta si am las terras de St. Bonafos, et am las terras de St. Filhol.

Item una faysa appellada *Alga*, e confronta si am las terras dels homes del Rouer dau doas parts, et am lo cerre de las pansas, et am lo flom de Mimelta.

Item una faysa appellada *al pomayret*, et confronta si am las terras dels homes del Rouer dau doas parts, et am lo serre de Batalha Roynari.

Item una faysa appellada *de roca vehs*, e confronta si am lo de Baloaca.

Item *lo terrador de Fraycenet e de Maganha*. Item aquo que ilh avy am Meranilhat.

Item *lo mas de Lamberota*, e'l mas *de Brianso*. Item lo mas *de Vallonga*.

L'enquête se fit sur ces bases, et les témoins cités au nombre de douze, parmi lesquels un vieillard de sept-vingts ans, établirent les droits du seigneur Grimoard. Ils affirmèrent que les terres contestées étaient comprises dans le district de Bellegarde, qui s'étendait, d'après l'un d'eux, jusqu'aux châteaux de Dèzes, de Verfeuil, de Calberte, de Monjoy et de Chavanon. Tous étaient d'accord que Guillaume et ses prédécesseurs y avaient eu la juridiction, ou que du moins ils y avaient toujours exercé seuls la haute justice, sans réclamation de personne; plusieurs se souvenaient d'avoir vu dresser par son ordre les fourches patibulaires au lieu nommé Chamblanc, pour y pendre un criminel. Un témoin alla jusqu'à dire que le Seigneur de Bellegarde avait, selon l'opinion commune, la terre la plus franche de toute la contrée, *quod dictus nobilis habet terram magis francam quam aliquis alius in partibus illis*.

Ces hommes déposaient sur ce qu'ils avaient vu

depuis cinquante, septante, et même cent ans; et ceci nous donne l'occasion d'éclaircir un peu un point resté obscur. Nous n'avons point d'acte qui mentionne les Grimoard et leurs possessions en Gévaudan, avant 1274; il paraît pourtant résulter du procès-verbal que nous venons d'analyser qu'ils y étaient, et qu'ils y avaient des propriétés bien avant cette date. En effet partout, dans les interrogations du juge, dans les réponses des témoins, comme dans la requête du demandeur, il est question de ce qu'avaient fait avant lui *ses prédécesseurs*; et toujours l'on répond que ses prédécesseurs avaient été Seigneurs des lieux contestés. Et comme on pourrait peut-être croire qu'il s'agit ici seulement de ceux qui avant les Grimoard avaient possédé ces terres, nous pouvons assurer que pas un mot, dans toute la procédure, ne donne à entendre qu'ils eussent acquis leur seigneurie de quelqu'un autre à qui ils auraient été substitués, et dont ils auraient revendiqué les droits. Nous sommes donc amenés par le sens naturel des termes employés, à voir dans ces *predecessores*, *antecessores*, les ancêtres de Guillaume II, et à conclure que plusieurs générations de Grimoard avaient déjà possédé le château de Bellegarde.

D'où pouvaient être venues à cette famille les nombreuses possessions qu'elle avait aux confins des diocèses de Mende et d'Uzès, ou si l'on veut, des départements de la Lozère et du Gard? En attendant que quelque découverte d'anciens titres vienne jeter du jour là-dessus, nous nous permettrons d'observer que la seigneurie d'Uzès, qui comprenait de vastes domaines, avait été divisée avant cette époque en un

grand nombre de portions ; peut-être que le château de Bellegarde et ses dépendances en étaient un démembrement. Nous avons toujours crû à une alliance des Grimoard avec les seigneurs d'Uzès, dont les Sabran, leurs parents, faisaient partie. Si l'on pouvait découvrir le nom de la mère, ou de la femme de Guillaume I de Grimoard, peut-être que tout ceci s'éclaircirait, et que l'on aurait l'explication et de leur parenté avec S. Elzéar, et de l'origine de leur apanage.

Les Seigneurs de Bellegarde firent de grands efforts pour maintenir l'intégrité de leurs possessions ; le soin avec lequel nous les voyons défendre leurs droits , même vis-à-vis de l'Evêque de Mende, nous fait comprendre combien ils étaient jaloux de leur autorité. Nous connaissons plusieurs transactions intervenues entr'eux ; toujours les Grimoard préférèrent céder la justice civile, ou basse justice, avec ses produits, pour se réserver la haute justice, avec ses honneurs et ses prérogatives. Plusieurs acquisitions importantes vinrent accroître l'étendue de leurs domaines. Le seigneur de Randon leur vendit les terres de Montbel et de Gros-Viala, que nous verrons bientôt figurer parmi leurs fiefs nobles : et bien que la date de cette acquisition ne soit pas exprimée , en voyant que la vente est faite à Grimoard, seigneur de Grisac, *Grimoardo dño de Grisaco*, (Reg. Castelnau, f. 30.) nous n'avons pas à craindre de nous tromper. Il n'y a que le père du pape Urbain V qui ait été appelé de la sorte, et il est le premier qui ait pris le titre de seigneur de Grisac ; l'achat de Montbel et de Gros-Viala est donc certainement de la première moitié du 14^me siècle. Et en effet, dès 1322, le seigneur de Grimoard était feudataire du

seigneur de Randon. (Arch. dép. de la Lozère. Randon n° 24). Gros-Viala était alors de la paroisse de Chasse-radès.

Il serait trop difficile de vouloir suivre les développements successifs de cette seigneurie, parce que les titres qui les constatent sont trop nombreux pour que nous puissions les retrouver tous. Une circonstance particulière vient ajouter à cette difficulté.

La famille de Grimoard était en même temps feudataire de l'Evêque de Mende, comte du Gévaudan, et du vicomte de Polignac. Nous avons les hommages rendus par Guillaume I de Grimoard à l'évêque Guillaume Durand, le 1^{er} mai 1293, par Guillaume II de Grimoard, au second Guillaume Durand, le 20 octobre 1308, et par le même à Albert Lordet, le 10 novembre 1344. Les fiefs mentionnés dans ces actes, et dans les transactions que nous avons citées, étaient situés dans les paroisses de St-Privat-de-Vallongue, de St-Pierre-de-Cassaignas, de St-Hilaire-de-Lavit et de St-André-de-Lancize. On y voit nommées les terres de la Rouvière, Fonmari, les Levencha, Teissonière, Sambujet, Brians, Blasinénque, Pise, le Fossat, Soubeyran, Anisole, le Rouve, Vieux-Joux, Belvezer, Romègeire. Mais si les hommages rendus aux évêques de Mende nous font connaître quelles étaient les possessions domaniales que les Grimoard tenaient sous eux, ceux qui ont dû être prêtés aux seigneurs de Polignac nous font défaut, et par suite nous ne pouvons indiquer la partie de leurs biens qui relevaient de ceux-ci.

Il n'en est pas moins certain que les Grimoard étaient comptés au nombre des vassaux de cette puis-

sante famille : nous n'en voulons pour preuve qu'une bulle que nous avons copiée dans le Regeste d'Urbain V. Le 16 novembre 1364, Arnaud, vicomte de Polignac, ayant à se rendre à la cour de France, vint demander au Pontife de le recommander au roi Charles V. Le Pape lui remit une lettre pour le Roi, et une autre pour Jean de Dormans, évêque de Beauvais, chancelier de France, dans lesquelles il donne pour motif de l'intérêt qu'il lui porte, *que son père Guillaume de Grimoard tient de ce Seigneur sa terre en fief pour la majeure partie*. Comme cette lettre, d'ailleurs fort courte, est peu connue, et que nous l'avons transcrite sur l'original, nous croyons devoir l'insérer ici :

Carissimo in Christo filio Carolo, regi Francie illustri, Salutem, etc. Cum dilectus filius, nobilis vir, Arnaudus, vicecomes Podompniaci, miles Mimatē. dioc., vassallus tuus, a quo dilectus filius nobilis vir Guillelmus de Grisaco, miles dicte dioc., genitor noster, pro majori parte terram suam tenet, pro certis suis negotiis ad tuam presentiam dirigat personaliter gressus suos, Serenitatem tuam affectuose rogamus, quatenus eundem vicecomitem in suis agendis, nostri consideratione, habeas regiis benignitati ac favoribus in justitia commendatum. Datum Avinione, XVI kal. Decembris anno tertio.

Eodem modo venerabili fratri Joanni, epo Belvacē., mutatis mutandis.

(Reg. Urb. V. Secret. An III. f. 4. v°.) »

Nous ignorons entièrement quels étaient les fiefs que les Grimoard tenaient du vicomte de Polignac ;

mais puisque le Pape affirme que c'était la plus grande partie de leurs terres, notre seule ressource est de donner la liste des domaines de la famille. Heureusement, nous sommes à même de pouvoir faire, paroisse par paroisse, le dénombrement des possessions qu'ils y avaient, et d'en indiquer, sinon l'étendue, du moins la valeur et l'importance. Nous n'avons pour cela qu'à transcrire un acte qui fut dressé en 1373, à l'occasion que nous allons dire.

Lorsque le Roi de France vint à Avignon, saluer Urbain V après son exaltation, il voulut laisser à sa famille un témoignage de sa royale protection, et il lui accorda pour toutes ses terres une exemption complète de toutes charges et de tout impôt, jusqu'au nombre de 200 feux. Il nomme spécialement Grisac, Bellegarde, Bédouès, Montbel et Gros-Viala. Ce privilège, daté du mois de mai 1363, figure aux pièces justificatives, n° IV, et l'on y trouvera aussi la confirmation qui en fut faite par les rois Charles V, VI, VII, Louis XI, Charles VIII, Louis XII, et autres. Le Pape, qui n'avait pas voulu que son père acceptât une pension annuelle de 500 livres, que le même roi Jean lui avait octroyée, ne s'opposa pas à l'exonération accordée à ses terres, parceque ce bienfait allait être immédiatement ressenti par tous ses vassaux.

Le vieux Grimoard ne profita guère de la concession royale. Après sa mort, Raymond de Montaut, son petit-fils et héritier, s'occupa de faire régulariser les choses et d'établir ses droits. Muni du privilège déjà renouvelé par Charles V, il se présenta le 23 avril 1367, devant le Sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, que le prochain départ du Pape pour l'Italie avait attiré

à Avignon. Amédée des Baux, qui remplissait cette charge, donna aussitôt des lettres exécutoires pour qu'on fit sur place le dénombrement des feux appartenant au Seigneur de Grisac, afin que ses vassaux pussent jouir sans trouble, de la faveur accordée par le Roi. Nous ne savons pour quel motif Raymond de Montaut attendit six ans entiers avant de requérir l'exécution de ces ordres. Ce fut seulement le 31 mai 1373, qu'il fit présenter les lettres du Sénéchal à la trésorerie de Nîmes, et demander qu'il fut procédé à l'enquête nécessaire.

Cette enquête fut faite le 13 juin suivant, et l'on en peut lire le procès-verbal abrégé à la suite de notre travail, n° V. Ce jour-là, les commissaires délégués, qui étaient le Juge royal de Marvejols, le Procureur et le Trésorier de la Sénéchaussée, se transportèrent, ou envoyèrent leurs représentants, au lieu de l'Apostoly, petit hameau de la commune de Chamborigaud, dans le Gard, lequel faisait alors partie de celle de Genolhac. On était là dans les terres du Seigneur de Grisac, et des témoins préalablement cités de toutes les paroisses dans lesquelles il avait des domaines, s'y étaient rendus pour déposer devant les commissaires.

Le résultat de l'enquête fut de constater que la juridiction du Seigneur de Grisac s'étendait aux paroisses suivantes, et au nombre de feux qui va être indiqué.

1. Dans la paroisse de N. D. de Chausses, il avait
24 feux, sur 23 qu'on y comptait.
2. Dans la p^{me} de Genolhac..... 3 sur 11.
3. Dans la p^{me} de Ste-Cécile-d'Andorge.. 7 sur 15.
4. Dans la p^{me} de S. Julien-des-Points.. 2 sur 10.

5. Dans la p ^m de S. Michel-de-Dèzes....	3 sur 18.
6. Dans la p ^m de S. Jean-de-Cambon...	7 sur 35.
7. Dans la p ^m de S. Andéol-de-Clerguem.	4 sur 5.
8. Dans la p ^m de S. Frézal-de-Ventalon..	7 sur 13.
9. Dans la p ^m de S. Privat-de-Vallongue.	21 sur 22.
10. Dans la p ^m de S. André-de-Lancize...	5 sur 20.
11. Dans la p ^m de N. D. de Castagnols...	7 sur 41.
12. Dans la p ^m de S. Maurice-de-Ventalon	3 sur 12.
13. Dans la p ^m de S. Pierre-de-Cassagnas	3 sur 10.
14. Dans la p ^m de S. Privat-de-Frogères.	3 sur 30.
15. Dans la p ^m de Grisac et Fraissinet- de-Lozère.....	7 sur 30.
16. Dans la p ^m de Bédouès.....	6 sur 13.
17. Dans la p ^m d'Alenc.....	6 sur 60.
18. Dans la p ^m de Belvezet.....	4 sur 50.

C'était donc en tout 119 feux qui se trouvaient appartenir au seigneur de Grisac. Il y a encore loin de ce chiffre à celui de 200 feux, pour lesquels le roi de France avait accordé l'exemption; aussi avons-nous crû d'abord que l'énumération n'était pas complète, surtout en voyant que la liste ne comprend pas Verfeuil, dont Raymond de Montaut portait le titre. Mais, comme nous lisons dans le procès-verbal, qu'après la conclusion de l'enquête, le procureur de celui-ci réserva pour son maître le droit à un plus grand nombre de feux, *lorsque par la suite ce nombre s'augmenterait, ou qu'on en trouverait un chiffre supérieur*, nous devons penser que les malheurs de l'époque et les dévastations des routiers, avaient diminué la population et les ressources de ces contrées, au point qu'elles restaient si fort au-dessous de la limite fixée par les lettres royales.

Ce n'en étaient pas moins des domaines très-importants que ceux de la famille de Grimoard; ils formaient une sorte de principauté occupant un espace fort étendu, et qui devait procurer au seigneur des revenus considérables. Essayons de bien établir la position des 18 paroisses qui la composaient. Nous disons dix-huit, parce que, bien que Grisac eut été érigé en paroisse par Urbain V en 1367, elle était néanmoins encore comprise dans l'affouagement général avec Fraissinet-de-Lozère, dont elle avait été distraite sous le rapport spirituel.

A l'exception de trois paroisses qui font partie du département du Gard, toutes celles qui sont désignées ci-dessus se trouvent dans la Lozère. On peut en diviser l'ensemble en trois groupes assez distincts, dont le premier au Nord, séparé des autres, comprend les paroisses d'Allenc et de Belvezet, le second au Sud-Est, les paroisses de Genolhac, de N. D. de Chausses, et de Ste-Cécile-d'Andorge, qui en réalité ne sont pas trop éloignées du groupe central où sont les 13 paroisses restantes.

Le premier groupe est situé au Nord du mont Lozère, au midi de Châteauneuf-de-Randon, au Sud-Ouest de Mercoire; il est formé par les paroisses d'Allenc et de Belvezet, qui sont deux communes du canton du Bleymard, arrondissement de Mende. Allenc figure parmi les possessions des Grimoard à cause du domaine de Montbel, actuellement chef-lieu de la paroisse de ce nom, que nous avons vu acquis depuis peu par le père du pape Urbain V, du seigneur de Randon. Belvezet y compte pour le domaine de Gros-Viala, qui fut acquis de la même manière que le précédent.

A l'extrémité opposée, et en entrant dans le département du Gard, non loin de Sénéchas et de Portes, nous retrouvons Génolhac, chef-lieu de canton, et Ste-Cécile-d'Andorge, commune du canton de Génolhac, qui paraissent avoir toujours appartenu au diocèse d'Uzès. En outre, toujours dans le même canton, et dans la commune actuelle de Chamborigaud, on voit encore les ruines de N. D. de Chausses, église détruite et paroisse supprimée, qui a laissé son nom au hameau de Chausse.

Le groupe du milieu comptait 13 paroisses des Cévennes. On les reconnaîtra aisément dans les communes suivantes de l'arrondissement de Florac, que nous énumérons en allant de l'Est à l'Ouest, et du Sud au Nord.

I. S. Michel-de-Dèzes, S. Julien-des-Points, S. André-de-Lancise, S. Privat-de-Vallongue, *du canton de S. Germain-de-Calberte.*

II. Cassagnas, *du canton de Barre.*

III. S. Frézal-de-Ventalon, S. Andéol-de-Clergue-mort, S. Maurice-de-Ventalon, Fraissinet-de-Lozère, *du canton du Pont-de-Montvert.*

IV. Bédouès, *du canton de Florac.*

Les trois paroisses qui manquent dans cette liste n'existent plus aujourd'hui, ni comme paroisses, ni comme communes. S. Jean-de-Cambon, qui dans les vieux titres est appelé *ecclesia S. Joannis Cambonis Dezarum*, fait partie de la commune du Collet-de-Dèze, canton de S. Germain-de-Calberte. S. Privat-de-Frogères est maintenant Frutgères, dans le canton et commune de Pont-de-Montvert. Enfin N. D. de Castagnols n'est

plus que le hameau de Castaniol , compris dans la commune et paroisse de Vialas, même canton.

Ainsi parmi les anciennes paroisses qui formaient les domaines des Grimoard, quatre des plus considérables, puis qu'elles avaient vingt-trois, trente, trente-cinq, et jusqu'à quarante et un feux, ont entièrement disparu ; quatre autres ont conservé le titre de communes sans avoir de paroisse catholique, et les autres, à l'exception de celles du Nord, sont en majorité protestantes. On reconnaîtra là, outre les vicissitudes des choses humaines, les ravages opérés dans ces contrées par le protestantisme qui les a envahies, et y a établi son boulevard. Le pays qui a donné à l'Eglise un de ses plus grands Papes, un des plus fermes défenseurs des dogmes catholiques, et qui était l'apanage de sa famille, est possédé par les ennemis des doctrines qu'il l'a professées. Chose plus douloureuse encore ! Grisac qui l'a vu naître, ne compte plus dans son sein un seul catholique !

Ceux qui jetteront un coup d'œil sur une carte des lieux que nous venons de mentionner, ne manqueront pas de remarquer qu'au centre des paroisses des Cévennes dont les Grimoard avaient la seigneurie, se trouve S. Privat-de-Vallongue. C'est là qu'était le manoir seigneurial, *le château de Bellegarde*, lieu de leur résidence habituelle. Tout à l'entour, ils étaient complètement les maîtres : S. Privat-de-Vallongue leur appartenait à-peu-près en entier, ainsi que S. Andéol-de Clerguemort, et N. D. de Chausses ; ils avaient la moitié de Ste-Cécile-d'Andorge et de S. Frézal-de-Ventalon. Bellegarde était donc véritablement au centre de leurs domaines , surtout avant qu'ils se fussent

étendus vers le Nord, et ils pouvaient de là exercer facilement leur autorité sur les paroisses qui rayonnaient autour d'eux, et où ils avaient des vassaux. Aussi pendant long-temps les Grimoard ne prirent d'autre titre que celui de *seigneurs de Bellegarde*. Le premier Guillaume n'en connut jamais d'autre, ou du moins il n'y a aucune trace du contraire dans les actes que nous avons vus.

Guillaume II de Grimoard fut le premier qui prit le nom de *seigneur de Grisac*, nous ne saurions dire à quelle époque. Nous présumons que ce fut à l'occasion de son mariage, et qu'il adopta ce titre pour n'être pas confondu avec son père qui avait le même prénom que lui. D'ailleurs en allant établir sa résidence à Grisac avec sa jeune femme, il était naturel qu'il se fit donner le nom du lieu où il fixait sa demeure. Son séjour à Grisac à cette époque ne paraît pas douteux ; une tradition constante, admise par tous les auteurs, affirme qu'Urbain V est né à Grisac vers 1309. C'est la première fois qu'il est fait mention de ce château qui bientôt donna son nom à la famille, probablement parce qu'à la mort de Guillaume I, son fils continua à se nommer *seigneur de Grisac*, se contentant d'ajouter, *et de Bellegarde*. Ainsi parlent en effet les actes postérieurs.

Il est vrai que dans son hommage du 10 octobre 1308, Guillaume II est qualifié *seigneur du château de Bellegarde*, sans autre addition. Nous pensons que le notaire a voulu se servir du titre ancien que Guillaume venait d'hériter de son père, du titre officiel, seul reconnu dans la chancellerie épiscopale, où aucun seigneur de Grisac n'avait encore paru pour rendre

hommage. Il ne serait pas juste de conclure de ce fait que Guillaume n'était pas encore alors dans l'usage de se faire appeler seigneur de Grisac, et que peut-être il ne possédait point encore ce château ; car précisément lorsque le 10 novembre 1344 il rendit hommage à Albert Lordet , l'acte lui donne de nouveau le titre unique de seigneur de Bellegarde, alors que déjà dans des actes authentiques de 1334 et 1335 on le voit nommer *seigneur de Grisac*.

Ce dernier titre prévalut bientôt, parce que le modeste château venait d'être illustré par le grand Pape qui y avait vu le jour. Ce fut au point que le nom de Bellegarde n'apparut plus que très-rarement, et jamais seul, et qu'on en vint dans la seconde moitié du 14^{me} siècle à ne plus dire dans les actes , Guillaume ou Etienne de Grimoard, mais Etienne de Grisac, Guillaume de Grisac, Hahélis de Grisac. Aussi Raymond de Montaut, obligé par la bulle du pape son oncle, à prendre le nom et les armes de la famille, se fit-il appeler seigneur de Grisac ; mais nous n'avons vu aucune part qu'il se soit nommé Raymond de Grimoard.

Ce même Raymond ajouta au titre de son aïeul, un titre nouveau, et dans un acte de 1373, il se dit seigneur de Grisac *et de Verfeuil*. C'est dans ce lieu de Verfeuil, que ce seigneur paraît avoir séjourné plus ordinairement qu'à Grisac, dont le climat était beaucoup plus rude. Il se trouvait ainsi plus rapproché du pays où il était né, si, comme nous le fait observer M. Germer Durand, il tirait son nom du village de *Pujaut*, canton de Villeneuve-lez-Avignon, que l'on a appelé en latin tantôt *Podium altum*, tantôt *Mons altus*.

Tels sont les seuls titres seigneuriaux qu'ait portés la famille de Grimoard jusqu'à son absorption par la famille du Roure. Nous avons parcouru un assez grand nombre d'actes la concernant, pour pouvoir assurer qu'elle n'en prit point d'autre. Lors donc que Moréri déroulant les onze générations des Grimoard qui précédèrent Urbain V, les qualifie à chaque degré de seigneurs de Beauvoir et de barons du Roure, il se trompe assurément. Lors qu'en particulier, parlant du père du Pape, il le nomme Guillaume de Beauvoir, chevalier, baron du Roure, il est en opposition formelle avec toutes les pièces de l'époque ; bulles du pape, lettres des rois de France, hommages, contrats, transactions, registres de comptes, chroniqueurs, acte mortuaire, tout s'accorde pour lui donner le démenti le plus catégorique.

Nous voudrions terminer ces recherches par quelques mots sur l'état actuel des châteaux de Bellegarde, Grisac et Verfeuil.

A *Verfeuil*, commune du canton de Lussan, dans le Gard, on trouve dans un bois voisin du village, une tour du 13^m siècle qui a pû voir les Grimoard, et dans le village même un château du 16^m siècle,

Pour ce qui concerne *Bellegarde*, nous lisons dans le *Dictionnaire géographique de la Lozère*, par M. Bourret, qu'on remarque sur le territoire de S. Privat-de-Vallongue, des vestiges d'un ancien château, qui ne peut être que celui de Bellegarde. Nous avons en vain demandé en quoi consistent ces vestiges.

A *Grisac*, il reste moins encore. Lorsque le 6 juin dernier nous gravissions les sommets escarpés sur lesquels ce village est situé, pour accomplir un pieux

pèlerinage au berceau d'Urbain V, nous espérions trouver au moins quelques ruines vénérables, qui nous parleraient encore du grand homme qui a commencé là sa glorieuse carrière. Vain espoir ! Le château a disparu, ses ruines mêmes ont été dissipées, et il ne reste rien qui ait vu notre pontife, rien que le site sauvage et désert où s'élevait sur un précipice la demeure qui abrita ses premières années. Un édifice moderne occupe une partie de l'espace du vieux donjon, mais il n'a rien de commun avec lui que l'emplacement où il est bâti. La chose n'est pas difficile à constater : le vieux château féodal était construit en pierres calcaires, ainsi que l'indiquent les débris que l'on rencontre dans les décombres, et les matériaux qui ont été employés çà et là ; le château actuel ne se compose que de quartiers de granit, recueillis sur les lieux. On ne peut s'y tromper ; la maison consacrée par la naissance d'Urbain V n'existe plus. Avec elle s'en est allée l'antique foi des habitants de l'humble hameau, et si le plus illustre des Grimoard revenait dans sa patrie, il n'y trouverait pas un représentant des vieilles croyances que professèrent leurs pères.



III.

**Privilèges accordés par les rois de France
aux terres des Grimoard.**

I.

JEAN II. — (Mai 1363.)

Joannes Dei gratia Francorum Rex, notum facimus universis præsentibus et futuris, quod nos propensius attendentes sinceræ dilectionis affectum quem SS^{mus} in christo pater et dominus Dns. Urbanus divina providentia papa quintus, dum erat in minoribus constitutus, quemque post ipsius promotionem ad summi Pontificatus apicem, ad nos et regnum nostrum hactenus habuit et habet incessanter, prout experientia facti super hoc nos efficit certiores; volentes eapropter ipsius Sanctissimi Patris contemplatione, dilecto et fideli militi nostro *Guillermo Grimoardi*, ipsius Sanctissimi Patris patri naturali et legitimo, ac domino loci de Grisaco, gratiam facere specialem, et eundem favore prosequi gratioso, et ut de dicti domini summi pontificis sancta promotione in privilegiis, franchisiis, hominibus et subjectis dicti militis nostri et ejus successorum per nos concessis, in perpetuum felix et inclita memoria habeatur; quodque ut dictus miles noster, ac ejus successores ipsorumque subditi, ipsius domini nostri Papæ contemplatione exempti, et a jugo et onere plurium servitutum ditiores effecti, in procreatione naturali dicti domini Papæ ac sui status ad summum

Histoire, etc.

adicem exaltatione continuis benedictionibus gratulentur, eidem militi pro se et suis hæredibus et successoribus perpetuo dominis dicti loci de Grisaco concessimus, et de gratia speciali concedimus per præsentem, ut ipsorum homines in castris et mandamentis et pertinentiis locorum de Grisaco, de Bellagarda, villæ de Bedoesco, et mansorum de Montebello, et de Grasso-villari, diocesis Mimatensis, et aliis ubicumque in nostra senescallia Bellicadri habitantes, jurium et pertinentiarum eorumdem, præsentem et futuri, usque tamen ad numerum ducentorum focorum, ab omnibus subventionibus, impositionibus, talliis, focagiis, cavalcatis, angariis, parengariis, et aliis oneribus quibuscumque, perpetuis temporibus quitti sint et iminunes; nec ad præmissa nobis solvenda, seu in eisdem contribuere, per nos, officarios nostros, vel alios aliquatenus, compellantur, aut compelli possint, nunc vel in futurum, quoquomodo; exceptis tamen subventionibus, vel oneribus pro redemptione nostra impositis vel imposterum imponendis; a quibus quidem subventionibus et oneribus præfatos homines dicti loci nullatenus eximi, sed ad ea solvenda prout cæteri nostri regnicolæ tenebuntur et tenentur, teneri volumus et adstringi. Quapropter dilectis et fidelibus gentibus nostris cameræ compotorum nostrorum Parisiis, Senescallo et receptori nostris Bellicadri et Nemausi, cæterisque iusticiariis et officiariis nostris, præsentibus et futuris, vel eorum locatinentibus, et cuilibet eorumdem, damus tenore præsentium in mandatis, quatenus præfatum militem ipsiusque hæredes et successores,

dominos dicti loci de Grisaco, jurium et pertinentiarum ejusdem, homines, habitantes, et subditos prædictos, nostra præsentī gratia uti et gaudere perpetuo faciant et permittant, ipsos vel eorum alterum in contrarium non turbantes aut turbari permittentes a quoquam; quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, nostrum præsentibus fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum apud Villanovam prope Avinionem, anno domini 1363, mense maii.

(Archives de l'Empire, Reg. J. J. 93, f. 103 v°.)

II.

CHARLES V. — (Juillet 1366.)

Carolus Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, nos litteras inclitæ recordationis charissimi domini et genitoris nostri vidisse, formam quæ sequitur continentes : Joannes Dei gratia etc. (*ut supra*). Nos autem propensius considerantes gratiam per prædictum dominum genitorem nostrum dilecto et fideli militi nostro *Guillermo Grimoardi*, SS. in Christo, Patris domini Urbani divina providentia Papæ prædicti genitori, ac domino loci de Grisaco, ejusdem SS. Patris contemplatione factam, affectionem ipsius domini genitoris nostri volentes uberius ampliare, cum ipse SS. Pater, post dicti domini genitoris nostri decesum, sincerius ac ferventius affectum suum cum singulari et speciali dilectione continuando et ampliando erga nos et regnum nostrum, in omnibus nostris ac ipsius regni actibus se reddiderit atque

reddat incessanter liberaliorem, promptiorem et benignum, prout ab experto cognovimus, et de die in diem cognoscimus per effectum, propter quod ad ipsum præfatum SS. Patrem et ejus genitorem prædictum, singulariori, specialiori et ferventiori favore debemus adstringi; erga ipsum præfatum genitorem ejusdem SS. Patris et suos, in omnibus eorum actibus debemus et volumus nos reddere promptiores, hoc specialiter et singulariter affectantes ut de ipsius sancta promotione felix et inclita memoria in perpetuum habeatur; considerantes etiam quod gratiæ factæ dicto genitori ipsius SS. Patris, eidem SS. Patri fieri videntur, cum una et eadem persona genitor et filius reputetur. Eapropter, gratiam per præfatum dominum genitorem nostrum præfato SS. Patris genitori factam continuando, ac sincera dilectione quam ad dictum SS. Patrem gerimus liberalius ampliando, litteras ejusdem domini genitoris nostri suprascriptas et omnia et singula in eisdem contenta, rata habentes et grata, volumus, laudamus, et approbamus ac ratificamus, et de nostra speciali gratia, certa scientia, nostraque auctoritate regia, de plenitudine nostræ regię potestatis, sub tamen exceptionibus solutionis et liberationis ejusdem domini genitoris nostri dumtaxat, tenore præsentium confirmamus; dilectis et fidelibus gentibus nostris cameræ compotorum nostrorum Parisiis, Senescallo et receptori nostris Bellicadri et Nemausi, cæterisque justiciariis et officiariis nostris, modernis et futuris, aut eorum locatenentibus, et cuilibet eorundem ut ad eum pertinet, dantes præsentibus in mandatis quatenus præfatum militem ipsiusque hæredes et succes-

sores, dominos dictiꝝ loci de Grisaco, jurium et pertinentiarum earumdem, homines, habitantes et subditos suos prædictos, hao nostra gratia et præsentī confirmatione uti et gaudere pacifice et quiete, diversis perpetuis temporibus faciant et permittant, et contra tenorem ipsarum, aut eorum alterum, nullatenus impedianť, ¶ perturbent ant inquietent, seu impedire, perturbare vel inquietare faciant ant patiantur a quocumque; non obstante quod dici possit quod hoc sit de domanio nostro, ant sentiat domanii naturam, ac ordinationibus, mandatis, defensionibus, consuetudinibus, statutis, et usibus, generalibus et specialibus, in contrarium per nos editis ant edendis quibuscumque, quos, quas, et quæ, quæcumque fuerint, pro expressis, specificatis et declaratis in his præsentibus haberi volumus et mandamus. Quod ut perpetuæ firmitatis robur obtineat, nostrum præsentibus litteris fecimus apponi sigillum; salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum et actum Parisiis in domo nostra juxta Sanctum Paulum, mense julii, anno domini 1366, et regni nostri tertio.

Expedita in camera compotorum VIII die julii M. CCC. LXVI. — H. de Rocha.

(Biblioth. de la ville d'Aix, MS. 916, ainsi que les 8 pièces suivantes.)

III.

CHARLES VI. — (Aout 1399.

Carolus Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris nos litteras infrascriptas charissimi domini et genitoris nostri, cujus anima in pace requiescat, vidisse, formam quæ

sequitur continentes : Carolus etc. (*ut supra*) — Quas quidem litteras, et omnia et singula in eisdem contenta, in quantum nominati in dictis litteris rite et juste usi fuerint et utantur, ratas habemus et gratas, eas volumus, et laudamus et approbamus, et nostra auctoritate regia et speciali gratia tenore præsentium confirmamus; mandantes Senescallo et receptori nostris Bellicadri et Nemausi, cæterisque officiariis et justiciariis nostris, aut eorum locatenentibus, præsentibus et futuris, et eorum cuilibet ut ad eum pertinebit, quatenus dominum de Grisaco et omnes subditos suos in suprascriptis litteris nominatos, omnibus et singulis in eisdem litteris contentis uti et gaudere pacifice faciant et permittant, ipsosque nullatenus molestant, vel molestari permittant in corporibus sive bonis, sed quicquid in contrarium factum vel attentatum fuerit, in statum pristinum reducant seu reduci faciant indilate. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum; salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum apud Pontisaram, mense Augusti, anno domini 1399, regni vero nostri decimo nono.

IV.

CHARLES VII. — (Février 1425.)

Carolus Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, nos litteras infrascriptas charissimi domini genitoris nostri, cujus anima requiescat in pace, vidisse, formam quæ sequitur continentes : Carolus etc. (*ut supra*). Quas quidem litte-

rassuperius insertas, et omnia et singula in eisdem contenta, ratas et gratas habentes, consideratis fidelitate et servitiis per dilectum nostrum *Grimoardum Grimoardi*, dominum de Grisaco, dicto domino nostro nobisque impensis, laudamus, ratificamus et confirmamus, volumusque; et eidem domino de Grisaco ipsiusque hæredibus et successoribus, dominis supradictorum locorum et jurisdictionum, et hominibus et subditis suis, in suprascriptis litteris nominatis, concessimus et concedimus per præsentis de gratia speciali et auctoritate regia, ut ipsi amodo in antea universis et singulis privilegiis, franchisiis, libertatibus, et aliis in præscriptis litteris contentis et specificatis, in quantum eisdem rite et debite usi sunt, gaudeant et utantur absque impedimento vel contradictione quacunque. Mandantes prætereà præsentium serie litterarum dilectis et fidelibus gentibus nostris cameræ compotorum, Senescallo et receptori nostris Bellicadri et Nemausi, ac aliis receptoribus, cæterisque iusticiariis et officiariis nostris aut eorum, locatenentibus, præsentibus et futuris, et ipsorum cuilibet prout pertinebit ad eundem, quatenus præfatum dominum de Grisaco, cæterosque, et eorum quemlibet, nostra præsentis gratia, confirmatione et concessione, uti et gaudere pacifice faciant et permittant, omne impedimentum, si quod ipsis in contrarium factum fuerit, vel fieri contigerit, amoveant, seu amoveri faciant, visis præsentibus. Quæ ut perpetuæ firmitatis robore solidentur, sigilli nostri duximus appensione communendas; nostro in aliis, et in omnibus quolibet alieno jure semper salvo. Datum Exolduni mense februario, anno domini 1425, et regni nostri quarto.

V.

LOUIS XI. — (17 juillet 1464.)

Ludovicus Dei gratia Francorum rex, notum faci-mus universis tam præsentibus quam futuris, nos litteras charissimi domini genitoris nostri, cujus anima requiescat in pace, Amen, vidisse, formam quæ sequitur continentes : Carolus etc. (*ut supra*). Quas quidem litteras supra scriptas... gratas et ratas, rata et grata habentes, eas et ea laudamus, approbamus, et ratificamus... Concedimus de nostra speciali gratia ac plenitudine potestatis, et auctoritate regia per præsentes, ut ipsi... Specificatis, prout et quemadmodum rite et debite usi sunt, gaudeant et utantur in posterum absque impedimento... mandantes insuper dilectis... (*ut in proximis Caroli VII.*) Datum Burdigalæ, in mense aprili, anno Domini 1464 ante Pascha, et regni nostri primo. Per regem ad relationem consilii. Daniel.

Visa, lecta, publicata et registrata in Camera compotorum domini nostri Regis, ac ibi expedita in quantum domini de Grisaco et subditi sui prænominati, rite, juste, debite et pacifice hactenus, usi sunt privilegiis, franquisiis et libertatibus expressis in albo. Scriptum in dicta camera 17^a die julii anno domini 1464.

VI.

CHARLES VIII. — (Mai 1485.)

Carolus Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, nos litteras

inclitæ recordationis charissimi domini et genitoris nostri vidisse, formam quæ sequitur continentes : Ludovicus etc. (*ut supra*). Quas quidem litteras præinsertas, et omnia et singula in eisdem contenta, ratas et gratas, rata et grata habentes eas, et ea laudamus, approbamus, ac de nostra auctoritate regia et speciali gratia, tenore præsentium confirmamus; volumusque ut ipse dominus de Grisaco, sui que hæredes, incolæ et habitantes prædicti et eorum successores, eisdem utantur et gaudeant, quatenus ipsi et eorum prædecessores rite usi sunt. Mandantes dilectis et fidelibus nostris gentibus compotorum nostrorum, Senescalco et receptori nostris Bellicadri et Nemausi, et aliis receptoribus, cæterisque justiciariis et officiariis nostris vel eorum locatenentibus, præsentibus et futuris, et ipsorum cuilibet prout pertinuerit ad eundem, quatenus dominum de Grisaco et homines et subditos suos, in suprascriptis litteris nominatos, eisdem uti faciant et permittant, ipsosque nullatenus molestant vel molestari permittant in corporibus sive bonis, sed quicquid in contrarium factum vel attentatum fuerit, in statum pristinum reducant, sive reduci faciant indilate. Quod ut firmum et stabile permaneat, sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum; salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisiis, in mense maii, anno domini 1485, et regni nostri primo.

VII.

LOUIS XII. — (28 avril 1508.)

Ludovicus Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis præsentibus et futuris, nos humilem suppli-

cationem dilectæ nostræ *Urbanæ Grimoardæ*, domi-
cellæ, dominæ castri, loci et terræ de Grisaco, de
Viridifolio et de Bellagarda, recepisse, continentem quod
dudum per plures prædecessores nostros Francorum
reges, supplicantibus suis prædecessoribus, fuerunt
data et concessa plura privilegia, libertates, franchisiæ
et exemptiones, quæ etiam fuerunt eisdem supplican-
tibus suis prædecessoribus confirmata et ratificata, et
maxime per quondam charissimum consanguineum
nostrum Carolum nuperrime et ultimo defunctum,
prout apparet per litteras, in quibus plures aliæ
confirmationes dictorum privilegiorum inseruntur,
quarum quidem litterarum nobis exhibitarum tenor
sequitur, et est talis : Carolus etc. (*ut supra*).
Nos requirendo et humiliter supplicando, quatenus
easdem litteras suprascriptas, et omnia privilegia,
franchisias, et libertates, ac alia in eis expressa,
et in quodam instrumento signato per magistrum
Raimundum Carnotensem notarium, super separatione
et numero focorum numeratorum, et habitantium in
jurisdictione ipsius dominæ de Grisaco supplicantis,
et suarum pertinentiarum, contenta et declarata, de
quibus ipsa supplicans et sui prædecessores, et homi-
nes, retroactis temporibus usi fuerunt, et adhuc utun-
tur, eidem supplicanti et suis successoribus et homi-
nibus laudare et approbare, ratificare et confirmare
dignaremur, gratiam nostram super hoc sibi impar-
tiri exposcendo. Quapropter supplicationi dictæ sup-
plicantis annuentes, et vestigia prædecessorum nostro-
rum, regum Francorum, insequi volentes et cupientes,
et eandem supplicantem favore benevolo pertractare,
dictas litteras suprascriptas, et omnia et singula con-

tenta in eisdem, et generaliter et particulariter in dicto instrumento, rata et grata habentes, laudamus, ratificamus, approbamus et confirmamus, et per præsentes de nostra gratia speciali, plenaque potestate et auctoritate regia, laudamus, approbamus, ratificamus et confirmamus; volentes et concedentes ut ipsa supplicans et ejus posteri et successores, domini de Grisaco, et sui homines dicti loci, terræ, jurisdictionis, et pertinentiarum earundem, dictis privilegiis, libertatibus, franchisiis et exemptionibus utantur et gaudeant pacifice et quiete, prout hactenus et quatenus ipsi et eorum prædecessores juste, rite et debite usi fuerunt et utuntur de præsentibus; dantes tenore præsentium in mandatis, dilectis et fidelibus nostris gentibus compotorum nostrorum, Senescallo et receptori nostris Bellicadri et Nemausi, ac aliis justiciariis nostris et eorum locatenentibus, præsentibus et futuris, et eorum cuilibet prout ad eum pertinerit, quatenus dictam supplicantem, dominam de Grisaco, hominesque suos, usque ad numerum ducuntorum focorum sibi concessum, et eorum successores, nostris præsentibus gratia, approbatione, et confirmatione, et aliis in præmissis litteris et instrumento contentis et declaratis, uti et gaudere pacifice faciant et permittant, nihil in contrarium fieri permittentes, quod si factum fuerit vel contigerit fieri, illud reducant sive reduci faciant et reverti ad statum pristinum et debitum indilate. Quod ut firmum et stabile perpetuo permaneat, sigillum nostrum litteris præsentibus duximus apponendum; salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum Blesis, mense martii, anno domini 1498, et regni nostri primo. Per regem ad relationem consilii.

Lecta, publicata, et registrata in camera compotorum domini nostri regis, Parisiis, ac ibi expedita, in quantum domina de Grisaco et subditi sui prænominati, juste, rite, debite et pacifice hactenus usi sunt privilegiis, franchisiis, et libertatibus expressis in albo. Scriptum in dicta camera die 28 aprilis 1503.
— L. Blanc. — Visa.

VIII.

HENRI II. — (Juillet 1547.)

Henry, par la grace de Dieu roi de France, a toutz presans et advenir, salut. Sçavoir faisons que Nous voulans bien et favorablement traicter n^r cher et bien ame *Claude de Grimoard*, seigneur et baron de Grisac, Bellegarde, Montbel, Bedoes et Greffueil, et luy continuer et entretenir, ensemble aux manens et habitans desd. lieux et villages, ses subiects, les graces, faveurs et liberalités que par nos prédecesseurs Roys leur ont esté concédés et octroyés pour les bonnes et justes causes et considérations a plain contenues en leurs lettres et chartres que nous avons faict attacher a ees presentes sous le contre seel de n^re chancelario, a iceulx *Claude Grimoard*, sieur et baron de Grisac, pour luy, ses hoirs et successeurs, sieurs et barons delad. baronnie de Grisac et Bellegarde, Montbel Bedoes et Grefueil, sesd. subiectz, avons continué, confirmé, loué, approuvé, confirmons, louons et approuvons de grace special, plaine puissance et autorité royal, par ces presentes, tous et chacuns, les privileges, immunités, libertés, franchises, exemptions, que leur ont esté, comme dict est,

octroyés et concédés pour quelque cause et occasion que ce soit par nosd. predecesseurs Roys, plus a plain contenus et declarés es lettres sur ce par eulx obtenues, cy attachées, comme dict est, pour en jouir et user par lesd. Grimoard, manens et habitans des villages dessusd. tant et sy avant, et tout ainsi et par la forme et manière qu'ils en ont par ci devant deuement et justement jouy et usé, jouyssent et usent encores de present. Sy donnons en mandement par les presentes a nos ames et feaux les gens de nos comptes, generaux conseilliers par nous ordonnés sur le faict et gouvernement de nos finances, Senechal de Beaucaire et Nismes, a tous nos autres justiciers et officiers ou a leurs lieutenans, et a chacun d'eux endroit soy et sy comme a luy apartiendra, que de notre presente continuation, confirmation aprobaton, ils fassent, souffrent et laissent iceux de Grimoard, et habitans, jouir et user plainement et playsiblement, cessans et faisant cesser tous troubles et empechemens au contraire, lesquels se faicts, mis, ou donnés leur estoient, les mettent ou fassent mettre incontinant et sans dellay a plaine et entiere deslivrance et au premier estat et deu, car tel est notre plaisir. Et afin que soit chose ferme et estable a tousjours, nous avons faict mettre notre sel a cead. presentes ; saulx et en autres choses notre droict, et l'aultruy en toutes. Donné a S. Germain en Laye au mois de julhet, l'an de grace mill cinq cens quarante sept, et de notre regne le premier.

Payé au receveur des confirmations douze escus sol de la Chesnaye. Par le roy, Clausse. Les presentes ont esté leues, publiées, et enregistrées au bureau de

la tresaurerie de Nismes, devant Monsieur le lieutenant d'Albenas en lad. Senechaussée de Beaucaire et Nismes, presents le procureur du Roy et la garde des Archifs, le 21^e de juin mil cinq cens quarante huict etc.

IX.

FRANÇOIS II. — (Mars 1549.)

François par la grace de Dieu Roy de France, a toutz presents et advenir, salut. Sçavoir faisons que nous, voulans bien et favorablement traicter n^{re} cher et bien amé *Anthoine Grimoard*, sieur et baron de Grisac, Bellegarde, Montbel, Bedoes, Greffueil, et luy continuer et entretenir ensemble, aux manans et habitans desd. lieux et villages, ses subiects, les graces, franchises, faveurs et utilités que par nos predecesseurs Rois leur ont esté concedés et octroyés pour les bonnes et justes causes et considerations a plain contenues es lettres sur lesd. privileges sy soubz n^{re} contrescel attachées, a iceulx Anthoine de Grimoard, sieur et baron de Grisac, pour luy, ses heoirs et successeurs, sieurs et barons de lad. seigneurie de Grisac, Bellegarde, Montbel, Bedoes et Greffueil sesdicts subiects, avons continué, confirmé, loué et aprové, continuons, confirmons, louons et aprouvons, de grace speciale, plaine puissance et autorité royale, par ces presentes, tous et chacuns, les privileges, immunités, libertés, franchises, exemptions, qui leur ont esté, comme dict est, concedés et octroyés, pour quelque cause et occasion que ce soit, par nosd. predecesseurs roys, plus a plain contenus et declarés esd. lettres sur ce par luy obtenues, sy, comme dict est, attachées, pour en jouyr

et user par led. Grimoard, manans, et habitâns des villages susd., tant et sy avant et tout ainsy et par la forme et maniere quils en ont par cy devant duement et justement jouy et uzé, jouissent et uzent encores de present. Sy donnons en mandement par ces presentes a nos ames et feaux les gens de nos comptes, court de nos aydes de Paris, Senechal de Beaucaire et Nismes, et a tous nos autres justiciers, officiers, ou leurs lieutenans et chacun d'eulx endroit soy, sy comme a luy appartiendra, que de nos presentes et continuation et confirmation et approbation, ils facent, souffrent et laissent iceulx de Grimoard et habitans, jouyr et user plainement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empechemens au contraire, lesquels, si faicts, mis, ou donnés leur estoient, les mettent ou fassent mettre incontinant et sans delay, a plaine et entiere deslivrance, et au premier estat et deu, car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable a tousiours, nous avons faict mettre notre scel a cesd. presentes ; saulf en autres choses notre droit, et l'aultruy en toutes. Donné a Amboise au mois de mars, l'an de grace mil cinq cens quarante neuf et de notre regne le premier.

Par le roy etc.

(Enregistrée à Montpellier le 11 juin 1561.)

X.

HENRI III. — (Novembre 1570.)

Henry par la grace de Dieu Roy de France et de Pologne, a toutz presans et advenir, salut. Sçavoir faisons que nous, voulant bien et favorablement traicter

n^{re} cher et bien ame *Anthoine Grimoard*, sieur et baron de Grissac, Bellegarde, Montbel, Bedoes et Grefueil, et a luy continuer et entretenir, ensemble aux manans et habitans desd. lieux et villages, ses subiects, les graces, faveurs, liberalités que par nos predecesseurs Roys leur ont esté concedées, pour les bonnes considerations a plain contenues en leurs lettres desd. privileges, sy sous le contrescel de notre chancellerie attachées, a icelluy *Anthoine Grimoard* sieur et baron de Grisac, pour luy, ses heoirs, sieurs et barons de lad. seigneurie de Grisac, et ausd. manans et habitans d'iceulx villages de Grisac, Bellegarde, Montbel, Bedoes, Grefueil, sesd. subiects, avons continué, confirmé, confirmons de grace espediale, plaine puissance et autorité royale, parces presentes, tous et, chacuns, les privileges, immunités, libertés, franchises, exemptions, que leur ont esté, comme dit est, concedées et octroyées par nosd. predecesseurs roys, plus a plain contenues et declarées esd. lettres sur ce par eulx obtenues, sy sous le contresel attachées, pour en jouir et user par lesd. *Grimoard*, manans et habitans des villages susd., et tout ainsi par la forme et maniere qu'ils en ont cy devant deuement justement jouy, et en jouissent et usent encores de present. Sy donnons en mandement par ces presentes a nos ames et feaux les gens de nos comptes, trésoriers generaux de France establis a Montpellier, Seneschal de Beaucaire et Nismes, et a tous nos autres justiciers et officiers ou leurs lieutenans, et chacun d'eulx, que de notre presente continuation, confirmation, et approbation, ils facent, souffrent et laissent yceulx *Grimoard* et habitants, jouyr et user plainement et paisiblement, cessans

et faisant cesser tous troubles et empechemens au contraire, lesquels sy faicts, mis, ou donnés leur en estoient, les mettent ou facent mettre incontinant et sans delay a plaine et entiere deslivrance et au premier estat et deu, car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et estable, nous avons fait mettre notre scel a cesd. presentes; saulf en autre chose notre droit, et l'autrui en toutes. Donné a Paris au mois de novembre, l'an de grace mil cinq cens soixante dix neuf et de notre regne le sixieme. Par le Roy etc.

(Enregistrée a Nîmes le 18 avril 1580, sur la présentation d'Antoine Grimoard, sieur et baron du Roure, Grisac, Bellegarde etc.)

XI.

LOUIS XIII. — (1^{er} juillet 1611.)

Louis par la grace de Dieu roy de France et de Navarre, a tous presens et avenir, salut. Reçu avons l'humble suplication de nos ames *Jean de Thubieres Grimoard*, sieur et baron de Verfeuil tant pour luy que pour les autres seigneurs de ladite terre et baronnie ayant de luy droit et cause soit a titre d'achap ou infeodation et les manans et habitants de ladite Baronnie et mandement, annexes et dependances dicelle, contenant que nos predecesseurs rois leur auroient donné et concedé plusieurs beaux privileges, franchises, libertés, immunités, exemptions de toutes tailles, impositions et subsides a plein declarés en leurs patentes qui leur auraient été continuées, aprouvées et confirmées même par le feu roi Henri dernier decédé notre honoré S^r et pere et dont les dits supliants ont toujours joui et

Histoire, etc.

usé desdits privilèges, libertés, immunités et franchises comme font encore a present ; nous requerant et suppliant tres humblement leur octroyer les lettres de confirmation a ce qu'ils ne puissent être troublés en la jouissance diceux. A cette cause désirant subvenir aux supliants en cet endroit et les conserver et maintenir en memes graces, faveurs, libertés, exemptions et franchises dont nos predecesseurs ont usé envers eux, savoir faisons que de l'avis de notre conseil et de notre grace speciale, pleine puissance et autorité royalle, auxdits exposants avons continué approuvé et confirmé, continuons, ratifions et confirmons par ces presentes, tous et chacun les privilèges, franchises, libertés, exemptions, immunités de toutes tailles, impositions et subsides qui leur ont été comme dit a été concédés continués et confirmés par nos ditz predecesseurs rois pour en jouir et user par eux, leurs successeurs ayant cause dudit de Thubieres Grimoard sieur et baron dudit Verfeuil et habitants de lad. baronnie, mandement d'icelle, les annexes et dépendances, pleinement, paisiblement et perpetuellement en la même forme, maniere et tout ainsy qu'ils en ont bien et dument joui, jouissent et usent encore de present, sans que pour ce, leur puisse estre donné aucun trouble ou empeschement. Si donnons en mandement a nos ames et feaux nos gens tenant notre cour de parlement de Toulouse, cour des Aydes a Montpellier, Sénéchal de Beaucaire et Nismes ou son lieutenant et autres nos justiciers et officiers et sujets, que de notre présente grace, continuation et confirmation ils fassent, souffrent et laissent lesdits de Thubieres Grimoard sieur de Verfeuil, ses successeurs ou ayant de luy cause et habitants de ladite

terre, mandement dudit Verfeuil, ses annexes et dépendances, jouir, user pleinement et paisiblement sans leur faire, ni souffrir leur estre mis ou donné aucun trouble ou empêchement au contraire, lequel si fait était, hottent et mettent ou fassent mettre incontinent et sans délai au premier état et deus, car tel est notre plaisir; et affin que ce soit chose ferme et stable a toujours nous avons fait mettre notre scel a ces presentes; sauf en autres choses notre droit et l'autrui en toutes. Donné a Paris le premier jour de juillet, l'an de grace mil six cens onze, et de notre regne le deuxieme. Et sur le replis est écrit, visa : Contentor de Vertum. Par le roy : de Hamery, signé, et scellées du grand sceau de cire verte sur lacs de soye rouge et verte.

Ces presentes avec les privilèges confirmés par icelles ont été registrées ez registres de la cour des Aydes de Montpellier, ouï et presentant le procureur général du Roy en icelle, pour par les impetrants jouir de leffet et contenu aux dites lettres et privileges, suivant leur forme et teneur, conformement a l'arret donné par ladite cour ce jourd'hui, 28 jour de may mil six cens douze.

Collationné par nous conseiller secrétaire du Roy maison couronne de France en la chancellerie près la cour des comptes aydes et finances de Montpellier.
Signé : Martin.

IV.

**Dénombrement des foux compris dans les
terres de la famille de Grimeard.**

(13—18 juin 1373.)

In nomine dñi. Amen. Anno ab incarnatione ejusdem M°. CCC°. LXXIII°. et die ultima mensis Madii, dño Carolo dei gratia rege Francorum regnante, noverint universi et singuli quod apud Nemausum, (ad) thesaurariam regiam dicti loci, presentatis litteris patentibus et executoriis litterarum regiarum ven. viro mag. Fratrio Briens., jurisperito, judici regio Marojolis, commissario ad infrascripta deputato... concessis a magnifico et potenti viro Amedeo de Baucio, milite, dño de Cammb?, Senescallo Bellicadri et Nemausi, ex parte nobilis viri *Raymundi de Monte alto dñi de Grisaco et de Viridifolio*, quarum quidem litterarum tenor talis est.

Amedeus de Baucio, miles, Senescallus Bellicadri et Nemausi, thesaurario regio dicte Senescallie, bailivo et judici Gaballitani, bajulo et judici regis de Marojolis, vel locatenentibus eorumdem, Salutem. Litteras regias magno sigillo regio de cera viridi impendenti sigillatas, nos excepisse noveritis, in prima figura, sub hiis verbis : Carolus dei gratia... (*voir les lettres de Charles V ci-dessus n. II.*) Eapropter vobis et vestrum cuilibet, ad domini de Grisaco instantiam et requisitionem, tenore presentium, precipimus et mandamus quatenus contra gratiam hujusmodi, seu contenta in eadem, minime veniatis, seu venire per quemcumque

permittatis, sub penis quas erga dñm nostrum Regem et nos quoquomodo incurrere possetis. Mandantes vobis dictis baillivis Gaballitani et de Marojolis, et tenore presentium committentes, quatenus predicta omnia et singula in predictis litteris contenta observetis, et faciatis inviolabiliter observari cum effectum. Necnon attendentes ad loca de Grisaco, et alia loca de quibus pro parte dñi de Grisaco fueritis requisiti, de numero focorum supradictorum, usque ad ducentos, vos diligenter informetis, et facta informatione per vos de eisdem, homines focorum ipsorum et personas, dictis gratiis et privilegiis libere gaudere faciatis et permittatis; et si quid in contrarium per quoscumque servientes, seu commissarios, factum fuerit, id revocetis et ad statum pristinum et debitum reducat, seu reduci faciatis, sine curta, indilate, que omnia nos etiam per presentes revocamus. Datum apud Villam nevam, prope Avinionem, sub nostro proprio sigillo, in absentia sigilli dicte senescallie, XXIII^a. die mensis Aprilis, anno domini M^o. CCC^o. LXVII^o.

Ipsis quoque litteris tam regiis quam executoriis sic presentatis prefatis dñis commissariis, iudici, thesaurario, et procuratori regiis, supplicatum extitit per nobilem Guillelmum de Malobosco, procuratorem dicti dñi de Grisaco... quatenus... velint procedere de plano et summarie ad verificationem, informationem et declarationem faciendas de et super numero focorum ducentorum in dictis litteris regiis concessorum terre dicti dñi de Grisaco... Et dictus dñs iudex commissarius... una cum dictis thesaurario et procuratore regiis... obtulit se paratum ad contenta in dictis litteris regiis similiter procedere... et nihilominus ad cautelam in loco

de Apostolico, sito in terris dicti dñi de Grisaco, diem lune proximam post instans festum Pentecostes cum aliis diebus subsequentibus... assignavit ad procedendum, etc.

Ad quam diem et locum de Apostolico, assignatos per dictum dñm judicem commissarium, que fuit decima tertia Junii, venit et loco ipsius representavit discretus vir Joannes de Bardis clericus, etc. Comparuerunt etiam, etc. Comparuit etiam.... idem Guillelmus de Malobosco, procurator prefati dñi de Grisaco, petens, supplicans et requirens, contenta in dictis litteris regiis perfici et compleri, et numerum focorum declarari, dicens ad hoc specialiter et expresse se citari fecisse, seu adjornari, nonnullas personas locorum et parochiarum infrascriptarum, pro verificatione et declaratione hujusmodi focorum fienda sine fraude... Quos citatos... produxit (et) in testes nominavit; qui jurati ad sancta dei evangelia ferre testimonium veritatis super numero focorum terre proprie dicti dñi de Grisaco, deposuerunt ut sequitur super memoriali avisamento, seu cedula redacta per dictum procuratorem, cujus tenor talis est :

In terra dñi de Grisaco est numerus hominum, tam in castris quam et locis et parochiis infrascriptis, ejus propriis, qui sequitur, datus per ejus procuratorem.

Primo in mandamento castri sui de Viridifolio, ubi homines dicti mandamenti, prefati dñi de Grisaco, se extendunt ad parochias subsequentes :

Primo in parochia beate Marie de Chaussio, ubi sunt foci reparati viginti tres, pertinent ipsi dño de Grisaco de illis viginti unum. — In parochia beate Marie de Castanhyolis, ubi (foci) reparati quadraginta unum,

pertinent dicto dño de Grisaco septem foci. — In parochia S. Mauricii de Ventolono, ubi reparati foci duodecim, de quibus pertinent ipsi dño tres foci. — In parochia de Genolhaco, ubi reparati foci undecim, pertinent dño predicto tres foci. — In parochia S. Cecille d'Andorge, ubi sunt reparati foci quindecim, pertinent ipsi dño septem foci. — In parochia S. Juliani de Punctis, decem foci reparati, pertinentes ipsi dño duo foci. — In parochia S. Joannis de Cambone, triginta quinque foci reparati, pertinent dño ipsi septem foci. — In parochia S. Michaelis de Desis, reparati foci decem et octo, predicto dño pertinent tres foci. — In parochia S. Andeoli de Clerico mortuo, quinque foci reparati, pertinent dicto dño quatuor foci. — In parochia S. Fredaldi de Ventolono, tresdecim foci reparati, pertinent ipsi dño tam pro Bellagarda quam pro Viridifolio, septem foci. — In parochia S. Privati de Fregeriis, triginta foci reparati, pertinent ipsi dño tres foci. — In parochia S. Privati de Vallelantica, in qua sunt Bellagarda et Randon, ubi reparati foci viginti duo, pertinent dicto dño viginti (unus) foci. — In parochia S. Andree de Lanciza, in qua est certa pars mandamenti Bellegarde, ubi viginti foci reparati, pertinent dño predicto quinque foci. — In parochia S. Petri de Cassanhacio, ubi decem reparati foci, pertinent dicto dño tres foci. — In parochia de Grisaco et de Frechineto, ubi triginta foci reparati, pertinent dicto dño septem foci. — In parochia de Bedoesco, tresdecim foci reparati, pertinent ipsi dño sex foci. — In parochia de Alenco, sexaginta foci reparati, habet ibi dictus dñs sex focos. — In parochia de Bellovisu, quinquaginta foci reparati, habet ibi dictus dñs de Grisaco quatuor focos.

Sequuntur testes et homines existentes *infra parochiam de {Chaussio}*, mandamenti de Viridifolio. In manso de Tanhaco dñi de Grisaco, Senescallie Bessicadri, primo Joannes de Tanhaco... homolegius dñi Bernardi Peleti, dñi de Alesto... qui dixit et deposuit quod dicta parochia extitit reparata ad numerum viginti trium focorum... quorum... nomina sunt hec : primo Huguetus Egidii, Bernardus Audigerii, Guillelmus Arnaudi, Joannes Briani, Estephanus Giraldi, Joannes Plantier, Guillelmus de Cormareto, Guillelmus Legal, Petrus Palmeri alias Altaraco, Joannes Gili, Durantus de Manso, Petrus de Comba, Petrus Benedicti, Joannes Matthei, Joannes de Vineys, Bernardus de Campo, Astorgius de Podio, Joannes de Podio, Petrus Levis, Joannes de Tanhaco, Jacobus de Tanhaco. Quorum reparatorum hominum in hujusmodi parochia, viginti unus pertinent domino de Grisaco, et sunt et habitant infra ejus jurisdictionem omnimodam, altam et bassam, metum et mixtum imperium, et sibi justiciabiles immediate existunt, ratione dicti castri sui de Viridifolio; duo vero... pertinent immediate dño de Alesto; etc.

Sequitur *parochia de Genolhaco*. Sunt in dicta parochia reparati habitantes sub ea, et reducti ad numerum undecim focorum, de quibus est veraciter sciendum quod pertinent dicto dño de Grisaco tres foci, qui habitant in mandamento castri sui de Viridifolio, sub alta et bassa jurisdictione sua, mero et mixto imperio, vid. Petrus de Recluso, alias de Apostoli, Poncius Jubini, Saura de Rastello; et ulterius ad sciendam puram veritatem... testes subsequentes : Petrus Fladini, Vitalis Nogareti, Raymundus de Chanus, homines

ep̃i Uticensis et vicècomitis Podomnatii de Genolhaco, testes recepti et jurati, etc.

Sequitur *parochia Sancte Cecilie de Andorgia*... in qua quidem parochia reperitur... reparationem factam fuisse focorum et reductos ad numerum quindecim, de quibus... pertinere noscantur et sunt dicti dñi de Grisaco, et sibi de alto et basso justiciabiles... septem foci ratione castri sui de Viridifolio, vid. Petrus de manso Superactio, Joannes Chaponis, Raymundus Rodilli, Petrus Dablòlsau, Raymundus Rodilli presbyteri, Raymundus Arnaldi, Durandus de la Verneda. Deinde ad clarificandum predicta esse vera... testes infrascripti... Petrus Sostella, Vitalis Aurioli, homines dñi comitis Bellifortis, qui jurati ad sancta Dei evangelia, etc.

Sequitur de *parochia S. Juliani de Punctis*, de terra propria dicti dñi de Grisaco, que quidem reparata extitit dudum et reducta ad numerum decem focorum... de quibus decem focis reparatis reperiuntur pertinere dicto dño de Grisaco duo, que sub alta jurisdictione et bassa, meroque et mixto imperio ipsius dñi de Grisaco existunt, et sibi sunt justiciabiles immediate; et ad verificandum... testes subsequentes... Joannes Ozili, Petrus del Jaussel, homines comitis Bellifortis.... Interrogati qui sunt illi duo de terra dicti dñi de Grisaco, dixerunt quod hii qui sequuntur: Petrus Manhani, Stephanus Boqueti, de manso de Pontis et de campo exhuerio, etc.

Sequitur de *parochia S. Maurici de Ventolo*, in qua sunt duodecim foci reparati, de quibus... pertinent dño de Grisaco et sunt de propria jurisdictione alta et bassa ipsius tres foci, ratione castri sui predicti de Viridifolio,

vid. Bernardus Bressi, Guillermus Girardi, Joannes de Beluga ; et ad hoc verificandum producti, recepti, et jurati extiterunt in testes, scilicet Bartholomeus Gazais, Petrus de Costaplana, Guillermus Ruffi, homines dñi comitis Bellifortis, qui, etc.

Sequitur de *parochia de Castanholz*, in qua sunt quadraginta unus foci reparati, de quibus... pertinent dñō de Grisaco, et sunt de propria jurisdictione alta et bassa ipsius septem foci, ratione mandamenti castri de Viridifolio, (scilicet) Joannes Donzel, Joannes Juliani, Joannes Besset alias del Puech, Estephanus de Vilareto, Estephanus Dolson, Guillermus Girardi, Raymundus de Courieres ; et ad hoc verificandum, producti... testes qui sequuntur : Joannes Raolz, Joannes Arnaudi, Petrus Fa, (de) Castanholio, homines dñi comitis Bellifortis, qui, etc.

Sequitur de *parochia S. Fredaldi de Ventholone*, ubi sunt et reperiuntur foci reparati tresdecim... in quibus... reperti sunt septem foci seu homines, habitantes in dicta parochia, pertinentes de terra propria dicti dñi de Grisaco,... ratione castri sui Bellegarde..., quorum nomina sunt hec, vid. Joannes Virgilii, Petrus Matthei, Estephanus Bastida, Petrus Boche, Bertrandus Bourgne, Guillermus de Serro, Joannes de Sperellis alias Cerasse. Super quibus fuerunt recepti... in testes, Petrus Albergati, Petrus Ponge, Bermundus de Sperellis, Joannes de Quercore alias Merulus, terre dñi comitis Bellifortis,... qui juraverunt, etc.

Sequitur *parochia S. Andeoli de Clerico mortuo*, mandamenti castri de Viridifolio, in qua sunt foci reparati quinque, de quibus sunt dñi de Grisaco et terre proprie ipsius quatuor, vid. Joannes Feriani, Joannes

Radulphi, Jacobus Radulphi, Petrus Radulphi. Super quibus fuerunt recepti, producti, et jurati, testes subsequentes : Joannes Capitis duri, Guillermus Giraudi, Guillermus Crespini, homines domini de Monteclaro, qui jurati, etc.

Sequitur de *parochia de Bellagarda et de Randone*, que sunt dñi de Grisaco quantum ad homines inferius nominatos, qui dicuntur esse de *parochia S. Privati de Vallelantica*, ubi foci numero moderno reparati viginti duo, de quibus... sunt de terra propria dicti dñi de Grisaco viginti unus foci... quorum nomina sunt hec : Guillermus Savi de Raberio, Joannes de Frabua, Raymundus Corbier, Guillermus Matthey, Bernardus de Solerio, Guillermus Savi de Marveillaco, Joannes Chausallii, Gaucelinus de Maloliégio, Bernardus de Fabrica, Estephanus Michaelis, Estephanus Blancheroni, Joannes Margoti, Petrus de Bellovisu, Petrus Filioli, Estephanus Buticule, Joannes de Solerio, Bernardus de Faissis; et ad probandum et verificandum... testes infrascripti : Petrus de Maurilhaco, domicellus, Joannes Gaza, Bertrandus de Valle, homines et subditi dñi comitis Bellifortis, etc.

Sequitur de *parochia de Bedoesco*, in qua sunt foci reparati numero tresdecim, de quibus... pertinent ad partem dñi de Grisaco et sunt de ejus terra propria, scilicet sex, quorum nomina sunt hec : Joannes de Salegiis, Joannes Pagesii, Petrus Molini, Estephanus Texerii, Guillermus de Turre, Petrus Giraldis de Balma; et ad hoc verificandum recepti fuerunt in testes Bernardus Bolati, Petrus Romegonis, Joannes Bellugue, qui jurati ad sancta dei evangelia dicere veritatem, etc.

Sequitur de *parochia S. Privati de Frogeriis*, ubi

sunt triginta foci reparati numero moderno, de quibus... reperiuntur tres homines pertinere predicto dño de Grisaco, et de ejus terra propria, sine fraude, quorum trium hominum nomina sunt hec : Guillermus de Vitlanova, Joannes Charaterii, Joannes Valentini ; et ad verificandum premissa esse vera fuerunt citati (et) recepti testes subsequentes, scilicet : Joannes Durantonis, Jacobus de Saygarolis, homines Guillermi Merolgi, preceptoris de Gado francisco, qui jurati, etc.

Sequitur de *parochia S. Andree de Lancize*, ubi se extendit certa pars mandamenti Bellegarde, dicti dñi de Grisaco ; reparati foci in dicta parochia reperiuntur numero viginti, de quibus pertinent dicto dño de Grisaco, et sunt ipsius proprie jurisdictionis, sine fraude, quinque, quorum nomina sunt hec, vid. Petrus Corregerii, Petrus Santeti, Guillermus Texeris, Joannes de Valhiris, Bernardus de manso de Valcoveyrio ; et ad verificandum... fuerunt recepti... testes subsequentes, citati, Petrus Peleti, Petrus de Plano, dicte parochie, homines nobilis Joannis de Cadoena, et Guillermi de Montmoinis ? testes citati, etc.

Sequitur de *parochia S. Michaelis Dexis*, in qua sunt foci reparati moderno tempore decem et octo, de quibus... habet dictus dñs de Grisaco tres focos, homines sibi proprios, et in terra sua propria commorantes et domicilia facientes..., quorum... nomina sunt hec : Joannes de Podio, Joannes Gauzi, Petrus Gauderii ; et ad verificandum dictum numerum... recepti sunt in testes hii qui sequuntur : Guillermus Lenha, Estephanus Carcerio, Joannes de Bastida, homines dñi comitis Bellifortis, etc.

Sequitur de *parochia S. Joannis de Cumbono*, in

qua sunt triginta quinque foci reparati moderno tempore, de quibus... pertinent predicto dño de Grisaco septem foci reparati, sibi proprii... quorum nomina sunt hec : Petrus Verdalhani, Poncius Coste, Joannes Capitis duri, Bernardus de Cruce, Firminus del Perier, Guillermus Privati, mansi de Bastida, Joannes de Foraminibus ; et ad clarificandum dictum numerum sive reparationem, ... recepti fuerunt in testes... Raymundus Pagesii, Estephanus Pagesii, homines Bernardi de Cadoene, et capituli ecclesie Mimatensis, etc. Interrogati si quinque de dictis septem hominibus, sive focus, sunt et esse consueverunt de jurisdictione et mandamento castri de Viridifolio, interrogati quod sunt hospitia, Petrus Verdelhani de Codolis, Poncius la Costa, Firminus de Clerico mortuo, Joannes Capitis duri, Bernardus de Cruce, et etiam dixerunt quod sic, absque eo quod sint nec esse consueverint de terra dñi comitis Bellifortis, etc.

Sequitur de *parochia de Cassanhacio*, ubi sunt decem foci reparati, de quibus sunt et pertinent dño de Grisaco, et sunt de terra ejus propria, sine fraude, tres foci, quorum nomina sunt hec : Joannes Pelati, Joannes de la Fara, Raymundus Simonis ; et ad clarificandum, ... testes qui sequuntur, vid. Estephanus Bisi, Joannes de Palma, homines dñi Bellifortis, qui etc.

Sequitur de *parochia de Alenco*, ubi sunt foci reparati numero sexaginta, in quibus... habet dñs de Grisaco sex homines, sive focos, qui sunt de terra sua propria, et sibi justiciabiles, quorum nomina sunt hec : Guillermus Passabosc, Guillermus Consegalli, Petrus de Manso, Petrus Savanturi, Petrus Rochette, Joannes

Ebrardi ; et ad clarificandum... testes subsequentes : Petrus Yterii, Raymundus Muttonis, qui jurati, etc.

Sequitur de *parochia de Bellovisu*, ubi sunt foci reparati quinquaginta, in quibus reperitur idem dñs de Grisaco habere quatuor homines in dicta parochia habitantes... in manso de Grasso Villari, quorum nomina sunt hec : Raymundus Muttonis, Bartholomeus Boissonis, Petrus Noveti, Joannes Bellini; super quibus fuerunt examinati... testes subsequentes, vid. prenominati Petrus Yterii et Raymundus Muttonis, qui jurati, etc.

Sequitur de *parochia de Grisaco et de Frechineto de Lozere*, ubi sunt foci reparati triginta, in quibus clare reperitur quod dictus dñs de Grisaco habet septem proprios homines in terra et jurisdictione sua habitantes, vid. Petrus Romego, Petrus de Roveria, Bernardus Bolati, Estephanus Audiberti, Guillermus Bolugue, Joannes Mamini, Joannes Radulphi; et ad probandum..., testes sequentes : Bernardus Ayraudi, Joannes Bodeti, homines dñi de Floriaco, testes producti et jurati super predictis, dixerunt suo juramento, etc.

Summa universalis omnium hominum repertorum domini de Grisaco in dictis locis et parochiis habitantium, *Centum decem et novem*.

Post que anno quo supra, et die decima octava mensis Junii, his peractis, dictus nobilis Guillermus de Malobosco, procuratorio nomine quo supra, existens in loco de Apostolico, coram dicto dño locumtenente... supplicavit... quatenus testes hujusmodi receptos... et presentem processum super eis habitum, velit publicari...et in formam publicam redigi..., retento illesoque

remanente dicto dño de Grisaco, magistro suo, majore numero juxta gratiam regis sibi factam de ducentis focis, adjungendo... dum et quando futuro tempore, in terra sua, castris, sive locis, augmentabuntur, sive poterunt reperiri... Et dictus dominus locumtenens dicti dñi judicis et commissarii, etc.

Acta fuerunt hec in dicto loco de Apostolico, testibus presentibus... et magistro Roberto Carnotensi, notario regio, etc.

(Bibl. de la ville d'Aix. Ms. n° 916.)



L'ANCIENNE BARONNIE DE PEYRE

D'APRÈS DES DOCUMENTS ORIGINAUX ET INÉDITS

PAR LE D^r B. P***.

Un manuscrit du XVII^e siècle, trouvé dans les archives de Mende, qui a paru en brochure (1) et qui a été inséré récemment dans les *Bulletins de la Société d'agriculture*, renferme le passage suivant :

« La 2^e baronye dudit pays est celle de Peyre, qui
» est composée de plusieurs bourgs et villages et
» contient 12 ou 15 paroisses. Le principal manoir
» des barons du lieu était le château de Peyre, assis
» sur un rocher fort hault et éminent. On jugerait
» cette place, à cause de sa situation, imprenable;
» mais elle fust battue et prinse en l'an 1586 par
» M^r l'admiral de Joyeuse et en après rasée. Les
» masles de cette famille très-ancienne ont défailli par
» la mort de M^r Hëctor Aldebert de Peyre, dernier
» baron dudit lieu. »

(1) *Notice historique sur le Gévaudan et ses huit baronnies*. (Mende, Privat, 1868.) Page 20.

L'étude des documents originaux, qu'on a jusqu'ici malheureusement trop peu consultés pour la publication de nos annales gabalitaines, prouve qu'il y a, dans ce passage, autant d'erreurs que de phrases :

— Les Astorg de Peyre étendaient leur puissance, seulement dans le Gévaudan, au moins sur 40 paroisses et non sur 12 ou 15.

— Il n'y eût jamais qu'une citadelle sur le roc de Peyre...

— Le grand château, résidence des barons de Peyre, était situé au pied du rocher avec la ville de Peyre. Il fut occupé, *mais non rasé*, par le duc de Joyeuse ; et, 50 ans après le passage de l'armée royale, il servait encore de résidence aux prétendants à la possession de la seigneurie de Peyre.

— Hector Aldébert n'était plus un Peyre, mais un Cardaillac ; les mâles de cette famille *avaient défailli* plus de 80 ans auparavant....

Ces erreurs ne sont malheureusement pas les seules qu'on ait publiées sur la famille de Peyre, et surtout sur le rôle que divers membres de cette famille auraient joué, au xvr^e siècle dans les guerres religieuses qui désolèrent le Gévaudan. C'est ainsi que M. de Burdin, pourtant si bien placé pour puiser aux meilleures sources, a cru pouvoir donner le récit suivant (1) de la prise du château de Peyre et du sort in-

(1) *Documents historiques sur la province du Gévaudan*, par G. de Burdin. (Toulouse, L. Chapelle 1849; Tome 1^{er}, page 57.)

fligé à ses défenseurs : « Joyeuse... marchant aussitôt » vers la ville et le château de Peyre, les enleva le 6 » septembre, après avoir été arrêté quelques jours au » pied de leurs rochers par la résistance d'une poignée » de soldats déterminés, *commandés par le seigneur* » *de Peyre*..... Irrité d'une trop longue résistance; » le duc de Joyeuse fit tomber sans pitié la tête du » *capitaine de Peyre*, dont les compagnons furent » presque tous assassinés par les paysans des environs; » rase le château et sortit du Gévaudan, y laissant » pour de longues années la trace funèbre de ses » terribles triomphes. »

Ces assertions, M. de Burdin n'a fait que les répéter avec presque tous les auteurs qui se sont occupés de l'histoire du Gévaudan (1), mais sa position officielle d'archiviste devait singulièrement contribuer à les accréditer. Si bien qu'on ne trouverait peut-être pas aujourd'hui un lozérien osant douter que le château de Peyre n'a pas été rasé par le duc de Joyeuse..... Et cependant, ce passage est, presque en tous points, aussi erroné que celui que j'ai cité précédemment....

Je n'ai pas en ce moment à parler du duc de Joyeuse; mais le jour viendra où sa mémoire devra être réhabilitée, car lui seul fut modéré dans les sanglants exploits de l'armée catholique et royale en Gévaudan, dans le siège de Peyre comme dans celui de Marvejols. J'ai entre les mains le journal de la campagne de l'*armée royale*, écrit par un protestant, conseiller à la cour

(1) Les savants auteurs de l'*Histoire du Languedoc* ont commis, eux aussi, les mêmes erreurs. (V. la première édition de ce grand ouvrage.)

des aides de Montpellier, témoin oculaire des événements et victime des soldats de Joyeuse, qui le croyant mort des blessures dont ils avaient littéralement criblé son corps, l'avaient laissé tout nu sur la grève, au milieu des cadavres des autres habitants de Marvejols. Celui qui parle est donc un ennemi de l'armée catholique et de ses chefs, surtout du duc de Joyeuse, dont le triomphe a ruiné sa patrie et amené le massacre de ses parents et de ses amis, et cependant il rend en faveur de l'amiral le témoignage suivant : « Il est bon de » remarquer que pendant que le carnage se faisoyt sur » les pauvres assiégés, on rapporta au S^r de Joyeuse » qu'il rompoyt sa promesse parce qu'on tuait tout, » de quoy il fust fort fasché, et avec certains siens » gentils hommes monta à cheval et allèrent courir » par le camp pour empescher les meurtres et aultres » excès; mesmes en tua quelques uns des siens » mesmes un soldat de ses gardes nommé Court-de- » Fil, fort favori dud. S^r admiral, et retira tant de » blessés qu'il peust et les mist dans sa tente, où il » les faisoyt servir, mesmes y retira M^r Antoine » Rouvière, diacre, qui disputa toute la nuit avec son » aumônier sur les points de la religion, etc., etc. » Une si généreuse conduite chez le duc de Joyeuse, dans un moment où tout le monde criait autour de lui qu'il fallait exterminer jusqu'au dernier des ennemis de Dieu; où, encore le lendemain du sac de Marvejols, des catholiques ouvraient le ventre des prisonniers pour voir s'ils n'avaient pas mangé du lard (c'était un vendredi!!!) ne montre pas un de ces terribles vainqueurs qui font tomber sans pitié la tête des vaincus, surtout quand il s'agit d'un gentilhomme

qui s'est bravement battu, mais que la fortune a trahi.... Du reste il eut été fort difficile à Joyeuse de faire tomber la tête du S^r de Peyre : car, depuis plus de 15 ans, Peyre n'avait plus de seigneurs!!! Le dernier baron de Peyre, François Astorg de Cardaillac de Peyre avait péri dans les massacres de la St-Barthélemy. La riche baronnie qui reposait sur la tête de son enfant et de sa veuve, Marie de Crussol d'Uzez, remariée dans le Rouergue, était depuis longues années abandonnée à des fermiers, et on sait que le trop célèbre Mathieu de Merle fut un de ces fermiers.

M. de Burdin a fait, comme on le verra plus loin, une grossière confusion de noms; et a pris, pour le seigneur de Peyre, un chef de partisans, Jacques d'Auzoles, *sieur de la Peyre*, qui, forcé de capituler, ne s'était rendu au sieur de Lavédan, un des chefs de l'armée royale, qu'à la condition d'avoir la vie sauve; que Joyeuse ne fit d'ailleurs ni décapiter, ni même juger, mais qui périt à Mende comme je le raconterai plus tard.

D'autres auteurs, et ils sont nombreux, en attribuant aux barons de Peyre, pendant la période de nos guerres religieuses, des actes auxquels ils étaient nécessairement étrangers, ont commis des erreurs qu'il est du reste extrêmement difficile d'éviter pour quiconque ne connaît pas l'histoire de la maison de Peyre entre les années 1572 et 1645. En effet, *pendant plusieurs années il n'y eut pas à proprement parler de baron de Peyre, et cependant ce nom ne fut jamais plus porté.* La fille de Marie de Crussol, Philippe de Peyre étant morte mineure, sa mère, qui était parvenue à faire assurer la baronnie à cette enfant, prétendit être son

héritière, et apporta à son second mari le nom de baron de Peyre. Ses 4 gendres (elle n'avait que deux filles, mais qui comme leur mère se marièrent deux fois chacune) et leurs ayant-droit les d'Arpajon, les Delaunay d'Entraygues, les Daran de la Condamine, les Roquelaure, etc., etc., s'intitulèrent tour à tour ou simultanément barons de Peyre. Un frère du dernier baron de Peyre, Geoffroi Aldebert de Marchastel, prenait lui aussi et avec plus de raison, le nom, le titre et les armes de son père et de ses ancêtres, etc. Tous ces prétendants s'intitulaient barons de Peyre, se disputaient devant les tribunaux et surtout les armes à la main, la possession du château de Peyre, qui fut pris et repris un grand nombre de fois... Aussi quand les jours de calme furent revenus, César de Grollés, cherchant à refaire en sa faveur cette grande baronnie de Peyre, commence à peu près invariablement ainsi tous ses mémoires et écrits contre ceux qui à un titre quelconque possédaient quelques parcelles de l'ancienne seigneurie: « La maison de Peyre, depuis » un siècle et demi, a été continuellement agitée par les » procès d'entre plusieurs prétendants à cette terre, » dont M. le comte de Peyre n'a trouvé pour ainsi dire » que le trac; le château de Peyre, résidence habituelle » de ses seigneurs, a été pris d'assaut, repris et brûlé. » Les registres du parlement de Paris et du grand » Conseil prouvent combien de fois ce château a été » pris par invasion, repris et pillé, etc., etc. »

Au milieu de toutes ces luttes, les malheureux emphytéotes ignorant de quel côté était le droit et sous la pression de la force brutale, durent plusieurs

fois payer successivement, dans la même année, les mêmes droits féodaux, à deux ou trois seigneurs différents (v. ci-après.)

Il est donc facile de comprendre les erreurs que j'ai signalées. Du reste, il me paraît qu'à part ces erreurs, à peu près rien n'a été publié jusqu'ici sur l'ancienne maison de Peyre. On sait bien généralement que cette famille a donné quelques évêques à Mende, mais c'est à peu près tout. Et Marvejols, la cité des Peyre, a si bien oublié le nom de ses anciens seigneurs, que sa municipalité a récemment donné officiellement le nom de pont de la Pierre, au pont de Peyre (pons de Petra), où les Astorg levaient le péage sur toutes les denrées venant par les routes de Mende et du Puy.

La maison de Peyre fut une des plus grandes, sinon la plus grande maison de notre province, et le lieu d'où elle tirait son nom était assurément une des plus antiques baronnies de la France féodale. Cependant, son histoire est absolument inconnue, même dans les lieux qui furent pendant de longs siècles soumis à son autorité; et, si la légende ne s'était emparée des souvenirs et des traditions se rattachant, dans la mémoire de nos paysans, au terrible César de Grollée de Peyre, dont la mort ne remonte pas encore à 150 ans, le souvenir non-seulement des vieux Astorg, mais même des derniers comtes de Peyre, serait oublié des petits-fils de leurs anciens vassaux.

Une histoire complète de la maison de Peyre ne pourrait être que d'un médiocre intérêt pour la plupart des lecteurs du *Bulletin de la Société d'agriculture*; mais j'ai pensé qu'il était nécessaire de réfuter les

erreurs dont j'ai parlé, comme aussi d'en empêcher de nouvelles, en signalant à ceux qui s'occupent de la publication de nos annales, le danger d'une confusion de noms extrêmement facile ; et, c'est dans ce but que je publie ce travail, dans lequel je donnerai quelques renseignements tirés de documents originaux, inédits et inconnus :

1° Sur la puissance des barons de Peyre, et sur l'étendue de leur seigneurie, dont j'indiquerai tous les fiefs et arrière-fiefs qui avaient quelque importance.

2° Sur les diverses familles qui ont successivement porté le nom de Peyre.

3° Enfin, sur la démolition du château de Peyre, et sur la fin de celui de Marchastel.

PREMIÈRE PARTIE.

PUISSANCE DES PEYRE. — FIEFS ET ARRIÈRE-FIEFS DE LA
BARONNIE. — HOMMAGES. — TRANSACTIONS DIVERSES ENTRE
ASTORG DE PEYRE ET SES VASSAUX.

Pour se faire une idée à peu près exacte de la puissance des barons de Peyre, et de l'étendue de leur juridiction comme de leurs droits, il faut remonter au milieu du 13^e siècle. A cette époque, les Astorg (1) de Peyre nous montrent le vrai type du baron féodal. Ils lèvent des armées pour faire la guerre avec leurs voisins (2); ils ont des forteresses en un

(1) On verra plus loin (II^e partie) que le nom d'Astorg fut toujours, au moins depuis le 13^e siècle, réservé au chef de la maison de Peyre, tant qu'exista l'ancienne famille de ce nom. Le cadet s'appelait Aldebert...., et les noms de Giraud, Géra], Guillaume, Raymond, etc., ont toujours appartenu à d'autres membres de la famille, possédant provisoirement quelques petits fiefs, mais surtout aux Peyre de Servièrre...

(2) Item ponit et pretendit (Odil. ep. Mim.) quod Guillelmus de Pian et nobiles viri D. de Mercurio et Astorgius de Petra *congregatis exercitibus* intraverunt terram dictorum castrorum (castra de Apcherio, de Sancto Albano et de monte Aleyrac). et in mandamentis eorum, pro ipsis devastandis seu destruendis..., etc.... Quod eum homo quidam D. Astorgii de Petrá, esset interfectus à quibusdam hominibus de Apcherio, iste Garinus et Bernardus filius ejus timentes ne dictus Astorgius de Petra *cum exercitu* intraret terram dictorum castrorum pro vindicando dicto homicidio, petierunt a dicto episcopo tum electo quod a dicto Astorgio defenderet dictam terram. (1259. Accord entre Od. de Mercœur, évêque de Mende, et Hugues, comte de Rodez.)

grand nombre de lieux : à Peyre, à Marchastel, à Quintiniac, à l'Arcis, au Cher, au Buisson, à Muret, etc., etc. Leurs vassaux sont nombreux, les suivent à la guerre et aux cavalcades, leur rendent leurs châteaux, *armés et courroucés*, toutes les fois qu'ils en sont requis, et s'engagent à les défendre contre tous les hommes du monde (1).

En 1261, par un acte, invoqué souvent de siècle en siècle, tant par ses successeurs que par leurs sujets, Astorg prononça l'affranchissement de ses serfs de la terre de Peyre, sous certaines clauses contenues dans cet acte important, dont je donnerai le texte en note, parce qu'il me paraît inconnu.

Cependant, en affranchissant les pauvres habitants de ses terres, Astorg ne devait rien perdre de sa puissance ; car c'est immédiatement après la publication de l'acte d'affranchissement, que nous le voyons exiger et recevoir de tous ses vassaux et arrière-vassaux ces actes d'hommages, ces serments de fidélité qui mettaient entre ses mains toutes les forces vives de la baronnie.

Je ne sais si, antérieurement à l'an 1261, les barons de Peyre avaient reçu quelques hommages écrits ; toujours est-il, que ceux dont les copies nous sont parvenues, ne datent que de cette époque. C'est entre les années 1261 et 1300 que furent rendus et rédigés en forme authentique ces actes d'hommages, dont le texte notarié fut conservé, avec un soin scrupuleux, dans les archives de Peyre, et qui durent être renouvelés de siècle en siècle jusqu'à la fin de l'ancienne monarchie, à chaque changement de seigneur ou de vassal.

Il est vrai que pendant la période de nos guerres religieuses, et grâce surtout aux longs troubles de la maison de Peyre, quelques détenteurs de fiefs se crurent à jamais déliés du serment de fidélité, et cessèrent de rendre l'hommage manuel. Mais c'était encore trop tôt, et ils durent revenir de

(1) Hommages de Mirmont, ci après.

nouveau à Peyre, reconnaître la puissance de leur suzerain, le jour où la baronnie eut retrouvé un chef de la trempe des vieux Astorg, César de Grollée, que la tradition appelle du nom de *grand César de Peyre*, et qui fut le dernier vrai représentant de la féodalité dans le Gévaudan.

Comme toutes les baronnies féodales, la baronnie de Peyre comprenait un grand nombre de fiefs et d'arrière-fiefs souvent enchevêtrés les uns dans les autres ; mais dont, en dernier résultat, tous les habitants, nobles ou vassaux, étaient hommes d'Astorg. Ce n'est qu'en consultant les actes d'hommage qu'on peut se faire une idée exacte de cette organisation comme de ces divisions territoriales ; et, c'est à l'aide des hommages actifs de Peyre, que je vais donner le dénombrement, aussi complet que possible, de tous les fiefs et arrière-fiefs qui eurent quelque importance dans cette partie de l'ancien Gévaudan :

CHAPITRE I^{er}.

FIEFS LAIQUES.

1^o Marchastel. — Je commencerai par les deux fiefs de Marchastel et de Servièrre qui, depuis les temps les plus reculés, avaient été l'apanage de membres cadets de la maison de Peyre. On verra plus loin que depuis l'an 1273, et surtout depuis 1303 (1), le fief de Marchastel était devenu, *d perpétuité*, l'apanage du cadet de la maison de Peyre, des abbés de Peyre, de ces Aldebert dont plusieurs furent évêques de Mende et de Viviers, chanoines du Puy, prieurs de Chirac, etc.

(1) Testament de l'Evêque de Viviers et de son père Astorg.

Mais antérieurement à cette époque, Marchastel avait appartenu encore à des cadets de Peyre, car nous voyons, par un acte de 1254, qu'Astorg avait racheté Marchastel et Génébrier de Giraud de Peyre moyennant la somme de 4,000 sols viennois (1); et l'acte d'achat porte que « cette vente a été ratifiée « par la dame de Montpaon, mère dudit Giraud. »

Du seigneur de Marchastel relevaient : 1° le Dom d'Aubrac (2); 2° le Château, fort, barri et mandement de Baldassé, achetés de Benoit Pelamourgue (3), vassal d'Astorg, par cet Aldebert de Peyre qui fut plus tard évêque de Viviers; 3° le château et mandement de Beauregard, acquis d'Astorg; 4° les seigneurs de St-Juéry, qui déclaraient tenir d'Aldebert de Peyre tout ce qu'ils avaient en la paroisse de Chauchailles, et les châteaux et forteresses qu'ils pourraient élever sur leurs terres (une partie de la paroisse de Chauchailles dépendait de Mercœur) (4); 5° les prieurs de Malbouzon faisaient hommage de tout ce qu'ils avaient au mas Bouzou, composé de 14 pagésies, et à Chaldecoste. Ce prieuré n'a jamais dépendu d'Aubrac, comme on le trouve imprimé dans une foule de notices sur le Gévaudan, mais il fut longtemps revendiqué par les abbés de Conques, en Rouergue. Toutefois, en 1267, Raymond, abbé de Conques, avait déclaré « que le prieuré et « l'église de Malbouzon étaient du droit et du patronage du « seigneur de Marchastel (5) ». Mais, plus tard, les abbés de Conques étaient revenus de cette déclaration, et un grand procès, qui s'en suivit devant le parlement de Toulouse, dura

(1) Gervais Vedilhe, notaire de Mende.

(2) V. aux hommages ecclésiastiques l'article Aubrac.

(3) En 1277, et le 5 des cal. de novembre. Avant de vendre son fief à Aldebert de Peyre, Benoit Pelamourgue en avait fait hommage à Astorg (J. de Ste-Colombe, notaire).

(4) 1276. Hommage et transaction. Durand Vimenet, notaire; Pierre de la Bazalgète, etc.

(5) Hommages ecclésiastiques de Peyre.

jusqu'en l'année 1457, où l'abbaye de Conques finit par renoncer définitivement à toutes ses prétentions (1); 6°. Dès 1260, Pierre Virgile faisait hommage au seigneur de Marchastel de Melet, Mermont, Chaussenel en la paroisse St-Christophe de Badaroux; et, dans des hommages postérieurs; Etienne Atger, successeur de Virgile en 1307 (2) et Pierre Atger en 1308 (3), renouvelaient l'hommage de Pierre Virgile en faisant insérer, dans l'acte d'hommage, la clause que « le seigneur de Marchastel sera tenu de les défendre contre toutes personnes, excepté contre le roi, le seigneur de Peyre, l'évêque et le chapitre de Mende. »; 7° en 1286, Armand Virgile et en 1294 (4) Etienne Virgile reconnaissent tenir également du seigneur de Marchastel la moitié de leur château de Haute-Ribe, en la paroisse de St-Iliaire; 8° Raymond (Pierre), de Mende, chevalier, avait acheté d'Aldebert de Marchastel, en 1278 (5), le mas de Villeneuve, dans la paroisse de Rieutort, à condition d'en faire hommage au seigneur de Marchastel; 9° Dragon de Ribennes reconnaissait tenir du même seigneur le mas de Combettes (6); 10° Enfin, le seigneur de Marchastel avait de nombreux droits dans une foule de mas, des paroisses de Rieutort et de Ribennes, et possédait de nombreuses maisons à Mende (7), au Pay, à Vi-viers et à Marvéjols.

(1) Hommages ecclésiastiques de Peyre.

(2) Jacques Bedos, notaire public à Mende.

(3) Bompard, notaire.

(4) Jean Paulet, notaire.

(5) Pierre Salamondi, notaire

(6) Etienne Rouge, notaire. Hommage de 1277.

(7) La maison de Marchastel à Mende, et un grand nombre d'autres maisons appartenant à la maison de Peyre, furent vendues, le 5 novembre 1592, par Geoffroi Aldebert de Marchastel de Peyre à M. de St Hérémie, qui les revendit à Mgr de Marcillac, évêque de Mende, le 6 février 1630 (Destrois, notaire de Mende). Toutes ces maisons, au nombre de plus de

3^e Servière. — Une branche cadette de la maison de Peyre possédait les châteaux de Servière et de Rochebelot. Je n'ai pu déterminer à quelle époque les Peyre de Servière s'étaient détachés de la branche aînée de la maison de Peyre. On pourrait peut-être admettre l'hypothèse que c'est au 11^e siècle, où la famille d'Astorg était nombreuse. L'acte de fondation du monastère de Chinac est en effet ratifié par Richard, Guillaume, Alibert, fils d'Astorg, par Guillaume son frère, et par Géral, Guillaume, Astorg, fils de Richard. Quoiqu'il en soit, en 1263 (1) nous trouvons un Géral de Peyre, seigneur de Servière, fils d'autre Géral également seigneur de Servière, et en 1268 (2) nous voyons deux Peyre, coseigneurs de Servière, Géral et Guillaume. Au commencement du siècle suivant, en 1306 (3), Raymond et Richard de Peyre, les fils de Géral et de Guillaume, sont encore coseigneurs de Servière.....

A la fin du 14^e siècle, la maison de Peyre de Servière était en décadence. Jean de Peyre vendit, en 1385, à Guillaume de Montrodât, toutes les censives et servitudes, deniers, cire, porcelix, etc., etc., entière juridiction haute et basse, seigneurie, lods, etc., dont il avait hérité de ses prédécesseurs, au lieu de Montrodât, son manoir et ses appartenances (4); et en 1436, je ne trouve plus à Servière que Berguine de Peyre, dame de Servière, qui loze des terres vendues par Hugon de Cheminades (5), et qui possédait la moitié du château de Servière, l'autre moitié appartenant aux héritiers de Jean de Peyre.

30, avaient été achetées dans le cours du 13^e siècle, entre les années 1270 et 1280, par cet Aldebert de Peyre qui fut évêque de Viviers. Les actes d'achat de ces maisons sont très-curieux pour l'histoire de Mende à cette époque reculée.

(1) Hommage de Passarin, seigneur du Piboul.

(2) Hommage de Raymond Cubière.

(3) Hommages à l'évêque et au roi de France.

(4) Julian, notaire.

(5) Astorg ratifie la vente à condition que l'acquéreur ne pourra aliéner

Cependant les seigneurs de Servièrre avaient eu leur période de richesse et de splendeur : pendant 150 ans nous les voyons acquérir sans cesse de nouveaux domaines. En 1265, Astorg, recevant l'hommage de Boussuge, avait, du consentement dudit Boussuge, donné Combettes soubey^{re} et soutay^{re}, le mas des Vernets et le Rouve à Géral de Servièrre, à condition qu'il lui en ferait hommage (1). En 1277, Philippe, veuve de Géral de Peyre, achetait de Guillaume Boussuge la moitié du mas du Rouve (2). En 1289, ses enfants possédaient la moitié du château de Génébrier (3), et Raymond de Servièrre achetait le domaine des Ribes (Ribènes), dont il faisait hommage à Astorg (4). En 1303, Richard de Peyre de Servièrre acquiert de Pierre Giraud tous ses droits sur le château, mandements et appartenances du château de Servièrre. Enfin, en 1323, Gibert de Peyre peut acheter une grande partie de la seigneurie et du château de Quintiniac. Guichard de Quintiniac, écrasé de dettes, avait vendu à vil prix à divers, notamment à Richard, habitant de Mende, la plus grande partie de ses terres, mais sous paote de rachat. Le terme allait expirer lorsque Gibert de Peyre, « pour épargner, dit l'acte de vente (5), un grand dommage à Guichard, lui racheta ses dites terres, et devint coseigneur de Quintiniac, seigneur de Péjas, de Gimels, de Berlière, etc. au mandement de Montrodal. (P. de la Bazalgète, notaire de Marvejols, avait lui aussi, comme Richard, de Mende, acheté une partie des terres de Guichard de Quintiniac.)

en mains-mortes les dits acquis, et qu'il les tiendra du seigneur de Peyre (Jausson, notaire).

(1) Pierre de la Bazalgète, notaire.

(2) Guillaume de Lacroix, notaire.

(3) De la Bazalgète, notaire.

(4) Bertrand Almeras, notaire.

(5) Michel de Peyrien, notaire.

Des seigneurs de Servièrre dépendaient d'ailleurs plusieurs petits seigneurs, arrière-vassaux de la grande baronnie de Peyre. C'étaient : 1° Passarin, seigneur de Piboul, qui dès l'an 1263 fait hommage (1) à Géral, comme il l'avait fait autrefois à son père, autre Géral de Peyre, seigneur de Servièrre, du mas du Piboul pour lequel il s'engage à payer une livre de cire de censive annuelle ; 2° Boussuge qui, en 1265, fait un premier hommage (2) de Combettes, du Rouve, etc., et en 1267 un (3) deuxième hommage dans lequel, en outre des mas ci-dessus, il reconnaît tenir d'Astorg le château fort de Génébrier et ses appartenances ; 3° la dame abbesse du Chambon, qui dès 1265, « du consentement et de la licence de « dame Béatrix de la Falole, abbesse du monastère de Brixé, « diocèse de Clermont, » reconnaissait tenir (4) de Géral de Peyre, seigneur de Servièrre, la maison et édifice du couvent du Chambon, fondés au mas de Colonhie, paroisse de Saint-Léodegar ; plus divers mas dans la paroisse de Sainte-Luce ; enfin, le mas du Mazel, dans la paroisse d'Estables ; 4° Raymond Cubière et Payane, sa femme, qui le 14 des calendes de février 1268 firent hommage (5) au même Géral de Peyre du mas de la Planchette, de la Roche (6) et de la Sanhière, dans la paroisse de Rientort ; plus de tout ce qu'ils avaient dans la paroisse de Lacham, ainsi qu'au château, village et mandement de Servièrre (7) ; 5° Dragon de Ribène était vassal

(1) Jean de Ste-Hélène, notaire. — En 1282, le fils de Pierre Passarin refusa de payer à Raymond de Peyre, fils de Géral, la livre de cire à laquelle il était tenu en vertu de l'hommage ci-dessus. Mais Raymond Itier, curateur du jeune seigneur de Servièrre, cita Passarin à la cour d'Astorg, et le fit condamner à payer l'amende et la cire.

(2) Pierre Bazalgète, notaire.

(3) Durand Vimenet, notaire.

(4) M^{re} Nicolas Théodoric, notaire.

(5) Guill. Chapuis, notaire.

(6) La Rochebelot.

(7) Guill. Chapuis, notaire.

du seigneur de Servièrre pour tout ce qu'il possédait à Ribène, à Chassagne, à Serverette et dans la paroisse de St-Gal (voir plus loin les hommages de Dragon de Ribènes à Astorg) ; 6^e Guillaumette de Chassagnes, fille de feu Pierre de Chassagnes et femme de messire Pierre Jausion, qui l'y avait autorisée, reconnaissait au seigneur de Servièrre, son mas de la Bessière et divers autres mas et terroirs dans la paroisse de Rientort (1) ; 7^e Jean-Gervais Clerc, mari de Guigone, fille de feu Guigon de Servièrre, renouvela en 1294, à Raymond de Servièrre, l'hommage fait autrefois par feu Guigon son beau-père, du mas del Dasine, du tiers de l'alleu du Rothaldès, etc., situés au mandement du château de la Rochebelot, paroisse de Rientort, d'une maison au château de Servièrre, etc., etc. (2) ; 8^e le Piboul était encore un petit fief dont Martin Garnier faisait, en 1313, hommage au seigneur de Servièrres (3).

8^e Canillac. — Le baron de Canillac était un des plus puissants vassaux d'Astorg, à qui il devait prêter hommage et jurer fidélité pour plusieurs châteaux, forteresses et seigneuries, et notamment pour les châteaux de Moriès, des Hermaux, de Muret et pour la ville de Chaudesaigues. Il paraît que, primitivement, les détenteurs de ces quatre grandes seigneuries, dont chacune renfermait un certain nombre de petits fiefs et arrière-fiefs, en faisaient hommage au seigneur de Canillac; et qu'à son tour, Canillac reconnaissait les tenir d'Astorg. Toujours est-il qu'en 1267, et le 4 des calendes d'août, Azémar de Moriès, chevalier et Bernard de Moriès, damoiseau, reconnurent tenir d'Astorg, seigneur de Peyre : 1^o tout

(1) Guill. Pouchet, notaire à Mende.

(2) Guill. Chapuis, notaire.

(3) Jean Freycinet, notaire. — Pour l'importance et l'étendue de la seigneurie de Servièrre, voir l'hommage avec dénombrement de Jean de Peyre, coseigneur à Servièrre en 1388.

Histoire, etc.

ce qu'ils avaient au château de Moriès et ses appartenances ; 2° la moitié indivise du mas du Bouchas, paroisse de Saint-Martin-du-Pin ; 3° les mas du Bruel et de la Blachère, dans la même paroisse ; les mas de Toleyre et des Coings, paroisse du monastère de Chirac, etc.... Lesdits reconnaissants jurèrent être et vouloir être fidèles vassaux d'Astorg ; s'engagèrent à rendre leurs châteaux et forteresses armés et courroucés à chaque requisition de leur suzerain, etc., mais à condition que le susdit suzerain ne transporterait jamais lesdits fiefs à aucun autre seigneur par vente, échange ou autrement, et qu'il ne les séparerait jamais de la baronnie de Peyre. De plus, lesdits reconnaissants demandèrent *« qu'Astorg s'engageat à les défendre à ses propres frais, s'il était jamais soulevé contre eux quelque question au sujet du susdit hommage (1). »*

Cette dernière clause n'était pas inutile. A la nouvelle de cet hommage, Daudé de Canillac, furieux, s'empare de Moriès, jette Bernard de Moriès en prison et se saisit de tous ses biens. Le bailli du roi, Guillaume de Laval, informé de ces événements, intervient et ordonne à Canillac de rendre la liberté à Bernard de Moriès, de se dessaisir de ses biens.... De plus, « pour avoir le temps d'étudier la question, afin de voir de quel côté était le droit, » il fait saisir, au nom du roi, les châteaux de Moriès, des Hermaux et de Muret, et en confie la garde à son sergent.

Cependant Astorg de Peyre n'avait pas oublié son vassal et l'engagement qu'il avait pris de le défendre à ses frais. Après avoir vainement fait demander à Guillaume de Laval de rappeler son sergent et de rendre son château à Bernard de Moriès, il s'adresse, pour son client, à Philippe de Saulze-Bernard, sénéchal de Beaucaire et Nîmes et à son juge, Raymond de Ribaute, et leur fait exposer par son avocat, Etienne

(1) Grossoyé en parchemin, le nom du notaire manque.

Atger (1), docteur en droit 1° que Bernard de Moriès *est son homme propre*, comme il est prêt à le prouver : 2° qu'il compte, dès lors, que ledit sénéchal et ledit juge voudront bien enjoindre au bailli du Gévaudan de retirer son sergent du château de Moriès ; 3° enfin qu'ils feront rendre à Bernard de Moriès tous ses biens, quels qu'ils soient et où qu'ils soient.

Mais le sénéchal, après avoir entendu la requête présentée par Atger, ne crut pas devoir se prononcer « et se contenta » de répondre qu'il en délibérerait en conseil (2). — Il délibéra longtemps, car le procès fut long et ne finit qu'après la mort de Daudé de Canillac par une transaction contenant hommage, du 6 des calendes d'octobre de l'an 1276 (3). Dans cette transaction, Marquès, fils de Daudé de Canillac, reconnaît tenir d'Astorg de Peyre : les châteaux de Moriès, des Hermaux, de Muret et de Chaudesaigues, qu'il rendra au seigneur de Peyre à sa réquisition. De plus, Canillac prend l'engagement de rendre, en temps de guerre, armés et courroucés, au puissant seigneur de Peyre, tous ses châteaux et forteresses les plus rapprochés du théâtre de la guerre, ou par lesquels Astorg pourrait contraindre plus facilement ses ennemis. Il donnera, dans ses places fortes, asile à Astorg et aux siens, dans le cas où il serait contraint de prendre la fuite... Enfin, il ne pourra bâtir à Saint-Guillan, près Chaudesaigues, aucune forteresse, mais seulement une maison coûtant 50 livres, et qu'il reconnaîtra tenir d'Astorg de Peyre, qui à son tour devra en faire hommage au prieur de Saint-Flour, etc. (4).

(1) C'est cet Atger qui acquit le fief des Virgile et en fit hommage, en 1307, à Aldebert de Marchastel (ci-devant, voir Marchastel).

(2) Sentence arbitrale. Guillaume Sudre, notaire.

(3) Acte reçu par Durand Vimenet, notaire, et extrait par Pierre de la Bazalgète, aussi notaire.

(4) Durand Vimenet, notaire.

Dans une autre transaction portant échange, du mardi après l'annonciation de l'année 1300, Canillac abandonne à Astorg de Peyre le péage de Montrodât, et tous les droits qu'il avait dans les mas de la Rode, des Salelles, etc., plus lui donne le fief que Pierre Géral de Montrodât tient dudit Canillac au mas de Belvezet et ses appartenances, etc., le tout situé dans la paroisse de Colagnet et au mandement dudit château de Montrodât, et finalement « *toutes les choses utiles qu'il a au mandement dudit château de Montrodât et qu'il tenait du roi notre sire.* » A son tour Astorg donne à Canillac « tous ses droits sur les paroisses du Monastier (1), de Chirac, « de St-Martin-du-Pin, et dans le mandement du château de « Moriès, mais à la condition que ledit Canillac tiendra « toutes ces choses du seigneur de Peyre; et lui en fera, « comme précédemment, hommage manuel à chaque changement de seigneur ou de vassal (2). »

Quelques années plus tard, en 1359, Canillac céda tous ses droits sur la ville de Chaudesaigues au seigneur de Sévérac, pour se libérer d'une rente de 248 livres, ou de 2,000 florins d'or qu'il lui devait; mais à la condition expresse que le seigneur de Sévérac rendrait hommage, pour les fiefs cédés, *sans soulever aucune difficulté*, au seigneur évêque de St-Flour et au seigneur de Peyre, à chacun pour sa part (3).

(1) Toutefois Astorg se réserve tout ce que le chapelain de la chapelle Saint-Michel, au couvent du Monastier, prend dans la paroisse de Saint-Nicolas dudit Monastier.

(2) Messire Jean Massalarii, notaire royal.

(3) Debeat et teneatur sine aliqua controversia, contradictione et difficultate, recognitionem facere D. de Petra et D. ep. Sancti-Flori. Cuilibet dictorum dominorum episcopi Sancti-Flori, et D. de Petra, pro parte sibi contingente juxta et secundum modum recognitionum olim factarum per prædecessores quondam domini Marquesii de Caniliaco præfatis dominis episcopi Sancti-Flori et de Petra et successoribus eorundem... (de Rupe, notaire). — Cette cession faite, les arbitres, messires de Perigueux et de Caraman, cardinal, firent donner une quittance de 1.000 fl. à Canillac par

Les hommages des Canillac donnèrent lieu à de fréquents débats et à de nombreuses transactions entre ces seigneurs et leurs suzerains, les Astorg de Peyre, qu'ils n'auraient voulu regarder que comme des égaux. Des difficultés nouvelles surgissent à chaque renouvellement de l'acte d'hommage. D'un autre côté, les Astorg de Peyre voyaient avec peine un certain nombre de leurs arrière-fiefs relever d'un vassal qui était presque un rival; et qui cependant, par suite des hommages qu'ils lui rendaient, tenait sous sa main un grand nombre d'hommes de la terre de Peyre: car, dans la terre de Peyre, de même que dans tous les grands fiefs féodaux, le moindre petit hameau donnait souvent lieu à une série d'hommages liant un grand nombre de gentilshommes, tour à tour vassaux et suzerains. C'est ainsi que, pour ne citer qu'un exemple pris dans les terres qui liaient les Canillac aux Peyre, la petite seigneurie du Chayla, dans la seigneurie de Muret, donnait lieu aux hommages suivants : 1^o hommage du seigneur du Chayla à Jean du Mazel, seigneur du Mazel, du Brusquet, etc.; 2^o hommage du seigneur du Mazel au seigneur du Muret; 3^o hommage du seigneur de Muret au (4) seigneur de Montrodât; 4^o hommage du seigneur de Montrodât au baron de Canillac; 5^o enfin, hommage du baron de Canillac au puissant Astorg de Peyre, etc., etc.... Plusieurs petites seigneuries, dans les environs de Chaudesaigues et dans les mandements des châteaux de Muret, des Hermaux, de Morières, etc, etc., étaient dans le même cas. Aussi il arriva plusieurs fois que les détenteurs de ces petits arrière-fiefs, se voyant éloignés de Canillac, prêtèrent directement hommage et jurèrent fidélité à Astorg, lequel prenait toujours l'engagement de les défendre comme on l'a vu pré-

le seigneur de Sévérac, à qui furent remises les clefs de Castel-Vieux, et qui fut investi de la ville de Chaudesaigues et de tous les fiefs cédés par Canillac.

(4) Dès la fin du 13^e siècle il n'y a plus de seigneur à Muret. Ce fief appartient aux seigneurs de Montrodât.

cédemment pour Azémard et Bernard de Moriès. Mais il s'en suivait toujours de nouvelles querelles qui ne se terminaient que par de nouvelles transactions.

Un terme ne fut mis à cet état de choses que par l'affranchissement des seigneurs de Canillac des liens qui les plaçaient sous la dépendance des barons de Peyre. Ce fut en l'an 1360 que fut conclu cet arrangement si favorable à la maison de Canillac, « grâce à l'autorité du Rév. P. en Christ, messire « Raymond de Canillac, prêtre, cardinal du titre de Ste-Croix « en Jérusalem (1). » Le dernier des Canillac avait, en mourant, institué pour son héritier universel le fils de sa sœur, son neveu, Marquès de Beaufort, fils de Guillaume de Beaufort, vicomte de la Motte, et avait désigné pour administrer la baronnie de Canillac, pendant la minorité de cet enfant, le susdit

(1) L'abbé Pascal, dans son *Gabalum Christianum*, essaye vainement de démontrer que le cardinal de Canillac était natif du Gévaudan. Le passage ci-dessus, et quelques autres titres que je pourrais également citer, prouvent mieux ce fait que toutes les dissertations. D'ailleurs, ce passage me paraît avoir une certaine importance pour notre histoire gabalitaine à un autre point de vue. Il nous apprend quand et comment s'éteignirent les vieux Canillac, et comment ils furent remplacés par les Beaufort... Il pourrait peut-être aussi expliquer l'élévation au cardinalat de Raymond de Canillac. Raymond de Canillac fut fait archevêque de Toulouse en 1345 et cardinal en 1350, sous le pontificat de Clément VI, Pierre Roger, et contribua à l'élection de Grégoire XI, autre Pierre Roger, neveu du précédent. Or ces deux papes appartenaient à la famille de Beaufort. Le mariage de la sœur de Raymond de Canillac avec Guillaume de Beaufort, à qui elle apportait en perspective tout l'héritage des Canillac n'a-t-il pas joué un rôle dans l'élévation au cardinalat de son frère Raymond ? Fléchier, dans ses *Grands jours d'Auvergne*, dit en parlant de l'importance que ces deux papes avaient donné à la maison de Beaufort-Canillac : « Il (le marquis de Canillac) est « chef d'une maison illustre, qui se glorifie d'avoir donné deux papes à « Rome et plusieurs capitaines à la France. Aussi a-t-il le droit de prétendre à une pension toutes les fois que le malheur de ses affaires l'obligera de chercher une retraite en Italie. On croyait qu'il aurait pris « d'abord ce parti, etc. »

Guillaume de Beaufort, son beau-frère, et son frère le cardinal de Canillac.

Mais comme les Canillac devaient rendre hommage à Astorg à chaque renouvellement de seigneur ou de vassal, il en résultait qu'un prince de l'église aurait dû aller s'agenouiller devant le baron de Peyre. Il paraît qu'Astorg, « en considération de la personne du cardinal de Canillac, » ne le voulut point ainsi ; et, par un arrangement dicté (1) par le cardinal lui-même, il fut convenu 1° qu'Astorg de Peyre renonçait : à tous ses droits sur les Hermaux moyennant une rente en argent ; 2° à tous ses droits sur Moriès, à condition que l'héritier des Canillac tiendrait ce fief de l'évêque de Mende ; 3° enfin, que les Canillac renonceraient à jamais, en faveur de puissant homme, Astorg de Peyre, à tous leurs droits sur les seigneurs de Montrodât (2) et sur la seigneurie de Muret.

(1) « L'an 1360, et le 27 mars, sur le débat et débats jadis issus, et qui pourraient naître à l'avenir entre le seigneur de Peyre, demandeur d'une part, et les seigneurs de Canillac, qui ont été ou qui sont à présent, défendeurs d'autre part.... Sur les hommages et reconnaissances des châteaux des Hermaux, de Muret et de Moriès et leurs appartenances, il a été déclaré et ordonné, du consentement des parties, par rév. père en Christ, messire Raymond de Canillac, par la grâce de Dieu, prêtre, etc...

« Item que noble marquis, fils de haut et puissant seigneur Guillaume de Beaufort, vicomte de la Motte, neveu et héritier de messire Marqués, seigneur de Canillac, dernier décédé, quitte au seigneur de Peyre le fief de Muret, etc... (Bertrand de Laroche, notaire apostolique du diocèse de Cahors.) »

(2) Le seigneur de Montrodât ne se pressa pas de rendre à Astorg l'hommage qu'il rendait précédemment aux Canillac. Il fallut les menaces d'Astorg d'un côté, et de l'autre les ordres du cardinal de Canillac pour l'y décider :

« Vu l'instrument à lui exhibé par puissant homme Astorg, baron de Peyre, et signé par Bertrand de La Roche, notaire apostolique du diocèse de Cahors ; vu aussi et entendu certaines lettres patentes dudit seigneur cardinal, lettres *très-pressantes*, lui donnant licence et pouvoir de faire hommage de ses fiefs au seigneur de Peyre, etc., etc. ; vu la

Or comme dès l'année précédente, en 1350 (v. ci-devant), Canillac avait cédé tous ses droits sur la ville de Chaudesaigues et ses environs au seigneur de Sévérac, qui était ainsi devenu à sa place vassal d'Astorg, il résulta de ces divers arrangements que la baronnie de Canillac fut, dès ce moment, indépendante de celle du puissant Astorg de Peyre.

4^e Mirmont. — On vient de voir que les barons de Peyre étaient seigneurs suzerains de la ville de Chaudesaigues, et de divers fiefs des environs de cette ville cédés au seigneur de Sévérac, qui devait les tenir des Astorg. La terre de Peyre s'étendait au loin de ce côté, et renfermait dans son sein la plus grande partie des territoires compris entre le Bès et la Truère. Plusieurs puissants et riches seigneurs des environs de Chaudesaigues, indépendants des Sévérac comme ils l'avaient été précédemment des Canillac, relevaient directement du baron de Peyre; et parmi eux on remarquait surtout les Mirmont, les Couffours et les seigneurs de la Garde-Roussillon.

En 1299, et le 8 des calendes d'octobre, Héral de Mirmont reconnaissait tenir de puissant homme Astorg, seigr de Peyre

Le château de Mirmont, avec tout son mandement, juridiction et dépendances; château dont le mandement confrontait avec la ville de Alpuech, diocèse de Rodez, avec la ville de Chaudesaigues, et s'étendait jusqu'au village appelé Lhiamotou, au ruisseau de Donasac, au mas d'Andriargues, au mas d'Arsice et à l'eau appelée Levende.

Et tout ce qu'il possédait aux paroisses de Alpuech, Lacham, Chanyeis, Lieutadès, l'Espinasse et Chaudesaigues; et dans les limites et confronts des paroisses susdites, reconnaissant qu'il tenait toutes les choses dénommées du seigneur de Peyre, universellement et généralement.

* teneur dudit accord, messire Guillaume de Montrodas a reconnu à noble
* et très-puissant Astorg, etc. (1368. Jausion, notaire). »

D'ailleurs il avouait tenir dudit seigneur, d'une manière toute particulière, les choses ci-dessous dénommées (suit un très-long dénombrement dans lequel je remarque le péage de Lacalm, la moitié du château de Montboissier, plus tout ce que feu son père avait acquis au château de Mirmont de feu Pons de Châteauneuf ; enfin, un grand nombre de fiefs tenus de lui, par divers petits seigneurs, Huguon d'Auriac, Guillaume Vernhes, Bernard Chaminat, etc.)

« Lequel château de Mirmont avec tout son mandement, « d'iceluy et juridiction, et toutes les autres choses ci-dessus « nommées et confrontées, avec tous leurs droits et appartenances, tant propriétés, possessions, seigneurie et juridiction, fiefs et arrière-fiefs que toutes autres choses possédées « auxdites paroisses et confronts, etc., ledit de Mirmont reconnaissant a confessé tenir à fief honoraire de puissant « homme, Astorg, seigneur de Peyre. »

Héral de Mirmont confessait également tenir d'Astorg tous les châteaux, forteresses, tours et autres forts quelconques présents ou à bâtir, lesquels il s'engageait de rendre courroucés et apaisés à chaque réquisition du seigneur de Peyre, de son fils, juge ou bailli, « avec cette clause spéciale que ledit « de Mirmont, reconnaissant, doit rendre lesdits châteaux au « seigneur de Peyre *contre tous les hommes du monde*, « excepté contre lui-même, ses frères, oncles et cousins-ger- « mains (1). »

Moins d'un siècle plus tard, le seigneur de Sévérac et de Chaudesaigues exigea du seigneur de Mirmont l'hommage du quart d'une tour du château de Mirmont. Etienne de Mirmont consentit, en 1382, à l'hommage demandé de lui, mais « en réservant les droits du seigneur de Peyre, » à qui il rest

(1) Hommage et dénombrement reçus par maître Bertrand Aiméras, notaire.

en 1388, l'hommage et le dénombrement (1) de tous ses fiefs et arrière-fiefs.

Enfin, en 1626, messire de Montvallat, seigneur de Mirmont, reconnaissait encore tenir d'Antoine de Grollée de Montbreton, comte de Peyre, son château et fief de Mirmont, et s'engageait à le rendre toutes les fois qu'il en serait requis(2).

5° Couffours. — En l'an 1290, et le samedi après l'exaltation de la sainte Croix, Géral Reveilheta, damoiseau, seigneur de Couffours, reconnut tenir en fief honoraire de puissant homme, Astorg, baron de Peyre :

« La ville de Chaudesaigues avec tout son mandement, district et juridiction, etc.

« Item le château de Couffours avec son mandement, etc.

« Plus un grand nombre de mas et d'arrière-fiefs dont suit le dénombrement : les mas de la Tour, d'Angles, de Chantaloubé, de Prunieyres, de Chazelle, de Bressolles, des Entrimènes, etc., etc.

« Et généralement et particulièrement toutes les choses sans exception que ledit Reveilheta possède dans ses seigneuries et mandement du château de Couffours, qui confronte : d'une part avec la tieule d'Apchier, d'où elle est bornée par une ligne droite qui va à la Fage Frerayre, puis par l'estrade publique de Monfa jusques à Monfa, à Mirihal et à l'eau de Trueyre. Enfin, la terre de Couffours confronte ensuite avec les terres du château de Mirmont, du château de Boyssieyres et avec l'eau de Levende jusques à la tieule d'Apchier.»

Géral Réveilheta s'engageait d'ailleurs, comme Héral de Mirmont, à rendre à Astorg toutes ses forteresses et châteaux

(1) Jean de Brun, notaire de Lieusour.

(2) Philippe Brugeyron, notaire royal.

armés et courroucés, etc., etc., et son hommage fut ratifié par son fils Etienne Reveilheta (1).

Les seigneurs de Couffours restèrent toujours vassaux de la maison de Peyre, et, en 1662, noble Jean de Montvallat et son épouse, Gabrielle de Pelamourgue, mariés, seigneur de Couffours et de la ville de Chaudesaigues, refesaient encore l'hommage de Géral Reveilheta en faveur de puissante dame Marguerite de Soulages, comtesse de Peyre (2).

6° La Garde-Boussillon. — Avec les seigneurs de Mirmont et de Couffours était le Seigneur de la Garde-Roussillon qui, lui aussi, faisait hommage à Astorg pour des fiefs situés dans la Haute-Auvergne. En l'an 1297, et le lundi après la fête de saint Pierre-aux-Liens, Hugon d'Auriac, damoiseau, reconnut tenir de noble et puissant Astorg, seigneur de Peyre, tout ce qu'il avait, ou que d'autres tenaient de lui, au château de la Garde-Roussillon. Item aux rivières de Trueyre, de Rieu et de Cissou. Tous ses châteaux seront, à première réquisition, rendus au seigneur de Peyre; qui a, dans tous les lieux reconnus, la haute justice, etc. Les pagèses dudit d'Auriac seront tenus de cuire leur pain au four du seigneur de Peyre, et de lui payer le fournage. Toutefois, Astorg accorde à son vassal, de pouvoir faire cuire tout le pain nécessaire, pour sa maison, au four de Peyre, sans avoir à payer aucun fournage (3).

7° Sénaret, Pognadoyre. — Les actes que je viens de citer nous ont montré les Astorg recevant en Auvergne, sur les bords de la Trueyre, les hommages de puissants seigneurs, et notamment d'abord des Canillac et ensuite des

(1) Bertrand Alméras, notaire.

(2) Représentée par son fondé de pouvoirs, Antoine Moure, seigneur de Prativala, habitant de Serverette, bailli de la comté de Peyre (Guy Meissonnier, notaire).

(3) Guillaume Rossignol, notaire.

Sévérac. Ceux qui suivent prouvent que la grande baronnie avait également des fiefs jusque sur les rives du Tarn, et que le baron de Canillac n'était pas le seul des hauts barons du Gévaudan qui relevât du puissant baron de Peyre. Les Sénaret s'étaient mis volontairement dans le même cas. En 1279, messire Bernard de Sénaret « considérant l'amitié mutuelle
« qui existait entre lui et puissant Astorg de Peyre; voulant af-
« fermir cette affection par un lien plus fort, pour que ledit
« seigneur de Peyre et les siens aient à perpétuité chers et
« protégés ledit Bernard et ses successeurs, et aussi en con-
« templation de messire Aldebert de Peyre, prévôt de l'église
« de Mende, frère dudit seigneur de Peyre; du consentement
« de Gilibert de Sénaret, chevalier, fils dudit messire Bernard
« et beaufrère dudit Astorg et Aldebert de Peyre, frères, a
« pris et voulu tenir en fief franc et honoraire dudit seigneur
« de Peyre :

« Le château et forteresse de Pognadoyre, avec son man-
« dement, district et juridiction ci-dessous nommé et désigné,
« etc., etc., aux conditions suivantes : 1° ledit Bernard de
« Sénaret et ses successeurs seront tenus faire reconnaissance
« au seigneur de Peyre, et jurer fidélité au changement de
« seigneur ou de vassal ; 2° à son tour le seigneur de Peyre
« sera tenu lui promettre être bon seigneur et fidèle ami, et
« devra donner au feudataire, au moment de faire ladite re-
« connaissance, une coupe d'argent doré ; 3° la reconnaissance
« faite, le feudataire devra rendre, au nom de souveraine
« seigneurie, ledit château de Pognadoyre au seigneur de
« Peyre, qui le remettra à Sénaret après l'avoir détenu une
« demi-journée ; 4° si le seigneur de Peyre avait guerre pour
« raison de sa seigneurie, le feudataire devrait l'aider, lui
« prêter main-forte, et lui remette le susdit château qui ne
« sera rendu par Astorg qu'après la fin de la guerre, etc.,
« etc. (1).»

(1) Aote reçu par m^{re} Bertrand Pierre, notaire. — Cet hommage est

A la fin du 17^e siècle, César de Grollée, comte de Peyre, exigea le renouvellement de cet hommage de l'héritier des Sénaret; et le 2 avril 1697, le comte Amédée de Rochefort, d'Ally de Saint-Point, seigneur de Montferrand et baron de Sénaret, dut refaire, en faveur du tout puissant comte de Peyre, l'hommage du château de Pognadoyre et du mandement de Laval (1)

Le château de Pognadoyre s'étendait (2), d'un côté depuis la digue supérieure du Tarn, vers St-Iliaire, jusques au causse, et de là vers le terroir appelé du Calmel; de l'autre côté, jusques aux appartenances du château de La Caze et au causse. Il renfermait, dans son mandement, les mas de Labronas, Salvayrenc, Gleyastre, Grandlac, Rausas, Périères, Vinols, Calvarges, Lueysse, et toute la paroisse de Laval, excepté le mas du Pin.

8^e Plagnols. — Une autre seigneurie des rives du Tarn, la seigneurie de Plagnols, relevait également en grande partie des Astorg de Peyre. En l'an 1300, aux nones de janvier, Pierre de Ransas, damoiseau, fils de Raymond Ransas, chevalier, reconnut tenir de puissant homme Astorg, baron de Peyre, sous sa seigneurie, domination et entière juridiction, les maisons fortes qu'il avait au château de Plagnols, avec leurs appartenances, places, portes, murailles et barris dudit château, et généralement tout ce qu'il possédait, ou d'autres tenaient de lui dans ledit château. Item, le mas del Suc, le mas de Tencœe, le mas de Cancanas, le mas de Bri, et généralement tout ce qu'il avait aux paroisses de la Malène, de Saint-George et de la Capelle. Ransas se réservait l'entière juridiction et seigneurie, excepté, pour les cas qui méritent la mort

ratifié, en ce qui la concerne, par dame Eraclée, épouse dudit Bernard de Sénaret.

(1) Antoine Baud, notaire de Marvejols.

(2) Hommage cité. Dénombrement.

et la mutilation des membres, cas qui devaient appartenir au seigneur de Peyre. Il s'engageait à rendre à Astorg, ou sur sa réquisition, lesdits châteaux, et, si besoin était, de détenir, emprisonner auxdits châteaux, et punir les délinquants aux cas concernant le baron de Peyre.

Enfin, il devra prêter hommage à genoux et les mains jointes (1).

3° Serverette et Bois-du-Mont. — Si des rives du Tarn et des bords de la Trueyre nous rentrons dans le centre de la vaste baronnie, nous trouvons encore, s'étendant jusqu'aux portes de Peyre, un grand nombre de seigneuries dont les possesseurs jurent fidélité et prêtent l'hommage manuel aux Astorg ; et parmi ces vassaux l'on remarque d'abord, par l'étendue des fiefs qu'ils acquièrent successivement, les Merle de Montmerle, seigneurs de Serverette, du Bois-du-Mont, du Bois-Bertrand, etc., etc.

En 1287, Guillaume Merle, écuyer, fait hommage à Astorg de la troisième partie du château de Serverette, « qui est la « partie inférieure, située dans le diocèse de Mende, et ayant « anciennement appartenu à Sicard Merle ; » du mas du Bois-du-Mont, en la paroisse de Gaboul (*sic*), des mas des Laubies et de Lestival, paroisse de Fontans, et d'un grand nombre d'autres mas pour lesquels il s'engage à donner annuellement à son son suzerain un coq sauvage.

Une deuxième partie du château de Serverette, Peyre-Grosse, située entre l'église St-Jean et le château de Serverette, avait appartenu d'abord au seigneur de Quintiniac, et avait été vendue à Dragon de Ribènes qui, en 1287, en fit hommage à Astorg, aux clauses et conditions employées par le seigneur de Quintiniac, son prédécesseur. Cette partie confrontait avec le pont de Codolières, le bois de Puech-Haut et avec le mas

(1) Acte reçu par M^{re} Guillaume Arnal, notaire.

de Préviala. Dragon de Ribènes faisait d'ailleurs hommage de divers autres fiefs, et entr'autres choses de tout ce qu'il possédait dans la paroisse de St-Gal (1).

La troisième partie du château de Serverette avait appartenu aux Guérin d'Apcher, mais vers la fin du 13^e siècle elle passa également sous l'autorité des Peyre, par le mariage d'un Astorg avec Guérine d'Apcher, et fut vendue par le seigneur de Peyre à un membre de la famille Merle, qui dès lors posséda les 2/3 dudit Serverette (2); et, en 1345, Guillaume Merle, fils de Pierre, fait hommage d'un tiers du château de Serverette pendant que Paul Artaud Merle faisait hommage d'un autre tiers du même château.

Un acte de la fin du 13^e siècle, concernant Pierre Merle, prouve qu'elle était, dans la baronnie de Peyre, l'autorité du suzerain sur ses vassaux :

« L'an 1300, et le mercredi avant la fête de St-Luc, il est
« parvenu à l'audience de la cour de noble Astorg, seigneur
« de Peyre, que Pierre Merle, par sa témérité et son audace
« contre Dieu et la justice, au mépris de son suzerain et en
« faisant tort à sa juridiction, a plusieurs fois, au mas du Bois-
« du Mont, menacé Alix, femme de feu Victor, d'une hache en
« lui demandant le péage ou leude pour raison d'un achat de
« bois qu'elle avait fait audit Bois-du-Mont; qu'il a plusieurs
« fois menacé de même plusieurs autres personnes audit lieu
« du Bois-du-Mont; et qu'il y a levé des péages ou leudes
« contre le droit commun, *qui est qu'aucun nouveau peage*
« *ou leude ne sera institué sans l'autorisation du supé-*
« *rieur.* »

« Vu que ledit mas est dans le mandement et sous l'auto-
« rité du château de Peyre; vu que nul autre que le baron
« Astorg de Peyre n'a le droit de lever péage ou leude dans

(1) Guillaume Terrissier, notaire.

(2) Hommage de 1345.

« toute la baronnie de Peyre ; vu que la vérité étant prouvée, lesdits actes ne doivent rester impunis, etc., etc. La cour a mandé ledit Pierre Merle, lequel a juré de dire toute la vérité ; s'est engagé à venir le jour ou les jours qui lui seront assignés par ladite cour, et à payer l'amende, composition ou condamnation qui pourront être prononcés contre lui par ladite cour, sous l'obligation de tous ses biens (1). »

En compulsant les hommages de Merle, on voit les fiefs de cette famille s'augmenter d'année en année. En 1346, Hugues Merle fit hommage à puissant seigneur, messire Astorg de Peyre, seigneur de Peyre, du château de Serverette inférieur, qui a été anciennement de Sicard. Item des courtils tenus par les Recoux et par Cazeaux ; plus, de ceux qui ont été de feu Michel et de feu Marse, prêtres, etc. ; Item du mas de Meyrusses, paroisse de Fontans ; des mas de la Vayssette, de la Bachellerie, de l'Hermet-Azémar, du Recous, etc., paroisse des Laubies ; du mas de Garnaldès, acquis de Bertrand de Recoules ; Item du mas d'Aphier, en la paroisse de Saint-Jean, acquis de Guion de Cheminades, damoiseau ; Item du mas de l'Hermet, paroisse de Javols, acquis du même Cheminades, « dont les prédécesseurs faisaient anciennement hommage pour ce même mas et pour divers autres acquis depuis, à juste titre, par le seigneur de Peyre. » Item des censives qui lui sont payées dans le château de Serverette par Bertrand de Recoules, et finalement d'une foule de villages nommés dans l'acte d'hommage, et situés dans les paroisses de Saint-Denis, d'Aumont, de Javols, etc., au pont de Javols, etc. (2).

En 1360, ce même Hugues de Merle, seigneur de Cazeaux, et son frère Aldebert, archidiacre de Valenciennes, obtiennent de l'empereur Charles IV, avec l'approbation de Jean de

(1) Messire Bompar Duprat, notaire.

(2) Messire Guillaume Dulcini, notaire.

France, comte de Poitiers, lieutenant du roi, son père, en Languedoc, des lettres patentes qui les créent, eux et leurs descendants, comtes palatins, avec le droit d'établir, dans toute l'étendue du saint empire Romain, des notaires impériaux qui pourront réhabiliter les bâtards et tous les enfants de naissance illégitime (1).

En 1374, les Merle ont acquis de nouveaux fiefs : Raymond Merle a acheté les Chazeaux, ayant appartenu à feu Dupaty ; il devient possesseur de Séjas et d'Arséjas, dans le mandement du château de Baldassé, que lui vend Pons Salgues (2) ; il acquiert Villeneuve, dans la paroisse de Lacham, des terres à Gabrias, des maisons dans la place de Montrodât (3), etc.

Enfin, 7 ans plus tard, en 1381, il est assez riche pour acheter au baron de Peyre tout ce qu'il possédait à Serverette, moyennant la somme de 4,000 florins d'or ; et Astorg lui notifie que tout ce qu'il lui cède, dans le château de Serverette et ses appartenances, doit être tenu du seigneur évêque de Mende et de son église, ainsi que les seigneurs de Peyre l'ont reconnu anciennement à messire Bompar, jadis évêque de Mende. Astorg lui promet, en outre, la main de sa fille naturelle (4), Aigline, avec 1,600 francs d'or de dot, et la haute juridiction du mas de la Bessière, paroisse de Javols, à condition toutefois que les hommes dudit mas continuent à venir faire guet et garde, à leur tour, au château de Peyre.

Les hommages des Merle, comme ceux des Mirmont, portent 1^o qu'ils aideront Astorg dans toutes ses guerres, et 2^o qu'ils lui rendront leurs châteaux et forteresses contre tous les hommes du monde, à moins toutefois que ce ne fût contre eux-mêmes, leurs oncles ou leurs frères qu'Astorg fit la guerre.

(1) Vidimé de ces lettres, reçu par messire Bachalar, notaire. 3 juin 1360.

(2) Aldebert Marchés, notaire.

(3) Acquisition lozée par Astorg de Peyre. Julihan, notaire épiscopal.

(4) Légitimée par le pape Clément VI (Robert de Genève, anti-pape).

Histoire, etc.

On a vu, dans l'hommage de 1287, que Guillaume Merle prenait l'engagement de donner, tous les ans, un coq sauvage de censive à Astorg. D'autres vassaux de la terre de Peyre, ainsi le seigneur de Cheminades, etc., devaient payer le même tribut; ce qui prouve qu'au 13^e siècle les forêts du Gévaudan renfermaient encore des faisans. Toutefois cette espèce de gibier ne tarda pas à devenir rare; et, dans les hommages du 15^e siècle, le vassal promet de donner trois sols de tribut annuel, dans le cas où il ne pourrait se procurer un coq sauvage. Du reste, les seigneurs de Peyre furent toujours très-sévères pour l'exécution de cette clause qui prouvait leur suzeraineté; et encore, au 17^e siècle, en 1630, la dame de Peyre fait sommer Antoine de Leynadier, seigneur du Bois-du-Mont, de venir lui rendre, à Peyre, l'hommage qu'il lui doit pour le Bois-du-Mont, le château de Sicard, à Serverette, etc., etc., et, de plus, d'avoir à lui payer le coq sauvage de censive annuelle à laquelle il est tenu (1).

10^e Montrodât. — La seigneurie de Montrodât, qui avait une superficie de 3 à 4 lieues carrées, entre les mandements des châteaux de Peyre, de Quintinias, de Génébrier et de Baldassé, renferment un grand nombre de petits fiefs qui relevaient de la (2) baronnie de Peyre.

Dès les temps les plus reculés, les Peyre avaient dans la seigneurie de Montrodât des droits dont ils faisaient hommage au roi de France en 1250 et en 1335.... Astorg de Peyre, dans son testament de 1273 (3), déjà cité, avait donné ces droits avec la Baume, etc., à son cher fils, Guillaume de Lavat; mais cette donation ne fut pas reconnue par son héritier, autre

(1) Pierre Roux, notaire.

(2) Hommage au roi en langue vulgaire du XV^e siècle : yeu Bertrand de Mounroudât, etc., etc. (V. 2^e partie, César de Grollée.)

(3) Vimenet, notaire (v. plus loin la Baume.)

Astorg. D'ailleurs, les Astorg avaient dans cette seigneurie une foule de petits fiefs dont les possesseurs leur prêtaient hommage et juraient fidélité.. C'étaient 1° Hugonet de Montmajour, seigneur de Villeneuve, paroisse de Lacham, qui, en 1278, et le jour avant les ides d'octobre (1), faisait hommage de 1/8 du mas del Rieu, de 1/16 du mas de Berlières, dans la paroisse Saint-Martin-de-Colagnet, du mas de Séjas, et généralement de tous les droits, juridiction, etc., que ledit de Villeneuve avait au château de Montrodât, son mandement et ses appartenances; 2° Giral de Montrodât qui, en 1292, et le samedi après les octaves de St-Pierre et de St-Paul (2), faisaient hommage du mas de Péjas, en la paroisse de St-Gervais-de-Brugès, et généralement de tout ce qu'il avait au mas de Bousiges, de Berlières, de Treppadou, du Rieu, etc., le tout situé dans la paroisse de Saint-Martin-de-Colagnet et dans le mandement du château de Montrodât; 3° Hugon de Quintiniac, qui, en 1297, et le mercredi après la Nativité de la Vierge, faisait hommage à Astorg (3) de tout ce qu'il avait aux mas de Maisons, de Berlières; de la moitié de Treppadou, paroisse de Saint-Martin-de-Colagnet; plus du mas de Gimels, et de divers autres droits dans le même mandement du château de Montrodât. Dans un autre hommage de l'an 1299, le même Hugon de Quintiniac renouvelle l'hommage ci-dessus et y joint les mas de Costesvieilles et de Limozette, toujours dans le même mandement...

Nous avons d'ailleurs vu précédemment (4), que par une transaction de l'an 1300, et du mardi après la fête de l'Annonciation (5), Marquès de Canillac avait abandonné à Astorg de Peyre : 1° le péage que ledit Canillac avait au

(1) Jean de Ste-Hélène notaire.

(2) Messires Bertrand, Almeras, notaires.

(3) Messires Bertrand, Almeras, notaires.

(4) Page... article Canillac.

(5) Jean Massalarii, notaire royal.

château de Montrodât et au ténement dudit château, avec tout ce qu'il avait au mas de la Rode, des Salelles, etc., etc., et leurs appartenances, juridiction haute et basse, directe et utile seigneurie. Enfin toutes les choses que ledit Canillac, avait ou devait avoir dans ledit château de Montrodât et « qu'il « tenait du roi notre Sire; » 2° le mas de Belvezé et ses appartenances, dans le mandement du même château et possédé par Pierre Giral (1) de Montrodât; 3° Enfin tous les droits, seigneurie et haute juridiction qu'il avait aux mas de Limouses, Costes vieilles, etc., en la paroisse de Lacham; au Crouzet, Fedous, paroisse de Ribènes; à la Sanhe, paroisse de Rieutort, etc.

Les actes que je viens de citer prouvent surabondamment que le seigneur de Peyre avait un grand nombre de petits fiefs dans le mandement de Montrodât. Toutefois, il y avait à Montrodât, à la fin du 13^e siècle, deux seigneurs qui ne relevaient que du roi pour le château de Montrodât, ou plutôt de *Montrochat* (2), ou du Mont de la Roche; et dans lequel ils avaient la haute justice, juridiction et seigneurie. En 1262, le bailli du roi à Marvejols, avait voulu attenter à leurs droits, mais Bertrand de Montrodât et Aldegier Charbonnier, coseigneurs dudit château, présentèrent des titres extrêmement anciens (3), qui établissaient leurs droits, sans aucune

(1) Giral avait été bailli de la terre de Peyre. (V. ci-après aux conventions de l'an 1277 entre Astorg de Peyre et divers vassaux.)

(2) *Situm in monte rocato ou de roca*, dans tous les titres anciens, dans l'hommage de Guillaume de Montrodât au roi en 1229 et dans l'acte de partage des domaines du roi et de l'évêque en Gévaudan en 1306.

(3) *Bertrandus de Montrodât et Aldegenius Carbonnerii, domicelli domini in parte castri de Monterocato, pro se, etc., « obtulerunt eidem (au » bailli) quandam litteram, tribus sigillis pendentibus, etc., etc. Cujus » litteræ tenor talis est : nobili vero G. de Rupeforti, militi, Bellicadri » Seneschallo, etc., etc., ad spiendam querimoniam dominorum de » Monterodorato, cognita plenius veritate, decrevimus quod eis liceat plene » et pacifice possidere plenam jurisdictionem; merum, etc., et mixtum*

contestation possible, et ils ne furent plus inquiétés à ce sujet (1).

Bertrand, de Montrodât et ses successeurs relevaient cependant des Astorg de Peyre, mais pour un autre fief, la seigneurie de Muret. D'après un acte d'hommage de l'année 1260 (2), la seigneurie de Muret, avait les limites suivantes : à l'ouest, l'eau de Bès ; au midi, l'estrade publique descendant par la Chamlongue, de l'hôpital d'Aubrac à Chirac ; à l'est, l'estrade publique qui, sortant de Chirac, passe au pont de *Las Monges*, jusqu'au point où elle croise l'estrade française ; au nord : 1° l'estrade française, jusqu'au pont de l'Arcis ; et 2° le chemin public qui va du pont de l'Arcis à Sinieyres, en passant par le terroir de Mulle-Sole. Le fief de Muret, pour lequel, comme on l'a vu précédemment, le seigneur de Montrodât prêtait hommage à Canillac et Canillac à Astorg, renfermait quelques petites seigneuries, comme le Mazel et le Chayla, dont les seigneurs étaient arrière-vassaux d'Astorg. Mais en 1284, et le samedi après la fête de la Pentecôte (3), Jean du Mazel, crut pouvoir faire directement hommage à Astorg de toute sa terre et de tous ses droits aux paroisses d'Antrenas, de St-Laurent-de-Muret, du Buisson, c'est-à-dire dans les mas du Monnet, de Cortalou, de Pujol, des Longinades, de la Sanhe, de Freisabut, de Chanteloup, de Fonfrège, de Malavieille, de Chaldecoste, etc., etc., tous situés dans le mandement du château de Muret. Jean Dumazel avait

» imperium in castro de Monterodato. et pertin. ejusdem, quibus invenimus eos longis usos fuisse temporibus 2 jun. 1262.»

(1) Toutefois, leur château était entouré de tous côtés par des terres dépendantes de Peyre ; et en 1399 Guillaume de Montrodât ayant voulu bâtir un fort à côté de son château, Astorg de Peyre lui fit signifier d'avoir à cesser les travaux commencés dans des terres dépendant de la baronnie de Peyre.

(2) Bertrand de la Roche, notaire apostolique de Cahors.

(3) Messire Bertrand Rabastenc, notaire.

d'ailleurs mis dans son acte d'hommage une réserve qu'on trouve souvent insérée dans les hommages faits aux barons de Peyre, et qu'il me paraît curieux de consigner ici, *c'est qu'Astorg ne puisse, ni ne doive jamais reconnaître lesdits mas à l'évêque de Mende; et qu'il ne puisse les transporter qu'à son seul fils aîné, héritier de la baronnie de Peyre.*

Cet hommage de du Mazel parut à Bertrand de Montrodat fait au détriment de ses droits et prérogatives sur toute la seigneurie de Muret; et il s'en suivit une querelle, qui ne se termina qu'en 1288, par une transaction (1) due « à l'influence et à l'autorité de messire Aldabert de Peyre, prévôt » de l'église de Mende. » D'après cette transaction, Jean du Mazel et ses successeurs durent à l'avenir faire hommage de leur seigneurie, à Bertrand de Montrodat, qui à son tour devait reconnaître tenir d'Astorg de Peyre les fiefs possédés par Jean du Mazel et ses successeurs.

Quant aux droits que le baron de Canillac avait eu pendant des siècles sur la seigneurie de Muret, le traité dicté en 1360, et que j'ai déjà cité, entre le jeune Marquès de Beaufort et le baron de Peyre, par le cardinal de Canillac (2), contient textuellement les clauses suivantes : « Item, que noble Marquès, » fils de haut et puissant seigneur, messire Guillaume, comte » de Beaufort et vicomte de la Motte, neveu et héritier de » messire Marquès, seigneur de Canillac, dernier décédé, » cède au seigneur de Peyre le fief de Muret avec ses appar- » tenances, etc., que le seigneur de Montrodat sera tenu de » tenir tout ledit fief d'Astorg de Peyre... que ledit Marquès » délie ledit Montrodat de tout hommage et serment de » fidélité, voulant que ledit Montrodat soit tenu de recon- » naître ledit fief du seigneur de Peyre, de la même

(1) Messire Guillaume de Lacroix, notaire,

(2) Messire de la Roche, notaire apostolique du diocèse de Cahors.

» manière qu'il l'avait tenu, ainsi que ses prédécesseurs
» des anciens seigneurs de Canillac. »

Il ne fut plus dérogé à cet arrangement; et, au 17^e siècle, les Loubeyrac et les Clamouze faisaient encore hommage de la seigneurie de Muret, aux Grollées de Peyre. Quant au fief propre de Bertrand de Montrodât et d'Algésier Charbonnier, après avoir eu longtemps une existence indépendante, il finit cependant par entrer dans les possessions des Peyre. Au 18^e siècle la famille Chapelu Gibertès, qui l'avait possédé longtemps, le vendit au marquis de Moret de Pégas de Montarnal, dont le fils venait d'hériter de toute la fortune de son grand oncle, César de Grollées de Peyre, et devait ainsi réunir tout Montrodât à la comté de Peyre.

11^e Quintiniac. — A la fin du 13^e siècle, nous trouvons à Quintiniac deux seigneurs, tous les deux vassaux d'Astorg de Peyre : Bernard Charbonnier, aussi coseigneur de Montrodât, et Guillaume Marquès de Quintiniac.

Le 1^{er}, fait en 1292, hommage de la tour et du château de Quintiniac et de tout ce qu'il a, ou ses ancêtres ont eu du seigneur de Peyre, aux lieux ci-dessous nommés, Montchirous supérieur, le Villaret, Geraldenc, Ussel, dans la paroisse de Lacham; aux Valettes et aux Salles, paroisse de Saint-Léger, etc. En temps de guerre, il rendra son château à Astorg; le suivra lui-même à la guerre comme vassal et fidèle sujet; mais s'il doit sortir de son château pour faire la guerre, dans l'intérêt d'Astorg et sous son commandement, ce sera aux dépens dudit Astorg. En temps de paix, Astorg pourra encore se faire rendre le château de Quintiniac, quand il le voudra, et y faire flotter son étendard; mais, dans ce cas, il devra le rendre au bout de 3 ou 4 jours (1).

Le 2^e seigneur de Quintiniac, Guillaume Marquès, faisait

(1) Durand Vimenet, notaire.

aussi, dans la même année 1292, divers hommages à Astorg (1), et en 1328 un long dénombrement de tous les fiefs qu'il tenait du seigneur de Peyre. Les Marquès de Quintiniac avaient deux mois à la tour Ronde; les mas de Champagnac, de la Vessière paroisse de Lachamp, et un grand nombre de mas et de terroirs; entr'autres le Bouschet, dans la paroisse de St-Léger (2).

Dans le cours du 14^e siècle, la seigneurie de Quintiniac fut achetée par Astorg de Peyre au détenteur de ce fief. En 1388, noble Guichard Bec, damoiseau, seigneur de Peyrusses, diocèse de Rodez, vend à noble et puissant Astorg de Peyre, pour la somme de 110 fr. d'or, son château de Quintiniac avec toutes les rentes, censives, lods, revenus quelconques, châteaux, tours, maisons, juridictions et finalement avec tous les droits qu'il pouvait avoir dans le mandement du susdit château (3). Cet acte est important en ce qu'il nous donne les limites de la seigneurie de Quintiniac, qui confrontait avec divers villages désignés dans l'acte de vente, et qui appartenaient aux mandements des châteaux de Servièrre, de Peyre, de St-Léger et de Montrodât.

13^e Génébrier. — J'ai un plan très-primitif, du 16^e siècle, représentant la disposition relative du château, du village, de l'église et du cimetière de Génébrier, qui étaient déjà abandonnés et ruinés à cette époque. Après la disparition de la paroisse Ste-Pétronille de Génébrier, le château et le village avaient été incorporés dans la paroisse de Barjac. Le château de Génébrier était au-dessous du village moderne de Chanturuéjols, de Gabrias, dans une gorge où coule un af-

(1) Bertrand Almeras, notaire; Raynier de Moriès, notaire, etc.

(2) La famille de Marquès de Quintiniac s'éteignit dans la maison Albert de Rimeize. (V. plus loin Rimeize.)

(3) Aldebert Jaussion, notaire.

fluent de la Colagne, à mi-côte et bâti sur un rocher. Au-dessous était le village; et plus bas, l'église qui n'était séparée du ruisseau que par le cimetière. Quoiqu'il ne reste plus rien de Génébrier, j'ai pu constater, sur les lieux, l'exactitude de ce plan.

Le château et le mandement de Génébrier dépendirent toujours de la baronnie de Peyre. En 1266, il était possédé par Guillaume Boussuge qui en fit hommage à Astorg, ainsi que de divers villages, comme les mas des Vernets, de Combettes-soubeyranes et sonteyranes, le Rouve, etc. (1).

Dix ans plus tard, ce même Guillaume Boussuge vendait (2) le mas du Rouve, pour 55 livres, à Philippe de Peyre, veuve de Géral de Peyre, seigneur de Servièrre et tutrice de ses enfants. A la mort de Guillaume Boussuge, la seigneurie de Génébrier paraît s'être démembrée : sa fille Hélène, femme de Pierre Raymond, damoiseau, ne fait hommage que pour une partie du château de Génébrier (3). En 1302, Astorg de Peyre donne à son fils, Lambert, 420 liv. de rente à prendre sur le mandement du même château; et, en 1336, le lundi après la fête de St-Gilles, Raymond de Peyre, seigneur de Servièrre, fait hommage à Astorg de la moitié du château et mandement de Génébrier (4). Cependant les descendants de Pierre Raymond, ou de Guillaume Boussuge possédèrent longtemps l'autre moitié, car ils en faisaient encore hommage à Astorg en 1386 (5).

13° La Beaume. — Dans son testament de 1273, un Astorg de Peyre avait donné à son *cher fils*, Guillaume de Laval, le mas de la Beaume, paroisse de Prinsuéjols; la

(1) Durand Vimenet, notaire.

(2) Guillaume de Lacroix, notaire.

(3) Pierre de la Bazalgète, notaire.

(4) Guillaume Dulcini, notaire.

(5) Jaussien, notaire

Roucouze, la Brousse et la Rouvière, paroisse du Buisson; Ste-Lucie, paroisse de St-Léger; tout ce qu'il avait à Montrodât, etc., etc. De plus, il avait donné à Alix, mère dudit Guillaume de Laval, le mas de Peyreviolla, près Peyre, et 3,000 sols tournois, en se réservant toutefois l'hommage sur les mas donnés; et de plus, que les consuls de Peyre pourraient prélever la taille sur les hommes desdits mas, comme sur tous les autres habitants de la terre de Peyre. Dans ce même testament, Astorg de Peyre donnait toutes ses terres à son fils aîné, autre Astorg ou Astorget, et la seigneurie de Marchastel à cet Aldebert qui fut évêque de Viviers; mais il ajoutait une clause, qui prouve l'affection qu'il portait à Guillaume de Laval. En effet, Astorg déclarait que dans le cas où son fils aîné décéderait sans enfants mâles, la baronnie de Peyre deviendrait l'héritage de son petit-fils, Guillaume, vicomte de Murat, fils de Marquèse de Peyre; et que si cet enfant ne survivait pas, tout son héritage serait donné à Guillaume de Laval... Le jeune vicomte de Murat ne vécut pas en effet, et son grand père Astorg hérita de lui de la seigneurie de Vigour et d'un grand nombre de droits dans la vicomté de Murat, qu'il put transmettre, par un codicile de l'an 1274, à son fils aîné, autre Astorg qui continua la lignée des Peyre (1).

Astorg mort, son successeur refusa de tant donner à Guillaume de Laval et à sa mère qu'il aurait volontiers déposés; mais Aldebert, prévôt de l'Eglise de Mende, intervint, et par une transaction de l'an 1275, ménagée entre les deux frères, il fut convenu : 1° que Laval renoncerait, en faveur d'Astorg, aux droits qui lui avaient été donnés sur Montrodât, et qu'il recevrait, en échange, une somme d'argent; 2° qu'il conserverait le mas de la Beaume; et que le seigneur de Peyre y ferait bâtir, pour ledit de Laval, une tour compétente (2);

(1) Codicile et testament reçus par Durand Vimanet, notaire

(2) C'est là l'origine du château de la Beaume.

3^e qu'on donnerait le mas du Trémouloux à Henri de Bénévent, en échange de la moitié du mas de la Beaume, qu'il tenait d'Astorg; 4^e et enfin qu'Alix, mère de Guillaume de Laval, aurait la jouissance des herbes et bois de la baronnie, pourrait prendre dans les greniers et moudre dans les moulins de Peyre, tout le blé dont elle aurait besoin, sans payer de mouture, etc. (1).

Un descendant de Guillaume de Laval, autre Guillaume de Laval, était encore seigneur de la Beaume en 1375, et en faisait hommage à Astorg de Peyre (2).

14^e Baldassé. — En l'an 1277, et le 16 des calendes de novembre, Benoit Pelamourgue reconnaissait tenir d'Astorg de Peyre, en fief franc et honoraire, son château de Baldassé, avec le village, barry, mandement et appartenances dudit château... Il le rendra *armé et courroucé* à Astorg ou à son envoyé, à chaque sommation; d'ailleurs il en fera autant pour toutes les forteresses qu'il pourrait bâtir (3), etc., etc.

Du mandement du château de Baldassé, dépendaient les fiefs de Séjas et d'Arséjas, possédés en 1278 par Hugonnet de Montmajour, et en 1301 par Pons Salgues, fils de Pierre Salgues (4), bailli de Peyre.

Le mandement de Baldassé s'étendait jusqu'au château de Génébrier, au mas de Cogossac, aux frontières du mandement de Montrodât, et contenait la plus grande partie de la paroisse de Gabrias. Benoit Pelamourgue l'ayant vendu à Aldebert de Peyre, évêque de Viviers, le château de Baldassé suivit, depuis la fin du XIII^e siècle, le sort du château de Marchastel, et fit dès lors partie de l'apanage du clerc de Peyre. D'ailleurs,

(1) Guillaume Chapuis, notaire de Mende.

(2) Aldebert Jausson, notaire.

(3) Durand Vimenet, notaire.

(4) Bertrand Almeras, notaire.

Aldebert de Peyre reconnaissait le tenir d'Astorg, et devait le lui rendre dans toutes ses guerres; mais Astorg devait *l'armer à ses frais*. De plus, Astorg y avait la haute justice, mais sans avoir le droit de s'immiscer en rien dans la maison d'Aldebert, ni d'élever des fourches patibulaires à la vue du château (1)...

15° Ribènes. — Il y avait primitivement dans le mandement du château de Ribènes, plusieurs petits fiefs, appartenant à divers seigneurs, qui en faisaient hommage à Astorg. Guillaume de Chassagne, Giral de Montrodat Aldebert de Peyre, etc., etc. Dragon de Ribènes, coseigneur du château de Serverette (2). dont j'ai déjà parlé, acheta successivement tous ces petits fiefs, dont les ventes furent lozées par Astorg; et en 1287, il en faisait hommage au baron de Peyre, ainsi que du mas Pouges, en la paroisse de St-Gal (3).

16° Rimelze. — En l'an 1336, et le lundi avant la fête

(1) Hommages de 1337, de 1375, etc. (Jausson, notaire de ce dernier, etc.)

(2) (V. à l'article Serverette.)

(3) Guillaume Charcossin, notaire. — Il y eut une controverse assez vive entre Guillaume, évêque de Mende, et Astorg de Peyre au sujet de cet hommage de Dragon de Ribènes, et de tous ceux qui étaient faits à Astorg, pour les biens que Guérine d'Apcher, femme de son fils Astorget, avait apportés dans la baronnie de Peyre. Mais la bonne intelligence entre les deux parties fut rétablie par une transaction du 5 des calendes de juin 1298, conclue par Pierre Gascon, hebdomadier de Mende, et par Pierre de la Balzagète, juge de Peyre... Astorg céda à l'évêque le mas de Cogossac, le mas de Ressouches, paroisse de Chanac, et permit de lui faire hommage pour le mas des Vernets et pour divers autres mas jadis reconnus à Astorg par Géral de Peyre.. En échange, le fief de Ribènes, et la part de la tour de Serverette de Bertrand Itier, demeurèrent au seigneur de Peyre. (Raymond Allemand, notaire public.)

de Marie - Madeleine (1), Guillaume Albert, damoiseau, reconnaissait tenir de puissant Astorg, seigneur de Peyre : 1° tout ce qu'il avait dans la paroisse de Rimeize, c'est-à-dire le 1/4 du mas del Théron ; 2° le reste du même mas *que ses ancêtres tenaient jadis de Guérin d'Apcher, de qui Astorg l'avait eu à juste titre* ; 3° la moitié du mas de Malaval et de Las Carses ; 4° it., l'autre moitié des mêmes mas dépendant autrefois de Guérin d'Apcher, etc... Plus, tout ce qu'il a eu par Marquèse, sa mère (2), à Péjas, à Pratlong, etc. En 1274, les Albert de Rimeize ont hérité de Marquès de Quintiniac, et font hommage de tout ce qu'ils ont ainsi acquis au château de Quintiniac et dans ses dépendances (3).

Au 16^e siècle, la seigneurie de Rimeize a changé de maître, et appartient à Aldebert de Fredault, bailli du Gévaudan pour le roi, et à Etienne de Recoules, habitant de Mende, qui en font hommage, chacun pour leur part, à Antoine de Cardaillac de Peyre (4) ; et au 17^e siècle, Antoine de Grollée, devenu comte de Peyre, fait signifier à la veuve de messire Pierre de Lescure, seigneur de Rimeize, de venir lui rendre l'hommage qui lui est dû pour les anciennes possessions des Albert (5).

17^e Divers... Seigneuries de Ste-Colombe, de la Brugerette, de Villeneuve, du Grenier. —

Une convention de l'an 1277, au sujet de la justice, rédigée par Giral de Montrodât, bailli de la terre de Peyre, et approuvée par Astorg, nous donne le nom de quatre autres petits seigneurs de la terre de Peyre : 1° Aerre, seigneur de

(1) Guillaume DuIcini, notaire.

(2) (V. Quintiniac.)

(3) Jaussion, notaire.

(4) Antoine Créci, notaire.

(5) Exploit signifié par Bru, huissier en la sénéchaussée du Languedoc.

Ste-Colombe, etc. ; 2° Hugon de Villeneuve, seigneur de Cheminades ; 3° Bertelle, seigneur de laBrugerette ; 4° Hugon du Grenier, seigneur du Grenier.

Cette convention, qui résume le droit du seigneur de Peyre sur une grande partie de ses vassaux, me paraît digne d'être transcrite ici, au moins en abrégé. Les quatre seigneurs sus-nommés reconnaissent :

1° Qu'Astorg de Peyre aura, dans les terres qui lui sont reconnues par lesdits seigneurs, la haute justice pour tous les crimes qui requièrent la mort et la mutilation des membres.

2° Item, il aura la connaissance de tous les grands et petits crimes, excepté dans les bois et dans les biens, dans lesquels les susdits seigneurs ont accoutumé d'avoir leurs bans.

3° Item, il connaîtra des adultères.

4° Item, les hommes desdits seigneurs seront tenus d'aller au marché ordinaire de la terre de Peyre ; de payer la mouture aux moulins d'Astorg, comme tous les autres hommes dudit seigneur.

5° Item, lesdits seigneurs et leurs successeurs auront, dans leurs seigneuries, les exécutions pour dettes.

6° Item, ils auront la coercion des coups faits avec bâton, pal, pierre ou de toute autre façon, pourvu qu'il n'y ait point de fer, à moins que ce ne soit avec l'aiguillade ; mais, s'il y a fracture, avec ou sans épanchement de sang, la cause est réservée à Astorg.

7° Item, lesdits nobles auront la connaissance et coercion des coups de pierre, de pal ou de bâton, frappant ou non, pourvu toutefois que la mort ne s'en suive.

8° Item, des coups faits avec le poing, même lorsqu'ils auront amené une effusion de sang.

9° Item, les nobles et chacun d'eux pourra bâtir un four, et Astorg ne pourra les contraindre à venir au sien.

10° Les hommes dudit noble pourront se servir des herbes,

eaux, bois et forêts de la baronnie, comme tous les autres hommes dudit seigneur Astorg.

11° Les susdits hommes seront tenus de suivre Astorg à la guerre, et de venir défendre ses châteaux.

12° Enfin, ils seront taillés aux 4 cas, et payeront 25 livres, somme à laquelle ils sont tenus par l'acte d'affranchissement de la terre de Peyre (1).

Les Aerre, dont un membre intervient dans la transaction ci-dessus, étaient d'assez riches seigneurs, qui faisaient personnellement hommage à Astorg pour de vastes possessions dans les paroisses de Ste-Colombe, la Chaze, le Fau, les Bessons, Prinsuéjols, Aumont, etc. (2). (Aerre et Bertelle figurent dans l'acte d'affranchissement.)

14° **Sainte-Lucie.** — Nous avons vu précédemment qu'en 1273, Astorg de Peyre avait assigné, dans son testament, une partie de Ste-Lucie à son cher fils, Guillaume de Laval. L'autre partie, composée de 3 mas, était possédée en 1327, et longtemps auparavant, par Gibert de Montmajour, qui les tenait d'Astorg, ainsi que les mas de Lascols, de Fabrèges et de la Pignède (3).

15° **La Chaze.** — En l'an 1300, la paroisse de la Chaze, formait le fief de Brangier ou Béranger des Saillans, qui en faisait hommage à Astorg, ainsi que de quelques autres droits seigneuriaux sur les mas de la Beaume, du Trémouloux, etc., dans la paroisse de Prinsuéjols (4).

16° **Tiracols.** — Tiracols, dans la paroisse de Javols,

(1) Sentence arbitrale reçue par messire Jean Paleri, notaire.

(2) V. acte d'hommage et dénombrement du lundi après la fête de St-Gilles de l'an 1336. Dulcini, notaire.

(3) Hommages. Guillaume Dulcini, notaire.

(4) Hommages. 1300, Dulcini, notaire; 1316, Hugues de Rimeize, notaire.

était un petit fief possédé au 13^e siècle par Bertrand Itier (1). Itier était aussi seigneur de Lestival, paroisse de Fontans.. Cent ans plus tard, en 1373, dame Bonafousse, veuve de Raymond Itier, seigneur de la Clauze, renouvelle encore, entre les mains d'Astorg, l'hommage de Bertrand Itier...

CHAPITRE II^e.

FIEFS ECCLÉSIASTIQUES.

Indépendamment des nombreux fiefs d'ont j'ai donné l'énumération, il y avait, dans la baronnie de Peyre, un grand nombre de seigneuries, de terres, de rentes, de censives, etc., etc., appartenant à l'église ou à divers ordres religieux, et dont les détenteurs juraient eux aussi fidélité, et prêtaient hommage à Astorg de Peyre. Les antiques abbayes du Monastier et du Chambon, qui devaient leur fondation aux Peyre; celle d'Aubrac, à qui ils avaient donné les vastes territoires des montagnes, possédaient de nombreuses propriétés dans toutes les parties de la terre de Peyre. Les trois couvents des Mineurs (2), des Augustins et des Jacobins

(1) Hommages. Durand Vimenet, notaire, 1275.

(2) On sait que les Mineurs et les Jacobins existaient à Marvejols dans le 13^e siècle.. Les Augustins y étaient, eux aussi, établis en 1354 comme le prouve le testament d'un Astorg qui, en cette année, fonde un obit dans leur église de Marvejols...

Les Peyre eurent toujours une affection toute particulière pour les Mineurs. C'est par leur conseil qu'Astorg prononça l'affranchissement de la terre de Peyre. « Cum Consilio et voluntate sanctæ matris ecclesiæ et » fratrum Minimorum prædicatorum, ut dicebat, liberavit, et absolvit » homines suos, etc. » Stephanus de alis publ. not. regis in Gabalitano. Enfin, tous les Peyre, tant que dura la première famille de ce nom,

de Marvejols avaient des rentes dans un grand nombre de villages. Plusieurs prieurs : ceux de Malbouzon, de Gabrias, d'Aumont, de Prinsuéjols, de St-Sauveur jouissaient de quelques droits seigneuriaux. Enfin, à chaque siècle, les Peyre avaient fait des fondations dans une foule d'églises ou de chapelles; et ceux qui jouissaient de ces fondations, devaient en faire reconnaissance, à chaque changement de seigneur ou de bénéficiaire...

Il est facile de comprendre, d'ailleurs, que beaucoup de ces hommages ne peuvent offrir qu'un très faible intérêt, et comme je désire ne donner, dans cet article, qu'un aperçu général de la puissance et de la richesse des Peyre, je me contenterai de citer ceux des hommages ecclésiastiques qui me paraîtront avoir quelque intérêt, en commençant par ceux des trois grandes maisons religieuses, qui durent le plus aux Astorg.

1^o Aubrac. — Au XII^e siècle, et probablement à une époque très-rapprochée de la fondation d'Aubrac, Astorg de Peyre avait donné à l'hôpital d'Aubrac, les vastes territoires des montagnes. Je n'ai pu trouver l'acte de cette donation; mais en 1236, le petit-fils du donateur, autre Astorg de Peyre, ratifie du consentement de ses oncles, Aldebert de Peyre, prieur de Chirac, et Armand de Peyre, prévôt de l'église du Puy, « la donation faite, pour aumône, à l'hôpital Ste-Marie d'Aubrac, » de tous les territoires des montagnes, situés entre la Bès et ledit hôpital (1). » De plus, Astorg exempte les religieux

déclarèrent, dans leur testament, vouloir être enterré dans l'église des frères Mineurs de Marvejols, située anciennement hors de l'enceinte de la ville, au devant de la porte du Théron. (V. 2^e partie, § Antoine de Gr.)

(1) *Notum sit omnibus, etc., quod ego Austorgius de Petra, filius alamandæ quondam, confiteor, etc. Avum meum, et A, patrem meum, quondam pro salute animarum suarum, etc., donasse pro elemosyna, et in perpetuum concessisse domui d'Albrac, etc., etc., omnia jura quæcumque habebant, et habere poterant et debebant, in montanis d'Albrac;*

Histoir^e, etc.

16

d'Aubrac de tout péage lorsqu'ils traverseront les terres de Marchastel. En 1289, ce même Astorg donna à l'hôpital d'Aubrac l'alleu qu'il prenait sur le mas du Déroc (1), en se réservant la principale seigneurie ; et quelques années après, en 1246, il donnait à l'hôpital d'Aubrac, *pour l'hôpital de Marvejols ; et à Raymond Fabre, hospitalier dudit hôpital de Marvejols* (2), le mas de Gratepaille ; et, dans la même année, le mas du Recous, ne se réservant, sur ce dernier mas, que deux faisans de censive annuelle (3)..

Du reste, il ne se passait guère d'années sans que les Astorg ne fissent quelque donation ou quelque aumône à l'hôpital d'Aubrac ; et, dès l'année 1266, Durand, dom de l'hôpital Ste-Marie d'Aubrac, fit, au nom de sa maison, à Astorg de Peyre, un 1^{er} hommage que je publierai plus tard dans son entier (4). Dans cet hommage, comme dans les suivants, qui sont beaucoup plus détaillés, le dom d'Aubrac,

ultra aquam quæ, appellatur Bez, versus hospitale domus supradictæ excepto allodio mansi del Derroc, etc.

(1) Acte passé à Mende, dans la salle de l'évêché.

(2) On a toujours dit jusqu'ici que l'hôpital de Marvejols avait été fondé en 1256. Le document que je cite, prouve qu'il existait déjà depuis longtemps. Etienne Mercadier, en 1254, fit certainement une fondation très-importante en faveur de l'hôpital de Marvejols, mais n'en fut point le fondateur... comme le prouve la Charte, contenant la donation d'Astorg pour l'hôpital de Marvejols : « L'an mil deux cent quarante-six, et la 2^e férie » en la fête St-Julien et St-Basile, martyrs, soit notoire que le seigneur Astorg » de Peyre, de son gré et bonne volonté, *sans dol ni fraude, a donné et concédé* » à l'hôpital d'Aubrac, et à Raymond Fabre, hospitalier de la maison de » l'hôpital de Marvejols, au nom de ladite maison, tous les droits qu'il » avait au mas de Gratepaille, etc., etc., renonçant à tous recours de droit » civil et canonique ; et pour plus grande assurance, ledit Astorg a expédié » les présentes lettres audit Raymond, au nom de ladite maison de » l'hôpital de Marvejols, et à ses successeurs, à jamais valables, scellées » de son sceau, etc. » Messire Archat, notaire.

(3) Durand Vimenet, notaire.

(4) Durand Vimenet, notaire.

reconnait, pour lui et pour son couvent, tenir d'Astorg divers villages et terroirs dans les paroisses de la Fage, de Brion, de Grandval, de Recoules, de Nasbinals, et enfin tous les terroirs des montagnes; de plus, le dom Durand déclare que, dans tous les terroirs et mas dénommés au nombre de 88, Astorg de Peyre doit avoir la haute justice, mais que les amendes seront partagées. A la suite de cet hommage, Astorg donne encore à l'hôpital, le mas des Salleles, paroisse du Rau et le tiers du mas du Bouchet.

Quelques années après, malgré l'hommage et la déclaration du dom Durand, qui avait reconnu à Astorg la haute justice, dans les terres données à l'hôpital par les seigneurs de Peyre, Hugues, nouveau dom d'Aubrac, essaya de s'approprier la haute justice des montagnes; mais Astorg soutint énergiquement ses droits; et par une sentence arbitrale (1) prononcée par Robert Bernard, prieur de Merceret, et Etienne Baraldo, clerc, arbitres, il fut réglé : 1° qu'Astorg de Peyre aurait la haute justice, non-seulement sur les montagnes, mais aussi sur Nasbinals, la Chalmète, la Védrine, etc., et sur tous les autres mas reconnus par les doms; 2° que le dom d'Aubrac aurait, seulement sur cinq villages, la moitié de la juridiction mixte impère : sur la Védrine, les Alatieus, Pelegri, Lucsal et Pierrefiche, l'autre moitié étant réservée à Astorg; 3° Que la basse justice appartiendrait au dom. Cette sentence fut ratifiée (2) le lundi après la fête Saint-Michel de la même année, par les moines du couvent réunis capitulairement (3). Des transactions subséquentes (1278 et 1280) désignèrent les

(1) Jean de Ste-Colombe, notaire.

(2) Armand Sigal, notaire.

(3) La haute justice, dans les terres d'Aubrac, appartient toujours aux Peyre. Toutefois, en 1356, Astorg consentit à se dessaisir en faveur du dom d'Aubrac de la haute justice sur la montagne des Moussous, et lui permit d'y dresser des potences. (Ségalière et Roux, notaires.)

lieux où les potences seraient établies (1); fixèrent tout ce qui pouvait intéresser l'administration de la justice dans les terres d'Aubrac, et établirent les peines pour les divers crimes. C'est ainsi qu'il fût déclaré que le vol qui ne vaudrait pas dix sols, n'entraînerait aucune peine corporelle (2). Il fut arrêté que les seigneurs de Peyre et de Marchastel n'auraient aucune juridiction sur les frères de l'hôpital; que les prisonniers seraient détenus dans les fiefs du seigneur de Peyre et lui seraient rendus. En exécution de cette clause, le dom d'Aubrac fit rendre, en 1285, au seigneur de Marchastel, deux voleurs *morts*, Dominique de Sumac et Dominique Baston, que les bergers de l'hôpital avaient assommés (3) parce qu'ils leur volaient un mouton. La montre des armes fut réservée au seigneur de Peyre. Le droit de pêcher dans la rivière de Bès fut maintenu aux deux parties, mais inégalement : le fleuve de Bès fut partagé, dans sa longueur, en deux parts, mais le seigneur de Peyre pouvait faire pêcher dans tout le fleuve; et le dom, seulement dans la moitié; en échange, les troupeaux de l'hôpital pouvaient aller s'abreuver dans tout le cours du fleuve (4). La police des animaux malades fut réservée uniquement à Astorg, même à l'exclusion des officiers du baillage du Gévaudan, qui dans une occasion antérieure avaient voulu intervenir, mais auxquels Astorg avait fait signifier ses droits (5). Toutefois, Astorg renonça plus tard à ce dernier droit, en faveur des doms. Les bêtes d'épaves devaient être partagées, excepté celles qui seraient trouvées dans le troupeau de

(1) 1278. Vimenet, notaire.

(2) 1278. Vimenet, notaire.

(3) Barjac, notaire. (Ce fait prouve que ce n'est pas d'aujourd'hui que les bergers de l'Aubrac emploient les procédés qu'on a appelés *la justice de la Guiole*.)

(4) 1292. Vimenet, notaire.

(5) Ordonnance du bailli royal du Gévaudan; Michel de Papien, notaire de Mende.

l'hôpital (1). Enfin, il fut arrêté dans une dernière transaction de l'année 1356, que les armes du seigneur de Peyre seraient placées dans les terres d'Aubrac, à Ginestouse, près le ruisseau ; à Nasbinals, sur un rocher, à l'angle du courtil e du jardin de Rataouls ; et près Marchastel, sur le « *chemin public romain, allant des cités de Toulouse, et de Rodex au Puy et à Lyon*, près le ruisseau, et près le pont » étant sur ledit ruisseau, du côté de la partie inférieure dudit « *chemin romain* » (2). »

Ce document, où la voie d'Agrippa est si nettement désignée, prouve qu'avant la construction du pont actuel de Marchastel, qu'on dit avoir été bâti sous François I^{er}, il y avait au même point, sur la Bès, un pont pour le passage de la voie romaine.

Les hommes des terres d'Aubrac étaient taillables aux cinq cas, et devaient faire guet et garde aux châteaux de Peyre et de Marchastel. Cependant, à la fin du 14^e siècle, les habitants des Fours, des Gouttes, de Grandviala, etc., s'y étaient refusés. Astorg poursuivit son droit contre eux, et par une transaction de l'an 1400, il fut arrêté que les habitants desdits villages iraient, tous les samedis, faire le guet au château de Peyre, et qu'ils payeraient chacun un gros d'argent, s'ils ne le pouvaient à cause du mauvais temps.

Le seigneur de Peyre se réserva toujours, pour lui comme pour le seigneur de Marchastel, le droit de péage sur les bestiaux et sur les marchandises. On verra plus loin que le péage de Marchastel existait déjà en 1250 (3); en 1450, il s'affermait 50 moutons d'or; le droit de péage était dû, non-seulement pour les bestiaux qui traversaient l'Aubrac, mais encore pour les troupeaux qu'on conduisait passer l'été sur les

(1) Transaction de 1356.

(2) Transaction de 1356.

(3) 1^{er} hommage au roi de France, par Astorg de Peyre. (V. plus loin.

montagnes de Moutozé, du Trapp, de Bonbecombe, etc. (1).

Certains crimes paraissent avoir paru fort légers aux juges de Marchastel. En 1310, Bernard Astruc avait violé une femme au Puech del Faltre; il fut livré, pour ce crime, par les officiers du dom d'Aubrac, au juge de Marchastel, qui le condamna à ne plus voir cette femme dans les lieux suspects (2)!!

Les Astorg mourant, firent de nombreuses donations au couvent et surtout à l'hôpital d'Aubrac; et, en 1302, un Astorg fonda dans ledit couvent une chapelle, tout en réservant à ses successeurs, le droit de désigner un religieux pour le service de cette chapelle (3). Les Peyre avaient d'ailleurs une chapelle pareille dédiée, comme celles de leur château de Peyre, et plus tard de leur château de la Beaume, à l'archange St-Michel. Celle du Monastier portait le nom de chapelle de St-Michel le serviable.

3° Monastier. — On sait que le monastère de Chirac fut fondé, en 1062, par Astorg de Peyre et par son frère, Aldebert, qui donnèrent pour cette œuvre, avec tous les biens qu'ils avaient anciennement dans ce lieu, des terres qu'ils y achetèrent à très-haut prix de plusieurs, dit l'acte de fondation (4).

En 1235, Astorg donna au prieur du Monastier, Aldebert de Peyre, son oncle, le château fort du Buisson, avec son mandement, avec cette réserve que ledit fief donné ne pourrait jamais être cédé par le couvent qu'au seigneur de Peyre seul.

(1) Jean Michel, notaire.

(2) Gui Garnier, notaire. (V. 2^e partie, § Antoine de Grollée.)

(3) Ce même testament renferme des fondations pour une foule d'autres chapelles, sans parler de celles qui sont faites pour les églises paroissiales et les couvents. Ainsi, pour les chapelles de Peyre, de Beauregard, de Baldassé, du Monastier, de St-Michel, de St-Sauveur, etc.

(4) Quem locum, excepto hoc, quod nos predicti ibidem jam datum habueramus. grandi pretio à multis emimus.

D'ailleurs l'abbaye ne tarda pas à acquérir, tant par donation que par achat, de nombreuses rentes dans une foule de villages de la terre de Peyre, pour toutes lesquelles possessions, elle devait l'hommage aux Astorg, à chaque renouvellement de seigneur ou de prieur.

Le 1^{er} de ces hommages est de 1264; et, entr'autres clauses, contiennent les suivantes : 1^o le prieur Guion de Mandagout fait hommage du château du Buisson, son mandement, etc., qu'il rendra au seigneur de Peyre à sa réquisition; 2^o le château fort du Buisson sera exempt de *toltes* et de *questes*; 3^o Il ne pourra être vendu qu'au seigneur de Peyre; 4^o les crimes méritant la mort ou la mutilation des membres, coupement d'oreilles, etc., seront réservés à Astorg, et la confiscation des biens, meubles et immeubles appartiendra au prieur et à son monastère... (Suit le dénombrement d'un très-grand nombre de villages, possédés en tout ou en partie, par l'abbaye du Monastier, dans les paroisses d'Antrenas, du Buisson, de St-Léger, de Fontans, de Saint-Sauveur, de la Chaze, d'Aumont, de Rimeize, du Fau, de Javols, etc., etc.) Dans tous ces mas et dans leur terroir, le seigneur de Peyre doit avoir la haute justice. Il prendra une poule de censive par feu, une émine de blé et 5 sous de censive par bête aratoire, un fromage par troupeau, un agneau sur 12, etc., etc. Le prieur aura la permission d'élever, un ou plusieurs moulins, dans son fief du Buisson, mais pour le service du château seulement...

Les Peyre avaient eu anciennement de grands droits sur Chirac et le Monastier, mais on a vu précédemment, à l'article des hommages des Cauillac, qu'ils avaient, en l'an 1300, échangé ces droits contre ceux que les Marquès de Canillac possédaient précédemment à Montrodât. Ils conservèrent toutefois toujours, sur divers particuliers à Chirac, de Saint-Bonnet et des environs, quelques rentes et divers droits spécialement appliqués à des fondations religieuses, tant pour

les églises de Chirac, que pour la chapelle de St-Michel le serviable, du couvent du Monastier.

Chambon. — On a vu antérieurement, aux hommages actifs et passifs des seigneurs de Servièrre, que la dame abbesse du Chambon faisait hommage de son couvent et d'un certain nombre de mas, aux Peyre de Servièrre, qui, à leur tour, reconnaissaient tenir le tout d'Astorg, le chef suprême de la famille..

Les seigneurs de Peyre portèrent toujours le plus grand intérêt au Chambon, et jamais un Astorg ne testa sans insérer dans son testament un ou plusieurs légats pour l'antique abbaye. D'ailleurs, même dans les temps les plus rapprochés de nous jusqu'à la révolution, nous voyons les comtes de Peyre s'immiscer dans toutes les affaires un peu importantes de cette maison religieuse. Ainsi, en l'an 1717, César de Grollée, comte de Peyre, fait signifier à dame Jeanne de Meyran, abbesse du Chambon, et aux dames religieuses du même monastère, « qu'étant et fondateur et patron dudit » monastère, et étant averti que l'abbesse, à cause de » l'autorité que lui donne sa dignité, se fait autoriser par ses » religieuses à lever et à exiger des débiteurs, et notamment » du sieur d'Aldin de la Bastide, lieutenant de juge à » Marvejols, les capitaux et rentes dûs audit monastère ; » que par là, elle va achever de ruiner une maison qui ne » peut se maintenir que par la plus stricte économie, etc., etc. ; » que, dès lors, vu qu'en sa qualité de fondateur et de patron » de la maison du Chambon il doit veiller à ses intérêts, il fait » inhibition, à la susdite abbesse et à ses religieuses, de » toucher aux capitaux de ladite maison ; et au seigneur de » la Bastide, de payer les capitaux qu'il détient, s'il ne » veut être contraint de les payer deux fois, etc. (1).

(1) Bout, huïssier.

Les seigneurs de Peyre, avaient le droit de nomination et de présentation de l'abbesse du monastère du Chambon; l'évêque de Mende, la collation et provision. Pendant les guerres de religion et les troubles de la maison de Peyre, ces droits avaient été négligés, et étaient tombés en désuétude; mais César de Grollée les revendiqua. En 1694, dame Françoise de Prévenquière, abbesse du Chambon, avait résigné ses fonctions en cour de Rome; et la dame de Piencourt avait obtenu du Pape, des lettres de provision pour la remplacer. Mais César de Grollée, par acte du 19 avril 1691, s'opposa à son installation. En présence de cette opposition, la dame de Piencourt déclara : 1^o qu'elle avait ignoré le droit du seigneur de Peyre; 2^o qu'elle ne voulait prendre la possession personnelle qu'avec l'agrément du fondateur; et députa vers César de Grollée, le sieur de Réheaucme, bénéficiaire de l'église de Mende, « lequel, faisant » pour et au nom de ladite dame de Piencourt, supplie le » comte de Peyre de vouloir bien approuver et ratifier la » résignation faite et tout ce qui en a été la conséquence; de » donner son consentement, sous la déclaration faite par ladite » dame, que l'approbation de ladite résignation ne portera » aucune atteinte à ses droits, qui resteront en leur entier. » Ce qu'ayant ainsi entendu, ledit comte de Peyre a consenti » et consent, en sa qualité de patron et de fondateur, à ladite » résignation, etc. Consent, en outre, que ladite dame de Piencourt » prenne la possession personnelle, sans qu'à raison de ce, ledit » seigneur comte entende supporter aucun préjudice pour le » présent, ni pour l'avenir (1). »

L'année suivante, dame de Piencourt avait résigné ses fonctions entre les mains du comte de Peyre; et César de Grollée nommait, pour la remplacer, sa propre nièce, Marie Marguerite de Moret de Pagas de Montarnal, et demandait

(1) Destretis, notaire de Mende.

à l'évêque ou son à grand vicaire, de vouloir bien lui délivrer les lettres de provision (4)... Marie Marguerite de Moret fut mise en possession le 3 décembre suivant, par le vicaire général de Monseigneur de Mende, en présence du comte de Peyre (2).

Prêtres de Mende. — L'université des prêtres de Mende possédait, dans toute l'étendue de la terre de Peyre, un grand nombre de rentes et divers droits seigneuriaux pour lesquels elle faisait rendre, par un de ses membres, député par elle, hommage au puissant chef de la baronnie. Je ne citerai que quelques-unes de ces rentes, acquises de divers petits seigneurs, d'après un acte d'hommage dans lequel ce dénombrement est très-complet : « En l'an 1373, Guillaume » Galabert, chôrier de l'église cathédrale de Mende, agissant » comme procureur et au nom de l'université des clercs et » prêtres de ladite église, » reconnaît que ladite université tient d'Astorg diverses sensives en froment, seigle et avoine dans les mas du Bouchet, de Séjas (3), à Quintiniac, à Tarbes, à Ste-Colombe, à Tiracols, à Javols, etc., etc., censives achetées de messire Marquès Jausselin; de Pons Salgue (4); de Merle du Bois-du-Mont en 1334 (5); de Guichard de Quintiniac; de

(1) Lettres de nomination et de présentation, signées du comte de Peyre, revêtues du sceau de ses armes, et contresignées par messire Charles Dubrois, notaire royal apostolique, commis par sa majesté.

(2) Jean Boyer, notaire de Marvejols.

(3) L'Université des prêtres de Mende avait acheté, au commencement du XIV^e siècle, de Pons Salgue, six setiers de froment, mesure de Marvejols, sur le domaine de Séjas.. En 1405, elle acheta tout ce domaine de Raymond Merle (Juliha, notaire episcopal); et la même année, elle donna à nouveau bail, toute la terre de Séjas à Guillaume Cruvelhier et à Jean Rason, sous la sensitive de 6 setiers de froment et de 52 sols tournois, payables à Mende, tous les ans, le jour de la fête de tous les saints. (Juliha, notaire.)

(4) Guillaume Boschet, notaire.

(5) Aldebert Jausson, notaire.

Guillaume de Laval; de Guillaume de Clugeons en 1387; de Hugon Delmoly en 1354; de Gui Aerre, seigneur de Sainte-Colombe, etc., etc. (4).

Prêtres de Moriès. — L'université des prêtres de Moriès faisait également hommage de diverses rentes et droits qu'elle tenait des Astorg. « En l'an 1388. Jacques Portulier, » prêtre, directeur du collège de l'université des prêtres de » Moriès, et de l'église du lieu du Pin, *annexe de celle de* » *Moriès*, reconnaît pour lui, pour ladite université et pour » leurs successeurs, tenir de haut et puissant Astorg de Peyre » les censives que ladite université lève sur le mas de la » Bastide, paroisse d'Antrenas; et sur les paroisses de la » Chaze, des Bessons, d'Aumont, etc., etc. Enfin dans divers » autres lieux de la terre de Peyre, en vertu de la donation » faite à ladite université par messire Raymond Soleyron, » maître en médecine à Marvejols, lequel les tenait d'Astorg, » etc. » Le susdit Jacques Portulier fait hommage manuel et jure fidélité. Le seigneur de Peyre se réserve d'ailleurs le droit de lods et tous les autres droits seigneuriaux (4).

Prieur d'Aumont — Au moyen âge, le prieuré d'Aumont était fort riche, et encore au 17^e siècle, les frères de César de Grollée étaient heureux de posséder ce bénéfice. Le prieur d'Aumont devait prêter hommage à Astorg, à chaque renouvellement de seigneur et de prieur; mais il paraît avoir essayé plusieurs fois d'empiéter sur les droits de son suzerain. Ainsi, à la fin du XIII^e siècle, le baron de Peyre voulait rétablir, à Aumont, un marché pour la terre de Peyre « et réformer » ou améliorer certaines choses » dans l'intérêt de sa baronnie. Guillaume de Mercœur, chanoine de Mende et recteur de l'église Saint-Etienne d'Aumont, s'y opposa. Une querelle

(4) Aldebert Jaussion, notaire.

assez vive s'en suivit ; et de Mercœur en appela à Guillaume, évêque de Mende, qui envoya à Aumont, à la réquisition dudit de Mercœur, Pierre Gascon, official, et Jean de Moriès, hebdomadier de Mende, pour connaître la vérité, et voir par eux-mêmes si les changements ordonnés par Astorg, étaient utiles ou nuisibles à ladite Eglise. Ledit de Mercœur déclarait d'ailleurs qu'il ne laisserait rien faire qu'avec l'autorisation de son évêque. Les commissaires ayant jugé utiles les améliorations et créations ordonnées par Astorg, il fut réglé par une transaction (1) du dix des calendes de mars 1299, 1^o que le marché serait rétabli à Aumont, et y serait tenu le jour de chaque semaine que le seigneur de Peyre jugerait le plus convenable ; 2^o que ce marché serait tenu dans un terrain qu'Aldebert de Peyre, anciennement recteur d'Aumont, avait baillé à Jean Long Paris, pour faire un jardin ; lequel terrain, qui était situé au-dessous de la fontaine publique, serait réduit en patus pour faire le susdit marché ; 3^o que le recteur continuerait à avoir le droit de lods, la connaissance des actions réelles et diverses sensives sur un grand nombre de mas, appartenant à l'église d'Aumont ; et notamment sur le mas de Chazels, « qui confronte d'une part avec le terroir du mas du » Bouchet, *l'estrade vieille, allant de Rodez au Puy* » entre les deux (2) ; et d'autre part, avec le terroir du mas » de Buffeyrettes ; » 4^o enfin, que le recteur rendrait l'hommage manuel et jurerait fidélité au baron de Peyre, à chaque changement de seigneur ou de recteur (3).

Prieur de Saint-Sauveur. — Dès l'année 1277, Etienne Morris, prieur de l'église St-Sauveur, faisait hommage

(1) Ranvier de Moriès, notaire.

(2) La voie romaine d'Agrippa, encore très-bien conservée aujourd'hui en ce même point.

(3) Ranvier de Moriès, notaire.

à Astorg de tout ce qu'il avait au mas de Lacham et dans divers autres lieux (1).

Prieur de Gabrias.—Le prieur de Gabrias avait obtenu d'Astorg le droit d'entourer de fortes murailles, un clos situé auprès de son église; item, de fortifier et de défendre les édifices du prieuré de Gabrias. Enfin, Astorg lui avait cédé tous ses droits seigneuriaux, dans les bois qui entouraient la susdite église; mais à la condition que le prieur de Gabrias reconnaîtrait tenir tous ces droits divers des barons de Peyre; ferait hommage manuel et jurerait fidélité, à chaque changement de seigneur ou de prieur (2).

CHAPITRE III.

MARVEJOLS.

Dès les temps les plus reculés, les seigneurs de Peyre eurent de grands droits seigneuriaux sur la ville de Marvejols. Dans son 1^{er} hommage au roi de France, en 1250, Astorg mentionne expressément tout ce qu'il possède ou doit posséder dans cette ville, « et quidquid habemus vel » habere debemus in castro, et villa, et strata de Marueiols, » cum mandamento et pertinentiis suis; et pedagia quæ habemus in dicto tenemento, seu villa et in strata sive loco qui » sive quæ vocatur als Estrets (3). »

(1) Pierre de la Basalgète, notaire.

(2) Aldebert Jaussion, notaire.

(3) Il ne faut pas confondre le péage des Estrets, dont il est ici question, avec un autre péage levé au pont des Estrets.

Le 1^{er} de ces péages, levé sur l'estrade française, était au village des

M. de Burdin, dans ses documents historiques (1), sur la province du Gévaudan, a donné un dénombrement des droits que le seigneur de Peyre prélevait à Marvejols en 1332. J'ai entre les mains, un autre dénombrement des droits que les seigneurs de Peyre levaient dans cette ville, au moment de leur 1^{er} hommage au roi de France, dénombrement plus ancien d'un siècle, que celui publié par M. de Burdin, et qui me paraît très-intéressant pour l'histoire de cette antique cité.

Mais je n'insérerai point ici ce document précieux, réservant, pour un mémoire subséquent, la publication de tous les titres qui concernent spécialement l'histoire de Marvejols, tant au moyen âge, qu'au moment de sa ruine; et depuis sa reconstruction, jusqu'à la peste de 1721.

Les rois de France, à peine en possession des droits des rois d'Aragon, avaient essayé de dépouiller le seigneur de Peyre de ses prérogatives et de ses rentes sur la ville de Marvejols; mais les prétentions du bailli royal donnèrent immédiatement lieu à un grand procès, qui dura pendant plusieurs années. Guillaume de Laval, bailli du Gévaudan et châtelain de Grèzes pour le roi de France, commença la lutte en cessant de payer à Astorg de Peyre la part des rentes de Marvejols qui lui revenaient; et le 7 février de l'année 1267, Astorg de Peyre se présentant à la cour de Marvejols, demanda à être payé de quatre quartiers de rentes pour lesquels le bailli du roi était en retard envers lui.. Guillaume de Laval répondit que le fait était vrai, mais qu'il s'en était entendu avec le sénéchal, et qu'il avait ordre de ne faire que ce que lui dirait ledit sénéchal.

Estrets (qui existe encore aujourd'hui), dans la paroisse de Saint-Bonnet-de-Chirac;

Le 2^e était sur l'estrade ou plutôt sur la voie romaine, aux Estrets, près Serveyrette, etc. (V. plus loin.)

(1) *Documents historiques sur la province du Gévaudan*, tome II, page 296. (Toulouse, L. Chapelle 1846.)

Astorg de Peyre présenta alors une réponse qu'il avait sollicitée du même sénéchal, et dont je donne ici la teneur :

» Philippe de Saulze Bernard, chevalier, sénéchal de Beaucaire
» et Nîmes, à Guillaume de Laval, bailli du Gévaudan, etc.,
» salut. Nous vous mandons, que lorsque vous compterez avec
» le seigneur de Peyre pour les rentes, revenus et justice de
» Marvejols, vous observiez les formes que les prédécesseurs
» dudit sénéchal et dudit bailli ont observé jusqu'à présent,
» etc. Donné à Alais, le 11 des calendes de novembre 1267.»

Malgré les ordres donnés dans cette lettre, Guillaume de Laval ne se tint pas pour battu; et déclara qu'il ne payerait rien à Astorg, *vu que, dans la lettre produite, il n'était nullement question de paiement*; et qu'on lui ordonnait seulement de faire comme avaient fait ses prédécesseurs..... Le seigneur de Peyre dut se résigner provisoirement à requérir acte de cette réponse (1)...

Repoussé de ce côté, Astorg porta sa cause devant messire Bernard de Durfort, juge pour le roi en Gévaudan. Guillaume de Laval n'était plus bailli; il avait été remplacé par Messire Robert Potier, qui ne se montrait guère mieux disposé que son prédécesseur à l'endroit du seigneur de Peyre. Astorg se rendit à Marvejols, et somma le juge royal d'ordonner au bailli de lui faire compte des quartiers de rente de Marvejols qui lui étaient dûs. C'était un samedi après la Saint-Michel : la cour, après avoir entendu la demande d'Astorg et la réponse négative à Robert Potier, renvoya la cause au mercredi après la fête de Saint-Thomas, apôtre; et ce jour là, le juge déclara avoir ordre d'examiner les titres et d'entendre les témoins que présenterait Astorg. Ce fut en vain que le bailli s'opposa à l'exécution de cette déclaration du juge royal. Le seigneur de Peyre put faire donner lecture de ses titres, et faire entendre ses témoins. Les notaires de Marvejols vinrent déclarer

(1) Messire Nicolas, notaire royal.

qu'Astorg de Peyre était, de temps immémorial, en possession de la moitié des lods de la ville de Marvejols; que le bailli du roi n'en prenait que la moitié, et le bailli de Peyre l'autre moitié; que l'un et l'autre bailli autorisaient également les ventes et investissaient les acheteurs des propriétés acquises, etc.

Le sénéchal, consulté sur la valeur de ces preuves, dut s'incliner; et, par un arrêt du dimanche veille de la St-Martin, de la même année, Robert Potier, bailli du Gévaudan pour le roi, fut condamné à laisser prendre au seigneur de Peyre ou à son bailli, la moitié des droits de lods pour toutes les ventes qui se feraient dans la ville de Marvejols et ses appartenances, et à lui laisser également le droit d'investir les acquéreurs (2).

Cet arrêt ne donnait raison au seigneur de Peyre, que pour le droit de lods, et restait muet pour tous ses autres droits. Astorg s'en plaignit vivement au roi; et le 16 décembre des calendes de novembre 1273, il put se représenter accompagné de son fils à la cour de Marvejols, devant le juge et le bailli royaux, qui étaient encore les mêmes, Bernard de Durfort et Robert Potier. Astorg leur présenta une lettre scellée de trois sceaux, pendants à trois cordons de soie, et les requit

- « d'interposer leur autorité, et de rendre un décret pour
- » faire publier ladite lettre, et pour autoriser un notaire
- » à la réduire en forme authentique, et en éternelle mémoire
- » de peur que par la suite des temps, lesdits sceaux ne se
- » corrompent, et que leurs images ne s'effacent. » Suit la teneur de cette lettre :

« A noble Guillaume de Rochefort, chevalier etc.

» Messire Henri de Viosil, Nicolas de Cartier, et P. des
» Voisins, clercs, députés par le roi, sur les torts et amende-

(2) Aste reçu par Durand Vimenet, notaire royal.

» ments du roi notre sire, pour assoupir les plaintes de
» Messire Astorg de Peyre... Ayant d'abord connu la vérité,
» avons ordonné, etc., et à lui adjugé la moitié de tous les re-
» venus et émoluments provenant de la ville de Marvejols et
» ses appartenances, à l'occasion de seigneurie, juridiction,
» ou autre cause quelconque.

» Item, que les oriées publiques de justice, de rentes, ou
» autres droits, etc., qui se feront dans la ville de Marvejols,
» soient communes entre le roi et le seigneur Astorg de
» Peyre.

» Item, que le seigneur de Peyre ait le droit d'y avoir
» son bailli, qui lèvera, d'accord avec le bailli du roi, le
» péage, leude, et tous les revenus provenant de la ville de
» Marvejols, ses appartenances. etc, »

Le bailli du roi devra avoir seul, toutefois, la haute main dans l'administration de la justice, mais il sera tenu de rendre scrupuleusement la moitié des amendes au seigneur Astorg de Peyre, ou à son bailli, etc., etc.

« Et en ce que le seigneur de Peyre, a déclaré que son
» père et lui étaient dans l'usage de mener les hommes de
» Marvejols à la guerre et de les prendre pour la défense de
» leurs châteaux, comme nous n'avons pas trouvé qu'il fut
» suffisamment prouvé que le roi ou aucun des siens ait, sur
» ce, fait aucune violence au seigneur de Peyre ; à cette cause
» avons déclaré et ordonné, *le roi notre sire n'être à*
» *condamner à rien quant à ce chef...* Ni pour ce, n'en-
» tendons en rien causer aucun préjudice aux hommes de
» Marvejols, principalement parce qu'ils ne sont point soumis
» à notre définition... Mais si le seigneur Astorg de Peyre
» croit que les hommes de Marvejols lui font tort des caval-
» cades, etc., qu'il poursuive contr'eux son droit en sa cour
» ordinaire. »

« Pour ce, nous vous mandons, suivant le pouvoir à nous

Histoire, etc.

17

» donné par le roi, que vous ne permettiez plus que ledit sien
» chevalier soit injustement molesté à l'avenir, par *qui que*
» *ce soit pour le roi, contre la teneur des présentes.* »

Donné à Alais, etc. juin 1272 (1).

Le seigneur de Peyre ne fut en effet plus inquiété pour ses droits sur la ville de Marvejols; et moins d'un siècle plus tard, les Astorg jouissaient paisiblement, non-seulement de cette moitié des revenus de Marvejols, dont leurs ancêtres s'étaient fait assurer la possession, mais encore de tous ceux que les rois d'Aragon avaient cédés aux rois de France, sur la ville de Marvejols, comme dans le reste du Gévaudan.

En 1347, le roi Philippe VI, dit de Valois, avait, « en considération de ses bons et agréables services, » assigné, par lettres patentes du mois de janvier, mille livres de rente à son cousin, Louis d'Espagne, comte de Talamon, prince des Iles Fortunées et amiral de France. De ces mille livres, six cents devaient être perçues sur le château de Lamotte en Languedoc, et 400 sur les revenus et émoluments du roi en Gévaudan: châtellenie de Grèzes, ville de Marvejols, et propriétés royales du Gévaudan.

Louis d'Espagne mort, son fils, autre Louis d'Espagne, vendit à Astorg de Peyre les 400 livres de rente qui lui avaient été assignées en Gévaudan, pour le prix de sept mille florins d'or de Florence, l'acquéreur et le vendeur devant payer par moitié au roi le droit de lods (2).

Cette vente ayant été soumise à l'approbation du roi, fut sanctionnée par un décret royal; et deux commissaires, Guillaume Rolland de Montfaucon, sénéchal de Beaucaire, et Pierre Escalenc, trésorier du roi, furent députés à Marvejols, pour déterminer sur quelle partie du domaine royal du Gé-

(1) Guillaume Dulcini, notaire.

(2) Messire Jean Bernard, notaire impérial et royal.

vaudan, seraient perçues les quatre cents livres de rente achetées par Astorg.

Or, une enquête ayant été ouverte par les commissaires royaux, il fut constaté que tous les revenus du roi en Gévaudan, ne montaient pas à la somme de 400 livres; et cependant l'évêque de Mende venait encore réduire cette somme, ayant à prélever une vingtaine de livres sur le péage de Marvejols, etc., etc.

En présence d'une pareille constatation, les commissaires délégués par le roi, déclarèrent que « vu la teneur des lettres « à eux données; vu l'utilité et la commodité du roi; ouï les « conseils susnommés, et aussi avec le consentement du seigneur de Peyre, qui est informé d'ailleurs que lesdites « rentes royales, leudes, péages, cire, albergues, censives et « revenus royaux quelconques en Gévaudan, ne montent pas « à la somme de 400 livres de rente, ils lui assignent tous ces « revenus, quels qu'ils soient et d'où qu'ils puissent provenir (1). »

(1) Aldebert Jausson, notaire.

M. Fer. André ayant récemment donné, dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture*, le dénombrement des lieux où le roi percevait des revenus en Gévaudan, je m'abstiendrai de transcrire ici la partie de cet acte qui est spécialement consacrée à cet objet.

Les seigneurs de Peyre jouirent sans contestation de tous les revenus royaux en Gévaudan jusqu'au milieu du 16^e siècle. Mais à cette époque ces revenus avaient considérablement augmenté; et, en 1532, le sénéchal de Nîmes, sur une ordonnance du roi François I^{er} pour la réunion à son domaine des péages, fours baniers, etc., etc., leur intenta un grand procès. Le seigneur de Peyre ne put présenter qu'une partie de ses titres, déclarant que ses archives avaient été apportées en très-grande partie au château des Beaumes, diocèse d'Orange, dans le comtat ven. où il faisait souvent sa résidence..., château qui était alors occupé par le sieur de Boissieu qui s'en était violemment emparé. Il eut beau produire des témoins, ils ne furent guère écoutés; d'ailleurs on lui en opposa d'autres..., et, finalement, Charles de Crussol, vicomte d'Uzès, sénéchal de Nîmes,

Après l'importante acquisition faite de Louis d'Espagne, la maison de Peyre fut à son apogée. Sans parler de ses nombreuses et riches seigneuries dans une foule de provinces (Thoras, les Beaumes, des terres en Bourgogne, des maisons à Avignon, etc., etc.), elle commandait dans le Gévaudan, ou sur la partie de l'Auvergne qui touchait à la terre de Peyre, sur plus de 50 paroisses (1); et prélevait les revenus des anciens rois d'Aragon dans une foule de lieux, qui dépendaient pour la plupart de la seigneurie de Canillac.

La vaste baronnie des Astorg, couverte de montagnes et de forêts, entrecoupée de collines abruptes et de vallées profondes, dont les flancs sont à pic, était encore hérissée de forteresses et formait évidemment un type remarquable de baronnie féodale. Les hommages que j'ai cités, nous ont montré des châteaux forts partout : à Muret, aux Hermaux, à Moriès, à Montrodât, à Quintiniac, à Génébrier, à Serverette, à Baldassé, à Poignadoyre, à Plagnols, à Mirmont, à Couffours, etc., etc., etc. châteaux dont Astorg pouvait disposer dans toutes ses guerres, que ses vassaux devaient lui rendre *courroucés et apaisés*, et tenir toujours à sa disposition. Et

par un arrêté daté de Nîmes du 4 novembre 1532, déclara la part des revenus de Marvejols, qui avait autrefois appartenu au roi, réunie à la couronne, sauf 400 livres de rentes laissées au seigneur de Peyre.

(1) Sans parler des paroisses des environs de Chaudesaignes, contenues dans les seigneuries de Couffours, de Mirmont, etc., les Astorg dominaient en Gévaudan, sur les paroisses suivantes : Antrenas, Aumont, Brion, les Bessons, le Buisson, Brugers, Badaroux, Le Cher, Colagnet, La Capelle, Estables, les deux Fages, Le Fau, Fontans, Grandval, Gabrias, Grèse, Jayols, Lacham, Les Lanbies, Laval, Marvejols, Marchastel, Montrodât, Malbouzon, La Malène, Naabinals, Prinsuéjols, Reconles d'Aubrac, Ribènes, Rimeize, Rieutort, Ste-Colombe, St-Denis, St-Sauveur, St-Léger, St-Hillaire, St-Juéry, St-Gal, St-Amans, St-Georges, St Bonnet, Serverette, Servières, etc., etc.

Dans la Haute-Auvergne, il y avait Chaudesaignes, Alpuech, Chamieys, le Lieutades, L'Espinasse, Lachalm, qui faisaient aussi partie de la baronnie.

ce n'était pas tout : il avait lui-même toujours sous la main de nombreuses citadelles, défendues par ses hommes, qui allaient à tour de rôle y faire guet et garde constamment. Peyre, d'abord composé d'une ville forte, d'un castrum qu'il fallait prendre avant d'arriver à une citadelle presque imprenable à cette époque; et qui, au 16^e siècle, aurait bien pu repousser tous les efforts de l'armée royale, si 400 soldats qui faisaient les 2/3 de sa garnison n'avaient pas déserté, la veille du siège... Le Cher, l'Arcis, Saint-Léger, etc., etc., et enfin Marchastel, autre nid d'aigle qui commandait la voie romaine d'Agrippa, une des grandes artères qui firent, pendant le moyen âge, communiquer le nord avec le midi; voie que parcourait ce vicomte de Flandre qui fonda Aubrac, et que suivit encore, quatre siècles plus tard, un roi de France, François 1^{er}, allant du Puy à Toulouse.

La terre de Peyre comprenait évidemment ce qui formait le noyau de l'ancien pays des Gabales; et les Astorg régnaient sur les cendres des deux seuls établissements Romains dans notre pays, dont l'histoire nous ait conservé le nom sur *Gabalum* (1) et sur *Ad Silanum* (2).

(1) Javols ou Javouls, dans les textes du moyen âge, est appelé Gabouls dans une vieille copie du testament d'Astorg, en 1273 (Durand Vimenet, notaire), et dans quelques autres antiques copies des titres de Peyre. Je donnerai peut-être plus tard, dans les bulletins de la Société d'agriculture, quelques documents concernant Javouls au moyen âge.

(2) Les ruines de l'établissement romain d'*Ad Silanum*, sur lequel on a tant disserté; que de Gaujal place dans le lac Saint-Audéol; Caix à Auxillac; Walkenaer dans l'Aveyron; dom Vic aux environs de Trélans, etc., ont été enfin découvertes au milieu de l'Aubrac, sur le bord de la voie d'Agrippa; et ses cendres ont été mises au jour : je dis ses cendres parce que *Ad Silanum*, plus sûrement encore que *Gabalum*, a péri par l'incendie... Et, si la tradition ne nous a pas conservé, même défiguré dans la langue des montagnards de la contrée, le nom de cette station, elle a du moins gardé au sol sur lequel elle exista, le nom de la *Montagne brûlée*.

Deux grandes voies traversaient la terre de Peyre, où elles se croisaient presque à angle droit : la voie romaine d'Agrippa,

Il me paraît très-probable que l'irruption dans le Gévaudan, du corps des barbares, qui ruinèrent Gabalum et assiégèrent Grèzes, dut aussi allumer l'incendie qui consuma *Ad Silanum* ; car ces peuples nouveaux qui devaient vaincre Rome, durent suivre les larges voies que la civilisation romaine avait tracées dans nos montagnes, et qui les conduisaient de Gabalum à *Ad Silanum*, et de *Ad Silanum* au *Castrum Grédonense*.

La plupart des auteurs ont fait remonter au milieu du 3^e siècle, entre les années 250 et 265, l'apparition dans le Gévaudan des hordes de Crocus, tandis que d'autres soutiennent que cette invasion n'a eu lieu qu'au commencement du 5^e siècle. Le moment n'est assurément pas encore venu de vider à fond cette grave question, car tous les éléments du problème sont loin d'être connus... Je crois, cependant, qu'il est dès à présent suffisamment prouvé que la date de 264 ou de 265 doit être rejetée d'une manière définitive. Car un fait matériel bien observé en apprend souvent plus en histoire comme en géologie, sur le sort des cités disparues ou des races éteintes, que toutes les hypothèses et que toutes les dissertations savamment combinées dans le silence du cabinet, sur des idées préconçues ; ou d'après des textes plus ou moins incertains, d'auteurs, qui n'ont souvent fait qu'enregistrer des traditions, sans s'occuper de la chronologie. On pouvait du reste déjà soupçonner que la date de 264 ou 265 n'était guère admissible, le jour où fut découverte, au centre de Javols, la colonne en l'honneur de Posthume ; car cette colonne, qui est de l'an 265 ou 266, n'a pas été élevée au milieu d'un désert et sur des ruines fumantes : son érection appartient évidemment à une époque où Gabalum était encore dans toute sa splendeur.

Mais, mieux que l'inscription de la colonne de Posthume, la découverte d'*Ad Silanum* devait venir dissiper tous les doutes : car après tout, l'homme a continué à habiter sur les cendres de Gabalum ; et a pu enfouir et mêler successivement dans son sol, des débris et des vestiges de toutes les époques. Tandis qu'*Ad Silanum* est redevenu un désert, le jour où l'incendie y a eu passé ; l'homme n'a même plus remué ses cendres depuis ce jour, comme le prouvent physiquement les deux couches de charbon, vestiges de l'ancien plancher et du plafond des édifices, étalées avec une

allant de l'Est à l'Ouest et l'estrade française, du Nord au Sud. La première avait un péage à son entrée et à sa sortie de la terre de Peyre, au Déroc, sur l'Aubrac et au Pont des Estrets (1), près Serverette. Sur l'estrade française les péages étaient plus nombreux : à Pont-Archat, paroisse de Rimeize; à l'Arcis, paroisse d'Antrenas et aux Estrets, paroisse de Saint-Bonnet-de-Chirac. Un autre grand péage était d'ailleurs établi au Pont de Peyre, Grand-Pont, Pont de Contrepiession de la Malentrière, à Marvejols, sur lequel passaient deux grandes voies, dont l'une se dirigeait sur Mende et l'autre

régularité parfaite, l'un au-dessus de l'autre dans l'intérieur des ruines que j'ai pu fouiller jusqu'ici. C'est là, sur nos montagnes, une petite image d'Herculanium et de Pompéï, si on en juge par les résultats déjà obtenus.

Il est évident que tout ce qu'on trouvera au-dessous de ces couches, où même dans le charbon, est antérieur à l'incendie; or, sur 22 médailles trouvées déjà à Ad Silanum, trois sont d'Aurélien : Aurelius, César Augustus; et par suite postérieures de quelques années à cette fameuse date de 264 ou 265, à laquelle on a rapporté généralement le sac de Gabalum et le passage de l'armée de Crocus.

Les fouilles que j'ai faites à Ad Silanum ne datent que de quelques mois, et elles ont, déjà, en me faisant découvrir sous la cendre des maisons romaines, des médailles d'Aurélien, à peu près définitivement établi un fait de la plus haute importance pour cette époque si obscure de notre histoire. J'ai d'ailleurs tout lieu d'espérer que les fouilles futures apporteront une nouvelle lumière dans ces graves questions, car si nous ne trouvions par exemple à Ad Silanum, qui était un établissement impérial, que les statues, les autels et les attributs des Dieux de l'Olympe, il paraîtrait fort difficile d'admettre, ou du moins d'expliquer, comment l'ancien culte se maintenait en ce lieu, sous la protection des aigles impériales et sous les yeux des délégués de l'Empereur, tandis que le Christianisme régnait officiellement sur le trône des Césars, etc., etc.

(1) Le péage du Pont des Estrets fut, par une transaction de l'an 1254, déclaré commun entre Astorg de Peyre et Guérin d'Apcher, Marquès de Canillac étant arbitre.

sur le Puy (1), par Pradelles.

Par suite de l'établissement de ces péages, et de quelques autres moins importants, à Lacham (2) ou Lacalm, à Chaudesaigues (3), à Peyre (4), etc., etc. Aucune marchandise n'entrait dans la terre de Peyre sans rapporter au haut et riche baron, un revenu plus ou moins considérable (5).

Parvenue à ce degré de puissance et de richesse, la maison de Peyre n'avait plus qu'à décroître. Au milieu du XV^e siècle, Astorg *le magnifique* ou le *prod.gue* (6), commença cette déchéance, et peut-être que son successeur, qui avait obtenu du roi « des lettres le relevant de toutes les aliénations et » ventes qu'Astorg, son père, avait faites par une prodigalité » incroyable (7), serait parvenu à rendre à la baronnie une fois encore toute sa splendeur, s'il n'eut bientôt après soulevé lui-même la colère du roi, et surtout sans les troubles qui devaient après lui, éclater dans sa famille et durer 150 ans.

D'ailleurs, dès le milieu du 14^e siècle, on peut observer ici, dans ce tout petit théâtre, un fait que les historiens ont noté partout, dans tout le reste de la France. Toutes les grandes familles que j'ai nommées commencent à s'éteindre, et disparaissent successivement. Tous ces hommes d'armes, écuyers, chevaliers, damoiseaux, etc., qui ne savaient pas signer, s'effacent et sont remplacés dans leurs fiefs, par une influence qui tend à remplacer celle de l'épée, les avocats, les baillis, les

(1) L'estrade de Marvejols au Puy, par Pradelles, passait par les Vernets, paroisse de Lacham. (Hommages des Peyres de Cèrvière, au 13^e siècle.)

(2 et 3) Hommage des Mirmont. Lacham ou Lacalm, en Auvergne.

(4) Testament d'Astorg en 1273, Durand Vimenet. Astorg donne à un de ses enfants, 50 liv. de rente sur le péage de Peyre.

(5) V. pour le revenu du péage de Marvejols un document déjà cité, publié par M. de Burdin, dans les documents historiques sur le Gévaudan.

(6) Ainsi nommé dans les titres de Peyre.

(7) Vidimat de ces lettres à Marvejols, en 1470, signé du Quenolt.

juges, les notaires, les médecins, en un mot, par les hommes de science. Les savants de l'époque remplacent peu à peu les hommes de l'âge de fer... C'est alors que nous voyons apparaître et acquérir des fiefs, Pons Salgue, qui s'est enrichi au service de son Seigneur comme bailli de la terre de Peyre ; Pierre de la Bazalgète, notaire, qui, en 1354, fera hommage des droits seigneuriaux qu'il a acquis dans divers mas, au Ventous, à Chansses, à la Vayssette (aujourd'hui le Lignon), au Ventouret, etc., etc. ; Pierre Bachalar, notaire de Chirac, puis de Mende, qui fait hommage et se fait investir par Astorg de divers droits acquis à Cheminades et ailleurs ; Guillaume de Clugeans, bailli de Peyre ; Solayron, maître en médecine à Marvejols, etc., etc.

Plus tard, dans les siècles suivants, l'instruction a augmenté et ne conduit peut-être plus aussi facilement à la fortune. Les hommes de loi s'ennoblissent bien encore, mais c'est en achetant des charges qui donnent la noblesse à la judicature de Marvejols ou au parlement de Toulouse. Une autre influence a paru, c'est celle de l'argent ; les nobles ont des honneurs, mais sont pauvres ; et ce seront les marchands de Marvejols ou de quelques communes riches qui achèteront dorénavant les fiefs que les savants convoitaient au siècle précédent.

« Considérant, dit messire de Meillan, seigneur de la Case, » forcé de vendre une seigneurie pour réparer son château ; » considérant les troubles qui, depuis l'an 1574, ont ruiné » le pays du Gévaudan, villes et forteresses prises ; d'où par » suite un grand nombre ont été ruinés et restent en arrière » de leurs affaires...

» Pour obvier que semblable ruine ne leur (à lui et à sa » femme) arrive, ont résolu vendre leur seigneurie du Rouve, » et n'ont trouvé personne pouvant mieux l'acheter et la payer » que Pierre Béroard, marchand de Marvejols, etc., etc. »

Les enfants de Pierre Béroard achetèrent peu après une autre seigneurie, dont ils portèrent le nom et furent longtemps de parfaits gentilshommes. Cet acte de vente est d'ailleurs curieux,

en ce que le droit de lods est perçu par un fermier célèbre de la terre de Peyre, Mathieu de Merle, qui investit Béroard (1).

Il est bon d'observer que, dans le langage des notaires de la terre de Peyre, la qualification de marchand, après un nom propre, est souvent une distinction honorifique, qui n'a rien du sens que nous donnons aujourd'hui à ce mot. Cette épithète est ici synonyme de celle de bourgeois, qu'on trouve très-rarement employée, jusqu'au 16^e siècle, dans la terre de Peyre; et est appliquée à des hommes qui n'ont jamais fait le commerce (1), mais qui ont une certaine position, surtout par l'importance de leurs propriétés. Messire X, marchand, etc., de tel village, etc.

Toutefois, les marchands devenus seigneurs étaient encore assez rares à cette époque; mais si on voulait étudier cette métamorphose et l'origine d'une nouvelle noblesse dans la terre de Peyre, ce serait sur les ventes de fiefs, au 17^e et surtout au 18^e siècle, qu'il faudrait diriger les recherches. Alors, il n'y a plus de limite à ces sortes d'anoblissements. Quiconque possède quelques milliers de livres en capital, pourra devenir seigneur par l'acquisition de quelques censives ou de quelques vieux droits féodaux. Tous les enrichis du commerce, quel qu'ait été ce commerce, marchands de laine ou marchands ambulants pourront acquérir, à beaux deniers comptants, des droits seigneuriaux sur quelque pauvre village, ou les censives de quelque petit terroir. L'acquéreur portera encore son nom roturier, suivi de l'épithète de marchand, mais il se qualifiera déjà du titre de seigneur X..., marchand de Marvejols, seigneur de Chafol, ou d'ailleurs; et son fils ne sera plus que

(1) Borrelly, notaire de Marvejols.

(1) L'épithète de marchand, appliquée à un commerçant, est suivie d'une explication : marchand, ayant boutique ouverte; marchand de laine, de cadis, etc.

messire de Chafol, ou le seigneur de Chafol !!! Je pourrais citer de nombreux exemples de ces métamorphoses, mais c'est là de l'histoire d'hier; et peut-être, mes citations blesseraient-elles quelques susceptibilités. Les filles du marchand, richement dotées, entreront dans quelque ancienne famille dont la vraie noblesse donnera un air de vieux vernis à la nouvelle maison; et ses petits-fils, qui eux aussi porteront la particule, seront, au 19^e siècle, confondus par le public qui n'a guère les yeux tournés de ce côté, avec les vrais et rares représentants de l'ancienne féodalité. Du reste, ce n'était pas seulement dans la terre de Peyre que cela se passait ainsi. Il en était à peu près de même dans tout l'ancien Gévaudan. Aussi, en 1789, l'assemblée de la noblesse du pays, réunie à Mende, donnait-elle à son représentant le mandat *« de supplier le roi de diminuer la grande quantité d'anoblissements, qui depuis quelques années multiplient la noblesse à l'infini, tandis qu'elle ne devrait être que le prix des services rendus à l'état ou à la personne du roi. »*

La maison de Peyre elle-même, autour de laquelle avaient gravité toutes les anciennes maisons que j'ai nommées; qui vit apparaître et favorisa souvent les nouvelles ambitions, eut, elle aussi, la fin de tout ce qui est trop vieux. Un jour vint où le vieux sang des Astorg fut épuisé, et ce fut en vain que leur dernière héritière essaya de le revivifier dans une autre famille. Cette nouvelle famille de Peyre, comme celles qui lui succédèrent, était, elle aussi, arrivée à la caducité, et ce fut à peine si leur dernier représentant vécut assez pour être témoin du terrible cataclysme qui devait effacer jusqu'au souvenir des Astorg dans la mémoire des petits-fils de leurs anciens vassaux.

DEUXIÈME PARTIE.

GÉNÉALOGIE DES PEYRE. — HISTOIRE DES DIFFÉRENTES
FAMILLES QUI ONT SUCCESSIVEMENT PORTÉ LE NOM
DE PEYRE.

CHAPITRE PREMIER.

ANCIENNE FAMILLE DE PEYRE. — TESTAMENT DE L'ÉVÊQUE
DE VIVIERS. — TESTAMENT DU DERNIER ASTORG. — FIN
DES ANCIENS PEYRE.

J'ai dit, au commencement de ce mémoire, quel était mon but en publiant quelques documents sur la famille de Peyre. Je n'ai donc pas le projet de donner une histoire complète de cette grande maison ; une pareille histoire pourrait bien offrir un certain intérêt de curiosité, mais ne serait que médiocrement utile. Mon but est, au contraire, de mettre au jour, à l'occasion d'une des plus grandes familles de notre province, quelques documents originaux et inédits qui rectifieront bien des erreurs, en feront éviter un plus grand nombre et pourront ainsi servir pour l'histoire générale du Gévaudan. C'est d'après ces idées que j'ai, dans le chapitre précédent, inséré un grand nombre de transactions, de sentences arbitrales, etc., concernant la reddition des châteaux forts, l'administration de la justice, l'érection des potences, l'établissement des fours, des

moulins et des marchés ; la pêche des fleuves, la police des animaux malades, etc., etc , et un certain nombre de petits faits qui, seuls, n'auraient pas une grande valeur, mais dont l'ensemble m'a paru offrir un véritable intérêt, au point de vue de l'état des personnes au moyen âge, dans cette partie de l'ancien Gévaudan.

Tout le monde sait que l'origine de la famille de Peyre se perd dans la nuit des temps. Dès le commencement du 10^e siècle, vers l'an 908 (1), la maison des Astorg, déjà puissante à cette époque, et même, paraît-il, bien longtemps auparavant, donnait un évêque à Mende, Guillaume de Peyre, qui devait compter parmi ses successeurs, sur le même siège, un grand nombre de membres de sa famille. Du reste, à part la promotion à l'évêché de Mende de divers cadets de la famille des Astorg, et notamment de cet Aldebert qui concourut, en l'an 1062, à la fondation du monastère de Chirac ; à part leurs nombreuses fondations religieuses et leurs hommages passifs aux évêques de Mende et aux rois d'Aragon, nous ne connaissons presque rien des anciens Peyre, si ce n'est quelques noms propres, qu'on trouve de loin en loin dans des actes où ils figurent comme témoins ou comme arbitres. Aussi, l'auteur qui voudrait écrire une histoire complète de cette antique famille, devrait encore se borner à faire, pour cette histoire des personnes, ce que j'ai fait pour les hommages rendus aux Astorg ; c'est-à-dire ne commencer à faire un récit suivi qu'au commencement du 13^e siècle, car c'est de cette époque que dataient les véritables archives de la baronnie.

Le dénombrement que j'ai donné précédemment des nombreux fiefs et arrière-fiefs de la grande baronnie, a prouvé qu'à la fin du 13^e siècle, la terre de Peyre était organisée à

(1) *Gabalum Christianum*, par l'abbé Paschal. Il m'a été impossible de contrôler cette date à l'aide des nombreux documents originaux que j'ai compulsés.

peu près comme elle devait l'être jusqu'à la grande révolution de 1789. On a vu que tous les détenteurs de fiefs étaient déjà venus se mettre à genoux devant le très-haut et très-puissant seigneur de Peyre; faire hommage manuel; jurer fidélité et prendre l'engagement, pour eux et pour leurs successeurs, de refaire à perpétuité les mêmes serments, à chaque changement de seigneur ou de vassal.

C'est au milieu de cette grande splendeur de la maison de Peyre, qu'un Astorg mourant ajouta, à son testament de l'année précédente, un codicile qui devait avoir, dans les siècles suivants, la plus grande influence sur la vocation des cadets de la maison de Peyre.

Astorg testant en 1203, et le mardi après la fête de la Saint-Michel, avait, après divers légats ples, donné tous ses biens à son fils aîné, Astorget, ne réservant pour son deuxième fils, Aldebert, chanoine de l'église de Mende, qu'une pension de 50 livres tournois, à prendre sur le mas de Gabanis (1). Cette donation était d'autant plus insignifiante, que le testateur donnait un grand nombre de villages, et entre autres la Beaume (2), à son *cher fils*, Guillaume de Laval, que ses frères regardaient assez volontiers comme illégitime et probablement non sans raison; car rien ne prouve qu'Astorg eut épousé Alix, mère dudit Guillaume de Laval.

Mais l'année suivante, Astorg était devenu plus généreux pour le chanoine de Mende, et, par un codicile, daté du lundi après la fête de St-Grégoire de l'année 1274, il lui donna, mais *seulement à vie*, la seigneurie de Marchastel, membres et dépendances (3).

Cet Aldebert de Peyre, chanoine, prévôt, précenteur de la cathédrale de Mende, était déjà fort riche avant les donations

(1) *Sic.* — Durand Vimenet, notaire. (Testament déjà cité.)

(2) (V, à la 1^{re} partie, l'article sur la Beaume.)

(3) Durand Vimenet, notaire.

de son père. Entre les années 1265 et 1280, il avait acheté un grand nombre de maisons à Marvejols, au Puy, à Mende (1), pendant que, d'un autre côté, Benoît Pelamourgue lui cédait, à prix d'argent, le château, barry et mandement de Baldassé, qu'il tenait d'Astorg. Devenu évêque de Viviers, Aldebert de Peyre fit de nombreuses acquisitions dans son diocèse et acheta encore, de son frère Astorg, le château de Beauregard, les Bessons, etc., etc., et surtout le droit de disposer, à perpétuité, du château de Marchastel, mais avec cette clause que ledit Marchastel ne sortirait jamais de la maison de Peyre, ni de la haute seigneurie d'Astorg, le chef suprême de la famille et de la baronnie de Peyre.

Devenu, par ce contrat, maître de disposer de tous ses biens et notamment de Marchastel, l'évêque de Viviers fit, en 1303, pour conserver à perpétuité son héritage aux eleres de la maison de Peyre, un testament curieux sous bien des rapports et dont je crois devoir insérer ici quelques-unes des principales clauses (2).

« L'an mil trois cent trois, et le 5 des ides de juillet, messire
» Aldebert de Peyre, évêque de Viviers, seigneur du château
» de Marchastel, celui de Beauregard, assis en la paroisse du
» Fau, de deux parts de celui de Baldassé, assis en la
» paroisse de Gabrias et de plusieurs autres places, etc., a

(1) Les maisons achetées à Mende pour construire l'hôtel de Peyre, appelé plus tard de Marchastel et ses dépendances, furent au nombre de plus de 30; les maisons sont confrontées avec le pan du Cloître, la maison de St-Jean, diverses maisons religieuses et rues, etc., etc. Le prix de ces maisons varie entre 7 et 60 livres malgoires; quelquefois elles doivent être payées en livres mendoises; et le droit de lods est perçu par le bailli du clergé, le prieur de St-Jean, etc.

(2) Dans l'intérêt de la plus grande partie de mes lecteurs, j'ai cru devoir préférer au texte latin des actes anciens une traduction authentique de ces mêmes actes, faite par les féodistes les plus habiles du 17^e siècle.

- » fait son testament, par lequel il choisit pour sa sépulture
- » l'église St-Vincent de Viviers ; ou, s'il mourait dans le
- » diocèse de Mende, l'église St-Privat de Mende. »

Après divers légats pies, le testateur continue ainsi : « et
» en tous et chacuns ses autres biens, a institué son héritier
» universel, Aldebert de Peyre, clerc, son neveu et fils de
» noble Astorg de Peyre, seigneur de Peyre et de noble dame
» Marguerite, vicomtesse de Chaslanc, mariés, avec telle
» condition, qu'il ne puisse donner, vendre, eschanger ou
» aliéner lesdits châteaux, mandements et leurs appartenances,
» rentes, revenus et maisons qu'il a aux villes de Mende, du
» Puy et de Viviers. N'y d'iceux tester ou codiciller, mais
» iceux toujours laisser au plus proche clerc descendant de
» la droite ligne du seigneur baron de Peyre; de sorte toute-
» fois que les clercs qui seront à l'advenir seigneurs desdits
» châteaux, terroirs, mandements et appartenances desdites
» maisons ou de leurs terres et rentes, ne puissent jamais
» aliéner tacitement ou par exprès aucune desdites choses,
» comme a esté ci-dessus exprimé, etc., et a voulu que lesdits
» châteaux, etc., et toutes lesdites choses soient à présent et à
» perpétuité du patrimoine du clerc de Peyre, fils dudit
» seigneur de Peyre, qui sera à l'advenir seigneur ou baron en
» ladite baronye. Et s'il n'y avait un clerc en ladite baronye,
» a voulu que le seigneur de ladite baronye de Peyre, tienne
» et prenne lesdites choses jusques à ce qu'il y aura un clerc
» en ladite baronye, fils ou neveu du seigneur de ladite
» baronye:

- » Item a voulu et ordonné que le second fils du seigneur
- » de Peyre soit clerc quy aye ledit patrimoine, et se nomme
- » Aldebert de Peyre. Et si le second mourroit, soit le troisième
- » s'il restoit clerc et s'appelle du même nom, et a voulu estre
- » fait a perpétuité la mesme chose des autres.

- » Item a voulu que s'il n'y avait, en ladite baronie, fils
- » layque ou clerc, mais une fille tant seulement, que ladite

» fille aye et tienne lesdites choses jusques à ce qu'il y aura
» un fils layque ou clerc, en ladite baronye; et que pour lhors,
» elle soit tenue restituer, sans dellay et absolument, lesdits
» châteaux et tous ses autres fiefs biens et droitz au clerc sil y
» est; ou sil ny a un clerc, elle soit tenue le restituer au
» layque seigneur de la baronye, auquel elles soient appli-
» quées sous lesdites conditions, de sorte que toujours lesdits
» châteaux et fiefs en quelque part qu'il les aye, soient du
» patrimoine du clerc, fils, nepveu ou petit nepveu, et ainsi des
» autres, du seigneur de ladite baronye de Peyre.

» Item, a voulu et ordonné que si par dol, malice, faute ou
» négligence, le seigneur de Peyre, qui sera à l'advenir, ne
» vouloyt avoir un clerc ou ne permettait, bien qu'il eut deux
» ou trois fils, qu'aucun fust clerc; et que pour ce, il procurait
» que tous fussent laïques, ou moynes, ou religieux, afin que
» ledit patrimoyne vint à lui ou ne put venir à un clerc séculier,
» a voulu et ordonné que le château de Marchastel vienne au
» chapitre de Mende, etc.

» Item, a voulu et ordonné que son héritier, ou légataire
» quy sont de sa race, ne parlent Auvergnat, François ny
» autrement, mais comme il parle ou son père parloit. Que,
» s'ilz le fezoient, il a diminué à Icelluy ou à ceux de l'insti-
» tution héréditaire, ou légat, cinquante livres tournois, tous
» les ans; lesquelles il a légué pendant la vie de celui ou de
» ceux qui le feroient à l'université des clerchez et prêtres du
» cœur de l'esglise de Mende pour faire 20 anniversaires pour
» son âme, etc. »

Testament reçu par messire Raymond de Rimeize, notaire;
et extrait par messire Bernard Alamand, notaire.

Le testament de l'évêque de Viviers fixa, pendant quatre
siècles, le sort du deuxième fils de la maison de Peyre. Des
trois conditions qu'il avait mises à sa donation : *s'appeler*
Aldebert; parler la langue des Peyre; et être clerc, la
première était facile; on a vu qu'on pouvait se libérer de la

deuxième moyennant une somme d'argent; et, pour que la troisième fut toujours remplie, les Astorg avaient obtenu des papes l'autorisation de faire tonsurer un de leurs enfants dès l'âge de 4 ans. Le légat en France avait déjà donné cette permission datée de Lyon, en l'an 1476, et le Pape Urbain VIII la renouvela en 1636 par une bulle datée de St-Pierre. Aussi les Grollée, qui avaient succédé aux Cardaillac, comme ceux-ci avaient succédé aux Peyre, c'est-à-dire à la condition d'accepter tous les avantages et toutes les charges de la baronnie, d'observer les conditions imposées dans les divers testaments anciens et de prendre les nom, surnom et armes des anciens Peyre, respectèrent, eux encore, les clauses du testament d'Aldebert de Viviers, jusqu'au jour où César de Grollée eut réuni, pour toujours, Peyre et Marchastel.

Du reste, à part le testament de l'évêque de Viviers, l'histoire propre de la maison de Peyre m'a paru avoir assez peu d'importance, au point de l'histoire générale du Gévaudan pendant les 14^e et 15^e siècles, jusqu'au moment où les Astorg *venant à défaillir* durent céder leur place à une nouvelle famille. Il est vrai cependant que les barons de Peyre jouèrent un assez grand rôle dans les guerres contre les Anglais; qu'ils durent, avec le roi, entourer Marvejols de murailles, et fortifier Marchastel qui fut pris et repris un grand nombre de fois. Mais je réserve ces faits pour plus tard, car ils se rattachent plus particulièrement à l'histoire de Marvejols. Ils firent aussi exploiter des mines à St-Léger, à Volmanières et ailleurs; et on vit plus d'une fois la vaste baronnie mise sous la main du roi, soit parce que les Astorg n'avaient pas répondu à l'appel du ban, soit pour divers excès graves (1).

(1) En l'an 1470, la terre de Peyre fut saisie au nom du roi Louis XI. Le roi de France réclamait le remboursement d'une somme de 4000 écus, qu'Astorg de Peyre avait reçus de noble Jean de la Panouse, seigneur de Loupiac, « auquel il avait par force et violence fait conférer par le chapitre

D'ailleurs, les richesses de la maison de Peyre s'étaient accrues de siècle en siècle, quelquefois par des acquisitions, mais le plus souvent à la suite des grandes alliances des Astorg. Les seigneurs de Peyre possédaient, dès les temps les plus reculés, la baronnie de Thoras (1) et divers droits dans la ville

» de Mende, l'évêché de ladite ville, que ledit Astorg tenait après le décès
» d'Aldebert, son frère, évêque du susdit Mende. Astorg refusait de
» payer cette somme au roi ; et son refus était motivé sur la raison qu'il
» n'était pas l'héritier de son père, auteur de cette vente, mais qu'il pos-
» sédait ses biens seulement en vertu des substitutions de ses ayeux. »
Une grande procédure fut par suite commencée contre Astorg. (Filioli, notaire.)

Un commissaire fut envoyé en Gévaudan, par le roi, pour faire le procès d'Astorg, qui fit remettre divers mémoires pour prouver son innocence et expliquer les faits (Archimbaud Carbonassi, notaire).

Pendant ce temps, la terre de Peyre était administrée au nom du roi, par un commissaire royal du nom de Moynier (vidimé de l'administration dudit Moynier, par les officiers de la cour royale du Gévaudan, 1471).

Enfin, Astorg finit par obtenir son pardon, après avoir payé diverses amendes. Et, en l'an 1475, le roi Louis XI ordonna, par lettres patentes, données à Noire-Dame de la Victorelle, la main levée des terres et seigneuries de Peyre et notamment de la place du Chier. .

(1) On lit dans une note des *Bulletins de la Société d'agriculture de Mende* (année 1864, page 207, 208), qu'en l'année 1567, « la seigneurie » de Thoras, canton de Saugues, *venait de passer de la famille d'Apchier » dans celle de Peyre.* » Il faut dire le contraire, car à cette date, ainsi qu'on le verra plus loin, la baronnie de Thoras était sur le point de passer de la maison de Peyre dans celle d'Apchier.

Il m'a été impossible de déterminer quand et comment la seigneurie de Thoras entra dans la maison de Peyre : ce qui est certain, c'est que dès la fin du 13^e siècle, les Astorg étaient seigneurs de Thoras. Une transaction de l'an 1291, et du 6 des nones de juillet, entre religieuse dame Marguerite d'Allègre, abbesse de Chases, et nobles et vénérables hommes Astorg et Aldebert de Peyre, frères, indique que les deux seigneurs avaient succédé, au moins en ce qui concernait les droits qu'ils avaient sur les

d'Avignon (1). Le mariage d'Astorg, en 1432, avec noble et puissante demoiselle Isabeau de Sanhes, fille de noble Pierre

terres de cette abbaye, à leur cousin, Pons des Deux Chiens. En effet, les arbitres, Armand d'Allègre et Bernard Chalvet, recteur de l'église de Grand-rieu, « ordonnent que ledit seigneur précepteur, en son dit nom et au nom » de son dit frère, quitteront à ladite dame et à son couvent, tous les droits, actions, juridiction, justice haute ou basse, censives, usages *que les susdits frères ont eu de feu Pons des Deux Chiens*, ou qu'ils ont acquis d'autres quelconques, sur les villages des Cayres, de Ste-Marie, de la Bernède, de Comméjan, du Fernet, etc., et tout ce que lesdits frères ont du ruisseau de Chases, depuis le mas de Chadarsac jusques au ruisseau de Verdonsac, près les Chases, etc. »

Dans tous leurs testaments, les Astorg font en faveur des prêtres de la baronnie de Thoras les mêmes légats que pour les prêtres des paroisses de la terre de Peyre, et traitent les abbayes de Chases et de la Chaise-Dieu comme celles d'Aubrac et du Chambon : En 1354, Astorg augmente de 20 sols tournois et d'un setier de seigle de censive annuelle la pension du chapelain qui doit célébrer continuellement dans la chapelle, fondée par ses prédécesseurs, dans l'église de Thoras. Item, il lègue au couvent des religieuses de Chases 20 sols pour un obit perpétuel au jour de sa mort, etc., etc. (Bernard Ségalier, notaire.)

En l'an 1390, les officiers de la terre de Peyre, par ordre de leur seigneur, mettent sous leur main la maison et monastère de la Chaise-Dieu et autres dépendances. (Perre Chalpardy, notaire.)

En l'an 1426, intervient une transaction entre Astorg de Peyre et le prieur de la Chaise-Dieu, pour certaine union faite du prieuré de Monistrol avec celui de la Chaise-Dieu : le seigneur de Peyre, *comme baron de Thoras*, ratifie toute sorte d'union desdits prieurés, sous les clauses suivantes, etc. (Bérard, notaire.)

En 1491, le seigneur de Marchastel ayant mis sous sa main, les biens du prieuré de la Chaise-Dieu, est supplié par les religieux et officiers dudit couvent de rendre lesdits biens, afin que le service divin puisse se faire. (Palpénat, notaire.)

(1) En 1413, Astorg revendit au Chapitre de la cathédrale d'Avignon certains droits que la maison de Peyre possédait anciennement dans cette

de Sanhes, lui valut tous les biens de la grande famille de ce nom, dont la dame de Peyre fut la seule héritière (1). C'est grâce à ce mariage que les Astorg devinrent comptor de Sanhes, de Chayrouce et de Trizac. C'est encore, par une conséquence de ce même mariage, qu'ils héritèrent plus tard de la Beaume, de Tretz et du château des Beaumes, diocèse d'Orange (2). Enfin, le mariage d'Antoine de Peyre, en 1477, avec Louise de Brion, fille de Pierre, comte de Brion et du Chaylar, au diocèse de Viviers, apporta de nouvelles et riches seigneuries dans la maison de Peyre : « la susdite » demoiselle s'étant constituée en dot les châteaux, juridictions, » domination, seigneurie, rantes, etc., etc., à elle appartenant » sur les biens et héritages ayant appartenu aux seigneurs » d'Estrabonne et de Conches et situés tant dans le duché » que dans la comté de Bourgogne (3).

Cependant au milieu de ces grandes richesses, le dernier des Astorg put entrevoir, après une vie extrêmement agitée (4),

ville. Ces droits avaient déjà été vendus une première fois, mais Astorg se disait lésé par cette vente, et le chapitre lui donna un supplément de 200 florins d'or (Girardi, notaire d'Avignon).

Malgré cette vente, Astorg conservait encore des biens fort considérables dans le comtat venaisin ; et en 1432, il les donnait à son fils, autre Astorg, en contemplation de son mariage avec Isabeau de Sanhes. (Messire Jean Reynal, notaire.)

(1) Donation en faveur du mariage, du 3 mars 1432. (Jean Raynal, notaire.)

Donation de Guillaume de Sanhes à sa nièce, en contemplation de son mariage avec Astorg, de toute sa terre d'Auvergne. (Messires Colonges Piaux et Raynal, notaires.)

Contrat de mariage du 5 février 1437. (Guillaume de Onde, notaire.)

(2) Testament de dame Simonette de Poitiers, mère d'Isabeau de Sanhes, du 11 novembre 1465. (Guillaume Cobone, notaire.)

(3) Guigon Gautier, notaire, 2 janvier 1477.

(4) C'est cet Astorg qui avait vu, pendant plusieurs années, tous ses biens saisis et mis sous la main de Louis XI (ci-devant; note).

que sa lignée mâle allait s'éteindre. Son fils aîné, malingre et maladif, qui avait abandonné son prénom d'Astorg pour celui d'Antoine (1), n'avait que deux filles, après douze ans de mariage; et son second fils, Aldebert, dit le chanoine de Mende, ne paraissait pas destiné à entrer dans le monde. D'ailleurs les Peyre de Servièrre étaient éteints depuis longtemps (2).

(1) En l'honneur de Sain-Antoine de Padoue, mis à la mode par Louis XI à qui il avait fallu plaire. (Testament d'Antoine de Peyre du 2 juillet 1495.)

(2) On a vu, dans la première partie, qu'il y avait deux coseigneurs à Servièrre, appartenant tous les deux à la grande famille de Peyre.

Les Peyre de Servièrre virent leur nom s'éteindre dans la deuxième moitié du 14^e siècle.

1^o Jean de Peyre, dont j'ai mentionné l'hommage avec dénombrement à Astorg, testa le 7 mai 1397. Il ne laissait que quatre filles : Marguete et Agnès, religieuses du monastère de Mercoire; Sobeyrane, mariée à Guillaume de Montrodât; et autre Sobeyrane, qu'il institua son héritière universelle. (Messire Jean Seguron, notaire). — Sobeyrane de Peyre, dame de Servièrre, se maria deux fois; et par son testament daté du 21 juin 1418, elle institua son héritier universel, messire Antoine Gliole, son fils légitime et naturel et de sieur Pierre Gliole, son premier mari (messire Jean Seguron, notaire).

2^o Gibert de Peyre, fils de Raymond, coseigneur des châteaux de Servièrres et de Rochehelot, etc., etc., fit, en 1360, et le 9 août, rémission générale de ses droits en faveur de dame Randone de Joyeuse, sa mère, épouse dudit Raymond de Peyre (Jean Lombard, notaire).

Gibert de Peyre avait une sœur, Margueritte de Peyre, qui fut mariée à messire Menon, seigneur de Chastelpers; et le 6 avril 1368 « dame Randone de Joyeuse, veuve de noble Raymond de Peyre, chevalier, donna, en contemplation de ce mariage, tous et chacun ses biens, à sa fille Margueritte et aux enfants qui naîtraient de son union avec le seigneur de Chastelpers (Jean Rousset, de St-Iliaire, et Etienne Arnal, de St-Fleur, notaires). »

Les seigneurs de Chastelpers vendirent la seigneurie de Servièrre et le

Astorg se lamente de cette situation, fait des légats pies à toutes les chapelles, à toutes les églises, à tous les hôpitaux, à tous les couvents de ses nombreuses terres; donne jusqu'à 1100 messes à la fois, en l'honneur des onze mille vierges martyres; ordonne des restitutions à ses emphytéotes et à ses paysans qu'il se rappelle avoir quelque peu pressurés à l'exemple de son père; et veut qu'à la première réunion des hommes de la terre de Peyre, son héritier soit tenu de leur donner des titres qui les mettent

château de Rochebelot à un habitant de la ville de Lyon, messire Jean d'Aulhon, dont les fils rétrocédèrent ces fiefs à messire Antoine Bouin, contrôleur général dudit Lyon; et le 3 mai 1561, « Raymond la Barthe, « secrétaire de haut et puissant seigneur messire Antoine Astorg de Peyre, « etc., et son procureur, en vertu d'une procuration reçue Boissonade, « notaire, etc., certifie de certaine vente faite par messires Philippe et « Jacques D'Aulhon frères, fils à feu Jean D'Aulhon, habitant de la ville de « Lyon, à messire Antoine Bouin, contrôleur, etc., de la ville de Servièra « et ses dépendances en Gévaudan, acquises par ledit Jean D'Aulhon du « seigneur de Chastelpers père, pour le prix de 14,000 livres, etc.

« Ledit Raymond, procureur, a ratifié, lozé, approuvé, homologué, « confirmé ladite vente, etc., etc., a confessé avoir eu et reçu dudit Bouin « tout le prix et sommes dus pour droit de vente et de lods, etc., et ledit « Bouin, seigneur de Servièra, a juré être bon et fidèle audit seigneur baron de Peyre, etc., et a prêté hommage suivant les précédents et anciens « hommages (Raymond de la Peyrieyre, notaire). »

L'acte ci-dessus froissa l'évêque de Mende, qui réclama pour lui les droits de lods et l'hommage des seigneuries de Servièra et de Rochebelot, des villages des Cayres, de Recoules, des Vernets, etc., etc., acquis par ledit Bouin. La cause fut portée devant le parlement de Toulouse, qui rendit son arrêt en faveur d'Astorg : «...le parlement met l'appel à néant... « condamne ledit Bouin à reconnaître audit seigneur de Peyre les lieux « acquis, à lui payer le droit de lods et ventes dus pour raison de la susdite acquisition, sans que pour ce, il soit fait tort à l'évêque de l'hommage à lui dû pour raison desdits lieux. (Expédié en forme, en parchemin.) »

dorénavant à l'abri de pareils excès... Enfin, il dicte, le 29 décembre 1488, un dernier et volumineux testament dans lequel, après avoir résumé ses légats pies, il établit avec un soin minutieux, l'ordre des substitutions qui devra être suivi pour la transmission des biens, seigneuries, titres, noms, prénoms et armes de la maison de Peyre.

Le testament d'Astorg ne contient pas moins de 36 grandes pages in-folio. Il me paraît utile d'en citer ici quelques courts extraits qui m'ont semblé intéressants et comme peinture des mœurs de l'époque, et surtout au point de vue des substitutions établies par le dernier Astorg, substitutions qui seront invoquées plus tard, et joueront un grand rôle sous César de Grollée :

« L'an 1488 et le 29 septembre, noble et puissant seigneur »
» messire Astorg de Peyre, chevalier, seigneur de Peyre,
» baron des baronnies de Peyre, de Thoras, de Marchastel,
» des Beaumes, de Tretz; comptor de Valsoulle, de la maison
» de Cheyrouse, de Sanhes et de Trizac; seigneur de Caroms,
» etc., etc., et autres places, a fait son testament, en la forme
» suivante, etc. : »

Le testateur commence par recommander son âme à Dieu, et fixe le lieu de sa sépulture dans l'église des frères Mineurs de Marvejols, au tombeau de ses parents et prédécesseurs, seigneurs de Peyre. Il passe ensuite en revue, pour ses légats » pies, et pour faire diverses fondations religieuses, tous les couvents, tous les hôpitaux, toutes les églises de ses terres. Et, après avoir fait des dons pour le remède de son âme, à chacune des universités des prêtres des églises de St-Sauveur, de St-Léger, de Javols, de Malbouzon, etc., etc., (de toutes les paroisses de la terre de Peyre), de Thoras, de St-Préjet, de Monistrol, des Beaumes, d'Albarous, de Bidouyn, de Tretz, etc., etc., (de toutes les églises qui dépendent de ses autres baronnies), il passe, encore une fois, en revue chacune de ces églises, tantôt pour indiquer les messes qui seront dites sur

tel autel, dans telle chapelle, et par quel prêtre. « Item a
» voulu être dites et célébrées, par le recteur de l'église Notre-
» Dame des Tordz, assise dans la baronnie de Thoras, trente
» messes, savoir : sept de la bienheureuse Vierge Marie,
» trois de la Trinité, cinq du St-Esprit et quinze pour les
» morts. » Tantôt pour donner une pension d'huile à tel lumi-
naire, dont il se rappelle le nom, ou qui lui réveille quelque
souvenir; tantôt pour augmenter le traitement de quelque chape-
lain établi par ses ancêtres : « Item que comme les prédé-
» cesseurs dudit seigneur testateur, ont fait anciennement
» afficher l'image de St-Ivon, avec les armes dudit seigneur
» testateur, dans l'église des frères religieux Augustins, de
» Marvejols, ledit seigneur a voulu et ordonné, que ladite
» chapelle, où sont peintes ses armes et où est peinte la sus-
» dite image, soit dotée de trois setiers seigle, mesure de
» Peyre, etc., payables au chapelain de ladite chapelle; et
» que frère Martin Challié dudit ordre, qui tient ladite cha-
» pelle étant mort, elle soit conférée par son héritier, à un
» autre religieux du même ordre, qui célébrera, tous les ans,
» dans cette chapelle le jour de la fête de St-Ivon, etc. »

» Item a légué à la lampe, qu'il a fait placer naguère dans
» ladite église de St-Augustin, au-devant du Crucifix, trois
» pots d'huile de pension annuelle, etc., payables avec la même
» huile de la chapelle de St-Ivon, le jour de la fête de ce saint.

» Item, a légué le testateur, pour augmentation de dot, à la
» chapelle fondée en l'honneur de Dieu, sous le titre de Saint-
» Michel, archange, vulgairement appelé de Peyre, audit
» château de Peyre, tant pour la nourriture que pour les vête-
» ments du chapelain de ladite chapelle, savoir : six livres
» tournois annuellement et 12 setiers seigle, mesure de
» Peyre, etc., voulant et ordonnant que le recteur de ladite
» chapelle de Saint-Michel, qui est a présent et qui sera à
» l'avenir, soit tenu de faire sa demeure et résidence, conti-
» nuelle et personnelle, audit château de Peyre; et qu'il ait
» dans ledit château, une chambre propre; et que son

» héritier soit tenu de lui acheter à ses frais, un jardin, près
» dudit château... Voulant et ordonnant qu'au cas où ledit
» recteur ne voudrait y faire sa résidence, ou ne célébrerait
» pas le service divin, ou tiendrait une vie déshonnête, son
» héritier et ses successeurs puissent le déposer et soient
» tenus de le faire et de le remplacer par un autre recteur
» plus honnête... Voulant et ordonnant que ledit recteur soit
» tenu à perpétuité dire, chaque semaine, trois messes pour
» le remède de son âme, etc., savoir : la première des morts;
» la seconde de St-Michel; la troisième de la sainte Vierge
» Marie, etc. Et si ledit recteur, étant mû par sa dévotion,
» voulait célébrer plus de trois messes dans la semaine, ledit
» seigneur testateur veut qu'il soit tenu de célébrer la qua-
» trième messe en l'honneur de la sainte Trinité ou du saint
» Esprit, etc., etc. » D'ailleurs, dans le cas où ladite chapelle
viendrait à vaquer, Astorg réserve à ses successeurs le droit
de nommer un nouveau recteur. « Sans que le seigneur évêque
» de Mende ou un autre s'en mêle, d'aucune sorte, etc... Et,
» si le seigneur baron de Peyre ne changeait pas le recteur qui
» se conduirait mal, ou n'avait pas soin d'en nommer un
» nouveau, toutes les fois que la charge serait vacante, Astorg
» charge l'abbé de Peyre, seigneur de Marchastel, de pourvoir,
» dans ce cas particulier, ladite chapelle d'un aumônier,
» honnête et de bonnes mœurs, etc.

Le testateur passe ensuite en revue et de la même manière
les diverses chapellenies fondées par ses auteurs, à St-Sauveur-
de-Peyre, à Thoras, à Trizac, etc... Il donne des obits aux
prêtres et clercs de l'église cathédrale de Mende, aux frères
mineurs de Marvejols, aux frères mineurs de Toulouse, etc.,
etc. Une clause insérée au légat du couvent des frères Mineurs
de Monteils, diocèse de Carpentras, me paraît assez curieuse
pour être citée : « Item, considérant que les prédécesseurs dudit
» seigneur testateur avaient fait au temps passé, certain légat
» au couvent des frères Mineurs de Monteils, diocèse de
» Carpentras, payable tous les ans, sur les fruits et rentes du

» château et mandement des Beaumes, lequel légat les frères
» dudit couvent n'exigent plus et ne demandent plus à
» présent, parce qu'après ledit légat fait, les frères dudit
» couvent sont devenus frères de l'observance, lesquels
» n'ont aucun souci du lendemain, ledit seigneur testateur
» a voulu et ordonné, pour satisfaire, autant qu'il dépend de
» lui, aux volontés de sesdits prédécesseurs, que quand les
» susdits frères viendront demander l'aumône à sondit château
» des Beaumes, son héritier soit tenu de leur baillier, pour
» chaque semaine, une ou plusieurs fois, à la volonté desdits
» frères, l'aumône du pain, du vin et d'autres choses bonnes
» à manger, jusqu'à la valeur de trois sols tournois, etc.

» Item, ledit seigneur testateur, considérant les louables
» dispositions de ses prédécesseurs pour la conservation de
» l'honneur et état de sa maison de Peyre et particulièrement
» par feu messire Aldebert, évêque de Viviers, lequel, *après*
» *l'acquisition par lui faite du château et terres de*
» *Marchastel et de certaines autres seigneuries et terres*
» *achetées, par lui, du seigneur baron de Peyre, son frère*
» *Germain, a voulu et ordonné que ledit château de Mar-*
» *chastel, etc., etc., appartienne toujours et à perpétuité*
» *au second fils de la maison de Peyre, etc., etc...* A cette
» cause, ledit testateur veut et ordonne que ladite terre de
» Marchastel et les dites autres terres, appartiennent à noble
» Aldebert de Peyre, chanoine de l'église de Mende, son
» second fils.

» Item a en sus, légué audit noble Aldebert, son fils, les
» fruits des baronnies et châtellenies suivantes, savoir : De
» deux tiers de la baronnie de Thoras, de toute la baronnie
» de Tretz ; ce qu'il prend à la ville de Marvejols ou sa châ-
» tellenie ; et aux mandements de Quintiniac, Génébrier, des
» Beaumes, d'Albaroux, etc., etc...

» Item, a légué audit seigneur de Marchastel, qui est à
» présent et qui sera à l'avenir, savoir : sadite métairie et

» terre appelée la Beaume; assise en la paroisse de Prin-
» suéjols, etc., etc...

« It. Comme ledit seigneur testateur et ses prédécesseurs
« ont exigé ou fait exiger de leurs emphytéotes et paysans,
« qui leur sont taillables, tantôt de doubler la censive, ailleurs
« de doubler la taille, enfin souvent de payer 25 livres tour-
« nois; et comme le seigneur testateur, lorsqu'il a marié ses
« filles, et son père, lorsqu'il maria Isabeau de Peyre, etc.,
« etc....., ont fait exiger desdits paysans certaines sommes
« d'argent, etc., etc..... Ledit testateur veut et ordonne que,
« lorsque lesdits paysans seront assemblés pour leurs affaires,
« son héritier soit tenu d'avoir rémission desdits paysans, des-
« dites choses reçues pour raison de ce..... Et, lesdites
« choses remises, faire déclaration de quelle somme sont
« tenus lesdits paysans lorsque le seigneur mariera ses en-
« fants et autres cas, etc.....

«
« Et en tous et chacuns ses autres biens, a fait et nommé son
« héritier universel, noble Antoine de Peyre son premier fils,
« auquel a substitué le premier fils dudit Antoine, s'il était ha-
« bile; et, s'il ne l'était, lui a substitué le second, et au se-
« cond le troisième, etc., etc., jusqu'au premier habile. Et
« s'il arrivait que le seigneur Antoine n'eut aucuns enfants
« mâles habiles, et qu'il eût des filles légitimes, ledit testa-
« teur a voulu et ordonné qu'elles soient mariées et dotées
« toutes en proportion de l'état de sa maison; et que moyen-
« nant ce, *elles ne puissent plus rien prétendre sur ses*
« *biens*.....

« Et, en cas que le sieur Antoine décédât sans enfants
« mâles, ou avec des enfants inhabiles, on pourvoira aux filles
« comme il a été dit; et alors, ledit testateur a substitué audit
« Antoine, noble Aldebort de Peyre, son second fils, sur-
« nommé le chanoine de Mende, en substituant audit Aldebert
« ses enfants mâles, etc.....

« Et si le noble Aldebert de Peyre vivait dans les ordres

« sacrés ou décédait sans enfants mâles légitimes, lui a substitué le premier fils mâle légitime à naître dudit seigneur testateur, s'il vient à avoir, à l'avenir, d'autres fils légitimes et qu'ils soient habiles, etc.....
« Voulant et ordonnant que les enfants mâles et habiles desdits nobles Antoine et Aldebert, soient préférés en la substitution, aux propres enfants à naître dudit seigneur testateur, qui prohibe, *par exprès, que les filles héritent en ses biens, ni de lui ni de ses successeurs.*
« Et s'il arrivait que ledit testateur et lesdits Antoine et Aldebert, et autres substitués décédassent sans enfants mâles naturels et légitimes, mais qu'ils laissassent des filles en vie, ledit testateur a substitué au dernier tenant son héritage, le premier fils naturel et légitime de sa première fille, etc Et si la première fille n'avait fils, a substitué le fils aîné de la seconde fille, etc., etc.....
« Avec cette condition, que le fils desdites filles qui sera substitué, doive et soit tenu recevoir le nom et surnom dudit seigneur testateur, et porter les armes de Peyre, et quitter les armes et l'héritage de son père, ne pouvant porter d'autres armes que celles dudit testateur, de la maison de Peyre, etc., etc., et s'appeler Astorg, seigneur et baron de Peyre, etc.....»

(Messire Vidal Cortusson, notaire de Mende.)

Ce qu'avait tant redouté le dernier des Astorg arriva fatalement après lui. Vainement Antoine de Peyre se maria deux fois (1), il n'eût jamais que deux filles; et il avait déjà

(1) Antoine de Peyre avait épousé : 1^e Louise de Brion du Chaylar (contrat de mariage du 2 janvier 1477) (Guigon Gautier, notaire); 2^e Gabrielle de Diène (contrat de mariage du 24 février 1513). — Il n'eut point d'enfants de ce second mariage, mais Louise de Brion lui avait donné deux filles, qui reçurent les noms de Jeanne et d'Isabeau. — Jeanne, qui

(1) institué sa fille aînée, Jeanne, pour son héritière universelle, lorsque le chanoine de Mende, Aldebert, se décida à se marier.

Cette détermination dut changer les dispositions d'Antoine; et, par un nouveau testament du 17 mars 1512 (2), il porta sur Aldebert, son frère, et sur les fils qui naîtraient de lui, en se conformant à l'ordre des substitutions établis par son père, tout l'héritage de Peyre.

Mais ce fut encore en vain qu'Aldebert, à son tour, se maria deux fois (3) : toute sève était éteinte dans les derniers rejetons de cet arbre trop vieux. Aldebert n'eut point d'enfants; et après avoir joui pendant quelques années des droits, rentes, titres, etc. de ses ancêtres, il se décida à transporter toutes les seigneuries et toutes les richesses des Peyre sur la tête de son petit-neveu (4):

« L'an mil cinq cent trente-deux, et le quatre janvier, très-
» haut et très-puissant seigneur messire Aldebert de Peyre,
» chevalier, seigneur et baron des baronnies de Peyre, de

était l'aînée, fut mariée à noble Jacques de Cardaillac, seigneur de Saint-Circ, de Sauzac, etc., sénéchal du Quercy (contrat de mariage du 24 février 1508). — Isabeau épousa noble Antoine de Milidion, seigneur de Brisson.

1) Testament du 2 juillet 1495.

(2) Jauffred, notaire.

(3) Aldebert de Peyre épouse, en premières noces, noble demoiselle Marguerite de Cauvisson, fille de hant et puissant seigneur Antoine de Cauvisson, seigneur et baron des terres et baronnies de Cauvisson, de Masilhargues, Manduel, etc. (contrat de mariage du 13 avril 1518); et, en deuxième noces, Antoinette de Volprière (Antoine Palat, notaire de Trizac).

(4) Donation du 28 octobre 1528, ratifiée le 4 janvier 1532 (Guy Vacherie, notaire de Mende).

» Thoras, de Tretz, Cornilhon, Marchastel, les Beaumes, etc.,
» etc.. et de plusieurs autres places....;

» Sachant que le 24^e octobre 1528, tant par contemplation
» du mariage qui serait contracté à l'avenir par noble et
» puissant seigneur messire Antoine de Cardaillac, seigneur
» de Cardaillac et de St-Cirq, son petit-neveu, fils naturel et
» légitime de feu messire Jacques de Cardaillac et de dame
» Jeanne de Peyre, mariés, sa nièce et fille naturelle et légi-
» time de feu messire Antoine de Peyre, son frère... que par
» les agréables services que ledit seigneur de Cardaillac lui
» avait rendus..;

» Considérant aussi ledit seigneur donateur, les dispositions
» testamentaires de ses devanciers, même dudit feu messire
» Antoine de Peyre et aussl de feu messire Astorg de Peyre,
» père dudit Antoine de Peyre..... lesquels ont ordonné
» que leur héritier décédant sans enfants mâles, le 1^{er} enfant
» mâle de leur fille aynée, succéderait aux biens, seigneuries,
» noms et armes de Peyre... particulièrement ledit feu
» messire Antoine qui, en désignant ledit messire Aldebert
» pour son héritier, avait substitué à son dit héritier décédant
» sans enfants mâles, le 1^{er} enfant mâle de dame Jeanne de
» Peyre, sa fille...;

» Et attendu que ledit messire Antoine de Cardaillac est
» fils unique naturel et légitime de ladite Jeanne de Peyre,
» fille dudit messire Antoine... et que ledit Aldebert donateur
» n'a aucun enfant mâle naturel et légitime;

» Que, pour tous ces motifs, ledit messire Aldebert avait
» donné audit messire Antoine de Cardaillac, son petit-neveu,
» tous et chacuns ses biens, seigneuries, etc., etc.;

« Laquelle donation, ci-dessus dattée, il a ratifié et confirmé,
« etc., etc.... »

(Guy Vacheri, notaire de Mende.)

CHAPITRE II.

MAISON DE CARDAILLAC DE PEYRE ET PRISE DU CHATEAU
DE PEYRE PAR L'AMIRAL DE JOYEUSE. — MAISON DE
THOLLET DE SOULATGES ET DÉMOLITION DU CHATEAU
DE PEYRE.

Antoine de Cardaillac, fils de Jeanne de Peyre, devenu, par les donations et par la mort de son oncle Aldebert, héritier des nombreuses et riches possessions qui avaient appartenu aux anciens Peyre, prit immédiatement, pour se conformer aux dispositions insérées au testament du dernier Astorg, son arrière grand-père, les nom, surnom et armes de la famille qu'il venait remplacer.

Le nouveau baron de Peyre appartenait d'ailleurs à une très-grande et très-ancienne famille de la Guyenne. Selon M. de Crazannes (1), les Cardaillac remonteraient aux premiers temps de la monarchie. L'histoire fait mention d'un Bertrand de Cardaillac qui combattait dans le Querci, pour Pépin contre Waiffre; et il existe encore deux tours du château de Cardaillac, dont on fait remonter la construction jusqu'au 7^e siècle.

Le chef de la nouvelle maison de Peyre, Antoine de Cardaillac de Peyre, baron des baronnies de Peyre, de Thoras, de Marchastel, etc., etc., etc., et seigneur de Saint-Cirq, avait épousé Marguerite de Caumont (2); et dans ses vieux

(1) *Essais sur le Quercy.*

(2) Des Caumont Laforce. 30 avril 1532. Contrat de mariage « d'Antoine de
Cardaillac, seigneur de St-Cirq, baron de Cardaillac, au diocèse de Cahors.

jours, on aurait pu croire que le nouvel Astorg avait à jamais assuré la descendance de la seconde maison de Peyre. Il avait trois fils : François Astorg, Geoffroi Aldebert et Antoine. Et par son testament du 15 mars 1566, il donne 1^o à Antoine, tous ses biens du Querci ; 2^o à Geoffroi Aldebert, *la baronnie de Thoras*, et « mesmes, en suivant les dispositions de l'évêque « de Viviers, » *les seigneuries de Marchastel et de Beauregard*, membres et dépendances; et il institue pour son héritier universel François Astorg, son fils aîné : ...

« L'an 1566 et le 15 mars, noble et puissant seigneur messire Antoine Astorg de Peyre, seigneur et baron de Peyre, Thoras, Beaumes, St-Circ, etc., a fait son testament en la forme suivante :

.....
.....
.....
« Et d'autant que, par son contrat de mariage, il doit donner
» sesdits biens de Querci à un de ses enfants mâles à son
» choix ; à cette cause, il lègue par droit d'institution particu-
» lière, et donne, pour tous droits, à Antoine, son fils naturel
» et légitime, lesdits biens de Querci, etc., etc., à la charge
» toutefois qu'il ne pourra empêcher sa dite mère en la jouis-
» sance des fruits, etc., sa vie durant, etc., etc.....

« Item, a légué par droit d'institution et pour tous droits,

« sénéchaussée du Quercy....., fils de feu messire Jacques de Cardaillac,
« sénéchal du Quercy, etc...., d'une part ; et de demoiselle Marguerithe
« de Caumont, fille de feu Charles de Caumont, etc., et de dame Jeanne
« de Peyrusse, dite des Cartz. (Messires Lavergne et Brugeron, notaires.) »
Testament du 10 février 1564. — Pierre de Caumont, seigneur de Bris-
sambourg, frère de Marguerithe, dame de Peyre, lègue à son fils, Fran-
çois, *seigneur de la Force*, 400 écus, etc. (Jean Marrot, notaire de Saint-
Jean-d'Angély.

» à Geoffroy Aldebert, son fils légitime et naturel, la baronnie
» de Thoras, membres et dépendances, avec toute justice,
» haute, moyenne et basse, rentes, revenus, etc., et autres
» choses appartenant à ladite baronnie.

» Item, a légué audit Geoffroy Aldebert, son fils, en suivant
» les dispositions de ses prédécesseurs, et même de feu
» seigneur Aldebert, évêque de Viviers, les baronnies de
» Beauregard et de Marchastel, membres et dépendances,
» avec toute justice, haute, moyenne et basse, rentes, revenus
» et émoluments, etc., etc.....

» Et en tous et chacuns ses autres biens, a institué son
» héritier universel François Hector, *son fils aîné*, légitime et
» naturel, etc., etc... »

(Comme appert dudit testament solennel inséré dans une
copie informe. Procès-verbal d'ouverture dudit testament du
24 février 1570, par François de Pons, conseiller au Sénéchal
de Querci et Cahors.)

On voit que ce testament ne changeait rien à l'ordre suivi
depuis des siècles, pour la transmission héréditaire des
baronnies de Peyre et de Marchastel. Le château de Peyre
était, encore une fois, habité par un Astorg, François Astorg,
héritier, de tous les droits des anciens chefs de la baronnie; et
Marchastel appartenait à un nouvel Aldebert de Peyre.
D'ailleurs, Antoine s'était établi dans le Querci, et avait à
jamais quitté le Gévaudan, où il n'avait aucun intérêt (1). On

(1) Antoine de Cardaillac, baron de St-Cirq, etc., etc., continua de
porter le nom de Peyre et le transmitt à ses enfants, comme le prouve
son testament daté du 7 juin 1599. Antoine de Cardaillac de Peyre, donne
le tiers de tous ses biens à son fils aîné de son premier mariage, Jean-
Jacques de Cardaillac de Peyre, marié à noble demoiselle Marie de la Tour,
fille du seigneur de Reyniès; son 2^e fils, Geoffroy de Card. de Peyre, reçoit

aurait donc pu croire que l'ancienne famille de Peyre se continuait toujours; et rien, en effet, n'eût été changé, si Geoffroi Aldebert, se conformant aux dispositions de l'évêque de Viviers, eut continué la série des clercs de Peyre. Mais Geoffroi Aldebert préféra suivre l'exemple des Brandebourg, et de tant d'autres seigneurs ecclésiastiques de cette époque.

Il embrassa la réforme; et, quoique protestant, il put, malgré ce changement, ou plutôt grâce à ce changement de religion, se faire reconnaître possesseur définitif de la seigneurie de Marchastel. En effet, profitant du moment de trêve qui suivit l'édit de janvier, il obtint du parlement de Toulouse, en l'année 1572, un édit qui déclarait ouverte en sa faveur la succession de l'évêque de Viviers.

Comment et quand Aldebert de Peyre embrassa-t-il la réforme? Je n'en sais trop rien; toutefois je serais assez porté à croire que l'influence de sa belle-sœur, Marie de Crussol d'Uzès, baronne de Peyre, zélée protestante, n'y fut pas étrangère. D'un autre côté, Théodore de Bèze, à son retour du colloque de Poissy, était venu à Peyre et y avait séjourné quelques jours; et je trouve, dans un manuscrit de l'époque, que *Thoras ou Marchastel* (1), *passait tout son temps avec*

1,200 livres; et le testateur nomme pour son héritier universel l'aîné de ses enfants du second lit, Antoine Astorg de Card. de Peyre. (M^{re} Pierre Coderc, notaire de Cahors). — On voit qu'Antoine de Cardaillac avait adopté, pour ses enfants, même les prénoms des Peyre du Gévaudan : Astorg, Geoffroy, Antoine.

(1) Théodore de Bèze dut donc faire ample connaissance avec *Thoras ou Marchastel*, fils du baron de Peyre; ce qui ne l'empêche pas de dire dans son *Histoire des églises réformées* : « Thoras ou Marchastel, fils aîné » du comte de Peyre. » Cette erreur se comprend du reste, quand on connaît l'histoire de la maison de Peyre à cette époque. François Astorg était à la cour, et il n'y avait à Peyre, au moment de la visite du célèbre

lui, soit à se promener, soit à discuter sur les matières de la religion; et qu'il n'y avait pas d'amabilités qu'il ne fît au célèbre disciple de Calvin (1).

Quoiqu'il en soit, Geoffroi Aldebert ayant abandonné l'église, parut destiné à entrer dans le monde; et dès ce jour, on put croire à la fondation d'une nouvelle famille de Peyre, la famille des barons de Marchastel. Il n'en fut rien : un événement imprévu parut devoir, au contraire, réunir de nouveau presque immédiatement après leur séparation, les deux baronnies sur la tête d'un seul seigneur. François Astorg de Peyre, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi (2), périt à Paris, où le

chef réformé, que Geoffroy Aldebert, et Antoine qui était le plus jeune des deux.

Il ne m'est pas démontré que Théodore de Bèze se soit montré à Narvejols, quoiqu'on en ait dit; j'ai même des raisons de croire qu'il n'y a jamais dans cette ville.

(1) J'ai de grandes raisons de penser que Théodore de Bèze fit plus d'une conversion, ou trouva plus d'un prosélyte à Peyre. Le baron de Peyre, Antoine Astorg, père de Geoffroy Aldebert, dut appartenir, lui aussi, tôt ou tard, à la religion réformée; car son testament, daté du 15 mars 1566, traduit l'austère sévérité d'un nouveau converti : On sent que l'auteur ne croit ni aux messes, ni aux saints; car son testament, d'une simplicité qui ne manque pas de grandeur et d'une extrême brièveté, fixe seulement le sort des membres de sa famille, et ne contient aucun de ces légats pies, qui rendent les testaments de tous les autres Peyre si intéressants et souvent si instructifs.

Son fils aîné, François Astorg, qui devait aller choisir sa femme dans une des plus célèbres maisons protestantes du Midi, et périr à la cour de France, au milieu des massacres de la St-Barthélémy, n'était pas évidemment plus catholique que son père et son frère. Toutefois, les conversions d'Antoine et de François Astorg m'ont paru postérieures à celle de Geoffroy Aldebert, qui fût seul à Peyre Théodore de Bèze.

(2) Titres de Peyre. — Contrat de mariage du 22 mai 1564, « entre » M^{re} François Astorg de Peyre, chevalier, etc., gentilhomme ordinaire

retenaient ses fonctions, au milieu des massacres de la Saint-Barthélémy, ne laissant qu'une fille en bas âge, Philippe de Peyre. Il est vrai que sa veuve, qui était enceinte, donna, quelques mois après, le jour à un fils qui reçut en naissant le nom de Samuel ; mais cet enfant ne vécut que huit mois, et sa mort donna les plus grandes espérances au baron de Marchastel, qui se crût appelé à profiter des substitutions apposées à tous les testaments des anciens Peyre.

Geoffroi Aldebert demanda donc à être mis en possession de tous les fiefs qui avaient été assurés à son frère, François Astorg, l'aîné de la famille ; et surtout de la baronnie de Peyre. Mais la veuve de François Astorg ne l'entendit pas ainsi : Marie de Crussol déclara *qu'elle avait le droit et le devoir de garder Peyre comme tutrice de sa fille, Philippe*. Geoffroi Aldebert dut donc l'actionner devant les tribunaux ; mais il avait à faire à forte partie : Marie de Crussol le suivit devant toutes les juridictions, et par un premier arrêt de l'année 1575, suivi d'un arrêt définitif du grand conseil, du 2 septembre 1579, elle fut maintenue, comme tutrice de sa fille, dans la possession de tous et chacuns les biens *qui avaient été substitués à François Astorg de Peyre, son mari* (1).

» de la chambre du roi, fils à très-haut, etc., seigneur Antoine Astorg de
» Peyre, etc., et de dame Marguerithe de Caumont, d'une part; et demoi-
» selle Marie de Crussol, fille de, etc., Charles de Crussol, comte d'Uzès,
» capitaine de 50 hommes d'armes, en son vivant lieutenant-général pour
» le roi en la province de Languedoc et de, etc.. dame Jeanne Dassié,
» comtesse du Rhin. » (Messires Schère et Bodet, notaires.)

(1) L'arrêt, qui donnait gain de cause à Marie de Crussol, fut cependant avantageux pour Geoffroy Aldebert ; car il lui attribua les biens dont Antoine et Aldebert de Peyre, fils du dernier Astorg, avaient pu disposer. c'est-à-dire, Tretz, Chayrouse, les Beaumes, etc... C'est dans cette dernière seigneurie que Geoffroy Aldebert résida le plus souvent jusqu'à ce qu'il eût recouvré la baronnie de Peyre ; et c'est ce qui explique son absence,

Geoffroi Aldebert de Peyre dut donc se contenter de sa seigneurie de Marchastel, et des autres fiefs que lui avait adjugés l'arrêt du grand conseil qui réservait à sa nièce l'entière baronnie de Peyre. Il établit sa résidence *officielle* à La Beaume (paroisse de Prinsuéjols), qui était encore un village, et où existait le petit château élevé au 13^e siècle pour Guillaume de Laval (1).

Mais le baron de Marchastel n'y habita presque jamais; car les actes qui l'intéressent nous le montrent sans cesse hors du Gévaudan, tantôt à l'armée du roi de Navare, tantôt à son château des Beaumes, diocèse d'Orange.

Quant à Marie de Crussol, transportée du Midi sur le rocher de Peyre, elle n'était pas faite pour habiter longtemps seule cette triste et froide résidence; aussi la voyons-nous, bientôt après, voler à de secondes noces. Dès le 30 mai 1574, elle épouse Guion, 2^e de nom, baron de Combret et de Broquiès; emmène sa fille dans le Rouergue; et abandonne à des fermiers la baronnie de Peyre et l'antique château des Astorg (2) !

son effacement absolu dans les guerres civiles qui ensanglantèrent à cette époque le Gévaudan, où il aurait dû tenir le premier rang. On a du reste remarqué, sans pouvoir l'expliquer (Bulletin de la Société d'agriculture, année 1844, note), cette disparition des Peyre, entre les années 1566, où Marchastel assiste aux états de Languedoc à la place de son père qui était malade en Quercy (ouverture du testament d'Antoine Astorg, déjà cité). et de son frère aîné qui était à Paris; et 1586, où on lui fait soutenir le siège du château de Peyre.

(1) (Voir 1^{re} partie, article La Beaume, page 199.

(2) J'ai déjà dit précédemment, ce qu'on sait du reste assez généralement, que Mathieu de Merle avait été un de ces fermiers... Pendant les troubles religieux on ne trouvait pas de fermiers; et ceux qui faisaient cultiver les terres, pillés à chaque instant par les divers partis, ne pouvaient payer aucune redevance, (Vente de la seigneurie du Rouve, v. aux notes.) Aussi la baronnie de Peyre ne s'affermait alors que de 12 à 1500 livres (divers baux à ferme....)

On comprendra maintenant ce que je disais au commencement de ce mémoire, qu'il eut été fort difficile à Joyeuse de faire tomber la tête du seigneur de Peyre, puisque Peyre n'avait, à cette époque, d'autre seigneur qu'une femme qui résidait au loin. D'où vient donc l'erreur des historiens sur ce point important de l'histoire des guerres de religion dans notre pays ?

Le passage suivant, extrait d'un manuscrit extrêmement curieux que j'ai entre les mains, et qui a été rédigé par un témoin oculaire des événements, explique aussi clairement que possible les causes de l'erreur que je signale..

«

»

« L'armée donc se campa devant le chasteau de Peyre, où
» Pierre d'Auzolles, *sieur de la Peyre*, commandait. *Le fort*
» *bas* tint quelques jours, après lesquels on le quitta (parce
» que 400 soldats de service là, s'enfuirent la nuit), qui fut
» bien un grand malheur, parce qu'il estoit suffisant pour
» faire teste; et se retira un au *fort hault*, (n'ayant le sieur
» d'Auzolles assez de soldats pour garder les deux forts).

» Pour bastre lequel fut faict un cavallier (une grande mon-
» taigne de terre) où les canons furent mis et posés, et de
» là on bastit presque 15 jours pendant lesquels la plupart
» des soldats se sauvèrent de nuit au desceu de leur capi-
» taine; une autre partie fut tuée dedans par les esclats de
» canon, et les aultres ne pouvoient faire grande défense,
» parce qu'il leur fallait toujours tenir le ventre par terre,
» parce que le dongeon estoit razé à fleur de rocher, et la
» ruyne qui tomboit les offensait fort, etc., etc.

»

» Enfin, *le seigneur de la Peyre* se voyant
» quitté de la plupart de ses soldats, et que le peu qui restoit
» estoient blessés ou malades; joint qu'il estait blessé, fut
» contrainct de se rendre, ayant esté accordé *que tous les*

» *soldats auroient la vie sauve*, et le seigneur de Lavédan la
» lui promit à lui, qui fut cause qu'il se donna à lui..

» De tous les soldats qui sortirent *nul n'eust aucun mal*,
» mais ayant ledict seigneur de Lavédan prins le *Sieur de*
» *la Peyre*, il ne lui tint point ce qu'il lui avoyt promis, car
» quoy que tous les soldats eussent la vie sauve, sy est ce
» qu'il le mist comme à l'inquant; ayant esté esmise une
» grande question entre les habitants de St-Flour et les habi-
» tants de Mende à qui l'auroyt. Enfin après longues disputes,
» il fust ordonné que ceulx de Mende l'auroient : Tellement
» qu'ils le prirent et l'admenèrent à Mende, où il ne fist
» guère de séjour. Car son procès lui fust faict par les officiers
» ordinaires dudit Mende, et par eulx condamné d'avoir la
» teste tranchée. Or après que la sentence lui heust esté pro-
» noncée, le seigneur évesque de Mende lui fist ce reproche
» qu'il avoit prins sa ville et ruyné ses habitants; mais que
» yceulx lui verraient trancher la teste. Sur quoy il répondit
» qu'il louoyt Dieu de tout ce qu'il lui donnoyt; toutefois qu'il
» n'avait jamais faict la guerre au bœuf n'y à la vache,
» n'y usé d'aucune trahison. Apres, il escrivit une lettre
» à la damoiselle sa femme qui estoit à Jan de Gardon-
» nenque, la priant entr'aultres choses, de ne se remarier
» point, l'exhortant à prendre en patience tout ce qu'il
» plairoyt à Dieu lui donner; ladite lettre faicte, il la bailla
» à un de sa compaignie, et le pria instamment de la rendre
» à sa dicte femme, comme il fist. En après il se retira en un
» coing, ou il fist sa prière à Dieu. De là il fust mené à
» l'exécution; et estant sur l'eschaffaud il ne dict aultre chose,
» sinon qu'il appela le seigneur de Lavédan traître, et qu'il ne
» lui avoyt pas tenu ce qu'il lui avoyt promis.....
» »

Pierre d'Auzolle, lieutenant et *proche parent* (1) de Mathieu

(1) Le capitaine la Peyre avait accompagné Merle dans diverses expédi-

Merle, qu'il avait accompagné dans la plupart de ses expéditions en Auvergne comme en Gévaudan, est le personnage qu'on a généralement pris pour le seigneur baron de Peyre. Il faut convenir du reste que ses titres : sieur ou *seigneur de la Peyre*, capitaine *la Peyre* et ses fonctions de commandant du château de *Peyre* devaient singulièrement favoriser cette confusion de noms. Aussi, on peut dire qu'aucun historien n'y a échappé : ni Théodore de Bèze dans son *Histoire des églises réformées*, et il avait cependant connu personnellement les divers membres de la famille de Peyre ; ni les savants auteurs de l'histoire du Languedoc, qui s'y sont laissé prendre comme les derniers des chroniqueurs. On lit en effet, à la page 447 du 5^e volume de la 1^{re} édition de ce grand ouvrage, le passage suivant : « Il (l'amiral) marche aussitôt vers la ville et le » château de Peyre, situés sur une roche escarpée, et il en » commence le siège le 4 septembre. Les habitants ayant » abandonné la ville à l'approche de l'armée de la Ligue, » s'étaient retirés dans le château, comptant pouvoir s'y défendre longtemps, à cause de l'avantage de la situation ; mais » Joyeuse ayant trouvé moyen d'établir une batterie sur un » rocher voisin (1), qu'on croyait impraticable, foudroya le

tions contre Issoire, Ambert, etc., et il était avec lui à la prise de Mende. Dans une expédition aux environs de Chaudesaigues, dont j'ai la narration, assez vague d'ailleurs, Pierre d'Auzolle est désigné sous le nom de *cousin, beau-frère, beau-fils* du capitaine Merle. Je ne sais quelle valeur a ce document qui du reste est de l'époque ; mais il me paraît prouver une certaine parenté entre les deux chefs Calv. D'un autre côté, il est certain que Pierre d'Auzolle était originaire des environs de St-Flour, et Mathieu de Merle avait, d'après ses historiens, épousé à Roffiac (Haute-Auvergne), Françoise d'Auzolle, fille de Guiot d'Auzolle, seigneur de Serre.

(1) Il y a plusieurs autres erreurs dans ce passage : Et d'abord, la ville de Peyre n'était pas sur le rocher ; il n'y avait là que la citadelle

» château contre lequel il fut tiré 2500 boulets dans l'espace
» de trois jours, et oblige les assiégés de se rendre à discrétion. Joyeuse leur accorde la vie, mais à peine furent-ils
» sortis qu'ils se virent exposés à la fureur des paysans qui
» en tuèrent une partie. *Le seigneur de Peyre* qui avait
» défendu la place, fut livré aux habitants de Mende ses
» ennemis, qui le firent mourir pour se venger de ce qu'il les
» avait extrêmement fatigués par ses courses. »

D'ailleurs, le manuscrit que je viens de citer suffirait pour démontrer, lors même qu'on n'en aurait pas d'autres preuves, que dans le siège de Peyre, le *fort hault* ou la citadelle, eut seul à souffrir de l'artillerie royale; mais le *fort bas*, c'est-à-dire le château seigneurial, résidence des anciens barons, qui était situé dans la ville de Peyre, n'ayant pas été défendu par sa garnison, fut simplement occupé par les troupes de l'armée de la ligue.

D'ailleurs, rien ne prouve que la ville de Peyre ait eu grandement à souffrir de cette occupation; et, dans tous les cas, elle comptait encore un certain nombre de maisons, toutes très-bien habitées en 1628 (1).

de Peyre. En second lieu, l'auteur du manuscrit que j'ai cité, dit qu'on fit un cavalier (une grande montagne de terre) pour placer les canons (loc. cit.) Enfin, Peyre avait une nombreuse garnison; mais les soldats se sauvèrent presque tous à l'arrivée de l'armée royale; et les défenseurs de Peyre, prisonniers de guerre, furent protégés par Joyeuse, qui ne voulait pas laisser recommencer les horreurs du sac de Marvejols : « de » tous les soldats qui sortirent, nul n'eust aucun mal, » dit l'auteur du manuscrit cité ci-dessus.

(1) Divers actes concernant messire Pierre Daran de la Condamine, dont il sera longuement parlé plus tard, et qui fut gouverneur du château de Peyre pour le roi, prouvent qu'en 1628 et en 1629, il y avait encore à Peyre un certain nombre de maisons, habitées par des bourgeois, des marchands et des paysans. (Liève de Peyre, etc.)

Après le départ de l'armée du duc de Joyeuse, il y eut un gouverneur royal à Peyre ; mais Marie de Crussol continua de percevoir les revenus de la baronnie. Sa fille, Philippe de Peyre, était cependant morte mineure ; et la mort de cette enfant avait fourni de nouveaux et puissants motifs à Geoffroy Aldebert de Marchastel, pour revendiquer ses droits à la succession des Peyre, en vertu des substitutions apposées au testament du dernier des Astorg.

Mais Marie de Crussol avait répondu « que par la disposition » du droit, la mère est appelée à la succession universelle du » bien de ses enfants. » Et un arrêt du grand conseil lui avait donné gain de cause.

Le seigneur de Marchastel ne se tint pas cependant pour définitivement battu : Il en appela au Sénéchal de Nîmes, au parlement de Toulouse, etc. et prit en attendant le titre de baron de Peyre et le surnom d'Astorg, ou d'Hector (1) ; mais le moment n'était pas favorable pour lui au milieu des luttes de la ligue.

D'ailleurs, dévoué au roi de Navarre, il était souvent à la suite de son chef ; et pendant longtemps ses affaires privées n'en allèrent pas mieux.

Cependant le moment vint où on put entrevoir la grande fortune qui était réservée à Henri IV ; et ce jour-là, suivant la règle de tous les temps, tous ceux qui avaient partagé sa mauvaise fortune devaient ressentir le contre-coup de son triomphe.

Geoffroi Aldebert de Marchastel avait abjuré l'hérésie dès le 5 novembre 1588 entre les mains de monseigneur Adam de Heurtelou, évêque de Mende ; et trois semaines après, le 27

(1) On sait que le chef de la famille de Peyre s'appelait toujours Astorg. Dans les derniers siècles, on trouve assez souvent Hector pour Astorg.

septembre de la même année, il était admis comme baron de Peyre aux états du Gévaudan, où aucun Peyre n'avait paru depuis de longues années.

L'année suivante, une bulle du pape Sixte V, datée du 5 des calendes de juin, le restituait dans la possession de ses biens, déclarés mis sous la main du St-Siège, en vertu des ordonnances portées par Grégoire XIII contre les huguenots; et peu après Henri IV, à peine assis sur le trône, lui envoyait le cordon de son ordre de St-Michel (1), et le nommait capitaine de 50 lances de ses ordonnances (2). — Aimé d'Henri IV et réconcilié avec l'église, Geoffroi Aldebert vit bientôt ses affaires prendre une meilleure tournure. Il reprit le rang que sa naissance lui assignait dans les affaires du Gévaudan; assista à presque toutes les séances des états; fut député par ses collègues vers le comte d'Apchier, qui s'était jeté dans le parti de la ligue, et qui menaçait le diocèse d'une nouvelle guerre civile (1592); vers Henri IV, pour le féliciter de sa conversion à la religion catholique, et pour appeler son attention sur ses malheureux mais fidèles sujets du Gévaudan (1595); il se chargea, de concert avec d'Apchier, rentré dans le devoir, de réunir quelques pièces de canon pour assiéger Fosseuse, qui refusait d'évacuer la citadelle de Mende (1597), etc., etc. (3).

Pendant ce temps, plusieurs vassaux reviennent à lui, et les consuls de Marvejols, qui avaient refusé, en 1593, de se rendre à ses sommations (4), se soumettent en l'année 1600 à prêter, entre les mains de son procureur (5), l'antique serment de

(1) 18 septembre 1593. — Lettres patentes.

(2) 14 septembre 1593. — id. id.

(3) Procès-verbaux des États du Gévaudan.

(4) Brugeyron, notaire.

(5) Extrait, signé Bouet.

faire porter les armes du seigneur de Peyre aux valets consulaires; de faire faire les proclamations civiles et criminelles au nom du roi et du seigneur de Peyre, etc., etc., etc. . . . Des lettres royaux l'autorisent à se faire restituer le pré Comtal, occupé par Jouve Florentin, et qui avait appartenu, de tout temps, au roi et au seigneur de Peyre. Enfin, Marie de Crussol, si obstinée jusqu'alors, et qui avait déjà, comme on l'a vu, un arrêt en sa faveur, consent à traiter amiablement avec son beau-frère, et déclare renoncer, en faveur de Geoffroi de Peyre, à tous les droits qu'elle tenait de ses enfants sur la baronnie de Peyre, moyennant une indemnité de 60,000 livres.

« Comme ainsi soit que procès ait été pendant en ladite cour
» de messire le Sénéchal de Beaucaire et Nîmes, entre
» dame Marie de Crussol, dame de Broquiès, etc., femme en
» premières noces à feu messire François Astorg Aldebert
» de Peyre, seigneur et baron dudit lieu et autres places,
» impétrant lettres de maintenue et demanderessse d'une part.
» Et messire Geoffroi Aldebert de Peyre, seigneur et baron
» du lieu de Marchastel et autres places, chevallier de l'ordre
» du roi, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances,
» sur ce que ladite dame de Crussol disait devoir être
» maintenue définitivement en la possession et jouis-
» sance de tous et chacuns, les biens ayant appartenu à
» feu Philippe de Peyre, sa fille, et desquels elle pouvait
» disposer au jour de son décès; même les biens adjugés
» à ladite demoiselle de Peyre par arrêt du grand
» Conseil donné à Paris, entre ladite de Crussol, tant en
» son nom que comme mère de ladite Philippe de Peyre,
» sa fille, et dudit feu messire François Astorg de Peyre:
» et ledit Geoffroi Aldebert, en date du 7^e jour du mois
» d'octobre 1579; par lequel ladite de Crussol, au nom
» qu'elle procédait avait été maintenue et gardée en la
» possession et jouissance des biens et succession de

» *Peyre, ayant appartenu à feu messire Astorg de*
» *Peyre, profits, revenus et emoluments d'iceulx, avec*
» *condamnation des dépens, restitution des fruits, dom-*
» *ges et interets contre ledit messire Geoffroi Aldebert.*
» *En laquelle instance de maintenue avait été tant procédé*
» *que sentence s'en était ensuivie par laquelle ladite cour du*
» *Sénéchal avait maintenu ladite de Crussol en la*
» *possession et saisine de tous lesdits biens ayant appar-*
» *tenu à ladite Philippe de Peyre, sa fille (28 avril 1584).*

» *Au contraire ledit seigneur Geoffroi Aldebert disait ladite*
» *sentence avoir été mal et abusivement donnée par ladite*
» *cour de Sénéchal, etc., etc., etc. Ladite dame de Crussol*
» *répondait et quand au fond, ne pouvait ladite dame mieux*
» *être fondée : estant certain que par la disposition du*
» *droit, la mère est appelée à la succession universelle du*
» *bien de ses enfants; auxquels termes lesdites parties étaient,*
» *étant certain que ladite dame à notoirement survécu à ladite*
» *Philippe de Peyre, sa fille, qui l'avait par son décès saisie*
» *de tous et chacuns des biens portés par le susdit arrêt*
» *du grand Conseil... Ledit Geoffroi Aldebert disait repou-*
» *dant à ce dessus, que par le décès de ladite Philippe, la*
» *succession de Peyre lui était ouverte comme plus*
» *proche, à raison de la substitution apposée au testa-*
» *ment dudit feu messire Astorg, etc., etc.....*
» *et plusieurs autres choses disaient et*
» *desduisaient lesdites parties qui ne seront point ici insérées*
» *pour evister la prolixité... Mais désirant terminer ledit*
» *procès et différent par la voie amiable, et vivre en bonne*
» *paix et amitié, etc.*

» *A cette cause, ce jourd'hui 4^e mai, avant midi 1601,*
» *régnant Henri, par la grâce de Dieu, etc., etc., ont été*
» *présents, personnellement constituée ladite dame Marie de*
» *Crussol, dame de Broquiés, etc..., d'une part; et messire*
» *Geoffroi Aldebert de Peyre, bargon de Marchâstet, etc., etc..*

» lesquels de leur bon gré, etc., ont en premier lieu
» renoncé et renoncent au susdit procès et procédures, etc.,
» *Item, que ladite de Crussol sera tenu quitter, céder,*
» *remettre, transporter* comme par la teneur de ce contrat
» quitte, cède, remet et transporte et délayse à perpétuité et
» à jamais audit mesire Geoffroy Astorg Aldebert de Peyre
» ici présent, et tant pour lui que les siens hoirs et successeurs,
» etc., etc., savoir tous et chacuns les *biens, droits, voix,*
» *noms et actions* qui lui pouvaient appartenir en vertu
» desdits arrêts et sentances, etc., *sur la maison et baron-*
» *nie de Peyre, Thoras, Baulmes, etc., etc., et autres*
» *dépendances* en quelque forme et manière que ce soit, et en
» quoi lesdits biens et droits puissent consister et ce moyennant
» le prix et somme de 20 mille ecus, faisant 60 mille livres,
» entr'eux convenue et accordée; en déduction de laquelle la
» dite dame de Crussol en a reçu ici réellement, etc., la
» somme de mille ecus valant trois mille livres, etc.; comme
» aussi ladite dame a quitté et quitte le seigneur Geoffroy
» Aldebert de Peyre de la somme de 500 livres, laquelle
» somme elle a donné et donne par donation appelée entre
» *vifs* à jamais irrévocable à messire Jacques (1) de Peyre et à
» demoiselle Marguerite de Peyre (2). enfants légitimes et
» naturels dudit seigneur de Peyre, etc., laquelle somme
» de 5,000 livres donnée tiendra lieu de paiement au sort
» principal de la somme de 20,000 ecus.. Et pour les fruits
» des 52,000 livres restant, ledit seigneur de Peyre sera tenu
» comme a promis.bailler annuellement, à chacune feste de
» St-Michel archange, à ladite dame, la quantité de deux cents
» sestiers bled seigle mesure de Peyre, bon blé, nud, sec,

(1) Jacques de Peyre, fils de Geoffroi Aldebert, mourut assassiné.

(2) Mariée à messire François de Thollet de Soulatges, le 22 avril 1604.

(Messire Pierre Amat, notaire de Ceirac.)

» etc., et six écus, sol deux tiers, etc., etc.
» Et outre ce ledit seigneur a baillé et baill
» à la dame de Broquiès les droits que ses prédécessem
» ont accoutumé prendre en la ville de Marvejols, sans d
» ceux rien réserver, consistant en la moitié des lods e
» vantes, la moitié du corretaige, etc., et *tout le piay*
» *et leude* desquels droits ledit seigneur a promis faire
» jouir ladite dame sans les lui précompter au sort principal
» *mais seulement pour les fruits d'iceluy..* Et moyennan
» ce, ladite dame de Crussol s'est devestue de tous et chacun
» les biens, droits, voix, noms et actions quelle avait et l
» appartenaiènt sur ladite maison et baronnies de Peyre,
» Thoras, les Baulmes, etc. . . et en a investi ledit Geoffroy
» Aldebert Astorg de Peyre, etc., lui donnant puissance d'en
» prendre la possession réelle, actuelle et corporelle quand
» bon lui semblera. »

Fait et récité dans la ville de Chirac, en la maison de la
dame d'Entraigues, en présence de, etc.

(Boissonnade et Daniel Barrau, notaires de Marvejols.)

Le beau-frère et la belle-sœur s'étaient réconciliés; et il
semblait que la solennelle transaction qu'ils avaient conclue
allait mettre un terme à tous les procès, et que la baronnie,
encore une fois réunie sur la tête d'un nouvel Astorg et grâce
à la paix générale dont la France jouissait, allait recouvrer
son ancienne splendeur.

Il en eut été peut-être ainsi sans les évènements qui suivirent.

Mais Marie de Crussol étant morte, ses deux filles et leurs
époux, qui avaient vu d'un très-mauvais œil cet arrangement,
cherchèrent de nouveaux prétextes pour ne pas se dessaisir
d'une si riche proie; et demandèrent d'ailleurs, avant de
rendre Peyre, à toucher les 52,000 livres qui restaient à
payer sur les soixante mille stipulées dans la transaction du
4 mai 1604.

Il est probable que Geoffroi de Peyre, qui n'avait pu

payer de si tôt une somme si considérable pour cette époque, aurait fini par triompher de ces nouveaux obstacles, s'il avait vécu. Mais sa mort, arrivée en 1607, devait tout remettre en question.

C'est ici le moment de parler d'une clause insérée au contrat de mariage de Geoffroi Aldebert avec dame Marie de Quenelet en 1579; car elle joua un grand rôle dans les procès qui éclatèrent à la mort de Geoffroi Aldebert; et cette même clause, habilement exploitée, fut plus tard l'arme redoutable dont se servit César de Grollée pour déposséder ceux qui à un titre quelconque possédaient quelques parcelles de l'antique baronnie. Du reste, je laisserai parler l'héritier de César de Grollée lui-même, Aymard Henri de Moret, comte de Peyre, qui ne saurait être accusé d'injustice à l'endroit de son bienfaiteur; de plus, son mémoire résume admirablement et les événements qui suivirent, et la cause des procès qui devaient troubler encore pendant longtemps la maison de Peyre.

« Geoffroi Aldebert de Peyre contracta mariage avec dame
» Marie de Quenelet, le 28 janvier 1579.

» Par ce mariage, il substituait *la moitié de ses biens*
» *présents ou à venir* à un des enfants mâles ou filles, qui
» en naîtroient, tel qu'il choisirait, avec pouvoir de lui
» substituer jusqu'aux degrés permis de droit.

» *Et au cas où il n'en ferait pas la nomination, il*
» *permettait à la dame de Quenelet, sa femme, de la*
» *faire aux mêmes conditions et degrés de substitutions*
» *qu'il aurait pu la faire lui-même.*

» Il eut de ce mariage 4 enfants, Charles, Henri, Jacques
» et Marguerithe.

» Et le 12 juin 1593, il fit un 1^{er} testament par lequel il
» institua héritier Charles de Peyre, son fils aîné.

« Cependant ses deux fils, Charles et Henri, moururent.

• Le 22 avril 1604, Geoffroi Aldebert maria Marguerite de

Histoire, etc.

20

» Peyre, sa fille, avec messire François de Soulatges, de
» Thollet (1), Sénéchal et gouverneur du pays du Rouergue,
» etc., etc., etc., qui eurent de ce mariage deux filles à
» scavoir Marguerithe et Jeanne de Soulatges.

» Il fit un 2^e testament le 15 janvier 1607, par lequel
» il institua Jacques de Peyre, son fils, héritier; et lui
» substitua son 1^{er} enfant mâle, et en après le 2^e, et les
» enfants masles desdits enfants; et au défaut de tout ce
» dessus, il substitua le 1^{er} masle descendant de Margue-
» rithe de Peyre sa fille; et au cas où elle n'aurait pas
» d'enfants masles il substitua en tous ses biens Antoine
» de Roquefeuil (2), son neveu, à condition de porter le
» nom et les armes de Peyre (3).

» Jacques de Peyre était donc destiné à succéder à son
» père, lorsqu'il périt assassiné (4); et sa sœur Marguerithe de
» Peyre, dame de Soulatges estant morte elle même sans

(1) Thollet, maison très-ancienne du Rouergue, dont il est fait mention dès 1028, dans le cartulaire des Conques.

(2) Antoine de Roquefeuil était fils de Jeanne de Peyre, sœur de Geoffroi Aldebert.

(3) En 1678, lors d'un procès célèbre dans la maison de Peyre, ce 2^e testament de Geoffroi Aldebert de Peyre fut tenu caché par César de Grollée; il en résulta que la cour ne voyant que le 1^{er} testament du baron de Peyre, testament qui ne remplissait pas les substitutions portées dans le contrat de mariage du 28 janvier 1679, déclara les substitutions insérées au testament de Marie de Quenelet valables et ouvertes en faveur de César de Grollée.

(4) Jacques de Peyre était déjà fiancé à Marguerite de Four, dame d'Aubais, lorsqu'il périt assassiné. Il paraît que les auteurs de ce meurtre ne furent pas connus; car dans son testament déjà cité, Marie de Quenelet, sa mère, donne une somme de 6,000 livres à prendre sur ses biens de Bretagne, pour rechercher et faire punir les coupables. (Jalguet, notaire de Marvejols.)

» *laisser d'enfants masles*, Antoine de Roquesueil se crut à
» bon droit appelé à recueillir l'héritage de son oncle, en
» vertu des substitutions apposées au testament de 1607 ; et
» se mit immédiatement en possession du château de Peyre
» dont il s'intitula seigneur et baron.

» Geoffroi Aldebert, ayant en vue la conservation de son
» agnation, avait donc fait toutes les substitutions permises et
» disposé de tous ses biens. *Il s'ensuit que la dame de*
» *Quenelet, sa femme, ne pouvait pas être un de ses*
» *enfants pour recueillir la moitié des biens donnés par*
» *Geoffroi de Peyre, son mari, dans leur contrat de*
» *mariage; ni leur substituer, ledit Geoffroi y ayant*
» *pouvu lui-même pendant sa vie.* »

Néanmoins, elle fit un testament après la mort de son mari,
le 22 janvier 1610 (1).

Par lequel elle dit « qu'attendu *que son mari n'a pas par*
» *son dernier testament ordonné de ses biens ni substiue*
» *descendants de leurs enfants*; et qu'il ne reste que deux
» filles du mariage de feu Marguerithe de Peyre, leur fille,
» avec François de Soulatges, elle veut que Marguerithe de
» Soulatges l'ainée jouisse la moitié des biens donnés par son
» mari, dans leur contrat de mariage ; avec prohibition de
» quarte, sauf la légitime qui pourra competter à Jeanne de
» Solatges cadette.... Substituant l'ainée desdites filles, suivant
» ledit contrat de mariage et le pouvoir à elle donné, héritière
» en la moitié desdits biens ; et au cas où ladite Marguerithe
» de Soulatges aynée viendrait à décéder sans enfants, elle lui
» substitue, à ladite moitié desdits biens donnés, ladite dame
» Jeanne de Soulatges, préférant toujours les masles aux filles
» *et l'ordre de primogeniture gardé* (2). »

(1) Pierre Jalguet, notaire de Marvejols.

(2) Mémoire de messire Aymard Henri de Moret, héritier de César de Grollée, contre le marquis de Fay de Gerlande, qui lui disputait la riche

Ce testament de Marie de Quenelet était évidemment nul, puisque le cas qu'elle supposait n'existait pas. Aussi personne ne songea à l'invoquer pour le moment.

Cependant tout était remis en question comme je le disais tout à l'heure : François de Soulatges, au nom de ses filles, alla s'installer à la Beaume et prit le titre de baron de Peyre. De son côté, Antoine de Roquefueil (1) s'était établi violemment à Peyre, dont il essayait de percevoir les revenus, et dont il s'intitulait aussi seigneur et baron. Bertrand de Paule de la Faurie, époux de Barbe de Combret, héritière de Marie de Crussol, prenait lui aussi le même titre : son beau-frère, Samuel d'Arpajon de Sévérac, époux d'Eléonore de Combret, sœur de Barbe, en faisait tout autant ; et cela avec d'autant moins de raison que, dans son testament, Marie de Crussol avait déshérité sa fille Eléonore, « à cause de ce mariage qu'elle désapprouvait. » Enfin, quelques années après, le grand-père de Samuel d'Arpajon, Jacques de Launay, baron d'Entraigues, vint encore grossir les rangs des prétendants à la baronnie de Peyre : Barbe de Combret, qui n'avait pas d'enfants, avait donné à sa nièce, Héléonor d'Arpajon, « en contemplation » de son mariage avec Jacques de Launay, « la moitié de ses droits et de ses prétentions sur Peyre; et Héléonor les avait apportés en dot à son mari, qui s'adjudgea les revenus de St-Léger et se dit aussi baron de Peyre.

Au milieu de toutes ces ambitions et de ces prétentions diverses, un fait était cependant évident : c'est que les petites-filles de Geoffroy Aldebert n'avaient en réalité que deux concurrents sérieux, savoir : 1° Antoine de Roquefueil, qui, en vertu

succession du comte de Peyre. (V. plus loin, à l'art. Cès. de Grollée, la suite de cet important document.)

(1) Une erreur typographique (introduction, page 164) a fait mettre le nom de *Roquelaura* pour celui de *Roquefueil*.

des substitutions apposées au testament de leur grand-père, pouvait en toute justice revendiquer toute la succession des Peyre; et 2^e Barbe de Combret, héritière de sa mère, Marie de Crussol, à qui il était au moins dû les 52,000 livres portées dans la transaction de 1601.

François de Soulatges finit par le comprendre; et après des luttes de toute sorte qui n'aboutissaient à rien, il essaya des transactions. Antoine de Roquefeuil voyant la succession qu'il revendiquait chargée de dettes énormes, se montra fort accommodant : il aime mieux toucher de l'argent qu'avoir à en donner; et par une transaction du 28 novembre 1613, Roquefeuil se départit de tous ses droits « en faveur de » François de Soulatges, agissant en qualité de père et légitime administrateur de Marguerithe et de Jeanne de Soulatges, ses filles.... »

Mais Barbe de Combret se refuse à tout arrangement, et les procès continuent. Comme en 1570, on voit encore deux maisons de Peyre, François de Soulatges, à la Beaume, et l'époux de Barbe de Combret, Bertrand de Paule de la Faurie, à Peyre. Les deux compétiteurs envoient chacun un représentant aux états, qui la 1^{re} année (1614) donnent droit d'entrée seulement au représentant des petites-filles de Geoffroi Aldebert; mais qui, l'année suivante, n'osent se prononcer, et décident que les envoyés des deux parties seront alternativement admis, l'un à la séance du matin et l'autre à celle du relevé (1).

Devenue veuve de Bertrand de Paule de la Faurie, Barbe de Combret vole à de secondes noccs, et épouse, en 1623, *au château de Peyre*, « messire Pierre Daran de la Conda-

(1) Procès-verbaux des états particuliers du Gévaudan, années 1614, 1615, etc.

» mine, verdier et gouverneur des châteaux de Peyre et de
» Foulques pour le roy (1). »

Il paraît qu'avant son mariage, et en vertu d'une convention passée avec sa fiancée, la Condamine avait fait réparer l'ancien château des Astorg. En effet, le contrat de ce mariage, reçu par messire Pierre Roux, notaire de St-Sauveur, porte textuellement que « dame Barbe de Combret, dame de Peyre, s'est
» constituée tous et chacuns ses biens, sur lesquels elle a
» promis reconnaître au seigneur de la Condamine toutes et
» chacunes les sommes qu'il emploiera à la liquidation d'i-
» ceulx. et en cas de prédécès, ledit seigneur de la
» Condamine a donné à la dite dame de Peyre la somme de
» 15,000 livres qu'elle lui doit par la convention entr'eulx
» faicte pour raison des réparations qu'il avait faites au
» château de Peyre, etc... »

Les deux époux habitèrent leur château de Peyre; et comme je le disais précédemment, plusieurs actes de l'époque de leur résidence, prouvent qu'il y avait encore, autour du vieux manoir, un village d'une certaine importance, qui portait toujours le nom de ville de Peyre. Immédiatement après son mariage, la Condamine fut admis seul aux états du Gévaudan comme baron de Peyre, malgré les protestations d'Antoine de Grollée de Montbreton, gendre de François de Soulatges (2). Cependant il était loin d'être tranquille possesseur de la baronnie : tous les vassaux lui refusaient l'hommage ; et il en était réduit, pour se créer des revenus, d'affermir sous le couvert de messire Jacques Osty, receveur de la baronnie de Peyre, « la charge de visiteur, aulneur et
» marqueur des draps du pays du Gévaudan (3). » François

(1) Pierre Roux, notaire.

(2) Procès-verbaux des états, etc., années 1624-1626, etc.

(3) 2 juin 1629; Pierre Roux, notaire.

de Soulatges de Thollet, qui habitait la Beaume, d'abord seul avec ses deux filles, puis avec son gendre, Antoine de Grollée de Montbreton (1), lui faisait une guerre à outrance devant toutes les juridictions et dans les champs de la terre de Peyre. Les vassaux, assez puissants ou assez éloignés pour n'avoir rien à craindre des deux compétiteurs, avaient secoué le joug : les Sénaret, les Couffours, etc., etc., et jusques au seigneur du Bois-du-Mont (2), refusaient d'aller à la Beaume comme à Peyre, renouveler les anciens hommages. Marvejols, la malheureuse cité qui à cette époque n'avait pas encore relevé la dixième partie de ses maisons (3), avait un gouverneur qui ne commandait plus qu'au nom du roi; depuis longtemps ses consuls ne prêtaient plus le serment aux barons de Peyre. Ce qu'on comprend du reste facilement, car au milieu de toutes ces prétentions rivales, il était fort difficile pour le public de distinguer le vrai baron de Peyre, lorsque les états composés de tous les représentants de la province n'osaient pas se prononcer.

Aussi, il n'y a rien d'étonnant, ainsi que je le disais au commencement de cette notice, à ce que les historiens aient

(1) Antoine de Crollée de Montbreton, comte de Montbreton, avait épousé Marguerithe de Soulatges le 23 juillet 1626.

(2) Actes de sommation et de réquisition au seigneur du Bois-du-Mont, Antoine de Leynadier de Rochemure, de venir rendre l'hommage, 1^o à la Beaume, de la part d'Antoine de Grollée, seigneur et baron de Peyre. (Guillaume Rampan, notaire royal de Villeroussel, 15 août 1627), 2^o à Peyre, de la part de Barbe de Combret, dame de Peyre (Pierre Roux, notaire de Saint-Sauveur, 9 avril 1630), etc., etc.

(3) Le 24 novembre 1616, trente ans après la prise de Marvejols, deux trésoriers-généraux de France furent députés par le roi pour la vérification des ruines faites à Marvejols en l'an 1586. Les commissaires royaux s'adjoignirent deux maçons et deux maîtres charpentiers; et après avoir minutieusement constaté l'état de la ville, rédigèrent un rapport d'où il résulte :

attribué aux barons de Peyre les faits et actes de l'un des divers prétendants qui prenaient ce titre dans tous les actes publics. Il est bon de remarquer également ici, que c'est de cette époque et de l'état dans lequel se trouvait alors la baronnie de Peyre que parlait ce chroniqueur du commencement du 17^e siècle, qui a écrit que « la baronnie de Peyre » ne contenait que 12 ou 15 paroisses. » Pour ma part, je doute même qu'elle eut alors cette étendue, car, pour employer les expressions de César de Grollée, « l'ancienne terre de Peyre » n'était plus qu'un tronc mutilé, sans aucun membre. »

Cependant les malheureux emphytéotes des paroisses situées entre Peyre et la Beaume, trop rapprochées pour secouer le joug et trop faibles pour résister, étaient en butte à toutes les vexations, comme on peut s'en convaincre par les documents

1 ^o Que de 572 maisons que la ville avait avant sa ruine, il y en a encore	
202 complètement ruinées, dont les toits et murailles sont à terre, ci	202
2 ^o Maisons à demi ruinées, inhabitables, cent, ci	100
3 ^o Id. à demi rebâties, mais non encore logeables, ci	167
4 ^o Enfin déjà rendues habitables, en tout cent trois, ci	103
Total	572

Les granges, remises, etc., etc. et autres bâtiments qui avaient été complètement ruinées, et dont on n'avait pas encore pu s'occuper, étaient d'ailleurs au nombre de plus de 600.

Le livre compoix de l'année 1639 prouve que, même à cette époque, il y avait encore deux *chazals* pour une maison. La maison de Peyre à Marvejols n'était qu'une immense ruine encore en 1639, couvrant un espace de plus de 400 toises carrées. L'antique hôtel de Peyre était situé dans le quartier de la mairie actuelle de Marvejols, entre la porte du Théron, le rempart, la rue des Cordiers (aujourd'hui des Carmes) et la rue de Peyre, qui allait de la rue des Cordiers au mur de la ville. La rue de Peyre séparait les dépendances de l'hôtel de Peyre, de la maison de noble de Seguin de Prades... La maison de Peyre était fortifiée, et protégée par des tours, des terrasses armées de canons, des meurtrières, etc., etc..

suivants, dans lesquels sont contenues leurs plaintes aux représentants de l'autorité supérieure (1).

« Trophime de Launay, sieur de Picheron d'Entraigues,
» bailli du pays de Gévaudan et capitaine pour le roi de la
» ville de Marvejols. Et Antoine de Vachery, conseiller du
» roy, juge pour sa majesté en ladite ville et propriétés
» royaulx dudit pays de Gévaudan : A tous ceux que ces
» présentes verront, salut. Savoir fasons qu'aujourd'hui en date
» des présentes, par devant nous, en audience des plaids...,
» s'est présenté messire Augustin Gerbal praticien, pour et
» au nom des consuls, manans et habitants de la terre et
» baronnie de Peyre, lequel a dict avoir besoing d'acte de
» nottorieté et sommaire à prinse de ce que à cause de la
» contestation qui est entre dame Barbe de Combret, baron-
» nesse de Peyre et messire Anthoine de Grolée, seigneur
» de Montbreton, au nom et comme mari de dame Margue-
» rithe de Solatges, pour raison des rentes et des droits
» seigneuriaux dus par lesdits habitants au seigneur de
» Peyre ; lesquels après les avoir payés consécutivement
» diverses années à ladite dame, ont été aprez forcés et con-
» traincts tant par ledit seigneur de Montbreton que le seigneur
» de Thollet, son beau-père, (père de Marguerithe de Soulages)
» de leur repayer les mêmes rentes et censives et autres
» frais. D'une part et d'autre font des armements avec de
» gens de guerre tant de pied que de cheval comme font la
» présente année où ils auraient assemblé plus de cinq cents
» hommes de guerre ; fait prendre et enlever le bestail et
» autres meubles desdits habitants dans leurs châteaux et
» forteresses et usé de toutes les rigueurs des gens de guerre
» à l'effait du payement, à cause de quoi *nous a produit*

(1) Du 13 novembre 1630. — Sommaire à prinse faite devant le bailli et le juge royaux du Gévaudan.

» noble Aldebert de Born, de Seguin de Prades, Anthoine
» Laurents consulz; Pierre de Barthelemy procureur du roy;
» messire Jacques Jourdan, docteur; Pierre de Tardieu,
» seigneur de Séjas. Salomon Nègres, marchand, etc., etc.,
» etc., et autres habitants de la ville de Marvejols, lesquels
» ayant chacun l'aage, etc., et serment par chacun d'eux
» presté suivant les formes de religion, ont dict et attesté
» être véritable qu'à cause de la contestation qui estait pour
» raison desdites sensives, d'entre ladite dame de Combret
» et ledit seigneur de Montbreton, au nom de sadite femme,
» lesdits habitants après avoir payé lesdites sensives à ladite
» dame de Peyre, ont esté forcés et contraincts les repayer au
» dit seigneur de Peyre de Montbreton et audit seigneur de
» Thoullet, son beau-père diverses années. Et à cet effet
» auraient à chacune saison et environ la Saint-Michel tant
» d'une part que d'autre fait assembler des gens, mesmes la
» presente année qui auraient ramassé plus de cinq cents
» hommes de guerre armés de mousquets et aultres armes,
» tant de pied que de cheval, emmené le bestail tant gros que
» menu desdits habitants, dans leurs chasteaux et forteresses
» et iceulx contraincts de payer deux fois une même censive,
» ce qui cause la ruine générale auxdits habitants. Et disant
» ce scavoir comme proches voisins et la plupart pour l'avoir
» vu; duquel dire et déclaration, ledit Gerbal au nom que
» dessus, a requis acte de notoriété et sommaire à prinse,
» laquelle lui avons concédé, pour lui servir en ce qu'il appar-
» tiendra. En foi de ce, avons signé les présentes et fait signer
» notre greffier et aultres assistants, et mettons le scel de
» nostre cour. Donné à Marvejols, le 12^e jour du mois de
» novembre 1630.

» Suivent les signatures de Tardieu, Boyer, etc., etc. »

Un mois au paravant, le 15 octobre de cette même année 1630, Guillaumedu Mazel, seigneur du Piboul, bailli, etc., avait délivré à Mende un autre acte de notoriété à peu près semblable au

précédent, et dans lequel il déclare que les nombreux témoins entendus, tous pris parmi les personnages les plus marquants (1) de la ville de Mende et des environs, « ont dit et attesté, » qu'il y a environ 15 ans, que lesdits emphytéotes ont été » vexés et molestés pour le payement desdites rentes, etc., » etc., foullés et pillés au moyen des assemblées de gens de » guerre, que lesdits contestants faisaient dans ladite terre; » logeaient dans les villages, etc., que tout le bestail gros et » menu était enlevé et emmené aux châteaux de la Beaume et » de Peyre, les meubles emportés et brisés, etc., etc. »

Toutefois, avant de s'adresser au roi, deux courageux consuls de la terre de Peyre étaient allés à la Beaume, demander des explications à Antoine de Grollée :

« L'an mil six cent trente et le 2^e jour du mois d'octobre, » environ midi, régnant, etc., etc., dans le château de la » Beaume, par devant moi, notaire soussigné et tesmoins bas » nommés, se sont présentés Jean Chassaricq et Nicolas » Laurens, consuls et syndics de la baronnie de Peyre, les- » quels tant en leur nom que de Pierre Chabert, aussi consul » et des autres habitants de la terre de Peyre, et d'yceux » ayant recueilli la voix comme on dict, ayant la présence de » hault et puissant seigneur, messire Anthoine de Grollée de » Montbreton, etc., lui ont représenté que depuis plusieurs » années, ils et les aultres habitants de ladite terre ont payé » les censives et les autres droits seigneuriaux a puissante » dame Barbe de Combret, baronnesse et dame de Peyre, » etc. *En conséquence des arrêts qu'elle présuppose avoir » obtenus en la souveraine cour du parlement de Tou-*

(1) Messire Jean de Fumel, docteur éz droitz, syndic du pays de Gévaudan; Jean Gaucher, Adam chevallier; Antoine Reversat, seigneur de Celetz, cons. du roi.. George Hugonet, aussi conseiller du roi; Antoine Desloutis, doct. ez droitz, etc., etc.

• » louse, des années 1613 et 1621..... Comme ledict
» seigneur de Montbreton veult tout présentement jouir des
» dicts droits seigneuriaux, par lesdits habitants deubs
» l'année présente, a deffault auroyt déjà fait saisir quelques
» bestails. Combien que les meubles ne puissent estre prins
» pour les censives. *Sur quoi* ont sommé et requis ledit
» seigneur de dire et déclarer s'il a aucuns arrêts retroactifs
» des susnommez, et en vertu de quoy il entend refaire payer
» sesdites rentes, offrant lesdits consulz, aux noms qu'ils
» procèdent, etc..., de le payer sans contrainte, ni dépends..
» *Autrement ont protesté contre lui de la force et arme-*
» *ments, et dict avoir recours au roi et à la justice.*
» Quoy entendu par ledict seigneur, etc... »

Antoine de Grollée déclare qu'il agit en vertu d'arrêts anciens ; qu'il fera casser les arrêts obtenus par Barbe de Combret ; que les emphytéotes feront bien de ne rien payer à la prétendue dame de Peyre, s'ils ne veulent payer deux fois, etc., etc. Ensuite :

« Le dict de Montbreton a protesté contre les dicts syndics
» au nom qu'ils procèdent du refus de payement, retardement ;
» etc., ignorant qu'ilz ayent payé ailleurs, comme n'estant
» que depuis peu marié dans la maison de Peyre. — *Duquel*
» *dire et déclaration* les d. syndicts et requis acte.
» Fait et récité a la Beaume etc.. (1) »

Ces documents, et une foule d'autres que je pourrais également citer, prouvent combien était violente la lutte engagée entre l'héritière de Marie de Crussol, qui n'avait pas dans les veines une seule goutte du sang des Astorg, et les petites-filles de Geoffroi Aldebert, qui elles du moins descendaient des anciens chefs de la baronnie de Peyre.

A la fin, les plaintes des malheureux emphytéotes et les

(1) Guy Meissonnier, N^o.

rapports des autorités de la province (1) furent entendus, et un arrêt du grand conseil, daté du 5 mars 1632, confirma la transaction du 4 mai 1601 : « Dame Barbe de Combret et » Eleonor de Combret, sa sœur, sont condamnées à se désister » et despartir de la possession et jouissance de la terre et » baronye Peyre, circonstances et dépendances. » Et remboursement par les dames de Soulatges aux- » dites dames de Combret, de la somme de 52,000 livres. . . » et payant pour les années dont lesdites de Combret n'aient » jouy des revenus de la barronye de Peyre, après le décès » de la dame Marie de Crussol, leur mère. deux cents cestiers » bled seigle, mesure de Peyre, etc... Ensemble les mellio- » rations et reparations *utiles et nécessaires ; et basti- » ments faits par lad. dame de Combret au chateau de » Peyre et deppendances en un seul payement suivant » l'estimation qui en sera faite. »*

Les petites-filles de Geoffroi Aldebert avaient triomphé ; la dame de la Condamine dut quitter Peyre, dont les deux sœurs, Marguerithe et Jeanne de Soulatges furent investies...

Mais Jeanne de Soulatges, mariée au marquis de Triadou, ne se sentit pas assez riche pour faire face au gros payement qu'allait exiger Barbe de Combret ; et elle préféra faire l'abandon de sa part de la baronnie à sa sœur Marguerithe, femme

(1) Le 14 août 1632, les commissaires réunis à Mende, pour diriger les affaires du diocèse, invitèrent le syndic d'écrire au maréchal de Schomberg : « de vouloir bien faire réprimer les excès de la garnison du château de » Peyre qui, après avoir maltraité les habitants des terres des environs, » s'était emparé de Nicolas Laurent, leur syndic pour l'empêcher de » porter plainte, et l'avait jeté dans un cachot. »

(Procès-verbaux des séances des états patt. du diocèse.)

On voit, par ce fait, qu'il avait fallu un certain courage pour aller demander raison à Antoine de Grollée ; et que Nicolas Laurent, n'avait pas été si heureux à Peyre qu'à la Beaume.

d'Antoine de Grollée, moyennant une somme de 55,000 livres.

D'un autre côté, Marguerithe de Soulatges, qui s'engageait à payer cette nouvelle somme, était sans argent pour désintéresser Barbe de Combret. Et comme l'arrêt, que j'ai cité, portait « qu'il serait fait une estimation des réparations *utiles*, etc. » il fut facile aux deux parties de soulever de nouvelles difficultés ; les procès continuèrent donc ; et malgré l'arrêt définitif de 1645, Barbe de Combret n'était pas encore complètement payée le jour où César de Grollée eut trouvé le moyen d'évincer tous les créanciers de la maison de Peyre.

Pendant Antoine de Grollée, à peine entré en possession du château de Peyre, qui avait donné lieu à tant de procès et à tant de dissensions intestines, n'eut rien de plus pressé que de le faire raser. Craignait-il, ce qui serait assurément arrivé (1) que Barbe de Combret, qu'il ne savait comment désintéresser, ne se crut tôt ou tard autorisée à reprendre ce gage ? C'est possible et même probable
Toujours est-il que Peyre n'existait plus dès le milieu de l'année suivante, quelques mois après qu'il eut été remis entre les mains de la dernière descendante des Astorg. Mais Antoine de Grollée eut au moins le talent de se le faire payer par le Roi avant de le démolir, comme le prouve le passage suivant extrait d'un mémoire (2), suivi de transaction, entre Marguerithe de Soulatges et son fils François.

» à l'égard des réparations et bastiments, bien loyn qu'elle en
» jouisse de l'effaict qu'au contraire, *son chasteau de Peyre*
» *a esté desmoli et arrazé par ordre du roi*, depuis l'année
» 1633, A LA REQUÈTE ET INSTANTE PRIÈRE du d.

(1) (Voir chapitre III.) — Antoine de Grollée.

(2) Mémoire des reprises à exercer par dame Marguerithe de Soulatges, sur les biens de son feu mari. (Bout, notaire.)

» *feu seigneur de Peyre son mari*, sous prétexte des mal-
» versations que l'aciète forte dud. château donnait lieu de
» faire. Pour la bastisse et réédification duquel led. feu sei-
» gneur avait obtenu du Roi le don de la somme de 20,000
» livres, que lad. Dame a le droit de demander sur les biens
» dud. feu seigneur de Peyre son mari (1).

Au lieu de rebâtir le château de Peyre, auquel rien ne l'attachait, et qui ne pouvait lui rappeler que de tristes souvenirs, Antoine de Grollée fit reconstruire la Beaume, comme le prouve le passage suivant, extrait du même mémoire :

« Remontrait aussi lad. dame que les bastiments de la
» Beaume (2) ne pouvaient estre que de petite considération,
» attendu : Primo, que les charrois et manœuvres ont été faits
» par les emphithéotes de la d. dame qui les doibvent lhors
» que le seigneur bastit ou rèpare. Secundo, la pierre a esté
» tirée sur l'œuvre et dans le fond doctal de lad. dame.
» Tertio, tout le bois de charpente a esté prins dans les forets
» de lad. dame. Quarto, les réparations *doibvent estre adju-
» gées en tant qu'utiles et nécessaires, ce qui ne se rencontre*

(1) Quand Peyre fut rasé, l'armement du château, qui appartenait au roi, fut dirigé sur St-Ambroix : Cet armement se composait encore alors de cinq canons ou pétards, dont deux en bronze et trois en fer : de 75 grenades, en fonte ou en terre rouge, de deux vieilles cuirasses, de quelques fourchettes de mousquet, etc. (Titres de Peyre.)

(2) Les constructions élevées à la Beaume par Antoine de Grollée forment les deux ailes du nord et de l'ouest du château que nous admirons aujourd'hui.

Les ailes du midi et du levant, beaucoup plus élégantes et avec une toiture dite à la mansard, sont l'œuvre de César de Grollée qui devait redonner à la baronnie une telle splendeur, que le château que sa mère avait trouvé trop grandiose, ne parut plus en rapport avec la puissance et la fortune du très-haut et très-puissant comte de Peyre, lieutenant-général pour le roi en Languedoc, bailli du Gévaudan, etc., etc., etc.

- » *pas, attendu que les bastiments excèdent la portée des*
- » *biens: et que le bastiment ancien que son d. feu mari a fait*
- *abattre estait très agréable : puisque lad. dame, ses père et*
- » *ayeul (3) l'avaient toujours habité, son dit feu mari pouvait*
- » *bien s'en contenter, etc... »*

CHAPITRE III^e.

MAISON DE GROLLÉE.— ANTOINE DE GROLLÉE.— MARGUERITHE
DE SOULATGES. — CÉSAR DE GROLLÉE.

I

Antoine de Grollée.

Antoine de Grollée Virville, comte de Montbreton (1), baron de Burzet, etc., premier chambellan de son altesse royale monseigneur le duc d'Orléans, etc., avait épousé, comme on l'a vu, le 23 juillet 1626, la petite-fille de Geoffroi Aldebert, Marguerite de Soulatges, fille de Marguerite de Peyre, et de François de Soulatges 3^e du nom, seigneur et baron de Thollet,

(3) Geoffroi Aldebert de Marchastel, qui avait établi comme on l'a vu précédemment sa résidence à la Beaume le jour du partage de la baronnie; et qui s'y fixa définitivement en 1588, lorsqu'il crut pouvoir prendre le titre de baron de Peyre. (V. page 260.)

(1) Le comte de Montbreton appartenait à une branche cadette de la maison de Grollée. La maison de Grollée, ancienne maison du Dauphiné, remonte à l'an 1180, d'après Allard.

de Castelnau, etc., etc., sénéchal et gouverneur du comté de Rodez.

Après avoir rasé Peyre, il transporta à la Beaume le siège de la baronnie, et y fixa sa résidence. Toutefois, sa femme, Marguerite de Soulages, qui n'avait cependant jamais habité Peyre, vit avec une douleur profonde la destruction de l'antique manoir de ses ancêtres ; et voulut toujours avoir, près de ces ruines sacrées pour elle, à Saint-Sauveur-de-Peyre, une maison meublée, où elle allait souvent, et où elle passa même une partie de ses dernières années.

Les longs troubles de la maison de Peyre, plus encore que les guerres de religion, avaient amené une désorganisation complète dans l'ancienne constitution féodale de la baronnie, comme dans la fortune privée de ses possesseurs.

Antoine de Grollée aurait voulu remettre un peu d'ordre dans les affaires de la maison qu'il représentait ; mais on sait que sous le gouvernement de Richelieu, le moment était peu favorable pour les hauts barons féodaux. De plus, le comte de Peyre était chambellan du duc d'Orléans, par suite fort mal vu du tout-puissant ministre qui regardait volontiers les amis du prince comme ses ennemis personnels ; et l'histoire nous apprend qu'il ne leur ménagea pas toujours ses vengeances.

Monseigneur de Marcillac, évêque de Mende et comte du Gévaudan, était le partisan dévoué de Richelieu ; et, dès lors, fort mal disposé pour le comte de Peyre.

J'ai expliqué précédemment comment, nonobstant l'arrêt du 5 mars 1632, les procès avaient dû recommencer entre Barbe de Combret et Antoine de Grollée. La veuve de Pierre Darand de la Condamine, appuyée par monseigneur de Marcillac, et par la plus grande partie de la noblesse du pays, qui recevait ses inspirations de son évêque, fut reconnue officiellement, dans le diocèse, pour *dame et baronnesse* de Peyre. Ses envoyés furent encore admis aux états particuliers du Gévaudan, au nom de sa prétendue baronnie, et à l'exclusion de ceux

d'Antoine de Grollée, à qui les autorités locales niaient même son titre de seigneur de Peyre. Nous voyons en effet, dans la séance du 18 janvier 1642, le syndic du diocèse le traiter de *soi disant* seigneur de Peyre, sans qu'aucune voix proteste en sa faveur : « Le sieur Ratabon, syndic, expose à l'assemblée des états que quelques seigneurs à la tête desquels figurent MM. de Montbreton, *soi disant* seigneur de Peyre, etc., etc., avaient résolu de former un syndicat particulier, etc., etc. (1). »

Ce fut donc en vain qu'Antoine de Grollée essaya pendant longtemps de faire reconnaître ses droits : ses vassaux se sentaient trop bien soutenus pour avoir à redouter beaucoup ses actes de *réquisition* et de *somation*; et lorsque les deux plus hautes autorités du diocèse, l'évêque de Mende et les États, lui contestaient ses titres, ses feudataires, qui n'auraient eu besoin que de prétextes, pouvaient, avec une grande apparence de raison, invoquer l'exemple du comte du Gévaudan, et se dire fondés à en faire autant.

Du reste, tant que son procès contre Barbe de Combret resta pendant, au grand conseil, ses vassaux pouvaient très-légalement lui répondre avec dame Jeanne de Chastel, prieuresse du Chambon, « que par arrest du grand conseil, ensuite de » l'instance pendante, entre dames Barbe et Eléonore de » Combret, contre ledit seigneur de Montbreton, pour raison » de la baronnie de Peyre, toutes les instances et procès » pendants entre lesdites parties, et autres qui peuvent être » meus et à mouvoir, par tous prétendants en ladite baronnie, » sont esvoqués au grand conseil, avec inhibition à toutes » cours de parlement et autres du royaume, d'en connaître » ni ordonner; et à toutes parties de se retirer ailleurs, et » notamment au parlement de Toulouse, etc., etc.... (2). »

(1) Procès-verbaux des États du Gévaudan.

(2) Février 1634.

Cependant il faut se rappeler que l'héritage de Geoffroi Aldebert de Peyre, échu à sa petite-fille Marguerite de Soulages, se composait de deux seigneuries que les événements survenus après la Saint-Barthélémy avaient à peu près rendues indépendantes l'une de l'autre : la seigneurie de Peyre et la seigneurie de Marchastel. Il est évident que les filles de Marie de Crussol ne pouvaient revendiquer des droits que sur la première; et il semble qu'Antoine de Grollée aurait dû jouir de la seconde, sans contestation possible; mais ces longs procès avaient tout mis en question, et les vassaux de la seigneurie de Marchastel refusaient l'hommage tout aussi bien que ceux de la baronnie de Peyre.

En face du mauvais vouloir qu'il trouvait aussi de ce côté, Antoine de Grollée commença par faire confirmer, par le parlement, l'arrêt de l'année 1572, qui avait adjugé à Geoffroi Aldebert la baronnie de Marchastel, en déclarant *que cette baronnie était à jamais l'apanage des fils cadets de la maison de Peyre* (1634). Fort de cet arrêt, le seigneur de Marchastel, au nom de sa femme, somma tous les détenteurs de fiefs relevant de Marchastel, de venir faire hommage; et cita, pour donner un exemple, le plus considérable d'entre eux devant le parlement de Toulouse. Octavian de Bellegarde, archevêque de Sens et dom d'Aubrac, n'avait jamais reconnu le seigneur de Marchastel. Un arrêt du 5 septembre 1639 le condamna, au nom de la domerie d'Aubrac, « à faire hommage

- au seigneur de Marchastel des villages des Fours, des
- Fournets, de Grandvialard, etc., etc., de Montgros, du Cher,
- du Baulès, etc., etc., et enfin de tous les terroirs des mon-
- » tagnes... avec toutes leurs appartenances; et ce, dans
- huit jours après l'intimation de l'ordonnance; avec recon-
- » naissance des droits portés dans les sentences arbitrales
- anciennes, et dans les hommages rendus par les doms
- d'Aubrac; avec obligation de payer une livre de poivre
- pour chaque feu allumant au village des Salelles, avec les
- arrérages depuis 29 ans avant l'introduction de l'instance;

- avec l'obligation, pour les habitants des Fours, Alatioux,
- de payer le droit de guet avec les arrérages, etc., etc.....,
- avec l'obligation pour le dom de payer quatre livres de
- poivre pour le mas des Salhens et 50 sols pour le moulin
- del Déroc, etc... »

L'archevêque de Sens se soumit, et envoya à la Beaume, comme ses procureurs, messire Philibert de Guaint, sieur de Villemorenc, chevalier d'Aubrac ; messire Raymond Dumas, conseiller du roi et messire Blaise Sodrillac, avocat au parlement de Paris. Les trois mandataires, munis d'une procuration en règle, rendirent à dame Marguerite de Soulages et à son mari, au nom de la seigneurie de Marchastel, l'hommage exigé du dom. Les anciennes transactions sur la pêche de Bès, l'établissement des potences, les bestiaux malades, les bêtes d'épaves, etc., etc. (voir Aubrac, 1^{re} partie), furent de nouveau sanctionnées. Toutefois, le dom fit demander à son suzerain de renoncer au tribut en poivre et en argent, qu'il prenait sur le mas des Salhens et le moulin du Déroc, offrant de lui abandonner, en échange, quelques censives en blé que son couvent percevait sur le mas de Sinieyres-Croses.

Le seigneur de Marchastel accepta cette proposition ; et fit expressément stipuler dans l'acte d'hommage, « que ses rentiers, ses fermiers, etc., etc., pourront aller prendre tout le bois qui leur sera nécessaire aux bois d'Aubrac, soit en Gévaudan, soit en Rouergue ; et que les habitants de Marchastel auront la faculté d'en prendre, tant pour le chauffage que pour leurs constructions, dans tous les bois d'Aubrac situés en Gévaudan, excepté dans les bois des Salhens..... »

La montagne du Faltre et autres terres voisines, qui appartenaient à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem et qui dépendaient de la Commanderie de Recoules, suivaient toujours le sort de la domerie d'Aubrac (1). Il m'a paru, d'après

(1) Une transaction du 7 février 1337 était intervenue entre le seigneur

certain documents, que ces terres avaient été données à l'ordre du Temple par Bernard de Recoules, qui les tenait d'Astorg. J'ignore la date de cette donation qui, dans tous les cas, remonte à une époque très-reculée ; car, en 1250, et le dimanche avant la Toussaint, une transaction intervenait déjà, « entre frère Gaillard, précepteur de la maison de la » Capelle de l'ordre du Temple, dans le diocèse de Cahors, et » Durand, dom de l'hôpital Sainte-Marie d'Aubrac, pour » fixer les limites des terres que les deux maisons avaient, » entre l'hôpital d'Aubrac, Nasbinals, Marchastel, les Hermaux » et l'estrade, qui va de Marvejols vers Marchastel (1). » Des

de Marchastel et le commandeur de la maison de Recoules sur la juridiction, etc., du terroir du Faltre, assis dans le mandement du château de Marchastel; il avait été réglé : 1^o que le seigneur de Marchastel pourrait tenir, ériger et redresser des fourches patibulaires, etc., audit terroir et qu'il aurait l'exercice de la mère impère, ensemble des incestes, adultères, viols, fornication, fustigation et bannissement, épaves, clôture, correction et amendes des bestiaux malades ; toutefois, la moitié desdites amendes était réservée au commandeur... 2^o au dit seigneur de Marchastel, était réservé l'exercice et connaissance de toutes blessures, plaie, effusion de sang et de tout larcin. Les amendes au-dessous de 40 sols pour effusion de sang, et de 50 sols pour larcin, devaient appartenir au commandeur seul ; mais les amendes dépassant ces sommes étaient réservées en entier au seigneur de Marchastel ; 3^o le péage appartiendra tout entier au seigneur ; 4^o le juge de Marchastel prêtera serment entre les mains du commandeur, et le bailli de Marchastel ne pourra lever aucune amende appartenant audit commandeur, sans la présence du juge. etc... (Messire Privat Pelisson, notaire.)

« (1) Super omnibus controversiis, discordiis et petitionibus quas dictæ » partes, etc., habebant intra se vel habere poterant, super possessionibus. » terris et pascuis, quas sunt inter terminos infra scriptos : *videlicet* » *inter dictum hospitale et Nasbinals, et Marchastel, et Hermaux, et Sira-* » *tam quæ sit de Marvejols versus Marchastel, etc.* Nos vero (arbitri), » auditis rationibus utriusque partis, propter bonum pacis, etc.

pierres furent plantées, par les arbitres, sur les limites des possessions du Temple, possessions qui, après la destruction de cet ordre célèbre, devaient passer entre les mains des chevaliers de Saint-Jean ; et c'est là l'origine de ces pierres portant, gravée en relief, la croix de Malte, qu'on trouve dans la montagne de Saint-Andéol, et sur la Montredorte, à Puech-Ventoux, au pré dit de Vernon et ailleurs.

Les divers vassaux de la seigneurie de Marchastel suivirent l'exemple donné par le dom d'Aubrac et par le prieur de Recoules (1). D'ailleurs Antoine de Grollée fit de nouveau reconnaître ses droits de péage sur toutes les montagnes ; et fit condamner, par divers arrêts (de 1629 à 1654) plusieurs infracteurs de ce péage, et entre autres, l'abbé de Bonneval.

Cependant Richelieu était mort ; et le long procès, qui se débattait depuis si longtemps au grand conseil, eût enfin son dénouement. Un arrêt de l'année 1645 débouta, pour toujours, les filles de Marie de Crussol de leurs prétentions sur Peyre ; et dès ce moment, les affaires d'Antoine de Grollée parurent devoir prendre la meilleure tournure. Le 16 octobre de cette même année, la chancellerie lui avait expédié les lettres suivantes : « Louis, par la grâce de Dieu, roy de France, » etc. Au premier nostre huissier, etc., sur ce requis, à la

-
- > dictum nostrum arbitrium protulimus in hunc modum : ita videli-
 - > cet quod dictus dompnus et successeurs sui habeant et possideant
 - > omnia pascua et possessiones et terras que sunt ab aqua que
 - > vocatur Bez, etc... prout limitatum est per lapides per nos impositos . . .
 - > usque ad dictum hospitale. »

(1) Parmi les hommages faits à Antoine de Grollée, comme seigneur de Marchastel, je trouve diverses reconnaissances de plusieurs habitants de Mende ; et une quittance du droit de lods pour un bois appelé Pape-Cartel, situé dans la paroisse de Badaroux, ce qui prouve que le seigneur de Marchastel conservait encore, sur cette paroisse, les droits que lui avaient reconnus les Virgile, au 13^e siècle (V. 1^{re} part., page 171.)

» requête de notre cher et bien aimé Antoine de Grollée
» Virville, chevalier, etc., baron de Peyre, etc., premier
» chambellan de notre très-cher oncle, le duc d'Orléans ;
» estant, à cause de ce, en notre protection et sauvegarde ;
» nous te mandons et commandons que toutes les debtes à
» lui dues, tu lui fasses payer, etc., etc., en contrainchant
» les débiteurs par exécutions, saisies et toutes les autres voies
» dues et raisonnables, etc., etc., car tel est notre plaisir. »
Donné à Fontainebleau, le, etc.

Antoine de Grollée fait immédiatement signifier ces lettres à tous ses vassaux, avec sommation de venir enfin à la Beaume renouveler les antiques hommages.

« L'an mil six cent quarante-six et le, etc. Par
» exploit..... à la requête du susdit seigneur, comte
» de Peyre, en vertu dudit committimus, etc., commandement
» a esté fait à messire X....., de payer au dit seigneur,
» comme seigneur et baron de Peyre, les droits de lods et
» autres droits seigneuriaux ; de rendre l'hommage, etc.,
» etc. »

A la suite de ces sommations, divers seigneurs vont à la Beaume rendre l'hommage exigé d'eux : Antoine Demauze, bourgeois de Mende, qui avait acquis des censives et divers droits seigneuriaux sur le village des Saillans, paroisse de Saint-Amans ; Jean du Lignon, docteur en médecine, qui fait hommage d'un mas situé aux portes de Marvejols, auquel il devait donner son nom, et qui s'appelait alors la Vaissette ; Augustin Laurens, docteur en droit, etc., qui payait le droit de lods pour son acquisition de Péjas, et faisait hommage, etc., etc.

Quelques-uns des grands vassaux de la terre de Peyre se rendent également aux sommations d'Antoine de Grollée : le 28 septembre 1646, le seigneur de Couffours, noble Jean de Montvallat et Gabrielle de Pelamourgue, son épouse, font à la Beaume, entre les mains du bailli de la terre de Peyre, procu-

reur d'Antoine de Grollée, l'hommage de leur château de Couffours et de la ville de Chaudesaigues, « suivant et conformément aux actes, hommages et reconnaissances cy devant »
» faicts par le seigneur de Couffours et de la ville de Chaudesaigues, qui seront cy après exprimés ; et lesquels ont »
» esté exhibés et reconnus estre vrais et véritables sans »
» aucune rature ni vice : premièrement un hommage rendu »
» par Gerail Réveithela, etc., etc., l'an 1290 (Voir Couffours, »
» 1^{re} part.); autre hommage rendu au dit seigneur de Peyre, »
» par Guion de Sévérac, chevalier, seigneur de Couffours et »
» de la ville de Chaudesaigues, le 27 août 1362, reçu par »
» messire Pierre de Capluc et Durand Mazellier, notaires. »
» autre hommage dudit château de Couffours et de la ville de »
» Chaudesaigues audit seigneur de Peyre par noble Geral »
» Besses, seigneur dudit château de Couffours et de Chaudesaigues, le mardi avant la feste de Marie Madeleine 1336, »
» reçu messire Guillaume Dulcini, notaire. Autre, faict par le »
» seigneur de Sévérac et de Montboissier, seigneur dudit »
» lieu et de la ville de Chaudesaigues, en date de l'année »
» 1359, reçu par messire Fournier jeune, notaire, etc., etc., »
» et conformément aux susdits hommages, lesdits mariés ont »
» de nouveau faict hommage manuel, mains jointes, etc., etc., »
» intervenant un baizer de paix, et promis et juré fidélité... »

Antoine de Grollée parvient également à faire reconnaître une partie des droits de ses auteurs sur la ville de Marvejols : les consuls de cette cité sont, eux aussi, sommés de reconnaître leur seigneur, de venir encore prêter serment au successeur des Astorg, etc., etc.; et, dès le commencement de l'année 1648, la plupart des usages anciens sont rétablis dans cette ville. Les bouchers doivent repayer annuellement une langue de bœuf; les boulangers, deux deniers de droit par sétier de blé; les acquéreurs du sol, le droit de lods, etc., etc.

Toutefois, Antoine de Grollée ne devait jamais parvenir à rétablir l'ancienne splendeur de la baronnie : « car continu-

» lement en procès avec Barbe de Combret, jusqu'à l'arrêt
» définitif du conseil de l'an 1645, qui lui adjugea, *au nom de*
» *sa femme*, ladite terre et baronnye, il n'en put jouir long-
» temps, ni rappeler tous les droits allienés, négligez ou
» usurpez; soit parce qu'il n'avait pas de titres, soit parce
» qu'il perdit sa santé peu de temps après et qu'il mena une
» vie languissante, jusqu'en l'an 1655 qu'il mourut (1). »

Antoine de Grollée, testant le 12 avril 1655, déclare dans son testament olographe, avoir eu en effet de très-grandes maladies; et demande à être enterré dans l'église des capucins de Marvejols.

« Ce jourd'hui, mil six cent cinquante-cinq, nous Antoine
» de Grollée de Virville de Montbreton, comte de Peyre, etc.,
» premier chambellan de Son Alt. R., etc, seigneur de la
» ville de Marvejols..., considérant que tous les hommes
» doivent mourir, etc., etc., *ayant esté plusieurs fois*
» *attaqué de très-grandes maladies* et craignant d'être
» surpris, et qu'il n'arrive des contestations pour le partage
» de mes biens entre mes enfants, ce que je veux éviter, etc...
» *Desirant que mon corps, lorsqu'il sera séparé de mon*
» *âme, soit mis en sépulture dans l'église des Révérends*
» *pères Capucins de la ville de Marvejols, en une chapelle*
» *particulière, que mon héritier ou héritière bas nom-*
» *més, feront bastir si plus tôt je n'y ay satisfait,*
» *suppliant la compagnie desdits Révérends pères Capu-*
» *cins, de me vouloir associer en leur ordre, et de me*
» *donner part en leurs prières;* et pour mes honneurs
» funèbres, etc., etc... »

« Fait et escript de ma main propre, à la Baulme, ce 12^e
» avril mil six cents cinquante-cinq. Montbreton, signé. »

(1) Extrait d'un mémoire de César de Grollée, contre noble Daudé de Séjas.

Tous les anciens Peyre dont les testaments nous sont connus, avaient demandé à être enterrés dans l'église des frères Mineurs de Marvejols (1); depuis cet Astorg, qui testa en

(1) Anciennement le couvent des frères Mineurs de Marvejols était ~~hors de l'enceinte de la ville, au devant de la porte du Théron.~~

Le couvent des Augustins et l'église Notre-Dame de la Carce étaient également bâtis hors des remparts.

Il n'y avait, dans l'intérieur de la cité, que le couvent des frères du Monastier, celui des frères Prêcheurs et l'église Mage, aussi dédiée à Notre-Dame.

C'est parce qu'on a ignoré jusqu'ici l'existence de ces deux églises, et qu'on a confondu l'église Mage avec l'église Notre-Dame de la Carce, qu'on n'a pas su expliquer ce passage de la Gallia Christiana, parlant de monseigneur de Marcillac : « in œdificandâ ecclesiâ insignis collegiatæ » Beatæ Mariæ de Carcere urbis Marologii *Jamdià à novatoribus destructâ* » sedulo laboravit. » (Gab. Chr. de l'abbé Paschal. Notice sur N.-D. de la Carce, etc., etc.)

Le terrain sur lequel s'éleva à Marvejols l'église de *Notre-Dame de la Carce*, situé hors de la ville ouverte et de la ville fortifiée, s'appelait anciennement *la Carce*. D'ailleurs on trouve, dans les titres du 13^e et du 14^e siècles, un quartier *des Carses, des Charses, de la Carce* à Mende, à Rimeize, etc., et dans une foule de localités de la terre de Peyre...

L'église Notre-Dame de Marvejols, égl. Mage, ou *Notre Dame de la ville*, était de date beaucoup plus ancienne que l'église Notre-Dame de la Carce.

Lors de la reconstruction de Marvejols, au 17^e siècle, les deux églises furent réunies en une seule, qui reçut le nom de la collégiale, et s'appela Notre-Dame de la Carce.

Le passage suivant, extrait d'un hommage avec dénombrement, fait au roi saint Louis, le 12 des calendes d'octobre 1265, nous montre à Marvejols : 1^o la ville ouverte où est l'église; 2^o le castrum, ou ville fortifiée; 3^o le quartier ou faubourg *de la Carce*; 4^o le terroir ou *mauséus* de Marvejols :

« Item, domos quasdam Marologio *infra castrum* quæ confrontantur » cum demo petri Chalserii, etc. et alias duas domos *sitas in* » *Carcere*, cum quodam orto eis contiguo, quæ confrontantur cum orto

1273, Marcibilière, sa fille (1282), etc., etc., jusqu'à Aldebert, dernier représentant mâle de la première famille de Peyre, qui, en 1532, transporta le nom et les armes de ses ancêtres sur la tête d'Antoine de Cardaillac.

Aucun membre de la famille Cardaillac de Peyre ne fut enseveli à Marvejols (1).

Au moment du testament d'Antoine de Grollée, l'église des frères Mineurs n'était pas encore rebâtie; mais, quoique on en ait dit (2), les capucins existaient déjà dans cette ville en

» Guillelmi raponi, etc. Item, aliam domum quæ fuit Salcocher . . .
» quæ est in *Marologio* juxta ecclesiam . . . Item, alium ortum in *manso*
» *Marologii* qui confrontatur, etc. . . Actum *Marologio antè majorem portam*
» *ecclesia*, præsentibus, etc., etc. »

Lors des premiers troubles religieux, les couvents et les églises qui étaient en dehors des remparts de Marvejols, furent incendiés et pillés. Je n'ai pas pu établir la date exacte de cet incendie, qui, dans tous les cas, m'a paru avoir eu lieu entre les années 1561 et 1570.

Les masures qui restaient furent rasées plus tard, le gouverneur et les consuls de Marvejols ayant intérêt à faire disparaître des bâtiments qu'on ne pouvait défendre; et qui, à un moment donné, pouvaient servir à l'ennemi.

Les frères Mineurs se retirèrent dans la rue appelée alors *des Vachers*, nom qui se comprend beaucoup mieux que celui de *rue de la Vache*, qu'on a imposé aujourd'hui à la même voie. C'est là qu'ils revinrent encore après la ruine de la ville, en attendant la reconstruction de leur couvent. Leur nouvelle église ne fut terminée qu'à la fin du 17^e siècle, et la première messe n'y fut célébrée que le 14 octobre 1696.

(1) Antoine de Cardaillac de Peyre mourut dans le Quercy. Dieu seul sait où reposent les cendres de son fils, François Astorg, égorgé dans les massacres de la Saint-Barthélémy; et j'ai tout lieu de croire que Geoffroi Aldebert repose encore, dans l'église de Prinsuéjols.

(2) On trouve dans le *Gabalum Christianum* de l'abbé Paschal, et dans diverses notices sur le Gévandan, que les Capucins ne furent établis à Marvejols qu'en l'année 1659. Le testament d'Antoine de Grollée prouve qu'ils y étaient déjà installés et y avaient une église en 1655.

1655. Le chef de la 3^e maison de Peyre choisit leur église pour servir de sépulture à sa famille : Et c'est, en effet, dans une chapelle de cette église que repose Antoine de Grollée, à côté de sa femme et de ses enfants. (Voir plus loin César de Grollée.)

En mourant, Antoine de Grollée laissait onze enfants (1), et, par son testament, il disposa de tous ses biens « en faveur » de dame Marguerite de Soulages, son épouse, l'instituant » son héritière universelle, à la charge de rendre son hérédité » entière à *messire Antoine de Grollée, son fils ayné, dès* « *qu'il aurait atteint l'âge de 30 ans* (2). »

Marguerite de Soulages, se conformant au vœu exprimé par son mari, fit bâtir la chapelle des Peyre, dans l'église des Capucins de Marvejols, et employa deux mille livres à cette construction. (Transact. entre Marguerite de Soulages et son fils, François, citée plus loin.)

(1) Les enfants d'Antoine de Grollée étaient :

1^o Françoise, née le 5 septembre 1627. Abbessse de Saint-Bernard de Vienne, et puis de Saint-Paul d'Iseaux.

2^o Hélène, née le 15 août 1630. Abbessse de Saint-Paul, puis de Beaurepaire.

3^o Antoine, né le 15 septembre 1632. Mort célibataire.

4^o François, né le 29 septembre 1633. Dernier seigneur de Marchastel.

5^o César, né le 28 février 1636. Chevalier de Malte.

6^o Aymard, né le 6 avril 1637. Abbé de Peyre, prieur d'Aumont.

7^o Hélène, née le 23 juillet 1638. Mariée au marquis de Fay de Gerlande.

8^o Cesar, né le 21 septembre 1639. COMTE DE PEYRE.

9^o Sylvestre, né le 22 janvier 1641. Dit le chevalier de Peyre.

10^o Victoire, née le 31 août 1642. Mariée au marquis de Moret de Pagan de Montarnal.

11^o X..., née le 21 juin 1647. Morte en nourrice.

12^o Aymard, né le 30 novembre 1649. Abbé de Montbreton, prieur de Prunières.

(2) Ouverture du testament olographe d'Antoine de Grollée en la cour du baillage du Gévaudan, etc.

D'ailleurs, il donnait pour tous droits 16,000 livres à chacun de ses autres enfants.

Comme les anciens Astorg, Antoine de Grollée, seigneur et comte de Peyre, se conforma, lui encore (1), *mais ce fut pour la dernière fois*, aux clauses du testament de l'évêque de Viviers. « Je donne et lègue, dit le testateur, à mon second » fils, François *Aldebert*, pour tout droit de légitime qu'il » pourrait prétendre en mes biens, la somme de 16,000 » livres, à prendre sur les réparations et liquidations » que j'ai faites en la maison et terre de Marchastel, la » jouissance de laquelle appartiendra audit François » Aldebert suivant le testament dudit Aldebert, évêque » de Viviers de l'an 1303..... Et avec ce, fais le » dit François Aldebert mon héritier particulier en mes biens, » en sorte qu'il ne puisse rien prétendre en iceulx. *Déclarant » par exprès que la Beaume et ses dépendances ne sont » point de la terre de Marchastel, etc... voulant et enten-* » *dant* que toutes les réparations et acquisitions (2), que j'y » ai faites soient et appartiennent à mon fils aîné..... »

Le testament d'Antoine de Grollée nous apprend qu'au moment de sa mort plusieurs de ses enfants n'avaient pas encore de noms de baptême : « je donne, dit-il, à mes trois » fils et à mes deux filles, *qui n'ont pas encore reçu de » noms de baptême*, et qui s'appellent Burzet, Montbreton,

Antoine de Grollée « priait sa très-chère femme de vouloir bien faire » le même héritier que lui, *afin que les noms et armes de Grollée et de » Peyre ne soient pas de longs temps séparés.*

(1) Autant qu'il dépendait de lui, car la seigneurie de Marchastel, comme la baronnie de Peyre, appartenait à sa femme.

(2) On sait qu'anciennement la Beaume était un village, dont les diverses maisons durent disparaître, le jour où le siège de la baronnie y fut définitivement fixé, par la destruction de Peyre.

- » le Vivier, Beauregard, etc..., 16,000 livres, dès qu'ils auront
- » atteint l'âge de 25 ans (1)..... »

II

Marguerite de Soulages.

Après la mort d'Antoine de Grollée, sa veuve, Marguerite de Soulages, dut gérer, pendant 16 ans, ses biens propres, c'est-à-dire le comté de Peyre et la seigneurie de Thollet, héritage de son père, en même temps que les biens délaissés par son mari.

Les années de son veuvage furent les plus tristes qu'on puisse imaginer.

Du reste, il me paraît indispensable d'entrer dans quelques détails sur certains des procès qu'elle eût à soutenir : car c'est là le seul moyen de faire connaître exactement l'état de la maison de Peyre; et d'expliquer l'absence des membres de cette grande famille dans les affaires du Gévaudan, pendant la plus grande partie du 17^e siècle, comme j'ai expliqué l'effacement des successeurs des Astorg, à la fin du 16^e, dans les guerres qui ensanglantèrent le diocèse de Mende et amenèrent la prise des deux principales places de la baronnie, de Marvejols et du château de Peyre.

D'un autre côté, sans connaître très-exactement, du moins en abrégé, les affaires de la maison de Peyre à l'époque où nous sommes parvenus, certains autres faits, qui ont aussi leur valeur historique, demeureraient incompréhensibles : c'est ainsi qu'on ne concevrait pas très-bien comment César de

(1) Testament olographe d'Antoine de Grollée : Procès-verbal d'ouverture de ce testament, en la cour du bailliage du Gévaudan.

Grollée fut amené à s'attirer ce terrible renom qui l'a rendu l'effroi des paysans de la terre de Peyre ; quels procédés il employa pour refaire et porter au comble de la splendeur, la fortune de la maison qu'il représentait ; enfin, comment il parvint, lui qui n'était que le cinquième garçon d'une famille de onze enfants, à recueillir seul l'entier héritage de son père et de sa mère.

D'ailleurs, la connaissance de ces procès montre que, même sur nos montagnes, il s'était fait, pendant les deux derniers siècles, un changement énorme dans la puissance des plus hauts barons féodaux : Au milieu du 17^e siècle, le seigneur de Peyre n'est plus relevé, purement et simplement, comme on l'a vu pour le fils d'Astorg le prodigue, des *dettes et des aliénations faites par son père, avec une prodigalité incroyable*.

Comme de nos jours, c'est la loi et les tribunaux qui sont appelés à juger les questions d'intérêt, pour les puissants barons comme pour les simples particuliers. Tout le monde, dans une grande partie de l'ancien Gévaudan, a entendu raconter des choses incroyables sur les spoliations de César de Grollée. Son nom, sans qu'on s'en rende bien compte, rappelle immédiatement à l'esprit, même chez les personnes les moins prévenues, tous les actes de rapine, de violence, de tyrannie, etc., etc., que les romanciers et les chroniqueurs ont quelquefois attribués à certains sombres barons du moyen âge. Il semblerait que le grand César de Peyre eût dépassé en scélératesse ses voisins, les Canillac, les d'Apcher, etc., condamnés à mort aux grands jours d'Auvergne ; et même les Chapelu Gibertès, les Trélans, etc., etc., véritables chefs de brigands, assassins et voleurs de grands chemins, etc., etc. (4) ; qui périrent, avec leurs bandes,

(1) M. de Burdin a publié (*Doc. hist. sur la province de Gévaudan*) quelques documents sur Charles et Antoine de Gibertès Chapelu, seigneurs

sous la hache du bourreau, sous la roue ou sur le bûcher, et

de Montrodât et de la Vigne. Depuis lors, on sait que le seigneur de Montrodât, son frère et ses complices s'étaient livrés à toutes sortes de crimes : vols et assassinats sur les grandes routes ; sacrilèges et pillages d'églises ; fabrication et émission de fausse monnaie ; « rapt et viollement » de jeunes filles qu'ils emmenaient dans le château de la Vigne, et que » Charles et Antoine de Chapeln faisaient ensuite épouser à leurs vaillets, » etc. . . . »

Le fait suivant extrait, entre cent autres, des procès-verbaux des juges de Marvejols, prouve qu'elle était l'audace de ces terribles chefs de brigands : « Louis, par la grâce de Dieu, roi de France, etc., comme ainsi soit que » nes juges de la ville de Marvejols avaient dressé leur verbal, le 21 » novembre 1650, dans lequel ils rapportaient que sur les dix heures » de la nuit de ce jour là, ayant ouy une grande rumeur populaire, et » qu'on tirroyt des coups d'armes à feu à la rue, et ayant accouru » au boust, il leur fust exposé par notre procureur au baillage de ladite » ville, qu'estant allé passer l'après-soupée dans la maison de noble de » Seguin de Prades, où estoit demoiselle Anne de Salesles, fille unique » dudit sieur des Salesles, escuyer; on estoit aussi la demoiselle de Seguin, » sa mère, lui les accompagnant à leur retour, estant esclayrés par des » flambeaux que leurs vaillets portoient : estant au devant la porte du » dit sieur des Salesles, heurtant pour entrer dans ladite maison, ils » avaient esté attaqués par le sieur comte de Gibertès, le pistolet à la main, » suivi d'un grand nombre de gens bottés et armés, lesquels en ayant » esteint la chandelle, se seraient saisis de ladite demoiselle Anne des » Salesles, qu'ils avaient arrachée à force de bras de sa mère jettée par » terre et foulée dans la boue, tirant plusieurs leurs pistolets ; et l'ayant » ravie, et enlevée, et sortie de ladite ville, par la porte du Soubeyran, » où plusieurs habitants ayant accouru, et avec eux Jean Guiot, bourgeois, » pour recouvrer ladite des Salesles, il fust inhumainement tué d'un » coup de pistolet par ledit sieur comte de Gibertès et autres de la suite : » et cette demoiselle fust enlevée et ravie par eux, etc. »

..... La poursuite de cette affaire est demeurée en l'estat, et le » crime en l'impunité. Ce qui a donné une telle licence au sieur de » Gibertès et au sieur de Montrodât, son frère, qu'il n'y a sorte de crimes » qu'ils n'aient commis, etc. »

dont on a cependant oublié même le nom, tandis que celui de César de Grollée, qui était, presque sur le même sol leur contemporain, est aujourd'hui encore, aussi connu que le jour de sa mort.

On sera bien surpris d'apprendre que les plus importantes, les plus célèbres des expropriations, ou, si l'on veut, des spoliations de César de Grollée, ont été faites au nom de lois de l'époque regardées alors comme fort justes ; mais qui malheureusement devaient amener quelquefois des résultats assez semblables à ceux que produisent de nos jours les lois sur les biens dotaux ; et en vertu de jugements rendus par des magistrats intègres, qui ont bien pu être trompés par un plaideur extrêmement habile, mais qui, dans tous les cas, étaient forcés d'appliquer la loi, quelle que fut leur conviction intime.

On sait déjà que les biens de Marguerite de Soulages étaient grevés de dettes énormes (Barbe de Combret, M^{me} de Triadou, etc., etc.); et à la mort d'Antoine de Grollée, son héritage personnel n'était pas moins grevé que celui de sa femme.

Antoine de Grollée n'avait eu, du chef de ses ancêtres, que la petite terre de Burzet en Vivarais. Toutefois, une de ses tantes, Charlotte de Chalan, dame de Montbreton, lui avait donné la grande terre de ce nom, située dans le Dauphiné. Mais Antoine de Grollée laissait de nombreuses dettes, causées en partie par les lourdes charges que lui avaient imposés les longs et nombreux procès qu'il avait dû soutenir. D'une autre côté, il fallait, d'après les clauses de son testament, prélever sur ses biens 10 dots de 16,000 livres chacune, soit 160,000 livres, somme énorme pour cette époque. Aussi, les avantages qu'il était sensé faire à Marguerite de Soulages, en l'instituant son héritière, lui parurent-ils illusoires, d'autant plus qu'elle était, elle-même, créancière de son mari pour des sommes considérables provenant de diverses ventes de ses biens dotaux, dont il avait seul touché le prix. Par suite, Marguerite de Soulages n'accepta l'héritage d'Antoine de Grollée que

Histoire, etc.

22

« sous bénéfice d'inventaire, et sans confusion de ses biens,
 » droicts et adventaiges à elles appartenants sur lesd. biens,
 » dont elle fit d'abord faire l'inventaire » et dont elle n'accepta
 ensuite l'administration que « sous les protestations cy
 » dessus. (1) »

Au moment de la mort d'Antoine de Grollée, la plupart de
 ses enfants étaient encore mineurs ; et ses fils aînés, qui au-
 raient pu aider leur mère à sortir de ses embarras, devaient
 lui causer ses plus amers chagrins.

On a vu que d'après le testament d'Antoine de Grollée, Mar-
 guerite de Soulatges devait rendre l'héritage de son mari, à
 son fils aîné, Antoine, dès qu'il aurait atteint l'âge de 30 ans.
 « Mais led. Seigneur Antoine de Montbreton, 2^e de nom,
 » compte de Montbreton, son filz ayné dans l'impatience de
 » la restitution du fidei-commis desd. biens s'empara
 » des d. chateaux et seigneuries de Burzet et de Montbreton
 » qui composent l'entier héritage dud. feu compte son père
 » prit aussi et exigea les droicts, rentes et
 » revenus desd. terres.... Saizit les titres et documents
 » d'icelles et les meubles. etc.
 » Ce qui donna lieu à la d. dame Marguerithe de Soulatges de
 » former instance en la cour des requêtes du palais de Tou-
 » louze contre led. compte son filz ayné.
 » Led. compte Antoine, 2^e de nom, son filz ayné, estant mort,
 » lad. instance dut estre reprinze contre son second filz,
 » Messire François Aldebert qui avait continué d'occuper lesd.
 » terres de Montbreton et de Burzet au nom des substitutions
 » du testament de son père. (2) »

(1) Extrait d'une transaction entre Marguerithe de Soulatges et son fils,
 François. (Guillaume Servan, notaire royal.)

(2) Servan, notaire royal. (Transact. du 30 janvier 1669 entre Marg.
 de Soulatges et son fils François.)

Pendant que Margnerithe de Soulatges en était ainsi réduite, dans un moment où elle avait le plus urgent besoin d'argent, à défendre ses revenus contre ses deux fils aînés, deux autres de ses enfants ne lui donnaient pas de plus grands sujets de consolation. Aymar, abbé de Peyre, son 3^e fils, et Sylvestre de Grollée se fesaient l'un contre l'autre, et tous les deux contre leur mère, un procès aussi scandaleux que possible. Du reste, on en jugera par le passage suivant extrait d'un des mémoires les plus modérés de l'abbé de Peyre « dit le sup-
» pliant que pour certain accident arrivé en l'année 1665 à
» M^{re} Sylvestre de Grollée, son frère, duquel il ne peut parler,
» soit à cause du sang, soit à cause de la nature de l'accident,
» led. M^{re} Sylvestre se voyant incapable de plus avant posséder
» le bénéfice de St-Etienne-d'Almont, dont il avait été pourvu,
» voulut au moins, ne pouvant posséder le tout, sy conserver
» une pension ; et ne trouvant personne qui voulust accepter
» sa résignation sous une pension aussi forte qu'il vouloyt
» l'imposer, fust contraint malgré tous les efforts de son
» indignation, de recourir dans sa famille, où il trouva le
» suppliant lequel n'estant encore de l'age de quinze ans, à
» la persuasion de dame Marguerithe de Soulatges, leur mère,
» accepta la résignation du susdit bénéfice, qui n'est de valeur
» dans le temps present que de six cents livres sous la pension
» de 400 livres

» Ladite dame leur mère, qui a tousjours protégé led.
» Sylvestre contre tous ses autres enfants, et qui lui tient encore
» la main aujourd'hui pour vexer le suppliant, se munit de
» ladite résignation ; fit faire une prise de possession originale
» qu'elle n'a jamais voulu rendre au suppliant, lequel comme
» dist est, estant encore en bas aage, elle n'eut pas peine à
» lui faire signer plusieurs actes, la première estant en blanc,
» etc..... La seconde une autre procuration par
» laquelle le suppliant, pendant qu'il continuait ses études,
» donne pouvoir à la dite dame de jouir et percevoir les fruits

» et revenus dud. bénéfice, ainsi qu'il appert par l'assenti-
» ment, etc., etc. »

Munie de la procuration de son fils, Marguerithe de Soulages avait effectivement affermé le bénéfice d'Aumont, dont elle avait disposé des revenus, tantôt pour envoyer de l'argent à Paris, à son fils Aymar, tantôt pour payer à Sylvestre sa pension de 400 livres ; et ses deux enfants, devenus majeurs, l'actionnaient tous les deux à la fois devant les tribunaux, Aymard soutenant qu'elle n'aurait pas dû payer Sylvestre, et Sylvestre quelle aurait dû le payer tous les ans !!!

Pendant ce temps, le procès de la malheureuse mère contre son fils François durait toujours, et devenait très-dispendieux : à la fin « sur l'entremise des parents proches et d'amis communs,
» pour mettre fin à un si grand procès et donner le repos à
» leurs familles, les dites parties ont convenu (4), transigé et
» accordé comme s'en suyt.

» Que pour raison des sommes préthandues par la d. dame,
» etc.... et pour les légitimes dues à ses aultres enfants, il
» sera procédé incessamment à l'estimation des d. biens dé-
» laissés par led. feu seigneur compte de Peyre, et en après
» estre réglées telles que de droit suivant la portée desd.
» biens.

» Que pour toutes les aultres sommes justifiées par lad.
» dame, etc.... le d. M^{re} François Aldebert promet payer, en
» 4 ans, à la d. dame la somme de 51,252 livres.... Sans
» toutes foyz que la d. dame se préjudicie à pouvoir recouvrer
» ses biens dotaux alienez par sond. feu mari.

» Que pour l'intérêt du gain de survie.... et mil livres de
» pension annuelle à elle données pendant son veuvage, la d.
» dame se payera sur l'afferme de la seigneurie de Burzet.....

» Que dans le cas où la d. dame continue à s'occuper de

(2) Servan, notaire royal. (Transaction du 30 janvier 1669.

- » fournir l'entretien à ses autres enfants, elle répétera les
- » sommes dépensées pour eux sur le d. M^{re} François Alde-
- » bert, etc. (1) »

François Aldebert avait invoqué les substitutions apposées au testament de son père, pour s'emparer de Burzet et de Montbreton; et en vertu de ces mêmes substitutions on lui laissait ces deux seigneuries. Mais il n'eut pas lieu de se féliciter de la victoire qu'il venait de remporter sur sa mère. Marguerithe de Soulatges avait présenté de nombreux titres des sommes qu'elle avait à répéter sur les biens de son mari; et son fils était resté convaincu qu'indépendamment des sommes déjà considérables portées dans la transaction ci-dessus, il aurait encore un grand nombre de très-gros comptes à régler avec sa mère. François Aldebert s'aperçut, mais trop tard, qu'au lieu de convoiter si ardemment l'héritage paternel, il aurait dû le répudier comme le fit plus tard son frère César. Les biens ne suffisaient pas pour faire face aux charges, et le nouveau comte de Montbreton s'était aliéné le cœur de sa mère dont il n'avait plus rien à attendre; aussi résolut-il de sortir au plus tôt de la grave position dans laquelle il s'était aveuglément placé : La transaction ci-dessus avait été conclue le 30 janvier 1669; et dès le lendemain, 31 janvier, François Aldebert faisait abandon, par une donation entre vifs, en faveur de son frère César, 2^e de nom, « de tous ses biens meubles et immeubles, » noms, voix, droicts et actions présents et à venir mesmes et » par exprès de ses droicts de légitime, ne se réservant que » les revenus de la baronye de Marchastel pendant sa vie; son » logement au chateau de Montbreton, une pansion viagère et » une somme de 300 livres dont il pourrait disposer à sa mort » pour legats pies ou autrement Affin que ledict Cesar

(1) Servan, notaire royal del Py. (Transact. entre Marguerithe de Soulatges et son fils François.

» puisse prendre en mariage une doct plus advantaigieuse pour
» le lustre de leur maison *et pour la supportation des*
» *charges de la grande quantité d'affaires dont elle se*
» *trouve chargée* (1). »

La baronnie de Peyre appartenait à Marguerithe de Soulatges du chef de ses auteurs; et par suite il dépendait d'elle seule de la transmettre à celui de ses enfants qu'elle désignerait pour son héritier. De ses quatre fils aînés, deux étaient morts, Antoine et César 1^{er}; Aymard était abbé et d'ailleurs plaidait contre sa mère; enfin François renonçait même à tous ses droits paternels en faveur de César, 2^e de nom. Ce César, qui devait devenir *le grand César* de Peyre, était donc naturellement indiqué au choix de Marguerithe de Soulatges: D'ailleurs il s'était toujours jusque-là tenu en dehors de tous les procès qui avaient agité sa famille, et cette conduite modérée, autant que son intelligence, l'avait rendu le favori de sa mère. Aussi dès le 2 mars de cette même année 1669, quelques semaines après la donation de François Aldebert, Marguerithe de Soulatges fit, elle aussi, en faveur de son fils César, une première donation de la moitié de ses biens « *quittes de toutes charges,*
» *debtes et légitimes, par preciput et advantaige, afin qu'il*
» *puisse trouver plus facilement un parti en mariage* (2). »

Marguerithe de Soulatges se réservait l'autre moitié de la baronnie, et tous les revenus sa vie durant; mais, deux ans après, pressée par ses créanciers elle dut, par une dernière donation, datée du 21 juillet 1671, faire abandon de la totalité de ses biens comme de ses revenus (3) en faveur du même

(1) Servan, notaire royal.

(2) Bout, notaire.

(3) Elle ne se réservait que les droits seigneuriaux d'Aumont, et les revenus du domaine appelé le Vivier (paroisse de Rimeize)... Les officiers de César de Grollée devaient percevoir ces divers revenus pour elle; mais César de Grollée ne fut pas toujours exact à les lui faire payer, et sa mère dut rédiger plusieurs mémoires contre son fils ingrat. (V. note 2^e, inventaire du mobilier de Marguerithe de Soulatges),

César « pour se libérer des affaires et instances qui sont à
» présent contr'elle intentées en diverses cours ; des debtes
» où ses biens sont chargés, et des saisies réelles faites
» en yceula (1). »

III

César de Grollée.

On voit par l'exposé de motifs insérés dans la 2^e donation de Marguerithe de Soulatges, que la position de César de Grollée était loin d'être brillante, le jour où il fut mis en possession de la baronnie de Peyre, bien déchue alors de son antique splendeur : Les créanciers, qui avaient attendu trop longtemps, voulaient être payés tous à la fois ; Marguerithe de Soulatges, qui n'avait fait sa dernière donation que parce qu'elle était débordée, et qu'elle avait espéré que son fils pourrait mieux dominer la situation, demandait que les engagements qu'elle avait contractés fussent tenus, et pressait son fils de faire honneur à ses affaires ; ses autres enfants voulaient la dot que leur avait assigné leur père mourant, et n'entendaient pas être radicalement déshérités par leur mère. Enfin Aymar, l'abbé de Peyre, qui plaidait déjà comme on le sait contre sa mère, au sujet du prieuré d'Aumont, se trouvant lésé par la donation de son frère François et par celles de sa mère (car il était d'un côté l'abbé de Peyre et de l'autre l'aîné de César) les attaqua les unes et les autres devant les tribunaux ; et demanda que toutes les substitutions apposées aux testaments de ses ancêtres et au testament de l'évêque de Viviers, fussent déclarées ouvertes en sa faveur.....

(1) Salaville, notaire.

On voit que les affaires du jeune comte de Peyre étaient dans la situation la plus grave, dans une situation presque désespérée. Mais César de Grollée, qui était doué d'une intelligence remarquable et d'une conscience sans préjugés, devait triompher de tous les obstacles, et se débarrasser de sa famille comme de ses créanciers.

Il commença par son intérieur : Sa mère, qui le gênait, dut quitter le château de ses ancêtres, qu'elle avait donné à son fils ; et la dernière descendante des Astorg, Marguerithe de Soulatges, alla vivre seule et délaissée, tantôt à Aumont, tantôt à Saint-Sauveur, dans une petite maison meublée qu'elle afferma à un individu nommé Bignon, dit Lafleur (1).

Les deux frères cadets de César de Grollée, Sylvestre et l'abbé de Montbreton, durent se contenter d'une dot de 16,000 livres dont le comte de Peyre leur promit en attendant le revenu : 4,000 du chef de leur père, et 12,000 du chef maternel.

Mais Aymard, 1^{er} de nom, ou l'abbé de Peyre, opposa une plus longue résistance à l'ambition de César : Un procès, où toute dignité fut foulée aux pieds de part et d'autre, éclata entre les deux frères ; et César, qui accusait Aymar de vol, etc., parce que l'abbé de Peyre avait fait enlever pendant la nuit une partie du mobilier et l'argenterie de la Beaume, avait déjà fait rendre contre lui un décret de prise de corps, lorsque, au commencement de l'année 1674, des amis communs, et surtout les parents de la famille, s'interposèrent pour ménager un arrangement, « et pour cest effect ayant mis entre les » mains de messire François d'Albignac, vicomte de Triadou, » leur oncle et de plusieurs autres, (le vicomte de Chaylard, » le comte de Morangiès, de Saint-Alban, etc., leurs parents » ou amis communs, tous les papiers et actes de la maison,

(1) Inventaire des meubles, etc., délaissés par dame Marguerithe de Soulatges, fait par Barthélémy Aldin, seigneur de la Rouverette, juge de Marvejols. (Voir 3^e partie, note 2^e).

» après avoir *vu le secret d'icelle*, examiné la consistance
» des biens, ensemble des revenus, eu esgard aux charges,
» etc., et au nombre des enfants, etc.... Le seigneur de
» Triadou et aultres parents, etc., ont trouvé que la légitime
» dudit seigneur abbé, pour les biens maternels, ensemble
» pour chacun des autres enfants revenait à la somme de 12,000
» livres, etc..... (1). »

César promit à l'abbé de Peyre de lui donner 16,000 livres
• comme à ses autres frères et sœurs, *pour tous droits paternels
et maternels*; plus une somme de 5,000 livres pour qu'il se
désistât en sa faveur de tous ses droits. Les deux frères se
réconcilièrent, et dès ce moment Aymar prêta au comte de
Peyre, le concours le plus actif et le plus dévoué pour l'aider
à se débarrasser de tous ses autres créanciers.

« César de Grollée réunit par ce moyen (2), sur sa tête tous
» les biens de la maison de Peyre, et même ceux d'Antoine
» de Grollée, son père..... Mais parce que la succession
» était chargée de dettes énormes, pour se mettre à l'abri des
» créanciers pour un temps, ayant formé la discussion des
» biens de Marguerithe de Soulatges, sa mère, au parlement
» de Toulouse, avec certains créanciers.... il impétra des
» lettres royaux pour demander l'ouverture de la substitution
» apposée au testament de la dame de Quenelet, en confor-
» mité des pactes de son mariage avec Geoffroy de Peyre, le
» 28 janvier 1579.

» Quoy que cette demande fut hasardée, toutefois n'estant pas
» contredite ny par Aymard de Grollée, avec qui il avait
» transigé auparavant, ni par les principaux créanciers de la
» discussion, il ne lui fut pas fort difficile sur la fin de la séance
» du parlement, de surprendre un arrêt du 9 septembre 1678,

(1) Rembal, notaire. 23 janvier 1674.

(2) Mémoire d'Aymar Henri de Moret, héritier de César de Grollée,
contre le marquis de Fay de Gerlande. déjà cité plusieurs fois.

- » confirmé par un arrêt définitif du 11 avril 1679, par lequel
» (1), la prétendue substitution apposée au testament de

(1) « Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, etc.,
» comme en l'instance pendante en la cour du parlement de Toulouse,
» entre Jacques Prunières (a), impétrant nos lettres du 18 mai dernier en
» cassation de tout ce qui pourrait être fait en notre sénéchal de Nismes
» au sujet de la distribution des biens de feu^e dame Marguerithe de
» Soulatges, etc. Tant par voie de nullité, attampat, que autres
» de droit; ce faisant, requérir l'exécution de l'arrêt de notre dite cour et
» que conformément à iceux, il soit reintégré en la possession et jouis-
» sance des biens y mentionnez. d'une part. Et
» messire Aymard de Grollée, abbé de Peyra et messire César de Grollée
» Virville Montbreton, marquis de Peyre, défenseurs, d'autre.
» Notre dite cour, vu le procès plaidé, etc. Par son arrêt pro-
» noncé le 9 septembre 1678, disant droit sur les lettres dudit Prunières,
» sans avoir égard à la saisie dont est question pour ce qui concerne la
» méthérie et biens dont mention est faite dans les arrêts, du, etc., etc.
» a ordonné que etc., disant droit sur les lettres dudit César de Grollée
» a déclaré, et déclare les substitutions apposées au testament du 22
» janvier 1610, conformément aux pactes de mariage du 21 janvier 1579,
» ouverte au profit dudit César de Grollée; ce faisant la maintenue et
» gardée, maintient et garde, en la possession et jouissance de la moitié de
» tous et chacuns, les biens ayant appartenu à Geoffroi Astorg Aldebert
» de Peyre, tels qu'ils étaient du temps de la donation contenue aux
» pactes dudit mariage dudit jour 21 janvier 1579. Et a ordonné et ordonne,
» que ladite moitié desdits biens sera distraite de la saisie générale dont est
» question. A fait et fait inhibition et défense, etc., de en la jouissance
» de ladite moitié, lui donner aucun trouble ni empeschement à peine
» de mille livres d'amende, etc.

» Donné, à Thoulouse en notre parlement le 11^e jour du mois d'avril
» de l'an de grâce 1679, et de nostre règne le 36^e; par la cour, Lacroix,
» signé. »

(a) Jacques Prunières, qui fut la cause des graves arrêts ci-dessus, avait plaidé pendant plusieurs années contre César de Grollée. Ses auteurs et notamment Messire Pierre Prunières, marchand d'Escadierette, et son fils Bernard avaient successivement acquis, à Marchastel,

» Marie de Quenelet, du 22 janvier 1640 fut ouverte à son
» profit, et il fut déclaré maintenu en la jouissance de la
» moitié des biens ayant appartenu à Geoffroy Aldebert de
» Peyre, *tels qu'ils étaient au moment de la donation*
» *contenue dans son contrat de mariage du 28 janvier*
» 1579.

» C'est à la faveur de cet arrêt collusoire qu'il gagna tout le
» temps qu'il voulut contre les principaux créanciers de la
» maison de Peyre, avec lesquels il traita pourtant *d sa com-*
» *modité*, par la suite, etc.
» »

J'ai dit précédemment que Geoffroi Aldebert de Peyre avait fait deux testaments; et que par le 2^e de l'an 1607, il avait rempli la clause insérée dans son contrat de mariage, *en disposant de la moitié de ses biens*; ce qui enlevait à Marie de Quenelet le droit de faire elle-même des substitutions, droit qui ne lui avait été donné que conditionnellement. Il est donc naturel de se demander comment une chambre du parlement *a pu se laisser surprendre*, pour employer les expressions d'Aymard de Moret, l'arrêt que j'ai cité.

Il y a évidemment là un mystère qui n'aurait peut-être jamais été complètement éclairci, si ce fameux arrêt de 1678, qui avait servi de prétexte et de base à César de Grollée pour dépouiller une foule d'individus et arriver à une immense fortune, n'avait aussi un jour menacé de causer la ruine de son héritier.

On se rappelle que, d'après les substitutions apposées au testament de Marie de Quenelet, les biens substitués par elle devaient à défaut de fils mâles de Marguerite de Soulatges

trois métairies qui avaient appartenu aux Peyre. Antoine de Grollée leur avait vendu le moulin dit de *Revolun*; et ils avaient avancé à Marguerite de Soulatges, diverses sommes pour payer sa sœur Madame de Triadou (Astruc, notaire de Marvejols; Brugeson, notaire du Buisson, etc. Quittances de Madame de Triadou.)

Comme tant d'autres, Jacques Prunières dut abandonner à César de Grollée, tous ses biens de Marchastel.

passer aux fils de Jeanne, sa sœur, en suivant l'ordre de primogéniture, et à défaut de ceux-ci *au fils aîné de la fille aînée de Marguerite*.

Or, César de Grollée étant mort sans enfants, il ne restait plus de fils de Marguerite de Soulatges; et comme Jeanne de Soulatges et son mari, le marquis de Triadou, avaient renoncé à tous leurs droits sur Peyre, il en résultait que les substitutions apposées au testament de Marie de Quenelet devaient s'ouvrir *en faveur du fils aîné d'Hélène de Grollée, sœur aînée de César, et femme du marquis de Fay de Gerlande*.

Cependant César, qui avait eu à plaider aussi contre le marquis de Gerlande, avait désigné pour son successeur Aymar Henri de Moret, *fils unique de sa sœur cadette*.

Le marquis de Gerlande attaqua donc le testament de son oncle devant ce même parlement de Toulouse, qui avait rendu le fameux arrêt de 1678, et demanda, *au nom de cet arrêt même*, qui avait si souvent retenti aux oreilles des conseillers, que le testament de César de Grollée fut déclaré nul; et que les substitutions apposées au testament de Marie de Quenelet fussent déclarées ouvertes en sa faveur.

Sa demande était évidemment trop fondée... Et Aymar Henri de Moret comprit qu'il ne pouvait sauver la riche succession de son oncle qu'en faisant immédiatement annuler lui-même l'arrêt dangereux qui pouvait le ruiner plus rapidement encore qu'il n'avait enrichi César de Grollée.. Mais pour cela il fallait démontrer à la cour qu'elle avait mal jugé... qu'elle avait été induite en erreur...

Il est probable que cet aveu dut être pénible et difficile, mais il le fallait; et je continue à transcrire la suite du mémoire d'Aymar de Moret : « Monsieur le comte de Peyre se propose » de faire voir que la prétention de Monsieur de Gerlande est » chimérique. Pour la preuve de cette proposition, il faut observer dans le fait, que César de Grollée ayant recueilli tous les

» biens de la maison de Peyre, par les donations de sa mère,
» la mort ou la cession de ses frères aynés *et ayant besoin*
» *de gagner du temps, dans les commencements d'une*
» *jouissance qui sont ordinairement fort difficiles, avec*
» *les créanciers de sa maison*, fut obligé de former la dis-
» cution des biens de sa mère au parlement.
» où il *hazarda* de demander l'ouverture à son profit, de la
» *substitution prethandue* de Marie de Quenelet .

» Ce qui lui réussit si bien, qu'il *surprit* à la fin du parle-
» ment l'adjudication de cette demande, par un arrêt collusoire
» du 9 septembre 1678. »

Mais cet arrêt avait été surpris.....
parce qu'on ne montra pas, lhors de l'arrêt, les deux
testaments de Geoffroi de Peyre, au moyen desquels les
juges auraient vu que la substitution demandée était
illusoire, parce que le 1^{er} testament, le seul qu'on montra,
était annulé par le second qu'on tut (1) !!!.....

Cette raison, quoique suffisante, ne serait peut-être pas la
seule, si on en croit la tradition, qui fit rendre en faveur du
comte de Peyre, dans un moment où son étoile commençait
à briller à Versailles du plus vif éclat, un arrêt qui devait lui
être si favorable (2).

Mais quoiqu'il en soit, dès que cet arrêt fut devenu définitif,
César de Grollée se hâta de demander au parlement de vouloir
bien, en se conformant à son arrêt, ordonner de distraire de la
saisie générale la moitié des biens des Peyre, tels qu'ils
étaient en 1579, ou plutôt, comme je l'expliquerai tout à l'heure

(1) Mémoire déjà cité d'Henri Aymar de Moret de Peyre, contre le
marquis de Fay de Gerlande..

(2) On sait que Mlle de Fontanges avait été produite à la cour, dans
le courant de cette même année 1678.

en citant les propres mémoires de César de Grollée, *tels qu'ils étaient en 1488* au moment du testament du dernier des Astorg.

Or, on sait qu'en 1488, les Peyre possédaient, en dehors de la grande baronnie dont ils portaient le nom, de nombreuses seigneuries dans diverses provinces : Thoras, les Beaumes, Trizac, Cheyrouse, Tretza, etc., etc. La terre de Peyre ne formait pas la moitié de toutes ces riches possessions.

César de Grollée put donc la demander en entier; et le parlement déclara qu'elle lui était acquise *telle qu'elle était en 1579*, au moment du mariage de Geoffroi Aldebert.

Mais, dans un intervalle de près de 200 ans (1488 à 1680), au milieu des troubles, des procès, des malheurs de toute sorte qui avaient éclaté dans la maison de Peyre, de nombreuses aliénations avaient considérablement diminué l'importance de l'ancienne baronnie : Ainsi en 1535, Antoine de Cardaillac de Peyre avait vendu la seigneurie de l'Arcis; plus tard, Geoffroi Aldebert avait aliéné les revenus de la ville de Marvejols. La Famille Picheron d'Entraigues, possédait la seigneurie de Saint-Léger, etc., etc.... Enfin, Antoine de Grollée et sa veuve, Marguerithe de Soulatges, pour se procurer de l'argent au milieu de leurs embarras, avaient successivement vendu, pendant une période de 40 ans, toutes les terres qui avaient trouvé des acquéreurs.

Fort des arrêts du parlement, César de Grollée demanda à rentrer en possession de toutes les terres aliénées, sans avoir à les racheter; et il y réussit.... Pour expliquer comment il procéda, je n'aurai d'ailleurs qu'à citer quelques passages de ses nombreux mémoires, quelquefois imprimés, et très-souvent annotés de sa main, contre tous ceux qui, à un titre quelconque, détenaient quelque parcelle de la baronnie :

« Monseigneur le comte de Peyre, n'a trouvé dans la maison » dont il porte le nom, que le tronc pour ainsi dire, parce que

» toutes les terres de cette maison étaient entre les mains de
» personnes qui faisaient partie de la religion prétendue
» réformée; qui avaient profité du désordre des temps même
» de ceux de la maison de Peyre qui a été en litige pendant
» plus de six vingts ans, pendant lesquels ils se sont emparés
» de tout ce qu'il y avait de plus beau et de meilleur.

» Il a trouvé la ville de Marvejols possédée par noble de
» Seguin de Prades, la terre de Saint-Léger par Picheron
» d'Entraigues, la seigneurie de l'Arsis entre les mains de
» noble de Chambrun, ayant fait comme les deux autres parti
» de la R. P. R. Il est vrai que ce sont aujourd'hui de
» *prétendus réunis*; et le seigneur comte de Peyre les a
» tous plusieurs fois fait prier, par la voie des amis, de régler
» ses prétentions, mais ses prières ont été inutiles; ils ont
» préféré se cabaler et ont prétendu que par beaucoup de
» chicanes ils éluderaient les justes demandes qui leur sont
» faites, mais il faut avouer qu'il y a bien de l'avidité et de l'in-
» justice dans l'âme d'un nouveau converti (1), pour s'approprier
» une terre d'une grande valeur, qu'il a eu à vil prix, et de
» gens qui ne pouvaient pas la vendre.....
» Il s'agit au procès actuel, de savoir si l'arrêt
» rendu au parlement de Toulouse, le 9 septembre 1678, qui
» a déclaré une substitution ouverte en faveur de Monsieur le
» comte de Peyre peut-être appliqué à la terre de l'Arsis, ou
» en d'autres termes, si la terre et la seigneurie de l'Arsis
» font partie de la substitution faite par Marie de Quenelet
» dans son testament de 1610.

» *Quoiqu'il ne s'agisse pas directement des anciennes*
» *substitutions de Peyre, on est cependant obligé d'en*
» *parler.*

» Astorg de Peyre est le premier qui fit, en 1488, une

(1) C'était en 1688, au moment de la révocation de l'édit de Nantes!!!

» première substitution perpétuelle et graduelle de tous les biens de cette maison.

» Cette substitution n'a eu son plein accomplissement qu'en la personne de Geoffroi de Peyre, après la mort de son neveu, le fils posthume de François, en 1573.

» Par suite, Antoine de Cardaillac ne pouvait vendre, en 1535, une terre grevée de substitutions ; et sa vente était nulle

» Geoffroi de Peyre épousa, en 1579 et le 29 janvier, Marie de Quenelet, à qui il donna le droit de substituer, etc.

» Or, le 29 janvier 1579, l'arrêt qui devait adjuger à Marie de Crussol, au nom de sa fille, la terre de Peyre, n'était pas encore rendu ; il s'en suyt que Geoffroi Aldebert pouvait se considérer au moment de son mariage comme possédant toute la baronny. D'ailleurs le droit donné à Marie de Quénelet comprenait les biens présents et à venir ; et comme en 1601, Geoffroi Aldebert entra en possession de toute la terre de Peyre par la transaction avec Marie de Crussol, il s'en suyt, etc.

»

» Monsieur le comte de Peyre ne demande donc qu'à rentrer dans son bien, etc., etc.....

A ces insinuations hypocrites, à ces demi-délations, à ces raisonnements dont je ne cite que l'abrégé, l'adversaire répondait :

» Monsieur le comte de Peyre est habile : Après avoir répudié la succession de son père et de sa mère, il en jouit tous les biens et possède 60,000 livres de rente. Il a cru devoir porter son habileté jusqu'à déposséder le seigneur de Larcis de cette terre, et il s'est flatté de l'emporter à titre de conquête ou de bienséance, au mépris de 4 arrêts du conseil, en vertu desquels, les possesseurs de cette seigneurie en ont joui pendant 150 ans. Avec de grands airs de suprématie féodale et religieuse, il acquiert aujourd'hui des

» terres, comme il a payé les créanciers de sa maison, sans
» bourse délier... Il s'agit au procès de savoir s'il dépouillera
» le seigneur de l'Arsis d'une terre que ses auteurs ont
» acquise par titres authentiques, et dans laquelle ils ont été
» maintenus par de nombreux arrêts du parlement et par
» 4 arrêts du conseil privé..... Enfin, si du moins le
» comte de Peyre ne sera pas tenu de rembourser les sommes
» payées, les améliorations et les accroissements faits à ladite
» terre. »

César de Groflee répliquait :

» La position du suppliant serait bien malheureuse, si la
» cour jugeoit de la justice de sa cause par les impressions
» odieuses que le défendeur veut donner de sa conduite. Il
» sait qu'elle n'agit point par ces mouvements étrangers, et
» que c'est lui faire injure de l'en croire capable. Jamais il
» n'a eu dessein de décliner la juridiction de la cour.....
» et beaucoup de personnes dignes de foi, peuvent attester
» que son homme d'affaires ne signifie les cedulles appellatoires
» qu'en connaissance de cause... Au fond le suppliant
» ne soutient ce procès que pour la défense de son propre
» bien, que l'on veut asservir au payement d'une dette
» étrangère.

» Tout le monde sait, que Monsieur le comte de Peyre n'a
» en vue que la justice et son droit, en demandant de rentrer
» en possession des biens de sa maison, injustement aliénés
» ou usurpés.

» Il n'est pas l'héritier de ceux qui ont vendu l'arsis, ou
» contre lesquels les auteurs du défendeur ont obtenu des
» arrêts..... L'objection du défendeur est d'ailleurs insou-
» tenable, quand la substitution ou donation a été faite par
» contract de mariage, parce qu'il n'est plus au pouvoir du
» substituant ou donateur, après le mariage consommé, de
» faire préjudice aux descendants de ce même mariage, qui

» tiennent leur droict de ce contract invariable, comme il se
» rencontre dans l'espèce.

» Monsieur le comte de Peyre n'est point héritier de son
» père, ny de sa mère : la repudiation en a esté faite au par-
» lement de Thoulouse; elle est prouvée par l'arrest de 1678,
» puisque ses biens y sont discutés; elle est au greffe du
» grand conseil, produite contre Picheron d'Entraygues qui,
» en peut aider le seigneur de Larsis, comme il lui a prêté
» la transaction de 1674... L'héritier de son père était Antoine
» de Grollée, 2^e de nom, qui est mort insolvable, et dont les
» biens ont été distribués au parlement de Grenoble, etc., etc.
» C'est-là que le defendeur pouvoyt produire ses demandes en
» remboursement, etc. Il ne suffit pas de dire que l'arrêt de
» 1678 est injuste, il faut le prouver.....

» En résumé, la propriété de la terre de Larsis était in-
» bonis de Geoffroi Aldebert. Tout ce que dit noble de
» Chambrun de plus ne mérite aucune réponse. C'est le par-
» lement de Thoulouse qui est juge de cette question, etc.,
» etc. »

Et le parlement, toujours lié par les prémices qu'il avait
posées par ce fameux arrêt du 9 septembre 1678, donnait
raison à César de Grollée!!!

Le mémoire d'où ont été extraits les passages ci-dessus
paraît avoir été rédigé par César de Grollée lui-même; et,
dans tous les cas, il lui a été soumis avant d'être remis à son
avocat, car l'habile plaideur a ajouté au bas : « Il faut produire
» la transaction cy faist n'a esté, et la répudiation des biens
» de Marguerithe de Soulatges faite au Grand-Conseil; et il
» faudrait peut-être faire imprimer cette requête.....
» Monsieur Cornier la refformera et y adjoutera ce qu'il
» trouvera à propos. »

On peut juger par là de son habileté.

Du reste, les mémoires que je viens de citer en abrégé
prouvent que si l'attaque était habile, la défense ne manquait
pas d'énergie, et que le tout-puissant comte de Peyre put bien

avoir à rougir quelquefois devant le parlement, quand il s'en prit aux détenteurs des grands fiefs de la baronnie, à des gentils-hommes qui savaient lui résister. Par contre, ses procédés furent beaucoup plus sommaires avec les faibles, les paysans, ses emphytéotes, etc., qui avaient acquis quelques pièces de terre, où s'étaient déchargés de quelques droits, de quelques redevances seigneuriales, en versant une somme d'argent. Je crois du reste inutile d'entrer dans aucun détail à ce sujet, ce qui n'offrirait qu'un simple intérêt de curiosité; mais comme ces sortes de ventes avaient été nombreuses pendant près de 200 ans, et qu'elles étaient pour la plupart inconnues de César de Grollée, qui n'en avait pas les titres, il me paraît intéressant d'indiquer comment il procédait pour être renseigné. C'est, du reste, toujours lui-même qui parle :

« Pendant ces six vingts ans, il est facile de présumer que
» tous les emphytéotes, fermiers, débiteurs ou autres gens
» de cette espèce, que les vallets de la maison de Peyre, qui
» se sont enrichis de ses dépouilles, et qui se donnent aujourd'hui le titre de gentils hommes, avec la mauvaise foi de ces
» sortes de gens, etc., etc., se sont prévalus du désordre des
» temps. Monsieur le comte des Peyre a eu
» des avis et a trouvé qu'on avait enlevé des titres de ses
» archives, qu'on avoit vendu divers droits, etc., etc.... *Il a mis son application à employer beaucoup de gens, avec des dépenses considérables pour recouvrer des titres, compiler les actes des notaires, rechercher ses droits négligés ou usurpés, et tascher de rétablir dans son lustre une terre considérable.*

» Il découvre tous les jours quelque nouvelle usurpation...
» *Et par le refus qu'ont fait les parties de régler ses demandes* » (c'est toujours le refrain final des mémoires de César de Grollée, se posant en victime!!!) « il est forcé de les convier en justice, où elles le consomment en frais.
» Il vient dessuyer un gros proces au parlement de Thoulouse, contre des parties dont le corps est

» aussi grand qu'il est à craindre!!! (Extrait d'un mémoire
» contre Dandé de Séjas)..... »

On conçoit facilement que le corps de ses adversaires fut grand, car le nombre de ceux qui furent plus ou moins dépouillés est incalculable.

Et il paraît qu'il y eut un moment où César de Groëe entrevit avec terreur que cette masse de plaignants était réellement à craindre : Ses débuts avaient été maladroits ; ses premières expropriations, qui n'étaient peut-être pas aussi basées sur la loi que celles qui suivirent l'arrêt du mois de septembre 1678, avaient excité une indignation générale, et le concert de plaintes qui s'éleva fut entendu jusqu'à Versailles (1). Le comte de Peyre aurait bien pu, comme ses voisins le comte d'Apchier et les Canillac (2), aller liguer

(1) Une des expropriations qui excita la plus douloureuse émotion, fut celle d'un petit domaine appelé la Récouse, dans le voisinage de la Beaume. Les habitants des montagnes n'ont pas oublié les malheurs de la famille Chauvet, qui fut dépouillée de cette propriété. On sait, d'ailleurs, que le fils unique de cette famille se fit prêtre, espérant ainsi pouvoir lutter contre César de Groëe ; qu'il alla à Versailles, et parvint à faire parvenir ses plaintes jusqu'au pied du trône.

(2) Christophe, comte d'Apchier, « un des principaux criminels de la » province, » fut condamné à avoir la tête tranchée le 29 janvier 1666.

Cinq membres de la famille Canillac furent condamnés, aux *grands jours d'Auvergne* : 1° le vicomte de la Mothe Canillac, exécuté à Clermont, le 23 octobre 1666 ; 2° Monsieur de Beaufort Canillac, condamné à avoir la tête tranchée ; 3° Id. le comte de Canillac, du pont du château ; 4° Charles de Beaufort, marquis de Canillac, condamné à mort le 30 janvier 1666 ; il était fils de Jacques Timoléon, qui suit :

5° Jacques Timoléon de Beaufort, marquis de Canillac, « le plus grand » pécheur de la province, » au dire de Fléchier, fut condamné à mort pour ses crimes, le 25 janvier 1666.

Fléchier dit, en parlant de ce personnage : « Il y a plus de 60 ans qu'il » a commencé d'être méchant, et n'a jamais cessé de l'être depuis ce

à de nouveaux grands-jours, s'il n'avait eu l'heureuse idée

» temps-là. Aussi il tient à gloire de s'être toujours soutenu sans se
» démentir, etc... » (Mémoires sur les Grands-jours d'Auvergne.)

Les pièces suivantes, copiées sur les titres originaux, confirment cette
assertion de Fléchier; et prouvent que Jacques Timoléon a'était aussi
illustré dans le Gévaudan, de longues années avant de figurer aux grands
jours.

1^o Requête.

A NOS SEIGNEURS DU PARLEMENT.

« Supplie humblement messire Aldebert Aldin, juge de Marvejols en
» Gévaudan, qu'en hayne de l'arrest qu'il avoyt poursuyvi et obtenu contre
» messire Jacques de Beaufort, marquis de Canillac, vicomte de Valerno
» et aultres places, etc., etc. Iceiluy depuis l'obtention dudict arrest, a
» plusieurs fois menacé et menace ledict juge de lui mesfaire sur sa
» personne et biens, l'empeschant de faire sa charge, etc., etc., à tel
» point qu'à cause de l'autorité dudict seigneur, ledict suppliant n'est
» en sureté, mesme dans sa maison. A cette cause, plaise à vos grâces,
» mettre ledict suppliant, sa femme et enfants, vallêts et domestiques et
» biens, sous la protection du roy et de la cour; faire inhibitions et
» deffenses, etc., etc.

2^o Lettres de sauvegarde.

« Louis, roy de France et de Navarre, au premier nostre buissier ou
» sergent sur ce requis, veu par nostre cour du parlement de Thoudouse,
» la requeste à elle présentée par messire Aldebert Aldin, notre juge de
» Marvejoux en Gévaudan. Nous, en suivant l'ordonnance de nostre cour
» en jourd'huy mise au pied de ladite requeste, et sous le contrôle de
» nostre chancellerie cy attaché, te mandons et commandons par ces
» présentes, faire inhibitions et deffenses, de par nostre autorité et de
» nostre cour, à messire Jacques de Beaufort marquis de Canillac, etc.,,
» et... domestiques et aultres qu'il appartiendra de le troubler ny
» molester, en l'exercice de juge dudit Marvejoux; rien faire ny attemper
» sur sa personne, famille, domestiques et biens, sur peyne de dix mil livres
» d'amendes et autres arbitraires. Lequel Aldin, en tant que de besoyn
» ensemble, ses domestiques, famille, etc., etc., nous avons par ces
» mêmes présentes, prins et mis sous nostre protection et de nostre cour,

de conduire à la cour la belle de Fontanges (1), qui, devenue rapidement toute-puissante, conjura l'orage prêt à éclater sur l'auteur de sa fortune, et mit monsieur de Peyre en position de défier les efforts de tous ceux qu'il appelait ses ennemis.

César de Grollée avait plaidé contre tout le monde : Contre ses frères, ses beaux-frères, ses oncles (2), sa mère, etc., etc., contre Barbe de Combret, les Jésuites du Monastier (3), les

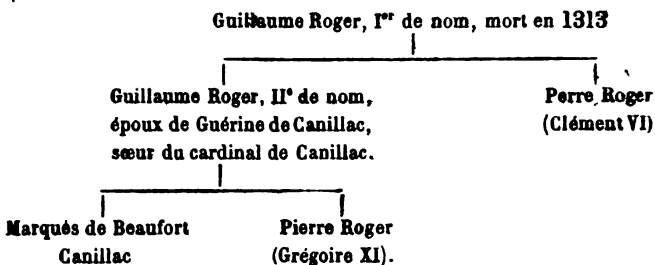
-
- » Néanmoins, constituons le premier nostre juge ou nostre magistrat,
» requis, pour inquéir et informer diligemment.

- » Donné à Thoulouse, en notre parlement, le 14 février l'an de grâce
» mil six cent trente-six et de nostre règne le 17^e.

» Signé R. et contre-signé Tollard, maréchal. »

GENÉALOGIE DES BEAUFORT CANILLAC

(Pour compléter ce que j'ai dit à la 1^{re} partie, art. Canillac).



(1) Il y avait autrefois, au château de la Beaume, la chambre de mademoiselle de Fontanges, ornée de son portrait, peint par Mignard ; et meublée de divers objets précieux ayant appartenu à la célèbre beauté.

Le portrait et les objets en question ont disparu au commencement de ce siècle.

(2) Monsieur l'abbé de Seuneterre, etc.

(3) Les Jésuites du Monastier furent traités comme les simples mortels : César de Grollée leur fit un procès qui dura 6 ou 7 ans. A la fin, les Jésuites cédèrent de guerre lasse ; et, par une transaction privée, faite en partie double à Marvejols, le 6 avril 1676, il fut convenu :

1^o Que le seigneur marquis de Peyre était maintenu dans toutes et

Picheron d'Entraygues, les de Prades, les de Chambrun, etc., et ce fut en vain que ces parties puissantes essayèrent de lui résister devant toutes les juridictions ; il les ramena toujours au parlement de Toulouse ; et elles durent, les unes après les autres, ou céder par des transactions, ou succomber devant la cour, et toujours, à cause de ce fameux arrêt de 1678. « Il est

chacunes les rentes, droits et devoirs seigneuriaux mentionnés aux reconnaissances des années 1512, 1514, 1516.

2° Qu'il pourrait se faire payer de tous les arrérages, censives et autres droits seigneuriaux légitimement dûs d'après les mêmes reconnaissances.

3° Que les R. P. Jésuites *vendraient, par vente pure à jamais irrévocable*, audit seigneur marquis de Peyre, *toutes et chacunes les rentes, droits et devoirs seigneuriaux qu'ils levaient en qualité de seigneurs du Monastier*, dans la terre de Peyre et dans les lieux et villages nommés tant dans la donation du Buisson de l'année 1235, que dans l'hommage de 1261, et autres hommages subséquents.

Le général des Jésuites n'aurait pas voulu de la 3^e clause insérée dans cette transaction, comme le prouve la lettre suivante adressée au père provincial, qui la fit communiquer à César de Grollée :

Du 7 septembre 1676.

« Au R. Père en J. C. Gabriel Garrau, provincial de la S. de J.

» Mon R. P. en J. C., la paix de J. C. soit avec vous.

» Votre révérence m'a fait beaucoup de plaisir par vos lettres du 3 juin, « par lesquelles vous m'avez fait savoir que le long procès que vous » aviez avec Monsieur le marquis de Peyre a pris fin, par la voie d'arbitres. » Il était bien fâcheux de plaider avec une personne de cette qualité, et de » perdre par là sa bienveillance.

» Il y a seulement une chose qui nous fâche, et que nous ne pouvons » pas lui accorder : *C'est au sujet des censives que nous devons lui vendre » pour certaines sommes*, puisque par des bulles apostoliques, ces sortes » d'aliénations nous sont expressément interdites, et ainsi cela n'est pas » en notre pouvoir. Mais nous attendons de l'équité dudit seigneur » marquis, etc. »

César de Grollée n'avait pas tant avancé pour reculer ; il tint bon et les Jésuites durent céder.

» vrai qu'ayant voulu s'en prévaloir contre le sieur comte
» d'Apchier, au sujet de la terre de Thoras (1), celui-ci obtint
» des lettres royaux pour être reçu opposant audit arrest,
» fondées sur ce qu'il n'y avait point de substitutions, qui
» l'appelaient dans le testament de la dame de Quenelet... et les
» parties ayant été appelées à bailler par escript, par arrest
» du..... les choses ont resté en l'estat, jusqu'au décès
» des deux parties (2). »

Cette fois, mais ce fut peut-être la seule, César de Grollée
avait trouvé un adversaire digne de lui, et il recula.

J'ai dit, et on le comprendra facilement, que les procédés de
César de Grollée étaient beaucoup plus expéditifs, beaucoup
plus sommaires à l'endroit des simples habitants des campa-
gnes, trop pauvres en général pour essayer de lutter avec lui
devant le parlement, et qui d'ailleurs y étaient d'autant moins
encouragés qu'ils voyaient des gentilshommes, tout-puissants
pour eux, forcés de fléchir devant celui qu'ils appelaient *le*
grand César de Peyre.

Toutefois, il semble que de loin en loin, d'aucuns croyaient
encore devoir se plaindre devant les officiers du bailliage du Gé-
vaudan; et ces plaintes durent cesser. Le 11 janvier 1708, ma-
dame la marquise de Morangies, comme tutrice de ses enfants,
vendit la charge de bailli du Gévaudan, restée vacante par le
décès de son mari, à messire Amédée de Rochefort Dally de
St-Point, qui, quelques jours après, fit, devant maître Baud,
notaire de Marvejols, la déclaration « qu'il n'avait été que prête-
» nom de monseigneur le comte de Peyre. » César de Grollée
fut investi par lettres patentes, données à Versailles le 23 mars
1708; et, dès ce jour, les vilains qui osèrent se croire lésés

(1) Comme je l'ai dit précédemment, la terre de Thoras avait été aussi
aliénée et vendue au comte d'Apchier.

(2) Suite du mémoire d'Aymard-Henri de Moret, déjà cité plusieurs
fois.

par le comte de Peyre durent se taire, ne pensant pas qu'il fut bien utile et peut-être prudent d'aller se plaindre de lui à César de Grollée, bailli du Gévaudan.

Au moment de la donation de Marguerithe de Soulatges en 1670, la terre de Peyre, démembrée et ruinée, ne rapportait à ses seigneurs que 6,299 livres argent; 240 sétiers blé seigle; 30 coupes de froment; et 58 charretées de foin (1). Or, les intérêts à payer, pour les sommes dues par Marguerithe de Soulatges, absorbaient plus que tous ces revenus.

Trente ans plus tard, vainqueur dans tous ses procès, César de Grollée ne devait plus rien, et jouissait de 60,000 livres de rente !!!

Du reste, le soin de refaire sa fortune territoriale ne l'avait pas empêché de s'occuper de son avancement dans le monde. Dès l'année 1678, nous le voyons, probablement grâce à la haute influence de mademoiselle de Fontanges, figurer brillamment à cette grande cour de Versailles, si célèbre par son luxe et par le faste de ceux qui y étaient admis. Et ici, ce ne sont pas seulement les documents locaux qui témoignent de la haute position qu'avait su s'y faire César de Grollée. Dans les mémoires des personnages qui hantaient la cour, le nom de Monsieur de Peyre figure parmi ceux des ^{1^{ers}} seigneurs de l'époque. Madame de Sévigné elle-même, dans son immortelle correspondance, le nomme plusieurs fois; mais il est bon de remarquer que dans cet admirable journal de tous les événements et de toutes les intrigues de la cour, Monsieur de Peyre est deux fois cité parmi les mécontents, à la suite de promotions faites par le roi, dans son ordre du St-Esprit (2). Peut-être Louis XIV, si bon appréciateur du vrai mérite, et qui savait payer à leur valeur tous les services, avait-il trouvé que

(1) Gilbert Meure, fermier. (Divers baux à ferme).

(2) Diverses lettres, et entr'autres celle du 3 décembre 1688, à Madame de Grignon.

celui que lui avait rendu César de Grollée n'était pas de ceux qui méritaient une des plus insignes distinctions de cette époque.

Dès l'année 1687, César de Grollée était parvenu, mais non sans de grandes difficultés, à faire reconnaître tous les droits qu'il tenait de ses ancêtres sur la ville de Marvejols, la seigneurie de Montrodât, le château de Grèzes, etc.....

Dans son hommage au roi, hommage suivi de dénombrement, le comte de Peyre avait mentionné « tous et chacun » ses droits seigneuriaux, rantes, revenus, péages, émoluments, etc., etc., qu'il possédait dans la ville de Marvejols, » tant du chef de ses auteurs comme attachés de tout temps à » la maison de Peyre, que ceux acquis de Louis d'Espagne, » dans ladite ville de Marvejols et ses dépendances, etc..... »

« Le procureur du roi, le sieur de Gabriac et le sieur de » Montrodât, comme consul, » avaient fait opposition à la partie du dénombrement qui concernait la ville de Marvejols, la seigneurie de Montrodât et les rentes acquises en divers lieux de Louis d'Espagne. En conséquence, César de Grollée dut exhiber ses titres, et adresser aux commissaires délégués par sa majesté plusieurs mémoires et divers inventaires. Les titres qu'il produisit étaient plus que suffisants; et, à la fin, il l'emporta : Le comte de Peyre fut de nouveau reconnu définitivement coseigneur de Marvejols avec le roi, et maintenu dans les droits des anciens Astorg. Je crois devoir consigner ici quelques extraits du 7^e et dernier inventaire de César de Grollée, extraits qui se rapportent, il est vrai, à des faits déjà consignés dans la 1^{re} partie de ce mémoire, mais qui prouvent qu'elle était encore, à la fin du 17^e siècle, après tant de révolutions, après Richelieu et sous le gouvernement absolu de Louis XIV, la situation du seigneur de Peyre par rapport à la ville de Marvejols.

« Mais pour plus clairement faire voir, dit César de Grollée, » que le seigneur de Peyre a eu de tout temps, la moitié de » tous les droits et émoluments qui se lèvent dans la ville de

, au moyen des proclamations inquants, qui se
ont au nom du roi que dudit seigneur de Peyre, que
emolluments des greffes civils et criminels ou autre-
ment, produit ledit seigneur comte de Peyre une sentence
» du sénéchal de Beaucaire et Nîmes, du mois de juin 1262,
» qui adjuge audit produisant, la moitié desdits droits dans la
» ville de Marvejols et ses dépendances, à raison de la haute
» et moyenne juridiction et *pour quelque autre cause que*
» *ce soit*.... Cotté lettre A (1).

» D'avantage, produit extrait d'une obligation du 3 juillet
» 1325, consentie par le receveur des emolluments de Marve-
» jols, en faveur du seigneur de Peyre, pour les inquants,
» preconisations et corréage de ladite ville, etc.
» Cotté C.

» Plus remet autre extrait d'obligation consentie, etc., au
» seigneur de Peyre, le 12 avril 1326 pour sa portion du droit
» du sceau. Cotté D.

» Encore, produit un mandement du sénéchal de Beaucaire
» au bailli du Gévaudan, de maintenir le seigneur de Peyre
» dans ses droits, de la moitié des obventions et emoluments de
» ladite ville, etc., avec une quittance du 3 novembre 1555, de
» Marie de Caumont, veuve du seigneur de Peyre, qui jouissait
» lesdits droits, de la somme de 20 ecus, des mains du greffier
» dudit Marvejols, ce qui prouve les droits *et la continuité*
» *de la jouissance* dudit seigneur de Peyre. . . . Cotté E.

» De tous ces actes cy-dessus et autres, il résulte que le
» seigneur de Peyre a justement dénombré les droits qu'il a,
» en la ville de Marvejols, auxquels il demande être main-
» tenu.

» Pour d'autant plus justifier que le seigneur comte de
» Peyre a justement dénombré les rantes, que ses auteurs

(1) Je supprime ici tous les passages se rapportant à plusieurs actes déjà cités à l'art. Marvejols, (1^{re} partie).

» avaient acquises de Louis d'Espagne, es lieux de Grèzes,
» Chirac, Marvejols, etc., produist un cahier contenant le don
» fait audit Louis d'Espagne; la vente faite par icelluy, audit
» seigneur de Peyre, confirmée par le roy; et la size qui fut
» faite par le sénéchal de Beaucaire et Nîmes de ladite vente
» Côté K.

» Et pour répondre encore au blâme dudit procureur du
» roy, en ce qu'il prétend la réunion au domaine de la Size faite
» en 1352, en faveur du seigneur de Peyre, comme ayant droit
» de Louis d'Espagne, et faire voir qu'elle n'est point sujette à
» la révocation de l'édit de 1667, outre l'acte ci-dessus remis
» lettre K., qui fait voir que ladite assise est une inféodation
» à titre honéreur, et que ledit seigneur de Peyre en a compté
» 2,000 escus dans les coffres du roi et 7000 florins d'or de
» Florence, aux hoirs de Louis d'Espagne, etc. Remet le don
» fait audit Louis d'Espagne, tant pour lui que les siens ayant
» cause, à la charge de la foy et hommage à perpétuité, ledit
» acte datte, de l'année 1347 Côté N.

» La susdite assise, comme dict est à titre honéreur, a
» esté trouvée si juste, qu'ayant esté attaquée en 1450, par
» ordonnance contradictoire, donnée en la chambre des comptes
» à Paris, le susdit seigneur fut maintenu définitivement, avec
» cette clause particulière qu'il serait tenu à perpétuité
» de rendre foy et hommage, etc.
» etc. Côté lettre O.

» Quant à l'égard de ce qui concerne le château
» de Montrodât et ses dépendances, le seigneur de Peyre en
» ayant donné une partie en arrière fief, il la comprit dans
» ses hommages rendus au roi en 1250 et 1353, etc.

» Davantage produit les hommages du sieur de Montma-
» jour, de l'année 1278, etc. (V, 4^{re} partie, article Montrodât.)

» Et pour faire voir qu'elle doit estre la portion dudit
» seigneur comte de Peyre audit Montrodât et celle du roy
» produit un hommage fait au roy par Guillaume de Montrodât
» en 1261, lequel fust renouvelé par autre hommage de l'année

» 1179, par François de Montrodât (1) de la 3^e partie de la moitié,
» et deux parties d'autre 3^e partie de la moitié, du château
» et barry dudit Montrodât et par conséquent le surplus
» appartient et doit appartenir au seigneur comte de
» Peyre, etc... »

Des preuves analogues furent produites pour Grèzes, pour les rentes de Chirac, du mandement de Nogaret, etc. ; et le seigneur de Peyre fut, encore une fois, reconnu légitime possesseur de droits qui ne devaient plus être contestés jusqu'à la révolution (2).

D'ailleurs, quelques années plus tard, en 1696, César de Grollée put acquérir de nouveaux droits seigneuriaux sur la ville de Marvejols.

Pour subvenir aux dépenses des grandes guerres de l'époque, Louis XIV avait dû décréter, par un édit du mois de mars 1695, la vente et la revente de ses domaines. Or, le domaine du roi en Gévaudan consistait en une partie de la justice haute, moyenne et basse, dans les villes de Chirac, Marvejols, la Canourgue, château de Grèzes et mandement de Nogaret ; avec droit de lods, etc., etc. Monsieur de Mende se pré-

(1) L'hommage de Guillaume de Montrodât au roi de France, en 1261, porte : « ego Guillelmus de Montrodato miles teneo a Domino nostro rege » francorum, in feodum frâncum, etc.. primo, teneo, sextam partem mansi » de roca, in quo est situm castrum de Montrodato cum baryo ; item, » tertiam partem sextas partis ; item, duodecimam partem in dicto manso » (Petrus de Montibus.) (V Chapitre 4^e ci-après.) »

(2) César de Grollée fut aussi maintenu dans les droits acquis par ses auteurs, de Louis d'Espagne ; et fit renouveler les anciennes reconnaissances de ces droits, en divers lieux : C'est ainsi qu'en 1696. le prieur de la Canourgue reconnaissait devoir à César de Grollée 80 livres d'Albergue, comprises dans l'assise de 1352. (Reconnaissance faite par Pierre Rouvière, conseiller du roi, etc., etc., procureur de messire François de Molé, conseiller du roi, etc., prieur, command. du prieuré St-Martin de la Canourgue, etc., etc.)

senta pour acquérir le domaine royal, lors de la vente qui s'en fit à Montpellier; et, le 25 octobre 1693, Monsieur de Lamignon, intendant de la province de Languedoc, le lui adjugea pour la somme de 15884 livres 15 sols (1).

Les habitants de Marvejols, qui avaient toujours été très-fiers de ce que leur cité était une ville royale, et presque la seule du Gévaudan qui ne relevât pas de l'évêque, avaient été vivement émus à cette nouvelle. Mais à Paris, au moment de la revente de domaines royaux, en l'hôtel du Louvre, on fit deux lots du domaine du Gévaudan; et, le 22 juin 1696, lors de l'adjudication définitive, le lot qui comprenait Marvejols, fut déclaré acquis à César de Grollée : « Nous commissaires généraux, etc. En conséquence et en vertu du pouvoir à nous adjugé par sa majesté, avons audit seigneur comte de Peyre, vendu, adjugé, engaigé et délaissé, vendons adjugeons, engageons et délaissions, etc., par ces présentes, etc., ledit domaine de Marvejols, consistant en la justice haute, moyenne et basse, des propriétés royaux, qui appartiennent au roi, dans ladite ville, territoire et mandement dudit Marvejols; moitié des droits utiles et honorifiques, amandes, profits et émoluments dépendants de la dite justice l'autre moitié appartenant audit seigneur comte de Peyre; plus, la moitié du greffe dudit Marvejols, territoire et mandement; la moitié du corretage, etc.. etc., l'autre moitié appartenant audit seigneur comte de Peyre, etc. » :.....
» Sans toutefois que le terme *de mandement et dépendances*, puisse rien comprendre de ce qui dépend de la justice de Chirac, Grèzes, mandement de Nogaret, etc., et autres droits adjugés au seigneur évêque de Mende.

(1) Extrait en forme, collationné sur l'original par le secrétaire de l'intendance du Languedoc. De Montigny, signé.

» Et ce, moyennant le prix de 7630 livres de
» principal, etc., etc. (1) »

Lieutenant général pour le roi en la province de Languedoc, dès le commencement de l'année 1690 (2), César de Grollée dut prendre une grande part à tous les faits qui intéressaient l'autorité royale en Gévaudan. Tous les événements heureux, les nouvelles des grandes victoires remportées à Steinkerque et à Nerwinde, la prise de Namur, etc., sont officiellement annoncées par des lettres du roi et des ministres, à Monsieur le comte de Peyre; et aussitôt, César de Grollée transmet aux consuls de Marvejols et des communautés qui relèvent du roi, l'ordre d'allumer des feux de joie, de faire illuminer les maisons des particuliers, chanter des *Te Deum*, etc. Je me contenterai de transcrire ici, comme exemple de cette correspondance, et avec les ordonnances des consuls qui la complètent, la lettre qui lui fut adressée au moment de la conclusion de la paix de Riswick. D'ailleurs, ces documents prouvent que, de tout temps, les grandes réjouissances publiques ont été, le plus souvent, des réjouissances officielles.

« Monsieur le comte de Peyre, les continuelles victoires
» que mes armées de terre et de mer ont remportées sur toutes
» les puissances qui s'étaient liguées pour me faire la guerre;
» la perte de leurs places les plus considérables et la ruine
» de leur commerce, les ayant convaincues combien une plus
» longue obstination à la soutenir leur était préjudiciable, elles
» ont profité de la disposition favorable que me donnait à la
» paix, le désir d'en faire sentir la douceur à mes peuples,

(1) Extrait en forme, tiré des registres de la cour royale de Marvejols, Aldin, La Bastide, lieutenant, signé à chaque page.

(2) Les Etats du Gévaudan, réunis à Marvejols, nomment, le 21 février 1670, une députation pour aller à la Beaume complimenter César de Grollée, de sa promotion à ces hautes fonctions. (Proc.-verb. des séances des Etats du Gévaudan.)

» qui n'ont épargné ni leur bien, ni leur vie pour mon service;
» et les propositions que j'avais fait offrir par mes plénipo-
» tentiaires., ont paru si équitables, que les
» rois d'Espagne et d'Angleterre, et les Etats généraux des
» provinces unies les ont acceptées, et les ratifications des
» traités en ont esté eschangées. C'est à Dieu
» que nous devons cette tranquillité, que la plus grande partie
» de l'Europe désirait depuis si longtemps. Aussi, après l'avoir
» remercié tant de fois comme Dieu des armées.
» il ne faut pas différer de lui rendre, comme Dieu pacifique,
» des actions de grâces dans tout mon royaume.
» C'est pourquoi j'écris aux archevêques et évêques d'en faire
» chanter le *Te Deum* dans toutes les villes de leur diocèse,
» et je vous fais cette lettre pour vous dire d'assister à celui
» qui sera célébré dans une de celles de l'étendue de votre
» charge, que bon vous semblera ; de faire trouver à semblable
» cérémonie, dans toutes les villes où vostre pouvoir s'étend,
» les officiers, tant de justice que magistrats, et de donner
» aussi ordre pour faire des feux de joye et tirer les canons,
» etc. . . .

» Je prie Dieu, monsieur le comte de Peyre, qu'il vous ait
» en sa sainte garde.

» Escrit à Versailles, ce XVI^e jour de novembre 1697.

Signé, Louis, et plus bas Philippeau.

Ces lettres étoient, ainsi que je le disais tout à l'heure, immé-
diatement communiquées aux consuls de Marvejols, qui
convoquaient, à l'hôtel de ville, les notables de la cité, et,
« l'assemblée, réunie en conseil politique, arrêtait et déli-
» bérât par un sentiment uniforme, qu'à la diligence des
» sieurs consuls et aux frais de la communauté, il serait fait
» un feu de joie en la forme ordinaire, à l'issue du *Te Deum*.
» Et que, à l'entrée de la nuit, tous les habitants de
» la ville, chacun ez droit soy, au devant de la porte de leurs
» maisons, seront tenus faire des feux particuliers, et leurs

- » fenestres éclairées par des chandelles ou des lampes allumées;
- » et qu'à ces fins, MM. les officiers et consuls sont priés de
- » faire faire les proclamations et de *mettre par amande les*
- » *désobéissants* (1). »

Lors de la guerre des Camisards, César de Grollée est en continuelle correspondance avec les intendants de la province, Monsieur de Lamoignon d'abord, et, plus tard, id. de Basville, et avec les maréchaux de Montrevel et de Villars. Déjà, dès l'année 1690, nous le voyons, sur l'invitation de Monsieur de Lamoignon, transmettre aux consuls de Marvejols divers ordres, pour l'arrestation d'individus suspects, regardés comme émissaires des nouveaux convertis, etc., (2); pour l'envoi d'ouvriers destinés à travailler aux routes royales des Cévennes; et, le 26 avril 1690, la proclamation suivante était publiée et affichée dans Marvejols :

« De par le roi ,

- » et par ordonnance des officiers de sa majesté, et consuls de
- » la présente ville de Marvejols, il est ordonné à tous les
- » maçons, terrassiers et travailleurs de terre de la présente
- » ville, de se rendre ce jourd'hui, heure de 4 du

(1) Extrait des procès-verbaux des délibérations consulaires de la ville de Marvejols.

- (2) « Il est ordonné aux consuls de la ville de Marvejols, de transférer » des prisons de Marvejols en celles du château d'Alais, le nommé Garibal, » pour y rester jusques à nouvel ordre.

» Fait à Montpellier, le 11 aoust 1690.

Delamoignon, signé.

» A la Beaume, ce 18 aoust 1690.

- » Voilà MM. un ordre de Monsieur l'intendant que je vous envoie ; il faut
- » s'il vous plaît, l'aller faire exécuter dès la présente reçue; ordonnez à
- » ceux qui conduiront ce prisonnier d'en prendre une descharge de
- » Monsieur de Chantarene, au bas d'une copie de l'ordre de id. l'in-
- » tendant, etc.

» Je suis MM. fort à votre service.

Menthreton Peyre, signé. »

Histoire, etc.

» soir, à la maison de ville pour estre choisis et nommés
» suivant l'ordre de sa majesté et de monseigneur l'intendant
» pour aller travailler aux travaux des chemins royaux des
» Sévennes, à peine de cent livres d'amande, et sur mesme
» peine à tous les habitants de les employer ni recevoir, le
» tout solidairement, au payement desquelles amandes ils
» seront contraincts par emprisonnement de leurs personnes,
» leur déclarant que lesdits ouvriers seront payés suivant la
» taxe faite par mon dit seigneur l'intendant, tant de leurs
» journées que des frais de voyage, etc..... »

Le lendemain, 18 ouvriers, choisis à l'hôtel de Ville *parmi les anciens catholiques*, partaient pour les Cévennes, sous la conduite d'un valet consulaire (1).

On voit que l'autorité se préoccupait déjà de l'état des Cévennes, où la fermentation était grande ; et qu'on commençait à ouvrir des routes, pour le cas probable où la présence des troupes royales serait nécessaire dans cette contrée. Du reste, à cette même époque les esprits étaient loin d'être calmes dans une partie de la terre de Peyre, et notamment à Marvejols. Il est vrai qu'ostensiblement, il-n'y avait déjà plus de protestants : dans chaque communauté, les hérétiques avaient dû aller en corps, abjurer, par ordre du roi, devant leurs consuls d'abord, et à l'église ensuite. Mais *les nouveaux convertis* n'inspiraient qu'une médiocre confiance à l'autorité ; et on sentait qu'il y avait une profonde irritation au fond des âmes. D'ailleurs les mesures employées contre les anciens Calvinistes, n'étaient pas plus faites pour amener le calme, que les dragons escortant les missionnaires, n'étaient propres à leur faire aimer leur nouvelle religion (2).

(1) Extrait des délibérations consulaires de la ville de Marvejols.

(2) Le célèbre abbé du Chayla, qui fut plus tard odieusement massacré au Pont-de-Montvert (le 24 juillet 1702), était plusieurs fois venu évangéliser les nouveaux convertis de Marvejols, de St-Léger-de-Peyre et de

Toutefois, à la fin du 17^e siècle, toute révolte était impossible dans cette partie de l'ancien Gévaudan, entouré de toute part

diverses paroisses des environs, escorté de six dragons, et muni de l'ordre suivant de Monsieur de Lamoignon :

« Il est ordonné aux consuls des communautés, où se présentera
» monsieur l'abbé du Chayla, de nourrir les soldats qui seront à sa suite
» Fait à Nismes, le 9 octobre 1689. Delamoignon, signé. »

Au-dessous de cette ordonnance, copiée en entier de la main de monsieur l'abbé du Chayla, sont les quittances suivantes également écrites. et signées de sa main.

« En conséquence de l'ordre cy-dessus, dont l'original est en mon
» pouvoir, je certifie que monsieur de la Bastide, premier consul de
» Marieuiols, a donné six francs (sic) à six soldats, pour deux jours que
» j'ai esté à Marieuiols, ce vingt-sept novembre mil six cent quatre-vingt-
» neuf. Du Chayla, prêtre indig. (signé.)

Ne varietur (ajouté de la main du consul).

« Je certifie que mon dit sieur de la Bastide a encore baillé six francs,
» pour trois jours que j'ai esté à Marieuiols, et ce à quatre soldats. Le
» vingt et deux février mil six cent quatre vingts dix. »

Ne varietur (d'une autre écriture). Du Chayla, prêtre indigne.

A ces documents, émanant de monsieur l'abbé du Chayla, je pourrais en joindre divers autres qui prouvent la fréquence de ses apparitions à Marvejols. Je me contenterai de joindre la suivante, faite au nom de ses satellites, et contresignée de lui :

« Nous quatre soldats de la compagnie coronelle de monsieur le comte
» du Chayla, comme estant à la suite de monsieur l'abbé, son frère,
» arrivés à la présente ville le jourd'hier, suivant l'ordre de monsieur l'in-
» tendant, déclarons avoir reçu de monsieur de la Bastide, premier consul
» de ladite ville, la somme de quatre livres, à raison de vingt sols chacun
» pour despance, que nous avons faite dans notre logis, ce jourd'hier ou
» jourd'hui. Dont nous le quitons. Fait à Maruejol, ce vingt septième
» novembre mil six cents quatre vingt-neuf. »

Et au-dessous, d'une autre écriture :

« Laquelle quittance ayant esté présentée auxdits soldats, ont dict ne
» savoir signer. »

de populations catholiques. La terre de Peyre avait un chef énergique, extrêmement redouté et connu pour son dévouement

Enfin, plus bas, de la main de l'abbé du Chayla :

« Je certifie que ledit argent a esté baillé. »

Ne varietur.

Du Chayla, prêtre indigne, signé.

Le 13 décembre 1689, quarante dragons conduits par le capitaine de Pezarche, arrivaient à Marvejols et étaient logés chez les nouveaux convertis, en vertu de l'ordre suivant, signé de la main de monsieur de Lamoignon.

« Il est ordonné aux consuls de Marvejols de ne point donner de » logements des dragons qui sont en quartier audit Marvejols, aux anciens » catholiques. .

» Fait à Nîmes, le 18 décembre 1689. » Delamoignon, signé.

Il paraît que monsieur l'abbé du Chayla avait écrit à monsieur l'intendant, pour le prier de ne pas mettre une garnison de dragons à Marvejols, comme on peut s'en convaincre par la réponse suivante de monsieur de Lamoignon.

« A Nîmes, le 19 décembre 1689 :

» Je ne crois pas de vous avoir promis, monsieur, que Marvejols seroit » sans troupes, car je sçais, il y a longtemps, qu'on n'a pas pu se dispenser » d'y en mettre, mais elles ne seront pas à charge si on exécute ce que » j'ai ordonné pour la discipline, l'ordonnance que vous me demandez » pour le fourrage, et un ordre qui exempte de logements les anciens » catholiques. Je suis monsieur tout à vous. » Delamoignon, signé.

Monsieur l'abbé du Chayla.

Ordonnances pour le fourrage.

« Nicolas Delamoignon, chevalier, comte de Launay, Courson, seigneur » de Bris, etc., etc., conseiller d'etat, intendant du Languedoc.

» La compagnie de Pezarche du régiment de dragons de Lalande, étant » logée à Marvejols, il est important de donner des aydes aux nouveaux » convertis de ladite paroisse pour le fournissement du fourrage qui est » nécessaire, pour le service des chevaux de ladite compagnie.

» Nous ordonnons que les nouveaux convertis de la paroisse de Chirac » fourniront quatre cents quintaux de foin ; ceux de la paroisse de » Saint-Laurent-de-Muret, deux cents quintaux ; ceux de la paroisse des » Salèles, cent quintaux ; ceux de la paroisse du Monastier, cinquante

à l'autorité royale; enfin, les habitants de Marvejols, quelque froissés que fussent leurs sentiments religieux, n'avaient nulle envie de recommencer les luttes qui avaient failli effacer leur patrie du rang des villes (1). Mais les protestants des Cévennes qui, dans les anciennes guerres, n'avaient jamais été complè-

» quintaux; ceux de Serviere, quatre-vingts quintaux, ceux de Montredat,
» cinquante quintaux, etc., etc., etc.; ceux de Saint-Léger, vingt quintaux.
» Lequel foin, sera porté audit Marvejols par les nouveaux convertis
» desdites paroisses. A quoi faire ils seront contraincts... sauf la répar-
» tition entr'eux. Fait à Nismes, le dix-neuf décembre 1689, etc. »

Delamoignon, signé, et plus bas.

Par monseigneur, Letelier, signé,

Les dragons de monsieur de Pezarche restèrent à Marvejols jusqu'au 3 mars 1690, comme le prouve la quittance du capitaine de Pézarche.

» Nous Charles de Pézarche, capitaine de dragons dans le régiment
» de Lalande, certifions à tous ceux qu'il appartiendra, comme les
» consuls et habitants de la présente ville de Mariejols, nous ont fourni et
» administré les logements et vivres nécessaires, etc., etc!
» Depuis le 13 décembre dernier, jour de nostre entrée jusques à ce jour
» de nostre départ. le tout suivant les ordres du roy, en tesmoin
» de quoy, nous sommes soussigné en ladite ville de Mariejols, le treisième
» mars mil six cent quatre vingt dix. Pezarche, signé. »

(1) Après la destruction de Marvejols, les séances des Etats et de la cour du baillage du Gévaudan, qui se tenaient une année à Mende et une année à Marvejols; la levée des deniers royaux, etc., tout, jusques aux marchés de la cité détruite, fut concentré dans la ville épiscopale.

Deux ans après la ruine de Marvejols, vers le milieu de l'année 1588, les rares et malheureux débris de sa population commencèrent à revenir sur les ruines de leur patrie; mais le comte du Gévaudan s'opposa, autant qu'il dépendit de lui, à leur établissement; et leur fit offrir pour s'y retirer, le lieu du Villars (près Chanac), ne voulant pas laisser reconstruire une ville royale dans son diocèse. (Je donnerai, dans une notice sur Marvejols, des documents très-curieux sur cette triste époque, et sur les véritables causes, inconnues jusqu'ici, du sac et de la destruction de Marvejols.)

tement vaincus, et qui n'avaient déposé les armes que grâce à l'édit de Nantes; qui se sentaient d'ailleurs protégés par leurs ravines profondes, leurs montagnes abruptes et leurs forêts, finirent par se soulever, {fanatisés par leurs inspirés, plus encore peut-être que par leurs ministres; et on sait que, le 24 juillet 1702, le tocsin sonna dans toutes les paroisses des Cévennes. L'histoire générale a enregistré les actes d'héroïsme et de barbarie sauvage de cette horrible guerre civile, et je n'en parlerai que pour faire connaître la part qu'y prit César de Grollée, et quelques faits inconnus qui me paraissent offrir un assez grand intérêt.

La lutte était à peine commencée, que le maréchal de Montrevel et Monsieur de Basville se mettent en relation avec le comte de Peyre, lieutenant général du Languedoc. Les rebelles menaçaient Florac et diverses paroisses catholiques, que le maréchal était incapable de protéger. En face de ce danger, le général en chef et l'intendant de la province écrivent à César de Grollée, chacun de son côté, les lettres les plus pressantes pour l'engager à s'opposer aux progrès des rebelles (4).

Le comte de Peyre donne communication de ces lettres à monseigneur de Mende, au syndic et aux Etats du diocèse, qui envoient immédiatement 400 hommes de milice pour couvrir Florac, Ures, etc., et les diverses paroisses menacées. De son côté, César de Grollée lève, dans les paroisses catholiques de son gouvernement, 46 compagnies de milice, destinées, non à combattre, mais à raser les 32 paroisses révoltées, dont le roi avait ordonné la destruction. Chaque compagnie reçoit 10 *palfers* (forte barre de fer destinée à servir de levier), 10 pics (forte pioche) et dix haches (2)

(1) Procès-verbaux des Etats du Gévaudan, année 1703.

(2) On avait commandé, dans ce but, plusieurs charretées de haches à Rodez et à Montauban. Les autres outils furent prêtés par les communautés catholiques.

pour procéder à la démolition des maisons et à l'abatage des forêts des Cévennes. On sait que l'exécution eût lieu dans le mois de décembre 1703, et que bientôt l'incendie fut appelé, par ordonnance royale, à remplacer la hache et la pioche qui fonctionnaient trop lentement (1).

Les semences, confiées à la terre gelée ou couverte de neige, avaient forcément échappé à la destruction ; et au printemps suivant, la récolte s'annonça comme à l'ordinaire dans ces campagnes ensanglantées : Le maréchal de Villars, qui avait succédé au maréchal de Montrevel, pensa que, pour rendre profitable la destruction des paroisses, et pour affamer les révoltés, il fallait encore détruire cette récolte qui ne pouvait qu'entretenir la rébellion. Il demanda donc, au comte de Peyre et au diocèse, d'envoyer, vers la fin de juin, 2,500 hommes de milice pour procéder à cette nouvelle dévastation (2).

Le diocèse n'était pas à même de fournir aux dépenses que nécessiterait l'entretien d'un pareil corps de troupe. D'ailleurs, à une pareille époque de l'année, on ne pouvait enlever tant de bras aux paroisses catholiques sans les exposer à perdre leurs propres récoltes, qu'elles auraient d'autant moins pu faire lever, que les moissonneurs étrangers auraient certainement évité de venir dans une contrée où ils couraient le risque d'être enrôlés. César de Grollée part pour Nîmes et Montpellier, où se rend, de son côté, le syndic du diocèse ; et, après avoir exposé au maréchal de Villard toute la gravité d'une pareille mesure, il est assez heureux pour faire rapporter cet ordre. En même temps il prête au diocèse une certaine quantité d'armes, fusils, bayonnettes, etc., etc., pour armer les habitants des paroisses catholiques qui confinaient à la contrée insurgée ; et, à cette occasion, les Etats lui votent des remer-

(1) Procès-verbaux des Etats du Gévaudan.

(2) Procès-verbaux des Etats particuliers du Gévaudan.

ciements pour les services qu'il ne cesse de rendre au diocèse, au bien public et à la religion (1).

Du reste, dans sa vieillesse, César de Grollée montra un grand zèle religieux : Le 5 septembre 1715, il fit transporter, à son château de la Beaume, la chapelle de Saint-Michel de Peyre, qu'il dota convenablement (2); et, en 1719, lors de l'établissement de la confrérie des Pénitents blancs de Marvejols, le comte de Peyre, âgé de 80 ans, rechercha l'honneur d'être leur premier prieur; et voulut assister, en cette qualité, à leur première procession, qui eût lieu le Jeudi-Saint !

.....

César de Grollée Virville Montbreton, comte de Peyre, baron de Marchastel et de Burzet, seigneur de la Beaume, de Vivier, de Baldassé, de Villeneuve, de L'Arcis, de Beauregard, du Celier, etc., etc., et de la ville de Marvejols.
Chambellan de feu son Altesse royale, Gaston de France, bailli du Gévaudan, bailli et gouverneur des villes et châteaux de Marvejols, Chirac, Grèzes et du mandement de Nogaret....
Conseiller du roi en ses conseils, et son lieutenant général de la province de Languedoc, etc., mourut à la Beaume, le 26 avril 1720.

Deux jours après, le conseil de ville de Marvejols vota *officiellement*, avec des compliments de condoléance à son successeur, une somme de 30 livres pour faire faire le panégyrique de ce *très-haut et très-puissant seigneur*; enfin, il fut arrêté que toutes les autorités de la ville seraient convoquées pour assister à cette cérémonie (3).

Mais les particuliers, les habitants des campagnes surtout, plus sincères dans l'expression de leurs sentiments, se

(1) Procès-verbaux des Etats particuliers du Gévaudan.

(2) Boudon, notaire de St-Laurent-d'Olt.

(3) Procès verbaux des délibérations consulaires de la ville de Marvejols.
Le père Claude, capucin, gagna les 30 livres votées par le conseil.

réjouirent à cette nouvelle et maudirent la mémoire de leur trop redouté seigneur. La tradition (1) nous apprend même qu'on crut assez généralement que sa mort n'avait pas eu lieu sans l'intervention des esprits infernaux, qui venaient réclamer leur proie. Aujourd'hui encore, après plus de 140 ans écoulés, son souvenir pèse toujours comme un cauchemar sur la poitrine des habitants des montagnes. Dans les croyances populaires, l'âme errante de César de Grollée hante constamment les bois qui entourent la Beaume, où plus d'un paysan attardé a crû la voir avec terreur pendant la nuit. Mais le lieu où se concentrent surtout les terreurs populaires, c'est la Recense, cet ancien domaine des Chauvet, dont l'expropriation, présente à tous les souvenirs, fait toujours le sujet des récits les plus dramatiques. César de Grollée est sensé s'y montrer souvent sous la forme d'un gros chien noir (2); et il n'est pas rare de trouver sur la montagne des hommes qui ne se sentent pas assez de courage pour passer une nuit seuls dans cette maison isolée et perdue au milieu des bois.

César de Grollée eut d'ailleurs une haute capacité pour les affaires, beaucoup d'intelligence et une grande activité. Les mémoires de ses avocats furent souvent annotés et corrigés de sa main. Il faisait lui-même toute sa correspondance, même pour les plus petites choses, etc. Et si les procédés qu'il employa pour rentrer en possession des biens de ses ancêtres, et pour évincer les créanciers de sa maison, n'avaient justement imprimé une tâche indélébile sur sa mémoire, on devrait le regarder aujourd'hui comme le plus

(1) La tradition est ici de voix publique : Car beaucoup de vieillards de la terre de Peyre ont connu leurs grand'pères, autres vieillards qui avaient été contemporains de César de Grollée.

(2) J'ai connu personnellement un magnifique jeune homme, mort épileptique, qui avait eu sa 1^{re} attaque le lendemain d'une nuit passée à la Roucense, où il avait éprouvé une violente frayeur.

grand représentant de la féodalité dans le Gévaudan. César de Grollée fut pour la terre de Peyre ce que Louis XIV était, à la même époque, pour la France entière. Sous lui, l'unité de l'ancienne baronnie des Astorg fut reconstituée encore une fois ; et la suzeraineté du comte de Peyre fut de nouveau reconnue dans tous les fiefs qui avaient relevé de ses ancêtres. D'après les antiques usages, tous les hommages furent refaits, même ceux des fiefs les plus éloignés, du château de Pognadoyre, sur les rives du Tarn, comme ceux des seigneuries de Mirmont, de Couffours et de Chaudesaigues, entre la Bès et la Truyère.

Aimant le faste dont il avait puisé le goût à Versailles, César de Grollée avait fait de la Beaume une résidence presque princière ; mais, égoïste comme tous les hommes souverainement ambitieux, il avait dépouillé sa famille entière : Ses frères et ses sœurs religieuses ne touchèrent jamais leur dot, et durent se contenter d'une modique pension, jusqu'au jour où ils firent, comme leur frère François, l'abandon complet de leurs droits en faveur de celui qu'ils avaient institué chef de la famille (1). Ses deux beau-frères ne furent guère mieux traités : Le marquis de Gerlande lui fit, au nom des droits de sa femme, un procès qui durait encore après la mort des deux parties ; et, le marquis de Moret de Montarnal, mieux inspiré peut-être, sut vivre d'espérances.

Sa mère, l'infortunée Marguerithe de Soulatges, qui lui avait donné le riche héritage des Peyre, qu'elle avait eu tant de peine à recueillir, se vit à jamais éloignée du château de

(1) Testament d'Aymard, abbé de Montbreton et donation du même, etc., le 2 avril 1676.

Testament d'Aymard, abbé de Peyre, le 30 septembre 1699.

Cession faite par Hélène de Grollée, abbesse de St-Paul-d'Isaux, etc., de tous ses droits en faveur de César de Grollée, ne se réservant qu'une modique somme de 550 livres. (Messire de Gout, notaire), etc., etc.

ses ayeuls, et alla mourir à Aumont, dans un état voisin de la misère (1). Enfin, sa femme, mademoiselle Marie-Louise de Senneterre (2), finit ses jours, en 1718, dans un couvent de Paris, où elle avait dû se retirer (3).

Par son testament olographe, daté de Paris, du 9 avril 1718, César de Grollée demande à être enterré dans l'église des Capucins de Marvejols, et institue pour son héritier le petit-fils de sa sœur, Victoire, Aymard (ou Joseph) Henri de Moret de Pagas de Montarnal : « Si je murs en Languedoc, je » veux estre enterré dans le tombeau des Capucins de Mar- » vejols, où j'ai faict transporter mon père, ma mère et mes » frères. Si je murs ailleurs, mon cœur y sera transporté et » mon corps enseveli dans l'église des plus proches Capucins »
» Et d'autant que le principal motif d'un testament est » l'institution d'un héritier, etc. A cette cause,

(1) Inventaire des biens, meubles et immeubles délaissés par dame Marguerithe de Soulatges, fait par messire Barthélémy Aldin, sieur de la Rouvarette, conseiller du roi et juge de Marvejols.

(2) Contrat de mariage de messire César de Grollée, etc., etc., et de mademoiselle Marie-Louise de Senneterre, fille de messire Charles de Senneterre, vivant chevalier, marquis de Châteauneuf, etc., et de dame Marie d'Hautefort, marquise de Châteauneuf, Boulogne, etc., vicomtesse de Lestrangle, Privas, etc. (André Laplace, notaire royal.)

Quelques années après, en 1688, Louis de Crussol, chevalier, marquis de Florensac, fils de très-haut et très-puissant seigneur monseigneur, etc., de Crussol, duc d'Uzès, pair de France, etc., épousait à la cour de France, en présence de Louis XIV, de tous les princes du sang, etc., mademoiselle Marie-Thérèse de Senneterre de Lestrangle, nièce de la comtesse de Peyre.

Le dernier comte de Peyre donna une de ses propriétés, la plaine des Sablons, à monsieur Alexandre de Crussol,

(3) Du jeudi 7 avril 1718. — Inventaire de tous les meubles, etc., délaissés par madame la comtesse de Peyre, dans la communauté des dames de Sainte-Geneviève, quai de la Tournelle, à Paris.

» je fais et nomme mon héritier et légataire universel,
» messire Joseph-Henry de Moret, *filz unique mâle de Claude*
» de Moret, marquis de Montarnal (1). »

CHAPITRE IV.

MAISON DE MORET DE GROLLÉE DE PEYRE. — TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA MAISON DE PEYRE.

1^o Aymard-Henri de Moret, comte de Peyre. — Réunion de la
seigneurie de Montrodât à la comté de Peyre. Alliances des
Peyre.

César de Grollée fut en réalité, sinon en apparence, le dernier
comte de Peyre. Ses deux successeurs, Aymard (2) Henri et

(1) Testament olographe de César de Grollée. Procès-verbal d'ouverture
de ce testament à la cour du bailliage du Gévaudan, le 16 mai 1720.

(2) On a vu que César de Grollée testant désigne son héritier par les
prénoms de *Joseph-Henri*.. D'un autre côté, son successeur n'est connu
que sous ceux d'*Aymard-Henri*. Il y a là une différence qui semblerait
indiquer deux personnages différents, et c'est probablement pour expliquer
ce fait que Monsieur de Barrau a supposé que Claude de Moret avait deux
fils ; et que l'aîné, *Joseph-Henri*, aurait abandonné tous ses droits à
Aymard-Henri... Il n'en est rien cependant : les prénoms d'*Aymard-Henri*
et de *Joseph-Henri* appartiennent et se rapportent à un seul et même
personnage, « *au filz unique mâle de Claude de Moret, marquis de Mon-*
» *tarnal*. » (Testament de César de Grollée, passage cité...)

Jean-Henri de Moret de Grollée (1) de Peyre, maréchaux de camp, gouverneurs de Pro vince, etc., confièrent l'administration de la terre de Peyre à des régisseurs, et ne se montrèrent que de loin en loin à la Beaume, dont les terres furent abandonnées à des fermiers : à cette froide et solitaire habitation, ils préférèrent la cour ou leur hôtel de Paris, leurs gouvernements ou leurs châteaux de Béarn, de Lagny-le-Sec, etc., etc...

César de Grollée, en instituant son héritier et légataire universel « messire Joseph-Henri de Moret, *fils unique* de » Claude Antoine de Moret » n'avait pas oublié son neveu, le père du jeune comte de Peyre, « auquel il avait donné et légué » la jouissance des fruits et des revenus, pendant 4 ans, tant » seulement des terres de Peyre. (2). »

Claude de Moret ne géra la baronnie de Peyre que pendant 3 ans ; et la remit entre les mains de son fils, le 19 juillet 1723, tout en se réservant, en vertu de conventions privées, signées *Peyre et Montarnal*, une pension viagère de 6,000 livres, à prélever sur les revenus les plus sûrs de la terre de Peyre.

Le marquis de Montarnal, voyant son fils à la tête de la plus belle fortune territoriale qui fut en Gévaudan, voulut avoir lui aussi une position dans cette province ; et il acheta, le 28 juillet 1720, d'Antoine de Gibertès de Chapelu, seigneur de la Vigne, la seigneurie de Montrodat qui donnait à son titulaire le droit d'entrée aux états particuliers du Gévaudan immédiatement après les huit barons du diocèse, et le titre de *1^{er} gentilhomme du pays de Gévaudan*. Cette vente, dont le contrat fut reçu par messire Marc Boudon, notaire de Saint-Laurent-d'Olt, fut

(1) César de Grollée avait, dans son testament, imposé à son héritier l'obligation de porter le nom de *Grollée de Peyre* : « voulant et entendant » que celui qui possédera mes biens porte le nom de Grollée » de Peyre et les armes, etc. » (Test. ol. de Cés. de Grollée)

(2) Testament de César de Grollée.

faite au prix de 40,000 livres, plus 1,000 livres d'épingles pour la dame de la Vigne. Au moment de la vente de la seigneurie de Montrodât, Monsieur de Gibertès présenta le mémoire suivant des revenus de cette seigneurie, et des droits honorifiques qui y étaient attachés.

- Premièrement.. Il y a une censive foncière et en toute
- » justice, haute, moyenne et basse avec droit de lods et vente :
- » Trente cé tiers froment mesure de Marvejols, scavoir :
- » 27 cé tiers froment et environ 3 cé tiers seigle, ci. 30 cetiers
- » Plus 32 ou 33 cé tiers avoine, même mesure, ci 33 id.
- » Plus environ 16 cé tiers de vin qui se paie ordi-
- » nairement en argent, à 4 sols la pinte, bon au mal
- » an, cy..... 16 id.
- » Plus, il se levait anciennement pour le droit de ban, 7
- » setiers avoine ;
- » (Je n'ai jamais levé ce droit parce que je n'ai pas de titres,
- » mais j'ai des contracts de ferme qui font voir que cela se
- » levait autresfois) ;
- » Plus, il se lève en argent, *pour la censive*
- » environ..... 45 livres
- » Plus, poules ou chapons, huit, cy..... 8 poules
- » Plus, 4 paires de pigeons, cy..... 4 p. pig.
- » Plus, perdrix et demie, cy..... 4 1/2 per.
- » Plus en rente foncière et en toute justice,
- » pour des prés baillés. à nouveau bail, au nommé
- » Giral, cy..... 25 livres
- » Plus, autre rente foncière et en toute justice
- » pour autre pred baillé à Jean Bouquet, de
- » Bouquet, cy..... 15 livres
- » Plus, un four banal audit lieu de Montrodât,
- » qui s'affirme chaque année 66 livres, cy..... 66 livres.
- » Plus un bois appelé *de la Combe*, dans lequel bois fais
- » une coupe de bois taillis chaque année, d'environ cinq à six
- » cents fagots. Plus, pour les herbes dudit bois *de la Combe*,
- » il s'affirme chaque année vingt livres, cy.... 20 livres.

- » Pour l'entrée des états de ce diocèse *comme*
- » 1^{er} *gentilhomme* de cette assemblée, pour la-
- » quelle entrée il y a, cy..... 30 livres.
- » Plus, il y a la nomination de deux chapelles, l'une appe-
- » lée de Notre-Dame et l'autre de Saint-Jean, lesquelles
- » valent 60 livres chacune.
- » Plus le seigneur de Montrodât a la haute justice sur les
- » villages de Montrodât, où il y a *une mesure de château*
- » *et une tour séparés*; Berlières sur le grand chemin
- » de Mende, Bouquet, Bouldoire, les Hermets, Marquès et
- » jusques au milieu du pont de la Peyre, près Marvejols; et
- » dudit milieu jusques au mas du Grenier, Valadou, Molières.
- » Il a la directe seigneurie sur Inosses, Vimenet, Sages,
- » Séjas, Chausserans, Péjas, Brugers. etc.
- » La haute justice du domaine de Coulagnet.
- » Les emphytéotes sont taillables aux 4 cas, à doubler la
- » censive pour chacun cas arrivant.
- » Les habitants ne peuvent avoir leurs maisons que de
- » deux étages, ni ne peuvent les élever plus hautes sans la
- » permission expresse du seigneur de Montrodât.
- » Il y a aussi quelques droits casuels, consistant en lods payé
- » au dernier 12, etc.
- » Les confronts de la seigneurie de Montrodât sont les
- » suivants (1). »

Au lieu du passage renfermant dans l'acte ci-dessus, les confronts de la seigneurie de Montrodât, il m'a paru préférable de donner un extrait, disant d'ailleurs mot à mot la même chose, mais tiré d'un hommage avec dénombrement en langue vulgaire, et qui offre un exemple remarquable de la manière dont était écrit et orthographié le patois, dans notre pays, au milieu du 15^e siècle :

(1) « Controlé à Mende, reçu 12 sols, *Tiers*..... *signé et paraphé* no
» variétur..... »

- « Yeu Francès (1) de Montrodat, chevalier, senhor de
- » Montrodat et de Muret, reconoyse à nostre senhor le rey
- » tener à franc lieu et homatge so qui se sec, et *primo* le man-

(1) François de Montrodat fut le dernier mâle de la famille des anciens seigneurs de Montrodat.

Trois ans après le dénombrement ci-dessus, en 1482, il donna à Peyrone de Montrodat, sa fille, la moitié de tous ses biens, fiefs et revenus, etc., en contemplation de son mariage avec Antoine de Lastic.

François de Montrodat laissa une autre héritière mariée à messire Jean de Chapelu, car après sa mort le 10 juillet 1512, un arrêt du parlement ordonna le partage de ses biens entre la dame de Lastic et les enfants de Jean de Chapelu.

La seigneurie de Montrodat échut à Jean de Chapelu, car en 1520, nous trouvons messire Jehan de Chapelu, seigneur de Montrodat, de Muret, de la Vigne, etc., lozant une vente faite à Jean Richard, de Belvezet. (Jean Albusson, notaire royal).

Cet acte prouve que Jean de Chapelu avait aussi hérité de la seigneurie de Muret. Toutefois cette dernière seigneurie ne tarda pas à sortir pour toujours de la maison de Montrodat; car en 1547 nous voyons la seigneurie de Muret subdivisée en deux seigneuries distinctes appartenant à deux maîtres différents : 1° un avocat de Marvejols, Antoine de Loubeyrac achète la seigneurie de Muret à Jean de Saillans qui l'avait récemment acquise du seigneur de Montrodat (quittance de 400 livres, pour droit de lods, perçues par Antoine Astorg de Peyre, messire Enjalvin, notaire) ; 2° la petite seigneurie du Chayla possédée par demoiselle Anne du Chayla, se détache, après un long procès favorisé par le seigneur de Peyre, du fief de Muret et passe bientôt après dans la maison de Florit de Clamouze qui la possédera jusqu'au milieu du 18^e siècle (V. plus loin 3^e partie note 1.)

La famille de Chapelu posséda Montrodat pendant un siècle... Au commencement du 17^e siècle, il ne restait plus qu'une filie de cette famille, Claude de Chapelu dame de la Vigne, de Montrodat, etc., qui avait épousé messire Claude de Gibertès, seigneur dudit lieu, baron d'Anvers, etc.; et de ce mariage, la maison de Gibertès Chapelu (cahier des reconnaissances féodales de l'an 1609, Recollin, notaire et divers actes de l'année 1600.)

- » damen de montrodat loqual mandamen se confronta devers
- » lo mas de Chausserans, an l'as terras del mandamen de Greze;

On a vu (1^{re} partie, art. Montrodat) qu'il y avait anciennement, dès les temps les plus reculés, deux coseigneurs de Montrodat: Guillaume de Montrodat et Aldegier Charbonnier. Il en était encore de même au commencement du 16^e siècle. En 1539, pendant que Jean de Chapelu représente l'ancienne famille de Guillaume de Montrodat, les droits d'Aldegier Charbonnier sont possédés par ce Jean d'Aulhon, de Lyon, qui avait acquis la seigneurie de Servièrre et qui s'intitule aussi coseigneur de Montrodat (cahier de reconnaissances féodales, Barran, notaire).

Les Chapelu, ou les Chapelu Gibertès réunirent sur leur tête l'entière seigneurie de Montrodat; car le 8 mars 1678, François de Gibertès Chapelu faisant le dénombrement de ses fiefs, devant les commissaires députés par le roi, dit textuellement « premièrement *je suis seul seigneur dudit* » *Montrodat et de son mandement* (sauf les droits du seigneur de Peyre) » *qui se borne, limite et confronte, etc.. »*

Cet hommage, avec dénombrement, de François de Chapelu Gibertès nous apprend que l'ancien château de Montrodat n'existait déjà plus depuis longtemps. « Dans lequel mandement est scitué le lieu et terroir de Montrodat, la maison seigneuriale et tours étant ruinées depuis longtemps. »

En 1703 Antoine de Gibertès Chapelu, « taille au curé de Montrodat, » un jardin qui est au-dessous des ruines de l'ancien château de Montrodat : » *confronte du levant petit vacant; du midi rue publique; du couchant, »* *rue qui va à l'église et de bise les mesures du vieux château; de la »* *contenance de 14 canes en longueur sur 4 et demi de largeur, etc... »*

Enfin, « en l'an 1754 et le 12 décembre, messire Jean Alexandre Béraud, » *prêtre, licentié de la faculté de Sorbone, procureur fondé de très-haute et »* *très-puissante dame Jeanne de Gassion comtesse de Peyre, baille etc., »* *etc., à messire Antoine Prolhac, prêtre, curé du lieu et paroisse de »* *Montrodat, à titre de bail à cens et emphytéote perpétuelle l'emplacement »* *de l'ancien château dudit Montrodat, qui a été détruit depuis longues »* *années, dans lequel emplacement ledit messire Prolhac a fait faire un »* *jardin qu'il a fait entourer de murailles du consentement dudit »* *messire Béraud, etc., lequel bail à cens est fait pour et moyennant la »* *rente annuelle et perpétuelle d'un chapon gras, payable à chaque »* *fête St-Michel. (Ant. Martin, notaire royal de Marvejols.)*

Histoire, etc.

25

» et tiran vers lo mas de Fonfrege si confronta an las terras
» del dit mas de Id., et an lo chami que part de Baldassé
» que vay vers Servieyras, vers lo mas de Limouzas ; et tiran
» de Limouzas vers lo mas delz Vernetz si confronta an las
» terres del dit mas des Vernetz et an la boria de Usselz et an
» la boria de Francès del Vialaret et an las terras del manda-
» men de Quintiniac ; et venen vers lo mas de Ratpendat, et
» si confronta an lo mas de las Sales et an la Ribieyra de
» Colonha ; et tiran vers san Latgier si confronta an las
» terras de moss. de Peyre ; et puey parten del Mazet tiran
» vers lo mas de Combetas se confronta dhaut en lo puech
» Descuras tiran al valat de Combetas que partis las terras
» de moss. de Peyre et de moussu de Montrodât ; tiran an bas
» lou long del bezal de Molieyras, tiro a la Ribieyra de Co-
» lonha et si confronta an la dito ribieyra de Colonha ; tiro al
» mas del Granier ; et del mas del Granier tiran lo long de
» Colonha tiro al miech arc del pont de Peyre ; et pueys deld.
» miech arc venen al camí real venven a la vouta de abuourada
» tiro al Chalsia que ès de lay la ribieyra de Coulonhet ; et pueys
» parten del chalsia prend lou bas del puech de roda mula,
» tiro a laiguo de Col'ognhet, tiran tot jour lo bas del dit puech
» tiro al cap del pont Pessil, devers lo puech sobredit ; et
» pueys tiran lo camí real a Palbias, Prenen lo bas del puech,
» tiro al valat que partis las terras de moss. de mende et de
» moussu de montrodât ; et de Palbias tiran lo long del valat
» si confronta an lo mas de Rochevalier ; et del dit mas de
» Rochevalier tiran vers lo mas de Guilhen Fournal si confronta
» an las terras deldit mas et an las bolas que divisen las terras
» de moussu de mende et de moussu de montrodât ; et pueys
» tiran tiro al miech de la cham de Brugias, si confronta an
» las terras de M. l'arcidiacre de mende et va a la boria de
» Chantalauzeta, et daquí sen vay al champ rouch et aquí se
» confronta an las terras del mandamen de Grese ; et pueys se
» confronta an las terras del mas de Bachiran et del mas de
» Goudart. Intra loqual mandamen ès pausat et situat lo luoc

- » de montrodat; an loqual luoc, prend la cense que si sec;
- » primo, etc., etc.....
- »
 » Acta fuerunt hæc in dictâ villa Marologii, et in jam dictâ
- » domo santi Joannis Yerozolimitani, testibus præsentibus,
- » etc., etc., et me Astorgio Riquem, notario subsignato in
- » testimonium præmissorum. Riquem, signé.
- » Du samedi 7 aout 1479. »

A la mort de Claude de Moret de Montarnal, *seigneur et baron de Montrodat*, son fils Aymar Henri hérita de la seigneurie de Montrodat, et la réunit à la *comté de Peyre* (1), dont elle fit partie jusqu'au 2 septembre 1785, époque à laquelle elle fut revendue par « monseigneur Jean-Henri de Moret, » comte de Peyre, etc., à haut et puissant seigneur Antoine » de Pineton, vicomte de Chambrun, chevalier, seigneur de » l'Emperi, etc., maréchal des camps et armées du roi, » gentilhomme de son altesse R. monseigneur le duc d'Orléans, » etc., (2)..... »

L'héritier de César de Grollée, Aymard Henri de Moret de Grollée de Peyre, épousa, le 23 février 1723, mademoiselle Jeanne de Gassion, fille de Jean, marquis de Gassion, lieutenant-général des armées du roi, et de dame Marie-Jeanne Fleuriau d'Arménonville.

Les Astorg s'étaient alliés avec les plus grandes familles de l'ancienne France : avec les rois d'Aragon (V. note V.) avec les

(1) Dans les deux derniers siècles, depuis Antoine de Grollée jusqu'à la révolution, la terre de Peyre est toujours appelée *la comté de Peyre*. Je crois avoir eu dans le temps, entre les mains, une ordonnance royale qui érigeait en comté l'ancienne baronnie des Astorg, tout en réservant les droits du seigneur comte de Gévaudan ; mais c'est en vain que j'ai récemment cherché ce titre, au milieu du nombre infini de documents que j'ai compulsés ; et par suite je ne puis qu'indiquer ce fait.

(2) Brichard et Boulard, notaires du Châtelet de Paris.

vicomtes de Murat (1) ; avec les Mercœur, les d'Alègre, les Cardaillac (2) ; avec les Lévis de Florensac (3) ; les Clermont de Lodève (4) ; les Poitiers (5), les Polignac (6), les d'Agout (7), les d'Aubusson (8) ; avec les maisons de Foix, de Narbonne, de Joyeuse, d'Escars, d'Estain, de Calmont, etc., etc., et avec une foule d'autres grandes familles qui donnèrent des épouses aux Astorg ; ou dont les chefs recherchèrent la main des demoiselles de la maison de Peyre.

Le passage suivant, extrait du contrat de mariage d'Aymard Henri de Moret de Peyre, avec mademoiselle de Gassion, nous donne les noms de l'immense majorité des parents des deux époux ; et montre quel rang tenait encore, dans la haute, noblesse du royaume, à la fin de l'ancienne monarchie, l'unique

(1) Testament d'Astorg en 1273. (V. 1^{re} partie, art. Beaume.) Astorg fait un legs en faveur de sa fille, Marquèse, vicomtesse de Murat, et hérite du jeune vicomte de Murat, son petit-fils.

(2) Testament d'Astorg en 1302. Légats en faveur de sa femme, Marquèse de Mercœur ; de sa fille Alix, épouse de Bertrand de Cardaillac ; de son autre fille, Marquèse, épouse d'Armand d'Alègre. (Bertrand Almeras, notaire.) . . . Alliance du XV^e siècle (V. précédemment).

(3) Diverses alliances ; et entr'autres, mariage de l'année 1407 entre Astorg de Peyre et Jordane de Levis de Florensac. (Pierre Pontilly, not.)

(4) 1422, mariage d'Astorg et de Dauphine de Clermont. (Barthélémy de Recoules, notaire). 1451, testament de dame Dauphine de Clermont, femme d'Astorg, légats divers ; et entr'autres à sa fille, Isabeau, femme de Jean de Roquefeuil, seigneur de Roquefeuil.

(5) Testament de Simonette de Poitiers, mère d'Isabeau de Sanhes, femme d'Astorg. (11 novembre 1465, Guillaume Cobone, notaire.)

(6) Mariage d'Astorg et de Marquèse de Polignac. Transaction de l'an 1374 au sujet de la dot de ladite Marquèse. (Jausson, notaire.)

(7) 1415, ratification de donation faite par Isabeau d'Agout, femme d'Astorg, etc., etc.

(8) 1470, mariage de Jean d'Aubusson, comte de Pontarens et de Monteilz, chambellan du roi et de Louise de Peyre.

enfant issu de ce mariage, Jean-Henri de Moret, qui fut le dernier comte de Peyre :

« En la presance et de l'agrément du roy et de l'Infante reyne; de S. A. R. monseigneur le duc d'Orléans, S. A. R. madame la duchesse d'Orléans ; S. A. R. monseigneur le duc de Chartres, S. A. S. madame la duchesse ; S. A. S. monseigneur le duc, S. A. S. monseigneur le comte de Charolais ; S. A. S. monseigneur le comte de Clermont ; S. A. S. madame la princesse de Conty, première douairière, S. A. S. monseigneur le prince de Conty ; S. A. S. madame la princesse de Conty ; S. A. monseigneur le comte de Toulouse, S. E. monseigneur le cardinal Dubois, premier ministre.

• Et encore de la part du seigneur, futur époux, en la présence des seigneurs et dames, ses parents et amys cy après nommés :

• Très-haut et très-puissant seigneur monseigneur Camille, duc d'Hostun de Talard, mareschal de France, chevalier des ordres du roy, gouverneur de la province de Franche-Comté, très-haut et très-puissant seigneur monseigneur Marie-Joseph, duc d'Hostun de Talard, parents. Très-haute et très-puissante dame madame. . . . de Rohan, duchesse de Talard. Très-haut et très-puissant seigneur monseigneur Hector, duc de Villars, mareschal de France, chevalier des ordres du roy et de la toison d'or, gouverneur de Provence. Très-haute et très-puissante dame madame. . . . Varengeville, épouse dudit seigneur, parents. Illustrissime et reverendissime seigneur monseigneur Charles de Tubieres, de Grimoire de Levi de Pestel de Caylus, évesque d'Auxerre, oncle à la mode de Bretagne. Haute et puissante dame Claudine de Fabert, marquise d'Estarnains, veuve de haut et puissant seigneur messire Charles-Henri de Tubieres de Grimoire de Levi de Pestel, marquis de Caylus, grande tante. Haute et puissante dame madame Marie-Marguerithe de Valois, épouse de haut et puissant seigneur. . . . comte

» de Caylus, tante à la mode de Bretagne. Haute et puis-
» sante dame madame Marie-Charlotte de Tubières de Caylus,
» épouse de haut et puissant seigneur messire Joseph
» Robert, chevalier, marquis de Lignerac, lieutenant-général
» pour sa majesté en la province d'Auvergne, tante à la mode
» de Bretagne. Haut et puissant seigneur messire Joseph,
» comte de Lignerac, issu de germain. Haute et puissante
» demoiselle mademoiselle Genevieve-Catherine de Cardillac,
» fille de haut et puissant seigneur messire Louis de Cardillac,
» commandant d'un régiment de cavalerie exempt des gardes
» du corps, issu de germain. Très-haute et très-puissante
» dame madame de Bourbon de Malause, comtesse de
» Poitiers, issue de germain. Haut et puissant seigneur
» messire Jacques Aymard de Roquefeuil, capitaine de
» vaisseau du roi, chevalier de l'ordre militaire de St-Louis,
» oncle à la mode de Bretagne. Haut et puissant seigneur
» messire Joseph Saint-Ovide de Brouilhan, gouverneur de l'isle
» royale, etc., issu de germain. Haut et puissant seigneur
» messire . . . M^{re} Marquis d'Hautefort, lieutenant-général des
» armées du roi. Haute et puissante dame . . . de Pompadour,
» épouse dudit seigneur. Haut et puissant seigneur messire . . .
» chevalier d'Hautefort, lieutenant-général des armées du roi.
» Haut et puissant seigneur messire Joseph-François d'Haute-
» fort de St-Chamant, mareschal des camps et armées du roi.
» Haute et puissante demoiselle d'Hautefort ; haute et
» puissante demoiselle de Grollée de Mépieu ; haute et puissante
» dame Madeleine Sabine de la Tour Gouvernay, Comtesse de
» Virville, parents. Messire François Olivier de Senozan,
» etc., seigneur du comté de Senozan et marquisat de Rouy.
» Madame etc. . . . , de Grollée Virville, comtesse de Senozan.
» Haut et puissant seigneur messire Jean-Frédéric de la Tour
» Gouvernay, chanoine de Notre-Dame de Paris, seigneur de
» Mitivier, etc.. Haute et puissante dame madame de Fisac
» de Beaucour, comtesse de Verderonne. Haut et puissant
» seigneur, etc., etc., marquis de Verderonne, capitaine des

» gendarmes anglais. Haute et puissante dame, etc., Sabine
» de Grollée, marquise de Verderonne. Haute et puissante
» dame madame, etc., de Villars, marquise de Vogué. Haut
» et puissant seigneur comte de Boissieux, brigadier des
» armées du roy, tous parents dudit futur époux et messire
» monsieur Pierre Joseph Chasteignier de la Besseyrette
» ami.

» Et de la part de la demoiselle future épouse, en la présence
» des seigneurs et dames, ses parents et amys aussy cy après
» nommés :

» Très-haut et très-puissant seigneur monseigneur Jean
» Baptiste Fleuriau d'Armenonville, garde des sceaux de
» France, ayeul; haut et puissant seigneur messire Pierre,
» etc., comte de Gassion, frère, etc. Très-haut et très-puissant
» seigneur monseigneur Frédéric, prince souverain de Carpei-
» gne, grand oncle. Très-haute et très-puissante dame
» madame Françoisse de Colbert, princesse de Carpeigne
» grand tante. Haut et puissant seigneur, etc., comte de
» Gassion, lieutenant-colonel du régiment de Lunancour, etc.,
» oncle à la mode de Bretagne. Très-haut et très-
» puissant seigneur monseigneur de Montesquieu, mareschal
» de France, parent. Illustrissime et révérendissime seigneur
» monseigneur Louis Gaston Fleuriau d'Armenonville, éves-
» que d'Orléans, grand oncle. T. h. et très-puissant seigneur.
» etc., monseigneur Charles-Jean-Baptiste Fleuriau de
» Morville, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de
» sa majesté au congrès de Cambray, secretaire d'état et des
» commandements de sa majesté, oncle. Haut et puissant
» seigneur Jean-Baptiste Fleuriau, comte de Morville, cousin
» germain. Haut et puissant seigneur messire Henry de Fabry,
» comte d'Autrey, brigadier des armées du roy, colonel du
» régiment de la Sarre, etc., oncle. . . . , etc., etc., etc. Haute
» et puissante dame Marguerithe Thérèse Fleuriau, veuve de
» haut et puissant seigneur marquis de Montbrun, président à
» Mortier au parlement de Thoulouse, grand tante. Messire

» Charles Gilbert, président de la chambre des comptes de
» Paris, grand oncle; dame Henriette de Maupou, son épouse.
» messire Nicolas Gilbert, conseiller à la cour des aydes de
» Paris, grand oncle; messire, etc., etc.....
» (Et autres membres de la famille de Gilbert).
» Messire et révérendissime seigneur monseigneur Nicolas de
» Paris, etc., etc., coadjuteur de l'évêché d'Orléans, oncle à la
» mode de Bretagne. Messire François de Paris, brigadier des
» armées du roy, etc., (et autres membres de la famille de
» Paris). Haut et puissant seigneur monseigneur Louis le
» Pelletier, ancien premier président du parlement de Paris,
» oncle à la mode de Bretagne, etc., (id., id., divers membres
» de la famille le Pelletier). Haut et puissant seigneur mon-
» seigneur Pheippeaux, comte de Pont Chartrin, ancien
» chancelier de France, parent, etc.....
» et demoiselle Antoinette de la Margrie, parente.

» C'est à savoir que lesdits seigneurs et dames de Gassion
» ont promis donner ladite damoiselle de Gassion, leur fille,
» pour femme légitime, etc..... audit seigneur comte
» de Peyre, etc...

» Comme aussi, en faveur dudit mariage ledit seigneur
» et dame de Gassion constituent en dot à ladite damoiselle,
» etc., etc., en avancement d'hoirie, etc., la somme de cent
» cinquante mille livres.. En outre, ledit seigneur de Gassion
» promet fournir à ladite damoiselle, future épouse, toilette,
» linge et habits, etc., *bagues et joyaux à sa discrétion*,
» etc., etc...

» L'an mil sept cent vingt-trois le vingt-deuxième jour de
» février après midy, ont signé, Louis, A. M. Victoire, P.
» d'Orléans, M. F. de Bourbon, L. d'Orléans, L. F. de Bour-
» bon, L. M. de Bourbon, etc., etc., etc., suivent les diverses
» signatures (1)... »

(1) Contrat de mariage du 22 février 1723 (Masson et Boudin, notaires).

Les deux époux vécurent presque toujours à Paris, à Pau, à Toulouse, etc. ; et n'eurent qu'un fils qui reçut les prénoms de Jean-Henri, et fut baptisé à Pau, le 6 septembre 1737 (1).

Le comte Aymard-Henri de Moret de Peyre, mestre de camp d'un régiment de cavalerie, mourut à Toulouse jeune encore, peu de temps après la naissance de son fils. Dès le commencement de l'année 1733, nous voyons sa veuve, dame Jeanne de Gassion, administrer la terre de Peyre comme tutrice du jeune *Jean-Henri de Moret, comte de Peyre*.

II

Jean-Henri de Moret de Grollée de Peyre, dernier
comte de Peyre.

Je ne dirai presque rien sur le dernier comte de Peyre : il traversa, *comme il put*, les orages de la révolution, et mourut à Paris, le 16 avril 1842.

Avant 1789, tous les actes émanant du dernier comte de Peyre commencent par la formule suivante : « Nous Jean-Henri de Moret de Grollée de Peyre, chevalier, seigneur, comte de Peyre, baron de Marchastel, de Montrodât, de Baldassé, seigneur de Génébrier, etc... (en Gévaudan) marquis de Montarnal et de Pagas, seigneur de Stagnac,

(1) Extrait des registres de baptême de l'église paroissiale Saint-Martin de Pau ; « parrain, Jean, marquis de Gassion, lieutenant-général des armées du roi ; marraine, très-haute dame Madeleine de Colbert, marquise douairière de Gassion, bisayeule. »

Signé : des Barats, curé de la ville de Pau.

Contresigné : de Pargard, lieutenant-général en la sénéchaussée de Pau.

» d'Anglars, etc... (en Rouergue); baron de Burzet et de
» Sainhes (en Vivarais); comte de Montbreton et seigneur de
» Chanal (en Dauphiné); baron d'Andos et de Salis (en Réarn),
» etc... grand bailli du Gévaudan; seigneur et gouverneur de
» Marvejols; gouverneur, lieutenant-général et grand sénéchal
» du Bourbonnais; maréchal des camps et armées du roi,
» etc., etc. »

A cette série de titres, le comte de Peyre en joignait plusieurs autres, suivant que les circonstances l'exigeaient : ainsi qu'il fallut pourvoir de leurs offices les juges et les lieutenants de juge de Marvejols, Jean-Henri de Moret ajoutait aux titres précédents, comme son père et comme César de Gröllée, ceux « *d'acquéreur d'une partie (1) des domaines du roi du pays du Gévaudan, et de la moitié des droits utiles et honorifiques dépendant de la justice de Marvejols, l'autre moitié nous appartenant; et de la moitié de tous les droits sur les offices royaux de la dite ville, Chirac, Grèses, la Canourgue et mandement de Nogaret, etc.* »

Les officiers de la comté de Peyre rendaient la justice au nom de « monseigneur Jean Henri de Moret, etc., comte de Peyre, seigneur régnant, etc... »

Pendant la révolution (2), monseigneur de Peyre s'appela « le citoyen Moret-Peyre. »

(1) En même temps, monseigneur de Choiseul Beaupré, évêque de Mende et comte du Gévaudan, etc. « *ayant droit de l'un de ses prédécesseurs, acquéreur d'une partie des domaines du roi, dans le diocèse de Mende, dans les villes de Chirac, la Canourgue, Grèses et mandement de Nogaret,* » autorisait, pour sa part, la nomination aux mêmes offices; car toutes ces localités dépendaient, depuis les temps les plus reculés, de la judicature de Marvejols. (V. pour la vente du domaine du roi en Gévaudan, chap. 3, César de Gröllée.)

(2) La conservation du château de la Beaume, pendant la révolution, fut due à l'intelligence du dernier régisseur du comte de Peyre, Monsieur Besseyre,

Et en 1812, « le très-haut et très-puissant seigneur dont je
» viens d'énumérer les titres, rédigea son testament en la
» forme suivante :

- » Ceci est mon testament.
- » *Je Jean-Henri Moret Grollée de Peyre, demeurant à*
- » Paris, rue de Grenelle St-Germain, n° 58.
- » Je donne et lègue, etc.....
- » Je donne et lègue *tous mes biens du département de la*
- » *Lozère*, à madame du Plessis Châtillon.....
- » A Paris, 7 janvier 1812. »

Chacun tirera de la comparaison de ces diverses formules des réflexions en rapport avec sa manière de voir. Dans tous les cas, rien ne saurait mieux montrer les changements apportés dans la situation du dernier héritier des Astorg par la tempête révolutionnaire. Et, quand on a étudié l'histoire de cette grande et antique maison de Peyre, pendant les 7 à 8 derniers siècles, le testament du comte Jean-Henri fait presque froid au cœur : On sent que le niveau de la révolution est passé sur la tête de son auteur.



qui survécut de longues années à Jean-Henri de Moret. On raconte qu'un jour, une troupe de paysans, surexcités par les révolutionnaires de Marvejols, s'étaient rendus à la Beaume, et qu'on était sur le point de mettre le feu aux quatre coins du château afin de détruire tous les souvenirs de la féodalité, et surtout les titres qui avaient lié si longtemps les habitants de la terre de Peyre aux successeurs des Astorg.

Besseyre harangua les paysans, leur donna des quantités énormes de parchemins et de papiers de peu de valeur, pour faire un autodafé dans la cour du château ; les hébergea et parvint à s'en débarrasser sans qu'ils eussent commis aucune dévastation.....

Ast
testa en

Ante
testa en

Jean
mariée à
de Card

Antoine
15
testa

François
baron
mort

1° Phil
mineur
2° Sam
me. m
de

rie Anne de Meret,
Marquise de Sausac.

rie Anne de Sansac,
Marquise de Miramon.

Charlotte de Miramon,
Comtesse du Plessis-Châtillon,
1812.

VICTORIUS

POÈTE GABALITAIN.



Notice par M. DELAPIERRE, président.

Nous avons été heureux, en parcourant les Mémoires de l'Académie de Clermont, de rencontrer dans un article de M. l'abbé Chaix, sur St-Sidoine-Apollinaire, les quelques détails qui suivent au sujet d'un poète Gabalitin du V^e siècle, Victorius, lequel se trouve simplement mentionné, sous le nom de Victorin et comme étant l'oncle de Justin et de Sacerdos, ses héritiers, dans la liste biographique des hommes remarquables du Gévaudan publiée par M. Ignon, dans les Mémoires de notre Société :

« Dans les montagnes des Gabales, vivait un certain Victorius, homme érudit, mais surtout faiseur de petits vers. Il avait, à la prière de l'archidiaque Hilaire, qui devint Pape dans la suite, composé le cycle pascal (1). Ses poésies, malgré leur douceur (*dulcedo Victorii*) ne devaient guère aller au-delà des monts Gabalitains. Rien de ce genre n'échappait à Sidoine Apollinaire : il le sut. Posséder ces vers fut son ambition ; il convoita ce legs dans la succession de Victorius. Quand elle fut

(1) Victorius d'Aquitaine composa le cycle pascal en 457, sous le consulat de Constantin et de Rufus. (*Note de l'auteur*).

ouverte, le patrimoine de l'oncle revint à ses deux neveux, Sacerdos et Justin qui, s'ils n'étaient pas poètes, vivaient au moins dans une amitié si étroite qu'on la comparait à celle de Pylade et d'Oreste. Au moment où ils songeaient à se partager les biens de Victorius, un courrier annonça de nouvelles prétentions. Sidoine Apollinaire intervenait comme héritier; sa demande était en forme.

« Victorius votre oncle, écrivait-il, a laissé de fort
» belles poésies. Moi aussi, dès mon enfance, je n'ai
» cessé de cultiver les muses. Je suis son parent par
» la profession de poète, si vous l'êtes par le sang. Il
» est juste que chacun de nous succède au défunt,
» suivant les degrés de parenté. Gardez donc son pa-
» trimoine, mais donnez moi ses vers. »

« On ignore le nom et le sujet de ces poèmes que Sidoine réclamait avec une si vive instance. »

' Du reste, cette instance même de celui qui, dans sa villa d'Avitacum, exprimait de si amers regrets touchant les beaux âges de la littérature, qui trouvait son siècle stérile en beaux esprits et adjurait ceux qui avaient gardé le culte de la latinité de se réunir pour défendre la pureté du langage contre le germanisme envahissant, peut à bon droit faire préjuger que les *doux* vers du poète Gabalitin devaient n'être pas sans mérite.



TABLE GÉNÉRALE

DES MATIÈRES

DE LA DEUXIÈME PARTIE.

Nota. Les procès-verbaux des séances de la Société, insérés à la partie agricole du Bulletin, contiennent quelques documents historiques ou archéologiques qui n'ont pas été reproduits dans la deuxième partie. Le lecteur les trouvera facilement en se reportant à la table de cette première partie aux mots **ARCHÉOLOGIE** ET **HISTOIRE**.

Appel à toutes les personnes qui possèdent des lettres autographes ou des manuscrits d'Amans-Alexis Monteil, auteur de l'Histoire des Français des divers états, etc., né à Rodez en 1769 77

Baronnie de Peyre (L'ancienne) d'après des documents originaux et inédits, par le Dr B. P*** 159

Chirac, ses fossés et ses remparts, par M. Delaruelle, notaire à Chirac. 67

Comtes (les) de Barcelonne, rois d'Aragon, vicomtes de Gévaudan, et dénombrement de leur vicomté, par M. André, archiviste 20

Criées publiques et règlements de police municipale dans le Gévaudan, par M. André, archiviste 41

Inscription de la colonne de l'empereur Posthume, découverte à Javols. (Voir à la partie agricole du Bulletin le procès-verbal de la séance du 15 février 1866).

Institutions administratives actuelles comparées avec les anciennes institutions provinciales de la France, par M. De Loisne, Préfet de la Lozère. (Voir le discours prononcé par ce Magistrat à la séance solennelle du concours agricole régional, page 229 de la partie agricole du Bulletin de 1866.)

Notariat. — Notice sur son institution à Mende, par M. André, archiviste, 1 ; — Mode de nomination des notaires dans le XV^e siècle, par M. Benoit, notaire à Villefort 54

Patriotisme des gévaudanais pendant l'occupation anglaise, au XIV^e siècle, par M. André, archiviste . . . 63

Principauté de Dombes, par M. Delaruelle, notaire à Chirac 73

Procès-verbal des cérémonies du mariage de Guigon de Beauvoir, seigneur du château du Roure, avec Anthonie de Gardies. (Communication de M. Benoit, notaire à Villefort). 34

Urbain V. Recherches sur la famille de Grimoard et sur ses possessions territoriales au XIV^e siècle, par M. l'abbé Albanès. . . . , ... 79

Victorius, poète Gabalitin, par M. Delapierre, prés. 363





